



La voix de l'opposition de gauche

L'émancipation des travailleurs sera l'oeuvre des travailleurs eux-mêmes



Causeries octobre 2015

janvier	février	mars	avril	mai	juin	juillet	août	septembre	octobre	novembre	décembre
---------	---------	------	-------	-----	------	---------	------	-----------	---------	----------	----------

1	2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13
14	15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26
27	28	29	30	31								

Le 1er octobre 2015

CAUSERIE

On a laissé de côté quelques sujets d'actualité qu'on traitera d'ici la prochaine actualisation du portail dans quelques jours.

Que traficote le gouvernement ?

- La France participe au trafic des migrants - voltairenet.org

Fabrice Leggeri, directeur de Frontex, l'agence européenne de surveillance des frontières, a mis en garde dès le 1er septembre face à un vaste trafic de vrais-faux passeports syriens.

Le ministre allemand de l'Intérieur, Thomas de Maizières, a vivement dénoncé ce trafic permettant à des migrants économiques venus du monde entier de se faire passer pour des réfugiés politiques syriens.

Le ministre a souligné que beaucoup ne parlaient pas arabe.

Jusqu'au début de la guerre contre la Syrie, les authentiques passeports syriens n'étaient pas imprimés en Syrie, mais par l'Imprimerie nationale française. De facto, la seule puissance capable de fabriquer de vrais-faux passeports syriens est la France. voltairenet.org 28.09

Affirmation contestable, mais on peut admettre qu'effectivement la France est bien placée...

En complément.

Parole des parrains des barbares.

- Syrie: réhabiliter Assad, "une faute morale", selon Valls - AFP

La Syrie dut "affronter un cycle meurtrier d'attentats (1978-82), jusqu'à la défaite de la branche militaire de l'organisation (des Frères musulmans - ndlr), à Hama." (Le Réseau Voltaire 30.09)

Tiens, c'est étonnant la "gauche" et l'extrême gauche, les lambertistes ainsi que les historiens officiels en avaient donné une toute autre version et l'ont toujours maintenue, la même qu'ils nous serviront 30 ans plus tard à partir de 2011. La "faute morale" ne viendrait-elle pas plutôt de là, de tous ces faussaires ?

La vérité est révolutionnaire, c'est con, les faits falsifiés, c'est décidément trop con pour qu'on marche dans leur combine pourrie.

En famille. Putain de ta race !

Valls sur les propos de Morano: "Marianne n'a pas de race, pas de couleur" - AFP

Elle tient de la prostituée... votre République impériale !

Qu'a-t-elle dit au juste ?

- À l'origine, une déclaration de l'élue samedi soir sur la plateau de "On n'est pas couché". Invoquant le général de Gaulle, l'élue avait alors déclaré : "La France est un pays aux racines judéo-chrétiennes. La France est un pays de race blanche, dans laquelle on accueille aussi des personnes étrangères". Francetv info 29.09

« Je n'ai rien dit qui soit raciste. J'ai cité les propos du général de Gaulle et j'admets parfaitement que la France d'aujourd'hui soit multiculturelle. » lefigaro.fr 29.09

Effectivement il n'y a rien de raciste là-dedans, et si elle l'était pas ailleurs, cela ne transparaît pas ici.

Quand s'éteindra la race des imposteurs...

Après les propos de Morano, la gauche de la gauche réclame l'adoption du texte supprimant le mot "race" de la loi - Francetv info

Un rappel à ceux qui ont la mémoire courte ou sélective ou qui trop jeunes ne connaissent pas la véritable histoire (hideuse) du PCF, principale composante du Front de gauche.

Une question à laquelle les lecteurs pourront répondre librement après cette lecture instructive : Exagérions-nous en les traitant d'imposteurs ?

- Le PCF et le colonialisme français - par Robert Paris - matierevolution.fr 10.07.2015

Extraits. En mai 1935, le président du Conseil, Pierre Laval, se rendait à Moscou et signait un pacte d'assistance franco-soviétique. Staline déclara alors qu'il approuvait la politique de défense de la France. Immédiatement, le PCF cessa toute activité et propagande anti-militariste, adoptant le drapeau tricolore et La Marseillaise.

Avec le retour au nationalisme français en 1935, le PCF renoue avec « la nécessité de la défense nationale française » soutenue par Staline après son pacte avec Laval. En découle le soutien au colonialisme français au nom de « l'intérêt supérieur de la nation française »...

En donnant pour raison que les colonies pourraient tomber entre les mains de Hitler et de Mussolini, le PCF s'opposa à l'indépendance des colonies.

Dans la question coloniale, le Front Populaire de 1936 continua exactement la même politique que ses prédécesseurs. L'un des éléments de cette politique resta une répression violente. Dès que, dans la foulée du développement des luttes ouvrières en France, des grèves se développèrent dans les colonies, ce même Marius Moutet télégraphia aux autorités coloniales indochinoises de la façon la plus claire : « Vous maintiendrez l'ordre public par tous les moyens légitimes et légaux, même par poursuites. Ordre français doit régner en Indochine comme ailleurs ». Les affrontements furent sanglants en Tunisie où la gendarmerie ouvrit le feu contre les grévistes des mines de potasse en mars 1937. Il y eut 19 morts et 27 blessés. Et ce ne fut pas la seule grève réprimée. Un an plus tard, la police tira sur une manifestation organisée par le mouvement nationaliste, le Néo-Destour : au bout de quatre heures d'affrontements on releva, d'après les chiffres officiels, 22 morts et 150 blessés. Selon le Néo-Destour, la répression avait fait 200 morts.

Non seulement la direction du Parti Communiste, partie prenante du Front Populaire, ne s'opposa pas à la politique coloniale mise en oeuvre par les socialistes, mais au contraire elle la soutint sans jamais marchander ses efforts pour la faire admettre à ses propres militants : « Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme ».

En Algérie, le Parti Communiste Algérien menait d'ailleurs une campagne contre les courants nationalistes et expliquait : « Concevoir l'indépendance de l'Algérie sans l'alliance franco-algérienne, en face d'un fascisme international agressif et assoiffé de conquêtes coloniales, c'est fou et criminel... C'est faire le jeu du fascisme international que de se livrer à des provocations en réclamant l'indépendance ».

Maurice Thorez affirme dans son discours au congrès du PCF de décembre 1937 :

« Si la question décisive du moment c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est dans leur union avec le peuple de France et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer par exemple l'Algérie, la Tunisie et le Maroc sous le joug de Mussolini et d'Hitler... Créer les conditions de cette union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ? »

Le 11 février 1939, à Alger, Maurice Thorez prononce un discours qui tourne le dos à la revendication d'indépendance de l'Algérie. L'Algérie ne serait qu'une « nation en formation, dans le creuset de vingt races ». H exalte le rôle de la France.

« Il s'agit bien, n'est-il pas vrai, de lutter pour le salut de la démocratie et de la paix dans l'honneur et la dignité de notre France à tous [...] », lance-t-il à son auditoire. « Nous avons dit et nous répétons : unir tous les hommes qui veulent vivre libres, sans distinction de races ni de religions, tous les Français de France et tous les Français d'Algérie. Quand je dis Français d'Algérie, je vous entends tous ici présents, vous les Français d'origine, les Français naturalisés, les Israélites, et vous aussi les Musulmans arabes et berbères, tous les fils, sinon par le sang, du moins par le cœur de la Grande Révolution française qui ne faisait aucune distinction entre les races et les religions quand elle affirmait que la République française était une et indivisible. Unir enfin autour du peuple de France continuant sa marche historique vers le progrès et réalisant sa grande mission de liberté et de paix dans le monde, tous les peuples de bonne volonté [...] Où est maintenant dans votre pays la race élue, celle qui pourrait prétendre à la domination exclusive, celle qui pourrait dire : cette terre a été la terre de mes seuls ancêtres et elle doit être la mienne ? Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française. Ne trouverait-on pas ici parmi vous peut-être, les descendants de ces anciennes peuplades numides civilisées déjà, au point d'avoir fait de leurs terres le grenier de la Rome antique ; les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Église catholique saint Augustin, l'évêque d'Hippone, en même temps que le schismatique Donat ; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de tous ceux qui, pendant plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant de vestiges comme ces ruines de Tébessa et de Madaure que nous visitons il y a quelques jours. Sont ici maintenant les fils des Arabes venus derrière l'étendard du Prophète, les fils aussi des Turcs convertis à l'Islam venus après eux en conquérants nouveaux, des Juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là se sont mêlés sur votre terre d'Algérie, auxquels 8C sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français, et quels Français ! Les Français de toutes nos provinces, mais en particulier les Français des terres françaises de Corse et de Savoie, ceux de la terre française d'Alsace venus pour ne pas être Prussiens. Il y a une nation qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races. »

L'alliance de la Russie stalinienne avec les impérialismes occidentaux (USA et GB) va supposer l'alliance du PCF avec De Gaulle et le soutien des gouverneurs coloniaux à De Gaulle amène le PCF à soutenir ouvertement le colonialisme français au Tchad comme en Algérie.

Si la propagande stalinienne présente les dirigeants de la « résistance » comme oeuvrant pour la liberté des peuples, la réalité est tout autre : ils oeuvrent ouvertement pour la remise en place de la France bourgeoise, impérialiste et coloniale.

La constitution de 1946 de l' « Union Française », union prétendant regrouper la métropole et les territoires coloniaux, en témoigne :

« Le président de la République française est président de l'Union française dont il représente les intérêts permanents... L'Assemblée de l'Union française, composée de représentants élus (...) a un rôle consultatif. (!) »

Toute la politique du PCF va se placer dans le cadre de cette hypocrite « union » qui attache les peuples colonisés à leur colonisateur.

L'empire colonial français, hypocritement appelé « Union française », est défendu par le PCF. Dans les « Cahiers du communisme » d'avril 1945, on peut lire : « A l'heure présente, la séparation des peuples coloniaux avec la France irait à l'encontre des intérêts de ces populations. »

Le PCF ne parle plus, à propos des colonies que de cette « union » qu'il appelle au printemps 1945 : « union féconde », « union fraternelle ».

Les Cahiers du communisme de février 1945 affirment que « La revendication ouverte de la séparation d'avec la France irait trop loin dans la voie de la liberté. »

En septembre 1946, un député du PCF à l'assemblée déclarait : « Fondons l'Union française sur l'adhésion libre et volontaire des pays qui la composent. »

La liberté, en somme,... de se résigner à l'esclavage !

Mais comment le rapport entre oppresseur et opprimé pourrait-il être un rapport de confiance ?

Dans les colonies françaises, à la fin de la deuxième guerre mondiale, la politique du PCF au pouvoir consistera donc à aider au rétablissement de l'empire colonial français. Comme en témoignent, par exemple, ces extraits du « Programme d'action gouvernementale » présenté par le PCF (édité par les Cahiers du communisme de novembre 1946) :

« Mais on commettrait une lourde erreur en ne discernant pas, parmi les puissances capitalistes, celles qui, les plus avancées dans la voie de la démocratie, permettront aux peuples coloniaux d'aller, dans les conditions les plus favorables, vers la liberté et le progrès. (...) La question de la reconnaissance du droit à la séparation ne doit pas être confondue avec l'utilité de la séparation dans de telles conditions (...) et cela se comprend puisque le mouvement national est intimement lié au mouvement démocratique en général. (...) A l'heure actuelle, face aux visées impérialistes, l'intérêt commun des peuples d'Outre-mer et du peuple français sont de rester unis. (...) Toute tentative de sortie de l'Union française ne pourrait qu'amener, avec une pseudo-indépendance, illusoire et momentanée, le renforcement de l'impérialisme. »

Un député PCF proclamait : « nous affirmons d'abord que la République française, métropole et territoires d'outremer, est une et indivisible ». (...)

La politique préconisée pour l'après-guerre fut tout aussi colonialiste. La politique du PCF est exposée dans une brochure publiée fin 1944 qui s'intitulait Au service de la renaissance française. Tout un programme ! Le texte affirmait tout net que « Pour la France, être une grande puissance et tout simplement continuer d'être, c'est la même chose ». Et de préciser : « Notre pays est une puissance des cinq parties du monde et ne découvre pas de raison pour laquelle il devrait cesser de l'être au profit d'autres grands États, en abdiquant en leur faveur une part de sa souveraineté sur les territoires ou sur les richesses... »

La conclusion s'imposait : « le gouvernement maintiendra jalousement l'intégrité des territoires sous pavillon français et l'intégrité des richesses françaises en capital ».

Au Vietnam et en France, les stalinien (français comme indochinois) défendent la dépendance de l'Indochine par rapport à la France.

En mars 1946, les troupes françaises reviennent au Vietnam. Loin de combattre le retour des troupes française, Ho Chi Minh va les accueillir, espérant toujours que celles-ci vont accepter de le mettre à la tête d'un territoire autonome lié à la France.

« Une indépendance prématurée du Vietnam risque de ne pas être dans la ligne des perspectives soviétiques et embarrasserait l'URSS dans ses efforts pour gagner la France en tant qu'alliée. » écrit le PCF, dans un document transmis au Viet Minh par le Groupe culturel marxiste (lié au PCF) de Saïgon le 25 septembre 1945 et publié par Harold Isaacs dans « Pas de paix en Asie ». (...)

En juillet 1946, le Vietminh représenté par Pham Van Dong et Ho Chi Minh, encore en négociations avec la France à Fontainebleau, est aidé par des troupes françaises pour achever sa purge et en finir avec les militants trotskystes. Ho déclare alors sur son alliance avec la France : « nos libertés démocratiques seront octroyées et garanties par nos alliés démocratiques. »

C'est seulement après le bombardement massif du port de Haiphong, qui fait 6000 morts en novembre 1946, que les nationalistes vietnamiens se trouveront contraints d'admettre qu'il va falloir se battre avec l'impérialisme français. En décembre 46 c'est l'attaque des troupes françaises qui reprend possession du Vietnam et contraint les nationalistes à la lutte armée à Hanoi qui est occupée par l'armée française.

Tout au long des événements sanglants de Madagascar en 1947, de l'insurrection et de la répression coloniale, les principales organisations malgaches comme françaises n'ont pas pris le parti des insurgés. Le Parti communiste français ne risquait pas de le faire puisqu'il participait au pouvoir colonial français qui écrasait la révolte.

En juin 1947, au onzième congrès du PCF à Strasbourg, Maurice Thorez conclue : « A Madagascar, comme dans d'autres parties de l'Union Française, certaines puissances étrangères ne se privent pas d'intriguer contre notre pays. »

A Madagascar, l'attitude des organisations de gauche ne vaut pas mieux. Le 8 avril, ils envoient à Ramadier, président du Conseil, le télégramme suivant : « Les comités et groupes suivants, France combattante, Union rationaliste, CGT, Ligue des droits de l'homme, Groupes d'études communistes, Fédération socialiste, soucieux de traduire l'opinion de tous les Français et Malgaches unis dans un sincère désir de construire une véritable Union française, profondément indignés des troubles actuels, s'inclinent devant les victimes, condamnent toute la réaction factieuse, approuvent les mesures prises par l'autorité civile et lui font

confiance pour rétablir l'ordre dans la légalité démocratique et poursuivre l'œuvre constructive vers une véritable union. »

L'opposition démocratique malgache, elle, avait été accusée d'avoir organisé la révolte, accusation totalement infondée en ce qui concerne sa direction. Les dirigeants du M.D.R.M (Mouvement démocratique de rénovation malgache) n'étaient nullement politiquement de taille à vouloir une insurrection contre le colonialisme français. Il s'agissait tout au plus de politiciens libéraux. Mais il fallait bien que le pouvoir trouve des coupables ayant manipulé les masses malgaches. Dès le lendemain de l'insurrection des 29-30 mars, ses dirigeants sont arrêtés et torturés. Le MDRM avait déclaré : « Les événements du 30 mars apparaissent comme le fait d'éléments ou de groupes isolés de la population ayant agi spontanément sous la pression des souffrances endurées et des persécutions subies. » M de Coppet, Haut commissaire à Madagascar, déclare : « Le M.D.R.M est le responsable des troubles à Madagascar. La preuve de la préméditation des crimes est établie, c'est là un coup préparé minutieusement et de longue date. » Le 26 mars, le M.D.R.M collait une affiche appelant les populations au calme. Pourtant, le 7 mai, déjà 13.000 militants de ce parti sont arrêtés et torturés et les députés sont inculpés de crime et d'atteinte à la sûreté de l'Etat. Il en résultera dix condamnations à mort et trois aux travaux forcés à perpétuité, qui se rajoutent à plus de cent mille morts. Même après l'indépendance, la mainmise de l'impérialisme français se maintiendra, notamment avec la mise en place de la dictature de Tsiranana.

A Paris, à la suite de la pression des états généraux de la colonisation française, les parlementaires – dont ceux du PCF – votaient et faisaient approuver la constitution colonialiste de la quatrième république. L'assimilation était la règle : Madagascar était intégrée d'office, en tant que territoire d'outre-mer, dans la République française « une et indivisible » ; les Malgaches étaient désormais « citoyens français ».

Dans la métropole, les dirigeants du mouvement ouvrier ne manifestent visiblement aucune sympathie vis-à-vis des insurgés, mais prononcent au contraire une condamnation sans appel. L'une des plus sanglantes intervention militaire de l'impérialisme français commence sous un gouvernement à direction socialiste, auquel, jusqu'au 5 mai, participe largement le PCF. Ce dernier occupe, entre autres, le ministère de la Défense nationale (François Billoux). (...) Le Parti communiste, remarquait Le Monde du 18 avril, n'avait (...) Manifesté aucune opposition catégorique à l'envoi de renforts comme à la répression des émeutes. » (...) Tandis que Madagascar n'arrivait plus à enterrer ses morts, le chef du groupe parlementaire PCF invoquait le « courant de liberté » que représentait l'impérialisme français, appelait à l'union sacrée pour défendre les droits de son pays à opprimer d'autres peuples : « Je le dis, et c'est là note sentiment profond : la France a des positions dans le monde, tous les Français et j'ajoute tous les peuples associés, nous avons intérêt que la France puisse maintenir ses positions. Mais nous serions bien aveugles si nous ne tenions pas compte de ce fait important, à savoir que les positions françaises dans le monde sont terriblement convoitées. » (débat au parlement le 9 mai 1947)

Il en allait de même en Algérie.

Après le débarquement des alliés au Maghreb, le 8 novembre 1942, et la publication du Manifeste de la liberté en février 1943, les communistes français et algériens dénoncèrent les revendications portées par l'ensemble du mouvement national algérien. Selon eux, il s'agissait de « faux nationalistes » et de « fils rejetons de féodaux ou de gros bourgeois rétrogrades ». Ces « faux nationalistes » étaient accusés « d'avoir abandonné le bourricot nazi pour monter le bateau de la Charte de l'Atlantique ». Dans L'Humanité du 25 octobre 1944, Dumois dénonçait ceux qui réclamaient l'indépendance de l'Algérie et « la bande d'apaches et de malfaiteurs qui, à la solde du fascisme et sous couvert de religion, suscitait des incidents anti-alcooliques ». Par ces termes racistes et insultants, l'auteur visait les militants nationalistes du PPA et de l'Association des oulémas qui menaient une campagne contre la consommation d'alcool auprès de la population algérienne.

Alors que le Parti Communiste Français, qui participe au gouvernement, soutient le colonialisme, le PCA déclare :

« Frères musulmans, le peuple de France lutte contre tes ennemis : le fascisme et les trusts qui oppriment l'Algérie en même temps qu'ils trahissent la France (...) dans cette lutte, une France nouvelle se crée, qui n'aura rien de commun avec celle d'hier. (...) Ton intérêt propre est donc d'aider cette France nouvelle à se créer, à se forger, car c'est le chemin de salut pour toi. » (extrait de « Le PCA au service de la population d'Algérie », rapport de Amar Ouzegane à la conférence centrale du PCA à Alger le 23 septembre 1944).

Plus grave encore, à partir du printemps 1945, l'accusation de collusion avec le fascisme ne servit plus uniquement à justifier la répression menée contre les dirigeants nationalistes, mais aussi à légitimer des crimes de masse contre l'ensemble de la population algérienne. Le très colonial principe de responsabilité collective permettait le glissement d'une répression « ciblée » contre des militants politiques organisés, à un vaste châtement collectif contre la masse informe des colonisés.

Suite à la répression des manifestations du 1er mai 1945 à Alger, Oran et Blida, qui avait fait plusieurs morts, la CGT et le Parti communiste accusèrent le PPA d'avoir fomenté « une provocation ». Dans un tract diffusé le 3 mai 1945, le Parti communiste rappelait que le 1er mai 1945 avait été une « grandiose journée » de « lutte républicaine et anti-fasciste » perturbée par « des hommes à la solde de l'ennemi » qui « ont fait couler le sang innocent ». Le tract ajoutait que la « provocation » venait « du PPA qui prend ses mots d'ordre à Berlin chez Hitler ». Selon les communistes, le Parti du peuple algérien était « le parti qui applique en Algérie les mots d'ordre que donnent les hitlériens à la radio nazie ».

La justification de la répression sanglante des manifestations du 1er mai 1945 par l'administration coloniale, et l'association des militants nationalistes révolutionnaires algériens au nazisme, ouvraient la porte à la légitimation d'un crime de masse d'une toute autre ampleur : les massacres du nord-constantinois survenus après les manifestations du 8 mai 1945. Durant près de deux mois, des milliers d'Algériennes et d'Algériens de tous âges furent victimes de la politique éradicatrice menée par un gouvernement français, qui comportait en son sein toutes les tendances politiques ayant participé à la résistance à l'occupation nazie. En effet, ces terribles massacres furent l'œuvre du Gouvernement provisoire de la République française. En raison de cette configuration politique, la répression ne pouvait se faire qu'au nom de la lutte contre des « agitateurs hitlériens » et autres « suppôts du fascisme », contre qui l'emploi de la force devenait totalement légitime.

Les émeutes et les pogromes de 1945 en Algérie (Sétif et le Constantinois) sont l'occasion pour le PCF de traiter les nationalistes et les révoltés de fascistes.

Le 8 mai 1945, dans toute l'Algérie, devait être célébré l'armistice. Des cérémonies officielles avaient été prévues. La population, épuisée par la guerre, révoltée contre le colonialisme français, n'entendait pas revenir sous sa coupe à la fin de la guerre. Le jour de l'armistice, eurent lieu dans plusieurs villes des manifestations d'ampleur et de forme diverses. A Bône et Didjelli, les manifestations se joignirent au cortège officiel et déployèrent leurs propres banderoles. Des défilés analogues furent organisés à Batna, Biskra, Kenchela, Blida, Berrouaghia et Bel-Abbès. A Saïda, la mairie fut incendiée. A Alger, les fidèles n'assistèrent pas à la cérémonie officielle de la Grande Mosquée. Les incidents les plus graves eurent lieu à Sétif et Guelma. A Guelma, peu de musulmans avaient assisté aux cérémonies officielles : les comités des AML organisait sa propre manifestation avec des mots d'ordre tels que « Vive la démocratie ! », « A bas l'impérialisme ! », « Vive l'Algérie indépendante ! ». La police tira sur la foule. A Sétif, un cortège de quinze mille personnes se dirigeait vers le monument aux morts afin d'y déposer une gerbe, arborant pour la première fois le drapeau algérien vert et blanc. Les manifestants brandissaient des pancartes et des banderoles : « Démocratie pour tous ! », « Libérez Messali ! », « Libérez nos leaders emprisonnés ! », « Vive la victoire alliée ! », « Vive l'Algérie indépendante ! », « A bas le colonialisme ! », « Pour une Constituante algérienne souveraine ! ». La police ouvrit le feu à la suite d'un ordre du sous-préfet de retirer pancartes et banderoles. Ces manifestations furent le point de départ d'un soulèvement qui s'étendit à la Kabylie des Babords, se propagea dans une grande partie de la région du Constantinois. Des messagers allaient dans les campagnes, les villages les plus reculés, pour faire le récit des manifestations de Sétif et Guelma et de leur répression.

Dirigée par le général Duval, la répression du soulèvement du Constantinois fut d'une sauvagerie indescriptible. Dans un message à l'ONU, Messali Hadj dira des événements du Constantinois qu'ils « ont coûté plus de quarante mille victimes au peuple algérien. » (...) Comment ces massacres furent-ils justifiés par les autorités et acceptés par l'opinion de la métropole ? La version officielle du gouvernement de l'Algérie, version qui fut également celle des trois partis politiques au pouvoir sous la tête gaulliste (MRP, SFIO et PCF) était la suivante : le soulèvement du Constantinois était un « complot fasciste » accompli par des « agents hitlériens ». L'armée n'était dépêchée que pour « poursuivre l'action patriotique de nettoyage ».

Le 11 mai 1945, « L'Humanité » relayait les événements du 8 en rapportant la déclaration du gouvernement général : « Des éléments troubles d'inspiration hitlérienne se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation hitlérienne. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre. »

En publiant sans réserves ces propos sous le titre : « A Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire », le quotidien du PCF accréditait la version de l'administration coloniale. Le 12 mai, le Comité central du PCF, prenant une position sans nuances, recommandait explicitement une répression rapide et impitoyable.

Il publiait immédiatement la révolution suivante : « Il faut tout de suite châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. »

L'Humanité du 19 mai 1945 enfonce le clou :

« Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les meneurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont essayé de tromper les masses musulmanes, faisant aussi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France. »

Sur une distance de 150 kilomètres, de Sétif à la mer, la loi martiale fut proclamée. La troupe reçut l'ordre de tirer sans sommation « sur le burnous ». Tout arabe ne portant pas le brassard réglementaire était abattu (témoignage de Charles-André Julien dans « L'Afrique du Nord »). Les légionnaires furent autorisés à massacrer toute la population arabe de Sétif et même ailleurs, où aucune manifestation n'avait eu lieu. A Villard, pendant deux jours, une batterie de 75 bombardarda les douars environnants. A Saint-Armand, les soldats eurent pour mission de raser tous les villages se trouvant à 15 kilomètres des centres de colonisation. Périgotville et Chevreuil furent entièrement détruits. L'aviation bombardait et mitraillait à l'intérieur, tandis que les navires de guerre canonnaient des villages côtiers. D'après ce que reconnut le général Weiss, il y eut, en quinze jours, vingt actions aériennes contre la population. Les avions détruisirent 44 mechtas (groupe de maisons pouvant aller de 50 à 1000 habitants). La marine intervint devant Bougie et à Djijeli. Le croiseur Dugay-Trouin, venu de Bône, fut employé au bombardement des environs de Kerrata. Le douar Tararest fut rasé. Des douars entiers disparurent. A Guelma, la réaction viscérale de la

population européenne, sous l'initiative du sous-préfet, mena à l'organisation d'une milice.

Le comité de vigilance, qui recrutait et contrôlait la milice, comportait une forte majorité de combattants de la « France combattante », y compris deux responsables du Parti communiste algérien, ainsi que le secrétaire de l'Union locale de la CGT. Dans ce qui fut l'une des opérations de représailles les plus meurtrières de mai 1945, les miliciens massacrèrent entre 500 et 700 « musulmans ». Le mouvement syndical de la métropole, par l'intermédiaire de son principal représentant, la CGT, adopte des positions voisines du PCF afin de « souligner l'action courageuse et magnifique des organisations syndicales d'Algérie pour empêcher que le mouvement ne s'étende à d'autres régions. »

La révolte a éclaté en 1945 en Algérie, alors que les travailleurs et les masses populaires ne disposent d'aucune organisation favorable à une révolution sociale renversant le colonialisme. Le plus important parti dans les masses populaires, algériennes comme pied-noires, est le Parti Communiste Algérien.

Le parti communiste français, en France comme en Algérie, va dénoncer la lutte d'indépendance comme « fasciste ». L'Humanité affirmait : « A Sétif, attentat fasciste le jour de la victoire » : « Des éléments troubles d'inspiration hitlérienne se sont livrés à Sétif à une agression armée contre la population qui fêtait la capitulation hitlérienne. La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre ».

L'Humanité du 12 mai 1945 dénonçait les organisations nationalistes en écrivant : « les instruments criminels de la grosse colonisation sont le MTLD et le PPA et ses chefs, tels Messali et les mouchards à sa solde, qui, lorsque la France était sous la domination nazie, n'ont rien dit et rien fait et qui, maintenant, réclament l'indépendance. Ce qu'il faut, c'est châtier impitoyablement les organisateurs de troubles ».

Le 6 mai 1945, la France avait fait débarquer en Syrie, où elle gardait des bases militaires, des renforts de troupes, ce qui provoqua de violentes réactions populaires, et le 8 mai, le jour même de l'armistice, il y eut des attaques contre les garnisons françaises. Le 28 mai tous les postes français furent attaqués à Damas. Le gouvernement français répondit en faisant bombarder la capitale syrienne, faisant près de 500 morts dont 400 civils.

L'Humanité du 29 mai 1945 proposait à la classe ouvrière française l'explication suivante des événements de Syrie : « Des informations concordantes émanant de diverses sources permettent d'affirmer que des éléments doriotistes agissant dans divers milieux et de divers côtés ont joué un rôle particulièrement important dans ces regrettables événements. »

Le 30 mai 1945, l'Humanité analysait de même les événements de la façon suivante : « Ces désordres ont été organisés par des agents doriotistes du PPF en Syrie qui ne cherchent qu'à nuire à l'entente des peuples de France, de Syrie et du Liban ».

Ainsi, l'organe de la SFIO, Le Populaire, daté du 12 mai 1945, écrivait :

« Des troubles se sont produits, des villages ont été occupés avec la complicité du parti populaire arabe [pour le Parti du peuple algérien], des agents hitlériens encore très nombreux et enfin de sectes religieuses qui cherchent leur mot d'ordre auprès des agitateurs panarabes du Caire ». Dans son édition du 12 mai 1945, L'Humanité appela à « châtier impitoyablement et rapidement les organisateurs de la révolte et les hommes de mains qui ont dirigé l'émeute ». Le 31 mai 1945, le journal communiste recommandait de « punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements de mai 1945, et les chefs pseudo-nationalistes ». Le PCF, pour qui l'aspiration à l'indépendance restait totalement étrangère à la population algérienne, se félicita des sanctions prises contre Messali Hadj, Ferhat Abbas et le cheikh Bachir El Ibrahim, ainsi que de la dissolution des Amis du Manifeste et de la Liberté (AML).

Le 12 mai, L'Humanité annonce des troubles en Algérie, spécialement à Sétif ; elle signale « le rôle de quelques éléments provocateurs au sein de la population algérienne [...] ; la population affamée a été poussée à des violences par des provocateurs bien connus de l'administration. » Le 13, un communiqué du gouverneur général de l'Algérie met en cause « des éléments d'inspiration et de méthodes hitlériennes ». Regrettant que toute la responsabilité soit rejetée sur les musulmans, l'organe central du PC commente : « Qu'il y ait, parmi eux, quelques hitlériens, c'est d'autant plus évident que le chef pseudo-nationaliste Bourguiba était en Allemagne au moment de la capitulation hitlérienne et vient d'arriver dans un pays d'Afrique du Nord. »

Le 15, L'Humanité réitère : « Les agents provocateurs sont parfaitement connus de l'administration algérienne »

Le 16, une note du ministère de l'Intérieur, reproduite dans la presse, rejette la responsabilité des événements sur le PPA et sur l'AML. L'Humanité commente : « Le communiqué accuse les Amis du Manifeste d'avoir poussé à la révolte. En supposant qu'il y ait du vrai dans cette affirmation, pourquoi donc le gouvernement général a-t-il autorisé la parution du journal de cette organisation (Égalité) dont nous possédons le numéro du 4 mai ? Le directeur des affaires indigènes tient donc à ce qu'on fasse appel à la révolte. » Le Parti communiste algérien, qui restait formellement indépendant mais qui, dans les faits, s'alignait intégralement sur la politique du Parti communiste français, reprenait mot pour mot le vocabulaire antifasciste de ses camarades parisiens. Sa presse reproduisait intégralement les analyses du PCF, qui faisaient office de directives politiques

à suivre. Dans le numéro du 17 mai 1945 de Liberté, « Un appel de la délégation du PCF en Afrique du Nord » n'hésitait pas à faire de la surenchère colonialiste et répressive :

« Ce qu'il faut faire tout de suite : châtier rapidement et impitoyablement les organisateurs des troubles. Passer par les armes les instigateurs de la révolte et les hommes de main qui ont dirigé l'émeute. Il ne s'agit pas de vengeance ni de répression, il s'agit de mesures de justice. Il s'agit de mesures de sécurité pour le pays ».

Pour le PCA, qui ne faisait finalement que suivre le PCF, les manifestations nationalistes n'étaient que des « complots hitlériens », et toutes les répressions, même les plus sanglantes, devenaient automatiquement légitimes.

Le 19 mai, L'Humanité prend la défense des musulmans, du moins de ceux des campagnes, en ces termes : « Les musulmans des campagnes [...] n'ont pas pris la moindre part aux agissements d'une poignée de tueurs à gages dont les chefs sont connus comme mouchards. » Et elle indique la solution : « Ce qu'il faut, c'est punir comme ils le méritent les tueurs hitlériens ayant participé aux événements du 8 mai et les chefs pseudo-nationalistes qui ont sciemment essayé de tromper les masses musulmanes, faisant ainsi le jeu des 100 seigneurs dans leur tentative de rupture entre les populations algériennes et le peuple de France. »

Le 20 mai, le comité central du PCF, réuni en session extraordinaire, s'adresse au Parti communiste algérien. Selon lui, les événements montrent que « les provocations des 100 seigneurs de la terre, des mines et de la banque, disposant d'agents directs ou inconscients dans certains milieux musulmans qui se prétendent nationalistes, ont pu être déjouées partout où le PC algérien possède des organisations puissantes. Le PC algérien remplit ainsi sa grande tâche de rassembler les populations algériennes sans distinction de race ni de religion dans la lutte contre les traîtres et les diviseurs et dans une alliance étroite avec le peuple de France contre l'ennemi commun, le fascisme. »

Dans les colonnes de Fraternité, du 17 mai 1945, les socialistes blâmèrent ceux qui « avaient sali la grande heure de la Victoire des démocraties » et estimèrent que « la grande masse des populations musulmanes n'avait pas encore atteint le degré d'évolution minimum nécessaire pour justifier les revendications du Manifeste ; le fait que les élites dirigeantes aient organisé et déclenché ce mouvement n'indique pas non plus que celles-ci ont une maturité politique ».

De son côté, le Parti communiste français dénonçait l'action « d'agents secrets hitlériens et d'autres agents camouflés dans des organisations, qui se prétendent démocratiques, au service de l'impérialisme fasciste ».

Suivant la ligne politique du PCF, le 31 mai 1945, le premier secrétaire du Parti communiste algérien dénonça « la collusion criminelle des faux nationalistes du PPA avec la Haute Administration non épurée et les soutiens du fascisme ». L'organe du PCA, Liberté, évoquait un « complot fasciste », dont les militants du PPA étaient les principaux agents.

Certains cadres du PCA n'hésitèrent pas à se rendre en délégation auprès du gouvernement général pour appuyer la répression. Le numéro du 17 mai 1945 de Liberté donnait un compte-rendu précis d'une rencontre entre une délégation du PCA et le chef du cabinet politique et diplomatique du gouverneur général. Le compte-rendu expliquait que la délégation de cadres communistes s'était « entretenue des provocations des agents hitlériens du PPA, du PPF et d'autres agents camouflés dans des organisations qui se prétendent démocratiques... Cette coalition criminelle, après avoir tenté vainement de faire couler le sang... Elle a souligné que le but recherché par cette coalition criminelle est de provoquer une guerre civile ». Non satisfait de ce type d'appel aux meurtres, à Guelma, au nom de la lutte contre le fascisme, certains communistes participèrent directement à la répression en organisant des milices chargées d'appuyer les forces coloniales.

Si la situation était révolutionnaire en Algérie à la fin de la deuxième guerre mondiale, en Algérie comme sur une bonne partie de la planète, l'inexistence de partis révolutionnaires était aussi très générale et détruisait l'essentiel des possibilités de la situation. La révolte a éclaté en 1945 en Algérie, alors que les travailleurs et les masses populaires ne disposent d'aucune organisation favorable à une révolution sociale renversant le colonialisme. Le plus important parti dans les masses populaires, algériennes comme pied-noires, est le Parti Communiste Algérien.

Il va dénoncer la lutte d'indépendance comme « fasciste ». Le PPA, parti nationaliste de Messali Hadj, qui avait des origines communistes (L'Etoile Nord-africaine), choisit tactiquement de jouer le jeu des élections dans le cadre colonial, comme l'avait fait l'Association du Manifeste et de la Liberté de Ferhat Abbas. Même sa frange paramilitaire, l'Organisation Spéciale, dirigée par Ben Bella et Aït Ahmed, plus portée sur l'action directe comme le montrera son évolution en FLN, affirme qu'il ne fallait pas faire la révolution sociale, pas de soulèvement en masse, en 1945. Le rapport de l'OS en 1947 sur l'analyse des événements de 1945 dans le Constantinois et dans toute l'Algérie, dont voici quelques extraits, est édifiant sur le caractère contre-révolutionnaire de la petite bourgeoisie nationaliste radicale :

En août 1947, le ministre PS Depreux rédige un statut pour l'Algérie qui instaure deux collèges électoraux : le premier comprend les « citoyens français de plein droit » et 58 000 « citoyens de statut local » parmi les « musulmans » ; le second réunit 1 300 000 « musulmans » qui élisent une Assemblée algérienne. Une voix d'Européen vaut ainsi huit voix d'Arabes. Le PCF s'abstient :

« Dans le moment présent, « l'indépendance » de l'Algérie constituerait à la fois un leurre et une consolidation des bases de l'impérialisme en Algérie et dans le monde : les communistes condamnent cette position fautive... Nous sommes en effet convaincus que l'Union française, malgré toutes les imperfections... donne actuellement aux peuples d'Outre-mer la seule possibilité de marcher sûrement à la conquête de la liberté et de la démocratie. » (Cahiers du communisme, septembre 1947, p. 869)

Rappelons l'article de Léon Feix, dans les Cahiers du communisme de septembre 1947. L'indépendance de l'Algérie n'y est pas considérée comme souhaitable, ni même comme inévitable : elle est présentée comme une solution fautive, une thèse condamnable, que les communistes doivent rejeter :

« La thèse de l'indépendance immédiate de l'Algérie, préconisée par le Parti du Peuple algérien (PPA) conduirait aux pires déboires. La situation actuelle de l'Algérie, pays colonial dont l'économie a été volontairement maintenue dans un état arriéré, le ferait passer immédiatement sous la coupe des trusts américains. » Et plus loin : « Les communistes ne sauraient soutenir la fraction du mouvement national algérien qui préconise pour ce pays l'indépendance immédiate, car cette revendication ne sert pas les intérêts de l'Algérie et de la France. »

En 1954 commence la guerre d'Algérie.

Le 2 Mars 1956, le Bureau politique du P.C.F. publie une déclaration qui sera à la base de la lutte du P.C.F. à un moment où il escompte sortir de l'isolement : « Nous sommes pour l'existence et pour la permanence des liens politiques, économiques et culturels, particuliers entre la France et l'Algérie... »

En janvier 1956, la coalition de « Front républicain », composée essentiellement de socialistes et de radicaux, gagna les élections avec 30% des voix et 170 députés, grâce à une campagne pour « la paix en Algérie ». Le dirigeant du Parti Socialiste Guy Mollet se retrouva à la tête du gouvernement avec le soutien du Parti Communiste (qui représentait 26% des voix et 150 députés). Pourtant si Guy Mollet prétendait que « l'objectif de la France, la volonté du gouvernement c'est avant tout de rétablir la paix », il ajoutait également : « Dans l'immédiat, le potentiel militaire des forces déployées en Algérie ne peut encore être diminué. Les besoins des troupes seront satisfaits et leur relève assurée. » Mais le PCF fit comme s'il n'avait pas entendu.

Le 12 mars 1956, les pouvoirs spéciaux furent votés avec l'apport du PCF. Ce vote signifiait pourtant la suspension de toutes les libertés individuelles en Algérie et l'intensification de la répression.

Le 11 avril 1956, le gouvernement du socialiste Guy Mollet décidait de rappeler 70000 soldats du contingent « disponibles » pour intensifier la guerre contre le peuple algérien en lutte pour son indépendance. Le service militaire passait de 18 mois à 27 mois.

Les manifestations de rappelés commencèrent dans les jours qui suivirent cette décision. La plupart de ces soldats avaient un travail et n'avaient aucune envie de quitter leur famille, ni de risquer de se faire tuer pour une guerre dont ils pensaient qu'elle ne les concernait pas. Ils bénéficiaient souvent du soutien d'une partie de la population. Parfois, dans une usine, quand un ouvrier recevait sa feuille de route, les ouvriers débrayaient en signe de protestation.

Comme en 1955, les rappelés tentaient de bloquer les trains, refusaient de monter, saccageaient la gare, insultaient les officiers et, une fois dans le train, tiraient les sonnettes d'alarme pour l'arrêter. Ce fut le cas le mercredi 18 avril à Vauvert dans le Gard, où un millier de personnes bloquèrent l'autorail qui devait emmener les douze rappelés de la commune. Des faits similaires se produisirent le 3 mai à Lésignan, le 10 mai à Saint-Aignan-des-Noyers dans le Loir-et-Cher, le 17 mai au Mans. Le 18 mai, à Grenoble, des milliers de manifestants s'opposèrent au départ d'un train de rappelés. Le même jour, 700 rappelés mettaient à sac la gare de Dreux aux cris de « Lacoste au poteau » (Lacoste était le ministre socialiste résident à Alger), « Mollet au poteau ».

Dans les ports aussi des mouvements eurent lieu, le 24 mai au Havre, le 28 mai à Saint-Nazaire où 8000 ouvriers débrayèrent et manifestèrent à la gare avec 200 rappelés du contingent. Et cela continua durant tout le mois de juin et au début juillet. Partout, on assistait à peu près au même scénario : des manifestants accompagnaient les rappelés en bloquant les voies, en coulant du ciment dans les aiguillages ou en décrochant les attelages des voitures. Souvent suivaient des affrontements avec les CRS.

Les casernes connurent aussi des troubles. Le 19 mai, les soldats rappelés du 92e RI forcèrent les grilles de la caserne de Montluçon à près de 800. Le même jour, à Évreux, cinq cents rappelés du 9e régiment d'infanterie coloniale manifestèrent dans les rues et à l'intérieur de la caserne aux cris de : « Pas d'envoi de disponibles ! », « Paix en Algérie ». Le 8 juillet encore, au camp de Mourmelon, trois mille rappelés conspuèrent leurs officiers et prirent le contrôle du camp et du dépôt d'armes.

Ces explosions étaient aussi brèves que soudaines, et les rappelés finissaient par partir. Hormis quelques rares cas de soldats qui refusèrent de combattre, ils se retrouvèrent pris dans l'engrenage de cette « sale guerre » coloniale. Et de 200000 hommes début 1956, les troupes en Algérie passèrent à 450000 en juillet 1956, et à 500000 en 1957.

Les rappelés se battaient sans soutien des syndicats, ni des partis. De ce fait, une fois l'explosion de colère passée, ils ne

savaient pas quoi faire de plus. Certes, il se trouva nombre de militants ouvriers, de syndicalistes, de militants du Parti Communiste pour initier ces mouvements, et même pour les organiser. Mais ces militants étaient aussi livrés à eux-mêmes.

Ne parlons pas du Parti Socialiste qui était au pouvoir et dont le dirigeant, Guy Mollet, avait pris l'initiative d'intensifier la guerre. Mais le PCF, qui condamnait la guerre en parole, dans les colonnes de l'Humanité, n'entreprit rien pour gêner le gouvernement. Son vote des pouvoirs spéciaux à Guy Mollet, que le PCF justifia par la nécessité de préserver l'unité entre ouvriers communistes et socialistes, signifiait clairement qu'il comptait lui laisser carte blanche pour faire la guerre. En fait, le Parti Communiste voulait se préserver des chances pour gouverner à nouveau avec les socialistes.

Même sa propagande était limitée. Le PCF réclamait la « paix en Algérie », des « négociations pour un cessez-le-feu » et dénonçait la répression. L'Algérie était une « nation en formation ». Il parlait du « fait national algérien ». En un mot, il ne prenait pas clairement position pour l'indépendance immédiate et sans condition de l'Algérie. Le Parti Communiste ne chercha pas à appuyer les manifestations, à les coordonner, à donner des perspectives concrètes à tous ces militants qui tentaient de réagir comme ils le pouvaient. Ce faisant, il écœura nombre de militants ouvriers français, parmi les rappelés en particulier, qui se sentaient à juste titre « lâchés ».

Au plus fort des manifestations des rappelés, on pouvait lire dans l'Humanité daté du 30 mai 1956 : « Ce qu'il faut faire ? On l'entend journellement dans les gares, on le lit sur les murs : c'est négocier avec ceux qui peuvent faire taire les armes, avec ceux contre qui on se bat. Dans les jours à venir, des millions de Français s'emploieront à le faire savoir aux députés. » Voilà tout ce que proposait le PCF, l'organisation de délégations auprès de députés qui soutenaient Guy Mollet dans sa politique de répression !

Le Parti Communiste fit encore moins appel au reste de la classe ouvrière, qui seule pouvait paralyser l'effort de guerre. Là encore, il laissait les militants livrés à eux-mêmes.

Le PCF ne prit pas non plus d'initiatives en ce qui concernait la solidarité avec les travailleurs algériens en France, ou pour défendre les militants algériens contre la répression. Il laissa les travailleurs algériens réagir seuls, sans soutien des travailleurs français, contribuant à creuser le fossé entre travailleurs algériens et travailleurs français. Ce fut le cas le 5 juillet 1956, lorsque les travailleurs algériens furent appelés à faire une journée de grève générale en Algérie et en France. L'Humanité en fit le compte rendu : 3000 ouvriers algériens en grève à Renault, 1100 chez Panhard, également à Citroën, à Chausson. La liste était longue, mais le PCF n'avait pas appelé les travailleurs français à les rejoindre dans cette grève. L'attitude générale de la CGT, liée au PCF, fut identique.

Dans son discours à l'Assemblée du 20 Mars 1957, L. Casanova résume clairement cette politique : « Notre parti tient compte des données de fait complémentaires que voici, d'abord l'existence entre la France et l'Algérie de liens historiques concrets. Ensuite, la présence sur le sol d'Afrique, depuis plusieurs générations d'une population algérienne d'origine française et européenne dont les intérêts n'ont rien à voir avec le colonialisme. Enfin, l'assistance dont les peuples nouvellement émancipés ont besoin pour combler le retard que le régime colonial leur a imposé ».

A partir de telles prémisses, le P.C.F. se prononce (Fajon, 13-4-56) « pour l'existence de liens durables entre la France et l'Algérie dans l'ordre politique, économique et culture ! au sein d'une véritable Union Française ».

En 1956, dans les Cahiers du Communisme, L. Feix explicite les fondements doctrinaux de l'attitude du P.C.F. :

« Certains dirigeants nationalistes préconisent la fusion des trois pays au sein d'un Maghreb arabe ou musulman, lié à tous les pays arabes ou musulmans, depuis le Maroc jusqu'au Pakistan. C'est là une vieille idée de la Ligue arabe, reprise et impulsée par les milieux bourgeois dirigeants du Caire et de Karachi... Voilà longtemps que Lénine et Staline ont montré le caractère forcément réactionnaire des courants basés sur la race ou la religion. Il est tout naturel que les Algériens, les Tunisiens, les Marocains éprouvent les uns pour les autres des sentiments fraternels. Il est également naturel qu'ils éprouvent une grande sympathie pour les peuples du Proche et du Moyen-Orient, tant en raison de la communauté de religion et de la similitude de langue, que du soutien qu'ils ont reçu de ces peuples au cours de ces dernières années. Mais cela ne justifie pas une communauté politique contre laquelle jouent tant d'éléments historiques, géographiques, économiques et autres. Une autre voie est possible ou mieux, encore possible, pour les peuples d'Afrique du Nord : la voie de l'Union Française ».

« S'il est possible pour les Français en Alsace et en Lorraine d'avoir un statut religieux spécial... pourquoi l'ayant admis une fois dans l'esprit de l'unité française, ne pourrions-nous le consentir pour la même raison aux musulmans d'Algérie ? »

« Unir tous les hommes qui veulent vivre libres... tous les Français de France et tous les Français d'Algérie, les Français naturalisés, les israélites et vous aussi les musulmans arabes et berbères, tous les fils unis par le sang, du moins par le cœur de la grande révolution française ».

« Le droit au divorce n'entraîne pas l'obligation de divorcer », affirme M. Thorez qui conclut à la nécessité de l'union.

Le PCF, comme la CGT, ne firent vraiment rien pour tenter d'arrêter cette guerre coloniale. En s'appuyant sur cette mobilisation des mois de mai et juin 1956, il aurait pourtant peut-être été possible d'y parvenir. L'immense majorité des rappelés voulait simplement ne pas partir. Mais, avec le soutien du reste de la classe ouvrière, il y avait peut-être une possibilité d'empêcher l'impérialisme français de mener à bien la répression contre le peuple algérien. En tout cas, même si cette tentative n'avait pas été couronnée de succès, cela aurait au moins permis que les travailleurs algériens n'aient pas le sentiment de ne rien avoir à attendre de la classe ouvrière française.

Les grandes organisations se réclamant de la classe ouvrière se firent de fait une fois de plus les complices de l'impérialisme français. matierevolution.fr 10.07.2015

Edifiant, n'est-ce pas ? Quelle monstrueuse mystification !

Questions : comment les trotskystes ont-ils pu appeler au front unique de ces partis, la SFIO et le PC bourreaux des peuples colonisés par l'impérialisme français ? Que dire de ceux qui se réclament du Front populaire et du Conseil national de la résistance dont furent issues les gouvernements coloniaux d'après-guerre et la IVe République impériale ? En appelant, en soutenant, en encourageant le massacre de ces peuples qui luttèrent pour leur indépendance, ces partis n'ont-ils pas agi résolument en ennemis de la classe ouvrière internationale ?

Dès lors il fallait engager une lutte à mort contre ces partis et leurs dirigeants, les traiter en ennemis sans faire d'amalgame avec leurs militants, qui simplement en prenant connaissance des faits pouvaient comprendre ou non ce discours et cette tactique peu importe, l'essentiel était de proposer aux travailleurs une stratégie qui se situait sur le terrain de leur indépendance de classe... Les lambertistes et les pablistes en décidèrent autrement en s'encaillant avec cette pourriture de la SFIO et du PC, vous connaissez la suite.

Quand on explique qu'il faut faire l'inventaire de la lutte de classe depuis les années 40, vous comprenez pourquoi... Et cela ne représente qu'un bref épisode de la lutte des classes des 75 dernières années, le reste est à l'avenant, dès lors il ne faut pas s'étonner qu'on en soit rendu là, c'était inévitable dans de telles conditions.

ACTUALITE EN TITRES

[La dilution du pouvoir politique a ses limites.](#)

- Pourquoi la société civile n'émerge pas dans la vie politique française - 20minutes.fr

En voilà un grand malheur ! Qu'est-ce que c'est la "société civile" ? Des gens inconscients du processus dialectique et historique qui est à l'origine du développement du capitalisme et de la civilisation humaine pour ne jamais l'avoir étudié à fond, et qui entendent à la fois les modeler à leur image et imposer leur modèle au peuple. Ils appartiennent à la race vulgaire autoproclamée des mégalomanes, des aventuriers, des apprentis sorciers de malheur, des collabos ! Quelle légitimité ont-ils ? Aucune. Qui représentent-ils ? Personne à part eux-mêmes. D'où sortent-ils ? De nulle part, ce sont des parasites sélectionnés et instrumentalisés par le régime pour le servir, comme les journalistes, les ONG, les instituts de sondages, les dirigeants des syndicats, les spécialistes ou experts en tous genres qui sévissent dans les médias aux ordres, etc.

Ils se désolent de ne pas pouvoir substituer la "société civile" aux partis politiques dont l'existence est incompatible avec la dictature néolibérale. Des technocrates et des juristes désignés par l'oligarchie financière feraient très bien l'affaire pour gouverner un monde peuplé de serfs serviles et impuissants. Sauf qu'ils ne l'entendent pas ainsi, et même que l'illusion de la "société civile" n'y changera rien.

On devrait les remercier de poser à leur façon la question du parti.

[Alors qu'il s'emploie à le démolir pièce par pièce...](#)

- Le PS dénonce l'attaque de Sarkozy contre le modèle français - Reuters

[Non mais alors, c'est qui le patron ! L'Etat des capitalistes.](#)

- Rémunération des fonctionnaires: le gouvernement passe en force - AFP

Le gouvernement a choisi mercredi de passer en force sur le projet d'accord sur la rémunération et les carrières des fonctionnaires, déclenchant la fureur des syndicats non signataires, CGT, FO et Solidaires, majoritaires aux élections. AFP 29.09

Quelle affaire !

Pas la guerre !

- Le lycée est trop coûteux selon la Cour des comptes - Francetv info

INFOS EN BREF

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Pérou

- Pérou : mort de quatre opposants à un projet minier - LeFigaro.fr

Le gouvernement péruvien a décrété l'état d'urgence dans six provinces pour 30 jours. Des affrontements meurtriers ont opposé les forces de l'ordre à des manifestants qui dénoncent le méga-projet de Las Bambas.

L'état d'urgence a été décrété au Pérou dans quatre provinces de la région d'Apurimac (Cotabambas, Grau, Andahuaylas et Chincheros) et deux de Cusco (Chumbivilcas et Espinar). Cette décision fait suite à la mort d'au moins quatre personnes par balle lors de manifestation ces jours derniers; 14 autres ont été blessées dont 12 gravement qui ont dû être conduits à l'hôpital de Cusco. Pendant trente jours, la plupart des droits constitutionnels sont suspendus, notamment le droit de réunion, l'inviolabilité des domiciles privés et la liberté d'expression. L'armée sera associée à la police nationale pour maintenir l'ordre.

La mine la plus importante du pays

Les affrontements entre manifestants et forces de l'ordre se sont déroulés alors que les représentants des communautés indigènes de la région ont décidé un mouvement de grève illimitée pour protester contre un méga-projet minier d'extraction de cuivre, Las Bambas.

Il s'agit de la mine la plus importante du pays. La concession a d'abord été obtenue en 2006 par Xstrata Cooper, une compagnie chinoise. En 2010 une étude d'impact environnemental est réalisée et validée par l'Etat péruvien.

En 2013, Xstrata et l'australien Glencore fusionnent. La législation chinoise anti-concentration oblige le nouveau conglomérat à se séparer du projet Las Bambas. Celui-ci est repris par le chinois MMG. Le dossier commence à s'envenimer. Alors qu'il était prévu un «mineroduc» pour transporter le minerai, MMG décide de construire des usines de traitement du minerai sur place, assurant que les eaux utilisées seront correctement retraitées grâce à des usines d'assainissement spécialement dédiées. Mais les populations craignent une pollution du Rio Chalhahuacho qui arrose de nombreuses régions. La mine de Las Bambas est située à 4000 mètres d'altitude. Du coup, le projet concerne de nouvelles régions. Une seconde étude d'impact est demandée mais les autorités l'estiment inutile.

Par ailleurs, une ligne électrique et une route destinée aux poids lourds de grande capacité doivent traverser les régions de Grau, Chalhahuacho, Mara et Ccapacmarca pour lesquels «aucune étude d'impact n'a été organisée» selon les associations locales de défense de l'environnement.

L'exploitation minière de Las Bambas devrait commencer au premier semestre 2016. C'est pour empêcher ce démarrage sans nouvelle étude d'impact que les communautés de la région ont décidé d'observer une grève illimitée.

L'industrie minière est fondamentale dans l'économie péruvienne. Elle représente 11% de PIB, 50% des ressources en devises et 20% des rentrées fiscales. Sur le site de Las Bambas, 10 milliards de dollars ont été investis. Les réserves de cuivre estimées sont de 6,9 milliards de tonnes. MMG espère extraire 450.000 tonnes de métal par an. D'autres grands projets miniers ont récemment été développés au Pérou: Toromocho avec un investissement de 3,5 milliards de dollars, Constancia, 1,4 milliards de dollars, et Cerro Verde avec 4,6 milliards de dollars d'investissements. lefigaro.fr 29.09

ECONOMIE

Traité transatlantique

- Traité transatlantique : la fin de l'arbitrage ? - latribune.fr

La très contestée procédure d'arbitrage prévue dans le futur traité transatlantique ne verra donc pas le jour. Mais cela change-t-il vraiment quelque chose? Par Hervé Guyader, Avocat au Barreau de Paris

Bien consciente que cette question de l'arbitrage ISDS (Investor-State Dispute Settlement), opposant investisseurs et Etats dans le cadre du projet de traité transatlantique, continue de cristalliser l'acrimonie la plus vive d'une grande partie des ONG, la Commission européenne a décidé, mercredi 16 septembre, de présenter un nouveau mode de règlement des litiges.

Exit donc l'arbitrage désigné comme manquant de transparence et jugé trop peu démocratique et place à un système institutionnalisé comprenant un tribunal de première instance et une chambre d'appel, le tout composé de magistrats professionnels.

Que cela va-t-il changer ? Rien ! (Normal, les magistrats sont tous corrompus ou acquis au néolibéralisme, comme le Congrès des Etats-Unis ou les parlementaires français ! - LVOG)

Définir deux degrés de juridictions pour un arbitrage est tout à fait possible. Le droit français prévoit, par exemple, que les parties puissent en décider ainsi dans la convention d'arbitrage (article 1489 du Code de procédure civile).

Quant à la présence de magistrats professionnels, cela ne va pas changer grand-chose quand on prend la peine de regarder la composition actuelle des tribunaux arbitraux, tant internes qu'internationaux, qui ne comprennent que des professionnels du droit à la compétence et à l'expérience irréprochables. En cas d'instauration d'une justice institutionnelle, nul doute que ce sont ces mêmes professionnels qui seraient appelés à siéger !

Petits arrangements entre amis

De tout ceci ne reste que l'image de petits arrangements entre amis qui perdure au mépris le plus évident de la réalité et de la pratique des conflits internationaux qui sont bien davantage le lieu de luttes féroces que de conciliabules feutrés.

Quant au contrôle démocratique de la justice, dans un pays organisé autour de la séparation des pouvoirs, et prônant une justice indépendante (ce qu'elle est sans le moindre conteste) (Un "petit arrangement" de la part de l'auteur de cet article ! - LVOG), il est difficile de percevoir comment pourrait prendre corps ce contrôle.

Le pire est encore que si certains députés socialistes paraissent se satisfaire de cette proposition, d'autres, comme certains députés écologistes, n'y voient qu'une opération d'enfumage et semblent aller plus loin, vers l'abolition de cette justice internationale.

Ceci pose deux graves problèmes que nous avons déjà pu soulever :

- Comment organiser le règlement des différends commerciaux internationaux dans le cadre du TTIP ?

- Si la réponse à cette idée consiste à ce que le juge saisi soit celui du siège du défendeur, donc la France, comment fera-t-on quand les entreprises françaises auront à aller plaider un dossier dans un pays figurant dans les listes des justices les plus corrompues et inféodées au pouvoir (Russie, Chine...) ? (Au fait les scandales des taux de change trafiqués, le Libor, les subprimes, etc. quels pays étaient en cause ? - LVOG)

Le commerce international impose d'avoir une vision globale et à très long terme, éléments incompatibles avec les impératifs médiatiques des politiques dont les réélections se jouent en peu de temps et obligent à ces positions caricaturales.

Hervé Guyader - Avocat au Barreau de Paris - Docteur en droit - Président du Comité Français pour le Droit du Commerce International latribune.fr 30.09

Accord commercial transpacifique (TPP)

- L'accord commercial transpacifique (TPP) pourrait-il être conclu cette semaine ? - latribune.fr

Les représentants de 12 pays riverains du Pacifique se réunissent à compter de mercredi à Atlanta pour tenter de parvenir à une entente sur un vaste accord commercial, connu sous son acronyme TPP (Trans Pacific Partnership).

Leur dernière réunion à Hawaï en juillet s'était conclue sur un échec. L'administration Obama, qui a mis tout son poids derrière ce

vaste accord commercial -connu sous son acronyme TPP (Trans Pacific Partnership)-, veut à présent essayer de surmonter les divisions entre les négociateurs.

À compter de ce mercredi 30 septembre à Atlanta (Georgie, sud), les représentant des 12 pays riverains du Pacifique (Australie, Brunei, Canada, Chili, Japon, Malaisie, Mexique, Nouvelle-Zélande, Pérou, Singapour, Etats-Unis, Vietnam) se réunissent pour tenter de conclure un accord. La Chine fait toutefois figure de grande absente, reflet des réticences des Etats-Unis face à la politique commerciale de ce pays alors que Pékin tente de son côté d'organiser sa propre zone commerciale. latribune. fr 30.09

[Haut de page ↗](#)

Le 2 octobre 2015

CAUSERIE

Ma compagne Selvi n'est pas rentrée depuis deux jours pour cause de décès familial, du coup j'ai pris la liberté de consacrer plus de temps à notre portail, au grand désespoir de certains ! Il a encore fait 40°C à l'ombre.

Je rencontre un problème avec mon ordinateur, j'ai l'impression que le disque dur pourrait lâcher, par précaution j'ai sauvegardé la quasi-totalité de son contenu sur des clés USB.

J'ai enfin peint la grille d'entrée qui donne sur le chemin qui mène chez nous, j'ai aussi posé les moustiquaires avant la mousson et l'arrivée d'une nuée de moustiques. Pas de quoi vraiment s'emmerder!

Je continue de télécharger un tas d'articles que je n'ai même pas le temps de lire et j'ai encore des travaux à faire, il y en a même auxquels j'ai définitivement renoncé, par exemple enlever la peinture qui se trouve sur les chassis en aluminium des fenêtres, pas le temps et puis je m'en fous, on a un toit sur la tête, la maison est propre et en ordre, c'est l'essentiel ! Hygiène et discipline qui vaut aussi pour l'esprit...

Congrès de la CES en famille. Hollande et Juncker leur ont gâché la fête !

Sur le portail du groupe La Commune.

Congrès de la CES avec la présence de Hollande, La Commune communique...

DEHORS HOLLANDE ET JUNCKER DU 13e CONGRES DE LA CES !

Après le supplice infligé aux masses grecques, la CES a décidé d'ouvrir la tribune de son 13e Congrès à François Hollande, à Jean-Claude Juncker, Président de la Commission Européenne, et à Martin Schulz, Président du Parlement européen. Par les décisions anti-ouvrières qu'ils nous imposent, nous estimons que ces politiciens sont nos ennemis et qu'ils n'ont absolument rien à faire dans un congrès syndical.

Paris, le 25 septembre 2015

Syndicat CGT des Archives de France

Ils sont injustes, François Hollande, Jean-Claude Juncker et Martin Schulz sont tout à fait à leur place à la tribune d'un congrès de la Confédération Européenne des Syndicats (CES) qui est une émanation de l'UE pour tous servir les mêmes intérêts, y compris l'ensemble des syndicats qui ont adhéré à la CES qui n'ont rien d'indépendant.

D'un côté La Commune explique qu'il n'est pas possible de réformer l'UE qui est une création de l'oligarchie financière, ce qui est correct, et de l'autre ce qui l'est déjà beaucoup moins, ils veulent foutre dehors Hollande et Juncker du congrès de la CES qui est elle-même une créature de l'UE, pourquoi, pour entretenir l'illusion que la CES serait autre chose ou pourrait servir d'autres intérêts ? Qui entendent-ils ainsi ménager, les syndicats pourris qui y participent ? Il faut croire. La CES serait-elle plus fréquentable sans Hollande, Juncker et Schulz?

Contrairement à La Commune on trouve excellent que François Hollande, Jean-Claude Juncker et Martin Schulz participent au congrès de la CES, après cela plus personne ne devrait avoir de doute sur la nature de la CES, non ? Le devoir de

militants ouvriers ne devrait-il pas être d'aider les travailleurs et les militants à se débarrasser des illusions qu'ils auraient pu placer dans des institutions, des organisations ou des dirigeants qui servent les intérêts du capital ? Apparemment non.

On a envie de leur dire qu'on a les syndicats qu'on mérite, y compris la CES qui ne mérite pas de figurer parmi les syndicats ouvriers. Où va se nicher l'opportunisme, n'est-ce pas ?

Ah ces lambertistes, ils sont incorrigibles !

Décidément il n'y en aura pas un pour rattraper les autres, on comprend pourquoi de nombreux militants désespèrent ou sont totalement démoraliser.

[Qui a télécommandé la polémique sur Morano ? Les propagandistes de guerre contre la Russie : L'Elysée.](#)

- A Moscou, Nadine Morano répète que la France est un "pays de race blanche" - AFP

Fondatrice du groupe parlementaire "Pour un nouveau dialogue avec la Russie" au Parlement européen, l'ancienne ministre déléguée a également salué les frappes russes en Syrie.

"La première étape est de ramener la stabilité en Syrie pour que les populations déplacés puissent rentrer chez elles. On ne peut pas ramener cette stabilité sans avoir la Russie avec nous", a-t-elle déclaré, ne voyant pas d'autre "interlocuteur crédible en Syrie" que son président Bachar al-Assad.

Elle a par ailleurs regretté les sanctions économiques contre la Russie "qui ont apporté de très graves désagréments à nos peuples". AFP 01.10

En complément. Quand l'Etat terroriste français vole au secours de ses protégés d'Al-Nosra en Syrie.

- Syrie : pourquoi les véritables cibles des frappes russes demeurent floues - Francetv info

- Syrie: "c'est Daech qu'il faut viser et pas d'autres", réclame le président Hollande - AFP

- Fabius : « la lutte contre le terrorisme ne doit pas servir de prétexte pour remettre Assad en selle » - LeMonde.fr

[Syrie. Qui fait les grands titres de l'actualité politique ou comment fonctionne leur propagande de guerre.](#)

Donner la parole à différents acteurs triés sur le volet pour falsifier la réalité ou lui faire dire ce que l'on veut. Mode d'emploi.

Titre. Un portail néolibéral. Accuser Poutine d'être fou, permet ensuite de condamner sa politique en Syrie qui ne peut être que l'oeuvre d'un fou sans évoquer le moindre fait ou la moindre preuve à l'appui.

- La Syrie, le pari fou fou fou de Poutine - Slate.fr

1- Des "observateurs occidentaux" anonymes appelés en renfort. Prétendre que la majorité des Russes qui soutiennent Poutine pourraient le lâcher et opter pour la sagesse.

- Selon certains observateurs occidentaux, le président russe prend des risques inconsidérés vis-à-vis de son opinion publique en intervenant au Moyen-Orient.

2- Une journaliste à la manoeuvre. Donner la parole à une journaliste pour lancer cette nouvelle offensive contre Poutine.

- C'est en tout cas le sens de l'analyse d'Amanda Taub dans Vox. Selon la journaliste, la nouvelle initiative militaire du président russe est hautement aventureuse, car il se retrouve désormais pris au piège d'un possible désamour de son électorat et de la frustration des élites russes.

3- De qui est-elle la porte-parole, qui représentaient ces "observateurs occidentaux" et Slate.fr ?

- Sous-titre d'un paragraphe sans intérêt : Les élites financières remontées.

Enfin, on est remonté à la source, à la bonne heure !

4- Pour finir, les menaces.

- ...son intervention en Syrie pourrait avoir des répercussions intérieures ou frontalières graves en ravivant le conflit latent entre le pouvoir central et les populations musulmanes du Caucase. Slate.fr 01.10

Ils savent de quoi ils causent puisque ce sont leurs amis qui les financent et les arment.

Pour rappel, Fabius en décembre 2012 : Al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda, fait du bon boulot.

- La Russie bombarde Al-Qaïda en Syrie, les chancelleries et les médias occidentaux s'indignent...- Guillaume Borel - arretsurinfo.ch 01.10

La Russie a mené mercredi 30 septembre une première série de raids aériens, comme l'y autorisent ses accords de coopération militaire avec la Syrie. Selon Moscou, son aviation aurait effectué 20 sorties et touché 8 cibles terroristes. La France avait auparavant mené des bombardements aériens dimanche 27 septembre, en dehors de tout cadre légal, contre un camp d'entraînement de l'Etat Islamique dans l'est de la Syrie, selon les propos du président François Hollande. Toujours selon le président français, cette attaque aurait été « sans conséquences pour la population civile ».

Le gouvernement syrien a dénoncé à cette occasion une « violation du droit international », les bombardements ayant été menés sans l'autorisation de l'état syrien.

Pour justifier la légalité de l'action française, le président Hollande a ainsi invoqué la « légitime défense » et l'article 51 de la charte des nations unies, en faisant référence aux attentats de janvier 2015 à Paris qui auraient été « commandités » par l'Etat Islamique. Or, à l'époque, le pouvoir exécutif français avait décrit les terroristes comme des « loups solitaires » radicalisés via le réseau Internet, ce qui lui avait permis de faire voter la « loi sur le renseignement », un « Patriot Act » à la française, étendant considérablement les pouvoirs et les dispositifs de surveillance des services de police. Il faut également souligner que les auteurs de l'attaque contre le journal Charlie Hebdo, n'avaient jamais séjourné en Syrie mais avaient été formés par la branche d'al-Qaïda au Yémen, comme le montrait un précédent article sur ce sujet. J'avais avancé à cette époque que le choc causé dans l'opinion publique française par les attentats avait permis l'instauration du régime politique de la « guerre au terrorisme » qui se caractérise par une limitation des libertés intérieures, et particulièrement de la liberté d'expression et d'information, la surveillance de masse des populations, et une politique extérieure néo coloniale multipliant les expéditions armées. Le recours au principe de la « légitime défense » comme justification aux raids aériens en Syrie, malgré l'absence de liens tangibles entre les auteurs des attaques terroristes de Paris et l'Etat Islamique, constitue la démonstration que cette mécanique est bien à l'œuvre.

Les actions de la coalition internationale luttant contre l'Etat Islamique sont donc à mettre en perspective avec la doctrine néocoloniale de la « guerre au terrorisme » en Syrie, qui visent à un changement de régime et à l'instauration d'états faibles et balkanisés, assimilables à des protectorats. La lutte contre l'EI a ainsi été prise comme prétexte par la France et le Royaume-Uni afin de mener une guerre aérienne sur le territoire syrien, conduisant de facto à une « no-fly zone » telle qu'elle est réclamée par la coalition, et particulièrement la Turquie, depuis plus d'un an. C'est en effet ce scénario de zone d'exclusion aérienne qui avait permis la victoire des groupes armés soutenus par l'occident en Libye en 2011.

L'entrée de la Russie dans le conflit ce mercredi est cependant venue bouleverser ce scénario. La présence de 12 SU-25 russes, de 16 hélicoptères d'attaque et de transport à l'aéroport de Lattaquié et leur entrée en action dans l'espace aérien syrien, ont rendu caduque l'instauration d'une zone d'exclusion aérienne de facto au profit des groupes armés soutenus par la coalition.

Le secrétaire d'état américain John Kerry en panique s'est donc précipité vers son homologue russe Sergei Lavrov actuellement à l'ONU, dans le but de convoquer une réunion « entre militaires, aussi vite que possible, afin d'éviter tout incident entre leurs aviations en Syrie ».

Encore plus gênant pour les États-Unis et leurs alliés, les premières frappes aériennes russes ont ciblé un groupe rebelle soutenu par la coalition.

Selon le média israélien i24news :

« Quatre avions de combat russes ont visé des bases de Jaich al-Fatah (« l'Armée de la conquête ») à Jisr al-Choughour et à Jabal al-Jawiya (dans la province d'Idleb) et ont frappé aussi des positions de groupes armés, des bases et des dépôts d'armes à Hawach dans la province de Hama », a indiqué cette source. « L'Armée de la conquête » regroupe notamment le Front Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, et des groupes islamistes comme Ahrar al-Cham. »

Les responsables occidentaux ont donc logiquement dénoncé une attaque « ne visant pas l'Etat Islamique » en laissant aux médias le soin d'imaginer qu'elle pouvait être la cible réelle...

Le ministre français des affaires étrangères Laurent Fabius déclarait ainsi que « les frappes russes n'ont pas visé Daech ». Une source diplomatique française citée par le journal régional La Nouvelle République affirmait également : « Ce n'est pas sur Daech qu'ils (les Russes) ont frappé, c'est sans doute sur les groupes d'opposition, ce qui confirme qu'ils sont davantage dans le soutien au régime de Bachar al-Assad que dans la lutte contre Daech. »

Le secrétaire américain à la Défense Ashton Carter a également estimé que « les frappes ne visaient probablement pas l'Etat Islamique ».

Les médias aux ordres et qui sont maintenus depuis la crise ukrainienne dans une hystérie anti-russe permanente entretenue par les responsables politiques occidentaux, ont immédiatement interprété ces déclarations comme la preuve que la Russie avait frappé « l'opposition modérée » [il n'y a pas d'opposition armée modérée en Syrie -Ndrlr] soutenue par la coalition, et ont ainsi pu se livrer à leur passe-temps favori : la russophobie primaire.

La porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova affirmait ainsi que son pays faisait l'objet « d'une guerre de l'information suite à sa décision d'effectuer des frappes aériennes contre les djihadistes du groupe Etat islamique (EI) en Syrie. »

Le journal Le Monde comme à son habitude, était en première ligne et annonçait :

« Les frappes aériennes menées par la Russie mercredi ont surtout visé les forces rebelles opposées au président Bachar Al-Assad. »

Tous les grands médias francophones ont repris la narrative occidentale affirmant que l'aviation russe ne bombardait pas l'Etat Islamique de manière à suggérer que la Russie ciblait en réalité l'« opposition modérée » en soutien au « boucher » Bachar-al-Assad. Il y a cependant une manipulation de l'opinion publique dans cette narration, qui consiste à passer sous silence la cible réelle de l'action militaire russe...

En effet, l'« opposition modérée » (dont le président syrien Bachar-al-Assad répète depuis plus d'un an qu'elle est en réalité constituée de groupes djihadistes salafistes) prétendument visée par l'aviation russe mercredi, était constituée de la branche syrienne d'Al-Qaïda, le Front al-Nosra, ainsi que de plusieurs autres groupes radicaux réunis au sein d'une entité appelée « l'armée de la conquête ». Selon le journal Libération, cette coalition djihadiste serait une création de la Turquie, de l'Arabie Saoudite et du Qatar, qui assureraient également son financement.

Il est donc délicat pour les responsables politiques occidentaux d'évoquer ouvertement l'« opposition modérée » qu'ils soutiennent, cela pourrait conduire à révéler que cette dernière n'est qu'un mirage médiatique derrière lequel se cachent Al-Qaïda et des groupes salafistes, dont le but est similaire à celui de l'Etat Islamique : l'instauration d'un califat islamique.

La Russie bombarde al-Qaïda en Syrie, voilà donc ce qui a tant indigné les chancelleries et les médias occidentaux mercredi... arretsurinfo.ch 01.10

Et dire qu'ils ont été jusqu'à instrumentaliser l'histoire ignoble ce gosse échoué sur une plage en Turquie, et leur complice Erdogan a été jusqu'à ouvrir ses frontières pour engendrer un exode massif soudain de réfugiés se répandant en Europe pour justifier le bombardement de la Syrie par la France.

- Des troupes chinoises, en Syrie? - sahartv.ir

Selon Debkafile, un porte-avion chinois aurait traversé le canal de Suez, pour se rendre à Tartous.

Il y a des nouvelles, selon lesquelles autour de 3.500 combattants Ouïghours, (Chinois musulmans), ont été rassemblés, en Syrie, par le Turkistan Islamic party, (TIP), près de la frontière turque, sous l'égide des services de renseignement turcs, dans l'intention de les faire participer à la bataille des Jihadistes contre Assad. C'est un aspect de plus de la politique, à la fois, erratique et extrémiste, que la Turquie mène, sous la direction d'un Erdogan de plus en plus coupé des réalités de son pays, (la Turquie), et des conditions de désordre, qui s'y répandent, à cause des remous, causés par la politique turque, en Syrie, et contre les Kurdes.

La présence de ces Ouïghours a, évidemment, résonné, comme un très grave signal d'alerte, dans la direction chinoise, explique Christina Lin, expert de l'Université John Hopkins, sur son blog de "Times of Israel", le 20 septembre 2015. Il en résulte, selon Lin, que l'on se trouve, désormais, devant la possibilité d'une intervention militaire chinoise, en Syrie, si Assad le demandait. Les Chinois suivent, en général, avec rigueur, le principe de non-intervention, sauf, lorsque leur sécurité nationale est en jeu. De telles actions, indirectement, déstabilisantes, pour les provinces musulmanes de Chine, représentent, effectivement, une menace, pour la sécurité nationale chinoise, exactement, de la même façon que les Tchétchènes, présents en Syrie, au nom du Jihadisme, représentent une menace similaire contre la sécurité nationale de la Russie.

La Syrie ne cesse de se transformer en un chaudron multinational, où la plupart des puissances vont se trouver de plus en plus impliquées, jusqu'à bouleverser l'Ordre international... En effet, d'un autre côté, les perspectives, évoquées par Lin, peuvent se faire avec l'habillage d'une intervention chinoise, en Syrie, du légalisme de l'OCS, (Organisation de Coopération de Shanghai), où la Syrie est observatrice et veut devenir membre, de même que l'Égypte. Le conflit syrien pourrait, dans les mois qui viennent, voir une transformation radicale de l'OCS en alliance militaire, maintenant que la Chine et la Russie ont pris la mesure du danger jihadiste. «... Maintenant que le TIP a établi une base, en Syrie, et qu'il augmente son influence et son recrutement, grâce à ses sponsors turcs, la Chine va devoir appliquer sa recommandation 2 013 : «Prendre les armes contre le Turkestan oriental, (ETIM), avant que la menace ne s'étende» et déployer des troupes, en Syrie.

La non-ingérence ne signifie pas ne pas défendre ses intérêts. Certains experts considèrent, peut-être, que le principe de non-ingérence de la Chine l'empêche d'agir. Mais le principe de non-ingérence de la Chine porte davantage sur l'ingérence, dans la politique intérieure des autres pays, comme les Etats-Unis et l'Occident ont l'habitude de le faire, en violant la souveraineté d'autres pays, pour renverser les régimes autocratiques qui leur déplaisent. La politique de non-ingérence ne signifie pas l'inaction, en cas de menace, sur la sécurité et les intérêts de la Chine. La Chine n'a pas de difficulté à prendre des mesures, lorsque ses intérêts fondamentaux sont menacés – c'est-à-dire, la violation de sa souveraineté, son intégrité territoriale, son développement économique et la survie de son régime.

Lors du Sommet de l'Asie sur la sécurité, organisé par l'International Institute for Strategic Studies, (IISS), en 2011, le ministre chinois de la Défense, Liang Guanglie, a parlé des intérêts fondamentaux de la Chine, en ces termes : «Nos intérêts essentiels incluent tout ce qui touche à la souveraineté, la stabilité et le mode de gouvernement. La Chine suit, maintenant, une course socialiste. Toute tentative de rejeter cette voie, menace les intérêts fondamentaux de la Chine. De même, toute tentative d'encourager une partie de la Chine à faire sécession menace les intérêts fondamentaux de la Chine liés à notre territoire, notre espace maritime et aérien. Ensuite, tout ce qui a rapport au développement économique et social national de la Chine touche, également, les intérêts fondamentaux de la Chine».

Si le TIP continue de consolider son pouvoir, au sein de l'Armée de conquête, un ramassis de Jihadistes de différentes filiales d'Al-Qaïda et d'extrémistes salafistes, le Xinjiang pourrait devenir le prochain Afghanistan, et se mettre à ressembler à la zone Afpak, (Syrie / Irak), avec des forces militantes et des zones de refuges transnationales, qui attirent des combattants étrangers et qui jouissent du soutien matériel et diplomatique de la Turquie et d'autres puissances extérieures, dont l'idéologie et les intérêts sont semblables.

En outre, le régime d'Assad est, toujours, le gouvernement légal de la Syrie, reconnu par l'ONU, en dépit du fait qu'il ne tient qu'1/3 de son territoire. Si Assad demande et permet à la Russie, la Chine et d'autres membres de l'OCS de l'aider, militairement, ce serait conforme au droit international. Ceci diffère des frappes aériennes actuelles de la coalition anti-ISIS, dirigée par les Etats-Unis, en Syrie, qui opère, sans mandat de l'ONU, ni autorisation du gouvernement souverain, bien qu'elle bénéficie, dans une certaine mesure, d'une autorisation implicite du régime Assad, pour combattre ISIS. En 2014, le Britannique, David Cameron, a hésité à participer à des frappes aériennes, en Syrie, parce qu'il craignait, précisément, de violer le droit international. Du fait qu'Erdogan mène une guerre islamiste, par procuration, contre la Chine, les Kurdes, Assad, Sisi et Netanyahu, via les affiliés d'Al-Qaïda, l'Armée de conquête, les Frères musulmans et le Hamas, il n'est pas étonnant qu'à la fois, la Syrie et l'Égypte, aient demandé à rejoindre L'Organisation de Coopération de Shanghai, (OCS), en juin de cette année». sahartv.ir 30.09

ACTUALITÉ DU JOUR

L'accord commercial trans-Pacifique ou une nouvelle étape vers l'établissement d'un gouvernement mondial

- Les négociations commerciales trans-Pacifique prolongées - AFP

Les discussions sur l'accord commercial trans-Pacifique (TPP) ont dû être prolongées jusqu'à vendredi afin de parvenir à un compromis sur les sujets de friction (pièces détachées automobiles, produits laitiers..) et arracher un accord.

Un sénateur américain, le républicain Orrin Hatch, a verti que le Congrès pourrait refuser de ratifier un éventuel accord s'il ne protégeait pas suffisamment les intérêts des Etats-Unis.

"Personne (...) ne devrait être pressé de conclure les négociations si cela signifiait un résultat moins qu'optimal pour notre pays", a-t-il affirmé dans un communiqué.

L'administration démocrate américaine a obtenu pour négocier cet accord la procédure dite du "Trade Promotion Authority" (TPA) qui obligera le jour venu le Congrès à se prononcer pour ou contre le texte de tout l'accord commercial, sans pouvoir l'amender. La Maison Blanche avait dû, pour y parvenir, affronter une rébellion dans son propre camp démocrate.

Engagés en 2008, les pourparlers rassemblent l'Australie, Brunei, le Canada, le Chili, le Japon, la Malaisie, le Mexique, la Nouvelle-Zélande, le Pérou, Singapour, les Etats-Unis et le Vietnam. Washington souhaite également conclure un accord rapidement pour éviter que le débat sur sa ratification n'intervienne en pleine campagne présidentielle l'an prochain.

Les organisations de la société civile dénoncent le secret qui entoure ces négociations et le fait qu'elles portent, comme un autre accord en cours de négociation entre les Etats-Unis et l'Union européenne (le TTIP), sur la mise en place de structures judiciaires extra-territoriales pour les litiges entre investisseurs et entreprises des pays signataires. AFP 01.10

Contrairement à la "société civile" bien policée, ne collaborant pas avec les représentants des banquiers et des multinationales que nous estimons illégitimes sachant qu'ils ne sont animés que par la quête du profit au détriment du bien-être et des besoins des producteurs et de la population en général, nous ne dénonçons pas ces négociations, nous exigeons l'abandon pur et simple de ce projet de traité.

Concentration des richesses et le pouvoir mondial.

- La fortune des 400 Américains les plus riches atteint 2 340 milliards de dollars - lemonde.fr

Bill Gates reste la première fortune américaine, selon le dernier palmarès publié, mardi 29 septembre, par le magazine Forbes. Vingt-deux ans que cela dure pour le fondateur de Microsoft. Ses parts dans le leader mondial du logiciel ne comptent toutefois que pour 13 % de sa richesse, qui est évaluée à 76 milliards de dollars (67,5 milliards d'euros).

Son dauphin, l'investisseur Warren Buffett, le fondateur de Berkshire Hathaway, est lui aussi fidèle à son poste de numéro deux depuis 2001, avec une fortune de 62 milliards. Toutefois derrière, les milliardaires de l'Internet montent en flèche. Jeff Bezos, le fondateur du géant de l'e-commerce Amazon, et Mark Zuckerberg, celui du réseau social Facebook, font pour la première fois leur entrée dans les dix premiers du classement avec des fortunes respectives de 47 milliards et 40,3 milliards de dollars. M. Bezos est le milliardaire qui a fait le bond le plus spectaculaire en un an avec une progression de sa fortune de 16,5 milliards, qui le propulse à la quatrième place.

La plus belle progression en pourcentage revient toutefois à Travis Kalanick, le fondateur d'Uber, qui a doublé sa fortune en un an pour la porter à 6 milliards de dollars. L'entrepreneur profite de la valorisation stratosphérique de sa société de voitures de transport avec chauffeur (VTC), qui dépasse maintenant les 50 milliards. C'est toute la limite de ce classement : une bonne partie des patrimoines est composée de titres de sociétés, dont la valeur est par définition fluctuante.

Malgré la stabilité de la tête du classement, 25 milliardaires y ont fait leur entrée cette année. Parmi eux, les deux cofondateurs de Snapchat, l'application de partage de photos et de vidéos sur téléphone mobile : Evan Spiegel, 25 ans, qui est désormais le plus jeune milliardaire américain, et Bobby Murphy, 27 ans.

La barre pour entrer dans ce club des 400 Américains les plus riches est de plus en plus élevée. En 2015 il fallait disposer d'un patrimoine de 1,7 milliard de dollars, pour 1,5 milliard l'an dernier. De fait, 35 fortunes ont disparu du classement. Pour ceux qui y figurent encore, leur richesse globale a augmenté de 50 milliards en un an pour atteindre 2 340 milliards de dollars. Dans l'ombre des inégalités, rien de neuf non plus. lemonde.fr 30.09

ACTUALITE EN TITRES

Seulement ?

- Paris : Au moins 950.000 personnes mal logées en Ile-de-France - 20minutes.fr

INFOS EN BREF

POLITIQUE

France

- Les députés parachèvent la loi renseignement en légalisant les activités de la DGSE - AFP

Les députés ont adopté jeudi une proposition de loi pour légaliser la surveillance des communications internationales, c'est-à-dire l'activité de la DGSE, qui resteront soumises à moins de contrôle que les interceptions effectuées en France.

Le texte a été débattu seulement en présence de huit députés.

La proposition de loi, qui doit encore être votée au Sénat, vise à remédier à ce point car "il serait paradoxal, à l'heure où nombre de risques qui naissent à l'étranger menacent de se matérialiser sur notre territoire, que les services de renseignement français ne puissent pas assurer la surveillance des communications internationales", font valoir les auteurs du texte, les socialistes Patricia Adam et Philippe Nauche, respectivement présidente et vice-président de la commission de la Défense.

Ces interceptions à l'étranger seront nettement moins encadrées que celles effectuées en France. Le Premier ministre n'aura pas besoin de solliciter l'avis préalable de la nouvelle Commission nationale de contrôle des techniques de renseignement (CNCTR).

Le député écologiste Sergio Coronado a cependant fait remarquer que des Français établis à l'étranger pourraient éventuellement être soumis à cette surveillance internationale. AFP 01.10

Je sens que je vais devenir parano dans mon trou en Inde !

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- Des centaines de personnels dans la rue contre "la casse de l'hôpital public" - AFP

Des centaines de personnels hospitaliers se sont rassemblés jeudi dans toute la France pour protester contre le projet de loi santé de Marisol Touraine et la "casse de l'hôpital public", les infirmiers-anesthésistes réclamant en outre des revalorisations salariales, ont constaté des journalistes de l'AFP.

A Paris, une centaine d'agents de l'Assistance-Publique Hôpitaux de Paris (AP-HP) se sont retrouvés en début d'après-midi devant le Sénat, qui examine actuellement le projet de loi, pour dénoncer "la casse de l'hôpital public", répondant à l'appel national à la grève lancé par les syndicats CGT, FO et SUD.

Le texte de Marisol Touraine, qui prévoit des regroupements hospitaliers, se traduira par un "démantèlement de l'hôpital de proximité", redoute Rose-May Rousseau (CGT).

Le taux de participation (grévistes absents) constaté par le ministère des Affaires sociales s'est élevé à 1,85%, a indiqué jeudi soir la Direction générale de l'offre de soins (DGOS).

Le taux de mobilisation, incluant le personnel physiquement absent et le personnel assigné soutenant le mouvement, a atteint 5,35%, a précisé la Direction à l'AFP .

De même source, à titre de comparaison, le taux de participation dans le cadre du mouvement du 22 septembre s'élevait à 1,14% et le taux de mobilisation à 5,06%.

Quelque 300 personnes ont également manifesté à Caen, devant l'Agence régionale de santé (ARS), dans une région où plusieurs services hospitaliers sont ou se disent menacés de fermeture.

A Marseille, entre 100 et 200 personnes se sont également rassemblées devant la préfecture, et une centaine d'autres à Nice. La situation financière des hôpitaux de la cité phocéenne, critique, vient d'être dénoncée dans un rapport de l'Igas, pointant une gestion dispendieuse de 2012 à 2014.

"Le salaire d'un infirmier-anesthésiste en début de carrière, dans un établissement public, approche les 1.800 euros net et peut atteindre 2.800 en fin de carrière. Nous demandons au moins 700 euros de plus afin que notre revenu soit aligné sur celui des attachés d'administration hospitalière", explique Vincent Porteous, responsable CGT et infirmier anesthésiste à Lille. AFP 01.10

1,85% de grévistes ou 5,35% mobilisés soutenant ce mouvement, sans rire, pour les lambertistes il y aurait comme un parfum de grève générale dans l'air en France. Dans quel monde ces gens-là vivent-ils ? Est-ce grave docteur ?

2- Le "plan B" d'Air France: réduction de l'activité et licenciements - AFP

Le "plan B" d'austérité qu'Air France devrait mettre en œuvre après l'échec des négociations avec ses syndicats sur de nouvelles mesures de productivité, prévoit "une réduction de l'activité" en 2016 puis 2017 et des licenciements secs, une première.

Quels sont les impacts attendus en matière d'emploi et de stratégie industrielle? Voici les grandes lignes du plan de restructuration, tel qu'il se dessine jusqu'à présent.

La direction d'Air France envisage de réduire son offre long-courrier de 10%, ce qui se traduira par des fermetures de lignes et le retrait d'avions. Une dizaine d'appareils pourrait quitter la flotte long-courrier.

Dans ce secteur qui faisait autrefois sa force, la compagnie tricolore a perdu des plumes face à la montée en puissance des compagnies asiatiques et, surtout, du Golfe (Emirates, Qatar Airways, Etihad). Son réseau long-courrier est actuellement déficitaire pour moitié, Air France vise 80% de lignes rentables en 2017.

La direction a également évoqué un report de la livraison des Boeing 787, un avion de toute dernière génération très prisé par les pilotes.

Le "plan B" prévoit des milliers de suppressions de postes dans toutes les catégories de personnel, entre 3.000 et 8.000 selon les estimations des syndicats. Dans le scénario le plus "optimiste", 300 pilotes, 700 hôtesses et stewards, et 2.000 personnels au sol quitteraient l'entreprise, a indiqué à l'AFP une source syndicale. La direction refuse de commenter ces chiffres.

Des plans de départs volontaires devraient être ouverts, notamment au sol, mais la direction envisage aussi de procéder à des licenciements secs, comme chez les personnels navigants. Au sol, le secteur de la maintenance (Direction générale industrielle) et du "hub" de Roissy devaient échapper à un plan social. Les syndicats redoutent en revanche des licenciements dans les escales, notamment à Marseille et Nice.

Même dans son "plan A", la direction prévoyait des départs contraints au sol, "dans les secteurs où l'écart de coûts par rapport au marché est tel qu'il menace la pérennité de l'activité", comme elle l'a annoncé lors du dernier CCE fin septembre.

Sous le précédent plan de restructuration "Transform", entre début 2012 et fin 2014, Air France avait réduit sensiblement ses effectifs (-5.524 CDI et CDD, dont 4.171 au sol), mais toujours en faisant appel au volontariat et aux départs non remplacés. En ajoutant les filiales (Hop!, Transavia France, etc.), le groupe avait perdu plus de 6.400 salariés en trois ans. AFP 01.10

ECONOMIE

1- FMI

- Le FMI voit la croissance mondiale ralentir - Reuters

La croissance mondiale ralentira cette année du fait du déclin prolongé des économies émergentes avant de repartir timidement en 2016, a déclaré mercredi Christine Lagarde.

La croissance repart en zone euro ainsi qu'au Japon et demeure robuste aux Etats-Unis et en Grande-Bretagne, a-t-elle dit mercredi dans un discours de présentation du rapport du FMI sur la croissance mondiale attendu le mois prochain.

"La moins bonne nouvelle est que les économies émergentes devraient enregistrer un déclin de leurs taux de croissance pour la cinquième année consécutive", a-t-elle ajouté.

Elle a prévenu mercredi que les prix des ressources de base, qui jouent un rôle primordial pour de nombreuses économies émergentes, pourraient se maintenir à un niveau bas pendant une "période prolongée".

L'ancienne ministre française de l'Economie a exhorté les pays émergents à diversifier leur économie et a estimé que certains étaient mal préparés à affronter les remous financiers que pourrait entraîner un relèvement par la Réserve fédérale de ses taux d'intérêt. Reuters 30.09

Quand la Fed relèvera ses taux, l'économie des pays émergents s'effondrera, pas celle des Etats-Unis qui en profitera, d'autant plus si la Fed continue à faire tourner la planche à billets. Et puis si cela permettait d'engendrer des désordres sociaux et

de fragiliser la stabilité politique de certains pays comme par exemple le Brésil, il y a fort à parier que l'oligarchie financière anglo-saxonne pourrait en profiter pour parvenir à ses fins ou s'assurer le contrôle politique de ces pays, c'est son objectif à l'échelle de la planète il ne faut jamais l'oublier.

2- France

- En France, encore 32 usines perdues en six mois - lemonde.fr

Les données publiées vendredi 2 octobre par l'observatoire de l'investissement Trendeo sont parlantes : au premier semestre 2015, les annonces de fermeture d'usine ont une nouvelle fois été plus nombreuses que celles d'ouverture. Trente-deux usines ont été perdues en six mois, sans amélioration par rapport aux périodes précédentes. Depuis le début de la crise, en 2009, la France compte environ six cent trente usines de moins, selon les pointages de Trendeo.

Dernier exemple en date : mercredi 30 septembre, l'usine d'électronique de l'américain Jabil à Brest (Finistère) a fermé définitivement ses portes, à l'issue d'une longue agonie. Longtemps propriété d'Alcatel, le site créé en 1971 avait compté plus de 1 000 salariés. Désormais, il est vide. Le terrain est à vendre.

En termes sociaux, les créations d'emplois dans l'ensemble de l'économie ont dépassé les suppressions au premier semestre, pour la première fois depuis la fin de 2012, estime Trendeo. Mais, dans l'industrie manufacturière et l'énergie, le solde reste clairement négatif (- 8 780 postes), et s'est même légèrement dégradé en un an. Autant dire que « l'amélioration générale de l'économie reste très fragile », comme le commente David Cousquer, le gérant de Trendeo. lemonde.fr 01.10

Doit-on s'en émouvoir ou condamner ces fermetures d'entreprises ? Evidemment puisqu'il s'agit de produire les mêmes marchandises dans des conditions d'exploitation qui sont pires qu'en France. Dans tous les cas de figure le traitement qu'ils réservent aux travailleurs est inhumain et devrait être condamné, pas un seul travailleur ne devrait rester sur le carreau, principe qui est étranger à tous les syndicats.

On nous dira que parfois c'est la fatalité et que personne n'y peut rien, par exemple si une usine produisait des postes à lampes qui sont devenus obsolètes fermait. Et alors ? Soit le patronat, soit l'Etat ou les deux ensemble devraient proposer un emploi à chaque travailleur menacé de perdre le sien. Pourquoi aucun syndicat ni aucun parti n'a mené campagne sur ce thème qui serait digne des origines ou des fondements du mouvement ouvrier ? Parce que ce serait incompatible avec l'existence du régime en place ? Mais sur quel terrain le mouvement ouvrier combat-il, celui des droits et des besoins de la classe ouvrière ou celui des capitalistes ? Il est révélateur qu'on en soit arrivé à se poser ce genre de questions, non ?

Que vaut la dénonciation du syndicalisme rassemblé dans ces conditions-là ? Que valent les discours en faveur d'un syndicalisme de lutte de classe quand on n'est même pas foutu de faire preuve de ne serait-ce qu'un début d'indépendance vis-à-vis du capital ? Il faut croire que le combat classe contre classe reste à inventer ou à réinventer. Avis à nos nombreux camarades syndicalistes qui ont là matière à réflexion... et action. Tenez, voilà ce qui devrait figurer en toutes lettres sur le panneau d'affichage de votre syndicat dans votre entreprise.

[Haut de page ↗](#)

Le 3 octobre 2015

[CAUSERIE](#)

[Dossier Syrie](#)

Honte à tous ceux qui parmi le mouvement ouvrier pour ménager Hollande ont occulté le soutien qu'il apportait au Front Al-Nosra et à l'Emirat islamique, alors qu'ils étaient en possession des mêmes informations que nous !

- Syrie: l'Onu avoue s'être trompée en disant que les frappes russes tuent des civils - sputniknews.com
- Arrêt sur Info 01.10

A la suite d'attaques médiatiques contre la Russie, le porte-parole du secrétaire général de l'Onu a dû démentir l'authenticité des récentes déclarations de l'organisation.

Selon Farhan Haq, porte-parole du secrétaire général de l'Onu, les récentes déclarations du service de presse de l'Onu, affirmant que les frappes de l'aviation russe contre les positions de l'EI faisaient des morts parmi les civils syriens, n'étaient fondées que sur

les informations de médias et d'organisations non gouvernementales.

« Nous avons reçu des messages de groupes civiles, y compris +White Helmets+ et des médias », a-t-il déclaré en répondant à la demande de préciser sur quelles données a été basée la récente affirmation du porte-parole du service de presse de l'Onu.

Ici, il s'agit du porte-parole du secrétaire général de l'Onu, Stéphane Dujarric, qui avait annoncé auparavant que « selon les données des messages initiales, près de 33 citoyens innocents auraient pu être victimes d'attaques dans la région de Homs ». Selon lui, le secrétaire général de l'Onu Ban Ki-moon « est informé que la Russie effectue des frappes aériennes sur la ville de Homs et probablement sur d'autres lieux en Syrie ».

Le ministère russe de la Défense a déclaré mercredi que l'Armée de l'air russe n'effectuait pas de frappes sur les infrastructures civiles syriennes et qu'elle n'avait engagé que des opérations militaires contre l'EI en Syrie.

Plus tôt, la porte-parole du ministère russe des Affaires étrangères Maria Zakharova a commenté les déclarations de plusieurs médias occidentaux qui affirmaient que l'opération militaire lancée par Moscou faisait des morts parmi les civils syriens, en précisant qu'il s'agit d'une attaque médiatique. Selon Mme Zakharova, la Russie fait l'objet d'une guerre de l'information car il n'y a eu aucune confirmation officielle de cette information. sputniknews.com 30.09

Quand les parrains des barbares d'Al-Nosra (Al-Qaïda en Syrie) volent à leur secours.

- Frappes russes en Syrie: Seules 5% cibleraient Daesh, affirme la Grande-Bretagne - 20minutes.fr
- Obama critique des frappes russes en Syrie « contre-productives » - LeMonde.fr
- Syrie : "Les frappes doivent concerner uniquement" l'Etat islamique, dit Hollande à Poutine - Francetv info
- Jens Stoltenberg : «L'Otan est préoccupée par l'attitude de la Russie en Syrie» - LeFigaro.fr

La Russie poursuit ses raids, l'Occident appelle à frapper uniquement l'Etat islamique - AFP

"J'ai rappelé au président (Vladimir) Poutine que les frappes devaient concerner Daesh et uniquement Daesh" (l'acronyme arabe de l'EI), a déclaré le président français François Hollande, qui a discuté de la Syrie avec son homologue russe en marge d'un sommet sur l'Ukraine à Paris.

"Nous avons tous les deux insisté sur le fait que l'EI est l'ennemi que nous devons vraiment combattre", a renchéri la chancelière allemande Angela Merkel, qui a également eu un entretien bilatéral avec Vladimir Poutine.

La Russie, alliée historique du président Bachar al-Assad, effectue depuis mercredi des raids sur la Syrie au nom de la lutte "contre le terrorisme". Mais l'Occident et les pays arabes la soupçonnent de concentrer ses attaques sur les autres opposants au régime syrien, à un moment où Bachar al-Assad semble fragilisé sur le terrain.

Les Russes ne prétendent pas frapper exclusivement l'EI, mais assurent qu'un certain nombre de leurs bombardements ont touché les positions jihadistes.

Vendredi soir, le ministère russe de la Défense a ainsi indiqué que six nouvelles frappes avaient visé l'EI dans la journée, dans les provinces d'Idlib (nord-ouest) et de Hama (centre).

Une source sécuritaire sur le terrain a également signalé des frappes dans ces provinces, où est surtout présent le groupe Al Nosra, branche syrienne d'Al Qaïda qui se bat à la fois contre l'EI et contre le régime syrien.

Le gouvernement russe a en outre révélé qu'un premier raid avait eu lieu jeudi sur la province de Raqa, fief de l'Etat islamique.

"Nous demandons instamment à la Fédération de Russie de mettre immédiatement fin à ses attaques contre l'opposition et la population civile syrienne et de concentrer ses efforts sur le combat contre Daesh", est-il écrit dans une déclaration commune des Etats-Unis, du Royaume-Uni, d'Allemagne, de France, d'Arabie saoudite, du Qatar et de la Turquie. AFP 02.10

L'Arabie saoudite et le Qatar qui recrutent, financent et arment les barbares qui s'entraînent en Turquie avant d'être envoyés en Syrie et en Irak pour massacrer leurs populations...

Voilà qui constitue un aveu de leur collusion avec les barbares.

- Face à la progression du groupe Etat islamique, les Etats-Unis et une coalition d'une soixantaine de pays ont entamé il y a un an des raids en Irak et en Syrie sur les fiefs de ces jihadistes. La Turquie puis la France ont commencé récemment à mener des frappes sur le sol syrien. AFP 02.10

Alors que les Américains et leurs alliés n'ont fait qu'une bouchée de S. Hussein et de M. Kadhafi qui disposaient d'une armée beaucoup plus puissante que celle des mercenaires de l'Emirat islamique, voilà qu'une coalition militaire ayant une puissance de feu capable de réduire la planète en cendre en quelques jours serait impuissante à venir à bout au bout d'un an d'une bande de va-nu-pieds fanatisés, qui peut croire un instant une telle fable sordide ? Personne de sensé.

Alors que signifie le consensus qui existe entre la classe dominante et le mouvement ouvrier qui tiennent le même discours, sinon qu'ils figurent dans le même camp et combattent le même ennemi : les peuples syriens et irakiens qui résistent héroïquement à cette guerre coloniale pour préserver leur souveraineté.

Allons plus loin. Sur cette question comme bien d'autres qui ont une portée immense sur le plan politique, il faut en tirer les enseignements politiques qui s'imposent. Tout d'abord dénoncer la position adoptée par les partis ouvriers, ensuite s'en désolidariser, et enfin la combattre pour rendre sa dignité au mouvement ouvrier, qui à juste titre n'inspire pas réellement confiance aux travailleurs.

Chaque militant doit se faire un honneur de défendre l'intégrité du mouvement ouvrier qu'il représente, dont ses dirigeants sont les fossoyeurs pour le compte du régime en place en se faisant les complices du massacre de notre classe en Syrie et en Irak. C'est une affaire de dignité, une question de principe devant laquelle aucun militant n'a le droit d'hésiter ou de se défilier, sous peine de violer son engagement politique et d'être indigne de la cause qu'il prétend servir. En résumé, à chacun de choisir dans quel camp il entend combattre.

Vous comprendrez qu'on ne peut pas admettre que des militants refusent d'aborder sérieusement cette question ou de la traiter par dessus la jambe sous des prétextes aussi divers que fallacieux ou hypocrites, car il s'agit d'une guerre de rapine particulièrement cruelle que subissent des peuples innocents qui durent depuis près de 5 ans s'agissant la Syrie, 12 ans pour l'Irak.

Que cela vienne bousculer leur petit confort ou la routine dans laquelle ils se sont installés depuis des décennies, on veut bien le concevoir. Et bien justement, il est plus que tant d'y mettre un terme définitif ou de rompre avec cette fâcheuse habitude qui tend finalement à s'accommoder des pires crimes commis par notre ennemi de classe, dès lors qu'ils ne se dérouleraient pas sous nos yeux ou qu'on n'en subirait pas directement les conséquences.

A une autre époque le mouvement ouvrier s'est accommodé du colonialisme et des guerres impérialistes qu'il a été jusqu'à soutenir et justifier, tandis qu'il en partageait les profits avec l'impérialisme qui l'a ainsi acheté, gangrené, littéralement pourri de l'intérieur pour ne pas dire pire encore, non mais il faut mesurer jusqu'où il a pu être entraîné dans l'abjection et la capitulation pour en comprendre la portée politique réelle qui se répercute jusqu'à nos jours, car le mouvement ouvrier tel qu'il existe aujourd'hui en est directement le produit, donc la position infâme qu'il adopte maintenant aura forcément des répercussions négatives pour la classe ouvrière au cours des années et des décennies à venir, les militants doivent en avoir conscience et bien réfléchir avant d'adopter une position sur la Syrie, notamment.

Si par malheur ils décidaient de cautionner la mystification qui est à l'origine de cette guerre ou de ces guerres ou la version officielle justifiant la guerre contre la Syrie et son peuple consistant à accuser Assad d'en être responsable, alors qu'en réalité il n'avait fait que répondre à une provocation armée de djihadistes takfiristes destinée à liquider la République laïque arabe syrienne au profit d'un régime régit par l'idéologie wahhabite à la botte des Américains et des Israéliens, ils seraient mort politiquement.

L'argument selon lequel ce serait soutenir Assad dont le régime ne serait pas démocratique ne résiste pas à l'examen de la situation par un esprit libre qui leur répondrait, que les régimes des pays (principalement le Qatar et l'Arabie saoudite) qui ont agressé la Syrie et qui dès 2011 ont avancé le même argument sont plutôt des modèles de régimes féodaux, archaïques, dictatoriaux, particulièrement barbares, quant à leurs parrains occidentaux qui n'ont cessé de guerroyer au XXe siècle sur tous les continents et qui ont pour alliés le Qatar et l'Arabie saoudite, on ne peut pas dire que leurs régimes impérialistes flanqués d'un vernis démocratique vaudraient mieux. Le moins que l'on puisse dire, c'est que tous ces Etats impérialistes qui prennent leurs ordres à Washington et Tel-Aviv sont particulièrement mal placés pour donner des leçons de démocraties et de liberté aux autres Etats ou peuples du monde, et que partager leur position sur la Syrie s'inscrirait en rupture avec la tradition internationaliste du mouvement ouvrier révolutionnaire, qui dans le passé prenait la défense des pays dominés contre les pays dominants qui les agressaient ou les envahissaient, au nom du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ou que conquérir leur souveraineté et leur indépendance face à tous les impérialistes.

Par conséquent nous soutenons la résistance de la République arabe syrienne avec laquelle se confond l'indépendance de la Syrie et la souveraineté du peuple syrien, sachant que l'Etat syrien ou le régime en place ne correspondent pas à un Etat ouvrier ou à un régime socialiste, observant qu'ils bénéficient du soutien de l'immense majorité du peuple syrien toutes communautés et classes confondues, nous ne sommes en rien responsable du fait qu'Assad qui incarne les intérêts de la bourgeoisie syrienne

se retrouve à la tête d'une armée de libération nationale contre les agresseurs de la Syrie, et si à un moment donné il représente la résistance du peuple syrien tout entier, ironie de l'histoire ou paradoxe qui n'est pas le premier et ne sera pas le dernier qui nous sera imposé et avec lequel nous devons composer en attendant des jours meilleurs qui passent par la fin de cette guerre ou le rétablissement de la paix en Syrie.

Toute proportion gardée on pourrait citer deux exemples.

Quand Trotsky fondera l'Armée rouge pour assurer la défense de la révolution russe, du nouvel Etat ouvrier, il n'eut pas d'autre choix que se tourner vers l'armée du tsar qui avait été chassé du pouvoir en février 1917, ainsi que ses généraux qui en prirent la direction, alors que précédemment ils avaient tourné leurs armes contre le peuple russe et la révolution.

Lors de la Commune de Paris, avant que le Conseil de la Commune ne soit élu, l'Association internationale des travailleurs ralliera le Comité central de la Garde nationale le 23 mars 1871, alors qu'il avait refusé quatre jours auparavant de marcher sur Versailles où était réfugié Tiers et son gouvernement, décision tragique tandis que le soulèvement parisien avait commencé.

Si la guerre est la poursuite de la même politique par d'autres moyens, elle impose des conditions au mouvement ouvrier qu'il n'a pas choisies puisque ne détenant pas le pouvoir, l'obligeant à suspendre momentanément son programme rendu inapplicable en la matière tant les rapports entre les classes s'en trouvent bouleversés temporairement, au point parfois que leurs intérêts se rejoignent ou de devoir faire cause commune contre un ennemi qui menace leur existence, il en fut ainsi lors de la Seconde Guerre mondiale, ce qui ne signifiait pas pour autant que la lutte des classes avait disparu, confusion qu'entreprendront les partisans du Front populaire à l'issue de la guerre et par la suite pour liquider le mouvement révolutionnaire qui avait commencé à se dessiner...

Maintenant il existe une marge entre combattre pour la souveraineté du peuple qui de fait concerne toutes ses composantes, et subordonner son combat aux intérêts de la classe dominante. Si des esprits étroits et bornés s'efforcent d'effacer cette marge, c'est peut-être parce qu'ils y ont un intérêt, à part se rallier à ceux de la classe dominante on ne voit pas très bien ce qui pourrait motiver leur comportement.

On doit admettre que la question se poserait autrement si la Syrie avait été un pays développé comparable à la France ou si une puissante avant-garde révolutionnaire avait existé en Syrie, ce qui n'était pas le cas. On ne définit pas une position politique à partir d'une situation hypothétique, mais à partir de la situation réelle et des rapports qui existent entre les classes dans un pays, dans le cas contraire effectivement on peut adopter n'importe quelle politique et la justifier, mais cela demeure du domaine de la fabulation et de l'opportunisme.

Il faut reconnaître qu'en cas de guerre, la marge de manoeuvre du mouvement ouvrier s'en trouvera fortement réduite pour ne pas dire neutralisée et ses revendications passeront au second plan. Il n'y a rien d'extraordinaire là-dedans répétons-le, sauf pour ceux qui ont du mal à s'imaginer ce que signifie vivre dans un pays en guerre depuis de longues années.

Cela impose des compromis qu'on aurait estimé inimaginables avant guerre, c'est ainsi, et je ne crois pas figurer parmi les militants habitués à tenir ce genre de discours, qui ne remet absolument pas en question nos principes, notre programme révolutionnaire et notre objectif politique, bien au contraire. Par exemple, à aucun moment nous ne marchandions auprès des représentants de la classe dominante notre soutien ou notre participation au combat pour nous libérer du joug de l'envahisseur, contrairement aux staliniens qui s'en servirent pour assurer la paix sociale en France en 1945 et collaborer à la reconstruction de l'Etat et du capitalisme français au sein des institutions au côté des gaullistes et de la SFIO.

Entre capituler ou se vendre à l'ennemi et assumer lucidement une position qui doit nous servir de levier pour poursuivre notre combat politique sur un terrain de classe indépendant, c'est tout ce qui sépare le traître du militant ouvrier révolutionnaire.

Vous noterez aussi qu'on n'a jamais fait l'apologie d'Assad, de Poutine ou de Xi, pas même de Chavez ou Morales.

A l'heure où les esprits s'échauffent pour un oui ou un non, faire preuve de mesure, de nuance ou de discernement semble un exercice bien compliqué pour de nombreux militants qui ont tendance à tout confondre ou ne savent plus très bien où ils en sont.

Qu'on soit d'accord ou non, l'essentiel demeure l'orientation qui se dégage de notre engagement politique, à aucun moment nous n'avons lâché le fil du socialisme. Les militants devraient s'en tenir à l'affirmation selon laquelle la vérité est révolutionnaire et que ceux qu'elle insupporte ont sans doute quelque chose à leur cacher ou à se reprocher ou encore ne sont pas très clairs.

Le discours officiel se décline à différents niveaux.

- Le Royaume-Uni soutient-il le régime de Bachar al-Assad ? C'est ce qu'affirme l'Iran News daily, le journal en langues perse et anglaise de Téhéran. «Le Premier ministre, David Cameron, a été cité dans les médias après avoir dit qu'Assad pouvait faire partie d'un gouvernement de transition en Syrie», explique le quotidien, qui laisse entendre qu'à défaut de s'engager en terre

syrienne, le gouvernement britannique encourage la Russie à le faire. liberation.fr 02.10

Quand le discours des banquiers des barbares qui bombardent le Yémen est gracieusement relayé par les médias français.

- L'Arabie Saoudite, déjà en conflit avec la République islamique d'Iran sur le sol yéménite, ne voit pas d'un bon œil l'engagement de la Russie en Syrie. «Il n'y a pas de preuves qui attestent de la présence de Daech dans les zones bombardées par la Russie et ce sont des civils innocents qui ont été tués», soutient encore vendredi le quotidien Arab News. Le journal, qui relaie l'actualité du royaume wahhabite, rapporte aussi les propos du représentant saoudien à l'ONU, qui souligne le paradoxe russe de vouloir éradiquer le terrorisme en Syrie tout en soutenant d'autres groupes terroristes comme le Hezbollah libanais. liberation.fr 02.10

Tandis que l'Arabie saoudite a déjà massacré plus de 6.000 Yéménites dont la plupart sont des "civils innocents", comme par exemple dernièrement en bombardant une cérémonie de mariage causant 130 morts.

Et l'Agence Française de Propagande de répéter inlassablement depuis 2011 la version des faits fabriquée à Washington et reprise par la totalité des partis du mouvement ouvrier pour justifier l'agression de l'OTAN et ses alliés du Golfe contre la République arabe syrienne :

- Depuis le début de l'insurrection en Syrie, brutalement réprimée par le régime, plus de 240.000 personnes sont mortes et quatre millions ont quitté le pays, occasionnant une crise migratoire majeure. AFP 02.10

Le tout étant imputable à l'horrible tyran Bachar Al-Assad.

Nous invitons les militants des différents partis et syndicats à exiger sans délai des explications de la part de leurs dirigeants dont le discours intolérable implique l'ensemble de leurs militants.

- Daech fuit Raqqa, de peur des frappes russes - sahartv.ir

Des milliers de Daechistes fuient, en ce moment, la ville de Raqqa, bastion de Daech, dans la foulée des frappes très violentes de l'aviation russe.

Selon le site An-Nashra, des centaines de membres de familles des terroristes daechistes ont quitté Raqqa, pour l'Irak, et les miliciens ne sont plus trop visibles, dans les rues de la ville. Le village de Tal al -Saman, dans le Nord de Raqqa, est vidé de ses gardiens daechistes, et les rues sont désertes. Les chasseurs russes ont, violemment, bombardé les villages d'Al Mairiyan, d'Al-Bouamar et d'Al-Boulayl, où se positionnent les terroristes de Daech. Le bilan des raids de mercredi s'avère, particulièrement, lourd. Les raids russes contre Daech ont ceci de particulier qu'ils visent à anéantir Daech, et non pas, à le maîtriser, comme c'est le cas des frappes sporadiques des Etats Unis et de leurs alliés. sahartv.ir 02.10

- Syrie: les terroristes ont évacué leurs positions à Idlib - sahartv.ir

Après l'attaque des avions de combat russe contre leurs positions, les terroristes de Jaysh al-Islam et ceux du Parti al-Turkistani ont pris la fuite.

Les avions de combat russes poursuivent toujours les raids dans la province d'Idlib.

Le ministère russe de la Défense a annoncé que lors de 18 opérations, les chasseurs russes avaient pris pour cible 12 positions de Daech, anéantissant totalement les centres de commandement et d'entraînement de ce groupe, près de Raqqa.

Jeudi dans la soirée, dix attaques précises ont été menées contre sept positions des terroristes », a annoncé le général Igor Konachkov, Porte-parole du ministère russe de la Défense. "La nouvelle génération des avions de combat russe Sukhoï 34 sont capable de prendre pour cible les terroristes sur tout le territoire syrien.", a ajouté ministère russe de la Défense. sahartv.ir 02.10

- La Chine, prête à apporter sa contribution au bombardement de Daech - sahartv.ir

A en croire Debka , le site proche du renseignement militaire israélien, les chasseurs chinois iront bombarder, dans peu de temps, les positions de Daech, en Syrie.

"La Chine aurait envoyé un message à la Russie, faisant part de sa disponibilité à bombarder les positions de Daech avec ses avions J-15, qui décolleront de son navire de guerre, mouillant, récemment, au large de la Syrie, dit Debka, citant des sources de renseignement anonymes. "Bagdad aurait proposé, lui aussi, à la Russie d'ouvrir l'une de ses bases aériennes aux chasseurs russes, pour que ces derniers bombardent Daech".

Selon Debka, la Russie jouit, dans ses raids aériens, du soutien de cinq alliés : l'Iran , la Chine, l'Irak, la Syrie et le Hezbollah. sahartv.ir 02.10

- Syrie: Moscou rejette l'appel à la cessation du bombardement des positions des terroristes - sahartv.ir

La Russie a répondu négativement à l'appel lancé par les pays qui soutiennent Daech pour cesser les bombardements contre les positions des terroristes en Syrie, prétendant qu'ils tuent les civils !

La Russie a annoncé que cette opération ne s'arrêtera pas et que ses attaques s'intensifieront, visant tous les centres et positions de Daech sur tout le territoire syrien. Cité par l'IRNA, le général Igor Konachenkov, porte-parole du ministère russe de la Défense a annoncé que pour plus de succès dans les opérations, la Russie utilise ses chasseurs stratégiques et puissants Sukhoi 34 qui visent la cible, avec une précision maximale, même de distance de 250 km et dans toutes les conditions météorologiques. Rappelant que les attaques seront menées d'une altitude de plus de 5000 mètres, Konachenkov a précisé qu'avec une telle approche, nous pouvons détruire toutes les installations de Daech partout en Syrie. « La destruction des centres importants militaires et d'entraînement de ce groupe près de Raqqa en viennent à l'appui. », a-t-il ajouté.

A peine avait été diffusée la nouvelle du lancement des attaques de l'aviation russe, que l'Arabie a prétendu la mort des civils syriens dans les bombardements des positions des terroristes par les chasseurs russes, allégations à laquelle le président russe Vladimir Poutine a répondu que des informations sur la mort des civils ont été publiées avant que les avions russes ne décollent.

L'armée russe a lancé, à la suite de la demande officielle de la Syrie et après avoir reçu l'aval du parlement syrien, de vastes bombardements contre les positions des terroristes en Syrie dont et surtout les daechsites.

Selon les dernières dépêches d'importants coups durs ont été jusqu'à présent assésés aux terroristes ; ceux qui étaient déployés à Idlib se sont déjà retirés de la zone. Au lendemain des bombardements russes contre les positions des terroristes, deux navires russes, accompagnés des unités de commandos ont été expédiés vers la Syrie avec la mission d'assurer la sécurité de la base maritime de Tartous et la base aérienne de Lattaquié. sahartv.ir 02.10

- Bientôt, une délégation syrienne, au Caire - sahartv.ir

Selon une source haut placée égyptienne, une délégation sécuritaire syrienne est attendue, au Caire, et elle a pour mission celle de convaincre les pays arabes de cesser leurs efforts contre la Syrie.

L'information est reprise par le journal koweïtien, "Al-Jarida", qui fait part des rencontres, qui auront lieu entre les membres de cette délégation et les responsables sécuritaires égyptiens. "Alors que la Russie a commencé ses opérations anti-terroristes, en Syrie, cette délégation syrienne a pour but de convaincre l'Egypte de rejoindre la Russie et la Syrie. La délégation projette, aussi, de convaincre les pays arabes de cesser leurs hostilités et de ne plus s'opposer au maintien du Président Assad au pouvoir, en qualité de Président légitime de Syrie".

A en croire, toujours, ce journal, "la Russie aurait demandé, pour la première fois, à l'Egypte de faire office de médiateur entre Riyad et Damas. La Russie aurait appelé, aussi, aux pays arabes de ne pas se battre contre Assad, tant que les terroristes takfiris ne seront pas, entièrement, éliminés, en Syrie. Moscou serait même prêt à garantir une solution pacifique, en Syrie, une fois ce pays expurgé de la présence des terroristes".

La source égyptienne, toujours, citée par le journal, évoque la rencontre, mi-octobre prochain, entre les représentants du Caire, d'une part, et les représentants de Damas, et de l'opposition anti-Assad, de l'autre. Une délégation, composée des représentants des pays arabes, participerait, aussi, à cette rencontre, qui devrait déboucher sur l'avant texte d'une résolution à présenter au Conseil de sécurité, où il serait question de résoudre la crise syrienne à l'amiable. sahartv.ir 02.10

[Tsipras avait bien parié sur la victoire du oui au référendum du 5 juillet 2015.](#)

Nos dirigeants sont en dessous de tout, incapables du moindre pronostique ou trop lâches, trop corrompus. Lors du référendum du 5 juillet en Grèce, nous nous étions mouillés en affirmant que Tsipras l'avait organisé en espérant que le oui l'emporterait, depuis par différents canaux nous en avons eu confirmation. Le dernier témoignage de Yanis Varoufakis (ex-ministre des Finances) est encore plus précis.

Il était l'invité de Boursorama mercredi 30 septembre dans l'émission Ecorama animée par David Jacquot.

Arrêt sur Info - Interrogé sur sa démission du 6 juillet dernier, Yanis Varoufakis a expliqué : « Fin avril début mai, j'ai vu qu'Alexis fléchissait sous la pression. Il accordait des concessions qu'il n'aurait pas dû faire. Une fois qu'on fait des concessions

alors que le camp adverse n'en fait pas, on commence à baisser les bras et à rendre les armes. Le deuxième moment important de déception a eu lieu après le référendum. J'espérais que le résultat du référendum le dynamiserait, moi-même j'étais dynamisé ! (...) Mais quelques semaines avant le référendum, l'esprit de conquérant avait disparu et certaines personnes de notre cabinet (...) considéraient que le référendum pouvait être une solution de fuite. Ils espéraient que l'on échoue. Certains ont été déçus de la victoire [du non]. La nuit du référendum, je suis entré dans le bureau [d'Alexis Tsipras], et il était abattu, complètement déprimé, alors que moi j'étais enthousiaste. Le peuple grec a été courageux et a dit non à la Troïka, malgré la fermeture des banques et malgré la propagande des médias. J'ai été déçu à tel point que j'ai démissionné ». Arrêt sur Info 02.10

Quant au charlatan Mélenchon qui s'est encanaillé avec Varoufakis, voyons de quoi il en retourne par l'intéressé lui-même, cela évitera toute polémique sur l'interprétation qu'on pourrait en faire.

Yanis Varoufakis - « Sortir de l'euro pour retourner à la drachme, c'était quelque chose de trop idéologique pour moi. L'euro est une devise atroce, mal conçue, et qui ne peut pas résister à la pression de l'économie moderne. Mais il faut réparer cette devise (...). Il faut éviter la fragmentation de l'euro ».

« Il faut créer un mouvement pan-européen pour démocratiser notre euro. C'est ce sur quoi je vais travailler », a terminé l'ancien ministre. Arrêt sur Info 02.10

Après la "démocratisation" de l'UE, de la BCE, celle de l'euro, au moins on sait dans quel camp il se situe, pas le nôtre.

Alors qu'ils ont démontré que leur régime était incompatible avec l'exercice de la démocratie.

Comment dissoudre le peuple ? Impossible. Comme cela s'avère impossible, pourquoi ne pas dissoudre les institutions et leur en substituer d'autres, à moins qu'il suffise de les vider de leur substance au profit d'institutions supranationales... indéodées au marché par exemple.

- Comment redonner la parole au peuple ? - Francetv info

Lequel ? Celui du 29 mai 2005 en France ? Celui du 5 juillet en Grèce ?

- Réformer les institutions peut-il permettre de donner plus de pouvoir aux citoyens ? Alors qu'un projet parlementaire prévoit de simplifier l'organisation du système représentatif, Cynthia Fleury, philosophe et psychanalyste, analyse la place du peuple dans le modèle actuel. "Il y a un immense déficit de confiance entre les Français et leurs institutions".

Elle note cependant qu'il y a aujourd'hui "des outils" pour redonner la parole au peuple. "Ce n'est pas améliorer la représentation politique, c'est améliorer la participation plus directe, c'est inventer la citoyenneté capacitaire". Dans son ouvrage consacré au pouvoir, elle insiste sur le fait de "montrer que la société des individus, qui est sans cesse décriée, n'est pas nécessairement une société de l'individualisme, mais de l'individuation". Francetv info 02.10

Améliorer la participation, c'est le corporatisme, la voie ouverte au fascisme.

C'est quoi "inventer la citoyenneté capacitaire" ? Rétablir le vote censitaire qui avait cours sous le régime féodal ?

Une définition du Grand Robert.

Suffrage capacitaire : système dans lequel l'exercice du droit de vote est subordonné à un certain degré d'instruction.

Est-ce à ce suffrage que cette vendue fait allusion ?

Au moins cela aurait le mérite d'éliminer les couches les plus défavorisées ou arriérées du prolétariat au profit des classes supérieures qui tirent profit du régime et le soutiennent logiquement, naturellement. Cela aboutirait à un régime aristocratique, tout se tient, cela correspond au projet de l'oligarchie financière, un hasard sans doute.

Machination et conditionnement. Comment instrumentaliser la montée du fascisme auquel les partis institutionnels font la courte échelle.

Les Républicains: Pour 60% des Français, la polémique sur les propos de Morano est le signe que le parti court après le FN - 20minutes.fr

Le résultat de ce sondage risque de faire grincer des dents à droite. 60 % des Français estiment que les propos tenus par

Nadine Morano, au sujet de la France qualifiée de «pays de race blanche», « sont le signe que la plupart des responsables du parti Les Républicains partagent désormais des positions proches de celles du FN », selon un sondage Odoxa pour iTELE et Paris Match publié vendredi soir.

Un peu moins d'un Français sur deux pense qu'il faudrait l'exclure de son parti : seulement 47 % des Français souhaiteraient voir Nadine Morano exclue de son parti, contre 52 % qui ne lui souhaitent pas une telle sanction.

« C'est sans doute le signe que les Français estiment que la sanction déjà prise (consistant à l'exclure de la liste Les Républicains dans sa région Alsace - Lorraine -Champagne-Ardenne) était suffisante », suggère Odoxa. 20minutes.fr 02.10

Ici ce sont les "Français" qui font office de société civile... 99,99% doivent ignorer qui est Morano et ce qu'elle pense vraiment, peu importe, tout est bon pour mettre en avant le FN. Serait-ce qu'ils estimeraient les partis de l'ordre (Les Républicains et le PS) sur le point d'être dans l'impossibilité de continuer à gouverner ? En attendant d'en arriver à cette extrémité ou de recourir au fascisme, il est normal qu'ils tentent de préserver l'"honorabilité" des partis de l'ordre.

[En famille ils appelleront à voter PS au second tour.](#)

- Régionales: les communistes valident l'accord avec EELV et le PG en Midi-Languedoc - AFP

Les militants communistes de la région Midi-Pyrénées/Languedoc-Roussillon ont approuvé jeudi soir l'accord avec les écologistes et le Parti de gauche pour les régionales des 6 et 13 décembre prochains, a-t-on appris vendredi auprès des représentants locaux du parti.

C'est "une confirmation que l'accord proposé sur le choix politique correspond au rassemblement qu'il nous faut", s'est réjouie Mme Vieu.

"Je me suis réveillé ce matin tête de liste communiste et tête de liste écologiste", s'est félicité Gérard Onesta (EELV) auprès de l'AFP.

Le Front de Gauche (7% d'intentions de vote dans toute la France) et EELV (3%) ne partent pour l'instant ensemble au premier tour que dans deux régions sur 13, Provence-Alpes Côte d'Azur et Languedoc-Roussillon/Midi-Pyrénées. AFP 02.10

Nous appelons à boycotter ces élections qui se situent dans le cadre de la régionalisation décidée par l'UE.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Il faudra encore attendre...](#)

- Etats-Unis: de mauvais chiffres de l'emploi éloignent la perspective d'une hausse des taux - AFP

[Haut de page ↗](#)

Le 5 octobre 2015

[CAUSERIE](#)

[Deux courriels reçus.](#)

1- Camarade,

J'ai relu la causerie sur ce mail de ce syndiqué de SUD sur sa remarque sur le "nous " que tu emploies souvent . En fait, tu y avais répondu, mais je ne pense pas pour autant que cette réflexion sur le "nous" soit totalement erronée.

A la prochaine camarade.

2- Salut camarade,

(...) Mon soutien est à mon sens normal, lorsque je vois la somme de travail que tu as effectué sur ton site depuis toutes ces années. Et pour le côté financier, c'est pour cela que même si ce que tu fais encore sur ton portail est considéré par toi ne plus être actualisé, ce site internet et le matériel informatique que tu utilises à un coût. Moi, je suis mal à l'aise de participer à son financement seulement maintenant. Merci pour l'adresse pour l'envoi. Je l'ai mis à la poste avant d'écrire ce mail. J'essayerai d'envoyer tous les 3 mois à ta mère ma cotisation.

Concernant la liberté d'expression, et notamment parmi ceux qui représentent officiellement le milieu ouvrier, je me rends compte avec le temps que nombreux, en devenant des permanents syndicaux ou permanents politiques ou presque permanents, de part le "grade" qu'ils ont acquis dans leur OS ou parti, sont grisés qu'ils le veulent ou non par leur statut acquis, quand bien même ils jurent ne pas avoir changé. En fait, ils deviennent au sens sociologique du terme des agents dominants, tout comme ceux qu'ils sont sensés combattre. Cela me rappelle un échange écrit que j'ai eu avec certains d'entre eux. Ensuite avec le recul, je prends conscience que, que ce soient les dirigeants historiques du mouvement ouvrier qu'ils prennent en exemple ou dont ils se réclament, non uniquement pour la réflexion et l'analyse des circonstances et des moments qu'ils ont vécu, mais de l'attitude que ces dirigeants historiques ont eu, quelque part, mon discours sera peut-être pour toi trop subversif, mais que ce soit Lénine ou Trotsky, c'était tout sauf de gentils camarades révolutionnaires avec une rose à la boutonnière. Comment en aurait-il pu en être autrement ? Trotsky, fondateur de l'armée rouge et le plus tenace des opposants à Staline vers la fin avant son expulsion d'URSS, la violence a longtemps fait parti de son quotidien. Ce que ces dirigeants du mouvement ouvrier oublient, c'est que c'était dans le cadre d'une guerre civile et qu'il y avait des ennemis puissants en face d'eux. Eux, se comportent parfois de la même manière avec certains de leurs camarades, alors que nous ne sommes ni dans le contexte d'une guerre civile, ni dans le cadre d'une séquence révolutionnaire. Ils ne se rendent plus compte de la disproportion de leur comportement. Lénine et Trotsky étaient des hommes, donc comme tout homme, ils ont fait de graves erreurs envers certains de leurs semblables, mais dans un contexte de guerre civile. N'étant pas "Trotskiste", et ne voulant pas l'être, me tournant davantage vers Marx, Engels, Luxembourg, et un peu Lénine et Trotsky, c'est peut-être cela qui fait de moi quelque'un de moins violent dans mes rapports militants.

Ce que tu écris dans ton mail sur certaines de tes expériences vécues avec cet ex-PCF et Eyschen abonde dans mon sens. Bref, tous ce que tu m'as écrit me fait du bien, ça rompt l'isolement sur cette réflexion, et confirme que j'ai eu raison il y a des années de ne pas accepter de participer à des Groupement d'Étude Révolutionnaire, car je suis un "sensitif" parfois, et je sentais que certains pouvaient pousser la doctrine à l'extrême.

Pour ce qui concerne le mail dans lequel tu voulais revenir dans ton passé, tu as eu raison de ne pas me l'écrire. Ce qui m'intéresse, c'est cette expérience que tu as acquis maintenant. Nous avons tous eu un parcours de vie qui nous amène à ce que nous sommes maintenant.

Toi qui te prétend ne pas être un intellectuel, je pense que tu fais preuve d'un excès de modestie. Car quand je vois tous le temps que j'ai mis pour écrire ce mail, en essayant de faire des phrases qui puissent être le plus compréhensibles qui soient et sans trop de fautes d'orthographe, je me demande quel niveau d'écriture et de pensée serait à la hauteur de celui qui serait considéré par toi comme étant celui d'un intellectuel ???

(C'est simple, je considère comme intellectuel celui qui en a acquis le statut. Ce n'est pas parce que j'ai obtenu un tout petit diplôme universitaire en science du langage à 45 ans que je suis devenu un intellectuel, pour n'en avoir fait profession que pendant une très brève période, par contre comme tu l'as constaté, ces études de linguistique m'ont été utile pour la suite et j'ai eu en faire un bon usage à travers mes causeries. J'ai appelé cela causeries un peu par dérision, je ne voulais justement pas passer pour un intellectuel, cela aurait été malhonnête de ma part; au-dessus du bavardage, la réflexion en plus ou la conscience, des instants de lucidité qu'on a envie de partager. Je ne considérais davantage Marx et Engels comme des penseurs plutôt que des intellectuels. - J-C T)

Et oui, ce que je trouve aussi d'inquiétant, c'est qu'apparemment la plupart des militants ne trouvent rien à y redire ou acceptent ce genre de traitement indigne. Sans doute certains d'entre eux n'ayant pas encore les moyens rhétoriques et l'art du discours, plient sous cette domination pour "la bonne cause" pour laquelle ils militent à un plus petit niveau.

Merci pour ton mail, car en effet, il a été une source supplémentaire avec quelques rencontres du moment pour me faire garder le moral, et m'accrocher à re-militer un peu dans le cadre syndical à un petit niveau, si le collectif militant reste motivé. C'est toujours ça.

Je me doute que ton quotidien en Inde est bien différent de notre environnement de vie en France. Je te souhaite bon courage pour ces tâches qui t'attendent pour affronter cette mousson. Au fond, quelque part ces quelques lignes montrent une fois de plus que tu es "resté humain" comme le dit l'expression, et qui fait que les quelques lecteurs que tu as, même si ils ne sont pas suffisants pour permettre une perspective d'organisation de notre parti, reviennent quand même se connecter sur ton site pour te lire. Car je pense que certains d'entre eux doivent se dire que toi vivant en Inde, comment arrives-tu à avoir cette analyse de la situation en France. Même si ta réflexion est globale et sur les événements du monde. Estomaqués, ils doivent revenir lire ce que tu as pu de nouveau analyser et "prédire" (je ne trouve pas le mot juste) de la situation.

Pour conclure, tu auras peut-être remarqué, mais j'ai écrit notre parti. Ce fameux "nous". Je me souviens que tu avais reçu un mail dont la personne se demandait pourquoi tu utilisais toujours le "nous". Elle a bien fait de le souligner car je ne m'en étais pas rendu compte. Ce "nous" est évident pour moi maintenant. A partir du moment où il n'y a pas de profonds désaccords entre toi et tes lecteurs, au contraire de certains détracteurs, et qu'il se reconnectent sur ton site pour te lire de nouveau ou envoyer un mail. Et bien nous formons de facto une communauté d'intérêt, donc tu nous inclus dans ton collectif, et c'est donc un "nous" qui s'exprime. Tu n'écris pas un journal intime. Au fond, cette remarque à laquelle tu n'as pas répondu, me fait comprendre que quelque part, tu essayes depuis le début de revenir aux origines du communisme. Ne plus jamais penser avec le "je" mais avec le "nous". Un "nous" qui est tout de même bien complexe au fond. Ce "nous", cet agent historique qui serait capable de renverser l'ordre capitaliste.

Je te souhaite aussi de garder le moral.

Fraternellement

Tout cela me touche énormément, j'ai envie de dire que c'est trop et ce n'est pas de la fausse modestie que je considère malhonnête. J'essaie d'être naturel ou le plus sincère possible voilà tout. Bon, cela ne m'a pas vraiment réussi ou je n'en ai tiré aucun profit personnel, hormis que ma situation aurait pu être pire encore, car quelque part je pense que c'est l'honnêteté qui m'a sauvé la mise pour ne pas dire la vie.

Franchement dans mon trou en Inde où je vais crever seul, qu'est-ce que j'aurais à gagner à raconter des conneries ? J'aurai passé des dizaines de milliers d'heures devant un écran juste pour satisfaire mon égo ou ma mégalomanie, au lieu de profiter du soleil et de la vie sous les cocotiers, quel militant peut imaginer un truc pareil ?

Finalement je suis heureux d'appartenir à cette "communauté d'intérêt" que tu évoques, c'est un honneur d'en faire partie, à nous d'en rester digne et de la faire croître. On vit une époque qui se caractérise par la médiocrité des rapports humains et c'est bien triste, c'est très injuste aussi, cruel.

Ce qui est très frappant, c'est de voir autour de nous les gens qu'on connaissait gagner les uns après les autres par cette médiocrité ambiante et s'en accommoder tout en reprochant aux autres d'en être responsables. On peut en déduire que cela n'augure rien de bon dans l'avenir, comme on peut se dire que c'est uniquement un mauvais moment à passer, et qu'il faut être patient en attendant des jours meilleurs.

Grâce à toi et à d'autres camarades qui m'ont écrit, j'ai bien compris que mon travail n'avait pas été complètement vain, pour être tout à fait honnête, parfois j'aurais préféré l'oublier d'où mes tergiversations. Je te remercie infiniment d'avoir consacré autant de temps à m'écrire, cela a rompu l'isolement dans lequel j'étais et qui me pèse beaucoup. Bonne continuation.

[Vidéo. Si vous avez 12 minutes à perdre.](#)

Meeting du POI, 26 Septembre 2015. L'intervention de Daniel Gluckstein
<https://www.youtube.com/watch?v=TfXOF4ZINIM>

Cette vidéo de 12 minutes ne présente absolument aucun intérêt ! Tout comme les n°370 et 371 d'Informations ouvrières que nous hésitons à mettre en ligne.

Pour Gluckstein ce serait l'UE qui serait responsable de toutes les mesures ou lois appliquées ou adoptées en France et en Europe, or c'est faux, car d'une part c'est le gouvernement en place, d'autre part c'est le capitalisme qui les exige.

Ensuite il a eu la malencontreuse idée de prendre le cas de la Grèce en exemple, sommée a-t-il dit par tous les partis, toutes les organisations et institutions de se soumettre à l'UE après le référendum du 5 juillet.

C'était faire l'impasse sur le fait que Syriza et Tsipras étaient parvenus au pouvoir dans le cadre des institutions nationales grecques fondées par le capital pour servir ses intérêts et qu'elles ne pouvaient en aucune manière en servir d'autres, surtout pas ceux des travailleurs grecs, qu'ils avaient gouverné pendant plus de 5 mois depuis le 26 janvier 2015 en s'accommodant de ces institutions et de la Constitution en vigueur dans ce pays, ce qui signifiait qu'ils faisaient leur tous les traités signés par leurs prédécesseurs, et pour finir que le mémorandum que Tsipras allait signer le 13 juillet était conforme à l'esprit des institutions et de la Constitution grecque.

Comme on le voit ici, c'est uniquement dans le cadre du capitalisme et ses institutions nationales que s'est inscrite la politique de Syriza et du gouvernement dirigé par Tsipras, ce sont eux qui ont fixés les limites dans lesquelles ils acceptaient de gouverner conformément à la Constitution grecque qu'ils ont respectée scrupuleusement. C'est leur soumission totale au capitalisme et à ses institutions qui a dicté leur politique ou leur conduite et rien d'autres. On pourrait ajouter conformément à la nature sociale de Syriza qui est un parti bourgeois.

Et si les institutions grecques et tous les partis qui y participent y compris Syriza ont délégué une grande partie de leur pouvoir à l'UE, au FMI ou au marché, à l'oligarchie financière, cette décision politique n'était pas à mettre au compte de l'UE, du FMI, du marché ou de l'oligarchie financière.

Alors que signifie inverser les rôles ou les responsabilités comme l'a fait Gluckstein, sinon ménager les institutions nationales grecques (ou françaises).

A l'opposé de cette politique opportuniste, nous insistons sur la nécessité d'axer le combat politique dans chaque pays de l'UE contre les institutions nationales qui entérinent la politique de l'UE et adoptent tous les traités de l'UE, de manière à la fois à briser le consensus qui existe ou plutôt l'alliance qui a été établie entre les partis qui siègent au sein de ces institutions nationales et l'UE, ainsi que les rapports de classe qu'incarnent ces institutions de façon à pouvoir remettre en cause les fondements du capitalisme ou entrevoir la possibilité de mettre en oeuvre une politique favorable aux travailleurs qui rompt avec la domination de classe du capital.

Les institutions nationales dans chaque pays de l'UE incarnent le pouvoir de l'oligarchie financière pour le compte du capitalisme mondial dominé par sa branche anglo-saxonne ou occidentale, financièrement et militairement la plus puissante. Elles n'incarnent rien d'autres, il n'y a donc pas lieu d'en attendre autres choses quelle que soit la configuration que peuvent prendre les événements ou le développement des rapports entre les classes, qui ne peuvent évoluer que dans le cadre de ces institutions ou en dehors de ce carcan une fois brisé par le soulèvement révolutionnaire des masses. Que cette question ne soit même pas posée devrait interroger tous les militants qui cherchent à comprendre comment sortir de l'impasse dans laquelle nous nous trouvons. Répétons-le pour la énième fois, la révolution prolétarienne et le gouvernement qui en serait issu briseraient les institutions nationales et aboliraient la Constitution en vigueur, ce qui entraînerait de facto l'annulation de tous les traités adoptés par les gouvernements antérieurs avec l'UE, l'ONU, l'OTAN, de tous les accords signés avec les institutions financières internationales, les banquiers, la question de la dette de l'Etat étant ainsi résolue, etc.

La militarisation de la société et du monde coïncide avec celle de l'oligarchie financière.

- Si la libre concurrence, comme régulateur de la production et de la répartition, fut remplacée dans les champs principaux de l'économie par le système des trusts et des monopoles, plusieurs dizaines d'années avant la guerre, le cours même de la guerre a arraché le rôle régulateur et directeur aux groupements économiques pour le transmettre directement au pouvoir militaire et gouvernemental. La répartition des matières premières, l'exploitation du naphte de Bakou ou de Roumanie, de la houille du Donetz, du froment d'Ukraine, l'utilisation des locomotives, des wagons et des automobiles d'Allemagne, l'approvisionnement en pain et en viande de l'Europe affamée, toutes ces questions fondamentales de la vie économique du monde ne sont plus réglées par la libre concurrence, ni même par des combinaisons de trusts ou de consortiums nationaux et internationaux. Elles sont tombées sous le joug de la tyrannie militaire pour lui servir de sauvegarde désormais. Si l'absolue sujétion du pouvoir politique au capital financier a conduit l'humanité à la boucherie impérialiste, cette boucherie a permis au capital financier non seulement de militariser jusqu'au bout l'Etat, mais de se militariser lui-même, de sorte qu'il ne peut plus remplir ses fonctions économiques essentielles que par le fer et par le sang. (Le congrès de l'Internationale Communiste - 1919)

De nos jours, l'OTAN, le Pentagone, la CIA, l'armée américaine et les coalitions militaires qu'elle contribue à constituer occasionnellement et dont elle prend le commandement, ainsi que les armées de mercenaires issus du lumpenprolétariat international dont Al-Qaïda et l'Emirat islamique qu'elle a contribué à former, armer, financer, etc., sont les bras armés de l'oligarchie financière anglo-saxonne afin de réaliser ses besoins sur le plan économique et politique.

La concentration du capital et du pouvoir politique, la rationalisation effrénée de la production, la marchandisation des besoins sociaux, la destruction massive de forces productives, l'exploitation à outrance des richesses de notre planète, l'établissement d'une société policière, la précarisation et la paupérisation de couches toujours plus nombreuses de la population livrée aux lois du marché et réduite en servage, la militarisation du monde, sont l'aboutissement d'un processus historique parvenu au stade de la putréfaction et menaçant à terme l'existence de la civilisation humaine ou sapant les bases sur laquelle elle s'est constituée et développée au fil des millénaires depuis le passage au néolithique, où l'homme entreprit de façonner la nature en fonction de ses besoins.

La division du travail et de la société en classes sociales qui en découlera permettra à l'humanité de sortir du stade de la sauvagerie et de réaliser des progrès gigantesques pour finalement y retomber quelques millénaires plus tard, pour n'avoir pas réussi (jusqu'à présent) à franchir l'ultime étape de ce cycle historique lui permettant de passer du règne de la nécessité à celui de la liberté, qui nécessitait l'abolition de ces classes sociales et du mode de production ainsi que les institutions politiques qui en découlaient.

Si la question à l'ordre du jour du mouvement ouvrier et la tâche historique que le prolétariat a à accomplir coïncide effectivement avec la nécessité de supprimer les classes sociales, dont l'existence constitue désormais une entrave à tout progrès social, c'est en otant le pouvoir politique et économique à la classe qui a mené l'humanité au chaos et aux guerres que nous connaissons de nos jours qu'on pourra franchir une étape décisive vers notre émancipation de toute forme d'exploitation et d'oppression, et qui

dans un premier temps nous permettra de mettre en oeuvre une politique conforme aux besoins et aspirations des travailleurs et des peuples.

Quelle est cette "*clique mondiale triomphante*" ? Que préfigurait-elle dès le début du XXe siècle ?

- ...l'humanité travailleuse tout entière deviendra-t-elle l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante qui, sous l'enseigne de la Ligue des Nations, au moyen d'une armée « internationale » et d'une flotte « internationale » pillera et étranglera les uns, entretiendra les autres, mais, toujours et partout, enchaînera le prolétariat, dans le but unique de maintenir sa propre domination ? Ou bien la classe ouvrière d'Europe et des pays les plus avancés des autres parties du monde s'emparera-t-elle de la vie économique, même désorganisée et détruite, afin d'assurer sa reconstruction sur des bases socialistes ? (le congrès de l'Internationale Communiste)

Effectivement nous sommes en train de devenir ou nous sommes déjà devenu "*l'esclave tributaire d'une clique mondiale triomphante*". Qui dit "*clique*" dit un nombre restreint de personnes détenant réellement le pouvoir, et qui dit "*clique mondiale*" dit en réalité ceux qui gouvernent le monde, ce que certains continuent de nier.

Ensuite on peut toujours nier que l'établissement d'un gouvernement mondial ne serait pas l'objectif de cette "*clique mondiale*", on a envie de répondre à ces négationnistes que c'est à eux de prouver que le monde ne s'oriente pas dans cette direction et non à nous qui l'affirmons sur la base des faits.

Ils peuvent aussi se tromper. On est en 1919.

- Les opportunistes qui, avant la guerre, invitaient les ouvriers à modérer leurs revendications sous prétexte de passer lentement au socialisme, qui, pendant la guerre, l'ont obligé à renoncer à la lutte de classes au nom de l'union sacrée et de la défense nationale, exigent du prolétariat un nouveau sacrifice, cette fois afin de triompher des conséquences effroyables de la guerre. Si de tels prêches pouvaient influencer les masses ouvrières, le développement du capital se poursuivrait en sacrifiant de nombreuses générations, avec des formes nouvelles, encore plus concentrées et plus monstrueuses, avec la perspective fatale d'une nouvelle guerre mondiale. Par bonheur pour l'humanité, cela n'est plus possible. (1^o congrès de l'Internationale Communiste)

Par malheur pour l'humanité ce fut possible 20 ans plus tard !

Dans ce passage on pourrait remplacer la guerre par la crise du capitalisme.

Les dirigeants syndicaux collaborent en permanence avec le régime en imposant aux travailleurs toujours et encore de nouveaux sacrifices en réduisant leurs revendications à une peau de chagrin, en capitulant face aux exigences du capital sous prétexte de la crise du capitalisme tandis que les plus riches continuent d'accroître leur fortune et leur pouvoir au détriment des exploités, ce qui revient à en reporter la responsabilité sur les travailleurs et à leur en faire payer le prix fort.

Ainsi la crise du capitalisme prise en charge par les dirigeants corrompus des syndicats sert à restreindre ou limiter la lutte de classe du prolétariat, tandis que la classe dominante en profite pour amplifier son offensive contre tous les droits des travailleurs.

En réalité, le capitalisme financier n'a cessé d'être en guerre depuis le début du XXe siècle jusqu'à nos jours contre le prolétariat mondial.

La Seconde Guerre mondiale était à peine terminée qu'il allait se lancer immédiatement dans de nouvelles guerres, Indochine, Corée, Algérie, indiquant par là que la guerre n'avait résolu aucune des contradictions auxquelles le capitalisme avait été confronté avant-guerre, et qu'il ne pourrait plus dorénavant se passer de l'économie de guerre tant sur le plan économique que politique, ce qui à terme condamnait la moindre expression démocratique qui pouvait naître du rapport de force entre les classes, pour finalement aboutir à une dictature mondiale dont l'oligarchie financière prendrait la direction, après s'être considérablement enrichie grâce à ces guerres pour en avoir tiré profit de tous les côtés à la fois tout en renforçant et étendant toujours davantage son pouvoir politique, de sorte qu'elle pourrait dorénavant imposer pas à pas sa stratégie néolibérale à tous les Etats et leur dicter ses exigences sans rencontrer la moindre opposition des partis institutionnels acquis à la cause du capitalisme, pendant que la résistance du prolétariat ne se manifesterait plus que dans le cadre (carcan) étroit et rigide du capitalisme et ses institutions auquel les dirigeants du mouvement ouvrier allaient accepté de se soumettre, pour lui fermer toute perspective politique au point de parvenir à le contenir ou de le neutraliser, entraînant sa propre déchéance ou décomposition avec en ligne de mire sa putréfaction ou sa dislocation comme classe, condition indispensable pour que l'ordre néolibéral règne en maître absolu.

L'ordre néolibéral mondial a été conçu pour assurer la survie du système de l'exploitation de l'homme par l'homme au profit d'une infime minorité d'oligarques, de telle sorte qu'il ne peut souffrir la moindre contestation, la moindre opposition, l'exercice de la démocratie avec lequel il est incompatible, il est par nature impérialiste et dictatorial et nécessite qu'un consensus sans faille s'établisse entre les représentants des différentes classes sociales.

Les militants ouvriers socialistes révolutionnaires doivent développer une politique indépendante de tous ces partis, qui si elle parvenait à entamer ou briser ce consensus n'en fait pas pour autant un objectif politique, compte tenu que l'ensemble des masses exploitées se détournent de ces partis ou ont conscience qu'elles n'ont rien à en attendre, sous absolument aucun prétexte nous ne devrions développer une politique qui aboutirait à pousser les travailleurs vers ces partis ou faire en sorte qu'ils nourrissent de nouvelles illusions dans ces partis, au contraire nous devons tout faire pour qu'ils s'en éloignent le plus possible et qu'ils cherchent une issue à la crise du capitalisme sur leur propre terrain de classe.

Si ce consensus éclatait sous la pression de la mobilisation massive des travailleurs, ce qui manifesterait au passage leur degré d'indépendance vis-à-vis des partis institutionnels et du capitalisme, nous devrions tout faire pour qu'elle s'affirme en prenant une forme organisée rassemblant toutes les couches exploitées. Notre rôle consisterait alors à les aider à vaincre les obstacles qui les empêcheraient de réaliser cette tâche, en leur indiquant dans quelle direction elles doivent résolument orienter leur combat, contre l'Etat et les institutions pour les renverser et s'emparer du pouvoir politique.

A aucun moment la politique de l'avant-garde révolutionnaire ne devrait être déterminée en fonction de la conduite ou du rôle que pourraient jouer dans l'avenir les partis institutionnels incluant le PS et le PCF, ainsi que leurs satellites. Sous l'éclatement de ce consensus ces partis s'en trouveraient fragilisés au point de les menacer de dislocation, attention, ce qui ne signifierait pas qu'ils disparaîtraient pour autant, il leur serait de plus en plus difficile de remplir leur fonction de remparts du régime face à la mobilisation révolutionnaire des masses, il serait donc inconcevable de leur attribuer un autre rôle ou de proposer aux travailleurs une issue politique à laquelle ils participeraient.

Cela signifie en résumé, que l'on ne peut pas concevoir lutter pour construire le parti et pour le socialisme sans rompre dès maintenant avec la totalité des partis et des appareils syndicaux ou autres institutions qui se situent au côté des capitalistes, de l'autre côté de la barricade.

C'est lorsqu'en 1914 la SFIO passa avec armes et bagages dans le camp de la bourgeoisie, qu'elle devint à son tour à la fois un parti de droite et un parti ouvrier bourgeois. Si vous avez lu attentivement, vous aurez remarqué que ne figuraient pas ces deux caractérisations dans les résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale Communiste (IC ou IIIe Internationale) rédigées en grande partie par Lénine ou sous sa direction entre 1919 et 1922, alors que dès 1916 Lénine y faisait référence, en tout cas concernant celle de parti ouvrier bourgeois.

On peut en trouver une explication dans celle du Ier congrès de l'IC : « Si la IIIe Internationale n'était pas fondée par la Conférence siégeant à Moscou, cela créerait l'impression que les Partis communistes sont en désaccord, ce qui affaiblirait notre situation et augmenterait la confusion parmi les éléments indécis du prolétariat de tous les pays.» (...) « La constitution de la IIIe Internationale est donc un devoir historique absolu, et la Conférence communiste internationale siégeant à Moscou doit en faire une réalité. ». Sachant que ces Partis communistes étaient tous issus de la social-démocratie et que leur unité ou rassemblement dans le cadre de la IIIe Internationale était un "devoir historique absolu", on peut concevoir facilement qu'il aurait été particulièrement maladroit d'évoquer avec insistance l'origine de leurs dirigeants dont la plupart avaient hésité un long moment avant de rompre avec la social-démocratie. Cette concession apparente ou de circonstance n'entamait en rien les principes auxquels était attaché Lénine, dès lors qu'il allait s'avérer intraitable avec toutes les manifestations d'opportunisme dont avaient fait preuve les dirigeants de la social-démocratie qualifiés de "bourreaux les plus sûrs de la classe ouvrière", vous avouerez qu'une telle caractérisation valait amplement celle de parti de droite ou de parti ouvrier bourgeois. Et le *Manifeste de l'Internationale Communiste aux prolétaires du monde entier !* se terminera en réaffirmant que "*la lutte contre le centre socialiste est la conclusion indispensable du succès de la lutte contre l'impérialisme.*", ce qui ne laissait place à aucune hésitation ou au moindre doute sur le camp dans lequel figurait dorénavant la social-démocratie, dont la SFIO, en passant, ce dont les staliniens se souviendront plus tard et utiliseront pour soutenir leur propre impérialisme ou la bureaucratie du Kremlin qui oeuvrait pour le compte du capitalisme mondial.

Quant au front unique auquel les trotskystes n'ont manifestement rien compris ou qu'ils ont falsifié, on pouvait lire dans la résolution du IVe congrès de l'IC : "A la coalition ouverte ou masquée bourgeoise et social-démocrate, les communistes opposent le front unique de tous les ouvriers et la coalition politique et économique de tous les partis ouvriers contre le pouvoir bourgeois pour le renversement définitif de ce dernier.", donc manifestement la SFIO ne figurait pas parmi les partis ouvriers auquel s'adressait le front unique pour faire partie de "la coalition ouverte ou masquée bourgeoise", ce qui constitue une condamnation sans appel de la tactique puis de la stratégie adoptée par les trotskystes par la suite, avant comme pendant ou après la Seconde Guerre mondiale.

Il était précisé quelques lignes plus tôt concernant les pays où "la situation de la société bourgeoise est particulièrement peu sûre", que "le mot d'ordre du « gouvernement ouvrier » est une conséquence inévitable de toute la tactique du front unique, mot d'ordre ou gouvernement ouvrier dans lequel évidemment il n'était pas question d'envisager la présence de la social-démocratie (on ajouterait aujourd'hui le Front de gauche dont le PCF) ou de lui faire jouer un rôle puisqu'elle figurait dans la coalition formée par la bourgeoisie, sinon cela aurait été comme vouloir inclure le versaillais Thiers dans le gouvernement de la Commune de Paris !

Dans son article publié en décembre 1916 dans le n° 2 du « Recueil du Social-Démocrate », Lénine en citant Marx et Engels précisait sur quelle base devait reposer l'attitude à avoir vis-à-vis de ces "partis ouvriers bourgeois" et des syndicats qui leur

étaient inféodés, qui s'inscrira en totale contradiction avec les facteurs que les trotskystes allaient retenir pour justifier les relations qu'ils allaient entretenir avec ces partis et les syndicats :

Lénine - L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX^e siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires. Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX^e siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc. Fin de l'extrait.

Qui depuis s'est imposé dans tous les pays.

On pourrait enfoncer le clou en ajoutant que le combat des lambertistes pour l'indépendance des syndicats coïncide de fait avec la défense des "intérêts de la minorité" de privilégiés qu'ils organisent, et ne vise en aucune manière à "affranchir" les masses du capitalisme, puisque cela ne figure dans la propagande d'aucun courant ou aucune tendance des syndicats tous partis ouvriers confondus. Je serais curieux de savoir sur combien de panneaux d'affichage syndicaux en France figure cet objectif et la manière de l'atteindre, à notre avis aucun et c'est bien là que se situe le problème.

Le développement de la lutte de classes à partir des années 30 jusqu'à nos jours en se traduisant par le renforcement et la diversification de l'opportunisme au sein du mouvement ouvrier au détriment du marxisme ou du socialisme, n'a que trop confirmé - malheureusement on a envie de dire - l'exactitude de l'analyse formulée par Lénine en 1916.

Elle constitue à elle seule une réfutation sans appel du lambertiste, et qui plus est du pablisme ou encore des relations que LO a tissées avec les appareils des syndicats inféodés au PS ou au PCF.

Défense du marxisme.

Nous invitons les lecteurs et militants à lire et relire, étudier très attentivement les lignes qui suivent, ils y trouveront les instruments leur permettant de faire l'inventaire et la critique du mouvement ouvrier et particulièrement de son avant-garde depuis 1940 ou même bien avant, en réalité depuis la mort de Lénine en 1924 ainsi que la période qui concerne cet article.

L'impérialisme et la scission du socialisme - V. Lénine - Rédigé en octobre 1916 et publié en décembre 1916 dans le n° 2 du « Recueil du Social-Démocrate ».

Extraits. Le prolétariat est un produit du capitalisme, du capitalisme mondial et pas seulement européen, pas seulement impérialiste. A l'échelle mondiale, que ce soit cinquante ans plus tôt ou cinquante ans plus tard, - à cette échelle, c'est une question de détail, - il est bien évident que le « prolétariat » « sera » uni, et qu'en son sein la social-démocratie révolutionnaire vaincra « inéluctablement ». Il ne s'agit pas de cela, messieurs les kautskistes, il s'agit du fait que maintenant, dans les pays impérialistes d'Europe, vous rampez à plat ventre devant les opportunistes, qui sont étrangers au prolétariat en tant que classe, qui sont les serviteurs, les agents de la bourgeoisie, les véhicules de son influence; et s'il ne s'affranchit pas d'eux, le mouvement ouvrier restera un mouvement ouvrier bourgeois. (Et c'est ce qu'il est resté en renforçant cette tendance. - LVOG) Votre propagande en faveur de l' « unité » avec les opportunistes, avec les Legien et les David, les Plékhanov ou les Tchkhénkéli, les Potressov, etc., revient objectivement à favoriser l'asservissement des ouvriers par la bourgeoisie impérialiste, à l'aide de ses meilleurs agents au sein du mouvement ouvrier. (Quand on voit comment ils ont traité la question syrienne, on en arrive à cette conclusion là concernant nos dirigeants. - LVOG)

(...)

Dans sa lettre à Marx du 7 octobre 1858, Engels écrivait :

« En réalité, le prolétariat anglais s'embourgeoise de plus en plus, et il semble bien que cette nation bourgeoise entre toutes veuille en arriver à avoir, à côté de sa bourgeoisie, une aristocratie bourgeoise et un prolétariat bourgeois. Évidemment, de la part d'une nation qui exploite le monde entier, c'est jusqu'à un certain point logique. »

Dans sa lettre à Sorge du 21 septembre 1872, Engels fait savoir que Hales a provoqué au Conseil fédéral de l'Internationale un grand esclandre et a fait voter un blâme à Marx pour avoir dit que « les chefs ouvriers anglais s'étaient vendus ». Marx écrit à Sorge

le 4 août 1874 :

« En ce qui concerne les ouvriers des villes (en Angleterre), il y a lieu de regretter que toute la bande des chefs ne soit pas entrée au Parlement. C'eût été le plus sûr moyen de se débarrasser de cette racaille. »

Dans sa lettre à Marx du 11 août 1881, Engels parle des « pires trade-unions anglaises, qui se laissent diriger par des hommes que la bourgeoisie a achetés ou tout au moins payés ». Dans sa lettre à Kautsky du 12 septembre 1882, Engels écrivait :

« Vous me demandez ce que les ouvriers anglais pensent de la politique coloniale. Exactement ce qu'ils pensent de la politique en général. Ici, point de parti ouvrier, il n'y a que des conservateurs et des radicaux libéraux; quant aux ouvriers, ils jouissent en toute tranquillité avec eux du monopole colonial de l'Angleterre et de son monopole sur le marché mondial. »

Le 7 décembre 1889, Engels écrit à Sorge :

« ... Ce qu'il y a de plus répugnant ici (en Angleterre), c'est la « respectabilité » (respectability) bourgeoise, qui pénètre jusque dans la chair des ouvriers ... même Tom Mann, que je considère comme le meilleur de tous, confie très volontiers qu'il déjeunera avec le lord-maire. Lorsqu'on fait la comparaison avec les Français, on voit ce que c'est que la révolution.»

Dans une lettre du 19 avril 1890 :

« le mouvement (de la classe ouvrière en Angleterre) progresse sous la surface, il gagne des couches de plus en plus larges, et surtout parmi la masse inférieure (souligné par Engels) jusque-là immobile. Le jour n'est pas loin où cette masse se retrouvera elle-même, où elle aura compris que c'est elle, précisément, qui est cette masse colossale en mouvement».

Le 4 mars 1891 :

« l'échec de l'union des dockers qui s'est désagrégée; les « vieilles » trade-unions conservatrices, riches et partant poltronnes, restent seules sur le champ de bataille »...

Le 14 septembre 1891 : au congrès des trade-unions à Newcastle, ont été vaincus les vieux unionistes, adversaires de la journée de huit heures, « et les journaux bourgeois avouent la défaite du parti ouvrier bourgeois » (souligné partout par Engels)...

Que ces pensées d'Engels, reprises pendant des dizaines d'années, aient aussi été formulées par lui publiquement, dans la presse, c'est ce que prouve sa préface à la deuxième édition (1892) de La situation des classes laborieuses en Angleterre. Il y traite de « l'aristocratie de la classe ouvrière », de la « minorité privilégiée des ouvriers », qu'il oppose à la « grande masse des ouvriers ». « La petite minorité privilégiée et protégée » de la classe ouvrière bénéficiait seule des « avantages durables » de la situation privilégiée de l'Angleterre en 1848-1868; « la grande masse, en mettant les choses au mieux, ne bénéficiait que d'améliorations de courte durée »... « Avec l'effondrement du monopole industriel de l'Angleterre, la classe ouvrière anglaise perdra sa situation privilégiée ... »

Les membres des « nouvelles » unions, des syndicats d'ouvriers non spécialisés, « ont un avantage inappréciable : leur mentalité est un terrain encore vierge, parfaitement libre du legs des « respectables » préjugés bourgeois, qui désorientent les esprits des « vieux unionistes » mieux placés » ... Les « prétendus représentants ouvriers », en Angleterre, sont des gens « à qui on pardonne leur appartenance à la classe ouvrière, parce qu'ils sont eux-mêmes prêts à noyer cette qualité dans l'océan de leur libéralisme »...

C'est à dessein que nous avons reproduit des extraits assez abondants des déclarations on ne peut plus explicites de Marx et d'Engels, afin que les lecteurs puissent les étudier dans leur ensemble. Et il est indispensable de les étudier, il vaut la peine d'y réfléchir attentivement. Car là est le noeud de la tactique imposée au mouvement ouvrier par les conditions objectives de l'époque impérialiste.

(...)

La bourgeoisie d'une « grande » puissance impérialiste peut, économiquement, soudoyer les couches supérieures de « ses » ouvriers en sacrifiant à cette fin quelque cent ou deux cent millions de francs par an, car son surprofit s'élève probablement à près d'un milliard. Et la question de savoir comment cette petite aumône est partagée entre ouvriers-ministres, « ouvriers-députés » (rappelez-vous l'excellente analyse donnée de cette notion par Engels), ouvriers-membres des comités des industries de guerre, ouvriers-fonctionnaires, ouvriers organisés en associations étroitement corporatives, employés, etc., etc., c'est là une question secondaire. (Nos détracteurs n'ont plus qu'à en conclure que Marx, Engels et Lénine étaient de farouches ennemis de la classe ouvrière, des employés et particulièrement des fonctionnaires. - LVOG)

(...) Le monopole du capital financier actuel est furieusement disputé; l'époque des guerres impérialistes a commencé. Autrefois l'on pouvait soudoyer, corrompre pour des dizaines d'années la classe ouvrière de tout un pays. Aujourd'hui, ce serait invraisemblable, voire impossible ; par contre, chaque « grande » puissance impérialiste peut soudoyer et soudoie des couches moins nombreuses (que dans l'Angleterre des années 1848 à 1868) de l'« aristocratie ouvrière ». Autrefois, un « parti ouvrier bourgeois », selon l'expression remarquablement profonde d'Engels, ne pouvait se constituer que dans un seul pays, attendu qu'il était seul à détenir le monopole, mais en revanche pour longtemps. Aujourd'hui, « le parti ouvrier bourgeois » est inévitable et typique pour tous les pays impérialistes; mais, étant donné leur lutte acharnée pour le partage du butin, il est improbable qu'un tel parti puisse triompher pour longtemps dans plusieurs pays. (Et pourtant ! - LVOG) Car les trusts, l'oligarchie financière, la vie chère, etc., en permettant de corrompre de petits groupes de l'aristocratie ouvrière, écrasent, oppriment, étouffent et martyrisent de plus en plus la masse du prolétariat et du semi-prolétariat.

D'une part, la tendance de la bourgeoisie et des opportunistes à transformer une poignée de très riches nations privilégiées en parasites « à perpétuité » vivant sur le corps du reste de l'humanité, à « s'endormir sur les lauriers » de l'exploitation des Noirs, des Indiens, etc., en les maintenant dans la soumission à l'aide du militarisme moderne pourvu d'un excellent matériel d'extermination. (Il s'est perfectionné depuis et les dirigeants syndicaux en sont fiers, Mélenchon et Laurent aussi ! - LVOG)

D'autre part, la tendance des masses, opprimées plus que par le passé et subissant toutes les affres des guerres impérialistes, à secouer ce joug, à jeter bas la bourgeoisie. C'est dans la lutte entre ces deux tendances que se déroulera désormais inéluctablement l'histoire du mouvement ouvrier. Car la première tendance n'est pas fortuite : elle est économiquement « fondée ».

La bourgeoisie a déjà engendré et formé à son service des « partis ouvriers bourgeois » de social-chauvins dans tous les pays. (A ceci près de nos jours qu'aucune tendance du mouvement ouvrier n'organise les éléments les plus déterminés des masses dans la perspective de "jeter bas la bourgeoisie", ils ont tous capitulé ou sont tous idéologiquement corrompus. - LVOG)

(...)

Sur la base économique indiquée, les institutions politiques du capitalisme moderne - la presse, le Parlement, les syndicats, les congrès, etc. - ont créé à l'intention des ouvriers et des employés réformistes et patriotes, respectueux et bien sages, des privilèges et des aumônes politiques correspondant aux privilèges et aux aumônes économiques. Les sinécures lucratives et de tout repos dans un ministère ou au comité des industries de guerre, au Parlement et dans diverses commissions, dans les rédactions de « solides » journaux légaux ou dans les directions de syndicats ouvriers non moins solides et « d'obédience bourgeoise », - voilà ce dont use la bourgeoisie impérialiste pour attirer et récompenser les représentants et les partisans des « partis ouvriers bourgeois ». (Notez bien les "représentants" et les "partisans des « partis ouvriers bourgeois »" ou ceux qui ne peuvent pas s'en passer ce qui revient au même. - LVOG)

Le mécanisme de la démocratie politique joue dans le même sens. Il n'est pas question, au siècle où nous sommes, de se passer d'élections; on ne saurait se passer des masses; or, à l'époque de l'imprimerie et du parlementarisme, on ne peut entraîner les masses derrière soi sans un système largement ramifié, méthodiquement organisé et solidement outillé de flatteries, de mensonges, d'escroqueries, de jongleries avec des mots populaires à la mode, sans promettre à droite et à gauche toutes sortes de réformes et de bienfaits aux ouvriers, pourvu qu'ils renoncent à la lutte révolutionnaire pour la subversion de la bourgeoisie. (Ici le "or" avait valeur d'objection, il signifiait que la participation aux élections ou au parlementarisme n'était pas une obligation, et que soutenir la gauche c'était plutôt se compromettre qu'autre chose. Lénine rejetait l'argument falacieux selon lequel il fallait absolument participer aux élections pour ne pas "se passer des masses" ou les appeler à voter pour tel ou tel parti ou candidat... A partir du moment où les trotskystes considéraient que l'avènement de la Ve République correspondait à un "coup d'Etat permanent", pour être cohérent avec ce constat à aucun moment ils n'auraient dû participer à une élection ou soutenir un parti ou un candidat y participant. - LVOG)

(...)

Et y a-t-il une grande différence entre Lloyd George et les Scheidemann, les Legien, les Henderson et les Hyndman, les Plékhanov, les Renaudel et consorts ? Parmi ces derniers, nous objectera-t-on, il en est qui reviendront au socialisme révolutionnaire de Marx. C'est possible, mais c'est là une différence de degré insignifiante si l'on considère la question sur le plan politique, c'est-à-dire à une échelle de masse. (Eh oui, c'est à l'échelle des masses que l'on évalue les rapports que l'on doit avoir avec les partis et les institutions ! Et c'est vers les masses qu'il faut se tourner résolument et non vers les élus du PS ou du PCF, les républicains, les démocrates, les intellectuels, les cadres syndicaux, l'aristocratie ouvrière, ne parlons des francs-maçons !. - LVOG) Certains personnages parmi les chefs social-chauvins actuels peuvent revenir au prolétariat. Mais le courant social-chauvin ou (ce qui est la même chose) opportuniste ne peut ni disparaître, ni « revenir » au prolétariat révolutionnaire. Là où le marxisme est populaire parmi les ouvriers, ce courant politique, ce « parti ouvrier bourgeois », invoquera avec véhémence le nom de Marx. On ne peut le leur interdire, comme on ne peut interdire à une firme commerciale de faire usage de n'importe quelle étiquette, de n'importe quelle enseigne ou publicité. On a toujours vu, au cours de l'histoire, qu'après la mort de chefs révolutionnaires populaires parmi les classes opprimées, les ennemis de ces chefs tentaient d'exploiter leur nom pour duper ces classes. (Ajoutons et leurs militants. - LVOG)

C'est un fait que les « partis ouvriers bourgeois », en tant que phénomène politique, se sont déjà constitués dans tous les pays capitalistes avancés, et que sans une lutte décisive et implacable, sur toute la ligne, contre ces partis ou, ce qui revient au même, contre ces groupes, ces tendances, etc., il ne saurait être question ni de lutte contre l'impérialisme, ni de marxisme, ni de mouvement ouvrier socialiste. (Avez-vous régulièrement un tel discours dans les journaux du POI, du NPA ou de LO ? Vous connaissez tous la réponse. - LVOG)

(...)

Nous n'avons pas la moindre raison de croire que ces partis puissent disparaître avant la révolution sociale. Au contraire, plus cette révolution se rapprochera, plus puissamment elle s'embrasera, plus brusques et plus vigoureux seront les tournants et les bonds de son développement, et plus grand sera, dans le mouvement ouvrier, le rôle joué par la poussée du flot révolutionnaire de masse contre le flot opportuniste petit bourgeois. Le kautskisme ne représente aucun courant indépendant; il n'a de racines ni dans les masses, ni dans la couche privilégiée passée à la bourgeoisie. (On pourrait en dire de même du POI, du NPA et de LO, alors que leurs courants politiques existent depuis plus d'un demi-siècle. - LVOG) Mais le kautskisme est dangereux en ce sens qu'utilisant l'idéologie du passé, il s'efforce de concilier le prolétariat avec le « parti ouvrier bourgeois », de sauvegarder l'unité du prolétariat avec ce parti et d'accroître ainsi le prestige de ce dernier. (C'est exactement ce à quoi se sont efforcés avec acharnement les trotskystes depuis 1940. - LVOG) Les masses ne suivent plus les social-chauvins déclarés; Lloyd George a été sifflé en Angleterre dans des réunions ouvrières; Hyndman a quitté le parti; les Renaudel et les Scheidemann, les Potressov et les Gvozdev sont protégés par la police. Rien n'est plus dangereux que la défense déguisée des social-chauvins par les kautskistes. (Sous le masque du trotskysme par exemple. - LVOG)

L'un des sophismes kautskistes les plus répandus consiste à se référer aux « masses ». Nous ne voulons pas, prétendent-ils, nous détacher des masses et des organisations de masse ! (Décidément, encore une troublante similitude avec les trotskystes. - LVOG) Mais réfléchissez à la façon dont Engels pose la question. Les « organisations de masse » des trade-unions anglaises étaient au XIX^e siècle du côté du parti ouvrier bourgeois. Marx et Engels ne recherchaient pas pour autant une conciliation avec ce dernier, mais le dénonçaient. Ils n'oubliaient pas, premièrement, que les organisations des trade-unions englobent directement une minorité du prolétariat. Dans l'Angleterre d'alors comme dans l'Allemagne d'aujourd'hui, les organisations ne rassemblent pas plus de 1/5 du prolétariat. On ne saurait penser sérieusement qu'il soit possible, en régime capitaliste, de faire entrer dans les organisations la majorité des prolétaires.

Deuxièmement, et c'est là l'essentiel, il ne s'agit pas tellement du nombre des adhérents à l'organisation (Les trotskystes justifieront justement leurs rapports avec le PS et le PCF et le front unique en avançant cet argument rejeté par Marx, Engels et Lénine. - LVOG) que de la signification réelle, objective, de sa politique : cette politique représente-t-elle les masses, sert-elle les masses, c'est-à-dire vise-t-elle à les affranchir du capitalisme, ou bien représente-t-elle les intérêts de la minorité, sa conciliation avec le capitalisme ? C'est précisément cette dernière conclusion qui était vraie pour l'Angleterre du XIX^e siècle, et qui est vraie maintenant pour l'Allemagne, etc.

Engels distingue entre le « parti ouvrier bourgeois » des vieilles trade-unions, la minorité privilégiée, et la « masse inférieure », la majorité véritable; il en appelle à cette majorité qui n'est pas contaminée par la « respectabilité bourgeoise ». Là est le fond de la tactique marxiste ! (Tactique à laquelle la totalité des trotskystes tourneront résolument le dos. - LVOG)

(...)

En montrant que les opportunistes et les social-chauvins trahissent en fait les intérêts de la masse, défendant les privilèges momentanés d'une minorité d'ouvriers (Nos détracteurs en font partie, ceci explique sans doute cela. - LVOG), propagent les idées et l'influence bourgeoises et sont en fait les alliés et les agents de la bourgeoisie, nous apprenons aux masses à discerner leurs véritables intérêts politiques et à lutter pour le socialisme et la révolution à travers les longues et douloureuses péripéties des guerres impérialistes et des armistices impérialistes. (En tous temps on peut lutter pour le socialisme et la révolution, allez dire cela aux opportunistes qui parlent en notre nom. Non, tout compte fait c'est inutile et ce serait une perte de temps, ils sont incurables. - LVOG)

Expliquer aux masses que la scission avec l'opportunisme est inévitable et nécessaire, les éduquer pour la révolution par une lutte implacable contre ce dernier, mettre à profit l'expérience de la guerre pour dévoiler toutes les ignominies de la politique ouvrière nationale libérale au lieu de les camoufler : telle est la seule ligne marxiste dans le mouvement ouvrier mondial.

(Un siècle nous séparant de cet article, depuis l'opportunisme a emprunté une multitude de masques, aux partis politiques issus des IIe, IIIe et IVe Internationale, il faut ajouter les ONG et les associations en tous genres à but dit humanitaire ou social qui sont censées soulager la misère des masses et qui en réalité ne font qu'en prolonger les souffrances ou perpétuer l'agonie. Terminons sur une note optimiste, en espérant que la crise qui traverse tous les partis ouvriers et les scissions auxquelles elle donnera lieu, permettront de refonder l'avant-garde révolutionnaire sur la base du marxisme et du socialisme, espérons que de nouvelles générations de militants sauront se délivrer du poison mortel de l'opportunisme et renoueront avec la tradition révolutionnaire du prolétariat du début du XXe siècle. - LVOG)

ACTUALITE EN TITRES

[Recyclage des déchets du néolibéralisme](#)

Jean-Marc Sylvestre qui était en charge de l'information économique sur TF1 et LCI jusqu'en 2010 puis sur i>TÉLÉ, et qui présente également une émission sur la chaîne BFM Business, a été recruté comme éditorialiste par le portail néolibéral Atlantico.fr.

Désinformation et propagande néolibérale à l'état pur garantie, à conseiller à ceux qui n'ont pas encore compris ce que cela signifie. Attention au choc tout de même !

[Comment préparer les esprits à l'émergence du fascisme. Sans le dire de préférence](#)

- La démocratie peut-elle encore résister à la crise ? - Atlantico.fr

Cet article est justement signé Jean-Marc Sylvestre.

On y reviendra demain une fois qu'on l'aura analysé et commenté. Un vrai bijou, un régal, une caricature plus qu'une oeuvre d'art, mais tout y est. Un véritable mode d'emploi pour décrypter et démonter pas à pas la stratégie néolibérale, comprendre comment elle fonctionne, quelles sont ses objectifs, pour mieux la combattre.

Je ne peux pas résister à l'envie de vous livrer ce morceau de bravoure qui figure à la fin de son article et que l'on pourrait intituler : Soumettez-vous à l'ordre établi, c'est la fatalité qui vous l'ordonne et personne d'autre !

Jean-Marc Sylvestre - La démocratie ne pourra évidemment survivre que si le personnel politique arrête de mentir sur la situation économique, sur la façon de produire de la richesse, sur les contraintes qui sont les nôtres et auxquelles, quoi que l'on fasse, nous n'échapperons pas.

Les scénarios de rupture qui nous sont proposés, à droite comme à gauche, sont inapplicables. Ils font rêver un moment mais l'opinion publique n'en veut pas. En Grèce, en Espagne, et sans doute en France, la majorité des peuples ne voudra pas se couper de l'Euro, de l'Europe, des entreprises, des banques et des marchés. La majorité des peuples ne voudra plus jamais refermer les frontières.

Cela a le mérite de la clareté. La voix des peuples par un porte-parole des banquiers ripoux. A suivre.

Pour vous faire patienter, un commentaire d'un internaute abonné à Atlantico.fr il faut préciser.

- "50 % des richesses entre les mains de moins de 1 %.

En tant qu'économiste, vous ne pouvez ignorer que le principal élément qui a influencé la situation politique et sociale de notre monde dans ces dernières décennies, c'est la concentration de plus en plus forte des richesses et du pouvoir entre les mains d'une oligarchie de plus en plus réduite. Dans tous les pays du monde, le chiffre est le même : plus de 50 % des richesses entre les mains de moins de 1 % de la population. Pour la plupart des simples commentateurs, ce chiffre reste abstrait : il faut dire que cela paraît tellement inimaginable ! Mais vous mr Sylvestre, la propagande, le rideau de fumée qui doit, à tout prix, cacher cette réalité inacceptable, c'est votre gagne-pain !"

Il faut bien vivre que voulez-vous, il s'en trouve toujours pour vendre leur âme au diable en échange d'une sinécure !

[Au casino, faites vos jeux rien ne va plus... durer encore très longtemps.](#)

- La Banque mondiale abaisse ses prévisions pour l'Asie de l'Est - Reuters

[FIFA. Les véritables commanditaires de toute l'affaire. Toujours les mêmes...](#)

- Les sponsors de la Fifa demandent à Blatter de démissionner - Le Huffington Post

- FIFA : Blatter défie les géants Coca-Cola, Visa, McDonald's... qui veulent son départ - La Tribune

France. Par décret, cela ne s'invente pas !

- Bientôt davantage de donneurs d'ovocytes et de sperme - Liberation.fr

Bientôt il n'y aura plus que nos excréments à livrer à la voracité du marché. Bon, on leur cèdera volontiers jusqu'à ce qu'ils s'en étouffent et en crèvent, charogne !

On ne le dirait pas !

- Les Français ne cessent de grandir ! - M6info

ACTUALITÉ DU JOUR

Quelle belle intention, "faire revenir aux urnes" les électeurs de "gauche" ou comment ramer pour le PS.

Sans rire, doubler par la droite, ils craignent d'être éliminés ou de faire les frais de l'alignement de Hollande et du PS sur le néolibéralisme.

- Face à l'initiative de Cambadélis (PS), des militants de gauche lancent un contre-référendum - AFP

"Il n'y a pas de risque de victoire de je ne sais qui au premier tour", a expliqué à l'AFP M. Bayou qui, au lieu de "culpabiliser les électeurs" de gauche, entend "les faire revenir aux urnes". AFP 04.10

M. Bayou est le porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV)

Il s'affole au regard des conséquences électorales prévisibles de la politique du gouvernement et du PS :

Face à la question soumise par le PS ("face à la droite et l'extrême droite, souhaitez-vous l'unité de la gauche et des écologistes aux élections régionales?"), celle posée par ces militants sera: "Face à la droite et l'extrême droite, souhaitez-vous que le gouvernement tienne ses engagements et mène une politique de gauche?". AFP 04.10

Tiens donc, parce que Hollande et le PS auraient tenu d'autres engagements (promesses) pendant leur campagne électorale, pas à notre connaissance. A quel moment ont-ils proposé une "politique de gauche", donc qui romprait avec le capital, les institutions et l'UE ? Jamais.

Mais bon, il faut bien continuer de faire croire que ce serait possible, l'escroquerie habituelle... pour tenter de limiter les dégâts lors des élections régionales de décembre. Puisque vous marchez dans la combine de Cambadélis, il ne vous en tiendra pas rigueur.

Oiseau de mauvais augure.

Comment faire qu'une politique de gauche serait possible sans rompre avec le capitalisme, la Ve République, l'euro et l'UE. Pour qui rament-ils ? On vient de vous le dire ! Pendant plus d'un demi-siècle les lambertistes nous ont expliqué qu'il existait un courant de gauche au sein du PS, on ne l'a jamais trouvé ou il ne s'est jamais manifesté. Dénoncer cette imposture fait partie du devoir d'un militant ouvrier socialiste révolutionnaire.

- Nouvelle gauche socialiste: "l'hirondelle qui annonce le printemps" au PS pour Mélenchon - leparisien.fr

La création officielle dimanche de la Nouvelle gauche socialiste (NGS), regroupant des socialistes demandant un "changement de cap", représente l'"hirondelle qui annonce le printemps" et la "clarification" devant avoir lieu au PS, a estimé Jean-Luc Mélenchon.

"Les amis de la NGS sont en quelque sorte l'hirondelle qui annonce le printemps (...), c'est-à-dire la clarification qui doit avoir lieu au PS, comme elle a lieu en ce moment à EELV entre la gauche et la droite de ces organisations", a estimé devant l'AFP le porte-voix du Parti de gauche. (On croirait entendre Tsipras, vous ne trouvez pas ? - LVOG)

"Pour le PS, a-t-il développé, c'est le début d'un processus de clarification qui va permettre aux socialistes qui sont réellement socialistes de se regrouper entre eux et à ceux qui sont des sociaux-libéraux ou des libéraux tout court de rester entre eux, comme MM. Macron, Valls et autres". (Mélenchon inféodé à l'euro et à l'UE, à l'Otan et à l'Onu est sans aucun doute autorisé

à déterminer qui est socialiste et qui ne le serait pas ! - LVOG)

Auraient-il pu rejoindre le Parti de gauche? "Je trouve normal que ces socialistes veuillent d'abord être entre socialistes mais j'observe avec un immense plaisir, (qu') ils tendent immédiatement la main et participent aux activités et aux regroupements que le FG impulse", a-t-il répondu. (Comme quoi ils sont tout aussi corrompus. - LVOG)

La NGS "montre que parmi les socialistes, il n'y a pas seulement la déception à l'égard du gouvernement, mais des gens qui ont décidé de s'organiser pour reconstruire avec nous ou en convergence avec nous et d'autres, les écologistes, une gauche digne de ce nom", a commenté Pierre Laurent, secrétaire national du PCF, également présent. (De quoi est-il "digne" Laurent à part appeler à voter pour les candidats du PS au second tour des élections régionales en décembre prochain ? - LVOG)

"La diversité des forces à rassembler est réelle et il faut trouver un chemin de rassemblement qui respecte cette diversité. La création de NGS peut être utile à permettre l'engagement de nombreux déçus du socialisme dans ce chemin convergent", a-t-il ajouté. (Merci on savait depuis le milieu des années 20 que le PCF en faisait partie. - LVOG)

"On a un gouvernement qui est totalement macronisé", a renchéri Clémentine Autain, porte-parole d'Ensemble! (Front de gauche). "Avec une politique menée au nom de la gauche et qui est une politique de droite". leparisien.fr 04.10 (L'essentiel c'est de continuer à prétendre que le PS serait de gauche. D'ailleurs tous ceux qui s'y refusent se gardent une porte de sortie pour le soutenir le moment venu, nous ne sommes pas dupes. - LVOG)

Qui vous écoute, vous surveille... complot contre la démocratie.

- La loi sur le renseignement, une menace pour la liberté de la presse - latribune.fr

Selon l'Association de la presse judiciaire, les journalistes "pourront être victimes" d'écoutes téléphoniques ou de recueil en masse de données "sans même qu'ils en soient informés puisque par nature cette surveillance et ces captations sont secrètes".

Selon l'Association de la presse judiciaire (APJ), la loi sur le renseignement "porte atteinte aux droits et libertés des journalistes". Elle a saisi la justice européenne.

L'Association de la presse judiciaire (APJ) a annoncé samedi avoir saisi la justice européenne contre la loi controversée sur le renseignement, qui menace selon elle la liberté de la presse et le secret des sources. L'APJ "a déposé une requête devant la Cour européenne des droits de l'homme (CEDH)" contre la loi relative au renseignement, qui "porte atteinte aux droits et libertés des journalistes, dont le sacro-saint secret des sources", a indiqué l'association dans un communiqué sur son site.

Cette action intervient le jour même de l'entrée en vigueur de la loi, annoncée par François Hollande deux mois après les attentats de janvier qui ont fait 17 morts. Cette loi vise à encadrer l'activité des services spécialisés en leur donnant des moyens supplémentaires face aux nouvelles technologies ainsi qu'un cadre légal.

Mais pour l'APJ, "l'ingérence secrète que prépare le gouvernement, par le biais d'écoutes téléphoniques ou de recueil en masse de données, aura pour conséquence d'affecter le droit à l'information de notre société démocratique". En effet, les journalistes "pourront être victimes de ces violations sans même qu'ils en soient informés puisque par nature cette surveillance et ces captations sont secrètes", ajoute l'association.

Des techniques d'espionnage élargies

De la prévention d'attentats à l'espionnage économique, le texte définit un large éventail des missions des services de renseignement ainsi que le régime d'autorisation et de contrôle de techniques d'espionnage (écoutes, pose de caméra ou de logiciel-espion, installation chez les opérateurs de télécommunications de dispositifs pour collecter les données de connexion, etc.).

Fin juin, le Parlement avait adopté définitivement la loi à une large majorité gauche-droite, mais avec des voix dissidentes dans presque chaque groupe. Face à la controverse, François Hollande avait annoncé qu'il saisirait lui-même - fait inédit - le Conseil constitutionnel pour apporter la "garantie" que ce texte est "bien conforme" à la Constitution. "Malgré l'aval constitutionnel de la loi, l'APJ ne peut et ne doit rester inerte devant un tel projet gouvernemental, quels que soient les objectifs affichés", a pourtant indiqué le communiqué de l'APJ. latribune.fr 03.10

Dossier Syrie

Comment préparent-ils psychologiquement la population à un revirement de la position française sur la situation en Syrie.

- Syrie : 54% des Français pour une alliance avec Bachar al-Assad face à l'EI - Francetv info

- Le Caire soutient l'intervention russe en Syrie - LeMonde.fr

- Erdogan dénonce les frappes russes en Syrie - sahartv.ir

- Bachar al-Assad appelle les Occidentaux à soutenir l'armée russe Francetv info

Ce dimanche après-midi en tout cas, du président turc au Premier ministre britannique en passant par la chancelière allemande, ou encore Manuel Valls, tous ont réitéré leur refus de participer à l'opération russe, temps que Bachar al-Assad reste aux commandes. Francetv info 04.10

A part Valls, ils disent tout et son contraire à quelques jours d'intervalle...

La désinformation est permanente.

Francetv info - Les Occidentaux reprochent à la Russie d'avoir ciblé davantage les opposants au régime d'Assad plutôt que les islamistes

Reuters - La Russie a commencé mercredi dernier des frappes aériennes en Syrie contre des objectifs de la rébellion opposée à son allié, le président syrien Bachar al Assad.

- Pour Fabius, il faut "taper Daech" et "les groupes considérés comme terroristes" - AFP

Les frappes aériennes en Syrie doivent se concentrer sur le groupe Etat islamique (EI) et tous "les groupes considérés comme terroristes", dont Al-Nosra, branche syrienne d'Al-Qaïda, a affirmé lundi le ministre français des Affaires étrangères Laurent Fabius.

Il faut "taper Daech (acronyme en arabe de l'EI) et les groupes considérés comme terroristes", notamment Al-Nosra, a-t-il déclaré sur la radio Europe 1. L'appel vendredi du président François Hollande à son homologue russe Vladimir Poutine à frapper "Daech et uniquement Daech" était "une formule rapide", a-t-il admis. AFP 04.10

A lire en se souvenant que Fabius avait déclaré en décembre 2012 qu'Al-Nosra "faisait du bon boulot"...

- Les dessous des bombardements russes en Syrie - voltairenet.org

Alors que la Douma délibérait de l'autorisation d'intervention aérienne russe en Syrie, le Web a été submergé par des photos et des vidéos des dégâts que l'aviation russe allait commettre contre des populations civiles.

Les bombardements n'ayant eu lieu qu'ultérieurement, ces photos et ces vidéos sont soit des éléments empruntés à d'autres contextes, soit des faux fabriqués pour l'occasion.

Cette campagne d'intoxication a été organisée par l'association Syria Civil Defense, désormais dénommée White Helmets. Basée en Turquie, elle déclare disposer d'environ 2 500 « volontaires » rémunérés, présents en Syrie aux côtés des « rebelles ». Elle tire ses revenus de dons anonymes, mais admet avoir été financée par les États-Unis, le Royaume-Uni et le « Conseil national syrien » (lui-même actuellement financé par le Qatar, la Turquie et la France). Il n'est pas possible d'identifier la ou lesquelles de ces composantes ont financé cette nouvelle opération.

Les White Helmets ont déjà produit des vidéos montrant des bombardements de l'Armée arabe syrienne avec des barils d'explosifs ; une intox largement relayée par l'OSDH et devenue parole d'Évangile malgré son absurdité : l'Armée arabe syrienne dispose de bombes russes autrement plus précises et n'a donc aucune raison de fabriquer de tels barils.

Le porte parolat du secrétaire général des Nations Unies, qui avait repris les allégations des White Helmets a présenté ses excuses à la Russie pour ne pas les avoir vérifiées.

Le ministre français des Affaires étrangères, Laurent Fabius, a au contraire dénoncé des bombardements russes « qui frappent des résistants et des civils ».

Rappelons que les médias qui ont relayé cette propagande de guerre commettent un crime contre la paix au sens des résolutions pertinentes des Nations unies [1].

Le président Vladimir Poutine a dénoncé ces « attaques informationnelles ».

Les bombardements russes ont visé Al-Qaïda (Front Al-Nosra) et Ahrar Al-Sham (une organisation terroriste syrienne, fondée avant le début de la guerre en Syrie par des Frères musulmans dont certains étaient des cadres d'al-Qaïda). Ces deux organisations sont abondamment financées par trois États : la Turquie, l'Arabie saoudite et la France.

Il semble que ces cibles aient été choisies pour mettre en garde la Turquie et exiger le retrait immédiat de ses commandos du territoire syrien.

Le 23 septembre dernier, le président Recep Tayyip Erdogan s'était rendu à Moscou pour l'inauguration de la plus grande mosquée d'Europe. Il avait alors rencontré son homologue russe. De retour dans son pays, il avait déclaré que le départ du président el-Assad n'était plus un préalable au règlement de la crise syrienne, mais Moscou exigeait plus. La Russie a alors décerné des brevets de lutte anti-Daesh au PKK, laissant entendre qu'elle pourrait soutenir le parti kurde turc contre son gouvernement. voltage.net.org 02.10

[1] « Les journalistes qui pratiquent la propagande de guerre devront rendre des comptes », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 14 août 2011.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Portugal

- Portugal : le succès électoral très relatif de l'austérité - latribune.fr

La coalition au pouvoir arrive en tête, mais ne parvient pas à obtenir la majorité absolue et perd plus de 11,5 points par rapport à 2011. La gauche est majoritaire, mais divisée. La formation du futur gouvernement s'annonce difficile.

La coalition conservatrice au pouvoir au Portugal arrive en tête ce dimanche 4 octobre lors des élections générales, mais ne parvient pas à remporter la majorité absolue. L'alliance « Portugal à Frente » (PàF) du premier ministre Pedro Passos Coelho, qui regroupe les deux partis au pouvoir de centre-droit, le parti social-démocrate (PSD) et le centre démocrate social (CDS-PP), a obtenu 38,55 % des voix sur 99,23 % des voix décomptées. En sièges, alors qu'il reste 4 députés à élire sur 230, PàF obtient 104 députés à l'Assemblée de la République, le parlement unicaméral du Portugal, soit 12 sièges de moins que la majorité absolue. C'est un très bon score compte tenu de la politique d'austérité menée depuis 2011 par le gouvernement portugais, mais il convient de se souvenir que cette alliance électorale perd près 11,7 points et 22 députés par rapport à 2011 où elle avait été majoritaire dans le pays avec 50,4 % des voix et 132 sièges.

La gauche devant, mais divisée

La gauche, elle, cumule, tous partis confondus, 52,18 % des voix. C'est d'autant plus vrai si l'on ajoute les petits partis de gauche sans représentation parlementaires (PCTP maoïste ou Livre, avec près de 1,9 % des voix ensemble). La gauche obtiendrait aussi la majorité des sièges (122 sur 230). Mais elle est très divisée et ceci lui aura coûté beaucoup de sièges. Le parti socialiste (PS), le principal parti d'opposition du pays, n'est pas parvenu, avec son leader Antonio Costa, à s'imposer comme une vraie alternative. Il obtient 32,38 % des voix et 85 députés, ce qui est nettement plus qu'en 2011, lorsqu'il avait glané 28,1 % des voix et 74 sièges. Si ce n'est pas suffisant pour dépasser PàF, c'est une nette progression. La gauche radicale progresse également en passant de 13,1 % à 18,5 % des voix, mais elle est divisée. Le Bloc des Gauches, gauche radicale non communiste, est le grand vainqueur de la soirée en passant de 5,2 % et 8 députés en 2011 à 10,2 % et 19 députés en 2015. Parallèlement la CDU, l'alliance menée par les verts et le parti communiste, progresse aussi de 7,9 % et 16 députés à 8,3 % et 17 sièges. S'il n'a aucune mesure avec la réaction de certains autres pays, le Portugal a connu une poussée anti-austérité non négligeable (+ 5 points), si l'on prend en compte le fait que la gauche radicale était déjà en 2011 une des plus fortes d'Europe. A noter qu'un autre parti de gauche, le parti animaliste (PAN) obtient un siège et 1,4 % des voix.

Une « victoire » très relative pour la droite

Il n'y a donc pas réellement de « victoire » de la droite ce dimanche, mais une division de la gauche. Cette « victoire » du premier ministre sortant doit d'autant plus être relativisée que les Portugais se sont montrés particulièrement déçus par l'action politique elle-même. Cette désillusion se constate dans la progression de l'abstention qui passe de 42 % à 44 %, un record historique, tandis que les blancs et nuls restent à un niveau très élevé (3,75 % contre 4 % en 2011). En tout, la coalition

au pouvoir a perdu 650.000 voix en quatre ans (sur 99,23 % des bulletins décomptés). L'alliance PSD-CDS-PP ne parvient pas même à conserver les voix du seul PSD en 2011. Il ne peut donc être question de victoire. Du reste, la principale déception du premier ministre sortant sera de manquer la majorité absolue, malgré la constitution d'une coalition électorale bâtie pour cet objectif et un système électoral qui offre une nette prime au parti arrivé en tête. Là encore, ceci doit permettre de relativiser la victoire de la droite portugaise.

Quel gouvernement ?

La constitution du prochain gouvernement sera cependant une gageure. La gauche est majoritaire au parlement, mais sera-t-elle capable de constituer un gouvernement ? Sans doute pas. Le PS aura du mal à construire avec la gauche radicale une majorité alternative. Le BE et la CDU s'étaient dits ouverts à une telle alliance, mais avec des conditions qui risquent d'être difficiles à accepter pour le PS, notamment sur la dette et la trajectoire budgétaire. Ces deux thèmes risquent de heurter la sensibilité « européenne » du centre-gauche portugais. Et Pedro Passos Coelho sera appelé à tenter sa chance en premier. Faudra-t-il alors que le PS s'allie avec la droite pour « adoucir » la politique gouvernementale dans une « grande coalition » ? Mais comment s'allier avec un Pedro Passos Coelho qui s'est fait le champion de l'austérité ? Se contentera-t-il de « surveiller » un gouvernement de droite minoritaire et à sa merci ? C'est le pari du premier ministre sortant qui a déclaré que "plus de 70 % du parlement adhèrent aux règles de base de l'Europe." Il va donc tenter de former un gouvernement minoritaire au nom de l'Europe. Mais sa position sera fragile et on ne peut pas exclure que les Portugais retournent aux urnes rapidement. Une chose est sûre : l'austérité a bien aussi déstabilisé politiquement le Portugal. latribune.fr 04.10

Comme quoi il n'existe aucune issue politique à la crise du capitalisme dans le cadre des institutions nationales portugaises, qui plus est conforme aux besoins des travailleurs...

[Haut de page ↗](#)

Le 6 octobre 2015

CAUSERIE

Juste un mot.

Je n'ai pas pu démarrer l'ordinateur avant cet après-midi. Beaucoup de sueur et de bricolage pour essayer de trouver d'où venait la panne, peut-être de l'alimentation ou de la sortie de la carte mère. A un moment donné, j'avais laissé l'interrupteur de l'alimentation sur "on" et quand j'ai branché le cordon d'alimentation, j'ai alors entendu un léger dé clic qui ressemble à celui produit par une étincelle, j'ai appuyé sur le bouton principal et la machine est repartie ! Après je n'ai pas osé l'éteindre jusqu'à l'heure où j'écris ces lignes, il est 22h30. J'ai passé le reste de l'après-midi à finir de sauvegarder la presque totalité du disque dur sur des clés USB, parfois en double car une clé USB peut lâcher.

Si dans les jours qui viennent le portail n'était pas actualisé pendant plusieurs jours, cela signifierait que je suis vraiment en rade. Je basculerai alors sur le portable de secours, sauf qu'il est pratiquement vide et je devrais charger tous les logiciels qui me sont utiles en temps normal, bref, au moins une journée entière de boulot. Le problème, c'est que je ne peux me fier à aucun informaticien, et quant aux boîtes d'informatique, ce sont des truands ! Ils traitent le client comme de la merde, c'est juste une pompe à fric. L'informaticien que je connaissais a quitté Pondichéry. Il me dépannait, mais il avait été incapable de me donner de bons conseils, et chaque fois il foutait le bordel dans mes logiciels. Bref, quand tu as un problème, tu n'es pas dans la merde et c'est pour tout pareil, je ne vous raconte pas, c'est à devenir fou !

Pendant que je chargeais les clés USB, j'en ai profité pour préparer une causerie, en grande partie axée sur la Syrie qui nous tient particulièrement à coeur, quel acte de résistance héroïque, quel bel exemple pour tous les peuples ! Et dire qu'il y en a qui passe leur temps à le souiller...

Allez lire l'article qui figure dans le portail de La Commune, à la virgule près ils reproduisent la propagande de Washington, c'est terrible de tomber aussi bas. Je me demande ce que cela leur rapporte, je ne saisis pas. Les Américains avaient indiqué que les Russes avaient bombardé des zones occupées par des civils et fait de nombreuses victimes en produisant des images, avant même que les bombardiers et les chasseurs russes aient décollé, très fort n'est-ce pas ? Plus tard ils publieront un démenti, et l'ONU après que ces bombardement eurent lieu publieront un communiqué indiquant que seules des positions tenues par les barbares avaient été bombardées par les Russes, depuis l'affaire qui n'en était pas une s'est tassée. Ils vont nous rendre dingues, il faut être très vigilant pour s'y retrouver.

J'en profite pour rectifier une erreur de ma part. Je ne croyais pas trop à cette histoire de réchauffement climatique due à l'activité humaine, cela me semblait cousu de fil blanc, et en tombant il y a quelques jours seulement sur un excellent article dans

le portail suisse Arrêt sur Info, j'ai changé d'avis sur cette question, l'argument qui m'a convaincu, c'est que 97,5% des scientifiques qui l'ont étudiée sont parvenus à la même conclusion, qui plus est des scientifiques et chercheurs du monde entier, y compris des Russes et des Chinois qui n'ont pas spécialement intérêts à être d'accord avec leurs homologues occidentaux, surtout Américains.

En réalité je n'avais pas adopté de position définitive, je penchais pour un coup de bluff des occidentaux pour augmenter le coût de l'industrialisation des pays émergents et la ralentir.

A demain...

[Haut de page ↗](#)

Le 7 octobre 2015

CAUSERIE

Par chance l'ordinateur a bien voulu démarrer ce matin...

La page d'accueil du portail a été visité 7345 fois en septembre, avec un pic de 407 visites le 28.

Le n°1 de La Tribune des Travailleurs a fait l'objet de 7.100 visites, par contre elle n'a été téléchargée que 273 fois, à croire que la plupart des militants n'ont pas vraiment remarqué de différence avec le supplément à FO magazine ou à La Vie ouvrière, entendez Informations ouvrières.

Si comme quelques camarades vous décidiez de me soutenir financièrement, hier un employé de la banque m'a fourni le code SWIFT (SYNBINBB031) pour réaliser un virement international, et le numéro de mon compte bancaire est 96012200027130, à l'ordre de Tardieu Jean-Claude, la banque (d'Etat) se nomme SyndicateBank, à Pondichéry, Inde. Sinon envoyer un chèque à l'ordre de ma mère Tardieu Lise, 26 rue Diderot, Rueil 92500.

On ne se refait pas.

Le groupe La Commune (ex et futur lambertistes) s'est faite un honneur de publier un article particulièrement infâme ou digne de la propagande états-unienne sur la situation en Syrie, dont nous reproduisons des extraits. Vous n'aurez pas de mal à en trouver la trame. L'intégralité figure dans leur portail.

Voilà enfin la preuve qu'Assad serait un épouvantable dictateur.

- Depuis ce jour de mars 2011 où la police de la ville de Doree au sud de Damas a torturé des gamins ayant gribouillé des inscriptions hostiles à Assad et après que le chef local de la milice du dictateur a dit aux parents : « Oubliez vos enfants, faites-en d'autres ! », le pays est à feu et à sang.

Une puissance en particulier aurait des intérêts dans la région, laquelle, mais la Russie voyons !

- La Syrie est devenue le terrain où chaque puissance régionale ou internationale avance ses pions avec l'intention d'étendre sa sphère d'influence et de se servir de la situation pour monnayer des contreparties (exemple : la Russie au détriment de l'Ukraine via la position de Poutine en Syrie, renforcée par les frappes aériennes récentes qui épargnent Daech).

Qui épargnerait Daech, Obama, Erdogan, Hollande, Cameron ? Non, devinez.

- Assad et Poutine épargnent Daech

Il y a aussi l'intensification de la guerre dans laquelle Assad épargne Daech et massacre les civils et les restes de l'opposition armée.

Si l'un de ces gouvernements, ou celui d'Obama, avait vraiment voulu éliminer Daech, il avait tout loisir de commencer par Assad qui a lâché ses armes chimiques sur les habitants de Goutaa, à l'est de Damas en août 2013.

Ils ne diront pas qu'ils sont aussi armés par Assad !

- Les seuls à lutter contre Daech sont les Kurdes

Pourquoi la base navale russe de Tartus ne deviendrait-elle pas américaine, simple suggestion ?

- Tous les impérialistes seraient prêts à négocier un départ d'Assad tout en conservant les autres piliers du régime, « solution » qui vise au statu quo, confortable pour Poutine qui garderait ainsi la base navale de Tartus sur la façade méditerranéenne de la Syrie...

Il faut armer les "rebelles modérés". Tiens, on a déjà entendu cela quelque part... Ah oui à Washington !

- Que ceux qui luttent à la fois contre Assad et Daech aient le droit de se procurer tout l'armement nécessaire pour en finir !

Et pour finir le mythe du Printemps arabe à la sauce syrienne.

- Que ceux qui magouillent pour sauver Assad et (ou) son régime se souviennent que la chaîne révolutionnaire qui a secoué le joug des tyrans du Proche et Moyen Orient depuis 2011 n'est pas interrompue et que, si la Syrie est le territoire d'une guerre affreuse, c'est parce que l'élan révolutionnaire du peuple en 2011 n'a pas été soutenu par les vautours qui affichent leur prétendu attachement à la découverte à la démocratie et aux droits des peuples !

Mohand Kebaïli, le 21 septembre 2015

Sur notre portail nous avons mis en ligne plus de 12.000 articles en provenance de tous les continents et reflétant des courants de pensée très divers, mais jamais, ô jamais nous n'avons publié un article aussi abjecte, sauf peut-être parfois en le démontant au passage.

J'ai l'avantage sur ces gens-là d'avoir été lambertiste sans le savoir et d'avoir cessé de l'être très rapidement (au bout de 3 ans, il y a maintenant 34 ans), donc sans jamais l'avoir vraiment été, je laisse le soin aux militants d'en juger, sur pièces évidemment.

[Après avoir privatisé les profits, pourquoi ne pas privatiser la démocratie ?](#)

- La démocratie peut-elle encore résister à la crise ? - slate.fr

Grille de lecture.

A lire le titre le lecteur serait porté spontanément à croire que l'auteur de cet article serait un partisan de la démocratie, alors qu'il est le porte-parole de ses pires ennemis. En réalité sa conception de la démocratie se confond avec la dictature de l'oligarchie financière ou du marché.

On retrouve la rhétorique habituelle des néolibéraux qui appellent les peuples à se soumettre à l'ordre mondial que l'oligarchie financière est en train de leur imposer et contre lequel il serait inutile de tenter de résister.

Comment procède-t-il pour vendre sa propagande ? Il va opposer l'aspiration légitime du peuple à la liberté individuelle (liberté de chacun) et à la démocratie, qui serait menacée par nos droits ou acquis sociaux collectifs, les partis politiques, les institutions ou l'Etat, et non le marché auquel il adhère.

Dès lors, l'exercice qui consiste à appeler "le personnel politique" à faire preuve de "transparence" et de "vérité", aura pour seul objectif de conduire le lecteur à accepter le monde tel qu'il a été façonné par l'oligarchie financière, partant du postulat, selon lequel le cours qu'a emprunté l'économie mondiale depuis les années 90-2000 correspondrait à la "vérité" ayant une valeur absolue et éternelle, dans la mesure où il coïncidait avec "ce qui (était) souhaitable et ce qui (était) possible" et qu'il n'existait pas d'autre voie par laquelle elle aurait pu se développer.

En raccourci, le monde actuel financiarisé est la vérité, et tout ce qui entend le contester ou pire le renverser n'est que mensonge.

Parmi ces "vérités" figurent l'Euro, l'Europe, les entreprises, les banques et les marchés dont "la majorité des peuples ne voudra pas se couper" car ils sont les garants de leur bonheur (Une "France prospère, sans chômage, avec un avenir à offrir à ses enfants, avec une classe moyenne qui n'aurait pas de problème pour payer son loyer ou ses traites", sans "problèmes de cohabitation entre les communautés"), pour peu toutefois que "le personnel politique" qui gouverne alternativement conçoive que ces facteurs contribuent à "la façon de produire de la richesse" et qu'il serait dorénavant impossible de s'en passer, même s'ils comportent des "contraintes" auxquelles "nous n'échapperons pas", alors autant les adopter... plutôt que les combattre.

Il suggère à "la "majorité des peuples occidentaux" auquel il se substitue, de faire la part entre ce qui est "souhaitable et ce qui

est possible" et de faire preuve de cohérence pour ne retenir que ce qui serait possible, autrement dit ce qui leur est dicté par la classe dominante, et de se faire à l'idée que leurs besoins ou aspirations devront demeurer dans le futur du domaine du "souhaitable" ou de l'utopie en les assimilant au passage aux "populismes et tous les extrémismes" que le lecteur est appelé à condamner, pour son bien puisque ce genre d'escrocs est naturellement rempli de bonnes intentions à son égard.

La démonstration des néolibéraux part du principe qu'ils ont gagné la guerre de classe et que leur ennemi ne peut que se soumettre à leur volonté.

Cela rejoint ce qu'on a pu lire dans différents articles, qui indiquaient justement qu'ils n'essayaient pas d'imposer leur idéologie monstrueuse par la force, car l'effet escompté s'estomperait au fil du temps ou une fois que la pression qu'ils imposaient à leur ennemi serait retombée d'un cran ou se ferait moins sentir avec le risque qu'il se rebelle à nouveau, alors qu'en recourant à la suggestion et à la persuasion ou pour être plus précis en faisant appel à un moyen plus pernicieux encore et plus efficace telles que l'auto-suggestion et à l'auto-persuasion, cet effet va s'inscrire profondément dans son cerveau et se traduira par un comportement qui participera à la modification de sa personnalité, de telle sorte que les personnes façonnées psychologiquement par cette idéologie finiront par s'identifier avec elle, au point d'en devenir autant de porte-parole au sein de toutes les couches de la société, et parvenu à ce stade de conditionnement il leur sera très difficile de se libérer de ce carcan qu'elles se seront imposées malgré elles ou inconsciemment, les plus faibles allant même jusqu'à se fanatiser, ce qui en feront éventuellement d'excellents candidats pour le fascisme.

Le néolibéralisme est une idéologie d'extrême droite pour en avoir déjà fait la preuve, dans le sens où elle a pour objectif de briser ou disloquer tous les rapports existant dans la société qui sont issus de la lutte des classes, et particulièrement ceux qui témoignaient un rapport de force favorable aux exploités et aux opprimés dans le passé, dont il reste des traces à travers nos acquis ou droits qu'il s'agit pour eux de liquider, d'où leur insistance à privilégier le présent quitte à l'enjoliver, et la haine qu'ils vouent à tout ce qui a un rapport avec le passé qu'il faudrait bazarder car jugé archaïque ou dépassé, le présent présentant l'avantage d'être favorable à la classe dominante qui arbore pour cette raison un air triomphant et provocateur qu'elle appelle le peuple à partager avec elle, une manière comme une autre de répandre dans toute la société son venin mortel, la chasse aux péjugués qu'ils avaient précédemment inculqués au peuple en fait partie

On s'aperçoit ainsi qu'ils ne mènent pas seulement leur combat sur le plan politique, mais qu'ils recourent à une combinaison de moyens idéologiques et la psychologiques pour parvenir à leurs fins. Ils savent que ce sont les principales faiblesses des hommes et ils en usent sans modération pour mieux les asservir.

Le néolibéralisme est farouchement antidialectique et antimatérialiste, dans la mesure où il nous invite à nous tourner uniquement vers le présent tel qu'il se présente à nous ou qui à lui-seul suffirait à interpréter le monde, ce qui présente l'avantage d'éliminer tous les facteurs qui n'y apparaîtraient pas clairement ou qui sont temporairement relayés au second rang en les occultant tout simplement, de sorte qu'ils en arrivent à la conclusion qu'il n'existerait aucune autre interprétation et voie pour assurer le développement de la civilisation humaine. D'où l'importance démesurée qu'ils accordent aux événements immédiats auxquels chacun est sommé de réagir sur le champ (sous peine d'avoir un comportement suspect!), sachant que la dictature de l'immédiateté ne laisse place à aucune réflexion qui pourrait être compromettante et à laquelle les réseaux dits sociaux servent de relais, ils ont été conçus spécialement à cet effet, sans toutefois pouvoir éviter que ceux qui s'en servent en fassent un autre usage.

Maintenant, si la dialectique et le matérialisme sont leurs ennemis, c'est parce qu'ils incarnent un processus historique qui les dépasse ou qu'ils ne peuvent pas totalement maîtriser, et qui à tout moment risque de les submerger ou d'emporter leur idéologie de pacotille, c'est aussi à l'opposé le facteur sur lequel repose le socialisme, d'où la nécessité de s'armer de la méthode du matérialisme dialectique pour interpréter la situation, la société et le monde dans lesquels nous vivons.

Toute chose ou situation ou encore rapport est le produit de contradictions qu'il faut tout d'abord apprendre à repérer ou faire ressortir, puis à exploiter pour avancer dans la direction dans laquelle on a décidé de s'orienter pour atteindre notre objectif.

De nos jours, on peut constater que peu de voix s'élèvent pour témoigner de ces contradictions de manière cohérente ou sérieuse, et qui plus est pour en tirer l'ultime conclusion qui s'impose, la nécessité de mettre un terme au capitalisme. Ils ne peuvent pas empêcher que ces voix existent et s'expriment, même si elles demeurent inaccessibles au plus grand nombre.

C'est aux militants ouvriers révolutionnaires de faire en sorte qu'elles se multiplient, car personne d'autres ne le fera à leur place. Cela fait partie intégrante de nos tâches politiques, au point qu'il est inévitable d'intervenir dans la lutte des classes sans mener conjointement et systématiquement notre combat sur les plans idéologique et psychologique, contre tous les efforts que notre ennemi déploie et toutes les formes de conditionnement des consciences auxquelles il recourt en direction des travailleurs pour les corrompre et finalement les convaincre que toute résistance serait vaine. On ne peut pas concevoir lutter pour mobiliser et organiser les travailleurs, et laisser le champ libre à ceux qui s'emploient à saper nos efforts, à abaisser leur niveau de conscience afin de les détourner de la lutte des classes. Ce n'est pas une question de principe, cela tient de la logique la plus élémentaire, dès lors qu'on s'est fixé un objectif et qu'on s'y tient.

Slate.fr - En France, comme ailleurs, c'est le principe même de la démocratie qui est en danger. La question est de savoir

comment elle doit résister à la crise : protéger cet outil de liberté et de progrès et l'empêcher de craquer partout.

La démocratie ne fonctionne pas bien mais nous n'avons pas d'autres moyens sauver la liberté de chacun. Le fonctionnement de la démocratie est en difficulté dans la plupart des grands pays occidentaux qui sont inventeurs de ce système. Et ceux qui la défendent avec le plus de conviction sont parfois ceux qui la fissurent ou la mettent en risque. (Traduire : c'est le peuple sous l'effet des conséquences de la crise du capitalisme que la classe dominante lui impose qui en rejetant les partis institutionnels acquis au capitalisme met en danger la démocratie que ces partis incarnaient jusqu'à présent ou le marché de dupes avec lequel elle se confondait jusqu'à présent et qui fonctionne de moins en moins bien, ce dont l'auteur de l'article se désole. - LVOG)

Qui est responsable ? Les hommes politiques eux-mêmes, qui ont fait de la politique un travail, le système constitutionnel qui a tendance à nécroser le fonctionnement du pouvoir et empêcher l'équilibre pacifique entre le pouvoir politique et les contre-pouvoirs. (Il exprime le regret que les "hommes politiques" du régime n'aient pas été capables jusqu'à maintenant de domestiquer toutes les composantes du mouvement ouvrier, ce qui est un leurre, sauf sous un régime fasciste ou les plus serviles sont intégrés à l'Etat et les plus rebelles éliminés et que les représentants de la classe dominante s'empresse de qualifier de démocratique, comme à Kiev par exemple. - LVOG)

Les explications sont nombreuses et résonnent allègrement dans les amphithéâtres de Sciences Po. (On sait désormais à qui s'adressait cet article, aux ratés dans son genre qui pourront sévir demain dans les partis de l'ordre ou les médias. - LVOG) Les diagnostics s'amoncellent aussi chez les libraires avec l'arrivée d'une moisson d'essais sérieux ou cyniques, partisans ou inquiétants par des personnalités de la société civile ou des intellectuels qui descendent dans l'arène pour alerter ou inquiéter les foules : Éric Zemmour, Alain Finkielkraut, Nicolas Hulot, Jacques Attali, Michel Onfray, Thomas Piketty, Bernard-Henri Lévy... (Que des individus particulièrement malfaisants d'extrême droite ou qui reprochent au gouvernement de ne pas savoir s'y prendre ou encore de manquer de courage pour imposer au prolétariat des mesures encore plus réactionnaires... que le marché réclame - LVOG)

A priori, ceux qui vendent des mauvaises nouvelles, des ruptures ou des retours sur le passé se vendent presque mieux que tous ceux qui essaient de semer des solutions et de l'espoir et font commerce de réalisme et de pragmatisme. (Entre deux impostures, c'est celle qui repose sur les conditions objectives auxquelles sont confrontées les classes moyennes qui l'emportent. Nous, nous les rejetons toutes les deux puisqu'elles servent les intérêts de la même classe, celle des capitalistes. - LVOG)

Les intellectuels et les chercheurs français sont partagés (On se doutait bien que les ouvriers et les employés ne se connectaient pas sur le portail Slate.fr ! - LVOG). Il y a ceux, nombreux, qui considèrent que le monde court à la catastrophe et qu'il faut faire machine arrière, et vite. C'était mieux avant ! Avant l'euro, avant l'Europe, avant les nouvelles technologies. On connaît la chanson. (Et pourtant c'est vrai, puisque l'avènement de l'euro et de l'UE version maastrichienne devait correspondre avec la mise en oeuvre de mesures conduisant à une régression sociale généralisée et à la décomposition accélérée de la société. Et effectivement, les nouvelles technologies ont immédiatement été mise au service de cette noble cause, démocratique évidemment. - LVOG)

Et puis il y a ceux, moins nombreux mais tout aussi convaincants, qui pensent que l'on ne changera pas le monde mais qu'il faut épouser et accompagner les évolutions, les assumer et en tirer toutes les opportunités possibles. En chinois, la crise se traduit par "opportunité". (Une ode à l'opportuniste effrené, débridé ou ce qu'il peut y avoir de plus misérable en l'homme ainsi conduit à flatter ce qu'il y a de pire en lui. Quand on pense qu'ils en ont fait un objectif stratégique, il y a de quoi en être effrayé. - LVOG)

Le monde politique se partage aussi entre ces deux grandes familles. Les anciens et les modernes. (Traduire par anciens, ceux qui estiment que le progrès social doit être partagé, certes de manière très inégale et injuste, et par moderne, les ultra réactionnaires que sont les néolibéraux, l'avenir de l'humanité ! - LVOG) Et la ligne de partage passe au travers des grandes familles traditionnelles. La gauche est coupée en deux. La droite est coupée en deux. (Le néolibéralisme est destiné à broyer toutes les classes et couches de la société, hormis celles qui se situent tout en haut de la pyramide qui concentrent le pouvoir économique et l'élite intellectuelle à son service. - LVOG)

Face à cette situation, le système démocratique est incapable de dégager des majorités fortes et responsables, capables de faire bouger les choses. La politique protège en permanence le statut quo en essayant, le moins possible, de bouleverser les situations acquises. Cette situation délétère, sans lignes directrices, a trouvé dans la mutation des structures économiques des raisons de s'enraciner. (Il est impossible de balayer d'un coup les rapports sociaux issus de la lutte des classes depuis deux siècles, sauf encore une fois en recourant au fascisme, à croire qu'il l'appelle de ses vœux, vous ne trouvez pas ? - LVOG)

La démocratie s'est révélée incapable de générer un pouvoir susceptible de dégager les moyens pour sortir de la crise. La raison en est simple.

Pendant un demi-siècle, de l'après-guerre à l'an 2000, la démocratie a fonctionné assez bien parce que la croissance économique permettait aux responsables politiques de délivrer les promesses qu'ils faisaient pour être élus. (C'est un raccourci qui évite de faire référence à la lutte des classes qu'il doit honnir, les fascistes aussi puisqu'ils l'abolissent brutalement. Encore ? - LVOG)

Pendant toute la IV^e République, et pendant la V^e jusque dans les années 1990, les candidats au pouvoir présentait une offre politique qui correspondaient à la clientèle qu'ils voulaient séduire. Cette offre politique était faite de promesses, de cadeaux et de "toujours plus", pour reprendre le livre célèbre de François de Closet. (Non la lutte des classes n'est pas un "cadeau", pas plus que nos acquis ou droits, ce serait plutôt une pochette pleine de mauvaises surprises pour vous et vos maîtres quand de gré ou de force ils doivent partager leurs profits pour assurer la stabilité du régime ou prendre le risque de tout perdre. - LVOG)

A partir des années 1975/1980, les chocs pétroliers ont un peu changé les conditions d'exercice du pouvoir. Les prix de l'énergie ont cannibalisé le pouvoir d'achat, limer les moyens et rendus les promesses politiques plus difficiles à délivrer. D'autant que pendant les trente glorieuses, les responsables politiques ont mis en place un modèle social extrêmement généreux. Ils ont signé des "traitements" sur le très long terme avec des systèmes de retraites ou d'allocations qui se sont révélés de plus en plus difficiles à rémunérer. (Voilà enfin l'ennemi débusqué, celui qu'il faut abattre... pour que vive la démocratie, entendez par là l'oligarchie. - LVOG)

A partir de l'an 2000, qui commence en 1980/90, le monde change. Les frontières s'effondrent, les hommes, les produits et les capitaux circulent librement ou presque. La mondialisation modifie la géographie des richesses et bouge les systèmes de production. L'économie se retrouve dans le cadre d'un système unique et mondial de fonctionnement : le système d'économie de marché. Dans ces années-là, la révolution technologique, mais pas seulement, va encore accélérer les changements.

Le résultat au niveau du management politique est très simple. Le cadre classique de l'Etat-Nation a été débordé par les effets de la mondialisation. En clair, une décision politique, prise à l'issue d'un processus démocratique légitime ne s'applique qu'à l'intérieur des frontières. Alors que la vie quotidienne d'un pays dépend à plus de 50% des échanges et des influences extérieurs. Le pouvoir politique ne peut plus s'exercer face aux marchés sauf à travailler avec les marchés. (Quel bonheur, les marchés ont vampirisé, puis conquis, corrompus, achetés le pouvoir politique ! Cela ne change rien à notre affaire : il ne reste plus qu'à le renverser par une révolution et renvoyer les marchés d'où ils viennent ! - LVOG)

Le monde politique se retrouve aujourd'hui sans argent pour honorer les promesses électorales, à l'image de François Hollande ou Alexis Tsipras. (C'est que quelqu'un a fait main basse sur le magot ! Quelle aubaine, ce sont les marchés qui détiennent dorénavant les clés du coffre-fort ! - LVOG) Les citoyens, les entreprises et les opinions publiques ont besoin de produits, de services, de partenaires qui sont étrangers au pays et sur lesquels les décisions politiques qui sont prises n'ont pas d'emprunts légaux. (A croire que la France ne serait pas une puissance coloniale et qu'elle s'en serait passée depuis le XVIII^e siècle ! - LVOG)

Tous ceux qui, aujourd'hui, viennent nous dire que l'on peut se passer des autres, que c'était mieux hier, se trompent complètement. Nous ne pouvons pas nous passer de pétrole ni des produits fabriqués en Chine. Nous ne pouvons pas nous passer des 100 millions de touristes que nous recevons chaque année, nous ne pouvons pas nous passer de voyager. Et sur les 5 millions de Français qui se sont expatriés, beaucoup regrettent de ne pas avoir pu mener leur projets dans leur propre pays. Les riches partent parce que le poids de la fiscalité est trop élevé. (Les malheureux, ils n'ont cessé d'amasser des fortunes au cours des précédentes décennies, mais il est vrai qu'ils n'en ont jamais assez et qu'ils trouveront toujours de misérables larbins pour prendre leur défense. - LVOG)

Les jeunes diplômés partent parce qu'ils ne trouvent pas de boulot. Et dans ceux qui n'ont pas de diplômes, beaucoup tournent en rond dans leur village parce que l'écosystème n'est pas en mesure d'attirer de nouvelles usines pour remplacer celles qui ont été délocalisées.

La France fabrique des fonctionnaires pour faire tourner l'appareil d'Etat, les collectivités locales et l'hôpital. La France fabrique des chômeurs, exporte des BAC+7 et importe des BAC-5 qu'elle ne réussit pas à intégrer. Kafkaïen ! Depuis 1990, la France a été incapable de s'adapter à la mondialisation, à l'économie de marché et au progrès technologique. (Bref, le système économique est à bout de souffle ! Tout cela pour en arriver là. - LVOG)

En bref, la classe politique a été incapable de formater un système de production performant et capable de financer le développement de ce pays, d'affronter la compétitivité et le monde tel qu'il est. (Et comme tous les pays en sont au même point avec leur lot de chômeurs, de diplômés qui ne trouvent pas de travail, cela confirme qu'il faut changer de mode de production. - LVOG)

Aucun responsable politique n'a eu assez de courage ou de force pour imposer des réformes structurelles qui s'imposaient. Aucun n'a su faire la pédagogie de ces réformes qui auraient donné du grain à moudre à toute la société. (Aux riches qui seraient devenus plus riches surtout. - LVOG)

La société s'est figée dans des problèmes sociétaux ou d'identité. Elle s'est fracturée dans des polémiques graves mais négatives sur la protection de ses valeurs. Et pendant ce temps, elle s'est calfeutrée dans ses avantages acquis. (Ah quelle saloperie, la précarité et la pauvreté de masse c'est quand même mieux ! - LVOG)

Imaginez une France prospère, sans chômage, avec une classe moyenne qui n'aurait pas de problème pour payer son loyer ou ses traites. Imaginez une France avec un avenir à offrir à ses enfants. Dans cette France-là, les problèmes de cohabitation entre

les communautés ne seraient pas aussi brulants et les questions d'identité et de valeurs ne feraient évidemment pas le jeu quotidien des banlieues. (Il feint d'ignorer qu'elles ont été instrumentalisées parce que le régime n'était plus en mesure de satisfaire les besoins élémentaires de la population pour tenter de faire passer les mesures structurelles qu'il appelle de ses vœux. - LVOG)

La démocratie ne pourra évidemment survivre que si le personnel politique arrête de mentir sur la situation économique, sur la façon de produire de la richesse, sur les contraintes qui sont les nôtres et auxquelles, quoi que l'on fasse, nous n'échapperons pas. (Contraintes pour les uns, pour ceux qui produisent les richesses, et liberté pour les autres, ceux qui les accaparent. - LVOG)

Les scénarios de rupture qui nous sont proposés, à droite comme à gauche, sont inapplicables. Ils font rêver un moment mais l'opinion publique n'en veut pas. En Grèce, en Espagne, et sans doute en France, la majorité des peuples ne voudra pas se couper de l'Euro, de l'Europe, des entreprises, des banques et des marchés. La majorité des peuples ne voudra plus jamais refermer les frontières. (Lesquelles, ici elles sont fermées, sont pour les nantis. - LVOG)

En revanche, la majorité des peuples occidentaux ne veut sans doute plus qu'on lui raconte des histoires. (Surtout les vôtres ! - LVOG) Ils veulent les vrais chiffres, les faits réels et surtout la cohérence entre ce qui est souhaitable et ce qui est possible. (Qui détermine ce qui est souhaitable ou possible et pour qui ? Ceux qui sont destinés à en profiter, donc pas la majorité des peuples puisqu'ils ne détiennent aucun pouvoir. - LVOG) Si l'offre politique moderne ne passe pas par la transparence et par la vérité, elle ouvre la voie à tous les populismes et tous les extrémismes. C'est-à-dire que l'on va accélérer, une fois encore, le risque d'étouffer la démocratie. slate.fr 03.10 (Vous ne pouvez pas espérer un avenir meilleur que celui que l'on vous a réservé, voilà la vérité à laquelle vous devez vous faire sous peine qu'il soit pire encore. Peuple de serfs, rendez-vous, soumettez-vous et soyez heureux ! - LVOG)

Quand l'ONU se met à l'heure du réformisme.

- «Dire que les Etats sont surendettés, c'est un argument purement idéologique» - liberation.fr

Selon le dernier rapport de la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement, un ralentissement de l'économie ne pourra être évité si les pays riches continuent de faire de l'austérité budgétaire.

Selon le dernier Rapport sur le commerce et le développement 2015, publié ce mardi soir par la Conférence des Nations unies sur le commerce et le développement (Cnuced ou Unctad en anglais), les pays riches doivent, pour relancer leur économie, stimuler la demande, d'une faiblesse chronique, en augmentant les dépenses publiques et en relevant les salaires. Les experts de la Cnuced estiment que les pays développés ne sont pas, comme l'affirment nombre d'économistes, dans une «phase de stagnation séculaire». Ils assurent que les pays riches ont globalement négligé le rôle de la diminution de la part salariale et du creusement des inégalités dans la contraction de la demande et de l'investissement privé. Alfredo Calcagno est responsable de la division macroéconomie et développement de l'agence onusienne. Dans un entretien à Libération, il estime que seuls les Etats peuvent relancer l'économie mondiale. Et ce malgré le niveau des dettes publiques qui affectent la plupart des budgets nationaux.

Comment se porte l'économie mondiale?

Plutôt mal. Son taux de croissance ne devrait pas dépasser les 2,4% cette année. Nous sommes bien loin des 4% d'avant la crise de 2008. Les politiques monétaires accommodantes adoptées par la plupart des grandes banques centrales restent inopérantes. Pire encore, les décideurs de la plupart des pays riches restent convaincus qu'il faut poursuivre des politiques de restrictions budgétaires. Sans compter que les salaires ont baissé en moyenne de 10% dans l'ensemble des pays dits développés.

Ce serait la conjugaison de ces trois facteurs qui explique donc la faiblesse de la croissance mondiale?

Oui, essentiellement. Mais cette faiblesse reflète surtout une demande globale atone. La plupart des pays se sont enfermés dans un cadre de raisonnement qui a impliqué l'adoption de politiques économiques inefficaces. Autrement dit, que ce soit en Europe ou ailleurs, nous voyons que la majorité des dirigeants politiques ont tenté de compenser l'insuffisance de leur demande intérieure en misant sur les marchés extérieurs. Or, cette tentative de reconquête d'une croissance interne par le biais des exportations peut fonctionner pour un pays, ou même un petit nombre de pays, et cela à condition que d'autres augmentent leur demande. Mais ce n'est pas la réalité. Nous nous retrouvons dans une inconsistance globale car tout le monde freine en même temps.

Pourquoi estimez-vous que l'instabilité financière ne cesse de prendre de l'ampleur?

Au lendemain de la crise, en 2008 et 2009, la plupart des pays ont adopté des politiques budgétaires expansionnistes. Il s'agissait alors de tout faire pour éviter un emballement de la crise. Et de tout faire pour soutenir l'activité économique. On connaît la suite. A peine étaient-ils rassurés par l'accalmie de la crise financière que la plupart des pays développés se sont lancés dans des politiques d'austérité budgétaires. Un peu plus tard, ce sont les politiques monétaires qui prenaient la relève. Mais dès le début de cette prétendue thérapie, nous avons mis en garde contre les dangers de ces politiques monétaires qualifiées d'accommodantes.

Pourquoi ?

Pour la simple raison qu'une politique monétaire ne suffit pas, à elle seule, à sortir une économie de la dépression. Même si les taux d'intérêt des banques centrales restent bas et la quantité de monnaie mise à la disposition des banques commerciale augmente, ces dernières refusent de prêter. Et pour cause : la plupart en profitent pour diminuer le niveau de leur risque financier. Le problème c'est qu'en face de ces banques, nous avons aussi des entreprises et des ménages qui ne veulent pas s'endetter davantage. Nous savons que l'émission de monnaie des banques centrales, tant en Europe, au Japon, qu'aux Etats-Unis a été multiplié par deux ou trois. Et pourtant, l'encéphalogramme de l'économie réelle reste désespérément plat. Elles ont beau déverser des tonnes de monnaies dans les rouages des banques, il ne se passe rien. Ou si peu...

Il n'y a donc pas eu de transmission de la politique monétaire à l'économie réelle...

Exactement. Les banques centrales ont déversé des centaines de milliards d'euros ou de dollars pour des résultats, en termes de croissance, insignifiants. Les effets de ces politiques monétaires sont d'autant plus préoccupants qu'ils n'ont cessé de déstabiliser le système financier international.

Comment?

D'une façon assez simple. Il y a une forte corrélation entre la largesse des politiques monétaires pratiquées par les grandes banques centrales et l'envolée des indices boursiers. Les indices des grandes places financières se sont déconnectés de la réalité économique. Ce n'est pas une première. Nous n'avons pas tiré les leçons des excès d'une dérive de la financiarisation de l'économie mondiale. De la même manière nous voyons à quel point les pays en développement et les pays émergents sont liés aux politiques monétaires des banques centrales, notamment de la Fed aux Etats-Unis. En clair, l'argent de la Fed a pris le chemin des pays émergents au point d'apprécier leur monnaie. L'ennui, c'est qu'au moindre retournement, comme une possible hausse des taux aux Etats-Unis, se traduit par une fragilisation de ces économies.

Que fallait-il faire?

Augmenter les dépenses budgétaires, et ce d'abord dans les pays riches. N'en déplaise à ceux qui ne cessent de nous affirmer le contraire. Même le FMI en convient désormais, le multiplicateur budgétaire est très élevé. En clair, augmenter les dépenses publiques d'un euro se traduit par une hausse du PIB de près de 1,5 euro. Et c'est ce mécanisme d'augmentation de la demande publique qui permet de relancer la demande et, in fine, d'augmenter les recettes fiscales, permettant ainsi d'honorer le remboursement des dettes publiques. De plus, une coordination des politiques favorables à la hausse des revenus entraînerait une augmentation de la demande, créerait des débouchés pour les investissements privés et aurait des retombées plus larges...

Mais quel pays pourrait se permettre une telle politique de relance keynésienne vu les niveaux d'endettement de la plupart des Etats?

L'argument qu'on nous oppose est toujours le même: "les Etats sont surendettés, ils n'ont plus la moindre marge d'endettement". Ceux qui nous rebattent les oreilles avec ce genre d'argument purement idéologique oublient une chose. A côté des Etats, certes endettés, les ménages le sont tout autant. Idem pour les entreprises. Dans une telle situation d'endettement généralisé, qui d'autre que les Etats pourrait jouer le rôle de moteur de la relance? Une nouvelle impulsion de relance doit être pilotée par les Etats. Il y a un déficit de demande au niveau mondial. On ne peut pas faire comme si le monde n'avait pas besoin de construire de nouvelles infrastructures. En outre, comment imaginer que l'on puisse réellement basculer dans une économie décarbonée sans que les Etats n'aient un rôle moteur sur le plan financier. Tout est question de choix. Tout dépendra du choix des investissements publics. Ceux qui nous disent qu'il existe un horizon indépassable en termes de pourcentage d'endettement public se trompent. L'histoire nous prouve le contraire. Et faut-il rappeler qu'un Etat n'est pas un ménage? Il faut penser l'investissement public dans son double rôle d'offre et de demande.

C'est-à-dire?

Lorsqu'on investit, on crée de la demande et, en même temps, on augmente les capacités d'offre tout en restructurant les économies et en faisant des changements qualitatifs. L'endettement public n'empêche pas les réformes de structure qui sont nécessaires. Malgré les taux d'endettement relativement importants des Etats, il est encore possible de jouer sur le levier de la dette à condition que l'allocation des investissements publics se fasse sur des secteurs d'avenir. Et encore une fois, la transition énergétique est de ce point de vue formidable car elle ne se limite pas au simple financement des éoliennes. Certes, l'endettement public serait augmenté dans un premier temps. Mais il faut raisonner de manière dynamique et imaginer ce que pourrait générer une relance publique via des secteurs d'avenir. Retrouver une croissance c'est se donner la possibilité de se désendetter.

Les dettes publiques sont pourtant considérées comme de plus en plus insoutenables...

Ce qui fait l'insoutenable des dettes, c'est le manque de croissance et non pas un quelconque niveau de pourcentage de dette. Il faut penser la dette publique non pas avec un chiffre magique du genre "on peut pas dépasser 90% de la dette par ce qu'ensuite c'est l'apocalypse économique"... Ce qui nous faut maintenant, c'est un déclencheur. Et ce déclencheur, ce sont les Etats. liberation. fr 06.10

En gros, la dette des Etats ou la rente des banquiers continuerait de croître, jusque là tout va bien, et momentanément ils augmenteraient les salaires pendant qu'ils en profiteraient pour mener les réformes de structures qu'ils n'ont pas pu mener à bien jusqu'à présent, c'est presque inespéré, tandis que le chômage baisserait légèrement avec en prime des emplois précarisés sur la base de l'ANI, le patronat ne réclame pas mieux.

Et l'impôt sur les bénéficiaires des entreprises, on n'y touche pas. Et l'optimisation fiscale, on n'y touche pas.

Il ne resterait plus à la Fed de remonter ces taux pour que l'inflation grignote ou annule de fait les augmentations de salaires et le tour serait joué. Que resterait-il de ce mécano bancal ? Les réformes de structures adoptées en toute hâte avant que le soufflé ne retombe et des emplois jetables à la première occasion, sans oublier la dette publique qui aurait gonflé au point de justifier de nouvelles contre-réformes et ainsi de suite.

ACTUALITE EN TITRES

Social

C'est la direction d'Air France et le gouvernement qui en portent la responsabilité.

- Air France: poussée de violence après l'annonce de 2.900 postes menacés - AFP
- Soutien (presque) unanime à la direction d'Air France - Le Huffington Post
- La majorité des syndicats en appellent au gouvernement - 20minutes.fr

A notre bourreau ! Pas étonnant de la part de provocateurs professionnels et de vendus.

Autres infos.

- Grève des éboueurs à Paris: Retour à la normale de la collecte des ordures - 20minutes.fr
- La grève des médecins prend de l'ampleur - AFP

Le patronat complice de l'idéologie wahhabite.

- Islam : prier au travail, une revendication plus importante que le port du voile - Liberation.fr

Gageons qu'ils prient pour la prospérité de l'entreprise qui les emploie et que leur patron ait une bonne santé, afin qu'il puisse continuer de les exploiter et de s'enrichir sur leur dos...

Intox

- Économie : vers la fin de l'évasion fiscale des grands groupes ? - Francetv info

Maintenant qu'ils se sont enrichis considérablement, d'une part il ne faudrait pas que de nouvelles multinationales en profitent et les imitent, d'autre part ils ont acquis une telle puissance qu'ils sont en mesure de dicter leur loi au secteur d'activité qu'ils représentent.

- Transfert de données personnelles vers les USA : vous pouvez désormais porter plainte - Francetv info

Cela n'engage à rien ! Comment le savoir ? Contre qui porter plainte ?

- Réfugiés: l'UE cherche, difficilement, un "contrat de confiance" avec la Turquie - AFP

- Les Européens cherchent l'aide de la Turquie pour endiguer le flot de réfugiés - LeFigaro.fr

Si vous reliez le 11 septembre 2001, les invasions et/ou bombardements de l'Afghanistan, de l'Irak, de la Libye, de la Syrie sans oublier Gaza, la partition du Soudan, les "Printemps arabes", les provocations armées des takfiris en Syrie en 2011, divers attentats attribués à Al-Qaïda un peu partout dans le monde, Charlie et le 11 janvier 2015, la photo du gosse syrien retrouvé noyé sur une plage turque, l'exode massif de réfugiés syriens depuis un mois, chaque fois vous remonterez aux mêmes commanditaires et à ceux qui ont profité de ces événements, les mêmes.

- L'US Army admet avoir bombardé par erreur l'hôpital MSF à Kunduz - Reuters

- Le Pentagone "regrette profondément" la mort de 22 personnes dans un hôpital afghan de MSF - AFP

- Le bombardement de l'hôpital de Kunduz met en lumière l'hypocrisie des frappes étasuniennes - moonofalabama.org - legrandsoir.info - 04.10

Kaboul, le 3 octobre 2015 : A 2h10 heure locale, samedi 3 octobre, le centre de traumatologie de Médecins Sans Frontières (MSF) à Kunduz a été bombardé à plusieurs reprises de manière continue et a été très gravement endommagé.

Depuis que les combats ont éclaté lundi, MSF a soigné 394 blessés. Lorsque l'attaque aérienne a eu lieu ce matin, il y avait 105 patients et leur personnel soignant ainsi que plus de 80 membres du personnel international et national de MSF présents sur les lieux.

MSF cachait des « terroristes » : voilà ce que prétendent les officiels. Les gens de l'hôpital étaient « des individus qui menaçaient la force (la coalition, ndt) », affirme l'armée américaine.

Une vidéo prise après les événements montre que la clinique de MSF est un seul, grand bâtiment avec une grande cour entourée par un mur. Elle n'a pas été bombardée accidentellement, par une « bombe non guidée », elle a été frappée exprès par de nombreuses bombes « intelligentes ».

MSF International @MSF

Toutes les camps du conflit, y compris Kaboul et Washington, avaient été informés et ils connaissaient les coordonnées GPS précis de nos installations dans #Kunduz

MSF International @MSF

L'emplacement précis de notre hôpital #Kunduz communiqué à tous les camps à plusieurs reprises au cours des mois passés, y compris le 29/9

MSF International @MSF

Les bombardements se sont poursuivis pendant 30 minutes après que les responsables militaires américains et afghans à Kaboul et Washington aient été informés de la proximité de l'hôpital.

Le nombre total de morts augmente d'heure en heure et certains affirment qu'il s'élèvera à plus de 50 personnes.

Pendant ce temps, les États-Unis et les Saoudiens se disputent pour savoir lequel d'entre eux est responsable d'avoir ciblé un mariage au Yémen dans une attaque aérienne qui a fait plus de 130 morts. moonofalabama.org

[La tribune enivrante des médias aux ordres.](#)

- Mélenchon défend le vin comme "produit de civilisation" aux sources de la lutte sociale - AFP

A défaut de combattre le régime il s'approprie tous les symboles de la lutte passée du prolétariat qui lui serviront de caution pour continuer sa sale besogne.

[Guerre idéologique.](#)

Le mal est partout, le mâle doit disparaître ou retour à l'époque antérieure au paléolithique.

- Maman cuisine, papa bricole : du sexisme dans les manuels de CP - LeFigaro.fr

A quoi s'en prennent-ils, sinon à la division du travail qui a été établie voilà des lustres entre les hommes et les femmes, et qui fut une source de progrès social pour l'humanité. Sauf que de nos jours il n'est plus question que de régression sociale généralisée, aussi ont-ils décrété que tous les rapports établis entre les sexes devaient être chamboulés de manière autoritaire.

J'écris cela en me marrant car personnellement je ne suis pas vraiment concerné. C'est ma compagne qui travaille et c'est moi qui reste à la maison, mieux, c'est moi qui me tape les tâches ménagères dont la cuisine... au risque de me féminiser, non là je déconne, je laisse cela à l'extrême gauche décomposée et impuissante.

En Inde, c'est interdit tout court, y compris de se tenir par la main dans la rue.

- En Indonésie, s'embrasser après 21 heures est désormais interdit par la loi - LeFigaro.fr

Ah ces peuples arriérées, décidément ils sont la lie de l'humanité ! Ce sont eux qui sont responsables de l'état détestable du monde, et qui plus est ce sont des musulmans, quel horreur !

La loi en Inde, c'est qu'un homme n'a pas le droit de toucher une femme en public, même entre époux. Des jeunes passent outre discrètement au risque parfois de se faire lyncher.

Dossier sur la Syrie et l'Irak

- Syrie: Washington avoue qu'il n'y a que des terroristes dans la zone d'action russe - sputniknews.com

Selon l'État-major américain, « il n'y a personne, sauf les terroristes » dans la zone d'action de l'aviation russe en Syrie, a annoncé le chef adjoint de l'Etat-major général des forces armées russes Andreï Kartapolov.

Le militaire a également ajouté que l'attaché militaire américain en Irak avait été l'un des premiers informés du début de frappes aériennes russes. Moscou a demandé de retirer du territoire des opérations militaires en Syrie tous les instructeurs, les conseillers et les employés payés par l'argent du contribuable américain, et d'arrêter les vols américains.

Les frappes aériennes russes ciblent les sites militaires, les centres de communication, les transports, ainsi que les stocks d'armes, de munitions et de combustibles appartenant à l'EI. Les cibles sont déterminées sur la base des données fournies par les services de renseignement russes et syriens, notamment par la reconnaissance aérienne. sputniknews.com - arretsurinfo.ch 03.10

- Les divergences internes frappent les daechistes - sahartv.ir

Les sources bien informées font part des divergences internes au sein du groupe terroriste Daech.

La poursuite des opérations militaires de l'armée irakienne épaulée par les forces populaires, l'entrée sur la scène de la Russie et les échecs successifs du groupe terroriste ont poussé finalement les dirigeants daechistes à limoger Abubakr al-Bagdadi et donner ses pouvoirs à un conseil consultatif. Al-Bagdadi a réagi à cette démarche et il a ordonné l'exécution de certains chefs terroristes. Résultat : une divergence parmi les daechistes.

Les éléments terroristes devront désormais s'affronter les uns aux autres que ce soit en Syrie ou en Irak. La possession des gisements de pétrole et les trésors nationaux de la Syrie et de l'Irak constituent une autre raison des conflits internes dans les rangs des daechistes. sahartv.ir 05.10

- La Russie respecte les frontières de la Turquie - sahartv.ir

« La Russie a contacté la Turquie via les canaux diplomatiques et lui a promis de respecter ses frontières », a déclaré le Premier ministre turc. « Moscou nous a annoncé que la violation de l'espace aérien turc par un chasseur russe n'était qu'une erreur qui ne se produira plus », a déclaré Ahmed Davutoglu, Premier ministre turc. « Nous avons contacté la Russie via les canaux diplomatiques et Moscou nous a promis de respecter nos frontières. Cet incident relève d'un malentendu et il n'aura plus lieu », a précisé Davutoglu. sahartv.ir 05.10

- L'Otan et les Etats-Unis condamnent l'incursion russe en Turquie - Reuters

- La Russie part en campagne pour écraser les Forces d'Al-Qaïda de la CIA - moonofalabama.org
- arretsurinfo.ch

Avec quelques 125 frappes en trois jours, la campagne de bombardements russe poursuit sa progression. Les médias américains sont maintenant obsédés par l'idée que la Russie utilise peut-être des bombes « muettes » au lieu des « bombes barils » syriennes. C'est leur nouveau thème de propagande. Mais les vidéos de la base aérienne russe montrent qu'au moins une partie des avions sont armés de bombes KAB-500S-E guidées par satellite (GLONAST) qui sont des bombes « intelligentes » très précises. (D'autres photos et vidéos de la base aérienne russe montrent que la base est très confortable avec ses quartiers climatisés, sa tente mess, ses Gulaschkanonen (cuisines roulantes, ndt), sa boulangerie, sa blanchisserie etc. Cette base n'est pas une installation temporaire improvisée.)

De plus, en quoi est-il plus humain de tuer les gens avec une bombe précise qu'avec une « bombe stupide » ou une « bombe baril » ? Gaza a été bombardée par les Israéliens avec des bombes intelligentes (made in USA). Cela n'a pas conduit à moins de destructions ou de tueries. La bombe saoudienne (made in USA) qui vient d'être larguée sur un mariage au Yémen en assassinant 130 personnes, était aussi une bombe « intelligente » et elle est tombée exactement là où on voulait qu'elle tombe.

La plupart du temps, les Russes ont bombardé, comme je l'ai décrit plus tôt, le couloir qui mène à la frontière turque et qui est aux mains d'al-Qaïda, d'Ahrar Al Shams et des mercenaires de la CIA. Ils ont également bombardé Raqqa, la capitale syrienne de l'État islamique, et tué une douzaine de combattants. En réponse, l'État islamique a annulé la prière du vendredi à Raqqa, craignant apparemment que toute l'assemblée des combattants ne soit bombardée.

Amusant. Les États-Unis ont affirmé pendant toute l'année dernière qu'ils bombarderaient sérieusement l'État islamique. Mais les prières du vendredi n'avaient jamais été annulées auparavant. Peut-on en conclure que l'État islamique ne croyait pas ce que disaient les États-Unis, mais craint maintenant que les Russes ne fassent réellement ce qu'ils disent ?

L'armée de l'air syrienne s'était abstenue de larguer des bombes près de la frontière turque, craignant, à juste titre, que la Turquie n'abatte un avion syrien. Mais la Russie peut maintenant le faire. Le bombardement au sol est maintenant réalisé par des avions d'attaque au sol construits pour ça, les Su-24, Su-25 et Su-34 et qui sont couverts par des avions de chasse Su-30M armés de missiles R-27 air-air de moyenne à longue portée, extrêmement véloces qui volent au-dessus d'eux. Ils abattraient tout avion turc qui tenterait d'attaquer les bombardiers russes. C'est juste pour être sûr qu'il ne vienne pas une idée idiote à M. Erdogan.

La campagne aérienne est également bien coordonnée avec les forces gouvernementales syriennes sur le terrain. Voilà un extrait d'un article payant du Wall Street Journal :

[D]es milliers de rebelles se sont regroupés dans plusieurs enclaves au nord de Homs, dans des villes comme al-Rastan et Talbiseh. Des avions de guerre russes ont frappé des cibles civiles et militaires dans ces deux villes et dans cinq villages environnants, a déclaré Rashid al-Hourani, un officier de l'armée syrienne de la région qui a fait défection aux rebelles en 2012.

Il a déclaré que les frappes aériennes avaient été suivies d'un barrage de tirs d'artillerie à partir de plusieurs positions proches où des milices chiites et alaouites pro-régime ainsi qu'un groupe soutenu par l'Iran connu sous le nom de Brigade Ridha, s'étaient massées au cours des derniers jours.

L'armée syrienne va bientôt attaquer en coordination avec l'armée de l'air russe et va essayer de reprendre le nord du territoire, le long de l'autoroute M4 et M5. Cela permettrait de lancer une attaque plus large jusqu'à la frontière turque. Des renforts de troupes au sol en provenance d'Iran, d'Irak et du Hezbollah sont en chemin ou déjà arrivés. Nous assistons à la préparation d'une bataille plus importante.

Le Guardian lance la rumeur que les États du Golfe vont contrecarrer le mouvement russe en fournissant davantage d'armes:

Le mouvement de la Russie risque clairement d'être contrecarré par les pays qui soutiennent les rebelles. Selon un analyste indépendant, cette tentative aurait peut-être déjà commencé, avec les Qataris qui envoient — avec l'accord de l'Arabie saoudite — des avions remplis d'armes à des bases aériennes turques. « Je m'attends à un énorme afflux d'armes dans le nord pour tenter d'enrayer toute attaque terrestre du régime », a déclaré l'analyste.

« Les enjeux sont très élevés. »

Et les avions russes volent très haut. La plupart volent habituellement au-dessus de 5000 mètres et aucun missile de défense aérienne portatif (MANPAD) ne peut les atteindre. Les gens qui sont bombardés ne voient, ni n'entendent même pas les avions qui arrivent. Cela va changer avec les attaques de l'armée syrienne, et un soutien au sol plus direct sera nécessaire, mais les avions qui seront alors utilisés sont des Su-25 et Su-34 construits à cet effet et qui ont des cockpits blindés.

La base aérienne russe est protégée par une défense aérienne moderne installée au sol et sur les navires russes qui se trouvent dans la mer toute proche. Elle est protégée sur le terrain par environ 1250 marines russes. Elle contiendrait des munitions et autres fournitures pour au moins trois mois. Personne ne risque de prendre cette base et la campagne de la Russie à la légère. Pour s'y attaquer, il faudrait des forces très importantes et cela entraînerait presque inévitablement une guerre plus large avec la Russie qui est une superpuissance nucléaire. La Syrie est la sœur de la Russie (vidéo) et elle sera défendue.

L'administration Obama a donc décidé qu'elle n'interfererait pas avec les attaques russes contre les mercenaires de la CIA et leurs frères d'armes d'al-Qaïda. On trouve bien quelques déclarations inquiètes et provocatrices mais c'est juste des rodomontades.

Mais les candidates pour les prochaines élections présidentielles ne sont pas aussi avisées. Toutes les deux, Hillary Clinton et Carly Fiorina, ont appelé à la création pas les Etats-Unis d'une zone d'exclusion aérienne au-dessus de la Syrie du Nord ce qui engendrerait évidemment une guerre avec la Russie et de ses alliés. Ces deux femmes veulent attaquer les forces russes pour défendre Al-Qaïda !

Note: Le pays qui doit décider qui vole ou non sur la Syrie est la Russie. Chers électeurs américains, s'il vous plaît ne laissez plus jamais ces maniaques s'approcher du pouvoir.

Les mercenaires de la CIA en Syrie – 10 000 hommes entraînés, armés et payés grâce à un programme secret – coopèrent directement avec al-Qaïda et les terroristes du genre d'Ahrar Al Shams. Le NYT le reconnaît enfin dans ces deux articles aujourd'hui. Le premier dit:

Les combattants avançant sur ce front [nord] ne venaient pas de l'Etat islamique, mais de l'armée de conquête, un groupe qui comprend une filiale d'Al-Qaïda connue sous le nom de Front Nusra et d'autres groupes islamistes, ainsi que plusieurs groupes plus laïques qui ont été secrètement armés et entraînés par les États-Unis.

Le second article est consacré à l'armée de conquête:

L'alliance se compose d'un certain nombre de factions souvent islamistes, dont le Front Nusra, la filiale syrienne d'Al-Qaïda; Ahrar al-Sham, un autre grand groupe; et les factions rebelles plus modérées qui ont reçu en secret des armes des services de renseignement des États-Unis et de leurs alliés.

Les groupes qui se battent ensemble dans l'armée de conquête partagent évidemment leurs armes, leurs munitions et d'autres fournitures. Ils ont aussi très probablement des idéologies similaires. La CIA, sous Obama, le général Petraeus et Brennan, arment sciemment Al-Qaïda en Syrie et depuis un bon moment. Le NYT avait souligné, l'année dernière, que les mercenaires de la CIA travaillaient avec les islamistes, mais cet article était lénifiant et présentait cette collaboration comme quelque chose de peu d'importance. Il est également tout à fait étonnant que, dans entre l'article de 2014 et le deux article d'aujourd'hui, aucun article du NYT sur la Syrie n'ait mentionné cette collaboration. Le NYT s'est au contraire concentré sur la clownerie du Pentagone des « cinq rebelles modérés » qui était une simple diversion.

Le Pentagone fait semblant de ne rien savoir des personnes touchées par les bombardements russes sur les positions d'Al-Qaïda:

Q: McCain dit qu'ils ont frappé les rebelles soutenus par la CIA. Vous, les gars, vous avez sans doute les mêmes infos. Savez-vous si c'est vrai ou pas ? Où tout cela en est-il?

COL. WARREN: Eh bien – encore une fois, Tom, je dirais que nous ne pensons pas qu'ils appartenaient à ISIL. Vous savez, qui soutient qui, vous savez, c'est... — Je ne vais pas entrer là-dedans. Non, je ne vais pas parler de ça, surtout qu'il s'agit de... — vous savez, ce n'est même pas d'une agence du Département de la Défense dont il s'agit là..

Je prends cela comme une confirmation.

Les Israéliens reconnaissent maintenant aussi qu'ils travaillent avec al-Qaïda:

Nusra et quelques milices locales sont en charge de la plus grande partie de la frontière de 100 km avec Israël du côté syrien du plateau du Golan. Au cours des dernières années, Nusra a légèrement édulcoré son idéologie militante sous l'influence du Qatar et de l'Arabie saoudite qui lui apportent un appui financier.

Nusra est en contrôle de la plus grande partie de la frontière, mais a respecté jusqu'à présent l'accord tacite de ne pas retourner ses armes contre l'Etat juif.

Nusra contrôle la frontière parce qu'Israël l'a aidé en tirant sur l'armée syrienne chaque fois que Nusra en avait besoin. L'article du Jerusalem Post, que je viens de citer, est également intéressant par rapport au fameux plan d'Odette Yinon car il confirme que

le renseignement militaire israélien préside à la fragmentation des nations du Moyen-Orient en petites entités dirigées par des seigneurs de guerre :

Il y a quelques années, la communauté du renseignement a commencé à réévaluer la réalité chaotique qui émergeait au Moyen-Orient. Sur des plans élaborés par le Département de la recherche du MI, on peut voir que les états sont remplacés par des organisations...

C'est aussi ce qui est prévu pour la Syrie. Mais avec la coalition qui se forme maintenant pour reprendre les territoires syriens, ce plan pourrait bien échouer. moonofalabama.org

- Vers une zone d'exclusion aérienne "russe" en Syrie - sahartv.ir

La Russie crée une zone d'exclusion aérienne sur la Syrie) seulement, les chasseurs dotés d'un radar à balayage électronique sont capable de traverser la barrière des missiles russes

"Pour mener des frappes aériennes contre les localités en Syrie, la Turquie, la Grande-Bretagne et Israël n'ont d'autre choix que de coopérer avec la Russie sinon des risques de collision et de combats aériens augmentent sensiblement". " Sans donner aucun consigne, la Russie semble travailler à la création d'une zone d'exclusion aérienne au dessus d'une majeure partie du territoire syrien qui s'étendrait du nord d'Israël soit sur les hauteurs du Golan au sud de la Turquie où se trouvent la base des avions de combats américains , en passant par le Chypre qui abrite la grande base militaire britannique. De surcroit le porte-avion Moskova dotés de 64 missiles antiaériens sophistiqués S300 s'est accosté dans le port de Lattaquié. cet arsenal ne laisse aucun autre choix à la Turquie, à la Grande-Bretagne, à Israël et à la Jordanie que celui de mener des frappes aériennes en coordination avec la Russie ". " seuls les avions de combats dotés d'un radar à balayage électronique seraient aptes à perforer le bouclier anti missile S300". "La force aérienne israélienne, celle de la Grande-Bretagne, de la Jordanie ou encore de la Turquie ne possèdent pas ces avions. De plus les missiles S300 ont une portée de 150 Km et sont capable d'abattre des missiles de croisière et des avions", ajoute le site qui revient sur les entretiens de Poutine avec Netanyahu à ce sujet : "Lors d'un entretien avec le Premier ministre israélien à Moscou, le président Poutine avait promis de ne pas autoriser l'accès des missiles S 300 à l'armée syrienne mais Poutine n'a pas promis à Netanyahu de ne pas déployer ces missiles sur les navires de guerre russes qui naviguent en ce moment en Méditerranée et au large de la Syrie et d'Israël". et Debka de conclure : "les frappes aériennes de la Russie ne se limiteront pas à une seule région et elles s'étendront à d'autres régions. il est évident que les missiles S300 ont multiplié les options stratégiques des forces russes non seulement dans le combat contre Daech mais aussi dans la guerre contre les adversaires de la Russie". sahartv.ir 06.10

- Moscou pourrait attaquer Daech en Irak.... - sahartv.ir

La présidente de la Chambre haute de Russie a déclaré mardi, que l'armée russe pourrait étendre ses frappes aériennes vers l'Irak, si Bagdad le voulait.

Valentina Matvienko, présidente de la Chambre haute de Russie a déclaré mardi, que Moscou était prête à attaquer les positions des terroristes de Daech en Irak. « La Russie pourrait examiner une action militaire en Irak si Bagdad la demandait, ors Moscou n'a encore reçu aucune demande officielle », a expliqué Mme Valentina Matvienko. sahartv.ir 06.10

- Daech, instrument des riches du Wall Street pour déstabiliser le Moyen-Orient - sahartv.ir

Daech et ses protecteurs parmi les régimes alliés des Etats-Unis sont l'instrument des riches du Wall Street pour déstabiliser le Moyen-Orient.

C'est une analyse de l'expert politique américain, Caleb Maupin selon lequel, les groupes terroristes semblent ne pas avoir des points communs, si on les étudie sur fond des évolutions historiques dans le monde ; ils se ressemblent toutefois, poursuit Maupin, lorsqu'on tient compte de leurs visions et programmes, dans les conditions actuelles, notamment dans le domaine des relations économiques. Selon Maupin, tous ces éléments sont, apparemment, contre l'ordre économique des riches du Wall Street et les établissements bancaires de l'Europe de l'ouest. Ils prétendent vouloir une économie qui fonctionne pour tout le monde et un commerce international selon les principes humains alors qu'ils foulent aux pieds tous ces principes et violent le droit à vie des populations. Et cela sans oublier qu'ils sont tous financés et stipendiés par les mêmes riches auxquels ils se disent opposés.

Pour l'analyste Caleb Maupin la lutte actuelle contre Daech en Syrie est en effet une guerre entre deux différentes visions économiques et deux divers ordres éthiques. « Personne ne peut nier l'implication des Etats-Unis dans la formation de Daech. Les Etats-Unis ont commencé par bombarder l'Irak pour y semer le chaos, allant peu à peu vers la déstabilisation de la Syrie. N'oublions pas les milliards de dollars que les Etats-Unis ont dépensés, avec tous leurs alliés arabes et européens, dans le cadre du projet de changement de régime politique en Syrie. L'analyste américain poursuit ainsi : « Ils font tout, au nom des droits de l'Homme, présentant Bachar Assad comme un ennemi et un diable alors qu'ils apportent des aides financières aux organisations extrémistes et violentes. Il existe, indubitablement, un grand nombre de terroristes d'origine tchétchène parmi les terroristes actifs en Syrie, ce qui prouve les aides financières américaines, apportées tout au long de ces dernières décennies,

aux sunnites extrémistes au Caucase du nord ainsi qu'aux parties méridionales de l'ex-Union soviétique. Ainsi Maupin conclut que la plupart des activités des réseaux sociaux en soutien à Daech, sont alimentées par l'Arabie, la Turquie et la Jordanie, c'est-à-dire les alliés des Etats-Unis. sahartv.ir 06.10

- Ce que Moscou a torpillé en Syrie? - sahartv.ir

Selon "The Financial Times", Moscou a torpillé les plans américains d'établir une zone d'exclusion aérienne, en Syrie, après avoir lancé, mercredi dernier, une opération militaire contre les positions du groupe takfiriste-wahhabite l'EI ou Daech.

Les représentants de la coalition, dirigée par Washington, sont presque parvenus, la semaine dernière, à conclure un accord, sur la mise en place d'une zone d'exclusion aérienne, en Syrie. Les alliés visaient, ainsi, à faire cesser les bombardements, par l'armée du Président Bachar el-Assad, de la "zone résidentielle civile", affirme un interlocuteur du journal. Selon la source, ces plans de la coalition, visant à empêcher Bachar al-Assad de recourir à l'aviation, ont forcé la Russie à s'engager, dans la crise syrienne, et à entamer des frappes aériennes contre les positions de l'EI; en Syrie. Néanmoins, l'Armée de l'air russe a entrepris une opération militaire contre l'EI, en Syrie, à la demande du président syrien, en total accord avec les principes du droit international.

En outre, le Président russe, Vladimir Poutine, avait indiqué, à plusieurs reprises, que le groupe terroriste Etat islamique ne pourrait pas être chassé de Syrie, sans le concours des forces armées du pays. Moscou a, également, démenti les allégations des fonctionnaires américains l'accusant d'avoir attaqué, non l'EI, mais des insurgés syriens, soutenus par Washington. "Un cas bien connu: la première information sur les frappes aériennes contre de présumées fausses cibles est apparue, avant même le décollage des avions. Dans ce cas-là, tout est transparent. Et le ministère (russe, ndlr) de la Défense donne une information exhaustive", a remarqué le Porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov.

En outre, M.Peskov a exprimé ses doutes, sur l'existence d'une "opposition modérée", en Syrie. "Pourtant, jusqu'à ce jour, on aurait du mal à trouver quelqu'un qui puisse expliquer ce que signifie opposition modérée. Et Vladimir Poutine s'est, d'ailleurs, beaucoup intéressé à cela, et a demandé en quoi une opposition "modérée" pouvait se distinguer d'une opposition non-modérée", a remarqué M.Peskov. sahartv.ir 06.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie - Etats-Unis

- Poutine met à nu Washington - reseauinternational.net

Mercredi dernier (28 septembre 2015), le monde a vu la différence entre la Russie et Washington. L'approche de Poutine est basée sur la vérité ; celle d'Obama est basée sur de vaines fanfaronnades et des mensonges, et Obama est à court de mensonges. En disant la vérité en ces temps d'imposture universelle, Poutine a commis un acte révolutionnaire. Se référant au massacre, à la destruction et au chaos que Washington a générés au Moyen-Orient, en Afrique du Nord et en Ukraine, et au déchaînement de forces djihadistes extrêmes, M. Poutine a demandé à Washington : « Réalisez-vous ce que vous avez fait ? »

La question de Poutine me rappelle celle que Joseph Welch posa jadis au sénateur « chasseur de sorcières » Joseph McCarthy : « N'avez-vous aucune décence ? » On raconte que la question de Welch signa le début du déclin de la carrière de McCarthy. Peut-être la question de Poutine aura-t-elle le même impact et mettra-t-elle fin au règne de « l'exceptionnalisme américain ». Si c'est le cas, Poutine a lancé une révolution qui va renverser la soumission du monde à Washington. Poutine souligne la légalité de l'intervention de la Russie en Syrie, laquelle fait suite à la requête du gouvernement syrien. Il oppose le respect de la Russie pour le droit international à l'intervention en Syrie de Washington et de la France, deux gouvernements qui violent la souveraineté de la Syrie par leur action militaire non sollicitée et illégale.

Le monde voit que ce sont Washington et ses vassaux qui « violent les normes internationales », et non la Russie. La suffisance moralisatrice qui cache les actions intéressées et unilatérales de Washington se révèle aux yeux de tous. Washington compte sur son arsenal de mensonges. L'appareil de désinformation médiatique de Washington n'en pouvait plus d'attendre. Tout comme le journaliste télé de la BBC annonçant la destruction prématurée de la tour 7 du World Trade Center alors que le bâtiment était nettement visible, debout, en arrière-plan, le service de mensonge de Washington a annoncé les premières victimes civiles des frappes aériennes russes « avant même que nos avions n'aient décollé », a noté le président Poutine dans ses commentaires sur la guerre de désinformation menée par Washington.

En conséquence de leur soumission à Washington, les États fantoches de l'Europe sont envahis par des réfugiés des guerres

menées par Washington (et de la France de Sarkozy et Hollande – Ndlr) que l'Europe a si stupidement permises. Tandis que les Européens commencent à payer le prix de leur vassalité à Washington, les positions des partis politiques européens en seront affectées. Nouveaux partis et coalitions au pouvoir sont susceptibles de suivre une ligne plus indépendante, afin de se protéger des conséquences des énormes erreurs découlant de l'arrogance et de l'orgueil de Washington.

L'effondrement de l'Empire se profile. reseauinternational.net - arretsurinfo.ch 03.10

Palestine occupée

- Proche-Orient : la crainte d'une troisième intifada - Francetv info

Abdel Rahman Abdallah, 13 ans, est la dernière victime de ce regain de violence au Proche-Orient. Il a été mortellement touché au torse au cours d'affrontements aujourd'hui, lundi 5 octobre, avec l'armée israélienne à Bethléem (Cisjordanie). Sa mort intervient moins de 24 heures après celle d'un autre jeune Palestinien âgé lui de 18 ans et tué dimanche à Tulkarem. Ses funérailles ont eu lieu ce lundi après-midi devant plusieurs centaines de personnes qui ont réclamé vengeance.

Ces décès ont provoqué de la colère dans toute la Cisjordanie où les affrontements se sont multipliés entre les soldats israéliens et les jeunes Palestiniens. Des troubles qui rappellent les intifadas meurtrières de 1987 et 2000.

A l'origine de ces débordements, des tensions depuis 10 jours sur l'esplanade des Mosquées, entre de jeunes Palestiniens et la police israélienne, accusée d'avoir profané ce lieu saint pour les musulmans. Afin d'éviter l'escalade, Israël a interdit l'accès de la vieille ville à l'immense majorité des quelque 300 000 Palestiniens de Jérusalem-Est.

[Haut de page ↗](#)

Le 8 octobre 2015

CAUSERIE

La situation, le prolétariat, les syndicats et les partis ouvriers sont à l'image de ce que nos dirigeants en ont fait pendant de longues décennies ou l'aboutissement de leur politique opportuniste.

Il y a un truc qui nous épate, disons d'emblée que nous ne le nions pas pour ne pas induire en erreur nos lecteurs, il y aurait une crise politique en Grèce, au Portugal, en Espagne, en France, en fait dans pratiquement tous les pays de l'UE, dans tous les partis politiques sans exception... même dans les TUC britanniques !

En fait, ce sont tous les partis institutionnels qui sont rejetés par de nombreuses couches de travailleurs, l'abstention bas des records. Mais alors pourquoi frappe-t-elle aussi les partis qui ne participent pas aux institutions ? En réalité, en y regardant de plus près on s'aperçoit qu'à différents niveaux ils y participent tous. Serait-ce pour cette raison qu'aucun parti dit ouvrier n'axerait son combat politique contre les institutions nationales de son pays ? En voilà une question intéressante, non ? Existerait-il une autre explication ? On a beau chercher on n'en trouve pas d'autres. Cela pourrait-il expliquer la division qui règne au sein de l'avant-garde ouvrière et son incapacité à rassembler ses militants ou sa dislocation ? Peut-être, on pourrait être porté à le penser, cet argument est cohérent.

Mais alors pourquoi cette situation dure-t-elle depuis des années, voire des décennies ? Sans doute parce que les militants n'en ont pas conscience. C'est fort possible, disons qu'ils n'ont jamais tiré les enseignements pratiques du rejet des institutions par les travailleurs, ils n'y ont pas été vraiment incités par leurs partis. C'est un fait, ils les orientent vers Bruxelles, le gouvernement, comme si la question était la nature du gouvernement qui saute aux yeux, même que Hollande, Valls et Macron se sont employés à le présenter comme un gouvernement patronal (pro-business) de manière à ce que le plus arriéré d'entre nous ne l'ignore pas, vers les syndicalistes, ceux qui détiennent des mandats que les dirigeants de leur confédération corrompent jusqu'à la moelle leur ont confiés à condition d'en faire un bon usage, donc sans remettre en cause les liens organiques qu'ils ont tissés avec les institutions ou la réaction. C'est délibéré ? Apparemment.

Mais pourtant, il y en a bien qui prétendent vouloir abolir les institutions de la Ve République, les combattre, etc. alors pourquoi ne se saisissent-ils pas de l'occasion en or qui se présente à eux sur la base du constat que la majorité des travailleurs les rejettent ou ne se reconnaissent pas dedans, manifestent leur méfiance vis-à-vis d'elles ou tendent à rompre avec elles, s'en éloignent, etc. ? Tous ces millions de travailleurs sont en principe disposés à entendre un discours qui serait axé contre les institutions, et parmi eux il doit bien y en avoir des dizaines de milliers qui seraient prêts à s'organiser sur cette base, à s'engager dans le combat politique ? C'est plausible à première vue.

Maintenant on vient de voir que tout était fait pour les décourager ou les détourner des institutions, ensuite il sera toujours facile de prétendre que cette orientation politique ne correspondrait pas à l'état d'esprit des travailleurs. Et les militants gobent cette explication qui ne correspond manifestement pas à la réalité. Il faut croire.

Ne serait-ce pas les mêmes militants qui prétendent qu'il ne faut pas se couper des masses ? Assurément, mais là encore on n'est pas sur la même longueur d'onde, apparemment on ne parle pas vraiment des mêmes couches du prolétariat, eux ils n'ont d'yeux que pour ceux qui participent au jeu institutionnel par le biais des syndicats et leurs journées d'action sans lendemain qu'ils ont adoptées à leur tour, alors que dans le passé ils les vouaient aux gémonies. Ce sont des représentants de l'aristocratie ouvrière ou des couches privilégiées ou supérieures du prolétariat, qui par leur condition ou leur statut ont encore quelque chose à perdre et qui finalement ne combattent que pour les préserver, tout en parlant au nom de l'ensemble des travailleurs qui servent de caution à leur orientation qui ne vise qu'à permettre à certaines couches de s'en tirer mieux que les autres ou de s'accommoder du capitalisme, celles sur lesquels s'appuie le régime pour assurer sa stabilité. Dès lors on comprend mieux pourquoi tourner leur combat contre les institutions ne les intéresse pas. C'est une explication.

A les entendre, comme les masses ne seraient pas prêtes pour les renverser, il serait inutile de les orienter ou de leur donner cet objectif. Il est vrai qu'en partant de ce principe et en tournant le dos à la réalité il est bon de le rappeler, c'est le meilleur moyen pour qu'elles n'y soient jamais prêtes. Est-ce voulu ? Tout porte à le croire.

Souvenez-vous, lors de la longue campagne qui a précédé le référendum du 29 mai 2005, lors de chaque modification apportée à la Constitution de la Ve République, lors de chaque élection marquée par un fort taux d'absentéisme, lors de l'adoption de lois nécessitant de vérifier qu'elles étaient conformes à la Constitution, lors de la signature de traités dans le cadre de l'UE, chaque fois au cours des décennies antérieures l'occasion leur a été donnée de relier ces questions à la Constitution et aux institutions antidémocratiques de la Ve République et de mener un combat politique sur cette ligne, et chaque fois sans exception ils se sont défilés, chaque fois ils ont trouvé le moyen de passer à côté.

Franchement vous avouerez que cela n'était pas fortuit ou un accident, une fois passerait encore, mais systématiquement, personne ne peut croire un seul instant que leur attitude n'a pas été délibérée pour épargner le régime, ce serait incensé de le croire.

Bien entendu à aucun moment nous n'avons estimé qu'une de ces étapes de la vie politique française aurait pu aboutir à une crise mortelle des institutions, encore moins qu'elles auraient pu conduire à leur renversement, nous ne nous laisseront pas entraîner sur ce terrain qui n'est pas le nôtre, car nous avons une autre conception de la lutte des classes.

Nous considérons que ce sont les masses exploitées qui seules décident de passer ou non à l'action, de se mobiliser ou non, de se soulever ou non, en fonction de leurs conditions, de leurs expériences et l'interprétation qu'elles en font ou le niveau de conscience qu'elles ont acquis, personne ne peut le décider à leur place et personne ne peut les remplacer, comme personne ne peut les convaincre de quoi que ce soit si elles n'y sont pas préparées et si elles ne le décident pas elles-mêmes. Autrement dit, nous ne faisons que suivre les masses en essayant de déterminer où elles en sont pour les aider à aller de l'avant, en leur proposant des tâches et des objectifs qui auront pour unique fonction de favoriser le mûrissement de leur niveau de conscience politique sur la voie qui mène à leur émancipation du capital. En aucun cas nous ne prétendons qu'elles seraient prêtes à accomplir ces tâches ou atteindre ces objectifs, auquel cas il ne resterait plus qu'à fixer la date et l'heure de la prise du pouvoir, or nous en sommes loin. Et on profite de ce processus ou de ces batailles pour les organiser, rassembler les éléments les plus combattifs, les plus avancées, construire patiemment pas à pas le parti qui servira à les guider...

En fonction de la nature de la période dans laquelle nous nous trouvons, révolutionnaire, pré-révolutionnaire, contre-révolutionnaire, le parti s'adresse à l'ensemble de la classe en s'appuyant sur les couches de la classe ouvrière les plus combattives afin qu'elles se donnent des objectifs politiques toujours plus audacieux, et en arrivent à entrevoir ou à la conclusion que sans la rupture puis le renversement du régime en place, jamais leur condition ne s'améliorera de façon significative et durable.

Le parti mène son combat politique uniquement pour aider les masses à réaliser cette condition et à se préparer à l'affrontement direct et final avec son ennemi de classe pour le vaincre. Ce sont les masses qui réalisent cette condition, qui doivent parvenir à la réaliser, tant qu'elles n'y sont pas prêtes ce ne sont pas les meilleurs discours ou les meilleures théories du monde qui les convaincront de passer à l'action, ce serait prêcher dans le désert. Tout dépend des masses, et si cela répugne à certains de se tourner vers elles, il vaut mieux cesser de militer pour le socialisme.

[Comment le POI ménage les appareils des syndicats et Hollande.](#)

Informations ouvrières n°371. Extraits.

Page 1 - Photo d'Air France avec drapeau FO en tête.

Page 2 - Yan Legoff : "*Les syndicats, à juste titre, regrettent ces incidents*", cela tombe bien le gouvernement et le patronat aussi, l'ensemble de la réaction, parce qu'ils n'en porteraient pas la responsabilité en participant au dialogue social avec

le gouvernement et le patronat, en organisant des journées d'action, etc. Passons.

Page 3 - *"Le 30 septembre, Manuel Valls a annoncé que, malgré l'opposition majoritaire des syndicats de la fonction publique (CGT, FO, Solidaires) à son projet d'accord, ce dernier s'appliquerait malgré tout."*

Normal, Valls sait à qui il a à faire et que ces syndicats n'appelleront pas les travailleurs à la mobilisation générale, que même s'ils y appelaient ils feraient tout pour que cette mobilisation échoue, qu'ils n'appelleront pas à une grève générale de 24h reconductible. Mais cela le POI ne le dira pas, il faut faire croire que les dirigeants de ces syndicats feraient ce qu'ils peuvent, qu'ils ne portent aucune responsabilité dans la situation actuelle, bref qu'ils sont très bien. Pourquoi ? Mais parce que le POI y est opposé et soutient le gouvernement, il joue un double jeu. En gros, quand cela ne passe pas par la voie institutionnelle à laquelle ils sont soumis, la lutte de classe doit s'arrêter.

"Le « dialogue social » selon ce gouvernement, c'est cela : contraindre les syndicats à relayer sa politique anti-ouvrière."
Pourquoi n'aurait-il pas été conçu à cette fin ? Le POI n'est pas opposé au dialogue social, il regrette qu'il ne serve pas les intérêts des travailleurs. Mieux encore, que signifie prétendre que les relations entre le gouvernement et ces dirigeants syndicaux vendus se résumerait à des rapports de contrainte exercés par le gouvernement sur les syndicats, sinon faire croire qu'ils n'en seraient pas les complices ? Le POI, c'est la machine à blanchir les appareils corrompus des syndicats et cela depuis 70 ans concernant son courant lambertiste.

Et que dire du dialogue social mis en place sous de Gaulle dénommé politique contractuelle qui a fini de pourrir les syndicats et le mouvement ouvrier et de fait le prolétariat, en les attachant au capitalisme et à ses institutions. Ils ont substitué à la lutte de classe du prolétariat avec ses syndicats sur leur terrain de classe indépendant de l'Etat, des rapports de maîtres à esclaves entre représentants des exploités et des exploités assis tranquillement autour d'une table pour définir quels droits sociaux étaient compatibles avec la survie du régime ou les besoins des capitalistes qu'ils ont pris en charge.

Voilà avec quoi ce sont accommodés les lambertistes en échange de postes de permanents dans l'appareils de FO notamment.

Il faut appeler les choses par leurs noms, la politique contractuelle et le dialogue social n'étaient ni plus ni moins que la mise en place de rapports basés sur le principe de l'association capital-travail ou l'antichambre du corporatisme.

Dans l'éditorial on pouvait lire : *"...il s'agit bien de « contourner » les organisations syndicales qui « empêchent de réformer »"*, parce que voyez-vous leurs dirigeants y seraient opposés.

Chaque fois ils procèdent à un amalgame entre les syndicats, leurs dirigeants et leurs adhérents ou militants, de manière à ce que le rôle et la responsabilité des uns et des autres ne soient pas clairement établies, alors que la mobilisation syndicale revient uniquement aux militants qui combattent au côté des travailleurs et en aucun cas à leurs dirigeants. C'est une manière comme une autre, sournoise de ménager les appareils des syndicats, ce qui ne peut que nuire à l'action que mènent les militants.

Page 5. - Entièrement consacrée à FO.

Page 6 - Consacrée au XIIIe Congrès de la CES. Aucune condamnation de la présence de François Hollande, Jean-Claude Juncker et Martin Schultz. Aucune condamnation de la participation des syndicats français à la CES, ils n'exigeront pas qu'ils rompent avec la CES.

La blanchisseuse des appareils à l'oeuvre.

"Le congrès de la CES, institution de l'Union européenne, peut voter à l'unanimité de vibrantes envolées sur le dialogue social européen, il n'empêche que de nombreuses centrales syndicales s'opposent, dans leur pays (comme la CGT et FO en France, à l'opposé de la CFDT ou la CGT du Portugal ou de nombreuses autres) à tout report de l'âge de départ à la retraite."

Et il en est de même concernant le développement de l'apprentissage. C'est toute la différence entre ce que peut voter un congrès de la CES... et sa traduction dans chaque pays."

Les dirigeants de la CGT et de FO présents votent *"de vibrantes envolées sur le dialogue social européen"*, mais sur le terrain ils s'y opposeraient, ben voyons, en réalité c'est la majorité des militants de ces syndicats qui s'y opposent, mais il faut faire croire là encore que ce serait ces braves dirigeants syndicaux.

Pire encore, le POI va prendre ouvertement la défense des appareils dans un article rédigé contre le Parti de l'émancipation du peuple (ex-M'PEP) accusé de jeter *"l'enfant avec l'eau sale de la baignoire. Pourquoi ? Parce que dans un tract intitulé : « Que cesse l'imposture et que vive un syndicalisme libéré de la tutelle européenne », le PEP a osé dénoncer "pêle-mêle, « la CGT, la CFDT, FO, la CFTC, l'Unsa, syndicats français membres de la CES, et la FSU »"*, quel crime d'avoir sous-entendu qu'en réalité ils se répartissaient les rôles pour finalement défendre les mêmes intérêts, pas ceux des travailleurs évidemment.

Le POI n'a pas supporté "l'accusation majeure suivante :

« On ne peut, à la fois, être européiste et syndicaliste, européiste et démocrate. Il faut choisir. La CES avait choisi depuis le début. »

Tout cela pour arriver à la conclusion suivante : « Le Parti de l'émancipation du peuple (ex- M'PEP) appelle les salariés à être exigeants avec leurs syndicats et invitent les syndicalistes sincères et intègres à réagir face à l'euro-péisme et au réformisme sociolibéral.

Notre parti appelle à protester contre l'euro-syndicalisme intégré à l'UE. »". Pourquoi pas ? Qu'est-ce qui gêne tant que cela le POI? Si on comprend bien, il ne serait pas permis à un parti ouvrier de dénoncer le soutien qu'apportent les dirigeants syndicaux à l'UE et de prétendre que cette position serait incompatible avec le mandat d'un syndicalisme ouvrier ou la nécessité de demeurer indépendant du capitalisme et ses institutions pour défendre les intérêts des travailleurs. Il vaut mieux laisser carte blanche à ces salopards qui contrôlent les syndicats, à ces fossoyeurs du syndicalisme. Vous vous demandiez peut-être quel était le contenu de l'appel du POI à défendre l'indépendance des organisations de la classe ouvrière, la réponse est assez claire et se résume à la défense des appareils auxquels le POI est lié organiquement depuis des lustres s'agissant de FO

Et comme ils sont particulièrement pourris, l'article se terminera en tournant en dérision la position adoptée par le PEP ou en tentant de le ridiculiser, méthode à laquelle recourent les faussaires : "Tant que la CGT et FO restent membres de la CES, il n'y aurait plus rien à faire ?", ce que le PEP n'a jamais dit, une pure falsification de ses positions. Bravo les lambertistes !

Passons directement à la page 16 car on est déjà pris d'indigestion, il ne reste plus qu'à vomir.

Michel Sérac reproduit la mystification qui a servi de propagande à Washington pour justifier la guerre contre la Syrie : "Lorsque, en 2011, les manifestations héroïques du peuple syrien pour la démocratie furent cruellement réprimées par Bachar...", rectifions à nouveau, au début manifestations autorisées par le régime qui se dérouleront dans le calme, suivies de manifestations au cours desquelles des takfiris abattront des policiers et des manifestants, assassinats auxquels le régime répliquera en usant de la force pour tenter de préserver la paix civile en Syrie, les faits se dérouleront exactement comme à Kiev en Ukraine (sauf que là ce sont des milices fascistes ou des agents de la CIA ou du Mossad qui serviront de snipers) ce que l'auteur de cet article n'est pas sans ignorer, provocations sanglantes qui seront le signal de départ du cycle de violences (qui dure jusqu'à ce jour) et qui se soldera les semaines suivantes par l'assassinat de plus d'une centaine de policiers et de militaires syriens, ce que Michel Sérac n'est pas censé ignorer non plus.

Le POI a adopté l'interprétation falsifiée des faits présentée par Sarkozy à l'époque et reprise ensuite par Hollande, qui lui sert maintenant de caution pour bombarder la Syrie. Je crois qu'il n'y a rien à ajouter.

Mais pour que les militants comprennent bien à qui ils ont à faire, des gens qui n'ont pas plus de scrupules que Hollande, on se devait de reproduire le dernier paragraphe de cet article.

"La classe ouvrière française et les peuples du Moyen-Orient sont attaqués par le même ennemi : le régime réactionnaire qui gouverne la France, au service du capital.", et dire qu'il y a des militants pour marcher dans cette combine, en fait ils trouvent dans ce parti ce qui les intéresse, même ce qui n'y figure pas et se foutent du reste. On n'a décidément pas la même conception du militantisme ou de la lutte des classes, ni les mêmes principes. Au fait, vous discutez de quoi dans votre parti ? Tenez, soumettez-leur cette causerie pour voir leur réaction.

ACTUALITÉ DU JOUR

[En famille. Il préfère les "géants" de Maastricht, plus conquérants, plus coloniaux, plus impérialistes.](#)

Un couple franco-allemand « modèle réduit » pour Jean-Luc Mélenchon - Public Sénat

Le député européen (groupe confédéral de la Gauche unitaire) Jean-Luc Mélenchon n'a pas caché sa déception à la suite des discours d'Angela Merkel et de François Hollande cet après-midi au Parlement européen.

Le député européen (groupe confédéral de la Gauche unitaire) Jean-Luc Mélenchon n'a pas caché sa déception à la suite des discours d'Angela Merkel et de François Hollande cet après-midi au Parlement européen.

Il y a 26 ans, le mur de Berlin venait de tomber, le chancelier allemand Elmut Kohl et le président François Mitterrand prononçaient conjointement un discours devant les parlementaires européens sur l'avenir de l'Union. « Deux géants » pour Jean-

Luc Mélenchon comparés aux « deux modèles réduits » d'aujourd'hui qui : « ont débité cette eau tiède de deux technocrates récitant ce qu'on savait déjà. Ils ne nous ont absolument rien appris. Or, ce qu'on attendait d'eux, c'était un électrochoc, une proposition qui permette de faire redémarrer le projet européen », a-t-il déploré.

Jean-Luc Mélenchon a aussi comparé l'Union européenne à l'URSS, « une structure incapable d'aller de l'avant, glacée, auto bloquée ». Public Sénat 07.10

Quel réactionnaire, c'est vrai qu'il ne le cache plus !

On ne peut que le féliciter d'afficher ses réelles intentions qui consistent à "faire redémarrer le projet européen", au moment même où ils sont en train de finaliser leur projet de traité transatlantique qui sellera le destin des peuples de l'UE en les livrant à la voracité insatiable des multinationales anglo-saxonnes, au moment même où l'UE renouvelle son soutien à l'émir d'Istanbul qui sert de base arrière aux barbares de l'Emirat islamique qui déferlent sur la Syrie et l'Irak.

Comment peut-on revendiquer "faire redémarrer le projet européen", qui depuis sa création a été exclusivement conçu (par l'oligarchie financière américaine) contre les intérêts des travailleurs des pays de l'UE, sinon qu'on partage les intérêts de ceux qui sont destinés à en tirer profit, ce qui fait de Mélenchon un de leurs agents, ouvertement.

En encensant Kohl et Mitterrand qui ont joué un rôle crucial dans l'adoption de l'euro et la mise en place de BCE, ce charlatan confirme qu'il n'avait pas commis une erreur en votant oui lors du référendum sur le traité de Maastricht en 1992, qu'il n'a jamais rompu avec l'idéologie qu'il avait adoptée lorsqu'il était au PS, idéologie au profit de laquelle il allait continuer de consacrer son engagement politique en fondant le PG.

D'étranger à la classe ouvrière, il a décidé de servir ses ennemis et il tient à le faire savoir, dont acte, nous en concluons que c'est le personnage qu'il a décidé d'endosser, nous le traiterons donc ainsi dorénavant, en ennemi des travailleurs, on ne peut pas faire moins, à moins de vouloir concilier l'inconciliable, ce qu'on laissera à la ribambelle d'opportunistes qui essaient au sein du mouvement ouvrier.

Il sera difficile à nos détracteurs de nous accuser de déviation gauchiste, dans la mesure où c'est Mélenchon lui-même qui insiste à se présenter ainsi devant les travailleurs, il en porte donc la responsabilité. Mieux, nous poussons le scrupule jusqu'à respecter à la lettre son engagement politique que nous n'avons aucune raison de dénaturer, d'ailleurs si vous avez bien observé, nous nous en sommes tenu aux faits qui sont tellement clairs que nous n'avons même pas eu besoin de les interpréter, nous n'avons fait que les situer dans leur contexte, en rappelant au passage que sa soumission au régime et à l'UE ne datait pas d'hier mais qu'elle avait bien été une constante chez lui pendant près de 40 ans, on devrait au contraire nous féliciter pour s'en tenir fidèlement aux faits.

Soyez démocrates, soyez tolérant, accordez le droit à Mélenchon d'adopter des représentants de la réaction, de la même manière que vous nous accorderez celui d'adopter les marxistes, chacun est libre de choisir son camp.

Cela signifie-t-il qu'il faudrait refuser d'envisager toute alliance de circonstance avec le PG ou le FdG ?

Tout dépendrait du contexte ou de la situation, ce qui pourrait le justifier sans que cela présente une contradiction avec ce qui a été dit précédemment, tout dépendrait de la manière dont la majorité des travailleurs percevraient ce parti et cette coalition de formations politiques, ainsi que ce qu'ils seraient en droit d'en attendre. Si la réponse était négative à ces deux questions, nous rejeterions une telle perspective, dans le cas contraire nous n'y serions pas opposés, à condition que cette initiative ne contribue pas à faire naître des illusions dans la tête des travailleurs dans ce parti ou cette coalition et qu'elle serve à construire le parti.

On nous demandera comment peut-on concevoir de s'allier temporairement sur une question précise et bien délimitée avec des dirigeants et des partis qu'on a caractérisés d'ennemis de la classe ouvrière. On répondra qu'il faut distinguer dans les rangs de nos ennemis, ceux qui peuvent ponctuellement servir des intérêts contraires à ceux de la classe qu'ils représentent, sous réserve répétons-le que la majorité des travailleurs ou de larges couches de la classe ouvrière y soient favorables.

Cela pourrait-il impliquer des dirigeants ou des partis classés officiellement à droite ? Tout dépendrait des circonstances, en période de réaction sur toute la ligne, si cela constituait un acte de résistance qui favoriserait la prise de conscience de la situation de la part des travailleurs ou de ce qui est en train de se jouer dans leur dos, nous n'y serions pas défavorables, à condition dans tous les cas de figure de conserver notre entière liberté d'expression et d'action pour transmettre aux travailleurs les enseignements qu'on pourrait en tirer pour les aider à poursuivre leur combat politique.

On nous objectera que des militants pourraient refuser de l'accepter. Assurément, tout dépendrait de la manière dont on leur présenterait une telle initiative et ce qu'ils seraient en droit d'en attendre, sachant qu'il y en aura toujours pour refuser de considérer nos arguments dès lors qu'ils ne partagent pas nos objectifs politiques. Notre position est avant tout déterminée par l'attitude des masses et leur état d'esprit pour les aider à y voir plus clair et à progresser, et non par celle ou celui des militants

qui sont en principe au service des travailleurs faut-il le rappeler, et non l'inverse, tout dépend là encore de la conception de la lutte des classes qu'on a adoptée.

Ajoutons qu'il ne faut pas non plus confondre les rapports entre les classes qu'on a adoptés, disons par principe ou conformément à leur nature contradictoire, et la vision qu'en ont les masses et qui est appelée à évoluer au cours de la lutte des classes. Notre objectif immédiat n'est pas de se saisir d'une telle initiative pour renverser les rapports existant entre les classes, mais pour concourir à les modifier en faveur des travailleurs si cela était possible et si ce la ne l'était pas, comme c'est le cas très souvent, elle contribuerait à les aider à mieux comprendre comment fonctionne la société, objectif modeste dont on se satisfera à défaut de mieux en période de contre-révolution. Vous comprendrez peut-être un peu mieux pourquoi nous répétons qu'il ne faut pas se prendre pour ce qu'on n'est pas et attendre des miracles de telle ou telle action.

Tout dépendrait en dernière analyse de l'orientation politique que nous aurions adoptée ou dans laquelle s'increrait un tel processus, en ce qui nous concerne elle est résolument tournée contre les institutions de la Ve République dans la perspective de les renverser ou la prise du pouvoir par les travailleurs.

On peut s'associer à des initiatives avancées par des partis ou des personnalités de droite ou de la pseudo-gauche, dès lors qu'en intervenant dans la lutte des classes on s'emploie à diffuser quotidiennement les idées du socialisme pour qu'elles pénètrent dans le cerveau des travailleurs ou qu'ils se les approprient, on a du mal à concevoir pourquoi elles pourraient être une source de confusion dans la tête des militants, à moins bien sûr que leurs convictions soient mal assurées ou qu'ils jouent un double jeu à la manière d'un Mélenchon.

Ici comme ailleurs la situation est parfaitement claire pour ceux qui acceptent de la regarder en face et qui ne sont pas tentés d'y retrancher ce qui les incommode ou ce qu'ils ne comprennent pas. C'est une question d'honnêteté. Quand on a adopté une cause et qu'on s'en tient aux objectifs politiques qu'on s'est fixé, qu'aurait-on à craindre sinon d'être trahi par soi-même, dans ce cas-là il est inutile d'en chercher les causes ailleurs ou à l'extérieur.

Les marxistes préconisaient de participer au parlementarisme bourgeois qui devait être une tribune pour à la fois combattre le régime et diffuser le socialisme.

Or il s'est trouvé que chaque fois que des dirigeants des partis ouvriers y étaient élus, à de rares exceptions près qui confirment la règle, ils en profitèrent pour rompre avec le socialisme et se ranger au côté de ses ennemis, et cela depuis la fin du XIXe siècle. Quel profit en tira la classe ouvrière et le mouvement ouvrier ? Aucun près d'un siècle et demi plus tard, en dehors de les avoir enchaînés plus solidement encore au capitalisme et à ses institutions, au détriment de leur émancipation et du socialisme qui fut ainsi dévoyé au point de devenir méconnaissable. Pourquoi en sont-ils arrivés là ? On pourrait répondre, parce qu'ils n'étaient pas réellement socialistes, assurément, mais aussi parce que la nature humaine est faible ou comporte bien des lacunes qui se manifestent de préférence au pire moment en favorisant des intérêts individuels compatibles avec le régime, au détriment de ceux de la collectivité qu'on était censé représenter et qu'on a abandonnée à son triste sort, disons par confort personnel, parce que c'était la voie de la moindre résistance à défaut d'avoir la volonté d'affronter en face le régime.

L'expérience du parlementarisme bourgeois par les partis ouvriers s'est révélée être une véritable catastrophe pour le mouvement ouvrier et le socialisme, à l'exception peut-être du parti bolchevik et de la Russie, je souligne peut-être parce que je ne me suis jamais penché sur cette question, tout ce que je sais c'est que cela n'a semble-t-il pas altéré la détermination de ses principaux dirigeants, mais peut-être que je m'avance trop.

Loin d'opposer entre eux les facteurs politiques et psychologiques qui concernent chacun d'entre nous, nous devons les prendre en compte sans chercher à nier les uns ou les autres, en essayant de comprendre comment ils fonctionnent et comment ils sont imbriqués de sorte qu'ils sont inséparables. Les hommes sont facilement corruptibles, ils sont capables du meilleur comme du pire, il faut donc en tenir compte avant de définir une tactique ou une stratégie, dans le cas contraire on s'exposera à bien des déboires ou des désillusions, dangereuses, cruelles, parfois fatales.

La vie est faite d'un ensemble de contradictions qu'il faut prendre en considération sous peine de nous leurrer nous-même. Généralement, ce ne sont pas ces contradictions qui posent problème en soi ou qui nous jouent de mauvais tours, mais plutôt notre incapacité à les discerner et à les traiter correctement, à déterminer dans quelle direction elles s'orientent ou pourraient s'orienter, comment elles pourraient se résoudre en tenant compte qu'elles évoluent en permanence. Ne pas discerner les contradictions que renferme la situation revient à en occulter une partie, consciemment ou non, cela n'est pas sans importance puisque les conséquences qui en découleront ne seront pas identiques. Cela est valable pour chaque activité humaine, qui plus est en politique.

La dialectique a justement pour fonction de déterminer comment évolue chaque terme que comporte une contradiction au sein de rapports soumis à de perpétuels changements, de telle sorte qu'on est en présence d'un processus dynamique appelé à connaître de profondes transformations.

La vie est une contradiction, le mouvement est une contradiction, ils sont régis par un ensemble de contradictions qui constituent

leurs lois de fonctionnement qui déterminent leur devenir, sinon la vie serait impossible ou le mouvement n'existerait pas, l'univers n'existerait tout simplement pas.

Ce qu'on appelle le matérialisme dialectique ou le marxisme a consisté à découvrir ces lois, ce processus dialectique qui régit chaque chose, chaque être, chaque facteur ou rapport, la nature et l'univers. Au-delà, il s'en est servi pour découvrir quels étaient les facteurs qui au cours des millénaires avaient participé de manière décisive au développement de la civilisation humaine, de sorte qu'en suivant leur évolution il devenait possible de définir les différentes étapes qu'elle devrait encore franchir avant de parvenir à maturité ou sorte définitivement du règne de la barbarie, à moins qu'elle en soit incapable et qu'elle soit vouée à en périr, aucune de ces deux hypothèses n'étant à exclure, on retrouve là en concentrés les termes d'une contradiction et la manière dont elle peut se résoudre sous l'action des hommes, selon qu'ils seront en mesure d'en prendre conscience ou non, au final, c'est la combinaison de conditions objectives parvenues à maturité et de conditions subjectives vouées ou non à parvenir à maturité, qui déterminera si l'humanité ou l'espèce humaine ont encore un avenir ou non.

Le matérialisme dialectique est juste une méthode ou un instrument pour interpréter le monde dans lequel nous vivons, et dont l'usage ou pas que nous en ferons déterminera l'avenir de la civilisation humaine, rien de moins.

On s'aperçoit ici qu'il n'y a rien d'extraordinaire ou de mystérieux dans le marxisme. Et ce n'est pas un hasard s'il est apparu au moment où la civilisation humaine franchissait une étape décisive qui devait lui permettre de se libérer du règne de la nécessité qui l'a vu naître ou au contraire entraîner son auto-destruction.

Tourner le dos au marxisme ou au matérialisme dialectique, c'est participer à l'auto-destruction de la civilisation humaine, ni plus ni moins.

ACTUALITÉ DU JOUR

Quand les Etats terroristes bombardent des innocents

- Afghanistan: Obama présente ses excuses à MSF pour le bombardement d'un hôpital à Kunduz - AFP
- Yémen: au moins 13 morts dans le bombardement visant une fête de mariage - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Syrie: plus de 90% des frappes russes ne visent pas l'EI ou Al-Qaïda, selon Washington - AFP

Les Etats-Unis ont affirmé mercredi que la quasi totalité des frappes de la Russie en Syrie ne visaient pas les groupes Etat islamique ou ceux proches d'Al-Qaïda mais des organisations armées syriennes modérées qui combattent le régime de Damas.

"Plus de 90% de leurs frappes auxquelles nous avons assisté n'ont pas été contre l'EI ou des terroristes affiliés à Al-Qaïda. Elle ont été en grande partie contre des groupes d'opposition", a déclaré le porte-parole du département d'Etat John Kirby. AFP 07.10

On a particulièrement apprécié "des organisations armées syriennes modérées", à croire qu'aux Etats-Unis ou en France il serait possible aujourd'hui de constituer ce genre d'organisations à condition qu'elles soient "modérées" et qu'elles combattent pour la démocratie ! Non, en fait en Ukraine... Et dire qu'il y a des abrutis pour les croire ou des salopards pour reproduire leur discours.

Il y a quelques jours les Saoudiens ont bombardé un mariage au Yémen, 130 morts, hier ils ont remis cela toujours sur un mariage, 13 morts. Les Américains bombardent en Afghanistan un hôpital isolé de toute habitation, entre 50 et 80 morts selon les sources. L'Emirat islamique et Al-Nosra ont détruit toutes les infrastructures de la Syrie qui leur sont tombées sous la main. Questions : Qui terrorise qui ? Qui fait la guerre à ces peuples ? Vous pouvez poser vos questions à Michel Sérac, Hollande ou Obama, mais n'attendez pas de réponses, vous êtes censés les connaître...

Commentaire d'un internaute.

- "Ces modérés dont on nous rebat les oreilles, si j'en ai vu dans un ou deux documentaires c'est bien le tout et encore ils n'avaient pas l'air si modérés... s'ils existaient vraiment ça fait un moment qu'on nous les montrerait sur toutes les chaînes. Les seuls qu'on a pu voir ont été formés dans les universités américaines et sont en exil. Bref rien à voir avec le terrain. En revanche les djihadistes de tous les bords, et notamment des bords que la France soutient, ça ça foisonne avec des vidéos de leurs crimes aussi. Je suis comme saint Thomas, j'attends des preuves pour croire à l'Arlésienne."

En bref

- Syrie : Bachar Al-Assad devenu "dépendant d'autres milices" - Francetv info

Bachar Al-Assad ne peut plus remporter la guerre tout seul, il est "dépendant d'autres milices" : des chiites, du Hezbollah libanais, des forces spéciales d'Iran et de Vladimir Poutine. Francetv info 07.10

- En Syrie, le régime à l'offensive sous couverture aérienne russe - LeMonde.fr

2 - Israël

- Netanyahu donne l'ordre de liquidation des leaders de la Résistance ! - sahartv.ir

Durant l'histoire de 67 ans de l'occupation de la Palestine, le terrorisme d'Etat organisé du régime sioniste figurait toujours à l'agenda des dirigeants et des fondateurs d'Israël.

Les assassinats en série des dirigeants de l'OLP dans les décennies 1960-1970 et ceux des leaders du Hezbollah libanais, du Hamas et du Jihad islamique dans les décennies 1980-1990 à l'intérieur et à l'extérieur des territoires occupés, sont des exemples manifestes du terrorisme d'Etat du régime sioniste.

Le sioniste a toujours été à l'origine du terrorisme, d'autant plus qu'aucun responsable sécuritaire d'Israël n'a nié les opérations terroristes et les tentatives de Tel-Aviv visant à éliminer les dirigeants palestiniens. Le service de renseignement du régime sioniste, Mossad, et ses sous-ensembles Shabak, Shin Beth et les unités des Escadrons de la mort ont toujours été actifs en Palestine occupée et effectué de nombreux assassinats et opérations terroristes, aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur des territoires occupés. Depuis des décennies où le Mossad planifie et applique en catimini et sous la supervision des Premiers-ministres israéliens, des opérations terroristes, à l'heure actuelle, Benyamin Netanyahu a émis un décret officiel, mettant le sceau de confirmation sur l'assassinat des leaders de la Résistance palestinienne. En effet, le Premier ministre du régime sioniste a donné son aval à l'assassinat des responsables de la Résistance.

A l'issue de la réunion du cabinet sécuritaire du régime sioniste, lundi dernier, Netanyahu a déclaré que lors de cette réunion, il avait été décidé d'assassiner les leaders de la Résistance. Lors de sa récente réunion, le cabinet du régime sioniste a officiellement souligné la démolition des maisons des responsables palestiniens, l'arrestation des jeunes participant aux manifestations des Palestiniens, l'augmentation du nombre de militaires sionistes en Cisjordanie, le déploiement de 4.000 policiers supplémentaires à Qods occupée et l'assassinat des dirigeants palestiniens.

L'opération terroriste ou l'élimination physique, est l'une des méthodes habituelles des services de sécurité et de renseignement intérieur et extérieur du régime sioniste, afin d'éliminer les opposants et d'étouffer leur cri de liberté. Les groupes terroristes, même avant la création d'Israël, jouaient un rôle important dans l'application des opérations terroristes et le massacre du peuple palestinien, dans les années 1930-1940. La politique de terreur et d'assassinat a toujours été l'une des méthodes habituelles des Sionistes en vue d'occuper la Palestine et de poursuivre leur occupation.

L'enlèvement des leaders palestiniens et leur détention prolongée se poursuivaient parallèlement aux assassinats. Cheikh Ahmad Yassin, leader et fondateur du mouvement de la Résistance islamique de la Palestine (Hamas) est un exemple clair du terrorisme d'Etat d'Israël. Il se trouvait pendant une décennie dans les prisons du régime sioniste, il a été torturé et finalement sa maison a été visée par des missiles et rasé entièrement. Cheikh Yassin se déplaçait en fauteuil roulant à cause des tortures que lui avaient infligées les tortionnaires israéliens et il a également succombé sous ces mêmes pratiques barbares. sahartv.ir 07.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

1- Belgique

- Manifestation monstre contre l'austérité à Bruxelles - euronews.com

Selon les estimations, entre 80 et 100 mille personnes sont descendues dans les rues pour dénoncer "le virage fiscal", le relèvement de l'âge de la retraite et l'orientation générale du gouvernement de Charles Michel.

"C'est pour rappeler toutes les mesures contre les travailleurs et les allocataires sociaux en préservant le capital, donc des mesures totalement injustes" explique Marc Goblet, le secrétaire générale du syndicat FGTB.

La mobilisation contre l'orientation politique a mobilisé près d'un Belge sur dix. L'augmentation des taxes sur le tabac, l'alcool et le gazole ainsi que les coupes dans le budget de la cultures sont quelques une des mesures les plus dénoncées. euronews.com 07.10

2- Etats-Unis

- Le nombre de sans-abris en hausse, état d'urgence décrété à Los Angeles - sahartv.ir

Les autorités de l'Etat de Californie des Etats-Unis ont décrété dans la ville de Los Angeles l'état d'urgence suite à l'augmentation du nombre de sans-abris.

Los Angeles compte parmi les villes les plus riches du monde. Cette fois-ci non pas pour la sécheresse ni pour l'incendie mais pour la forte augmentation du nombre de sans-abris que les responsables de Los Angeles ont déclaré l'état d'urgence dans cette ville américaine. Selon les chiffres annoncés par l'Agence de Lassa, chargée de fournir des services aux sans-abris, le nombre de sans-abris a enregistré une hausse de 12% pour atteindre les 45.000. sahartv.ir 07.10

[Haut de page ↗](#)

Le 10 octobre 2015

CAUSERIE

J'ai préparé un sujet de causerie que j'ai adressé à deux camarades en leur demandant leur avis. Sans réponse je le mettrai en ligne lundi.

Réflexion politique

La dictature des capitalistes a succédé à celle de prélats et des seigneurs (de guerre) en se parant d'un vernis démocratique, en reconnaissance du rôle joué par la plèbe dans son avènement pour mieux la maintenir en servitude par la suite ou piétiner ses droits ou la démocratie. On a appelé ce régime une république démocratique bourgeoise pour signifier qu'elle était le produit de la lutte des classes et sanctionner la domination de classe des exploités.

De nos jours, sous l'effet de la crise conjointe du capitalisme et du mouvement ouvrier, la bourgeoisie a adopté l'idéologie ou la stratégie néolibérale pour se débarrasser des oripeaux de la République, de la démocratie, et de la lutte des classes, de sorte que sa dictature impitoyable et cynique apparaît de plus en plus clairement ou crûment au grand jour.

Ses représentants et leurs zélés serviteurs se font un devoir de la soutenir à travers leurs discours sans évidemment s'en vanter, pire, en parant les mauvaises intentions qui les animent envers les masses laborieuses des vertus des principes ou valeurs qu'ils ont en fait répudiés ou auxquels ils ont renoncé pour mieux les tromper, procédé démagogique qui pour fonctionner ne peut souffrir la moindre confrontation ou contradiction, ils doivent en permanence recourir au mensonge, à la falsification des faits, au déni, à la démagogie, afin que la réalité telle qu'ils la présentent justifie leur politique et que la plèbe y adhèrent, censurant, ridiculisant, diabolisant ou criminalisant leurs opposants en dénaturant leurs intentions ou leurs propos de manière à ce qu'ils n'aient aucune emprise sur la masse des exploités dont les conditions sont inévitablement vouées à empirer, ce dont ils doivent ignorer ou admettre selon les cas.

La situation telle qu'ils la présentent est du domaine de l'imposture, dans la mesure où elle a pour unique objectif de permettre au gouvernement de mettre en oeuvre la politique dictée par les besoins des capitalistes dans les meilleurs conditions possibles, en prétendant qu'elle répondrait aux besoins de la population ou de l'intérêt général, et qu'elle serait la seule compatible avec la situation qu'ils ont eux-mêmes contribué à créer.

La situation qui se présente sous la forme d'un diagnostic unilatéral dans le sens où il n'incarne que les besoins des exploités, est appelé à être partagé par l'ensemble des acteurs sociaux ou politiques qui de bon gré se livrent à cet exercice qui relève de la collaboration de classes. Et c'est à partir de ce diagnostic partagé que les représentants des travailleurs se retrouveront assis autour d'une table au côté de ministres ou/et patrons pour définir de quelle manière ils vont pouvoir appliquer la politique néolibérale en tentant d'aller le plus loin possible dans la remise en cause des droits des exploités tout en tenant compte du rapport de force entre les classes qui demeure favorable à la classe dominante.

Ce qu'il faut bien comprendre, c'est que les faits l'emportent sur les discours que peuvent tenir les uns et les autres. Or les discussions qui ont lieu au sein du mouvement ouvrier ou entre les militants seront conçues de telle sorte qu'elles porteront davantage sur ces discours plutôt que sur les faits, que par ailleurs ils s'emploient à tronquer ou à falsifier lorsqu'ils y font référence, par exemple lorsqu'ils affirmeront que FO et la CGT auraient rompu avec le dialogue social, alors qu'un ministre et Maillly s'empresseront d'affirmer le contraire le jour même, information qui sera au pire volontairement ignorée ou censurée, au mieux dont la portée sera minimisée, ils ne pouvaient pas faire moins puisque quasi-quotidiennement tel ou tel ministre rencontre les différents dirigeants de ces syndicats, faisant des syndicats des rouages permanent de l'Etat, sans qu'il soit nécessaire de rappeler leur participation aux conseils d'administrations des entreprises nationalisées ou différentes institutions comme par exemple le Conseil économique et social et environnemental qui fonctionne comme une annexe du Sénat. Les Comités d'entreprise ont la même fonction au sein des entreprises.

En orientant la discussion entre les militants sur ces discours ou des faits qu'ils ont soigneusement sélectionnés, ils vont davantage concourir à les diviser plutôt que les unir tout en prétendant combattre pour leur unité. Unité dont il n'y aurait rien à attendre même si elle se réalisait de bas en haut, dans la mesure où elle reposerait sur le marécage de la collaboration de classes qui engloûterait le moment venu, avant que la mobilisation des travailleurs constitue une menace sérieuse pour le régime.

Le discours qui consiste à prétendre que les syndicats seraient indépendants est également du domaine de l'imposture, car c'est un facteur de division qui ne peut que poser problèmes aux militants ou les opposer entre eux. Cette affirmation que les syndicats seraient indépendants repose sur un amalgame entre les dirigeants syndicaux et les militants, qui consiste à ménager ou protéger les appareils corrompus des syndicats, à récupérer l'engagement sincère et honnête des militants au côté des travailleurs au profit de ces appareils qui sont liés au régime.

C'est la détermination des militants syndicaux à rejeter la politique du gouvernement et du patronat qui fixe les limites du "dialogue social" ou de la collaboration de classe, bien que les acteurs qui y participent ne soient pas obligés d'en tenir compte ou passeront outre. Cette limite sera d'autant plus repoussée et la collaboration classe sera perçue de manière toujours plus déformée et donc acceptée par les militants, selon un ensemble de critères qui auront une emprise ou une forte influence sur eux, tels la manière dont se développe la crise du capitalisme et des institutions et l'interprétation qu'ils en font, le niveau de l'offensive de la réaction ou de ses prétentions, la composition de leur syndicat, les couches qu'ils représentent ou les conditions dans lesquelles se trouve celle à laquelle ils appartiennent, et évidemment comment ils perçoivent leurs dirigeants, etc.

Plus ils auront l'impression qu'il n'existe aucune issue à la crise du capitalisme favorable aux travailleurs, plus ils seront portés à s'y adapter, à modérer leurs revendications et à accepter des concessions qui se traduiront par une nouvelle régression sociale dont ils se feront les complices. Sans s'en apercevoir ou inconsciemment leur comportement sera dicté par le diagnostic qu'ils partagent avec le gouvernement, le patronat et leurs dirigeants syndicaux, même si ces derniers prétendaient le contraire puisque dans la pratique quotidienne ils se comportent de la sorte.

Certains militants résisteront sous la pression des masses, mais sans toutefois être capables de donner une orientation politique correcte à leur intervention dans la lutte des classes, dès lors qu'ils sont eux-mêmes gangrenés par le réformisme, et lorsqu'ils sombreront dans le gauchisme ils ne feront qu'exprimer cette incompréhension du processus historique dans lequel s'inscrivent l'ensemble des facteurs énumérés dans le paragraphe précédent qui nécessite la rupture avec le régime, ses représentants (dont leurs dirigeants syndicaux) et les institutions, le patronat.

C'est ce processus historique avec lequel se confond le développement du capitalisme, qui dicte l'attitude des différents acteurs de la lutte des classes, et donc également celui des militants qu'ils en aient ou non conscience, processus historique qui évoluera dans une direction ou une autre en fonction du comportement de certains facteurs et leurs rapports. Tout dépendra en dernier lieu du terrain de classe sur lequel interviendront ces différents acteurs. S'ils se situent sur celui de la classe dominante, c'est celle-ci qui conservera l'initiative ou consacrera sa domination de classe, qui verra son pouvoir conforté ou renforcé. En revanche, si les exploités qui constituent la majorité de la population parvenaient à se doter de représentants qui mènent leur combat politique exclusivement sur leur terrain de classe, les conditions seraient ainsi créées pour inverser les rapports existant entre les classes et il serait alors possible d'entrevoir une autre issue à la lutte des classes, comme quoi la barbarie n'est pas une fatalité et le socialisme pas forcément une utopie irréalisable ou impossible à matérialiser.

Les cadres ou dirigeants de partis ouvriers qui sont parvenus à se faire une place au soleil au sein des appareils des syndicats vendus ont trahi le socialisme ou ils y étaient étrangers dès le départ. Il n'a jamais été dit nulle part par aucun dirigeant marxiste du XIXe ou du début du XXe siècle que le but du parti de l'avant-garde révolutionnaire aurait consisté à conquérir la direction des syndicats en achetant ou marchandant des places dans leurs différentes instances en échange de je ne sais quelle concession, qui reviendrait à renier le terrain de classe sur lequel ils devaient mener leur combat ou l'abandon de l'objectif du

combat du mouvement ouvrier, l'émancipation du salariat, donc l'abolition du capitalisme.

Il est parfaitement clair que si nos dirigeants étaient restés strictement sur cette orientation politique, menant âprement le combat contre tout compromis avec les représentants de l'Etat ou les capitalistes, jamais les appareils des syndicats liés au capitalisme ne leur auraient octroyé de pareilles avantages, de la même manière qu'un militant qui mènerait ce combat dans l'entreprise qui l'emploie serait définitivement grillé ou n'évoluerait jamais dans la hiérarchie, il serait plutôt viré à la première occasion, j'en parle en connaissance de cause.

C'est la réalité, soit on accepte d'être corrompu, soit on s'y refuse, il n'existe pas de troisième voie. Les militants ont tort de refuser de l'admettre ou de ne pas en tenir compte. Qu'est-ce qu'ils s'imaginent ? Quand des représentants du régime vous offre une promotion, c'est soit parce que vous possédez les qualités professionnelles requises selon la définition qu'ils en font qui inclut que vous ferez un bon collaborateur ou porte-parole de leurs intérêts, soit pour vous corrompre ou vous convaincre de ne pas adopter un comportement contraire à leurs intérêts en échange d'avantages matériels, ce qui revient au même et vaut également pour les partis. Il faut être bien naïf pour croire autre chose.

On aurait pu se demander si la participation des dirigeants des trois courants trotskystes aux appareils pourris des syndicats avait permis de faire un pas vers le socialisme, l'inexistence du parti suffira à répondre par la négative.

On terminera par une note personnelle. Il m'est arrivé plus d'une fois d'être définitivement grillé ou de perdre mon boulot uniquement pour avoir exposé une idée, pour avoir juste ouvert la bouche, le plus souvent lors de conversations anodines ou à bâtons rompus qui se voulaient libres ou sans enjeu apparemment, par exemple lors d'un pot, y compris en dehors de l'enceinte de l'entreprise.

J'étais catalogué par mes employeurs comme rebelle, opposant, communiste, et finalement leur ennemi dont il fallait se débarrasser, car ils estimaient que me fournir un travail et un salaire c'était trop, c'était se compromettre ou favoriser le sort de quelqu'un qui avait juré d'avoir la peau des patrons, inacceptable. Il y en eut un qui poussa le vice jusqu'à m'envoyer six lettres recommandées accompagnées d'autant d'entretiens avant licenciement, qui m'expliqua droit dans les yeux que, soit il parvenait à me briser et je conserverai mon emploi, soit il finirait par me virer, ce qu'il fit après la septième lettre à l'issue de notre entretien qui fut aussi infructueux que les précédents. Il me demandait d'accepter des conditions que je jugeais inacceptables et qui plus est étaient incompatibles avec mes principes.

Vous comprenez pourquoi je me suis réfugié en Inde, parce qu'après avoir travaillé chez pratiquement tous les principaux revendeurs Canon de la région parisienne (j'étais technicien SAV), j'étais grillé. Et si finalement j'ai quand même réussi à m'en sortir, c'est parce que je suis resté fidèle à mes idées, je l'ai payé très cher mais je ne le regrette pas. Vous comprendrez pourquoi je ne peux pas accepter que certains en fassent un commerce.

Les marxistes ont sacrifié leur vie à notre cause, donc je ne pouvais pas faire moins. Voilà quel était mon état d'esprit qui n'a jamais changé depuis. Et s'il nous faut admettre à la suite de Lénine qu'on soit parfois contraint de faire des concessions à notre ennemi, à condition seulement qu'elles ne portent pas sur les principes auxquels nous resterons indéfectiblement attachés.

[Quand est-ce que les Etats-Unis furent une démocratie ? Jamais.](#)

Liste (non exhaustive) des dictatures ou des régimes autoritaires soutenus par les Etats-Unis depuis son indépendance. (wikipedia.org)

Amérique latine :

1. Porfirio Díaz (Mexico) (1876–1911)
2. Institutional Revolutionary Party (Mexico) (1929–2000)
3. Juan Vicente Gómez (Venezuela) (1908–35)
4. Manuel Estrada Cabrera (Guatemala) (1898–1920)
5. Jorge Ubico (Guatemala) (1931–44)
6. Fulgencio Batista (Cuba) (1952–59)
7. Rafael Trujillo (Dominican Republic) (1930–61)
8. Efraín Ríos Montt and the rest of the military junta in Guatemala (1954–86)
9. Revolutionary Government Junta of El Salvador (1979–82)
10. Hugo Banzer (Bolivia) (1971–78)
11. National Reorganization Process (Argentina) (1976–83)
12. Brazilian military government (1964–85)
13. Somoza family (Nicaragua) (1936–79)
14. François Duvalier (Haiti) (1957–71)
15. Jean-Claude Duvalier (Haiti) (1971–86)
16. Omar Torrijos (Panama) (1968–81)

17. Manuel Noriega (Panama) (1983–89)
18. Alfredo Stroessner (Paraguay) (1954–89)
19. Augusto Pinochet (Chile) (1973–90)

Asie :

1. Syngman Rhee (South Korea) (1948–60)
2. Park Chung-hee (South Korea) (1961–79)
3. Chun Doo-Hwan (South Korea) (1979–88)
4. Ngo Dinh Diem (South Vietnam) (1955–63)
5. Lon Nol (Cambodia) (1970–75)
6. Yahya Khan (Pakistan) (1969-71)
7. Mohammad Reza Pahlavi (Iran) (1941–79)
8. Ferdinand Marcos (Philippines) (1965–86)
9. Muhammad Zia-ul-Haq (Pakistan) (1978–88)
10. Saddam Hussein (Iraq) (1982–90)
11. Suharto (Indonesia) (1967–98)
12. Truong Tan Sang (Vietnam) (2011–present)
13. Islam Karimov (Uzbekistan) (1990–present)
14. Pervez Musharraf (Pakistan) (1999–2008)
15. Ali Abdullah Saleh (Yemen) (1990–2012)
16. Emomali Rahmon (Tajikistan) (1994–present)
17. Gurbanguly Berdimuhamedow (Turkmenistan) (2006–present)
18. House of Saud (Saudi Arabia) (1945–present)
19. Hamad bin Isa Al Khalifa (Bahrain) (1999–present)
20. Hamad bin Khalifa Al Thani (Qatar) (1995-2013)
21. Qaboos bin Said al Said (Oman) (1970–present)
22. Hashemite Dynasty (Jordan) (1951-present)
23. United Arab Emirates (1994-present)

Afrique :

1. King Hassan II, predecessors and successors (Morocco) (1777–present)
2. Gaafar Nimeiry (Sudan) (1969–85)
3. Samuel Doe (Liberia) (1980–90)
4. Apartheid South Africa (1948–94)
5. Meles Zenawi (Ethiopia) (1991–2012)
6. Teodoro Obiang Nguema Mbasogo (Equatorial Guinea) (1979–present)
7. Mobutu Sese Seko (Democratic Republic of the Congo) (1965–97)
8. Hissène Habré (Chad) (1982–90)
9. Hosni Mubarak (Egypt) (1981–2011)
10. Idriss Déby (Chad) (1990–present)
11. Yoweri Museveni (Uganda) (1986–present)
12. Zine El Abidine Ben Ali (Tunisia) (1987–2011)
13. Paul Kagame (Rwanda) (2000–present)

Europe :

1. Francisco Franco (Francoist Spain) (1936–75).
2. Greek military junta (1967–74)
3. António de Oliveira Salazar (Portugal) (1932-74)
4. Turkish military junta (Turkey) (1980-91)

Dossier Syrie

- L'armée syrienne avance, l'Otan s'inquiète des opérations russes - AFP

Elles sont trop efficaces apparemment...

La Russie a « violé » l'espace aérien turc parce que la Turquie a « déplacé » sa frontière. - moonofalabama.org - Mondialisation.ca, 06.10

Extraits. Les avions russes en Syrie « ont violé l'espace aérien turc » nous répètent les agences médiatiques. Mais un

précédent rapport montre que cette affirmation est probablement fausse et que ce sont les Etats-Unis qui poussent la Turquie à diffuser cette propagande. (...)

Il se peut bien, en effet, qu'un avion russe ait légèrement franchi la frontière en manoeuvrant. Mais la vraie raison pour laquelle le responsable militaire américain et la Turquie peuvent se plaindre de ces « violations », est que la Turquie a unilatéralement « déplacé » la frontière turco-syrienne de 8 km au sud :

La Turquie maintient une zone tampon de 8 km à l'intérieur de la Syrie depuis juin 2012, depuis qu'un missile syrien de défense aérienne a abattu un avion de chasse turc qui s'était égaré dans l'espace aérien syrien. En vertu des nouvelles règles d'engagement mises en vigueur depuis, l'armée de l'air turque considèrera toute cible qui se trouve à moins de 8km de la frontière turque comme un ennemi et agira en conséquence.

Si les règles d'engagement syrien « déplaçaient » la frontière nord de la Syrie jusqu'à la mer Noire, est-ce que tout avion volant en Turquie orientale violerait l'espace aérien syrien ? Personne ne peut croire à de telles absurdités et c'est la raison pour laquelle personne ne devrait accepter ces idioties américano-turques. Les avions russes n'ont pas à respecter la « nouvelle » frontière turque mais seulement la frontière légale. moonofalabama.org 06.10

Obama accuse la Russie de s'en prendre aux « bons terroristes » - Mondialisation.ca 02.10

Abondamment confirmé dans de nombreux textes mais rarement abordé dans les reportages, l'État islamique en Irak et en Syrie (EIIIS) est une création des services secrets des USA, dont les membres sont recrutés, entraînés et financés par ce pays et ses alliés dont la Grande-Bretagne, la France, l'Arabie saoudite, la Turquie, Israël et la Jordanie.

Jusqu'à récemment, l'EIIIS était connu sous le nom d'Al-Qaïda en Irak (AQI). Ce n'est qu'en 2014 que le groupe est devenu l'État islamique (État islamique en Irak et en Syrie, État islamique en Irak et au Levant).

Washington a reconnu la détermination de Moscou, mais voilà maintenant qu'Obama se plaint que les Russes prennent pour cible les « bons terroristes » soutenus par Washington. Information privilégiée

Extrait du Wall Street Journal (WSJ) :

D'après des responsables étasuniens, les frappes aériennes russes en Syrie ont visé des rebelles soutenus par la CIA

Un des secteurs touchés est une position tenue principalement par des rebelles financés, armés et entraînés par la CIA et les alliés.

Un élément d'information important rapporté tacitement dans cet article du WSJ est que la CIA soutient des terroristes pour parvenir à un « changement de régime » en Syrie, ce qui implique des opérations de renseignement clandestines dans le territoire syrien : « L'agence d'espionnage étasunienne arme et entraîne des rebelles en Syrie depuis 2013 pour combattre le régime d'Assad. » (WSJ, le 30 septembre 2015; soulignement ajouté. Note de l'auteur : un soutien tacite est fourni depuis le début de la guerre en mars 2011.)

Ce qui précède est connu et confirmé, mais à peine rapporté dans les médias institutionnels.

Le front Al-Nosra : « les bons terroristes »

Le Pentagone, qui reconnaît maintenant candidement que la CIA soutient des groupes affiliés à Al-Qaïda à l'intérieur de la Syrie, dont le front Al-Nosra, déplore du même souffle que la Russie aurait pour cible les « bons terroristes » qui sont soutenus par Washington :

Une des frappes aériennes [russes] a touché une position tenue principalement par des rebelles soutenus par la CIA et les services de renseignement alliés, d'après des responsables étasuniens (...).

Sur les sept secteurs qui, d'après les médias nationaux syriens, ont été pris pour cible par les frappes russes, seulement un, qui se trouve à l'est de Salamiyah, dans la province de Hama, a une présence avérée de combattants de l'État islamique. Les autres secteurs sont largement dominés par des factions de rebelles modérés ou des groupes islamistes comme Ahrar al-Sham et le front Al-Nosra, affilié à Al-Qaïda. (WSJ, le 30 septembre 2015; soulignement ajouté.)

Le front Al-Nosra, qui est effectivement affilié à Al-Qaïda, est une organisation terroriste « djihadiste » responsable d'innombrables atrocités. Depuis 2012, Al-Qaïda en Irak et le front Al-Nosra, avec le soutien des services secrets des USA, travaillent de concert à diverses menées terroristes à l'intérieur de la Syrie.

Ce qui ressort des nouveaux développements, c'est que le gouvernement syrien a fixé ses propres priorités en vue de la campagne aérienne antiterroriste russe, qui consistent essentiellement à frapper le front Al-Nosra, qui est décrit comme le bras armé terroriste de l'Armée syrienne libre (ASL).

Washington a qualifié le front Al-Nosra d'organisation terroriste au début de 2012. Ce qui ne l'a pas empêché de soutenir Al-Nosra et les soi-disant « rebelles modérés » en leur fournissant des armes, un entraînement, un soutien logistique, des recrues, etc. Ce soutien était fourni par l'intermédiaire de ses alliés du golfe Persique, dont le Qatar et l'Arabie saoudite, et entrainé par la Turquie et Israël. .

Fait ironique, dans une décision du Conseil de sécurité de l'ONU rendue en mai 2012, « le front Al-Nosra en Syrie a été mis sur la liste noire en tant qu'alias d'Al-Qaïda en Irak », autrement dit, de l'EIIS : une décision qui se traduira par l'imposition de sanctions contre le groupe, dont un embargo sur les armes, une interdiction de voyager et le gel des avoirs, ont expliqué les diplomates.

La mission étasunienne auprès de l'ONU a affirmé qu'aucun des 15 membres du Conseil ne s'était opposé à l'ajout du front Al-Nosra comme alias d'Al-Qaïda en Irak ce jeudi.

Le front Al-Nosra, l'une des forces armées les plus efficaces dans la lutte contre le président Bachar al-Assad, a prêté allégeance le mois dernier au chef d'Al-Qaïda Ayman al-Zawahri. (Al Jazeera, mai 2012)

Voilà maintenant que la Russie est blâmée pour s'en prendre à une entité terroriste qui est non seulement sur la liste noire du Conseil de sécurité de l'ONU, mais qui a des liens avec l'État islamique en Irak et en Syrie (EIIS).

Quelle est la portée de ces accusations?

Pendant que les médias rapportent que la Russie soutient la campagne antiterroriste, dans les faits, la Russie combat (indirectement) la coalition USA-OTAN en soutenant le gouvernement syrien contre les terroristes, qui se trouvent à être les fantassins de l'alliance militaire occidentale, qui comptent des mercenaires et des conseillers militaires occidentaux dans leurs rangs.

Concrètement, la Russie combat des terroristes soutenus par les USA.

La vérité inavouable, c'est qu'en fournissant une aide militaire à la Syrie et à l'Irak, la Russie s'en prend (indirectement) aux USA.

Dans cette guerre par procuration, Moscou va soutenir ces deux pays dans leur lutte contre l'EIIS, qui est soutenu par les USA et ses alliés. Mondialisation.ca 02.10

Les kurdes syriens rallient Poutine - sahartv.ir

Les kurdes syriens soutiennent les frappes russes contre Daech

Le chef de l'Union démocratique et numéro deux du comité de coordination national des kurdes syriens, Saleh Moslem s' est entretenu avec le vice ministre russe pour le Moyen Orient, Michael Bougdanov de toutes dernières évolutions en Syrie. Les kurdes syriens affirment être en parfaite coordination avec la Russie dans des combats lancés contre les terroristes takfiris. sahartv. ir 09.10

Ceux qui ont lu la causerie du 7 octobre et le passage consacré à l'article digne de l'Otan qu'avait publié le groupe La Commune dans son portail, se souviennent ce que son auteur avait écrit pour justifier sa position envers Assad qu'il mettait dans le même sac que les barbares que "*Les seuls à lutter contre Daech sont les Kurdes*", pas de bol, le voilà démasqué !

De notre côté nous avons souligné qu'Assad avait armé les Kurdes ou qu'il les considéraient davantage comme des alliés. Comme quoi...

La Chine soutient une solution politique à la crise syrienne - sahartv.ir

« La Chine soutient depuis toujours une solution politique à la crise syrienne et appelle à la tenue d'une nouvelle conférence de Genève sur la Syrie », a déclaré jeudi la porte-parole du ministère des Affaires étrangères Hua Chunying.

« Nous avons pris note de l'annonce par la Russie que sa campagne militaire était menée à l'invitation du gouvernement syrien et visait à lutter contre le terrorisme », a affirmé Mme Hua lors d'une conférence de presse, alors qu'elle répondait à une question demandant si la Chine soutenait les attaques aériennes russes menées depuis le 30 septembre contre les terroristes de Daech en Syrie.

« La Chine reste convaincue qu'une solution politique est le meilleur moyen de mettre fin aux troubles en Syrie et appelle à la tenue rapide d'un dialogue politique d'égal à égal, inclusif et ouvert sur ce dossier », a-t-elle noté. sahartv.ir 08.10

Washington divisé sur la débâcle syrienne, par Patrick Martin - sahartv.ir

La virulence des récriminations entre l'administration Obama et ses opposants républicains du Congrès, celles, au sein des deux Partis démocrate et républicain, et dans l'appareil militaire et du renseignement lui-même, est la marque d'une débâcle, en train de s'intensifier, pour l'impérialisme américain.

La dernière volée de critiques a été déclenchée, à Washington, par une déclaration, jeudi, de l'ancienne secrétaire d'État Hillary Clinton, favorite pour l'investiture démocrate, à l'élection présidentielle de 2016, qu'elle favorisait l'imposition d'une «zone d'exclusion aérienne», pour protéger les forces islamistes luttant contre le gouvernement Assad et soutenues par les États-Unis. Clinton a fait sa déclaration, le lendemain des premières frappes aériennes russes, depuis la base, nouvellement, créée, près de la ville portuaire de Lattaquié, un bastion d'Assad.

Le Président russe, Vladimir Poutine, avait déclaré que ces frappes visaient à détruire l'État islamique, (EI), et d'autres groupes fondamentalistes islamiques, qu'il avait traités de «terroristes», selon l'usage instauré par le gouvernement américain, sous George W. Bush, et repris, ensuite, par Obama. Parmi ceux ciblés par les bombes russes, il y a, à la fois, l'EI, et les différents groupes islamistes, qui ont reçu des armes et d'autres aides américaines, soit, directement, de la CIA, soit d'alliés des États-Unis, comme l'Arabie saoudite et le Qatar. Parmi ces derniers, il y a le Front Al-Nosra, un groupe puissant, affilié à Al-Qaïda, et qui fait partie du front militaire «rebelle» luttant contre Assad et soutenu par les États-Unis. Clinton avait soutenu une intervention américaine plus agressive, dans la phase initiale de la guerre civile syrienne, en 2011-2012, mais cela avait été rejeté par Obama. Jeudi, elle a déclaré, à Boston, que si elle était restée à la tête du Département d'État, «Personnellement, j'aurais maintenant préconisé une zone d'exclusion aérienne et des corridors humanitaires, pour tenter d'arrêter le carnage au sol et depuis l'air».

L'intervention militaire russe donne, cependant, une autre dimension à une telle politique. Une «zone d'exclusion aérienne» devrait être imposée, non seulement, contre ce qui reste de l'armée de l'air d'Assad, mais aussi, contre la Russie, une puissance militaire de pointe, qui a stationné des armes anti_aériennes sophistiquées autour de sa nouvelle base syrienne. Une telle opération comporterait le risque d'un affrontement militaire immédiat entre les deux puissances nucléaires que sont la Russie et les États-Unis.

Obama a, publiquement, rejeté le conseil de Clinton, lors de sa conférence de presse, vendredi, après avoir, d'abord, dénoncé ce qu'il a appelé «les idées boiteuses» et «le tas de charabia» des critiques, au Congrès, de la politique américaine, en Syrie. Interrogé pour savoir s'il incluait Clinton, dans les idées «boiteuses», il a dit que non, mais a déclaré qu'il ne soutenait pas une «zone d'exclusion aérienne» ou toute autre action militaire, qui ferait escalader le conflit. «On ne va pas faire de la Syrie une guerre, par procuration, entre les États-Unis et la Russie. Ce serait une mauvaise stratégie de notre part», a dit Obama. Dans le même temps, il a réitéré l'objectif de l'administration de chasser le régime d'Assad du pouvoir, laissant tomber le prétexte que l'EI est la cible principale de l'intervention américaine.

Clinton n'a fait que s'associer au tambour croissant venant de nombreux Démocrates et de la plupart des Républicains, au Congrès, en faveur d'une escalade, en Syrie. Une récente audition, devant la Commission des services armés du Sénat, avait vu l'ancien directeur de la CIA et l'ancien commandant, en Irak et en Afghanistan, David Petraeus, recommander un ultimatum à Assad, pour qu'il arrête d'utiliser des «bombes barils», armes rudimentaires beaucoup plus faibles que les bombes énormes, lancées, chaque jour, par l'aviation américaine, en Syrie, et la mise en œuvre d'une zone d'exclusion aérienne, si Assad refusait.

Plusieurs membres démocrates de la commission ont déclaré leur soutien à une zone d'exclusion aérienne, y compris, le sénateur de Virginie, Tim Kaine, ancien chef du Comité national démocrate, et le sénateur indépendant du Maine, Angus King, qui travaille avec les Démocrates. Le sénateur de l'Illinois, Richard Durbin, dirigeant de la minorité, a, également, soutenu une zone d'exclusion aérienne. Encouragés par ce tournant des Démocrates, des Républicains, dirigeants du Sénat, ont intensifié leurs attaques de la Maison-Blanche. Le président de la Commission sénatoriale des relations étrangères, Bob Corker, a annoncé qu'il convoquerait le secrétaire d'État, John Kerry, pour témoigner, la semaine prochaine, sur la réponse américaine à l'intervention russe, en Syrie. Il a dit à MSNBC, «En l'absence de leadership de l'Administration Obama, Poutine continue de faire ce qu'il souhaite, sans crainte de réaction, de la part des États-Unis, et, maintenant, la Russie lance des frappes aériennes, qui exacerbent la crise humanitaire».

Le plus important partisan de la guerre, au Sénat, le Président du Comité des services armés, John McCain, a déclaré, dimanche, que les États-Unis étaient, déjà, engagés, dans une guerre, par procuration, avec la Russie, en Syrie, en dépit du désaveu d'une telle politique, de la part d'Obama. Le Président russe, Vladimir Poutine, «a traité les États-Unis avec dédain et mépris», a fulminé l'ex-candidat présidentiel républicain, dans une apparition, à l'émission de CNN «l'État de l'Union». Poutine lançait des frappes aériennes et «il pénétrait, au Moyen-Orient, comme la Russie ne l'avait pas fait, depuis qu'Anwar Sadat l'a expulsée,

en 1973», a déclaré McCain. McCain a été contredit, cependant, par celui qui mène, dans les sondages, pour l'investiture présidentielle républicaine 2016, le milliardaire Donald Trump.

Celui-ci est apparu, dans plusieurs émissions du dimanche matin, et a appelé à une politique de non-intervention, en Syrie. "Il était dans l'intérêt des États-Unis, a-t-il dit, de laisser les combattants, en Syrie, s'entretuer". «Laissez l'EI et la Syrie combattre», a-t-il dit, «et laissez la Russie prendre soin de l'EI».

L'administration Obama poursuit les intérêts de l'impérialisme américain, dans la région, de façon tout aussi féroce que ses critiques, mais avec d'autres tactiques. Elle a misé sur les assassinats, par drone, les frappes aériennes, la formation militaire et l'acheminement de matériel militaire, par ses mandataires, Arabie saoudite et Qatar. Son prédécesseur avait misé sur l'intervention directe de centaines de milliers de troupes terrestres américaines.

Aucune des deux tactiques n'a réussi à soumettre le Moyen-Orient à l'impérialisme américain, mais a infligé une destruction terrible, causé la mort de centaines de milliers de personnes et créé des dizaines de millions de réfugiés. Les lignes de fracture, créées par la débâcle, en Syrie, (comme, en Irak, et ailleurs), traversent, non seulement, les deux partis politiques de l'aristocratie financière, mais aussi, l'appareil militaire et de renseignement lui-même.

Si Petraeus parle, pour une faction de cet appareil, la direction actuelle du Pentagone, elle, est, catégoriquement, opposée à un engagement supplémentaire majeur de forces américaines, au Moyen-Orient. Elle pense qu'il est nécessaire de se préparer à un affrontement imminent avec la Russie, et, en particulier, avec la Chine. Selon un article du "Washington Post", samedi, il y a un conflit aigu entre, d'une part, la CIA, qui est, fortement, engagée, en Syrie, et aurait consacré 10 pour cent de son budget total à la formation de forces islamistes au combat anti-Assad, et, de l'autre, le Pentagone, dont l'effort, pour la formation des «rebelles» syriens, a été pour la forme.

L'article dit: «Un ancien haut responsable américain du renseignement a dit que l'échec des États-Unis à répondre aux frappes ou à renforcer le soutien aux unités formées par la CIA était susceptible de provoquer la colère des équipes paramilitaires de la CIA, dans la région, irritées, depuis plusieurs années, par les limites imposées par la Maison-Blanche au degré de soutien apporté aux groupes rebelles "modérés"». sahartv.ir 08.10

ACTUALITE EN TITRES

[A l'heure de l'imposture universelle.](#)

- Hollande décore Rocard le réformiste de la plus haute distinction française - AFP

Avec Delors et Attali, c'est celui qui a servi de référence à l'extrême droite néolibérale du PS.

- Le Nobel de la paix soutient le seul espoir du printemps arabe en Tunisie - AFP

- Le Nobel de la paix attribué au quartet de dialogue national tunisien - Liberation.fr

[Rira bien qui rira le dernier!](#)

- 71% des Français jugent qu'il faut encore pouvoir rire de tout - AFP

Peut-être pas avec n'importe qui...

[C'est uniquement pour s'enrichir qu'ils ont mis les femmes au travail.](#)

- La scolarisation des filles dans le monde, un potentiel de richesse économique - 20minutes.fr

Quand le développement du capitalisme fut synonyme de progrès social, ce fut toujours bien malgré lui, jamais les patrons ou les capitalistes n'ont eu réellement l'intention d'améliorer le sort de la condition ouvrière. Prêter au capitalisme des vertus humanistes ou philanthropiques est l'oeuvre de faussaires ou d'ignorants. 20minutes.fr 09.10

[Le droit du travail réduit à une pochette surprise](#)

- La Redoute : les horaires des salariés à la loterie - LePoint.fr

Commentaire d'un internaute

"... pour passer d'un horaire de JOUR à un horaire de NUIT, il faut un avenant au contrat de travail, avenant que le salarié peut parfaitement refuser de signer. Après, c'est vrai, le patron peut le licencier, mais il doit inventer un motif, car le refus, SEUL, n'est pas suffisant."

Gageons que le patron le trouvera si vous refusez, faites confiance à leur imagination ou croyez-en mon expérience...

ACTUALITÉ DU JOUR

Craignez-vous de mourrir ? Oui. Etonnant ? Non, normal.

- Les syndicats mettent en danger Air France, selon une majorité de Français - 20minutes.fr

Deux tiers des Français estiment que les syndicats d'Air France mettent en péril la compagnie aérienne, selon un sondage Elabe pour Les Echos, Radio Classique et l'Institut Montaigne, publié jeudi. Les syndicats du personnel navigant d'Air France ont refusé un plan de productivité prévoyant de voler plus à rémunération constante.

Les syndicats d'Air France mettent-ils en danger la compagnie aérienne ? 67 % des personnes interrogées répondent « oui », 32 % « non ». 20minutes.fr 08.10

Comme dirait l'autre, posez la question c'était y répondre ! Une misérable mystification...

Quand il sera alors trop tard et que nous serons réduit définitivement en servage, il y en a qui se demanderont pourquoi personne n'a pensé à un moment donné à créer un véritable syndicat ouvrier dans lequel la majorité des travailleurs se seraient reconnus.

Pétard mouillé.

- Au sommet de l'Etat, «la crainte que ça pète quelque part» - Liberation.fr

«Tous les ingrédients sont réunis pour que la situation sociale dégénère, confie un proche du Premier ministre. La désespérance, la colère, le rejet de l'islam et des élites. Il y a aujourd'hui une vraie impatience des Français devant l'absence de résultat de nos politiques.» Pour autant, ajoute-t-il immédiatement, «on n'a aucune remontée des services de renseignement d'un risque imminent». Un conseiller du chef de l'Etat abonde : «Oui il y a la crainte que ça pète quelque part. En banlieue ou sous la forme d'un mouvement comme les bonnets rouges.» Et le même de s'inquiéter du mouvement de grève général, mercredi, de tous les syndicats policiers devant la Chancellerie. «Ça me rappelle 1983, quand les policiers avaient manifesté sous les fenêtres de Badinter», poursuit ce conseiller. Liberation.fr 09.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Palestine occupée

1.1- L'ONU condamne les violences israéliennes contre les Palestiniens - sahartv.ir

Dans la foulée des protestations mondiales contre les violences israéliennes à l'encontre des Palestiniens, les autorités onusiennes en les condamnant ont mis en garde contre les conséquences de ces violences.

Dénonçant dans un communiqué le massacre ces derniers jours des Palestiniens par le régime sioniste, le secrétaire général de l'ONU a déclaré que la destruction des habitations palestiniennes et l'extension de la colonisation n'auraient pour conséquence que d'étendre les violences dans les territoires occupés. Il ajoute que les affrontements de ces derniers jours, faisant nombre de tués et de blessés parmi les Palestiniens, sont un signe inquiétant illustrant le caractère incontrôlable des violences dans cette région.

Les actes israéliens sont l'exemple flagrant de crimes contre l'humanité et de génocide; "la barbarie de ces violences notamment contre le peuple de Gaza blesse le coeur de tout être humain", précise aussi le communiqué. Les crimes perpétrés par Israël montrent bien que ce régime usurpateur ne connaît aucune limite dans sa nature sanguinaire. La communauté internationale, de nos jours, en a assez de l'attitude israélienne d'ignorer les résolutions de l'ONU et les rapports des organismes liés à cette instance. Les réactions onusiennes montrent une nouvelle fois l'échec du régime sioniste et de ses protecteurs pour détourner l'attention de l'opinion publique mondiale de la question palestinienne et des droits des Palestiniens.

La région est en proie aux agissements terroristes et Israël croyait que le monde était occupé ailleurs. Les rapports de l'ONU sur les guerres déclenchées ces dernières années par le régime sioniste notamment celles de 50 jours en 2014 à Gaza, de 22 jours en 2009 et de 8 jours en 2012 indiquent bien que le régime sioniste a commis des crimes contre l'humanité. Mais ces rapports onusiens n'ont jamais eu de suivi à cause des obstructions des Etats-Unis et de certains Etats occidentaux et de la passivité du Conseil de sécurité, et ces inactions ont de plus en plus incité le régime sioniste à poursuivre ses crimes. sahartv.ir 08.10

1.2- Les violences gagnent Gaza, six Palestiniens tués - AFP

Les violences se sont étendues vendredi pour la première fois à la bande de Gaza où six jeunes Palestiniens ont été tués par des soldats israéliens, le chef du Hamas parlant de nouvelle intifada.

Au même moment, l'animosité grandissait en Israël où un juif a poignardé deux Palestiniens et deux Arabes israéliens, le premier acte de représailles contre une vague d'agressions au couteau par des Palestiniens qui s'est poursuivie vendredi.

Six jeunes de Gaza, dont un de 15 ans, ont été tués et 80 autres blessés, dont 10 grièvement, par des tirs de l'armée à l'est des villes de Gaza et de Khan Younès lors de rassemblements en solidarité avec les Palestiniens de Cisjordanie occupée et de Jérusalem-Est. Il s'agit de la journée la plus meurtrière à Gaza depuis la guerre de l'été 2014.

Des centaines de jeunes ont manifesté devant la barrière qui enferme hermétiquement le territoire. C'est la première fois depuis longtemps que des manifestations aussi importantes se déroulaient dans cette zone où les Palestiniens s'exposent aux tirs israéliens s'ils approchent trop près.

Les jeunes Palestiniens, visages recouverts du keffieh ou tête nue, parfois en simple débardeur, ont défié les soldats en lançant des cailloux à la main ou au lance-pierres, ont constaté les photographes de l'AFP.

Les soldats israéliens "ont ouvert le feu sur les principaux agitateurs quand les manifestants se sont approchés en jetant des pierres et en roulant des pneus enflammés", a expliqué l'armée.

Mohammed al-Raqab, 15 ans, Ahmed al-Hirbaoui, Chadi Daoula, Abed al-Wahidi, Adnane Abou Aliane et Nabil Charaf, 20 ans, sont les premiers Gazaouis tués depuis le 1er octobre et le début d'une escalade de violences entre Palestiniens et Israéliens.

Vendredi, le chef du mouvement islamiste dans l'enclave n'a pas hésité à parler de nouvelle intifada, du nom des soulèvements populaires de 1987 et 2000 qui ont fait des milliers de morts.

"Nous appelons à renforcer et accentuer l'intifada (...). Gaza remplira son rôle dans l'intifada de Jérusalem et elle est plus que prête à l'affrontement", a dit Ismaïl Haniyeh lors de son prêche pendant la prière hebdomadaire dans une mosquée de Gaza.

Saëb Erakat, un proche du président palestinien Mahmoud Abbas, a lui dénoncé "un nouveau massacre en Palestine" de la part d'Israël.

Si la montée des tensions a réveillé le spectre d'une troisième intifada, des analystes estiment communément qu'on n'en est pas là mais mettent en garde contre le risque qu'un incident grave ne mette le feu aux poudres pour de bon.

"Nous sommes actuellement dans une spirale qui va en s'amplifiant", a dit à l'AFP Ido Zerkovitz, expert en histoire palestinienne à l'université de Haïfa. Il a souligné le dilemme du Hamas à l'heure de décider ou non de représailles: ne pas provoquer une confrontation à grande échelle ou ne pas rester "à la traîne" d'un mouvement qui prend de plus en plus un caractère religieux.

Vendredi, des affrontements ont aussi opposé Palestiniens et soldats israéliens à travers toute la Cisjordanie, notamment près de Ramallah après les funérailles de Mohammad Halabi, 19 ans, abattu après avoir mortellement poignardé deux juifs samedi dans la Vieille ville de Jérusalem.

Hébron, Naplouse, Jénine, Qalqiliya et leurs environs ont également été secoués par des heurts.

Des Palestiniens ont aussi affronté des policiers dans le camp de réfugiés de Chouafat, à Jérusalem-Est, annexée et occupée

par Israël, où un des leurs avait été tué la veille par des tirs israéliens.

Les attaques isolées à l'arme blanche, de la part de Palestiniens pour la très grande majorité, se sont multipliées contre des Israéliens et des juifs. Quatre nouvelles agressions à l'arme blanche se sont produites vendredi et pour la première fois, l'une de ces agressions a été l'œuvre d'un juif, un jeune de 17 ans qui a légèrement blessé au couteau deux Palestiniens et plus sérieusement deux Arabes israéliens à Dimona (sud d'Israël).

Il a été arrêté et a dit aux policiers avoir agi parce que "tous les Arabes sont des terroristes", selon la police.

Washington a qualifié vendredi de "terroristes" les attaques menées par des Palestiniens, tout en refusant d'avoir le même jugement concernant cette dernière agression, lors du point-presse du Département d'Etat.

En une semaine, treize attaques à l'arme blanche, dont celle de Dimona, ont été dénombrées durant lesquelles deux Israéliens sont morts et quinze blessés alors que cinq des assaillants présumés ont été tués, dont un vendredi.

Depuis le 1er octobre, date du meurtre de deux colons en Cisjordanie, les violences ont tué quatre Israéliens et quatorze Palestiniens dont cinq agresseurs présumés.

2- Turquie

- Turquie : le rédacteur en chef de Today's Zaman sous mandat d'arrêt - euronews.com

Il ne fait pas bon critiquer le pouvoir en place en Turquie. Le rédacteur en chef du journal Today's Zaman est le dernier à en faire l'expérience. Bülent Kenes est sous le coup d'un mandat d'arrêt. Il est poursuivi pour injures envers le chef de l'Etat à cause de tweets critiquant Recep Tayyip Erdogan. euronews.com 09.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

- La «communauté éducative» recale les nouveaux programmes - Liberation.fr

Le Conseil supérieur de l'éducation a voté jeudi soir, de manière consultative, contre les nouveaux programmes du CP à la troisième, dont la première version avait électrisé le débat au printemps dernier.

Qui s'est prononcé et quelles seront les conséquences ?

La «communauté éducative», c'est qui ?

C'est ce qu'on appelle le Conseil supérieur de l'éducation (CSE), une instance qui réunit pêle-mêle les syndicats de profs, des cadres de l'Education nationale, des représentants de parents d'élèves, des étudiants, lycéens, des collectivités territoriales... Quand ils sont au grand complet, en formation plénière, ils sont 97. Ils sont amenés à se prononcer sur «les questions d'intérêt national» concernant l'éducation.

Qui a voté contre ?

Une fois le jeu des amendements terminés, les membres du CSE ont été invités à se prononcer sur la version finale (les programmes scolaires dans leur intégralité donc). Résultat : 18 voix pour, 21 contre et 12 abstentions. Le ministère précise que 51 membres étaient représentés sur les 97. Parmi les contre : le Snes-FSU (principal syndicat des enseignants du secondaire), FO, SNEP, la CGT et le Snalc. Les syndicats SE-Unsa, Sgen-CFDT, SNIA-IPR, SNPDEN ainsi que les fédérations de parents d'élèves Peep et Apel (privé) ont voté. Le SNUipp-FSU, la fédération de parents FCPE et les organisations d'étudiants Unef et Fage se sont abstenus.

Quelles seront les conséquences ?

Sur le plan du droit, aucune. Cette instance est consultative. Donc les avis rendus n'engagent pas le gouvernement. Il arrive d'ailleurs régulièrement que le CSE se prononce contre des réformes, et qu'elles soient quelques mois plus tard mises en œuvre. Les derniers programmes scolaires (ceux de 2008) avaient, par exemple, été rejetés par le CSE de l'époque...

Ceci dit, politiquement, c'est une autre paire de manches. Vendredi, en début d'après-midi, la ministre Najat Vallaud-Belkacem n'avait pas encore réagi officiellement. Ce désaveu du CSE la place dans une situation délicate. Il s'inscrit dans un contexte tendu, avec une contestation contre la réforme du collège encore vivace – une nouvelle manifestation est d'ailleurs prévue samedi, à Paris.

Au plus fort de la tempête, en mai, Najat Vallaud-Belkacem s'était appuyée sur le vote du CSE, qui s'était prononcé pour la réforme du collège (malgré l'opposition des principaux syndicats enseignants) pour asseoir la légitimité de son projet. La ministre s'était abondamment servie de ce vote pour fermer le clapet à ceux qui demandaient l'abandon du projet. «La réforme a été validée par la communauté éducative, elle s'appliquera», a-t-elle répété à plusieurs reprises. Cette fois, ce sera plus compliqué. Liberation.fr 09.10

ECONOMIE

Capital.

- Le montant 2015 des fusions et acquisitions à un niveau record - Reuters

Les fusions et acquisitions annoncées depuis le début de l'année ont atteint un niveau record en valeur, portées par l'annonce de l'OPA hostile de 100 milliards de dollars du brasseur Anheuser-Bush InBev sur son concurrent SABMiller, montrent des données de Thomson Reuters.

Leur montant est de 3.380 milliards de dollars (3.000 milliards d'euros environ), en hausse de 35% sur la période comparable de 2014. C'est également un montant sans précédent, ramené à une période écoulée depuis le début de l'année, depuis que cette statistique existe, soit 1980.

La plus grosse OPA jamais réalisée reste celle de 202,8 milliards de dollars de Vodafone sur Mannesmann en 1999.

L'année aura vu d'autres méga-fusion ou acquisition: l'OPA de 70 milliards de dollars de Shell sur BG Group en avril est ainsi la plus grosse opération du secteur de l'énergie depuis plus de 10 ans.

Warren Buffett aura lui réalisé sa plus grosse acquisition avec le rachat en août de Precision Castparts par son fonds Berkshire Hathaway. Reuters 09.10

[Haut de page ↗](#)

Le 11 octobre 2015

CAUSERIE

On mettra les infos en bref en ligne demain.

Selvie, ma compagne, a été contrainte par son employeur, une riche italienne, de travailler ce dimanche matin. Elle a menacé de la virer sur le champ si elle refusait. Du coup je ne bosserai pas cet après-midi pour le partager avec elle. La pauvre femme était bouleversée et en pleurs. Elle n'a aucun recours évidemment, ici le Code du travail cela n'existe pas, c'est la précarité totale, rien de tel pour maintenir les esclaves en laisse.

Vous comprendrez pourquoi toutes les conneries de vos dirigeants m'exaspèrent au plus haut point... On va se les farcir histoire de se soulager un peu, comme disait Lénine à quoi bon combattre l'impérialisme si on ne combat pas simultanément l'opportunisme. A rien sinon à s'en faire les complices. Non merci !

[C'est quoi l'opportunisme, tenir un double langage, jouer un double jeu. Mode d'emploi.](#)

Nous soutenons la version des faits, selon laquelle c'est Assad qui en réprimant dans le sang des manifestations pacifiques aurait déclenché une guerre civile en Syrie, c'est lui qui porterait la responsabilité de la suite des événements et des quelque 240.000 morts. Autrement dit, vous adoptez la version d'Obama reprise en boucle depuis 2011 par la totalité des

gouvernements occidentaux (dont ceux de Sarkozy et Hollande) et des médias institutionnels, l'UE, l'Otan, le Pentagone, la CIA, les monarchies du Golfe, la Turquie, sans oublier Al-Qaïda et l'Emirat islamique, le Conseil de sécurité de l'ONU à l'exception de la Russie.

Par ailleurs, nous exigeons que Hollande et le gouvernement français cesse de bombarder la Syrie.

Où est le lézard ?

On pourrait se borner à répondre qu'il faut vraiment être dépourvu de tout esprit critique pour faire partie de ce consensus aux intentions plus que douteuses au regard de ses participants. C'est totalement aberrant, à peine croyable qu'on puisse en arriver là, j'allais écrire à ce degré de corruption idéologique, stupéfiant tellement c'est ridicule, grotesque, il faut à la base avoir subi un lavage de cerveau pour se laisser entraîner à croire le discours d'acteurs et d'institutions aussi réactionnaires, à la réputation sulfureuse. C'est comme si on n'avait tiré absolument aucun enseignement après des années de militantisme ou qu'on avait fini par être complètement sclérosé, bref, c'est complètement dingue !

Où est le lézard ?

C'est simple. Cette version des faits a été conçue uniquement pour justifier une intervention militaire américaine ou occidentale en Syrie pour renverser Assad... Ce qui signifie qu'en la soutenant ou en la partageant en sachant ou non qu'elle a été fabriquée par Washington, vous cautionnez le bombardement de la Syrie tout en le dénonçant, ce qui n'apparaîtra pas forcément à première vue ou ce que vous pourrez contester du fait que vous ignorez que la version des faits a été falsifiée ou que vous êtes sous l'emprise de la propagande gouvernementale.

Autrement dit cette manipulation repose ou peut fonctionner à condition seulement que vous ignoriez les faits réels que l'on s'efforcera de vous cacher ou de nier, ce qui signifie qu'elle a sciemment été planifiée en partant de l'hypothèse que vous n'aurez pas accès à la version originale des faits ou que vous ne la croirez pas, ce qui veut dire que c'est intentionnellement qu'ils trompent militants et travailleurs. Je ne sais pas si vous mesurez la gravité du procédé qui relève de la supercherie organisée, préméditée.

Voilà pour le soutien du POI (NPA et LO) à la politique extérieure ou coloniale de Hollande ou de l'impérialisme américain.

Maintenant on va prendre un autre exemple plus pernicieux ou tordu qui concerne la politique intérieure.

Avec la pseudo-gauche et extrême gauche ils ont accusé en chœur Hollande de ne pas avoir respecté le mandat que les électeurs lui auraient donné en mai 2012. Qu'est-ce que cela signifiait ?

Deux cas de figure se présentaient. Soit il le respectait, soit il ne le respectait pas. S'il le respectait, ce qui sous-entend qu'il aurait tenu un discours favorable aux travailleurs, cela aurait signifié que Hollande et le PS étaient de gauche (selon leur conception de la gauche), et s'il ne le respectait pas, qu'il aurait trahi son engagement ou ses promesses électorales sans forcément en tirer la conclusion que Hollande et le PS étaient de droite puisque s'ils allaient agir de la sorte c'était seulement par faiblesse ou sous la contrainte du marché ou de la situation, seule leur politique serait susceptible d'être qualifiée de droite, alors qu'ils seraient toujours de gauche.

On s'aperçoit que dans les deux cas on est en présence d'un tour de passe-passe qui relève là encore de l'escroquerie politique. Comment cela ?

C'est simple. Vous aurez remarqué que dans les deux cas ils arrivaient à la même conclusion, Hollande et le PS sont et demeurent de gauche, c'est d'ailleurs là qu'ils voulaient en venir, autant dire qu'ils le resteront indéfiniment ou pour l'éternité et le tour est joué, amen.

Où était le lézard ?

Dans le postulat du départ qui était faux et qui consistait à affirmer que Hollande aurait détenu un mandat du peuple, alors qu'il ne pouvait détenir un mandat que des banquiers ou du CAC40, et les électeurs qui avaient voté pour lui n'avaient fait que s'illusionner ou manifester leurs illusions dans le capitalisme, dont Hollande était le meilleur représentant à leurs yeux puisqu'ils n'étaient pas plus socialistes que lui. Cette explication est conforme au contenu politique de ce que les uns et les autres appellent l'électorat de gauche.

On se demande comment Hollande aurait-il pu détenir un mandat du peuple, puisque les masses exploitées étaient incapables de se situer sur un terrain de classe indépendant, car si cela avait été le cas, elles n'auraient pas voté pour Hollande qui manifestement ne pouvait pas incarner ce terrain de classe puisqu'il incarnait celui des capitalistes. Nous faire le coup du mandat du peuple revenait à faire croire que les électeurs découvraient Hollande et le PS ou qu'ils ignoraient leurs réelles intentions. Et

s'ils avaient voté par dépit ou pour uniquement chasser Sarkozy, on ne voit pas trop ce que viendrait faire ici la question du mandat qu'ils auraient confié à Hollande et au PS, à moins que...

On peut retourner la question dans tous les sens, à l'arrivée on en arrive toujours à la conclusion qu'il y avait incompatibilité entre Hollande et un mandat du peuple ou conforme à ses intérêts. On peut aller plus loin et préciser que Hollande a été élu par la majorité de la petite bourgeoisie et des classes moyennes, par l'aristocratie ouvrière, classes et couches du prolétariat qui avaient lié leur sort à celui du capitalisme, et qui estimaient qu'elles seraient mieux traitées par Hollande que par Sarkozy, le reste du prolétariat n'ayant fait que suivre le mouvement, sans illusion ou état d'âme dans Hollande.

Finalement, prétendre que Hollande n'aurait pas respecté son mandat consistait à se faire les porte-parole des intérêts de la petite bourgeoisie, des classes moyennes et de l'aristocratie ouvrière qu'incarne le POI, et non la classe ouvrière qui n'avait rien à attendre de Hollande et du PS et en avait parfaitement conscience. Or, au-delà de leur appartenance au camp des capitalistes, qu'incarnaient Hollande et le PS sinon la petite bourgeoisie, les classes moyennes et l'aristocratie ouvrière, le fond de commerce traditionnel du réformisme ou la négation du socialisme.

On a là le contenu politique du "mandat du peuple" de Hollande qui avait pour objectif de rappeler à son bon souvenir qui l'avaient élu, pour qu'il veuille bien avoir l'obligeance de les servir ou de ne pas se montrer trop ingrat à leur égard, quitte si nécessaire à soutenir ses guerres impérialistes en Afrique et au Moyen et Proche-Orient et la boucle de l'opportunisme lié à l'impérialisme était bouclée.

Des militants nous ont écrit qu'ils n'avaient pas progressé après avoir milité parfois pendant 40 ans au sein de ce courant politique, d'autres nous ont écrit que seules nos causeries leur avaient permis de les aider à progresser ou à répondre aux nombreuses questions qu'ils s'étaient posés et auxquels ils n'avaient trouvé aucune réponse satisfaisante ailleurs...

Mais camarades, ce sont des questions que des millions et millions de travailleurs et jeunes ont forcément été amenés à se poser compte tenu des contradictions qui surgissaient du développement de la situation elle-même, et qui parce qu'ils n'y avaient pas trouvé de réponses cohérentes ou crédibles n'ont pas pu disposer des arguments ou des moyens qui leur auraient permis de forger librement leurs convictions et de se mobiliser pour combattre la politique réactionnaire de Hollande (et avant lui de Sarkozy), ils ont été pour ainsi dire neutralisés ou réduits à l'impuissance, ce qui ne pouvait les conduire qu'à renforcer leur impression dévastatrice ou préjudiciable à notre cause, qu'il était finalement impossible de s'y opposer, pire encore, ils devaient subir la pression du camp de la réaction et pour certains abdiquer ou le rejoindre.

Certains estiment inutile ou nuisible notre démarche et la condamne. Au nom de quoi, de qui, qui sont-ils, que représentent-ils au juste dès lors qu'ils soutiennent aveuglément les pratiques que nous venons de dénoncer et que nous combattons.

Quelle démarche est légitime, celle qui consiste à nier les faits, à les tronquer, les falsifier, les inventer ou celle qui consiste au contraire à s'en tenir aux faits dans leur intégralité et à les porter à la connaissance des militants et des travailleurs pour qu'ils se forment librement leurs convictions et en tirent des conclusions pratiques ?

Qui sont les faussaires, les manipulateurs ?

Qui a cédé à la tentation d'imposer ses idées aux autres selon vous, ceux qui nient les faits ou les réduisent à ceux qu'ils ont sélectionnés à votre insu, ou ceux qui les prennent en compte en totalité dans leurs analyses en les portant à votre connaissance ?

Qui a cédé à la tentation d'imposer ses idées aux autres selon vous, ceux qui vous demandent de prendre position à partir de leur interprétation de la situation ou l'idée qu'ils s'en font, ou ceux qui vous proposent uniquement de partir des faits ?

Je vous laisse répondre librement à ces questions.

N'oubliez pas qu'à partir du moment où on aura adopté une position sur la base d'une analyse falsifiée de la réalité, pour l'imposer au sein d'un parti aux militants qui la contesteraient, on serait forcé de recourir à des méthodes autoritaires et déloyales dignes des pires fossoyeurs ou ennemis de la classe ouvrière et du socialisme, un tel parti sera voué à végéter ou à se disloquer.

Voilà une explication pour comprendre pourquoi nous en sommes là aujourd'hui, libre à chacun de la partager ou de la rejeter. Et nous dirons à ceux qui seraient tentés de la rejeter, qu'ils sachent que tôt ou tard les faits qu'ils se sont employés à occulter ou à nier referont surface ou finiront par s'imposer. On leur offre ici la possibilité d'y réfléchir tranquillement sans rien exiger d'eux en retour, car nous ne sommes pas des adeptes de la chasse aux sorcières ou des séances d'autocritiques particulièrement humiliantes, et nous concevons que chacun a le droit à l'erreur, surtout à l'heure où la plus grande confusion qui soit règne au sein du mouvement ouvrier, confusion dont ils ne portent pas la responsabilité à titre individuel, mais qu'ils peuvent soit contribuer à alimenter, soit la combattre s'ils en ont le courage et la volonté.

[Haut de page ↗](#)

Le 12 octobre 2015

CAUSERIE

Nadejda Kroupskaïa - Souvenirs sur Lénine, 1930

Extrait. Vladimir Ilitch avait essayé un moment de mener l'action à l'échelle internationale. On tint des réunions dans le petit café Zum Adler, dans une ruelle toute proche. Il y vint quelques bolchéviks russes et polonais, des socialistes suisses, quelques jeunes Allemands et Italiens. La première réunion compta environ quarante personnes. Ilitch y exposa son point de vue sur la guerre, sur la nécessité de condamner les chefs qui avaient trahi la cause du prolétariat ; il élaborait un programme d'action. Quoique internationalistes, les étrangers furent interloqués par l'audace d'Ilitch. Je me rappelle le discours d'un représentant de la jeunesse suisse qui déclara qu'on ne pouvait pas se casser la tête contre un mur. Ce qui est certain, c'est que notre auditoire se mit à fondre et que, à la quatrième réunion, il ne vint plus que des Russes et des Polonais. On se sépara après quelques plaisanteries.

Nadejda Kroupskaïa était la compagne de Lénine.

C'est marrant, l'attitude de ces "étrangers" me fait penser à celle de nos lecteurs...

On est en guerre contre l'impérialisme et l'opportunisme que voulez-vous ! Accrochez-vous à votre petit confort matériel, bientôt ce ne sera plus qu'un douloureux souvenir...

Réflexions politiques

1- En somme, ce qu'ils ont appelé abusivement la gauche n'était en réalité que la bonne conscience de la droite qui était celle de l'extrême droite.

Et la véritable gauche (devenue introuvable ou quasi inexistante) n'avait pas besoin de bonne conscience, puisque qu'elle représentait la classe à laquelle était dévolue la tâche historique de mettre un terme au règne de la nécessité synonyme de guerres et de barbarie depuis la nuit des temps pour le compte de l'humanité toute entière.

Quant à l'extrême gauche elle viendra se greffer sur la véritable gauche lorsque qu'elle fera faillite pour finalement l'imiter.

A l'arrivée que restera-t-il de la gauche, des éléments isolés et inconsistants, incapables de s'entendre entre eux sur les tâches à réaliser ou les objectifs politiques.

2- On vous conseille la lecture attentive ou l'étude de l'excellent dossier publié par le portail (Investig'Action) de Michel Collon *Etre ou ne pas être Charlie* ou *Les clés pour comprendre le terrorisme* que l'on résumera à une seule question posée : *Le choc des civilisations ou la lutte des classes ?*

On a le droit de les remercier et de soutenir leur formidable travail au service de la vérité... qui demeure révolutionnaire.

On en dira de même du Réseau Voltaire qui vient de publier *Attentats de Buenos-Aires : Antonio Stiuso se réfugie aux USA* qui fournit les derniers éléments de cette enquête et confirme l'analyse qu'ils avaient fait de ces attentats dès 2006.

Sans leur travail nous serions sans cesse manipulés ou nous serions condamnés à avancer à l'aveuglette puisque les partis ouvriers ne sont pas capables de faire ce boulot, leur boulot.

Quand des intellectuels se distinguent dans le bon sens du terme, il est bon de le signaler.

Attentats de Buenos-Aires : Antonio Stiuso se réfugie aux USA - Le Réseau Voltaire

L'ancien responsable du contre-espionnage argentin —en fuite—, Antonio Stiuso, est parvenu à quitter le Brésil avec un faux passeport italien pour trouver refuge aux États-Unis, le 19 février 2015, annonce le gouvernement argentin. Interpol n'a pas commenté cette nouvelle.

Antonio Stiuso est suspecté d'avoir manipulé, puis assassiné le procureur Alberto Nisman, selon qui l'attentat commis contre l'association juive AMIA, en 1994, aurait bien été commandité par l'Iran. Cette thèse ayant été démontée, Nisman accusa

la présidente Cristina Fernández de Kirchner d'avoir été corrompue par la République islamique pour masquer les faits.

Depuis une décennie l'enquête sur les deux attentats de Buenos Aires n'a cessé de rebondir. Derniers éléments : contrairement aux premières affirmations de l'époque, l'explosion ne venait pas de l'extérieur du bâtiment, mais de l'intérieur. Le moteur de voiture que l'on a retrouvé sous les décombres et qui avait permis de remonter au diplomate iranien Moshen Rabbani et de l'accuser, avait été racheté auparavant par un agent du Mossad.

Revenant sur les premières conclusions qui accusaient l'Iran et le Hezbollah libanais, l'enquête actuelle montre que l'attentat a été commis par un groupe d'Argentins et d'agents du Mossad avec l'appui des États-Unis. Qualifié à tort d'antisémite, cet attentat a coûté la vie à 85 personnes. Le Réseau Voltaire 09.10

Washington veut réécrire les attentats de Buenos-Aires, par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 13 juillet 2006.

« Musulmanes o pista israelí ? » (La piste musulmane ou israélienne), par José Petrosino et Oscar Abudara Bini, Red Voltaire, 22 juillet 2006.

« L'AJC accuse le Hezbollah des attentats de Buenos-Aires, malgré l'arrêt de la Cour suprême argentine », Réseau Voltaire, 12 août 2006.

« Se acusa a los musulmanes de los ataques a AMIA y la embajada de Israel sin pruebas » (Les Musulmans accusés sans preuve d'avoir perpétré les attentats contre l'AMIA et l'ambassade d'Israël), par Juan Gabriel Labaké, Red Voltaire, 4 septembre 2006.

L'Effroyable Imposture 2 - Manipulations et désinformations, par Thierry Meyssan, Éditions Alphée - Jean Paul Bertrand, 2007.

« Des attentats sous fausse bannière en Argentine : 1992 et 1994 », par Adrian Salbuchi, James Fetzer, Réseau Voltaire, 9 novembre 2009.

« L'attentat de Buenos-Aires (1994) aurait été fomenté par l'ex-ministre de l'Intérieur », Réseau Voltaire, 3 juillet 2013.

Rectificatif et précision.

Dans la causerie du 26 septembre 2015 en me référant notamment à des vidéos que l'historien suisse Henri Guillemin avait consacrées à Lénine et Trotsky, j'avais écrit que "Trotsky trahira Lénine à au moins deux reprises à des moments déterminants pour l'existence du parti bolchevik et la révolution socialiste mondiale, lorsqu'il refusera en 1922 et en 1923 de porter à la connaissance des dirigeants bolcheviks la lettre que lui avait remis Lénine dans laquelle il demandait la destitution de Staline, et c'est seulement lors du XIIe Congrès du Parti bolchevik en mai 1924 qu'elle sera lue, donc après la mort de Lénine survenue quatre mois plus tôt..."

Or, après avoir téléchargé et lu avant-hier un texte de Trotsky de 1932 portant sur ce qui fut appelé le testament de Lénine mis en ligne par le portail marxists.org, je me suis aperçu que Guillemin avait confondu volontairement ou non ce qui s'était réellement passé entre la fin de 1922 et le début de 1923, prêtant à Trotsky ce qui sera en réalité l'attitude de Staline soutenu par Zinoviev et Kamenev.

Je reproduis le passage en question qui figure dans ce document. (Léon Trotsky - OEuvres – 1932 - Le "testament" de Lénine 31 décembre 1932 - Edité en français par la revue "Quatrième Internationale" - numéro spécial – Dossier de la "destalinisation" – hiver 1956)

Trotsky - Le document appelé testament de Lénine a été écrit en deux temps séparés d'un intervalle de dix jours : le 25 décembre 1922 et le 4 janvier 1923. Au début deux personnes seulement en connaissaient l'existence. Le sténographe M. Volodicheva, qui l'écrivit sous la dictée, et la femme de Lénine, N. Kroupskaïa. Aussi longtemps que resta une lueur d'espoir de voir Lénine se rétablir, Kroupskaïa garda le document sous clé. Après la mort de Lénine, peu de temps avant le treizième Congrès, elle remit le testament au secrétariat du Comité central afin qu'à l'occasion du Congrès il fut porté à la connaissance du Parti auquel il était destiné.

En ce temps là, l'appareil du Parti se trouvait de façon semi-officielle entre les mains de la troïka, Zinoviev, Kamenev, Staline, en réalité déjà entre les mains de Staline. La troïka s'exprima d'une manière décisive contre la lecture du testament au cours du Congrès pour des motifs nullement difficiles à comprendre. Kroupskaïa insista. A cette étape, la discussion eut lieu dans les coulisses. La question fut portée devant une réunion des anciens du Congrès, c'est-à-dire des chefs des délégations des provinces. C'est là que les membres oppositionnels du Comité central, et moi-même parmi eux, apprirent pour la première fois l'existence du testament. Après qu'une décision eut été adoptée d'après laquelle personne ne devait prendre des notes, Kamenev commença à lire le texte à haute voix. Parmi les auditeurs la tension était extrême. Mais, dans la mesure où je puis revoir

les choses de mémoire, je dois dire que ceux qui connaissaient déjà le contenu du document étaient, de loin, les plus anxieux. Fin de l'extrait.

Evidemment, je n'ai aucune raison d'émettre le moindre doute sur la sincérité du témoignage de Trotsky quand il affirma n'avoir pris connaissance de cette lettre de Lénine qu'après sa mort intervenue le 21 janvier 1924.

Encore une chance que j'aie eu l'idée d'aller voir sur ce portail si des nouveautés pouvaient m'intéresser.

Un crétin de lambertiste qui avait lu cette causerie, s'était empressé de me traiter par courriel de stalinien sans me fournir aucun élément permettant de corriger mon erreur tout à fait involontaire.

Voyez-vous contrairement aux esprits formatés au centralisme bureaucratique et pratiquant le culte de la personnalité, j'ai toujours éprouvé une confiance absolue dans l'honnêteté de Marx et Engels, Lénine et Trotsky, sans toutefois aller jusqu'à enjoliver leur personnalité et leurs rapports, encore moins être porté à adhérer aveuglément à leurs analyses sachant qu'ils avaient pu commettre des erreurs, ce qu'ils reconnurent eux-mêmes modestement d'ailleurs, sans que cela ne remette en cause les enseignements irremplaçables de la lutte des classes qu'ils nous ont légués et qui demeurent une source d'inspiration inépuisable pour les militants communistes faut-il préciser à l'adresse des esprits particulièrement tordus toujours prompts à se livrer à des procès d'intention.

Ceci dit, dans cette causerie du 26 septembre j'avais également effleuré la question des relations qu'entretenaient Lénine et Trotsky et qui avaient été loin d'être aussi harmonieuses qu'on aurait voulu nous faire croire, aussi bien sur le plan personnel qui ne nous intéresse pas ici, que sur le plan politique que l'on retiendra seulement.

En lisant ce matin le texte de Trotsky de 1932 qui fait 17 pages, j'en ai eu confirmation par Trotsky lui-même. Jusqu'à présent je m'en étais tenu aux quelques allusions qui en témoignaient dans des articles rédigés par Lénine ou Trotsky qui dataient de différentes époques et que j'ai lus ou relus depuis 2001. J'avoue ne m'être jamais penché sur cette question que j'estimais secondaire au regard de la suite du parcours politique de Trotsky au côté de Lénine, et la lutte acharnée qu'il livrera contre le stalinisme après la mort de Lénine jusqu'à son assassinat par Staline le 20 août 1940. En gros j'en resterai à la déclaration de Lénine déclarant qu'il n'y avait pas de meilleur bolchevik que Trotsky lorsqu'il adhéra au Parti bolchevik, ce qui ne signifiait pas pour autant que Trotsky ne commettrait pas des erreurs politiques par la suite ou qu'on devait partager aveuglément toutes ces analyses, contrairement aux trotskystes qui l'ont transformé en icône fossilisée ou en ont fait un dogme indigeste.

Trotsky exprime dans ce passage un désaccord avec Lénine ou une faiblesse, je laisse le soin à chacun de l'apprécier comme il l'entend, qui confirme ce que je rappelais dans ma causerie du 26 septembre :

Trotsky - En vérité, ce qui a dû l'alarmer et l'attrister dans les derniers mois, c'est que je ne l'ai pas soutenu assez activement dans ses mesures de lutte contre Staline. Oui, c'est là le paradoxe de la situation ! Lénine, redoutant pour l'avenir une scission provoquée par les rapports entre Staline et Trotsky, exigeait de moi une lutte plus énergique contre Staline. La contradiction cependant n'est qu'apparente. C'est dans l'intérêt de la stabilité future de la direction du Parti que Lénine voulait alors condamner Staline et le désarmer. Et ce qui me retenait, moi, c'est la crainte que tout conflit aigu au sein du groupe dirigeant, alors que Lénine luttait avec la mort, ne puisse être interprété par le Parti comme une lutte pour partager ses dépouilles. Je ne veux pas soulever ici la question de savoir si mes réserves en cette occasion, étaient justes ou non, ni la question – de portée bien plus grande – de savoir s'il eut été, possible alors de conjurer le danger par des réformes organisationnelles et des déplacements de personnes. (ib) Fin de l'extrait.

Trotsky est sincère et il a pris la décision qui lui semblait être la meilleure, qu'elle fut bonne ou mauvais est une autre question, on constatera seulement qu'il avouait simplement ne pas avoir soutenu Lénine au moment même où il livrait une lutte à mort contre Staline pour le destituer de son poste de Secrétaire générale du parti ou l'écarter de la direction du parti bolchevik.

Si nous n'avons aucune raison de douter de la sincérité de Trotsky, cependant on relèvera qu'il ramènera sa décision de ménager provisoirement Staline à des "réserves", autrement dit il en minimisa la portée à un moment crucial pour le parti bolchevik et la révolution socialiste mondiale.

Lénine estimait qu'il fallait écarter au plus vite Staline pour éviter la scission du parti bolchevik, et Trotsky pensait au contraire qu'il fallait temporiser ou que ce combat était perdu d'avance Lénine mourrant, qui avait raison, on ne le saura jamais et cela n'a plus vraiment d'importance.

Les relations entre Lénine et Trotsky furent marquées par un nombre de désaccords majeurs y compris sur des questions de principes, sur le parti, la question des syndicats par exemple, autant de questions dont les lambertistes refusent de discuter, et qui réveille en eux un vieil et abominable réflexe dogmatique (sans parler des insultes ou calomnies) qui en réalité ne les a jamais quittés, mais qu'ils s'emploient à camoufler en se donnant des airs de démocrates; c'était juste ce qu'on voulait démontrer et rien de plus.

Vous me direz que ce lambertiste qui m'a écrit ne représente pas tous les militants de ce courant, et vous avez tout à fait raison de le relever, on n'en dira pas de même de ses dirigeants jusqu'à preuve du contraire.

Entre la dictature de la bourgeoisie et celle du prolétariat, le POI a tranché.

Lénine : La IIIe Internationale et sa place dans l'histoire (1919)

- N'avoir pas compris, en lisant Marx, que dans la société capitaliste, en chaque circonstance grave, à chaque conflit social sérieux, il ne peut s'agir que de dictature de la bourgeoisie ou de dictature du prolétariat, c'est n'avoir rien compris à la doctrine politique et économique de Marx.

A propos d'Air France quand le POI aboie avec la meute des chiens enragés de la réaction.

Informations ouvrières n°372 page 2

- "*Des incidents, en marge de la manifestation, ont eu lieu, lorsque le comité central d'entreprise a été envahi par des centaines de manifestants. **Les syndicats, à juste titre** (souligné par LVOG), regrettent ces incidents et ils posent la question : qui est responsable ?*"

La direction d'Air France, le Medef, le gouvernement, le PS, Les Républicains, l'ensemble des médias aux ordres, etc. aussi... Que le POI adopte la position des appareils pourris des syndicats témoigne de son niveau de corruption. Ils osent appeler cela un parti ouvrier indépendant, quelle imposture !

Selon plusieurs témoignages qu'on a pu lire dans différents articles de presse, ce sont les militants de CGT et de FO qui avaient chauffé à blanc le personnel présent devant le siège d'Air France.

Autant dire que la vingtaine de salariés d'Air France sur la selette pour s'être naturellement et légitimement emportée suite à la provocation de la direction annonçant 2.900 licenciements, ne doivent compter que sur eux-mêmes et leurs collègues de travail pour se défendre.

Les militants du POI sont prévenus : en cas d'affrontement violent entre des travailleurs et des patrons ou leurs représentants ou des représentants de l'Etat, ne comptez pas sur votre parti pour prendre le parti des travailleurs. Question : Pour qui roule le POI ?

Pas un seul licenciement à Air France, aucune sanction contre les salariés d'Air France, soutien inconditionnel de tous les militants ouvriers fidèles à leur classe !

Comme quoi le POI et les appareils vendus des syndicats tournent le dos à la classe ouvrière ou ne les représentent pas.

- Air France : une majorité de Français comprend les actes de violence contre la direction - latribune.fr

La majorité des Français "comprennent" les violences survenues en début de semaine lors d'un comité central d'entreprise à Air France, sans pour autant les approuver, selon un sondage Ifop à paraître dans Sud Ouest Dimanche.

Interrogés sur le comportement de certains salariés en colère qui s'en sont pris à deux dirigeants de la compagnie aérienne, 54% des Français disent qu'ils comprennent, mais n'approuvent pas. 38% condamnent, 8% approuvent. latribune.fr 10.10

Notes de lecture et défense du marxisme.

1- Lénine. - Première ébauche des thèses sur les questions nationale et coloniale (Pour le IIe Congrès de l'Internationale Communiste)

Publié le 14 juillet 1920 dans le n° 11 de la revue L'Internationale Communiste

11. Quant aux Etats et nations plus arriérés, où prédominent des rapports de caractère féodal, patriarcal ou patriarcal-paysan, il faut tout particulièrement avoir présent à l'esprit :

1- La nécessité pour tous les partis communistes d'aider le mouvement de libération démocratique bourgeois de ces pays ; et, au premier chef, l'obligation d'apporter l'aide la plus active incombe aux ouvriers du pays dont la nation arriérée dépend sous le rapport colonial et financier ;

3- La nécessité de lutter contre le panislamisme et autres courants analogues, qui tentent de conjuguer le mouvement de libération contre l'impérialisme européen et américain avec le renforcement des positions des khans, des propriétaires fonciers, des mollahs, etc. ;

5- La nécessité de lutter résolument contre la tendance à parer des couleurs du communisme les courants de libération démocratique bourgeois des pays arriérés ; l'Internationale Communiste ne doit appuyer les mouvements nationaux démocratiques bourgeois des colonies et des pays arriérés qu'à la condition que les éléments des futurs partis prolétariens, communistes autrement que par le nom, soient dans tous les pays arriérés groupés et éduqués dans l'esprit de leurs tâches particulières, tâches de lutte contre les mouvements démocratiques bourgeois de leur propre nation ; l'Internationale Communiste doit conclure une alliance temporaire avec les démocrates bourgeois des colonies et des pays arriérés, mais pas fusionner avec eux, et maintenir fermement l'indépendance du mouvement prolétarien, même sous sa forme la plus embryonnaire ;

6- La nécessité d'expliquer et de dénoncer inlassablement aux larges masses laborieuses de tous les pays, et plus particulièrement des pays arriérés, la duperie pratiquée systématiquement par les puissances impérialistes qui, sous le couvert de la création d'Etats politiquement indépendants, créent en fait des Etats entièrement sous leur dépendance dans les domaines économique, financier et militaire ; dans la situation internationale actuelle, en dehors de l'union des républiques soviétiques, il n'y a pas de salut pour les nations dépendantes et faibles.

12-plus un pays est arriéré, et plus y sont puissants la petite production agricole, le mode de vie patriarcal et l'indigence d'esprit, ce qui confère inmanquablement une grande force de résistance aux plus enracinés des préjugés petits-bourgeois, à savoir ceux de l'égoïsme national, de l'étroitesse nationale. Etant donné que ces préjugés ne pourront disparaître qu'après la disparition de l'impérialisme et du capitalisme dans les pays avancés, et après la transformation radicale de toute la base économique des pays arriérés, l'extinction de ces préjugés ne pourra être que très lente. D'où l'obligation, pour le prolétariat communiste conscient de tous les pays, de faire preuve d'une prudence et d'une attention particulières à l'égard des survivances du sentiment national des pays et des peuples opprimés depuis très longtemps, et le devoir, aussi, de faire certaines concessions dans le but de hâter la disparition de cette méfiance et de ces préjugés. Sans un libre effort vers l'union et l'unité du prolétariat, puis, de toutes les masses laborieuses de tous les pays et de toutes les nations du monde, la victoire sur le capitalisme ne peut être parachèvement.

Notre position sur la Syrie est conforme à ces thèses. Vous remarquerez qu'on le constate après coup et qu'on ne s'en est pas servi avant pour se faire passer pour de "bons" communistes.

2- Lénine : Notes d'un publiciste (1920)

- ... l'homme qui se déclare « sincèrement » communiste, qui en réalité, au lieu d'une politique impitoyablement ferme, implacablement résolue, hardie, héroïque, (seule une semblable politique est conforme à la reconnaissance de la dictature du prolétariat), nuit à sa cause, par son absence de caractère, par ses hésitations, par son indécision, commet une trahison indirecte : il n'en n'est pas moins un traître. Du point de vue personnel, la différence entre le traître par faiblesse et le traître par intention et par calcul est très grande ; du point de vue politique il n'y a pas de différence, car la politique, c'est en fait le sort de millions d'hommes, qui ne se modifie pas du seul fait que des millions d'ouvriers et de paysans pauvres soient trahis par des traîtres par faiblesse ou par des traîtres par intérêts. Fin de l'extrait.

Vous observerez que depuis longtemps nous avons adopté cette conception de la politique en ayant toujours à l'esprit le sort de "millions d'ouvriers et de paysans pauvres" en France ou à travers le monde, qui n'a rien à voir avec celle de nos dirigeants qui manquent singulièrement de fermeté, de résolution, d'hardiesse, de courage, de caractère, de détermination. On ajoutera et de modestie.

3- Lénine : Lettre à Sylvia Pankhurst (1919)

- Je ne doute pas que, parmi les représentants du prolétariat, un grand nombre d'ouvriers, les meilleurs, les plus honnêtes, les plus sincèrement révolutionnaires soient ennemis du parlementarisme et adversaires de toute action au parlement. Plus la culture capitaliste et la démocratie bourgeoise sont anciennes dans un pays donné, et plus c'est là un phénomène compréhensible, car la bourgeoisie, dans les vieux pays parlementaires, a remarquablement appris le jeu de l'hypocrisie et connaît mille tours pour tromper le peuple, en présentant le parlementarisme bourgeois comme la « démocratie en général » ou la « démocratie pure », etc., en dissimulant avec habileté les innombrables liens du parlement avec la bourse et les capitalistes, en tirant parti d'une presse vénale, en se servant de toutes les façons de l'argent, puissance du capital.

On ne peut en douter : l'Internationale Communiste et les partis communistes des divers pays commettraient une faute irréparable en repoussant les ouvriers, partisans du pouvoir des Soviets, mais qui ne consentent pas à prendre part à la lutte parlementaire. Si on pose la question d'une façon générale, théoriquement, c'est précisément ce programme, celui de la lutte pour le pouvoir des Soviets, pour la république des Soviets, qui peut et doit unir maintenant, sans conteste, tous les révolutionnaires honnêtes et sincères des milieux ouvriers. Beaucoup d'ouvriers anarchistes deviennent maintenant de sincères partisans du pouvoir des Soviets, ce qui nous prouve qu'ils sont nos meilleurs camarades et amis, qu'ils sont parmi les meilleurs révolutionnaires et

ne furent adversaires du marxisme que par malentendu ou, plus exactement, non par malentendu, mais parce que le socialisme officiel, dominant à l'époque de la seconde Internationale (1889-1914) trahit le marxisme, mutila l'enseignement révolutionnaire de Marx en général et son enseignement sur l'expérience de la Commune de Paris (1871) en particulier. Fin de l'extrait.

Rien à voir avec l'esprit borné, dogmatique, intolérant, sclérosé des "héritiers" du trotskysme qui pratiquent l'exclusion à tour de bras.

Pour Lénine la question du parlementarisme était secondaire. De nos jours elle se pose autrement ou de manière inédite par rapport à son époque, depuis que la Bourse et les médias ainsi que les instituts de sondages font les présidents et les élections, et ont réduit l'exercice de la démocratie à une alternance entre le parti de l'ordre et son suppléant avec leurs satellites respectifs.

4- Lénine : Lettre à Sylvia Pankhurst (1919)

- Le lien ininterrompu avec la masse ouvrière, l'aptitude à y entretenir une agitation constante, à prendre part à chaque grève, à répondre à toutes les interrogations formulées par la masse, c'est là l'essentiel pour le Parti Communiste, surtout dans un pays tel que l'Angleterre, où jusqu'à présent (comme d'ailleurs dans tous les pays impérialistes) seuls de petits groupes ouvriers, composés de représentants de l'aristocratie ouvrière, pour la plupart complètement et irrémédiablement pourris de réformisme, captifs des préjugés impérialistes et bourgeois, ont pris part au mouvement socialiste et en général au mouvement ouvrier. Sans lutte contre ces éléments, sans destruction totale de leur autorité, sans enracinement au sein de la masse de la conviction de leur absolue corruption bourgeoise, il ne peut être question d'un mouvement ouvrier communiste sérieux.

Ceci se rapporte à la fois à l'Angleterre, à la France, à l'Amérique et à l'Allemagne.

Les ouvriers révolutionnaires qui font du parlementarisme le point de mire de leurs attaques ont pleinement raison dans la mesure où ils expriment ainsi le rejet de principe du parlementarisme bourgeois et de la démocratie bourgeoise. Fin de l'extrait.

Quels partis ouvriers en France "*font du parlementarisme le point de mire de leurs attaques*" ? Aucun, puisqu'ils y participent tous. Le reste est à l'avenant.

5- Lénine : Lettre à Sylvia Pankhurst (1919)

- La république bourgeoise la plus démocratique ne fut jamais et ne pouvait être rien qu'une machine servant au capital à écraser les travailleurs, un instrument du pouvoir politique du capital, une dictature de la bourgeoisie. La république démocratique bourgeoise a promis et proclamé le pouvoir de la majorité, mais elle n'a jamais pu le réaliser tant qu'existait la propriété privée du sol et des autres moyens de production.

La « liberté » dans la république démocratique bourgeoise n'était en fait que la liberté pour les riches. Les prolétaires et les travailleurs des campagnes pouvaient et devaient s'en servir afin de préparer leurs forces pour renverser le capital, pour venir à bout de la démocratie bourgeoise ; mais en règle générale les masses laborieuses n'ont jamais pu bénéficier réellement de la démocratie en régime capitaliste. Fin de l'extrait.

Avis à ceux qui proclament son rétablissement, alors qu'elle n'a réellement existé que dans leur imagination ou leur interprétation déformée de la réalité.

[Dossier Syrie.](#)

- Syrie : Révolte ou intervention ? - Études marxistes (www.marx.be)

(Cet article m'a été envoyé par un des camarades qui soutient notre portail, il n'est pas daté mais doit déjà dater d'au moins deux ans.)

Par Marc Botenga

Le conflit en Syrie a dégénéré et est devenu l'un des drames humanitaires les plus sanglants de notre siècle : dans ce pays qui compte un peu plus de 20 millions d'habitants, il a déjà fait plus de 110 000 morts, 2 millions de réfugiés et 5 millions de déplacés internes. Comment a-t-on pu en arriver là ?

Déficit démocratique et social

Les premiers troubles éclatent entre janvier et mars 2011 et se limitent à quelques manifestations de faible envergure. À ce moment-là, il n'est pas encore question de « mouvement », mais plutôt d'une série de protestations aux causes et revendications diverses. Ce n'est qu'à partir de la seconde moitié du mois de mars que l'on assiste dans la ville de Daraa, à

proximité de la frontière avec la Jordanie, à une première et véritable escalade de la violence. Les 18 et 19 mars, des manifestations organisées pour la libération de jeunes graffeurs, avec le soutien des réseaux religieux locaux, sont dispersées par la police avec des gaz lacrymogènes. Le 20 mars des manifestants envahissent le tribunal local et le siège du parti dominant Baas. Le gouvernement répond par l'envoi de soldats à Daraa.

L'Occident classe ces événements dans le cadre du « Printemps arabe », soutenant que les Syriens s'insurgent contre la dictature et pour la démocratie. Que le système politique en place soit peu démocratique ne fait aucun doute. Bien que, contrairement à ce qui se passe dans bien d'autres pays de la région, des élections aient été organisées, les mandats de Hafez Al-Assad et de son fils, l'actuel président Bashar Al-Assad, ont été confirmés par référendum et sans contestation. L'état d'urgence qui suspend, au nom de la sécurité nationale, de nombreux droits constitutionnels était en vigueur depuis 1963 déjà. Les Kurdes aussi s'étaient insurgés [99]. Une partie de la classe moyenne laïque instruite était depuis longtemps en faveur de réformes libérales qu'en 2005, suite à des manifestations, Bashar Al-Assad avait déjà promises. Néanmoins, le succès de la révolte dans les quartiers populaires est davantage lié aux réformes menées qu'au manque de réformes. Le parti Baas arrive au pouvoir en 1963 avec une idéologie inspirée du socialisme. Plusieurs entreprises importantes sont nationalisées, le gouvernement tente de stimuler le développement de certaines régions défavorisées et de résorber les inégalités de revenus. Mais à partir des années 90, Hafez Al-Assad applique des mesures de libéralisation, qui profitent surtout à une petite élite.

Avec l'arrivée au pouvoir de Bashar, ces réformes s'accélèrent [100]. En 2001, la Syrie légalise les banques privées. En 2004, un marché boursier commence à s'organiser. La législation relative aux impôts et à la propriété est également réformée. Le pays commence à conclure des accords de libre-échange avec les autres pays de la Ligue arabe et adhère, aux côtés de seize autres pays arabes, à la Greater Arab Free Trade Area (GAFTA). La Syrie passe des accords de libre-échange avec la Turquie, la Jordanie, la Biélorussie et la Slovaquie, et négocie un accord d'association avec l'Union européenne.

L'Union européenne et les États-Unis encouragent ce processus de libéralisation, mais pour la majorité des Syriens il ne représente pas vraiment une avancée. L'exemple des soins de santé est frappant. Depuis 2002-2003, l'UE soutient en Syrie un projet de « modernisation », autrement dit de libéralisation, des soins de santé. L'Europe ignore délibérément les bons résultats de la politique sanitaire en place et fait la promotion du modèle néolibéral à travers le programme Health Sector Modernization (HSMP). Les documents de l'UE, et notamment le programme indicatif national ou le document de stratégie de 2007, prétendent que la gratuité des soins de santé n'est pas tenable pour les Syriens. L'UE insiste sur la nécessité de développer des partenariats avec le secteur privé, une manière de promouvoir directement la privatisation des hôpitaux.

Ces trois dernières décennies, les indicateurs de santé en Syrie s'étaient pourtant considérablement améliorés. L'espérance de vie à la naissance était passée de 56 ans en 1970 à 72 en 2006, le taux de mortalité infantile de 132 pour 100 000 naissances en 1970 à 14 en 2010, et le taux de mortalité maternelle de 482 pour 100 000 naissances à 45. La Syrie devançait ainsi l'Égypte et la Jordanie, pays dont le produit intérieur brut est pourtant plus élevé [101]. Ces résultats étaient la conséquence d'une politique proposant des services de soins à la fois curatifs et préventifs, généralement gratuits, à travers un réseau de centres de santé primaire et d'hôpitaux publics. Mais aujourd'hui, « grâce » à l'UE, les soins de santé sont de plus en plus coûteux, notamment à Latakia et Daraa, et par conséquent beaucoup moins accessibles.

La libéralisation socio-économique profite à une petite élite seulement, tandis que le reste de la population doit faire face à des pertes d'emplois et des hausses de prix. Dans les villes, les plus défavorisés vont même connaître la faim [102]. Pour bon nombre de Syriens, cette politique néolibérale avait déjà eu des conséquences dommageables. Les réformes encouragées par l'UE seront la goutte qui a fait déborder le vase [103]. Surtout à un moment où les prix des denrées alimentaires et de l'essence grimpent en flèche, comme en 2011 et 2008 respectivement [104]. En renonçant à sa fonction sociale, l'État a perdu une part de sa légitimité. Les islamistes fondamentalistes, qui par les réseaux religieux mettent en place une forme de charité, vont profiter de la situation. Ingérence étrangère et un plan de paix jamais mis en œuvre

La réaction du gouvernement aux premières manifestations est triple. Primo, il y a la répression. Secundo, les autorités tentent de calmer la situation par des contacts formels et informels avec des membres de l'opposition. Bouthaina Shaaban, le conseiller de Bashar Al-Assad, insiste sur le fait que le président n'a jamais donné l'ordre de tirer sur les manifestants [105]. Le 29 mars, le gouvernement syrien démissionne en espérant calmer les manifestants. Les forces d'opposition, qui essayent de s'unir au sein du Comité de coordination national pour le changement démocratique, réclament des réformes plutôt que la démission d'Assad [106]. Tertio, les autorités demandent à la population d'exprimer son soutien à Assad : fin mai, des centaines de milliers de personnes descendent alors dans la rue dans plusieurs villes du pays, entre autres à Hama, Alep et Damas, pour témoigner leur soutien au président [107].

Assad lève alors l'état d'urgence mais les protestations s'intensifient. Le 8 avril, à Daraa par exemple, outre 23 manifestants, 19 agents de police et des services de l'ordre sont tués [108]. L'armée syrienne coupe la ville du reste du monde. L'intervention musclée de l'armée coûte la vie à de nombreux civils, mais pousse également de nombreux soldats à désertir. L'Occident encourage cette désertion par des promesses, réelles ou non, d'aide financière. Ces déserteurs vont former quelques mois plus tard l'Armée syrienne libre, une opposition militaire organisée.

En mai, l'armée intervient aussi à Homs où il n'est plus seulement question de manifestants pacifiques. La révolte y prend une forme armée et le gouvernement peine à reprendre le contrôle de la ville. En outre, les signes d'ingérence étrangère dans le

conflit sont de plus en plus visibles. En août, Obama déclare à Washington que le président Assad doit démissionner. Les autorités syriennes s'interrogent sur le rôle de l'ambassadeur américain Robert Ford dont la présence est signalée à Hama début août, la veille d'une grande manifestation, sans qu'il y ait été autorisé [109]. La Turquie va elle aussi se retourner contre Assad.

Dès septembre, des centaines de milliers de Syriens descendent dans les rues du pays. Le 2 novembre, la Syrie accepte un plan de paix de la Ligue arabe. L'accord prévoit le retrait de l'armée, la libération des prisonniers politiques et la reprise des négociations avec les groupes de l'opposition, mais pas le départ d'Assad [110]. Les autorités syriennes vont de leur côté demander la fin de la guerre de propagande menée contre le gouvernement syrien par la télévision Al Jazeera, basée au Qatar, et Al Arabiya, pro-Arabie saoudite. La Syrie réclame aussi la fin du trafic d'armes avec les rebelles via le Liban et la Jordanie.

Cet accord n'a jamais été exécuté. La Ligue arabe rejette la faute sur la Syrie et suspend le pays. Le roi — non élu — de Jordanie réclame le départ d'Assad tandis que la Ligue, tout comme l'Occident, impose des sanctions de plus en plus sévères. En décembre, le gouvernement syrien ouvre malgré tout la porte aux observateurs arabes. L'organisation américaine de défense des droits de l'homme Human Rights Watch, fondée à l'époque de la Guerre froide pour dénoncer les violations des droits de l'homme en Union soviétique, met l'accent sur la répression du gouvernement [111]. Les chiffres cités par l'organisation en décembre 2011 sont néanmoins intéressants. Selon le Haut-Commissariat aux droits de l'homme des Nations Unies, il y a eu un peu plus de 4 000 morts parmi les civils, tandis que selon un monitoring du Comité de coordination local, membre de l'opposition, le nombre de tués s'élève à 3 934. De leur côté, les autorités syriennes parlent à ce moment-là d'un peu plus de 1 100 tués parmi les membres de la police et des forces de l'ordre. Un tué sur quatre est donc un agent de police. On peut dire que la violence va déjà dans les deux sens.

Même si leur mission est interrompue fin janvier 2012 « pour des raisons de sécurité », le rapport de la mission d'observation arabe tempère l'image d'un régime massacrant son peuple. À Homs, à Daraa et à Idlib, les observateurs constatent que les rebelles recourent à la violence tant contre les soldats du gouvernement et la police que contre des citoyens innocents [112]. Le 15 janvier, Assad annonce une amnistie pour tous ceux qui, depuis le mois de mars, ont été arrêtés pour activités politiques. Concernant le retrait des soldats de l'armée nationale dans les centres des villes, le rapport est également nuancé : il reste encore des soldats, mais la plupart des véhicules militaires, chars et pièces d'artillerie lourde ont été retirés. Il y est en outre constaté que le gouvernement a conclu un accord avec les manifestants dans certaines villes comme Zabadani et Madaya. Des négociations entre Syriens sont donc toujours possibles.

Ce rapport est critiqué ou tout simplement passé sous silence par l'Occident. Ce qui n'est pas surprenant lorsqu'on sait que le 4 février, les pays occidentaux tentent de faire voter une résolution anti-Assad au Conseil de sécurité des Nations-Unies. Les nuances soulevées par le rapport ne leur convenaient pas. Mais la Russie et la Chine opposent leur veto à la résolution. Quatre jours après l'échec du vote, les Nations Unies et la Ligue arabe proposent une nouvelle mission [113]. La sécurité, la raison officielle qui avait justifié l'interruption de la précédente mission s'est-elle soudain améliorée en Syrie ? Bien sûr que non. La mission précédente avait été interrompue pour la simple raison qu'elle n'avait pas pu trouver de motif suffisant pour justifier une action contre la Syrie.

Malgré l'effusion de sang, il importe de continuer à envisager les choses avec nuance. Saraa Saleh, une Syrienne vivant en Belgique raconte : « Au début, c'est-à-dire pendant les six à douze premiers mois, on a beaucoup exagéré. La situation du pays était relativement stable. Seuls, la ville de Homs et l'est du pays connaissaient de sérieux problèmes. Tout cela n'avait pas réellement d'impact sur la vie de tous les jours [114]. »

Révolte armée et escalade

À partir de la fin de l'année 2011, la situation se dégrade rapidement. Le nombre de manifestations pacifiques diminue et on voit de plus en plus de combattants rattachés à l'Armée syrienne libre et des rebelles fondamentalistes islamiques. Les autorités syriennes sortent de plus en plus l'artillerie lourde. En quelques mois, le nombre de victimes double. Le gouvernement syrien semble néanmoins ouvert à des réformes puisqu'un référendum en vue d'une révision de la constitution est organisé. Malgré le boycott de l'opposition, 57,4 % de la population émet un vote favorable à la nouvelle constitution, qui ne stipule plus que le parti Baas est la « force motrice » de l'État et de la société.

L'envoyé spécial des Nations Unies, Kofi Annan, négocie entre-temps un cessez-le-feu, mais celui-ci est rompu en mai 2012, après le massacre perpétré dans la ville de Houla, qui coûte la vie à 108 personnes, dont 40 enfants. Les rebelles et la communauté internationale pointent immédiatement un doigt accusateur vers Assad. Le quotidien allemand Frankfurter Allgemeine soulève néanmoins des questions sur base des témoignages de l'opposition pacifique [115]. Le Berliner Morgenpost écrit également que la plupart des victimes sont des Alaouites, une secte chiite à laquelle appartient aussi Assad, mais que personne à Houla n'ose parler librement, de peur de représailles de la part des rebelles armés qui contrôlent la ville [116].

Quoi qu'il en soit, l'escalade est indéniable. Fin 2012, on parle de 50 000 tués et à la mi-2013 de 100 000 morts. Les médias occidentaux continuent de qualifier ces événements de « combat du peuple contre un tyran ». Cependant l'Observatoire syrien des droits de l'homme déclare que 43,2 % des victimes, près de la moitié donc, sont des partisans des autorités [117]. Cette escalade de la violence s'explique surtout par une augmentation de la force des rebelles armés et une réponse de plus en plus intense de la part du gouvernement. Mais d'où vient cette augmentation ?

Dès novembre 2011, on ne peut plus dire que la révolte est une affaire purement syrienne. En novembre, le Conseil national syrien est constitué au Qatar. Contrairement au Comité de coordination, le Conseil national syrien, qui deviendra plus tard la Coalition nationale syrienne, demande l'aide de l'étranger ainsi que le renversement d'Assad. De nombreux pays occidentaux reconnaissent la Coalition comme « représentant légitime du peuple syrien ». Un rapport divulgué par Wikileaks concernant une discussion au Pentagone laisse entendre que l'intervention étrangère va à ce moment-là déjà très loin [118]. Les forces d'opération spéciales de divers pays (États-Unis, France, Grande-Bretagne, Jordanie et Turquie) mènent sur le terrain des missions de reconnaissance et entraînent les groupes d'opposition. L'objectif est de faire tomber l'État syrien et l'armée syrienne au moyen d'attentats et d'assassinats ciblés, et si possible sans mener ouvertement une campagne militaire. Cette dernière, dit-on, serait plus difficile qu'en Libye à cause des défenses aériennes syriennes. Sauf dans le cas où les médias se focaliseraient sur un massacre pour justifier l'intervention, les militaires jugent une intervention très improbable.

L'ancien ministre français des Affaires étrangères, Roland Dumas, souligne que, depuis 2001 déjà, des gens sont formés par les Britanniques pour déstabiliser la Syrie [119]. En 2007, le journaliste américain Seymour Hersh affirme que les États-Unis ont organisé des opérations secrètes en Syrie et en Iran également [120].

Selon Aram Karabet, qui a passé treize ans en prison sous Assad, le choix de l'Occident de prendre le parti des rebelles armés n'est pas innocent. Pour lui, l'objectif est clair : « la destruction des infrastructures du pays » [121]. Il ajoute que le soutien armé apporté aux rebelles et fondamentalistes islamiques les plus extrêmes, dont une partie vient de l'étranger, a privé les Syriens de leur révolution. Comme pour donner raison à Karabet, Obama annonce le 3 septembre 2013 que la première brigade de rebelles entièrement formés par la CIA va se joindre aux combattants [122].

Cette escalade est aussi directement responsable du succès des mouvements fondamentalistes islamiques comme Jebhat Al-Nusra ou l'État islamique en Irak et au Levant. Plusieurs voix, comme celle de Haytham Manna du Comité de coordination nationale, révèlent qu'en Arabie saoudite, les États-Unis négocient aussi avec Jebhat Al-Nusra. L'aide matérielle et militaire étrangère dont bénéficie la révolte armée, décrite en Occident par des personnes comme Guy Verhofstadt, mais aussi par certaines ONG et même certains mouvements politiques de gauche comme « la solution » au conflit, ne fait donc que jeter de l'huile sur le feu et marginalise ceux qui recherchent une issue politique. Le soutien apporté aux rebelles réduit, voire anéantit, toute chance d'aboutir à une solution politique. En mai 2013, à plusieurs endroits du pays, et notamment dans la ville d'Alep, la population syrienne est d'ailleurs descendue dans la rue pour protester contre les rebelles [123].

Jeu macabre autour des armes chimiques

L'escalade n'aboutit pas à l'effondrement de l'État syrien. Au contraire, lorsqu'en juin 2013 les rebelles sont chassés de la ville de Qussair par les autorités syriennes, les troupes d'Assad semblent reprendre le dessus. C'est alors que le 21 août, les médias se focalisent sur un massacre à l'arme chimique à Ghouta, à proximité de Damas : Assad aurait utilisé du gaz toxique contre des civils innocents. Les États-Unis proposent alors l'option d'une guerre ouverte. Bien que les autorités syriennes nient toute implication et autorisent des observateurs de l'ONU à venir à Ghouta, la France et les États-Unis refusent d'attendre les conclusions du rapport.

Ces conclusions sont publiées à la mi-septembre 2013 et confirment l'utilisation de gaz toxique, mais ne donnent aucune indication quant à l'auteur. L'organisation Human Rights Watch ainsi que les gouvernements américain et britannique accusent le gouvernement syrien tandis que la Russie, au contraire, dit être en possession d'indices sérieux démontrant que les rebelles sont derrière cette attaque. En mai 2013, Carla Del Ponte, membre de la commission d'enquête des Nations Unies sur la Syrie, avait déjà laissé entendre que les rebelles auraient utilisé du gaz toxique.

Les Américains, les Français et les Britanniques étaient-ils réellement intéressés par la vérité ? Ou bien voulaient-ils à tout prix forcer une intervention militaire ayant pour objectif soit de permettre aux rebelles de prendre le dessus, soit d'empêcher toute victoire d'Assad ? Le « non », plutôt surprenant, émis par le Parlement britannique le 30 août met le holà à tout cela [124]. Face à l'absence de soutien international, Obama se sent obligé de demander l'approbation du Congrès américain. Ce délai permet à la Russie, en accord avec les membres de l'opposition pacifique et le gouvernement syrien, de soumettre avec succès une proposition diplomatique, à savoir la destruction des armes chimiques syriennes. Le 27 septembre, le Conseil de sécurité de l'ONU vote à l'unanimité une résolution allant en ce sens. Débute alors le laborieux processus de localisation et de démantèlement de l'arsenal chimique syrien.

Parallèlement, la Russie, la Chine, le Comité de coordination de l'opposition syrienne et le gouvernement syrien s'efforcent de relancer les pourparlers diplomatiques à Genève en vue d'une solution politique. La Coalition nationale, comprenant qu'une attaque militaire est irréalisable à court terme, approuve à contrecœur le 22 septembre, mais fin octobre le Conseil national, son principal composant, s'oppose de nouveau à des négociations.

Le contexte international

La responsabilité de l'Occident dans l'escalade du conflit syrien est énorme. Et ce n'est pas un hasard puisque la Syrie fait partie de la stratégie à long terme des États-Unis dans cette région. À la fin de la Guerre froide, la Defense Planning Guidance

américaine formule l'objectif stratégique des États-Unis en ces termes : « Empêcher l'apparition d'un nouveau rival, qui représenterait une menace de même envergure que celle de l'Union soviétique autrefois [125] . » Ce document a servi de fil conducteur à l'élaboration de la politique étrangère de l'ex-président américain George W. Bush. Son successeur, Barack Obama, n'y a apporté aucune modification fondamentale. Selon lui, les États-Unis doivent être *primus inter pares*, premier parmi les pairs.

Grâce à leur croissance économique, l'Inde et la Chine pourraient jouer un rôle central sur le plan international. Même si ces deux pays sont loin d'égaliser la puissance militaire américaine, leur indépendance politique pourrait représenter à terme un risque pour la position américaine sur la scène internationale. Ces deux pays ont toutefois un point faible : ils ont besoin d'énormes quantités de pétrole et de gaz, provenant généralement du Moyen-Orient : c'est là que sont en effet localisées près de la moitié des ressources pétrolières mondiales et plus de 41 % des réserves de gaz. Ce n'est donc pas un hasard si, en 2004, les États-Unis publient un plan pour un « nouveau Moyen-Orient », plan dont l'objectif est d'étendre leur contrôle sur la région au travers de réformes politiques et économiques. Les États-Unis espèrent, en cas de conflit ouvert, pouvoir couper l'approvisionnement en pétrole et en gaz de la Chine et l'Inde. Or, le principal obstacle à une domination totale sur le Moyen-Orient est la relative indépendance politique et économique de certains pays, dont la Syrie. Wesley Clark, ancien haut général américain et commandant de l'Otan, raconte comment en 2001 déjà il était tombé sur une note secrète des autorités américaines qui citait les pays concernés : « La note décrit la manière dont nous anéantirons ces sept États en cinq ans, à commencer par l'Irak, ce sera ensuite au tour de la Syrie, du Liban, de la Libye, de la Somalie, du Soudan et pour finir l'Iran [126] . » Avec les problèmes rencontrés lors de l'occupation de l'Irak et de l'Afghanistan, les États-Unis ont pris un peu de retard. Les révoltes arabes et la crise économique empêchent également les États-Unis de tout contrôler comme ils le voudraient. Néanmoins, entre-temps le Soudan a été scindé en deux, l'Irak et la Libye ont été ravagés par les bombes, et un embargo économique dévastateur pèse sur l'Iran.

Des pays comme le Qatar, l'Arabie saoudite et Israël ont aussi leurs propres prétentions. Le Qatar a pour projet de conquérir le marché européen depuis la Turquie où le gaz serait acheminé via l'Arabie saoudite, la Jordanie et la Syrie. Le Qatar possède en effet le plus vaste gisement gazier du monde (North Dome/South Pars) qu'il partage avec l'Iran [127] . Or Assad a préféré la construction d'un gazoduc partant de l'Iran et traversant l'Irak jusqu'en Syrie [128] . Un choix mal accueilli par le Qatar. Mais aussi par l'Arabie saoudite qui a alors tenté d'acheter la Russie en lui promettant une plus grande influence au Moyen-Orient. N'y étant pas parvenue, elle menace alors les Russes de faire échouer les pourparlers de paix en Syrie et de déclencher une intervention étrangère.

Tous ces pays espèrent donc un affaiblissement de la Syrie qu'ils voudraient plus accommodante. Pour Israël surtout, qui avec le plateau du Golan occupe une partie de la Syrie, un affaiblissement de l'armée syrienne, jusqu'il y a peu l'une des armées les plus puissantes de la région, représenterait un avantage sans précédent. Ainsi, la résolution des Nations Unies sur la destruction de l'arsenal chimique syrien devrait permettre à Israël de renforcer sa position dans la région. Il convient néanmoins de souligner que la souveraineté de ces pays est pour ainsi dire inexistante. L'Arabie saoudite vend son pétrole, sa principale richesse, aux prix et quantités dictés par Washington. Le peuple saoudien n'a rien à dire à ce propos. Le Qatar, où la moindre critique sur l'émir fâche, a une superficie environ trois fois inférieure à celle de la Belgique et ne résisterait pas une seconde à une quelconque pression américaine. Quant à Israël, il reçoit chaque année des États-Unis plusieurs milliards de dollars d'aide économique et militaire destinés à assurer sa subsistance. Tout ce que font ces pays, ils le font avec le soutien de Washington ou du moins sans son opposition explicite. Certaines puissances européennes ont, elles aussi, des visées stratégiques en Syrie : l'idée de recevoir par la Syrie de plus grandes quantités de gaz du Moyen-Orient les intéresse. En même temps, la plupart des pays européens veulent éviter d'offenser les États-Unis. Mais il est clair qu'en Europe une intervention militaire suscite des réticences. Si le fait que l'opinion publique européenne est majoritairement opposée à la guerre a joué un rôle, des contradictions subsistent en Europe.

Ces contradictions concernent les intérêts stratégiques de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Allemagne. La France espère depuis des années au travers des programmes d'Union pour la Méditerranée (EuroMed) rétablir son influence économique et son hégémonie dans le Bassin méditerranéen [129] . Cela explique à la fois son soutien inconditionnel aux dictateurs qui lui restent soumis, comme l'ex-président tunisien Ben Ali, et son engouement pour une guerre contre des pays indépendants comme la Libye et la Syrie : à plusieurs reprises, la Syrie avait émis des critiques au sein d'EuroMed et, de son côté, la Libye de Kadhafi n'avait pris part à aucune des activités d'EuroMed. La Grande-Bretagne a toujours entretenu des liens très forts avec les États-Unis. Pourtant le gouvernement britannique ne tenait pas à s'engager dans une nouvelle guerre après les mésaventures militaires des Britanniques en Irak, en Afghanistan et en Libye. À l'exception de l'ex-Yougoslavie et de certains projets d'énergie solaire en Afrique du Nord, l'Allemagne a des intérêts moins directs dans le Bassin méditerranéen et est plutôt tournée vers l'Europe de l'Est et la Russie. Ce qui explique son manque d'enthousiasme pour une intervention en Syrie.

Anti-impérialisme objectif et subjectif

La relation entre la Syrie d'Assad et l'Occident n'est pas sans équivoque. Pour stimuler la croissance économique, Assad a ouvert son pays aux investisseurs internationaux, il s'est également montré disposé à entreprendre des pourparlers avec l'Occident et à lui accorder des concessions : le retrait des soldats syriens du Liban en 2005 en est un exemple. Les États-Unis vont de leur côté soutenir les libéralisations et même faire l'éloge d'Assad qu'ils présentent comme un « réformateur », espérant de cette manière pouvoir contrôler la Syrie sans passer par la guerre [130] . Mais la puissante armée syrienne et l'État autonome restent un frein à leur domination absolue du Moyen-Orient. La Syrie, en effet, s'est opposée à la guerre en Irak en 2003, elle soutient toujours certains mouvements d'opposition palestiniens et cultive une alliance avec l'Iran, un des rares pays de la région à

vouloir rester indépendant de l'Occident.

Ces intérêts stratégiques expliquent pourquoi l'Occident veut mettre la main sur la Syrie. Plusieurs manières sont envisagées. Imposer des accords de libre-échange qui rendront le pays dépendant de l'étranger, telle est la voie que choisit l'Europe militairement affaiblie, les autres voies étant la corruption d'une petite élite, la déstabilisation interne, le coup d'État ou la guerre. En Syrie, les pays occidentaux ont déjà pratiquement tout essayé.

Les rapports de force internationaux compliquent toutefois les choses. La Syrie bénéficie du soutien économique et militaire de l'Iran et de la Russie, chacun de ces deux pays ayant ses propres raisons de la soutenir. L'Iran, qui a aussi entendu Wesley Clark, sait que la disparition de la Syrie en tant qu'État souverain pourrait signifier un futur bombardement de Téhéran. Pour sa part, la Russie qui possède une base militaire en Syrie et a signé des accords économiques avec ce pays veut limiter l'influence d'un Qatar et d'une Arabie saoudite proaméricains. Iran et Russie jouent un rôle fondamentalement différent de celui des États-Unis. Même si les deux défendent leurs propres intérêts, ils se profilent actuellement comme les défenseurs de la souveraineté syrienne et freinent la destruction de l'État syrien, et du Moyen-Orient, par l'impérialisme américain.

La souveraineté d'un État est fondamentale, ce n'est pas pour rien qu'elle constitue un principe de base de la Charte des Nations Unies. C'est également une condition de base de la démocratie. Aussi autoritaires que soient des pays comme la Syrie ou l'Iran, leur peuple jouit d'un avantage important par rapport aux autres peuples soumis à des régimes autoritaires comme le Bahreïn ou l'Arabie saoudite, en ce sens que la politique de leur régime se décide dans leur propre pays : les décisions fondamentales concernant les Syriens sont prises à Damas et non à Washington. Si la Syrie préserve sa souveraineté, le peuple peut espérer pouvoir mener la lutte pour le changement à Damas, dans un État en mesure de choisir sa propre voie. Autrement, il sera peut-être contraint d'aller implorer une aide alimentaire auprès des capitales occidentales.

Marc Botenga (botengam at gmail.com) est docteur en sciences politiques. Il est coordinateur à Médecine pour le tiers monde, www.m3m.be.

[99] Middle East Intelligence Bulletin, vol. 6 (2004), no 4, www.meforum.org/meib/articles/0404_s1.htm.

[100] US Department of State, 8-9-2013, www.state.gov/outofdate/bgn/syria/158703.htm.

[101] Kasturi Sen, Waleed al Faisal, « Syria Neoliberal Reforms in Health Sector Financing : Embedding Unequal Access ? », *Social Medicine*, vol. 6, no 3 (2012),

[102] S. Ismail, « An "Arab Spring" — and Nervous Looks at the World Bank », *Economic Governance for Health*, 23 avril 2011.

[103] J. Yazigi, « Syria Beyond Conflict : The Economic Test », *Opendemocracy.net*, 29 mai 2012

[104] Nafeez Ahmed « Peak Oil, Climate Change and Pipeline Geopolitics driving Syria Conflict », *The Guardian*, 13 mai 2013.

[105] Michael Slackman, « Syrian Troops Open Fire on Protesters in Several Cities », *The New York Times*, 25 mars 2011.

[106] « Syrian Cabinet resigns amid Unrest », *Al Jazeera*, 21 mars 2011.

[107] « Assad Supporters "Loyal to Nation" », *Ynet News*, 29 mars 2011, <http://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-4049313,00.html>.

« Syria Unrest : Pro-Assad Rallies in Damascus and Aleppo », *BBC News*, 29 mars 2011.

[108] « Syria Unrest : Shooting erupts in Seaport of Baniyas », *BBC News*, 10 avril 2011.

« At least 19 Police killed in Syria Clashes », *RIA Novosti*, 8 avril 2011.

[109] Elizabeth A. Kennedy et Bassem Mroue, « Syria Accuses U.S. Of Inciting Unrest », *Huffington Post*, 8 juillet 2011.

[110] Patrick J. McDonnell, « Syria signs Arab League Deal to pull back Military », *Los Angeles Times*, 2 novembre 2011.

[111] « "By All Means Necessary !" : Individual and Command Responsibility for Crimes against Humanity in Syria », *Human Rights Watch*, 2011, http://www.hrw.org/sites/default/files/reports/syria1211webwcover_0.pdf.

[112] « Report of the Head of the League of Arab States Observer Mission to Syria for the Period from 24 December 2011 to 18 January 2012 », 27 janvier 2012, http://www.columbia.edu/~hauben/Report_of_Arab_League_Observer_Mission.pdf.

- [113] « Syria : UN and Arab League consider Joint Observer Mission to try to stop Killings », United States News Centre.
- [114] « Syrische Saraa Saleh : "Vechtende rebellen zijn slechte kopie van het regime" », MO, 29 décembre 2012.
- [115] Rainer Hermann, « Abermals Massaker in Syrien », Frankfurter Allgemeine Zeitung, 7 juin 2012.
- [116] Alfred Hackensberger, « In Syrien gibt es mehr als nur eine Wahrheit », Berliner Morgenpost, 23 juin 2012.
- [117] David Enders, « Assad Backers reportedly make up 43 percent of Dead in Syria », Miami Herald, 3 juin 2013, <http://www.miamiherald.com/2013/06/03/3431050/assad-backers-reportedly-m...>
- [118] « Insight — Military Intervention in Syria, post Withdrawal Status of Forces » (7-12-2011), Wikileaks, 6 mars 2012, https://wikileaks.org/gifiles/docs/1671459_insight-military-intervention....
- [119] « Roland Dumas : les Anglais préparaient la guerre en Syrie deux ans avant les manifestations en 2011 », YouTube, <http://www.youtube.com/watch?v=5vz5EKI3fQ>.
- [120] Seymour M. Hersh, « Is the Administration's New Policy benefiting our Enemies in the War on Terrorism ? », The New Yorker.
- [121] Aram Karabet, « La révolution syrienne a échappé aux Syriens », L'Humanité, 12 août 2013.
- [122] Adam Withnall, « Syria Crisis : First CIA-trained Rebel Unit about to join Fighting against Assad Regime, says President Obama », The Independent, 3 septembre 2013.
- [123] « Syrie : la population manifeste contre les rebelles à Alep », RFI, 10 juillet 2013.
- [124] « Syria Crisis : Cameron loses Commons Vote on Syria Action », BBC News, 30 août 2013.
- [125] Patrick E. Tyler, « U.S. Strategy Plan Calls for Insuring No Rivals Develop A One-Superpower World », The New York Times, 8 mars 1992.
- [126] Wesley Clark, « Democracy Now ! » (interview, 2007), YouTube, <http://www.youtube.com/watch?v=bSL3JqorkdU>.
- [127] Tamsin Carlisle, « Qatar seeks Gas Pipeline to Turkey », The National, 26 août 2009.
- [128] Amrit Naresh, « Syria's Transit Future: All Pipelines lead to Damascus? », OpenOil, 28 mars 2012.
- [129] Union pour la Méditerranée (Euromed), http://www.eeas.europa.eu/euromed/index_fr.htm.
- [130] Glenn Kessler, « Hillary Clinton's Uncredible Statement on Syria », The Washington Post, 4 avril 2011.

- L'opposition syrienne ne participera pas aux discussions proposées par - LeMonde.fr

Pour la Coalition de l'opposition en exil, il faut notamment que les frappes russes en Syrie cessent avant toute reprise de négociations. LeMonde.fr 11.10

- Les Etats-Unis ont lancé une guerre psychologique contre la Russie - sahartv.ir

Le journaliste français Georges Malbrunot analyse la réaction des Etats-Unis et de l'UE au lancement par Moscou d'une opération aérienne contre le groupe terroriste Daech, en Syrie.

« Les Etats-Unis recourent à la guerre psychologique contre la Russie dans le conflit en Syrie en affirmant notamment que des missiles russes seraient tombés en Iran au lieu d'atteindre la Syrie », a déclaré dans une interview à Sputnik Georges Malbrunot, spécialiste du Proche-Orient au Figaro.

"Il est probable effectivement que chaque partie, comme dans la plupart des guerres (...) soit engagée dans une opération de guerre psychologique, d'intoxication pour convaincre la population dans les pays respectifs et aussi sur le terrain, que l'autre ment. C'est dans ce cadre-là qu'il faut analyser cette réaction américaine qui (...) a été démentie par la partie iranienne et par

les Russes", a indiqué M.Malbrunot.

La chaîne de télévision américaine CNN a rapporté jeudi, citant des sources anonymes, que plusieurs missiles tirés par la Flottille russe de la mer Caspienne n'avaient pas atteint les sites du groupe terroriste Daech en Syrie et s'étaient abattus sur le territoire iranien. Commentant cette information, le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov a déclaré jeudi soir que tous les missiles lancés par les navires russes depuis la mer Caspienne avaient atteint leurs objectifs en Syrie.

Selon le journaliste français, les frappes que les troupes aérospatiales russes portent contre les sites de Daech en Syrie depuis le 30 septembre ont provoqué "une espèce de mini-panique aussi bien au sein de l'Union européenne que de l'Otan, parce que l'offensive russe a pris tout le monde de court".

L'Occident s'interroge sur les intentions russes et il y a "ceux qui disent qu'il faut continuer de discuter avec Moscou et d'autres qui sont pour une position plus dure vis-à-vis de la Russie", a noté M.Malbrunot. Il a appelé toutefois à attendre les résultats de l'opération russe qui ne dure que depuis une semaine "alors que la coalition internationale depuis un an et demi pratique des frappes et n'a pas enregistré de grands succès". "Il paraît (...) qu'il y a vraiment une stratégie mise en place par Moscou en partenariat avec Damas et Téhéran pour mettre un coup d'arrêt à l'avancée des rebelles, qu'il s'agit de ceux de Daech ou des rebelles d'Al-Nosra, branche locale d'Al-Qaïda, et des autres rebelles", a conclu le journaliste.

Les troupes aérospatiales russes ont déjà porté près de 200 frappes, détruisant des postes de commandement, des camps d'entraînement, des dépôts de munitions et de combustibles appartenant à Daech, en tuant près de 300 terroristes. En plus, quatre navires de la Flottille russe de la mer Caspienne ont tiré 26 missiles de croisière Kalibr détruisant 11 sites de Daech à une distance de 1.500 km. D'après l'ambassadeur de Syrie en Russie Riad Haddad, l'aviation russe a déjà détruit près de 40% des infrastructures de Daech. sahartv.ir 10.10

- Syrie: Daech en perte de vitesse - sahartv.ir

« La capacité de combat de Daech s'est considérablement affaiblie suite aux frappes des chasseurs russes contre les installations, les centres et les camps de Daech, en Syrie », a déclaré le porte-parole du ministère russe de la Défense.

Les frappes aériennes de Russie contre les bases des groupes terroristes Daech et le Front Al-Nosra se poursuivent en Syrie. Dans la foulée, le porte-parole du ministère russe de la Défense, général Igor Konachenkov a déclaré : « Les avions de combat de l'aviation russe ont détruit, en 64 raids, 29 camps d'entraînement du groupe terroriste Daech.

Les chasseurs russes ont bombardé la base de commandement et le dépôt d'armements de Daech en banlieue de Hama et ils ont réduit à néant 29 camps d'entraînement et 23 centres défensifs et installations de Daech qui abritaient une importante quantité d'armes et d'équipements militaires ». Et d'ajouter : « Les chasseurs Sukhoi-24 ont pris pour cible l'une des installations les plus grandes de Daech dans l'Est de la banlieue d'Alep qui était munie d'artillerie et qui abritait des grands dépôts d'armements. Ladite installation a été totalement détruite ». sahartv.ir 11.10

- Syrie : un grand nombre de terroristes tués dans l'Est - sahartv.ir

En Syrie, un grand nombre de terroristes de Daech ont été tués dans l'Est, selon les sources sécuritaires. « L'aviation syrienne a bombardé, mardi soir, une repaire des terroristes de Daech, près de l'aéroport de Deir Ez-Zor. Plus de 120 terroristes ont été tués », a annoncé une source militaire syrienne.

Cette source militaire, souhaitant garder le sceau de l'anonymat, a ajouté que des dizaines de terroristes avaient été également blessés et un char, un blindé et des dizaines de véhicules munis de Douchka détruits. Samedi, l'armée régulière, appuyée par les forces de la défense populaire, a lancé une opération d'envergure contre la ville de Quneitra, dans le Sud-Ouest de la Syrie, et elle est arrivée à prendre le contrôle de la colline stratégique d'Al-Qaba, située dans cette ville. Par ailleurs, des dizaines de terroristes ont péri lors d'un bombardement aérien co-mené par les forces russes et syriennes contre leurs positions à Hama, dans l'Ouest de la Syrie. sahartv.ir 11.10

Dossier Turquie

Propagande officielle. Tous sauf le MIT (services de renseignement turcs), la CIA ou le Mossad.

- Attentats d'Ankara: Le Premier ministre suspecte le PKK, Daesh et l'extrême gauche - 20minutes.fr

Secret de polichinelle.

- Qui se cache derrière le double attentat d'Ankara ? - Francetv info

La Turquie a vécu l'attentat le plus meurtrier de son histoire, samedi 10 octobre. Au moins 95 personnes sont mortes et 246 autres ont été blessées, selon les autorités. Deux engins explosifs ont explosé quasi simultanément à Ankara, la capitale turque, près de la gare centrale, alors que des centaines de personnes se rassemblaient à l'occasion d'une manifestation pour la paix, organisée par l'opposition de gauche et prokurde afin de dénoncer la reprise du conflit entre le régime turc et les rebelles kurdes.

Aucune revendication mais plusieurs hypothèses

Pour l'instant, le double attentat n'a pas été revendiqué. Mais "quand il y a un attentat en Turquie, immédiatement le pouvoir met en cause le PKK, le Parti des Travailleurs du Kurdistan, cette région du sud-est du pays où vivent environ quinze millions de Kurdes", souligne le journaliste de France 2 Alban Mikoczy, sur le plateau du 20 heures. Cette théorie paraît d'autant moins crédible que les victimes sont pour la majorité des opposants au régime turc et souvent des jeunes prokurdes.

À trois semaines des élections

Autre piste : le groupe jihadiste État islamique qui sévit en Syrie voisine. L'organisation terroriste pourrait avoir intérêt à déstabiliser la Turquie, car le pays fait partie de la coalition occidentale qui la combat.

Dernières options : il pourrait également s'agir de radicaux nationalistes turcs, opposés aux Kurdes. "Ou pourquoi pas même les services secrets kurdes qui auraient intérêt à déstabiliser le pays, et ce à trois semaines d'élections législatives cruciales", conclut le journaliste. Francetv info 10.10

Quelques questions qu'on doit se poser.

Qui a intérêt à déstabiliser davantage la Turquie et qui y est opposé? Qui a intérêt à la chute d'Erdogan et qui le soutient ? Quel est son rôle dans la guerre en Syrie et en Irak ? Qui a intérêt à la partition de la Syrie et de la Turquie et à l'avènement d'un Etat kurde et qui n'y a pas intérêt? Qui protège Daech et qui le combat réellement ? Qui a fait de la Turquie un sanctuaire pour Daech ?

- «L'attentat d'Ankara pose le problème d'éventuelles complicités au sein de l'Etat turc» - LeFigaro.fr

- En Turquie, le président Erdogan accusé au lendemain de l'attentat d'Ankara - AFP

Des milliers de personnes ont défilé dimanche à Ankara pour conspuer le président Recep Tayyip Erdogan au lendemain de l'attentat le plus meurtrier de l'histoire de la Turquie, qui a fait au moins 97 morts à trois semaines des élections législatives.

A l'appel des mouvements qui avaient convoqué la "marche pour la paix" de samedi, plus de 10.000 manifestants se sont retrouvés dimanche matin sur une place d'Ankara proche du site de l'attentat pour rendre hommage aux victimes.

La foule a largement conspué M. Erdogan et son gouvernement, accusés de ne pas avoir, délibérément, assuré la sécurité du rassemblement de samedi. "Erdogan meurtrier", "l'Etat rendra des comptes", ont-ils scandé, encerclés par les forces de l'ordre.

"Nos coeurs saignent (...) mais nous n'allons pas agir par esprit de vengeance ou de haine", a lancé Selahattin Demirtas, le chef de file du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde). "Nous attendons le 1er novembre (date du scrutin législatif)", a-t-il poursuivi, "alors nous commencerons à oeuvrer pour renverser le dictateur". AFP 11.10

- Attentat d'Ankara: une possible implication de "cellules clandestines" de l'appareil d'Etat, selon un chercheur -AFP

Parmi les possibles responsables de l'attentat perpétré samedi à Ankara, Didier Billion, directeur adjoint de l'Institut de relations internationales et stratégiques (IRIS), évoque l'hypothèse de "cellules clandestines" cachées dans "les rouages de l'appareil d'Etat".

Question: Qui peut être derrière l'attentat d'Ankara ?

Réponse: Les hypothèses sont au nombre de quatre. Les autorités politiques turques ont évoqué la possibilité que ce soit l'Etat islamique ou le PKK (Parti des travailleurs du Kurdistan). Je pense que ce n'est pas très crédible. Pour ce qui concerne l'Etat islamique rien n'est impossible, parce qu'on connaît leurs modalités d'action, mais je ne crois pas que ce soit aujourd'hui dans leur agenda de cibler des attentats en Turquie même.

En ce qui concerne le PKK c'est assez absurde, c'est une réaction pavlovienne des autorités turques (...). Ce ne sont pas les modalités opératoires du PKK, qui a mené des actes terroristes, mais plutôt ciblés sur des policiers, des membres de l'armée, et quasiment jamais sur des civils au milieu d'une foule. Deuxièmement, il apparaît que les manifestants qui étaient rassemblés

à Ankara sont des militants proches du HDP, le parti pour la démocratie des peuples qui est un peu la vitrine légale du PKK.

On a aussi évoqué l'existence d'un petit groupuscule d'extrême-gauche turque (...) Je ne crois pas que ce soit très crédible.

La quatrième hypothèse, c'est ce qu'on appelle en Turquie l'Etat profond, qui est composé de quelques cellules clandestines, cachées dans les rouages de l'appareil d'Etat, notamment au sein de l'armée mais aussi de la police, et dont on sait qu'il a pu commettre des attentats, des opérations de déstabilisation, (...) de façon à tenter de ressouder les rangs autour du pouvoir en place.

Je n'ai évidemment aucun élément de preuve tangible mais il y aurait une logique politique.

Q: Doit-on craindre d'autres attentats ?

C'est tout à fait possible. D'abord, il y a la polarisation de la situation politique qui est très préoccupante, très grave. A l'est et au sud-est de la Turquie on voit des scènes de guerre civile, des affrontements très violents. Quelques petites villes ont quasiment fait sécession en prononçant leur "autonomie démocratique". Il y a des villes avec des barricades érigées par des jeunes proches du PKK. On est dans une situation très préoccupante, en plus de la situation régionale en Irak, Syrie...

Il n'est donc pas du tout impossible, malheureusement, que d'autres attentats puissent être commis. Quand il y a eu l'attentat de Suruç en juillet dernier, j'avais expliqué que c'était probablement le premier attentat d'une série. Malheureusement, il y a eu une sorte de confirmation macabre hier.

Le président de la République, M. Erdogan, ne cesse d'utiliser ce que j'appelle la stratégie de la tension, c'est à dire qu'il essaie de polariser les positions politiques en Turquie.(...) Le but est d'essayer de rameuter une partie de l'électorat nationaliste pour ces prochaines élections.

Q: Les élections peuvent-elles se tenir dans un climat aussi dégradé ?

R: Pour l'instant il n'y a pas d'indices des autorités turques allant dans le sens d'une annulation mais la question est légitime. L'attentat, la tension énorme...

Il y a deux mois, à la mi-septembre, il y a eu presque 300 attaques contre des bureaux du HDP (...), un peu partout en Turquie, par des nervis armés de battes de baseball, de barres de fer. A la même période, il y a eu l'attaque du quotidien Hürriyet, un des principaux tirages en Turquie. Tout cela ne fait pas un climat très serein - c'est le moins qu'on puisse dire - pour qu'il y ait un débat contradictoire serein. (...)

Ca ne veut pas dire qu'on en soit au stade d'annulation et du report des élections (...), mais c'est une possibilité qu'on ne peut pas exclure.AFP 11.10

Pour que l'Agence Française de Propagande diffuse ce genre d'articles, c'est qu'ils ont décidé d'avoir la peau d'Erdogan ou que son cas est déjà scellé par Washington...

- Attentat d'Ankara: Censure des médias, accès limité à Internet et aux réseaux sociaux - 20minutes.fr

Alors que débutent les trois jours de deuil national décrétés par le gouvernement turc à la suite de l'attentat, encore non revendiqué, qui a fait au moins 95 morts et 246 blessés à Ankara samedi, les médias et internet font l'objet de strictes mesures de censure dans le pays.

Sur son site internet, le Conseil supérieur de l'Audiovisuel turc (RTUK) avertit que « le Premier ministre a mis en place une censure temporaire des médias au sujet de l'attentat d'Ankara ». Il s'agit, précise un porte-parole du gouvernement cité par l'agence American Press, d'une interdiction de diffuser toute image des explosions, mais aussi les images « horribles », sanglantes, ou « qui créent un sentiment de panique ». Il menace de « censure complète » les médias qui ne respecteraient pas ces interdictions.

Les utilisateurs de Twitter en Turquie avaient également du mal à accéder samedi au réseau social, comme l'a annoncé l'entreprise américaine elle-même sur son compte @policy : «Des utilisateurs en Turquie ont fait part de difficultés d'accès à Twitter dans beaucoup d'endroits. Nous enquêtons et espérons bientôt le retour à la normale du service». Twitter a diffusé un tweet similaire en langue turque.

Par ailleurs, les internautes turcs rapportaient des difficultés à accéder au réseau en général. Ugurcan Taspinar, un responsable du site turc Techno Today, a affirmé au site The Verge qu'outre l'impossibilité d'accéder à Facebook et Twitter là où il se trouvait, l'accès aux emails était « limité ».

Depuis plus d'un an, le gouvernement islamo-conservateur au pouvoir depuis 2002 en Turquie s'en prend régulièrement aux réseaux sociaux et à leurs utilisateurs.

Début 2014, le président Recep Tayyip Erdogan a ordonné à plusieurs reprises le blocage momentané de Twitter, Facebook ou YouTube, accusés notamment de diffuser des accusations de corruption visant son entourage. En mars, le Parlement turc a voté une disposition autorisant le gouvernement à bloquer un site internet sans décision de justice, une mesure pourtant censurée quelques mois plus tôt par la Cour constitutionnelle. 20minutes.fr 10.10

Avec la bénédiction de l'Otan, de l'UE et de Hollande.

En complément.

La Turquie viole constamment les frontières de ses voisins pour bombarder les camps kurdes en Irak où lancer des frappes aériennes contre la Syrie, sans autorisation de l'un ou de l'autre gouvernement... Mais là les gouvernements occidentaux et les médias se taisent, normal.

ACTUALITE EN TITRES

[Le plus inquiétant encore serait qu'ils participent à cette énième farce cynique.](#)

- 31% des Français prêts à voter Marine Le Pen à la présidentielle - Reuters

[Stratégie du chaos et de la guerre.](#)

- Turquie : le bilan du double attentat-suicide d'Ankara passe à 95 morts - AFP

- Trois morts dans les violences au Kurdistan irakien - Reuters

- Israël: les violences font deux nouveaux morts palestiniens, la colère gronde - AFP

- Tchad: au moins 37 morts dans une nouvelle attaque de Boko Haram - AFP

- Boko Haram: un attentat-suicide frappe le Cameroun, après le Tchad - AFP

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Etats-Unis

- Rassemblement de milliers de Noirs à Washington pour réclamer justice - AFP

Des milliers de Noirs se sont rassemblés samedi à Washington près du Capitole, siège du Congrès américain, pour réclamer justice au moment où une série de bavures policières a ravivé les tensions raciales.

Ce rassemblement d'hommes, de femmes et d'enfants venus d'un peu partout des Etats-Unis est organisé à l'occasion du vingtième anniversaire du "Million Man March", à laquelle seuls des hommes avaient participé et qui visait à interpeller en 1995 l'opinion et les élus sur les inégalités socio-économiques frappant les Noirs américains.

Nation of Islam est la principale organisation de cette marche. Dirigée par Louis Farrakhan et composée exclusivement d'hommes noirs, elle est controversée, considérée comme un groupe incitant à la haine selon le Southern Poverty Law Center qui suit aux Etats-Unis ce type de mouvements.

"Ce n'est pas une marche mais un rassemblement de ceux qui cherchent la justice", a lancé Louis Farrakhan près des marches du Capitole devant une foule plutôt festive regroupée sur le Mall, une grande esplanade au coeur de Washington où se trouve le Capitole.

Les tragiques faits divers des derniers mois ont inspiré un mouvement de protestation national sous la bannière "Black Lives Matter" (les vies des Noirs comptent), très présent samedi à Washington. AFP 10.10

2- Irak

2.1- Irak: découverte des équipements américains dans la raffinerie de Baiji - sahartv.ir

Les forces de l'armée et les unités populaires irakiennes ont poursuivi le processus de nettoyage des zones septentrionales de la ville de Baiji où ils ont découvert une quantité d'équipements américains dans des localités sous contrôle des terroristes.

Simultanément au nettoyage zone par zone de la raffinerie de Baiji et la débandade des terroristes de Daesh, les forces de l'armée et les unités populaires volontaires (Al-Hached al-Chaabi) ont découvert et confisqué une quantité importante d'équipements et de munitions, largués pour les terroristes de Daesh, par les avions de combats et les hélicoptères de la coalition arabooccidentale, menée par les Etats-Unis.

Selon ce rapport, depuis plus d'un ans, l'administration américaine prétend que son objectif dans la création de la coalition arabooccidentale était de viser les positions de Daesh, mais au cours des derniers mois, les unités populaires et l'armée irakiennes ont fait état de l'envoi des aides militaires de cette coalition à destination des éléments terroristes de Daesh. sahartv.ir 10.10

2.2- Les pilotes britanniques vont-ils abattre les chasseurs russes ? - sahartv.ir

Moscou réclame une explication du ministère britannique des Affaires étrangères sur les rapports, publiés par les médias, selon lesquels Londres aurait autorisé ses pilotes à abattre les chasseurs russes, survolant le sol irakien.

Selon Sputnik, une source auprès du ministère britannique de la Défense avait, auparavant, confié à The Daily Star que les pilotes britanniques et ceux de l'Otan avaient reçu l'autorisation de tirer sur les chasseurs russes survolant le sol irakien et de les abattre même. « Les pilotes des chasseurs de l'aviation Royale sont conseillés d'éviter, à tout prix, une collision avec les jets russes mais ils ont été, en même temps, demandés d'être prêts à attaquer les jets russes si leur vie en dépend », a-t-on appris de la même source.

Alexander Yakovenko, ambassadeur russe à Londres, a déclaré à Ria-Novosti : « Nous sommes préoccupés quant à ces rapports médiatiques qui citent même les hauts membres du cabinet. Nous réclamons une explication transparente et rapide. Cette hypothèse selon laquelle les jets britanniques et russes pourraient entrer en collision dans le ciel d'Irak est totalement incompréhensible car les chasseurs russes ne sont pas impliqués dans les frappes aériennes contre les positions de Daesh en Irak ». sahartv.ir 11.10

3- Yémen

- Yémen: Un drone us abattu à Saada - sahartv.ir

Au Yémen, les unités de l'armée et les forces de résistance populaire ont abattu un drone agresseur dans la province de Saada.

Selon l'agence de presse yéménite « Khabar », ce drone a été abattu simultanément aux attaques à la roquette des forces yéménites en direction du territoire saoudien. Selon une source militaire, ce drone avait été visé après avoir survolé largement la région de Kataf, dans la province septentrionale de Saada. De même, les unités de l'armée et les forces de mobilisation populaire ont largué des dizaines de missiles sur la base militaire d'Al-Zaber, à Jizan ainsi que la base d'Al-Radif, suite à quoi plusieurs militaires saoudiens ont été tués et blessés. Le bâtiment du commandement des garde-frontières saoudiens à Assir et les deux bases militaires de Najran, ont été visés par les tirs de l'artillerie et des missiles des forces yéménites.

Pour le rappel, depuis le déclenchement de l'offensive militaire de la coalition arabe, parrainée par l'Arabie saoudite contre le Yémen, des milliers de personnes dont des femmes et des enfants ont été tuées ou blessées et des dizaines de milliers d'autres déplacées. 80% des installations infrastructurelles, médicales et de services du pays ont été détruites. sahartv.ir 10.10

4- Palestine occupée

4.1- La nouvelle Intifada du peuple palestinien commence - sahartv.ir

« Actuellement, les différents groupes de la Résistance et du peuple palestiniens sont en train de mener les coordinations nécessaires pour présenter un nouvel modèle de la Résistance face aux sionistes », a affirmé le représentant à Téhéran du Mouvement de la Résistance islamique de la Palestine (Hamas).

« Pour faire face à l'ennemi sioniste, le peuple palestinien opte pour de diverses initiatives. L'Intifada n'est pas seulement le jet de pierre en direction de l'ennemi. Aujourd'hui, toutes les couches de la société palestinienne, grand et petit, homme et femme se sont soulevés, tandis que les forces de la Résistance du Hamas et du Jihad islamique sont sur la ligne de front de cette Intifada », a déclaré Khaled Qadouli, le représentant du Hamas en mettant l'accent sur l'unité et la volonté des palestiniens d'aboutir la 3ème Intifada.

« Le peuple palestinien est fidèle à son pays. Pendant un seul jour, 8 opérations-martyrs ont été menées dans différents endroits de Qods occupé et en Cisjordanie. La bande de Gaza a offert hier 8 martyrs. Cela est une Intifada », a-t-il souligné. sahartv.ir 10.10

4.2- Proche-Orient : les attaques se multiplient entre Israéliens et Palestiniens - Francetv info

Ce samedi 10 octobre, trois policiers israéliens ont été blessés au couteau, poignardés en pleine rue. L'assaillant un Palestinien a été abattu. Même scène dans la vieille ville, un adolescent de 16 ans armé d'un couteau se jette sur un Israélien, lui aussi est tué. Cela fait une dizaine de jours que la tension est montée d'un cran entre Israël et les territoires palestiniens. La bande de Gaza est elle en ébullition. Deux adolescents palestiniens ont été tués ce samedi matin lors d'affrontements avec Israël.

Un engrenage

Le regain de tension a commencé mi-septembre avec l'autorisation donnée aux juifs de se rendre au Mont du Temple, site de la Mosquée Al-Aqsa. Très vite, c'est l'engrenage. Le 1er octobre un couple de colons est assassiné sous les yeux de leurs enfants. Deux jours plus tard, les premières attaques au couteau visant des juifs ont lieu. Jérusalem, Cisjordanie, Afoula, désormais, le conflit s'étend. [Francetv info](http://Francetv.info) 10.10

4..3- Manifestation pro-palestinienne à Paris - sahartv.ir

Des centaines de personnes ont manifesté, ce dimanche, à Paris, manière de demander au gouvernement français de reconnaître un Etat indépendant palestinien.

Les manifestants ont battu le pavé depuis Chatelet vers la Place de la République, à Paris. Ils portaient les drapeaux de la Palestine et scandaient les slogans tels « liberté, liberté, Palestine », « Boycott d'Israël », « Nous sommes tous, Palestiniens ».

Cette manifestation avait été organisée par un groupe d'organisations populaires et pro-palestiniennes dont l'Association de la solidarité franco-palestinienne. Le président de cette Association a ajouté que Paris devait condamner, fermement, Israël et exiger des sanctions immédiates à son encontre. L'Assemblée nationale et le Sénat français ont demandé, en décembre 2014, au gouvernement de reconnaître un Etat indépendant palestinien. sahartv.ir 11.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Education: de milliers de manifestants défilent contre la réforme du collège - AFP

Des syndicalistes portant un cercueil, des profs de latin arborant une couronne de lauriers et quelques parents qui redoutent une "école bas de gamme": plusieurs milliers de manifestants ont défilé samedi après-midi à Paris contre la réforme du collège.

Sous un beau soleil d'automne, ils étaient un peu de plus de 8.000 selon la police, deux fois plus selon le Snes, principal syndicat du secondaire, à battre le pavé pour cette manifestation nationale derrière une banderole réclamant l'"Abrogation de la réforme, un autre projet pour le collège". AFP 11.10

Ouf, j'ai cru me réveiller en retard dimanche matin et avoir raté le début de la grève générale... Nous pourrions aussi bien dire de la Troisième Guerre mondiale puisque les articles fleurissent sur ce sujet, on en tremble déjà. Articles intéressés il faut préciser.

2- Manifestations: Les motards refusent d'être exclus des villes - 20minutes.fr

Paris, Marseille, Lille, Bordeaux, Bayonne, Lyon ou encore Caen... Des motards ont manifesté par milliers, samedi dans tout l'Hexagone, à l'appel de la Fédération française des motards en colère (FFMC). Ils se sont mobilisés contre la loi de transition énergétique permettant aux communes de mettre en place des zones à circulation restreinte excluant les deux-roues motorisés. Appel à la « désobéissance »

Les cortèges de motards ont partout défilé sous le même slogan : « Le deux-roues motorisés est une solution, pas une pollution ! » « La Mairie de Paris veut tout simplement interdire la circulation des deux-roues motorisés d'avant 2000 dans l'enceinte de la ville », et « on est en train de mettre en place l'obsolescence programmée de nos motos sous prétexte de pollution », a expliqué Jean-Marc Belotti, de la FFMC Paris-Petite couronne. L'organisation appelle donc « tout le monde à la rébellion, à la désobéissance ». 20minutes.fr 10.10

Ah ben merde, la grève générale en moto, je n'y avais pas pensé !

ECONOMIE

Allemagne

- "Stop au TTIP" : mobilisation massive à Berlin - euronews.com

Les organisateurs ne s'attendaient pas à un tel succès. Dans les rues de Berlin, ce samedi entre 100 et 250 000 personnes ont défilé pour dire "non" au futur accord de libre-échange entre l'Union européenne et les Etats-Unis.

Cette marche était organisée à l'appel de partis politiques, d'organisations syndicales, environnementales et de défense des consommateurs. Les participants ont afflué de toute l'Allemagne.

Le TTIP autrement dit le Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement est en cours de négociation. Il vise à supprimer non seulement les barrières douanières mais aussi réglementaires entre les Etats-Unis et l'Europe. euronews.com 10.10

En France, en portant Hollande et le PS au pouvoir, ils ont quasiment neutralisé le mouvement ouvrier, comme en 81...

Ceux qui ont fait la courte échelle aux sociaux-néolibéraux et aux staliniens pendant des décennies en portent la responsabilité.

[Haut de page ↗](#)

Le 14 octobre 2015

CAUSERIE

Crise du POI, suite...

Dans la Tribune libre : Crise au POI : Défenseurs de la classe ouvrière et de la Sécurité Sociale... Lettre de Jean-Paul Gady à Lacaze suivie de Lettre de Pedro Carrasquedo à Vitoria, Jean-Paul Gady (22.09)

On apprend que le Courant communistes internationaliste escroque la Sécurité sociale depuis plus de 65 ans, qu'on a à faire à des voyous, des ordures de la pire espèce. Cela confirme tout le bien qu'on en pensait. Quelque part cela puait, mais là cela dépasse tout ce qu'on avait imaginé de plus pourri.

Allez, cela en est fini avec ce courant politique, c'est le coup de grâce.

On est en train de finaliser la causerie du jour où on va en rajouter une couche sur le POI, sur le plan politique si vous n'y voyez pas d'inconvénient.

La causerie du jour et de la veille

Je vous conseille de télécharger et de lire ce document avant d'attaquer la causerie, vous comprendrez pourquoi plus loin.

- Crise au POI : Défenseurs de la classe ouvrière et de la Sécurité Sociale... Lettre de Jean-Paul Gady à Lacaze suivie de Lettre de Pedro Carrasquedo à Vitoria, Jean-Paul Gady (22.09)

Souvenez-vous, l'article est toujours en ligne, en 2005 j'avais caractérisé Pierre Lambert (et sa cour) d'imposteur. Les faits me donnent raison au-delà de ce que j'aurais pu imaginer, hélas j'aurais préféré me tromper !

De vulgaires petits escrocs. Extrait.

- "Ce complément de retraite était l'accord passé avec tous les permanents qui avaient été déclarés comme salariés au SMIC (c'est le cas de Victoria qui a été payée comme permanente pendant 28 ans et non déclarée les 5 premières années (1976-1981), ceci afin que l'employeur (le CCI) paye le moins possible de cotisations sociales ! Ce système plus que condamnable parce que relevant de mon point de vue d'une pratique que l'on peut appeler une escroquerie à la sécurité sociale en bande organisée, perdue depuis des dizaines d'années pour des dizaines de permanents et continue à être pratiquée car l'omerta règne sur cette pratique. (...) vous vous dites être des militants ouvriers défendant les conquêtes des travailleurs, défendant l'institution ouvrière qu'est la sécurité sociale (en l'escroquant depuis des dizaines d'années ?), défendant les retraites, etc."

Il y a 25 ans j'ai continué de toucher des allocation chômage alors que j'étais parti vivre en Inde, mais à la différence de ces salopards, j'avais déjà travaillé et cotisé plein pot pendant une vingtaine d'années, donc j'estimais que cet argent me revenait de droit. J'ai déjà évoqué cela dans une ou plusieurs causeries. Et depuis je ne coûte rien à la Sécu, tenez ce matin j'ai déboursé 2.000 roupies pour soigner deux caries, une fortune pour moi et personne ne me remboursera.

Que les militants du NPA et de LO ne se réjouissent pas trop vite, leurs partis ne valent guère mieux même si certains l'ignorent encore, quoique là il faut vraiment le faire exprès, mieux que quoi au fait, que le PCF !

[Une vidéo](#)

Charlie, intervention en Syrie et propagande de guerre (vidéo) - Investig'Action

<https://www.youtube.com/watch?v=iz1kqNrO8sA>

J'ai visionné les trois quart de cette vidéo de 32 minutes, je n'ai pas pu la télécharger entièrement parce que mon ordinateur déconne.

Ce que j'ai entendu me convient parfaitement. Michel Collon se situe résolument sur le terrain de la lutte de classes et du socialisme, d'où la haine farouche que lui voue le site néoconservateur Conspiracy Watch de Rudy Reichstadt.

Enfin une bonne nouvelle, par les temps qui courent c'est si rare qu'il fallait le signaler. Bonne continuation à lui et à son équipe.

[Ce texte s'adresse aux militants qui veulent comprendre pourquoi le lambertisme n'a jamais incarné la continuité du marxisme.](#)

Je précise que ce texte a été rédigé avant de prendre connaissance de la lettre de Jean-Paul Gady à Lacaze et la réponse de Pedro Carrasquedo (La Commune) à Vitoria et Jean-Paul Gady.)

La question n'était pas de faire le procès de Trotsky ou d'accuser Lénine de quoi que ce soit, encore moins de les dresser l'un contre l'autre, on est simplement parti du constat que Trotsky avait manifesté un ultime désaccord avec Lénine en 1922, lorsqu'il refusa de le soutenir dans la "lutte à mort" qu'il avait engagée contre Staline pour l'évincer de la direction du parti bolchevik, sans présumer de l'issue de cet affrontement.

Trotsky et Kroupskaïa (la compagne de Lénine) affirmeront plus tard que le sort de cette lutte était scellé dès cette époque et que rien n'aurait pu y changer quoi que ce soit, pas même Lénine s'il avait survécu. Qu'ils aient eu raison ou tort de le penser n'est pas sans importance, et nous allons essayer d'expliquer pourquoi.

Trotsky n'avait cessé depuis 1903 de manifester des désaccords et sa méfiance envers les principes et la stratégie que Lénine avait adoptés pour conduire la révolution russe et le prolétariat au pouvoir. Il devait rallier le parti bolchevik tardivement au moment de la révolution d'Octobre. Jusque là il s'était tenu à l'écart du parti bolchevik. On est en droit de se demander quels auraient été leurs rapports si Trotsky avait rejoint le parti bolchevik au tournant des années 10, et s'il était devenu le principal dirigeant bolchevik au côté de Lénine.

On peut penser raisonnablement qu'à partir de ce moment-là auréolé du prestige et de l'autorité qu'avait acquis Lénine au sein du parti bolchevik, Trotsky en aurait bénéficié et aurait pu s'imposer comme l'héritier légitime de Lénine contre Staline ou tout autre prétendant à la direction du parti bolchevik. Sauf que les choses ne se sont pas passées du tout de cette manière-là, parce

que Trotsky n'avait pas suffisamment assimilé les enseignements de Marx et Engels sur la Commune de Paris qui servaient de ligne directrice à la stratégie de Lénine et que concentrait la place et le rôle déterminant du parti dans la révolution socialiste. Ce sera le principal argument que lui opposeront Staline et sa clique après la mort de Lénine pour l'évincer du parti bolchevik, d'avoir été un bolchevik au rabais ou de la dernière heure. Un prétexte comme un autre, certes, mais qui allait marquer les esprits au sein du parti bolchevik et dont ils allaient se servir contre lui, ce qui n'aurait pas été possible si Trotsky avait rejoint le parti bolchevik des années auparavant. On pourrait dire que si Trotsky avait occupé la place de Staline, celui-ci aurait eu toutes les peines du monde pour l'en évincer, car Trotsky en tandem avec Lénine aurait pu lutter efficacement contre la bureaucratisation du parti ou faire en sorte qu'elle ne prenne pas la forme monstrueuse qu'elle prit sous l'égide de Staline, ils leur auraient été possibles de corriger les erreurs qu'ils avaient commises et d'en limiter la portée qui allait devenir incontrôlable une fois Staline devenu secrétaire général du parti.

Il faut se replacer dans le contexte de l'époque pour l'envisager sérieusement. La Russie sortait de trois ans de guerre civile, le pays était ruiné et la production était complètement désorganisée, les masses s'impatientaient et renouaient avec les démons de l'esprit petit bourgeois qui se reflétait à l'intérieur du parti ou exerçait une énorme pression sur son appareil. Le parti avait accueilli les bras ouverts des centaines de milliers d'ouvriers et de paysans, d'intellectuels et de petits bourgeois sans qu'ils aient forcément participé à la révolution ou acquis la moindre notion de ce que signifiait le socialisme, de sorte qu'ils étaient manipulables par des dirigeants sans scrupule, pire encore, c'est parmi eux que Staline et ses semblables devaient recruter les cadres qui leur seront dévoués aveuglément et leur serviront par la suite à liquider la vieille garde bolchevik. Ce fut d'autant plus une terrible erreur que le parti allait passer sous la coupe de Staline, là encore on peut imaginer qu'il en aurait pu en être autrement si Trotsky et des dirigeants de sa trempe avaient été aux commandes au côté de Lénine.

Plus tard, Staline parvint à se soumettre et à pourrir l'Internationale Communiste qu'il mit au service des intérêts de l'impérialisme au lieu de servir ceux de la révolution socialiste mondiale. Il fit avorter ou échouer toutes les révolutions ou les mouvements révolutionnaires qui allaient mûrir entre le milieu des années 20 et 30, de sorte que l'URSS resta isolée. Là encore on peut se dire que sous la direction de Trotsky les partis communistes en Allemagne, en Chine, en Espagne, et en France notamment auraient adopté une ligne politique correcte qui aurait pu permettre au prolétariat de l'emporter dans un ou plusieurs de ces pays-là et bien d'autres une fois la dynamique enclenchée, car bénéficiant de l'expérience, du soutien matériel, financier, militaire de la Russie socialiste, modifiant le rapport entre les classes à l'échelle mondiale en faveur du prolétariat ce qui aurait peut-être permis d'éviter la Seconde Guerre mondiale.

Continuons. A l'issue de la Seconde Guerre mondiale, certains pays d'Europe de l'ouest et centrale dont l'Etat était très affaibli devaient connaître des insurrections, des mouvements révolutionnaires ou se couvrir de soviets (comités ouvriers), auraient pu basculer dans le camp de la révolution socialiste, mais aussi en Asie et en Amérique latine, au lieu de cela, soit ils demeureront dans le camp de l'impérialisme, soit ils tomberont dans le giron de la contre-révolution stalinienne (thermidorienne). Là encore si le combat politique de l'Internationale Communiste avait été impulsé dans tous ces pays-là par Trotsky et des bolcheviks demeurés fidèles au socialisme, il est probable que certains d'entre eux seraient devenus des Etats socialistes, ce qui aurait changé la face du monde.

L'ensemble des éléments que nous avons relevés dans les quatre paragraphes précédents relatifs au rôle qu'aurait pu jouer Trotsky et l'Internationale Communiste s'il n'avait pas été placé dans une position de faiblesse par rapport à Staline sont indissociables puisqu'ils ont la même origine.

Il faut se souvenir que si Marx et Engels n'avaient pas partagé la totalité de leurs expériences et de leurs connaissances, s'ils n'avaient pas été pratiquement en osmose, si leur complicité n'avait pas été réciproque et totale, sans doute que Le Capital n'aurait jamais vu le jour ou il n'aurait jamais atteint un tel niveau de perfection. C'est ce qui a manqué entre Lénine et Trotsky sans qu'on impute la faute à l'un ou à l'autre ce qui serait ridicule, c'est la vie qui en a décidé ainsi voilà tout. Et qu'on ne vienne pas nous dire que nous accorderions trop d'importance à leur personnalité, Trotsky affirmera que si Lénine n'avait pas été présent à la tête du parti bolchevik, la révolution d'octobre n'aurait pas pu avoir lieu ou elle n'aurait jamais pu triompher. On dit parfois que personne n'est irremplaçable, et bien c'est une erreur, il arrive que ce soit le cas.

Ceci dit, on ne peut pas s'empêcher de mesurer la portée gigantesque qu'ont eu les désaccords politiques entre Lénine et Trotsky sur le cours de l'humanité et qui demeurent de nos jours encore largement incompris et qui expliqueraient en partie pourquoi nous ne sommes pas parvenus à nous doter d'une nouvelle direction.

Qu'on se comprenne bien, il ne s'agit pas pour nous de réécrire l'histoire. On a bien compris que c'était essentiellement des désaccords politiques qui avaient été à l'origine des rapports conflictuels qu'allaient avoir Lénine et Trotsky, et non leur personnalité, rapports dont on a rappelé rapidement les conséquences qu'ils allaient avoir sur le cours de l'histoire de l'humanité.

Il se trouve, et c'est Trotsky lui-même qui le soulignera à plusieurs reprises, que lorsqu'il était en désaccord avec Lénine, neuf fois sur dix les faits donnèrent raison à Lénine. Il l'admettra plus tard, trop tard on a envie de dire, hélas ! Mais de 1893 à 1923 pour Lénine, de 1902 à 1940 pour Trotsky, pendant toutes ces années-là ils publieront chacun de leur côté des milliers d'articles et de nombreux ouvrages dans lesquels doivent figurer des erreurs ou des analyses erronées qui serviront de références théoriques aux dirigeants qui tenteront d'assurer la continuité du marxisme ou qui les reproduiront. Si on osait on extrapolerait en affirmant que s'ils avaient eu autant de désaccords sur des questions vitales du vivant de Lénine, on ne voit pas pourquoi il n'en aurait pas

été ainsi par la suite si Lénine avait vécu plus longtemps, ce qui sous-entend et on l'assume, que Trotsky a dû commettre bien des erreurs entre 1923 et 1940, que ceux qui s'intitulent trotskystes le récuse c'est leur droit, mais qu'ils nous accordent le droit de le penser en toute logique.

Là encore il ne s'agit pas de compter les points, on laissera cela à ceux qui n'ont pas dépassé le niveau d'une cour de récréation (le 87; rajouté), on cherche uniquement et sincèrement à conserver parmi les enseignements qu'ils nous ont légués, ceux qui sont vraiment utiles à notre combat politique ou dignes d'intérêt, qui demeurent valables pour notre époque. On se fout et contrefout de savoir qui a ou avait raison ou tort.

Je voudrais terminé en relevant un autre fait troublant qui rejoint ce qu'on a évoqué plus haut.

Trotsky eut beaucoup de mal à s'imposer auprès des militants à l'extérieur de la Russie après la mort de Lénine, je ne parle pas de ceux qui lui imputeront la victoire de Staline, jamais semble-t-il il ne parviendra à avoir la même autorité ou aura que Lénine parmi les militants, en dehors de ceux qui en feront une icône desséchée et deviendront les principaux dirigeants des différents courants trotskystes après-guerre, avant de se fossiliser presque immédiatement ou de disparaître.

Ceci avait-il un rapport avec cela ? Cela explique-t-il la décomposition des différents courants trotskystes qui ne sont jamais parvenus à s'entendre et qui végètent lamentablement depuis ? Pourquoi s'inspireront-ils davantage de Trotsky plutôt que Lénine ? Pourquoi ne retiendront-ils pas les enseignements de Lénine dont Trotsky s'était inspiré ? Pourquoi feront-ils de même avec la méthode que Lénine et Trotsky emprunteront à Marx et Engels ? Pourquoi finiront-ils par l'abandonner ? (Maintenant on connaît la réponse s'agissant des lambertistes. Rajouté)

Jusqu'à présent, 75 ans plus tard, nous n'avons pas été capables de résoudre la question de la direction du prolétariat mondial, nous avons misérablement échoué à construire le parti ouvrier révolutionnaire qui nous fait tant défaut de nos jours, et qui par son absence est un des éléments clés pour comprendre la situation et comment se dispose la réaction, pourquoi elle a adopté un comportement décomplexé et cynique en menant son offensive contre le prolétariat mondial, comme si elle avait bien toujours un ennemi à combattre mais qu'il se trouvait désarmé et désorganisé, dans l'impossibilité de réaliser un pas en avant vers le socialisme, pendant qu'elle effectue des pas de géants vers l'établissement d'un gouvernement, d'une dictature mondiale.

L'absence du parti est dramatique. Elle cristallise toutes les contradictions du capitalisme poussées à l'extrême, qui se sont traduites sur le plan politique par l'établissement d'un consensus entre ce qui avait été appelé à tort la gauche et la droite, processus qui au regard de la nature du PS et du PCF était tout à fait prévisible mais dont nos dirigeants n'ont pas été capables de prendre la mesure ou de mesurer les conséquences sur la lutte des classes (ou n'ont pas voulu, rajouté), ce qui témoignait du degré de confusion ou d'opportunisme auquel ils étaient parvenus.

La crise du capitalisme qui devait se manifester avec une ampleur inédite à partir du début des années 90 constituait une occasion rêvée pour construire le parti, dès lors que des millions de travailleurs allaient violemment en subir les conséquences et se radicaliser, chercher la voie de l'affrontement avec le capital, encore aurait-il fallu se tourner résolument vers eux au lieu de s'en tenir à des incantations stériles, et adopter un discours qui parte de leurs préoccupations ou de leurs conditions réelles pour qu'ils puissent s'en saisir ou se reconnaître dedans...

Nous avons échoué sur toute la ligne face à la réaction sur toute la ligne.

Nous avons échoué à attirer les éléments les plus déterminés de la classe ouvrière, nous avons échoué à attirer les intellectuels les plus sincères qui se disaient de gauche, nous avons échoué à attirer les couches de la petite bourgeoisie ou des couches moyennes, de l'aristocratie ouvrière qui allaient se prolétarianiser ou se paupériser, nous avons échoué à attirer les jeunes qui sentent instinctivement que la société capitaliste leur réserve un avenir cauchemardesque, nous avons échoué à attirer les couches de travailleurs qui ont été les plus durement frappés par la crise du capitalisme, etc. et à l'arrivée un certain nombre d'entre eux ont sombré dans le lumpenprolétariat, le communautarisme, l'individualisme le plus grossier, le populisme ou se sont tournés vers l'extrême droite, quand ils n'ont pas sombrés dans une dépression aux manifestations particulièrement inquiétantes, au mieux ils se sont tournés vers des formations politiques dites de gauche ou de la gauche de la gauche qui sont liées à la droite ou au régime, avant de subir désillusion sur désillusion les conduisant à cesser le combat ou à tourner le dos à la politique, à subir leur sort en silence, totalement démoralisés...

Constat sans appel que chacun peut faire de son côté et qui en somme est le bilan de la politique menée par les dirigeants du POI, du NPA et de LO, on laissera ici de côté les maoïstes et les anarchistes qui vivent sur une autre planète. On est donc resté couper des masses qu'on se destinait d'organiser, d'éduquer au socialisme, le résultat est à la hauteur de ce qu'on pouvait attendre d'une telle politique. Si on devait le nier, il faudrait admettre qu'une terrible fatalité se serait abattue sur la civilisation humaine et qu'elle ne s'en relèvera jamais, autant dire qu'elle est condamnée indéfiniment à la barbarie, eh oui puisque ces meilleurs éléments sont incapables de tirer les leçons des erreurs du passé.

On terminera sur un mot singulièrement pessimiste qui nous semble justifié, bien que cela ne soit pas dans nos habitudes, disons qu'il faut rester lucide en toute circonstance.

Ce qui est en train de se passer au Moyen-Orient pourrait effectivement déboucher sur une Troisième Guerre mondiale dans la mesure où dorénavant toutes les conditions sont réunies pour leur en fournir le prétexte, je fais référence à l'entrée en guerre de la Russie au côté de la Syrie contre les Américains et les autres puissances occidentales notamment. Il suffit d'un simple déclic, d'une simple provocation, d'un incident créé de toutes pièces qui peut se produire à tout moment et le tour est joué, en feignant bien évidemment de l'avoir prémédité.

Il faut avoir parfaitement conscience qu'au Pentagone, à la CIA et à l'Otan, donc à la Fed et à Wall Street, un cercle d'oligarques et de militaires est favorable à cette option et oeuvre en coulisse pour qu'elle se réalise. Ce sont ceux qui ont conçu et réalisé le 11 septembre 2001 ainsi que l'agenda de guerres sans fin qui devaient en découler par la suite, Maïdan et la guerre en Ukraine, les révolutions dites colorées, le Printemps arabe, les tentatives de coups d'Etat dans tout un ensemble de pays en Afrique et en Amérique latine, etc.

Ils y préparent psychologiquement la population, c'est ce qu'on peut observer quotidiennement. Ils ont fait sauter le vernis démocratique de leur dictature, dès lors qu'ils avaient acquis ou acheté la complicité de la totalité des partis institutionnels et des médias dans lesquels officient désormais des va-t-en-guerre patentés du néolibéralisme qui se livrent à une désinformation ou une propagande effrénée, de sorte qu'il ne reste pas d'autre alternative aux masses qu'y adhérer puisqu'il n'existe aucune opposition organisée crédibles vers lesquelles elles pourraient se tourner, leur donnant ainsi les moyens d'appliquer contre elles les plans les plus criminels et sordides qui soient, et en cas de doute, il ne leur resterait plus qu'à appuyer sur le bouton auquel on a fait allusion plus haut pour emporter leur adhésion et passer à l'action s'ils le jugeaient nécessaire. En quelque sorte ils détiennent le sort de l'humanité entre leurs mains et nous sommes totalement ou presque réduits à l'impuissance pour les empêcher de mettre la planète à feu et à sang, sans que personne ne puisse prédire ou contrôler les conséquences dévastatrices qui en découleraient.

Nous avons pris conscience de ce danger suite aux derniers développement de la guerre en Syrie et en Irak. Cela nous inquiète évidemment, on enrage surtout d'en être arrivé là. Si au moins un parti disait la vérité aux travailleurs, toute la vérité et pas seulement ce qui arrange leur appareil, on serait soulagé.

Il n'y a pas de quoi paniquer ou changer nos habitudes, disons qu'il faut avoir cela présent à l'esprit quelque part dans notre tête, et y réfléchir pour ne pas être pris au dépourvu si les évènements prenaient cette tournure.

[Un courriel reçu et ma réponse](#)

Salut camarade,

Quelques petites réactions rapides par-rapport à ta dernière causerie. Je ne suis plus abonné à IO depuis longtemps, mais je vais essayer d'acheter ce numéro 372 pour être bien sûr que tu as bien lu. Ils en viennent à marquer " à juste titre " que les syndicats regrettent les incidents à Air France. Cette phrase, pour reprendre un terme militaire, est un acte de haute trahison envers la classe ouvrière de la part de celui qui a écrit cela ! Même Marie-Georges BUFFET comprend la colère des salariés d'Air France et à réagit sur Facebook dès le 5 octobre en écrivant qu'elle est au côté des salariés et l'assume. A ce demander du PCF ou du POI, lequel est le plus proche de la classe des dominés!

A la prochaine camarade

S.

Bonjour S.,

Je ne comprends pas je t'ai envoyé le IO n°372 ?

Voilà l'article intégral.

- Unis

Il s'est passé quelque chose d'historique, ce 5 octobre, à Air France, qui intéresse tous les travailleurs. Les jours précédents, une campagne hystérique, à droite comme à « gauche », s'est déchaînée contre les pilotes d'Air France, accusés de faire couler l'entreprise, d'être des égoïstes au détriment de toutes les autres catégories, bref d'être « une poignée de salariés qui défendent leurs privilèges d'un autre temps » (Le Figaro, 2 octobre).

Et les personnels d'Air France, en manifestant unis, pilotes, hôtesses et stewards, agents au sol, par milliers, le 5 octobre, ont dit non à la division, non au chantage de la direction appuyée par le gouvernement ! Hôtesses, stewards et pilotes refusent de travailler cent heures de plus pour le même salaire (sachant très bien que cela ne ferait qu'accélérer les suppressions de postes). Ils

refusent, parce qu'on leur a déjà fait le même coup, il y a deux ans. Ils le savent, c'est une spirale sans fin !

Aujourd'hui, tous les syndicats (sauf la CFDT) disent non, et le gouvernement leur tombe dessus, menaçant, avec la direction, toutes les catégories de personnels de trois mille suppressions d'emplois supplémentaires, voire de licenciements secs.

Le dernier plan, qui vient à peine de s'achever, en a déjà supprimé 5 500 !

Des incidents, en marge de la manifestation, ont eu lieu, lorsque le comité central d'entreprise a été envahi par des centaines de manifestants.

Les syndicats, à juste titre, regrettent ces incidents et ils posent la question : qui est responsable ?

On parle de violence. Et le chantage de trois mille licenciements, ce n'est pas de la violence ?

Ce gouvernement, qui parle de « dialogue social », ne connaît que les « négociations » le pistolet sur la tempe, ou le passage en force, lorsqu'elles échouent.

A quelle situation cela mène-t-il ? Vers où conduit-il ainsi le pays ?

Yan Legoff

Le POI légitime le « dialogue social », la collaboration de classes qui est la négation de la lutte des classes.

Je ne l'ai pas noté dans ma causerie, Legoff se vend : le POI n'est pas contre le « dialogue social », dès lors qu'il se déroule tranquillement (sic!), il se fout bien que les dirigeants syndicaux en profitent pour brader l'essentiel de nos acquis sociaux morceau par morceau au gouvernement et au patronat en échange de quelques miettes ou "généreuses" compensations à la marge destinées à certaines couches de travailleurs histoire de les diviser... tout en scandant "unité", "unité" !

La plupart des militants ont un esprit critique peu développé ou mal aiguisé et ils se font facilement manipuler par ce genre de baratineurs professionnels. Ils sont incapables de faire preuve de discernement et de distinguer le double langage omniprésent au POI comme dans les autres partis. Autrement dit, ils prennent ce qui les intéresse ou les arrange et ils n'accordent aucune importance au reste, ils n'y prêtent même pas attention et ce ne sont évidemment pas leurs dirigeants qui vont leur reprocher, sauf que pour le gouvernement et le patronat c'est justement le reste qui compte et qui les intéresse en pratique, et dans le cas présent ils peuvent en tirer la conclusion suivante : bon, ça va, même le POI nous ménage, il ne veut pas aller jusqu'à la rupture avec les appareils de la CGT et FO, on peut y aller et continuer.

C'est somme toute normal puisque les militants du POI sont convaincus qu'ils ont fait le bon choix en adhérant à ce parti et ils ont une confiance aveugle dans leurs dirigeants sans même s'en apercevoir. Ce qu'ils ne perçoivent pas, c'est que leur discours se situe à deux niveaux, une partie leur est destinée et c'est celle qu'ils retiennent, tandis que la seconde partie est destinée aux appareils et au gouvernement ou au PS, ses satellites et alliés qui a pour fonction de leur dire : voyez comme nous sommes loyaux et dévoués, histoire de leur montrer qu'ils méritent les postes de permanents que vous nous avez confiés, etc. Cela est valable pour le NPA et LO, qui plus est pour le Front de gauche.

Dès le milieu des années 40 les dirigeants de ce courant politique ont adopté le réformisme et la collaboration de classes en scellant notamment des liens organiques avec la social-démocratie dégénérée et l'appareil de FO, on peut ajouter les anarcho-syndicalistes qui les amènera à réhabiliter Bakounine que Marx et Engels avait viré de l'Internationale. Le POI en est le produit le plus achevé après le PT, le produit de la rupture complète avec le léninisme cher à Trotsky et le marxisme, qu'à travers la figure de Jean Jaurès qu'ils mettent en concurrence avec Marx ils combattent au nom du réformisme qui a remplacé le combat pour le socialisme ou la révolution socialiste. Cela témoigne au passage qu'on ne peut pas se réclamer du réformisme et être socialiste, communiste ou trotskyste, c'est aussi irrémédiablement incompatible que le capital avec le travail.

Tu constateras en lisant les pages 1 et 2 d'Informations ouvrières (n°372) qu'il n'y figurait pas le mot d'ordre d'annulation, abandon ou retrait du plan de 2.900 licenciements. Un oubli, un hasard, qui peut le croire sérieusement ?

Un seul mot d'ordre aurait dû être avancé : mobilisation générale dans l'unité et grève illimitée avec occupation jusqu'au retrait du plan de 2.900 licenciements !

Depuis j'ai affiné ou complété : Libération immédiate des 6 salariés d'Air France arrêtés! Halte aux poursuites, aucune sanction ! Grève illimitée jusqu'au retrait du plan de 2.900 licenciements ! Renationalisation d'Air France !

[Dossier Air France.](#)

Nous avons laissé passer 48h avant de réagir parce que nous ignorions exactement ce qui s'était réellement passé le 5 octobre lors du comité central d'entreprise.

Libération immédiate des 6 salariés d'Air France arrêtés! Halte aux poursuites, aucune sanction ! Grève illimitée jusqu'au retrait du plan de 2.900 licenciements ! Renationalisation d'Air France ! Dehors Hollande et Valls, gouvernement des travailleurs avec les partis, courants ou tendances du mouvement ouvrier qui combattent à leur côté pour le socialisme ! Abolition de la Ve République et du capitalisme, fondation d'une République sociale !

La violence qui s'est exprimée lors du comité central d'entreprise (CCE) d'Air France est l'expression légitime de l'exaspération et de l'impatience de millions de travailleurs qui ne supportent plus d'être traités comme des kleenex par ceux qui détiennent le pouvoir. Les soutenir inconditionnellement est le devoir de tout militant ouvrier.

Se réclamer du dialogue social, c'est condamné les 6 salariés qui ont été embastillés.

Nous avons prévenu les militants qu'en mettant un doigt dans cet engrenage, ils allaient y laisser plus que leur chemise, mais non, on était des extrémistes, des gauchistes.

- Air France : interpellations et gardes à vue - Francetv info

- Air France: "on est dans un Etat de droit" déclare Fillon après les interpellations - AFP

Un Etat de droite, on s'en était aperçu ! Et tous ceux qui y participent, sont-ils de droite ou de gauche ? Qui prône le renversement du régime et l'établissement d'une République sociale, un Etat ouvrier ou de gauche, quel parti a associé cette perspective au mot d'ordre du retrait du plan de licenciements, aucune sanction contre les salariés d'Air France, renationalisation d'Air France ?

- Air France: NKM (LR) plaide pour un "renouveau du syndicalisme" - AFP

C'est vrai qu'elle est particulièrement bien placée ! Comment peut-elle faire preuve d'une telle prétention en représentant le parti de l'ordre, sinon qu'elle y est encouragée par l'attitude des dirigeants syndicaux qui se livrent à un double jeu et fraient la voie à la réaction, non ?

- Des salariés d'Air France se rassemblent pour dénoncer la "criminalisation" du personnel - Francetv info

Quand les dirigeants syndicaux se conduisent comme des représentants de la direction d'Air France honnie par les salariés.

- Gardes à vue à Air France: "scandaleux" pour la CGT, "indigne" selon la FSU - AFP

Le numéro un de la CGT, Philippe Martinez, a jugé mardi "proprement scandaleuses" les arrestations des cinq salariés d'Air France soupçonnés de violences et la prolongation de leurs gardes à vue, estimant que le gouvernement avait "son mot à dire en terme de dialogue social".

"Ce qui se passe est proprement scandaleux. Des salariés sont en prison, en garde à vue. On a été les chercher chez eux à 6 heures du matin, devant leurs familles, devant leurs enfants et on a fouillé leurs maisons", s'est insurgé le secrétaire général de la CGT, lors d'une conférence de presse.

"En terme de dialogue social, le gouvernement a son mot à dire", selon M. Martinez qui a fait part de sa "colère".

Dans un communiqué, la FSU a également condamné les conditions d'une interpellation "indigne et disproportionnée", et demande "qu'aucune sanction ne soit prise contre ces salariés".(En les poignardant dans le dos plus loin... - LVOG)

"Il y a des personnalités qui ont fait des choses plus graves, qui ont détourné des millions et qui arrivent avec leur chauffeur" à leur convocation, a commenté M. Martinez, ajoutant: "il y a deux poids, deux mesures quand il s'agit de salariés, c'est profondément choquant". (Non, c'est normal, c'est la justice de classe. Ah oui, c'est vrai que Martinez est fâché avec la notion de lutte des classes ou il en a une conception plutôt patronale. - LVOG)

Sur le fond, la CGT "ne cautionne pas" l'attitude des salariés qui s'en sont pris à deux dirigeants de la compagnie aérienne la semaine dernière lors du CCE, mais "ne condamne pas non plus". (Elle laisse le soin à la "justice" de le faire à leur place, mais en affirmant qu'elle "ne cautionne pas", elle les condamne d'avance. - LVOG)

Leur geste, selon lui, "est à la hauteur de la violence sociale" du plan de suppression d'emplois.

Le syndicat FSU "condamne" également "toute forme de violence physique" mais "rappelle que la violence sociale exercée quotidiennement contre les salariés est inacceptable". (La FSU s'aligne sur la CGT. - LVOG)

M. Martinez a regretté que le Premier ministre ait "eu des mots pour les cadres d'Air France molestés, mais aucun pour les salariés", et estimé que le gouvernement avait "une forte responsabilité en la matière". AFP 13.10 (Ce genre de regrets ne peut provenir que d'un supporter de Valls. Car on ne regrette pas le comportement de quelqu'un dans lequel on ne se reconnaît pas ou qu'on a caractérisé parmi nos ennemis, ce qui n'est pas le cas de Martinez. - LVOG)

Vous aurez constaté qu'ils tiennent tous un double discours, c'est flagrant, personne ne peut le nier. Mais on peut le passer sous silence (POI) pour les ménager et faire le jeu de la direction d'Air France et du gouvernement.

- Les cinq salariés d'Air France seront jugés pour "violences en réunion" - Francetv info

En garde à vue depuis hier matin, lundi 12 octobre, les cinq salariés de la compagnie Air France seront jugés le 2 décembre prochain pour "violences en réunion". Les cinq mis en cause risquent jusqu'à trois ans de prison et 45 000 euros d'amende. La préméditation n'a en revanche pas été retenue.

Les cinq salariés d'Air France mis en cause appartiennent à la branche Cargo et Air France Industries. Ils ont entre 35 et 48 ans. Selon les informations de France 2, l'enquête interne de la compagnie se poursuit. Une vingtaine d'employés fait en ce moment l'objet d'une procédure de licenciement. Francetv info 13.10

Quand la vermine s'emmêle.

- Violences à Air France: François de Rugy «choqué» par les réactions de certains politiques - 20minutes.fr

Alors que Cécile Duflot (EELV), Pierre Laurent (PCF) et Jean-Luc Mélenchon dénoncent les méthodes radicales pour interpeller les salariés d'Air France soupçonnés de violences contre la direction, le député Ecologistes! François de Rugy, qui a claqué la porte d'EELV en août, se démarque. Il a estimé mardi que les incidents lors du comité central d'entreprise d'Air France le 5 octobre étaient des «violences inacceptables» et s'est dit «choqué» par les déclarations de certains «leaders politiques».

Plus généralement sur la situation d'Air France, François de Rugy a souhaité qu'«il y ait du dialogue social dans cette entreprise». «Il faut que cette entreprise gagne en compétitivité, qu'elle ait des coûts moins lourds par rapport à ses concurrents européens», a poursuivi l'ancien co-président du groupe écologiste à l'Assemblée. 20minutes.fr 13.10

C'est bien la fonction du dialogue social, il est réac et il a tout compris, bravo !

Traduisez: le dialogue social doit être mis au service de l'entreprise pour qu'elle "gagne en compétitivité", autrement dit les salariés devront accepter de nouveaux sacrifices.

[En famille. Ils ont tout intérêt à garder Hollande.](#)

- Baromètre Ipsos-"Le Point" : Macron, un nouveau leader... à droite ! - LePoint.fr 12.10

En fait à l'extrême droite, puisque le néolibéralisme est assimilable à la pire politique économique que la classe dominante entend imposer au prolétariat.

Que ce soit la politique de Hollande et son gouvernement ainsi que le PS n'a rien de surprenant, dès lors qu'on les a caractérisés de droite. Les caractériser de gauche revient à les ménager et à s'en faire les complices, cela contribue à entretenir la confusion qui profitera à l'extrême droite, qui elle apparaîtra relativement modérée et fréquentable au regard de son discours populiste et non de ses réelles intentions. Vous pourrez ensuite prétendre les combattre, mais comme votre discours sera incohérent ou bourré de contradictions, miné à la base, ce sera l'extrême droite qui raflera la mise et apparaîtra comme la véritable opposition au gouvernement.

Il y en a qui ne doutent de rien et qui voudraient que les travailleurs les prennent au sérieux, franchement ce n'est pas très sérieux.

Soyez léniniste, osez trancher et rompez avec l'opportunisme, menez le combat politique classe contre classe, refusez tout compromis avec l'ennemi et ses représentants... Bref, osez le socialisme, vous verrez qu'on n'en meurt pas, mieux, on s'en porte à merveille, c'est comme un rayon de soleil qui vient éclairer votre vie terne, routinière, sans idéal, qui n'a aucun sens ni intérêt. Il n'existe pas de meilleur remède contre la déprime, l'ennui, la solitude, la haine ou la violence aveugle, la déchéance.

En complément.

- Lyon : Macron hué à la bourse du travail par une centaine de manifestants - Francetv info 13.10

[Quand ils avaient conclu leur enquête avant de l'avoir commencée.](#)

- Ukraine: le vol MH17 abattu par un missile BUK tiré d'une zone prorusse - AFP

Les enquêteurs internationaux ont conclu que le vol MH17 de la Malaysia Airlines a été abattu en juillet 2014 par un missile sol-air de type BUK tiré d'une zone de l'est de l'Ukraine contrôlée par les rebelles prorusses, a rapporté mardi le quotidien néerlandais de Volkskrant.

L'Ukraine et les États-Unis affirment depuis lors que l'appareil a été abattu par les séparatistes grâce à un missile sol-air de type BUK fourni par la Russie. Moscou rejette fermement ces accusations et pointe du doigt les forces ukrainiennes.

Selon les sources citées par le Volkskrant, le rapport qui doit être publié mardi comporte des cartes montrant plusieurs endroits d'où le missile a pu être tiré, tous situés dans une zone contrôlée par les rebelles.

Le rapport indique quelles sont les causes du crash, mais pas qui a "appuyé sur la gâchette", un élément qui relève de l'enquête pénale.

Pourtant, deux des sources estiment que les éléments contenus dans le rapport indiquent une implication russe.

"Je soupçonne une aide de la part de militaires russes", a déclaré l'une d'elles au Volkskrant : "le BUK a de toute façon été développé et produit en Russie, et on peut partir du principe que les rebelles ne savent pas utiliser eux-mêmes un tel appareil". AFP 13.10

Des dizaines d'articles sur ce sujet sont en ligne dans le portail qui prouvent qu'on est en présence d'une imposture.

On retiendra, sans rire, qu'ils accusent la Russie sans savoir "d'où le missile a pu être tiré" ni qui a "appuyé sur la gâchette" sur la base de "soupçons", que en voilà une conclusion impartiale, à charge en vérité.

[ACTUALITE EN TITRES](#)

[Quand la sémantique de la guerre envahit les médias.](#)

- France/All-Blacks : quelle arme fatale contre le Haka ? - euronews.com 13.10

Qui attise par tous les bouts la haine, l'ultranationalisme, le patriotisme putride qui profite à l'extrême droite ?

[Nostalgie.](#)

- Le Proche-Orient de 2015 rappelle dangereusement l'Europe de 1914 - Slate.fr

[La théorie foireuse \(officielle\) du "loup solitaire" a du plomb dans l'aile.](#)

- Pendant les attentats, Amedy Coulibaly a reçu des instructions par mail - Francetv info

Et dire que tous les partis ouvriers, y compris le POI ont repris en chœur la version officielle de Charlie...

[Peut mieux faire.](#)

- Sondage. Elections régionales : l'abstention estimée à 55% au premier tour - Francetv info

Chut, ne dites surtout pas que cela exprimerait le rejet des institutions, les travailleurs qui n'en avaient pas vraiment

conscience pourraient le croire !

[Chasse aux sorcières dans les médias.](#)

- L'avertissement de Lagardère au "JDD" après la une sur Marine Le Pen - LePoint.fr

Proche de Nicolas Sarkozy, Arnaud Lagardère se fait rare dans la presse, mais, quand il s'exprime, cela fait toujours du bruit. En découvrant la une du JDD, dimanche dernier, le propriétaire du titre n'a guère apprécié la tonalité de celle-ci. La tête de Marine Le Pen prenait toute la page avec, à l'appui, un titre : « Un Français sur trois prêt à voter pour elle », selon un sondage Ifop. LePoint.fr 13.10

- Livre sur le climat, missive à Hollande : Verdier écarté de France 2 ? - LePoint.fr

- Larousse critiqué après avoir placé la Crimée en Russie - LePoint.fr

- Plan social à « L'Express » : adoption d'une motion de défiance contre Drahi et Barbier - LeMonde.fr

Drahi et Barbier incarnent la liaison d'extrême droite qui existe (ou la communauté d'intérêts économiques) entre le sionisme et le néolibéralisme. Ils peuvent s'inspirer du Point qui en est le produit le plus achevé parmi les médias de la presse écrite institutionnelle. D'autres concurrents rivalisent de zèle avec eux sur ce terrain-là, Le Monde, Le Figaro, Le Parisien, Le Nouvel Obs, Marianne, etc. tous en somme !

[Comment légitimer les thèses de l'extrême droite.](#)

- Propos sur la «race blanche» : La popularité de Nadine Morano en hausse 20minutes.fr

Morano compatible Les Républicains et le FN. C'est naturel chez eux puisqu'ils représentent les intérêts de la même classe sociale.

Morano a une "amie noire" a-t-elle affirmé pour se défendre de l'accusation de racisme, en fait cela ne prouve rien.

Pour rappel, le racisme et l'esclavagisme s'étaient développés en Afrique comme en Asie ou en Amérique latine avant même que les colonisateurs occidentaux n'y mettent les pieds. Et ce ne sont pas les classes dominées qui en prirent l'initiative à chaque époque et sur chaque continent, mais bien les classes dominantes. Ce sont donc elles et elles seules qui en portent la responsabilité, mais comme ils ne peuvent l'assumer sans dévoiler la nature esclavagiste de leur régime (féodal ou capitaliste), il la reporte sur les peuples qui plus est en subissent les conséquences.

- Allemagne : Pegida s'en prend à Merkel - euronews.com

- Près d'un an après son premier rassemblement, Pegida fait de nouveau recette. euronews.com 13.10

[Quand ils en viennent à avouer que l'Union européenne est antidémocratique et illégitime.](#)

- «Mon mandat ne provient pas du peuple européen», et c'est la négociatrice du TTIP qui le dit - Slate.fr

Alors de qui détient-elle son mandat, sinon de l'oligarchie financière, des banquiers et des actionnaires des multinationales.

[En famille. Valls plus américain que Sarkozy. Bienvenue chez les barbares.](#)

- A Riyad, Manuel Valls discret sur la question des droits de l'homme - LeMonde.fr

- 10 milliards d'euros de contrats entre la France et l'Arabie saoudite - Francetv info

La visite de Manuel Valls au Moyen-Orient s'achève. Ce mardi 13 octobre, le Premier ministre est en Arabie saoudite, où il a rencontré le roi.

"Manuel Valls dit lui-même que si on devait ne plus avoir de relations avec les Etats qui pratiquent la peine de mort, on ne pourrait pas travailler non plus avec certains Etats américains", conclut la journaliste de France 2. Francetv info 13.10

C'était quoi le PS qu'on (les lambertistes notamment) nous a vendu pour un parti ouvrier, ouvrier bourgeois, de gauche? La

pire réaction qui soit en vérité.

[Soutien inconditionnel à la résistance palestinienne...](#)

- Le gouvernement israélien autorise la police à boucler les quartiers arabes de Jérusalem - LeMonde.fr
- L'ONU critique un usage excessif de la force par Israël contre les Palestiniens - AFP
- "L'intifada des couteaux" en Cisjordanie, un mouvement qui échappe à toute autorité - euronews.com
- Jérusalem: au moins 2 personnes tuées dans deux attentats à Jérusalem - AFP

[Stratégie du chaos et de la guerre.](#)

- Bélarus: les Etats-Unis se disent "déçus" par l'élection présidentielle - AFP
- Le « Washington Post » va faire appel de la condamnation de son correspondant en Iran - LeMonde.fr
- L'Australie va renforcer ses contrôles antiterroristes pour les mineurs - AFP

[Dossier Turquie](#)

- L'absence de revendications après l'attentat d'Ankara suscite de nombreuses questions - euronews.com

Et pour cause...

- Erdogan accusé de jouer sur la peur pour remporter les élections - euronews.com

"Le meurtrier Erdogan rendra des comptes." Ce slogan, ce sont des avocats qui l'ont entonné. Rassemblés dans le palais de justice d'Istanbul, ils laissent éclater leur colère à l'égard de l'homme fort de la Turquie. Et ils ne sont pas les seuls. À Ankara, des médecins ont aussi répondu à l'appel à la grève lancé par deux grands syndicats, et une manifestation a rassemblé des centaines de personnes. Deux jours après l'attentat le plus meurtrier de l'histoire du pays – qui a fait 97 morts et plus de 500 blessés – tous partagent le même scepticisme. Ils accusent le pouvoir de négligence, ou pire encore, d'être complice de la double-attaque qui a ensanglanté la capitale samedi.

À trois semaines des législatives, c'est une stratégie de la terreur qu'ils dénoncent. A leurs yeux, Recep Tayyip Erdogan fait monter la peur pour reconquérir la majorité absolue en se présentant comme le seul garant de la sécurité. "Ce ne sont pas les bombes mais votre silence qui nous tue", peut-on lire sur une des pancartes déposées sur le lieu de l'attentat, à la gare centrale d'Ankara. euronews.com 12.10

Ou encore... là ils commencent à brûler, encore un petit effort...

- Attentat d'Ankara: Erdogan évoque une faille du renseignement - Reuters

Ils auraient orchestré ce massacre pour que les Turcs se rassemblent autour d'Erdogan ? C'est plausible, il y a de nombreux précédents dans le monde dans le passé...

Avec la bénédiction de l'Otan et la France.

- Les militaires turcs sur le territoire syrien - sahartv.ir

Les sources bien informées ont fait part de l'entrée des forces militaires turques en Syrie.

Les habitants des zones frontalières ont été appelés à quitter leur maisons. Cité par le website d'information Al-Ahed, Mohammed Saïd, responsable du bureau des camps de réfugiés, dans le village frontalier d'Atmé, entre la Syrie et la Turquie, qui est sous contrôle des éléments armés, a annoncé que les militaires turcs sont entrés dans la région et demandé aux habitants de ces camps de quitter la région car la Turquie entend y construire un mur de séparation de 1500 de longueur sur le sol syrien. Ainsi les maisons qui se trouvent sur le trajet de ce mur seront détruites, selon la même source. sahartv.ir 13.10

Dossier Syrie

Amnesty International au secours d'Al-Qaïda

- Syrie : Amnesty accuse les forces kurdes d'avoir commis des crimes de guerre dans des villages arabes - Le Monde.fr

- Syrie: chute de deux obus sur l'ambassade de Russie à Damas - AFP

- Echanges de tirs entre Israël et la Syrie sur le plateau du Golan - 20minutes.fr

- L'armée syrienne prépare la bataille d'Alep avec l'appui massif de téhéran - LeFigaro.fr

- Syrie : l'Union européenne menace la Russie - sahartv.ir

L'Union européenne a demandé, lundi, à la Russie de cesser, immédiatement, ses attaques aériennes visant des soi-disant opposants "modérés" en Syrie.

L'Union européenne a appelé, lundi, la Russie à cesser, immédiatement, les frappes de son aviation, qui visent l'opposition "modérée", en Syrie. De son côté, l'OTAN accuse la Russie de contribuer à la prolongation du conflit syrien, en soutenant Bachar al-Assad. "Cette escalade militaire risque de prolonger le conflit, de saper le processus politique, d'aggraver la situation humanitaire et d'augmenter la radicalisation", ont prétendu les 28 pays de l'UE, dans une déclaration, adoptée à Luxembourg, par leurs ministres des Affaires étrangères. "Le problème, c'est que les Russes ne concentrent pas leurs efforts, sur la lutte contre Daech, mais ils combattent, aussi, les groupes de l'opposition "modérée", et ils soutiennent le régime d'Assad. Cela ne fait que prolonger la guerre", ajoute le communiqué. Or, les frappes de la Coalition internationale anti-Daech ne sont pas, encore, arrivées à donner les résultats escomptés. sahartv.ir 12.10

- Plusieurs drones des terroristes abattus par l'armée syrienne - sahartv.ir

En Syrie l'armée régulière a abattu plusieurs drones des terroristes à Rif Deraa, sud. L'armée qui a détecté ces appareils aux alentours de la ville d'Arza, les a tout de suite abattus, selon la chaîne Al-Manar.

Les frappes des avions de combat russes ont chassé les terroristes de leurs positions à Alep dont plusieurs régions sont désormais sous le contrôle de l'armée.

Les forces syriennes, soutenues par l'armée de l'air ont aussi libéré la région d'Al-Atshan, au nord-est de Hama. Par ailleurs les forces de l'armée syrienne appuyées par les forces de la défense nationale ont chassé les terroristes du Front al-Nosra de la région stratégique de Tal al-Qab, près de Quneitra à l'ouest du pays. sahartv.ir 12.10

- Syrie : le pentagone largue des armes aux takfiris - sahartv.ir

"Washington et ses alliés ont remis armes et munitions à la disposition des dissidents dans le nord-syrien.", a fait état le porte-parole de l'armée américaine.

Cité par Press TV, le porte-parole du commandement central de l'armée américaine, Patrick Ryder a annoncé lundi, dans un communiqué, que les Etats-Unis et leurs alliés envoient des avions transportant armes et munitions à destination des opposants syriens dans le nord de la Syrie. « Ces avions ont à leur bord des aides et des munitions à destination des opposants syriens pour qu'ils puissent mener une série d'opérations contre les terroristes daechistes. », a dit ce porte-parole du commandement central de l'armée US.

De même, un autre responsable de l'armée américaine qui a souhaité garder l'anonymat a révélé qu'une cinquantaine de tonnes d'armes et de munitions étaient à bord de ces avions précités. sahartv.ir 13.10

- Syrie : L'appel de ralliement lancé par Moscou - sahartv.ir

La Russie appelle les pays intéressés à rallier le centre de coordination conjointe anti-terroriste, selon Press TV. Le chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov a annoncé lundi que le centre de coordination conjointe anti-terroriste dont le siège se trouve à Bagdad, est entièrement prêt à profiter de la coopération de tous les pays qui voudraient lutter contre le terrorisme.

Lavrov a souligné lors d'une conférence de presse à Moscou, que ce centre avait déjà commencé ses activités avec la contribution de quatre pays et il salue la décision d'autres pays de se joindre à ce centre anti-terroriste.

Le ministre russe des Affaires étrangères a déclaré son pays prêt à mettre en place de nouveaux centres de coordination dans la région afin de combattre le terrorisme. sahartv.ir 13.10

- Poutine critique le manque de coopération des Etats-Unis sur la Syrie - sahartv.ir

Vladimir Poutine a critiqué mardi le manque de coopération des Etats-Unis dans le conflit syrien et mis en garde contre le parachutage de munitions aux rebelles, se demandant ouvertement ce que les Américains ont dans le crâne. "Comment pouvons-nous coopérer? Je me demande ce qu'ils ont dans le crâne", a lancé le président russe à l'occasion d'un forum économique organisé à Moscou. Le chef de l'Etat russe a reproché aux Américains de ne jamais répondre quand les Russes leur demandent quelles cibles l'aviation russe doit bombarder en Syrie. "Nous leur avons dit: donnez-nous les cibles que vous considérez à 100% comme terroristes. Aucune réponse. On a réfléchi et demandé: où ne faut-il pas frapper ? Toujours pas de réponse", a déclaré M. Poutine. Il a ajouté qu'il n'y avait pas de garanties que les munitions parachutées par les Américains ne tombent pas entre les mains des terroristes.

"Ils nous disent qu'ils ont parachuté des munitions aux rebelles. Mais où sont ces rebelles ?", s'est interrogé M. Poutine au cours de ce forum retransmis à la télévision russe, précisant qu'il ne s'agissait pas d'une "question rhétorique". Il a ensuite assuré que la Russie "n'aspire pas à un quelconque leadership sur la Syrie".

Il a par ailleurs dit avoir invité Washington à mener des négociations "au plus haut sommet" de l'Etat pour "discuter du règlement du conflit syrien". Il a ensuite réitéré l'impératif de la contribution des puissances régionales comme l'Iran dans le règlement de la crise en Syrie. sahartv.ir 13.10

- Syrie: Al-Nosra appelle les jihadistes du Caucase à frapper la Russie - AFP

Abou Mohamed Al-Djoulani accuse aussi la Russie de concentrer ses frappes aériennes contre les mouvements qui luttent contre Bachar Al-Assad et d'épargner l'organisation Etat islamique qu'elle prétend combattre, un reproche également formulé à Moscou par les pays occidentaux et les puissances sunnites régionales.

« Il n'y a pas d'autre choix que de durcir le combat et de cibler les villes et villages alaouites [dans la province de] Lattaquié et j'appelle tous les groupes (...) à tirer chaque jour des centaines de missiles sur leurs villages, comme ils le font sur les villes et villages sunnites », lance le chef du Front Al-Nosra.

Au 13e jour de son intervention en Syrie, l'aviation russe a bombardé les positions de rebelles islamistes. L'objectif lancé par l'armée syrienne avec l'appui de l'aviation russe est d'avancer vers Khan Cheikhoun, un fief du Front Al-Nosra dans le sud de la province d'Idlib, et de l'encercler. AFP 12.10

Commentaires d'internautes

1- Ce qui est bizarre, c'est que tous les djihadistes (Daesh, al Nosra ...) critiquent et dénoncent l'intervention Russe, comme si l'intervention de la coalition américaine était inexistante!

Mais elle l'est, à ceci près qu'elle continue de détruire les infrastructures de la Syrie...

2- C'est pas ceux à qui les Yankees ont parachutés des armes dernièrement ?

Effectivement, et vous êtes encore très loin du compte...

3- En gros il faut taper sur Daesh et pas sur Al Qaeda... c'est à n'y plus rien comprendre... Qui eut cru, lorsque les tours jumelles s'effondraient, que 15 ans plus tard les djihadistes d'Al Qaeda passeraient pour des gars sympas qu'il faut aider !

Ce qu'on ne vous dit pas ici, c'est que ce discours ne passe pas aux Etat-Unis, car désormais une majorité d'Américains ont compris qu'Al-Qaïda ne pouvait pas être l'auteur du 11/9...

4- Rien à craindre d'Al Nosra ce sont des opposants modérés. La preuve ? La Turquie leur ouvre largement ses portes, les pays du Golfe les financent et les USA les arment.

Al Nosra et l'Emirat islamique sont l'armée supplétive de l'Otan et du Pentagone...

5- Le chef d'Al-Nosra a exactement le même discours que les dirigeants occidentaux ...

Cet affilié à Al-Qaïda est donc à leur service...

Bravo pour votre observation !

6- Je ne vois pas l'intérêt que les médias donnent une crédibilité aux gesticulations de vulgaires terroristes qui montrent là combien ils sont peu modérés.

Mais parce qu'ils les affectionnent, ils combattent dans le même camp...

7- Et alors, ils ne menacent pas la coalition internationale ?

Ah oui, j'oubliais, ils sont alliés !

Vous avez tout compris, bravo !

[Haut de page ↗](#)

Le 15 octobre 2015

CAUSERIE

On a créé la page des causeries d'octobre où elles sont archivées depuis le 1er. On a complété et reformaté le fichier pdf des causeries de septembre qui comporte 105 pages.

Je viens de prendre connaissance d'un texte rédigé par le groupe GMI que vous pouvez télécharger (format pdf)

● [Les racines de la crise du POI. \(GMI\) \(23.09\)](#)

A plus tard, une fois que la causerie du jour sera prête. Situation exceptionnelle, mobilisation exceptionnelle, je ne voulais plus actualiser le portail quotidiennement mais l'actualité politique m'y oblige !

[Haut de page ↗](#)

Le 16 octobre 2015

CAUSERIE

Je remercie les camarades qui m'ont envoyé des courriels, on se sent moins seul!

Je me suis défoncé pour réaliser cette causerie, je suis lessivé. En plus j'ai un gros problème avec mon ordinateur qui fonctionne au ralenti et se bloque, c'est la galère !

Selvie, ma compagne, vient de m'appeler, je pars la chercher à la sortie de son boulot, pas le temps d'ajouter un mot.

[La question du jour qui tue.](#)

Qui a donc réalisé le 11/9 puisque cela ne peut pas être Al-Qaïda à qui les Américains livrent des tonnes d'armes en Syrie et en Irak ?

La réponse est dans la question.

[En famille. Les mains sales.](#)

Manuel Valls hier au Sénat. « Le dialogue social. Le dialogue dans la société c'est de ne jamais refuser de serrer la main, le dialogue ». Il est prêt à tendre la main. publicsenat.fr 15.10

Il revient d'Arabie saoudite où il a serré la main des chefs des barbares qui massacrent les peuples afghan, irakien, libyen, syrien, yéménite...

Crise du POI

CCI-POI. Escrocs en bande organisée. Il y en a vraiment qui ne doutent de rien.

Pedro Carrasquedo (La Commune), ex-dirigeant lambertiste pendant 18 ans (et plus) :

- "Je ne touche au titre des 98 trimestres effectués comme permanent que...177 euros et bien sûr pas un centime d'indemnités. Et moi aussi mes cinq premières années de permanent ont été non déclarées : j'étais payé en liquide de la main à la main par le trésorier de l'époque Ilitis) Vitoria et Jean Paul Gady ont allègrement voté notre exclusion. Ils n'ont eu aucun état d'âme. Et maintenant que leurs amis de quarante ans coupent les vivres, ils s'offusquent.

Qu'on soit bien clairs : Gady, Vitoria mais aussi Lacaze and co et Seldjouk and co obéissant sans ciller à Lambert qui était à la manoeuvre, nous ont virés avec une aumône. Je suis resté deux ans au chômage et ne dois mon salut qu'au passage de concours dans la Fonction publique. Et maintenant, Vitoria qui a quand même touché 1150 euros en plus des 750 euros pendant 11 ans se plaint de ces méthodes. De bourreaux, elle et son compagnon sont devenus victimes. Ils nous jouent les étonnés offusqués. Je les plaindrai quand j'aurai le temps. Précision : Gady joue celui qui n'était au courant de rien. Vilain gros menteur."

Reproche qui vaut également pour le rédacteur de ces lignes, quel crétin ! Mieux encore.

Pedro Carrasquedo est pire, puisque s'ils n'avaient pas ouvert leur gueule, personne n'aurait su que les lambertistes avaient escroqué la Sécu pendant plus d'un demi-siècle, car lui, Pedro Carrasquedo, il ne s'en était pas vanté pour en avoir profité ou l'avoir fermé. Excusez-moi, il est con au point de publier leur lettre dans le portail de la Commune, peut-être qu'elle a été publiée ailleurs, je n'en sais rien !

Et moi qui aie été jusqu'à regretter d'avoir quitté l'OCl en janvier 1981, je ferais mieux de remercier ma première épouse qui m'avait forcé à prendre cette décision (chantage au divorce)... salutaire, ce que j'ignorais à cette époque.

Pedro Carrasquedo leur en veut d'avoir balancé le pot aux roses, la goutte qui fait déborder le vase à purin du lambertisme, à croire qu'il aurait préféré ménager les escrocs qui sont à la direction du CCI quand il termine en écrivant :

- "Clochards de la pensée, tous autant que vous êtes. Mercenaires à cent balles Vous avez fait du chantage à la retraite en échange du silence politique."

Il doit être jaloux ma foi ! Lui il n'a pas fait de chantage et il a gardé le silence tout court, ce n'est guère mieux.

Au moins les militants du CCI d'hier et d'aujourd'hui savent dorénavant à quoi s'en tenir à propos de leurs dirigeants-permanents-à-vie.

Pour la petite histoire, un jour je m'en étais pris connement à La Commune, à croire que j'avais moi aussi conservé de sales habitudes sectaires, depuis j'ai fait le ménage.

Le lambertisme a toujours eu une politique trade-unioniste.

L'orientation de Gauquelin (Lacaze pour les intimes) ou la majorité du CCI-POI résumée ici :

En mai-juin 1968, notre politique n'a pas été sans faiblesse. La grève générale, spontanément réalisée, mettait au centre de tout la question du gouvernement, la question du pouvoir... Pendant la grève générale, nous avons, à juste titre, mis en avant le mot d'ordre de la constitution d'un comité central de la grève générale. Nous n'avons pas répondu à la question du gouvernement... Dès lors, que nous le voulions ou non, notre politique avait un caractère trade-unioniste. Nous versions dans l'illusion que la grève générale « organisée » par le CC de grève se suffirait à elle-même. De plus, nous n'avons pris aucune initiative réelle qui ouvre la voie à la réalisation de ce comité central de la grève générale. (Stéphane Just, Comment le révisionnisme s'est emparé de la direction du PCI, 1984, GB, p. 11)

Un courriel reçu d'un militant du POI

Que faire ?

Camarade,

J'ai plus que ton âge, militant depuis février 1970 et se posant la même question que Lénine après la trahison de la 2ème internationale ; manifestement tu penses qu'on ne peut rien redresser dans le POI ; avons-nous été naïfs ? Je vivais avec des camarades honnêtes ici, non des voyoux, présents dans toutes les diffusions, les combats syndicaux comme politiques ; personnellement je pense qu'il faut exiger un quitus financier au prochain congrès et nous n'éviterons pas une litanie de procès de la justice bourgeoise qui sera ravie de finir de détruire cette organisation parce que informée d'accords non légaux entre dirigeants et permanents par ces lettres rendues publiques, au passage l'illégalité est insupportable quand il n'y a plus d'accord politique à moins de l'ouvrir ; avait-on les moyens de savoir ? Non, si ce n'est peut-être de pas accepter de dénoncer la soi-disant violence des exploités licenciés ; alors ne plus rien faire, non , il y aura des combats et avec ce qu'on a déjà appris, on continuera au moins dans une libre discussion et le temps décidera aussi de la voie à mener en fonction du débat.

Salutations.

Je vais essayer de répondre brièvement à ton courriel, pour autant qu'il appelait une réponse.

Redresser quoi dans le POI ? As-tu lu l'article que le groupe GMI a publié sur le CCI ? Il est accablant du début à la fin, sur la base des faits il apparaît que Lambert fut un imposteur de la première heure et que tous les dirigeants qui l'ont aidé à se maintenir à la tête de l'appareil le savaient pertinemment, la plupart de ceux qu'il virera l'avoueront par la suite, en recoupant leurs affirmations et en mettant bout à bout tous les éléments qui sont parvenus à notre connaissance on aboutit à la même conclusion épouvantable que les militants et cadres ignoreront jusqu'au bout, il serait donc injuste ou stupide de les en blâmer, ils sont davantage à plaindre.

Ce serait intéressant de comparer l'attitude de Staline et la conclusion à laquelle était parvenu Lénine à son sujet, avec celle des dirigeants du CCI et ce qu'en disent certains ex-dirigeants du CCI.

Léon Trotsky - OEuvres – 1932 - Le "testament" de Lénine - 31 décembre 1932 - Edité en français par la revue "Quatrième Internationale" (numéro spécial – Dossier de la "destalinisation" – hiver 1956)

- *"Ce que Lénine découvrit en Staline sous ces nouvelles conditions, il le dit avec prudence mais tout à fait clairement dans son testament : un manque de loyauté et une tendance à l'abus du pouvoir. (...)"*

Lénine, peu à peu, en vint à perdre sa confiance morale en Staline.

Et quand à la rupture définitive avec Staline, Trotsky observera que ce fut un *"acte, unique en son genre dans la vie de Lénine"* qui *"doit avoir eu des causes psychologiques graves"*.

Lénine avait fini par prendre la mesure du danger que représentait Staline, qui s'était fabriqué un personnage qui trahissait sa véritable et abominable personnalité, qui se manifestait de plus en plus ouvertement au fur et à mesure qu'il allait monter dans l'appareil du parti bolchevik, ce que Lénine ne pouvait pas manquer de relever et que de nombreux témoignages ou de nombreuses plaintes qui étaient remontés jusqu'à lui confirmaient.

Lénine qui était bourré de principes et d'une moralité à toute épreuve, n'en était pas moins très tolérant envers ceux qui ne les respectaient pas à la lettre, il connaissait trop bien la nature humaine et ses faiblesses pour ne pas accabler ceux qui ne faisaient pas preuve d'une rigueur absolue dans leur conduite, par contre il ne pouvait pas admettre qu'on affecte une attitude pour ensuite la trahir ou la mettre au service d'une autre cause inavouable ou satisfaire des intérêts purement individuels, ce qui dénotait un état d'esprit particulièrement malsain et nuisible, dangereux pour le parti, dans la mesure où on n'a aucune emprise sur elle, sinon de la démasquer pour pouvoir éliminer celui qui l'a adoptée.

Lénine qui était d'une droiture morale exceptionnelle, tout comme Trotsky, ne pouvait pas s'accommoder plus longtemps d'un personnage aussi détestable (ambitieux, prétentieux, sournois, malicieux, malhonnête, menteur, etc.) que Staline au poste de secrétaire général du parti bolchevik. Tandis que Lénine incarnait la morale la plus élevée, embrassant les intérêts de l'humanité toute entière, communiste, Staline incarnait celle du roturier devenu aristocrate, de l'imposteur dénué de scrupules, cynique, dont la morale ne devait servir que sa propre ambition.

Quand on a en tête le texte que le groupe GMI a consacré au CCI et la conclusion à laquelle ils sont parvenus pas à pas sur Pierre Lambert et qu'on la met en parallèle avec la conclusion à laquelle était parvenu Lénine (et Trotsky) sur Staline, on est saisi par la ressemblance accablante qui en ressort, au point qu'on ne s'étonne plus qu'il soit resté aussi longtemps à la direction du CCI, toute sa vie en fait, comme Staline!

Cela pose bien des questions sur lesquelles nous n'avons pas le temps de nous étendre ici, nous les avons déjà en grande partie abordées dans de précédentes causeries, notamment une. Est-ce que cela aurait changé quelque chose que les militants et cadres sachent qui étaient vraiment Lambert et ses acolytes, de quoi ils étaient capables, sachant que cela leur aurait été

présenté d'une telle manière qu'ils ne l'auraient pas cru ou n'auraient pas voulu le croire, pour ne pas dire qu'ils auraient trouvé le moyen de le justifier, exactement comme l'ont fait la plupart des militants et cadres du PC envers Staline et ses multiples crimes contre le socialisme. Lambert a usé de moyens déloyaux pour tourner le dos au trotskysme, et il a abusé des mêmes moyens pour éliminer ceux qui contestaient sa politique ou son autorité sur le parti, et la vie a continué au CCI comme si de rien n'était.

Question : L'homme est-il si faible qu'il serait incapable de tirer les leçons pratiques de ses expériences ? Il est incohérent et manque de rigueur, de discernement, de logique, il n'est pas né matérialiste et dialecticien et force est de constater qu'il peine à le devenir, il n'est pas seulement incapable d'interpréter le monde dans lequel il vit, il est incapable d'interpréter qui il est et comment il fonctionne, en fait la réalité le domine ou il passe à côté sans s'en apercevoir, exactement comme avec sa propre vie.

Comment pourrait-il prendre conscience de sa condition, alors qu'il n'est même pas foutu de prendre conscience de son ignorance ? Par la force des choses nous dira-t-on, certes, mais cela risque d'être insuffisant pour s'élever au niveau indispensable pour en changer, disons qu'au détour de conditions favorables il pourra faire preuve d'un instant de lucidité qui s'estompera une fois que ces conditions se seront volatilisées, et il retournera à son niveau de conscience antérieur qui en réalité n'avait pas progressé ou si peu qu'il ne pouvait pas se maintenir à un niveau supérieur plus longtemps, pour qu'il en soit autrement il faudrait que cette expérience s'inscrive dans la durée ou qu'elle se répète un grand nombre de fois pour qu'elle finisse par s'incruster dans son cerveau ou parvienne à modifier son mode de pensée, sa manière d'interpréter la société ou le monde.

On comprend là à quel point cette question est capitale pour l'avenir de la civilisation humaine.

Les dirigeants bolcheviks n'étaient pas des crétins, les dirigeants du CCI non plus, et pourtant ils ne se sont pas conduits autrement. Ils se sont laissé acheter, corrompre, leurs faiblesses l'ont emporté sur leurs qualités, leur ignorance sur leur conscience.

Il existe une autre explication, je préférerais dire qu'elles se complètent. Les bolcheviks allaient subir le contrecoup de trois ans de guerre civile en Russie, de la défaite de la révolution hongroise et de la débâcle du mouvement révolutionnaire en Allemagne, le prolétariat étant vaincu dans tous les pays, l'espoir que la révolution triomphe dans un autre pays s'éloignait, l'heure était donc à la construction du "socialisme dans un seul pays" cher à Staline et au combat contre tous ceux qui s'y opposeraient, dont Trotsky.

Lambert pour garder la main sur ses troupes allait se livrer à une monstrueuse mystification pendant des décennies à l'aide de la théorie foireuse de l'imminence de la révolution qu'il n'avait pas cessé de trahir en réalité à l'insu des militants du CCI, et il ne lui restera plus qu'à la balancer ainsi que son parti (PCI) une fois qu'il était devenu évident pour tous les militants du CCI que la révolution était renvoyée à une date indéterminée, pour finalement l'abandonner au profit de la défense de la République et de la démocratie bourgeoise, et se moquer de ceux qui y croyaient encore ou les éliminer, pour bien montrer le cynisme du personnage.

Si Trotsky n'est pas parvenu à redresser le parti bolchevik qui au départ avait été construit sur des bases saines ou correctes, je ne vois ni qui ni comment il serait possible de redresser le CCI qui a été conçu à l'origine par Lambert sur des bases pourries.

Que les militants et cadres du CCI ne s'en soient pas aperçus, qu'ils aient été bernés ou qu'ils se soient illusionnés eux-mêmes pendant des décennies est assurément une expérience fort pénible à assumer, et on en est sincèrement désolé pour les militants et cadres demeurés loyaux envers le socialisme, qu'ils en aient pris conscience maintenant ne changera rien, le lambertisme était une planche pourrie qui était destinée à les engoulir et elle ne sera jamais autre chose, il faut qu'ils se fassent une raison ou se rendent à l'évidence.

Quand des militants du CCI m'écrivaient qu'ils avaient encore avalé une couleuvre, je me disais qu'ils devaient avoir une sacrée constitution, mais que le jour où le plat de consistance arriverait ils s'étoufferaient. Je n'ai pas essayé de les convaincre de quoi que ce soit, puisqu'ils ne voulaient rien entendre.

On a vu plus haut que c'était des conditions défavorables sur le plan international qui avaient conduit les dirigeants bolcheviks à basculer du mauvais côté, cela dit ni Lénine ni Trotsky et bien d'autres bolcheviks n'ont pas flanché. Pourquoi ? Parce qu'ils interprétaient la situation en marxistes, ils savaient que d'autres occasions se présenteraient d'ici peu en Europe et que rien ne justifiait d'abandonner la révolution socialiste mondiale.

En réalité, Trotsky affirmera qu'à peine une poignée de bolcheviks méritaient d'être qualifiés de marxistes, et il insistera sur le niveau d'arriération des masses russes qui profitera à Staline. Ce qui me fait dire que notre priorité devrait être de faire en sorte qu'un maximum de militants parviennent à maîtriser le marxisme et à en être dignes. Nombreux sont ceux qui se prennent pour des marxistes, alors que ce n'est pas le cas. Et quant à leur comportement dans la vie ou en tant que militant, il ne doit pas être plus brillant en général. Et notre seconde priorité devrait être de tout faire pour aider les masses à progresser afin qu'elles soient moins facilement manipulables. Je ne vois pas en quoi ces deux objectifs seraient incompatibles avec notre intervention dans la lutte des classes, la défense de tous nos droits ou acquis, un programme d'action révolutionnaire et l'organisation des masses, la construction du parti, de l'Internationale.

Si nous n'adoptons pas cette orientation et ces mesures, nous serons condamnés à connaître la même situation qu'en Grèce. Voyez où ils en sont, après tous les coups terribles qu'ils ont pris, ils n'ont toujours rien compris ou si peu. On nous dit qu'ils résistent, on veut bien le croire et ils en ont fait la démonstration à de nombreuses reprises, mais ce que l'on constate aussi, c'est qu'ils sont prompts à plier l'échine.

Complément sur les groupes CPS et GMI issus du lambertisme.

J'ai échangé une correspondance avec eux pendant une brève période il y a dix ans avant d'abandonner.

Le groupe CPS est une caricature des lambertistes nostalgique de la "belle époque" où le réformisme bourgeois auquel avait adhéré l'OCI pouvait encore faire illusion et tromper les travailleurs qui avaient cru rejoindre une organisation trotskyste.

Celui de La Commune ne vaut guère mieux. Le plus fréquentable, si on peut se permettre, c'est encore le groupe GMI qui est parvenu à se défaire des oripeaux hideux du lambertisme, je n'ai pas en tête leurs positions ou analyses sur toutes les questions qui nous intéressent, en lisant leur littérature j'ai constaté qu'ils s'adressaient essentiellement à des militants aguerris, ce qui peut s'expliquer par leur faiblesse numérique, ils cherchent avant tout à recruter des militants d'autres organisations plutôt que des travailleurs inorganisés, du coup leur discours, qui a le mérite généralement de partir des faits, ressemble davantage à un cours de théorie marxiste qui rebutera un grand nombre de militants qui ne possèdent pas les connaissances requises pour le suivre, et plus encore les travailleurs qui ne possèdent aucun repère pour s'y retrouver, bref on a l'impression désagréable d'être à nouveau en présence d'une machine à propagande bien huilée à laquelle la réalité est priée de se plier sur la base parfois d'analyses incomplètes ou de faits qui semblent volontairement écartés ou tronqués et auxquelles on est appelé à adhérer aveuglément.

Je n'ai pas eu le temps d'étudier à fond la question, il semble que les citations des marxistes auxquels ils recourent intempestivement sert à camoufler le refus de prendre en compte certains faits ou les transformations que la société a connues depuis plus d'un demi-siècle qui constitue leur principale faiblesse du fait qu'ils sont incapables de se mettre dans la tête et la peau d'un travailleur qui n'a jamais participé à la lutte des classes ou qui n'a jamais été organisé, et qui par conséquent ne pense pas et n'interprète pas la situation avec les yeux d'un militant, ce qui est le cas de l'immense majorité d'entre eux.

Ce sont des militants professionnels qui semblent couper de ce que vivent au quotidien les travailleurs qui subissent le matracage de la propagande officielle, qui consiste à formater leur conscience et à les détourner de la politique ou des partis politiques dont ils ont une impression négative ou épouvantable, on ne peut pas dire que c'est le genre de discours qui pourrait les ramener à la politique ou faire en sorte qu'ils s'y intéressent de plus près. Ils ont le mérite d'avoir entrepris l'inventaire de la lutte des classes des 70 dernières années que je réclame depuis des années.

Je le répète, il ne s'agit là que d'impressions qui peuvent être amenées à évoluer. Un de leurs dirigeants m'a fait comprendre un jour que mes causeries étaient de la merde, pourquoi pas, il avait le droit de le penser, mais face à ce que j'ai pris pour du mépris, j'ai estimé qu'il ne valait pas la peine que je perde mon temps avec eux. On s'est peut-être mal compris, c'est possible du fait qu'on n'avait pas suivi le même parcours, cela dit cette attitude témoignait selon moi qu'aucune discussion n'était possible en ayant un tel état d'esprit, que l'on retrouve justement chez tous les dirigeants lambertistes d'hier et d'aujourd'hui, état d'esprit incompatible avec celui que doit avoir un dirigeant ouvrier ou trotskyste.

A leur décharge ou pour atténuer le jugement négatif que je porte sur eux ou les réserves que j'ai formulées, il se peut que nous n'abordions pas de la même manière la question du parti, à savoir parti révolutionnaire ou parti de masses. On pourrait dire depuis l'époque où Engels l'avait affirmé, aucun parti communiste ne s'est construit en débauchant des militants d'autres partis ou alors ce n'était pas un parti communiste. Vous pourrez tout au plus recruter quelques poignées de militants qu'il vous faudra suivre de près, encadrer fermement et former, s'ils l'acceptent, et surtout ne leur confier aucune responsabilité avant s'être assuré qu'ils avaient bien rompu avec l'idéologie qu'ils avaient adoptée dans leur ancien parti, bref, tout le contraire de ce qu'ont fait les lambertistes. Mais dans leur cas c'était voulu dans la mesure où ils partageaient la même idéologie réformiste.

On pourrait aborder la question du parti autrement.

Sachant qu'il n'existe pas un modèle unique de parti transposable dans tous les pays, la question du parti devrait être résolue par une combinaison alliant parti révolutionnaire et parti de masses selon un dosage variant selon les pays, la composition de la société, des classes, leur niveau de développement, etc. Peut-être que pour un pays comme la France, la bonne combinaison consisterait à adopter la forme d'un parti révolutionnaire tout en adoptant un contenu ou un discours qui s'adresserait aux plus larges masses possible, afin de recruter des militants dans toutes les couches exploitées et de tisser des liens solides avec elles, ce qui permettrait d'en faire un véritable parti ouvrier, sans évidemment renier nos principes et le programme de la révolution socialiste. Bref, cette question doit être abordée en s'inspirant des enseignements de la révolution russe de 1917, tout en tenant compte de la société dans laquelle nous vivons... Un parti de masse tel que l'on conçu les lambertistes depuis 1985 est voué à l'échec, ils viennent de le prouver. Et un parti révolutionnaire qui calquerait le parti bolchevik serait voué à dégénérer, LO en est la parfaite illustration. Or il semblerait que c'est ce type de parti que le groupe GMI a adopté.

Maintenant les militants peuvent essayer de se rapprocher ou de prendre contact avec ce groupe de militants, ils verront bien de quoi ils retournent, qu'ils nous fassent part de leur expérience pour qu'on en fasse profiter les militants et les lecteurs qui se connectent à notre portail et qui sont à la recherche d'une organisation pour continuer le combat politique. Si elle était concluante et bien ce serait tant mieux, dans le cas contraire on saurait à quoi s'en tenir et on tirerait un trait dessus, nous ne sommes pas borné ou nous n'avons aucun a priori, on demande juste à juger sur pièces pour cesser d'aller de désillusion en désillusion, ce qui nous semble légitime.

Poursuivons.

Effectivement, quelque part dans mes causeries j'ai dû sacrifier la forme mais sans jamais altérer le contenu.

J'ai essayé d'aborder les choses ou la situation sous un autre angle que celui du militant convaincu de la justesse de ses analyses et positions ou de ses convictions, afin de les rendre accessibles au plus grand nombre, sans violer le moindre principe, sans faire la moindre concession théorique ou sur le programme de la révolution socialiste, sur le socialisme.

On a essayé de faire en sorte que chacun puisse comprendre comment fonctionnait la méthode du marxisme et sur quoi elle reposait en mêlant des exemples pris dans l'actualité sociale ou politique ainsi que dans la vie quotidienne, de manière à ce que chacun puisse l'appliquer à ses propres expériences.

Au lieu de faire du marxisme un exposé dogmatique qui le réduirait à un instrument rigide et repoussant, on a préféré montrer comment s'en servir pour interpréter les actes les plus insignifiants de la vie quotidienne, ce qui permettait à chacun d'en faire l'expérience à partir de son propre vécu, sachant qu'il est différent d'un individu à un autre. On s'est efforcé de le présenter sous une forme pratique plutôt que théorique, partant du constat que c'était bien un processus matérialiste dialectique qui parcourait chacune de nos expériences, celle de la société, de la nature, etc.

On a surtout voulu éviter soigneusement de l'imposer en observant comment le matérialisme dialectique se matérialisait (inconsciemment) dans la réalité, ce qui là encore permettait à chacun de le vérifier librement. Je crois qu'en réalité on s'est davantage adressé à des travailleurs qu'à des militants, en partant du principe que s'ils étaient perfectibles ils avaient aussi leurs propres faiblesses en tant qu'hommes ou femmes, ce qu'on a tendance à oublier, refusant de séparer leur personnalité sociale et psychologique qui agissent réciproquement l'une sur l'autre et peuvent développer des obstacles à leur progression individuelle et à la compréhension de leur condition, à la prise de conscience qu'ils doivent prendre leur destin en mains pour changer la société. Le but était que chacun gagne en confiance en soi une fois armé du matérialisme dialectique, condition s'il en est indispensable pour se forger librement ses propres convictions, acquérir un esprit critique sans lequel il sera difficile, voire impossible de s'orienter dans la vie comme en politique dans la bonne direction ou éviter tous les écueils ou pièges que la société vous a réservés.

On ne s'est pas posé en maître du marxisme ou en dirigeant, j'ai même souvent rappelé que je n'en avais pas les capacités, car notre ambition (un grand mot pour ne pas dire un gros mot) demeurait modeste. J'ai été traité de mégalomane et bien d'autres choses encore de très désagréables pour m'être mis en avant, pour avoir débarrassé ma vie, cela me semblait normal au regard du type d'intervention auquel j'étais contraint, à travers un portail Internet, puisque personne ne me connaissait. Un excès de méfiance peut s'avérer aussi néfaste qu'un excès de confiance, aussi ai-je fait en sorte de mettre les lecteurs à l'aise pour ne leur imposer ni l'un ni l'autre, et j'espère qu'ils l'ont apprécié.

Comme n'importe qui je suis soumis aux mêmes contraintes en présence de portails (ou de formations politiques) dont je ne connais pas les auteurs (les dirigeants) ou leurs intentions. C'est très désagréable et spontanément j'adopte une attitude de réserve, de retenu, je prends mes distances avec ce que je lis, je suis vigilant mais pas suspicieux, bon, j'ai l'avantage de parfaitement maîtriser mon attitude ou d'en avoir pleinement conscience ce qui m'évite d'en faire éventuellement un obstacle à la compréhension des éléments qui parviennent à ma connaissance ou de les déformer, auquel cas je n'en retirerais aucun profit, ce qui serait dommage, ce n'est pas vraiment mon but. Etre concentré, attentif ou vigilant ne veut pas dire être maladivement suspicieux.

Et puis je savais pertinemment que les militants étaient aussi susceptibles que le reste de la population, j'ai eu l'occasion de m'en rendre compte à de multiples occasions, ils ont été formatés ainsi, et la pression de l'idéologie dominante qui pousse à l'excès chacun à adopter ce genre de rapport n'arrange franchement rien. C'est la raison pour laquelle j'ai essayé de jouer la carte de la sincérité, de la loyauté, de l'honnêteté, qui ne garantit évidemment pas la justesse d'une analyse ou d'une orientation politique, en me disant que cela permettrait peut-être de créer un climat de confiance propice à une large discussion entre militants, en vain. A la place j'écoperai de moqueries, de mépris, d'insultes et de calomnies. Plus d'une fois j'ai trouvé cela désespérant sans jamais penser abandonner cette méthode puisque c'était la seule que je connaissais.

Vous avouerez que les derniers développements de la crise du CCI-POI justifiait cette démarche ou me donnait raison ; quand on a la moindre responsabilité politique, on se doit d'être d'une loyauté absolue, je ne sais pas si j'ai hérité cela de mon père ou de Lénine, y compris dans la vie en général, sauf envers nos ennemis de classe auxquels on ne dévoilera pas nos réelles intentions, sauf à être stupide, ce qui m'est arrivé plus d'une fois tellement j'étais attaché à ce principe, et de le payer très cher.

Un autre courriel reçu

Salut Jean-Claude,

D'accord, mais on fait quoi maintenant politiquement ? Là est tout le problème, en dehors de ces gens d'appareil, tous ceux qui ne sont pas aussi tordus, et les militants de base ou sympathisants, etc...

Sur le plan syndical, on a la même problématique, mais si les militants dans les entreprises désertent les syndicats (avec le peu de syndiqués qui restent), où tout cela va nous mener ?

Je suis en réflexion sur ces 2 questions en ce moment, et je t'avoue que je vais encore avoir besoin de temps pour y réfléchir. D'autant plus après la vision d'une vidéo de Xavier Mathieu, un ex délégué syndical CGT de Continental qui est passé sur Canal+ il y a 3 jours. Désertier les OS, c'est laisser le champs totalement libre à cette classe dominante dont la violence envers les salariés augmente de jours en jours, je peux pas désertier même si j'engraisse des permanents syndicaux et que ma cotisation permet à en stabiliser l'appareil...voilà, chaque jour, j'y réfléchi.

Bonne journée.

La question se pose différemment selon qu'on dispose d'un mandat syndical ou non, qu'on a été élu ou non délégué du personnel ou au Comité d'entreprise sur une liste syndicale ou qu'on est seulement syndiqué. Tout dépend aussi de la taille de l'entreprise dans laquelle on travaille, du secteur d'activité à laquelle elle appartient, la composition de la section syndicale où l'on milite, combien de syndiqués comporte-t-elle...

Il ne s'agit pas de désertier les syndicats, il ne s'agit pas non plus de s'y investir au point de ne plus faire que cela ou de réduire le militantisme à son intervention sur ce plan-là au détriment de son activité politique.

La question du syndicalisme a été totalement dénaturée. La preuve en est qu'il a été détourné de son objectif initial : l'émancipation du capital. Quel militant a cela en permanence à l'esprit ? Je pense qu'il faut commencer par là pour y voir plus clair. Et à partir de là de nombreuses questions surgissent qui vont nous aider à avancer, à condition de les traiter sérieusement.

La question essentielle est-elle oui ou non de favoriser la prise de conscience des travailleurs de leur condition dans l'entreprise ou l'administration où on travaille ou de passer son temps à diffuser la politique de collaboration de classe des appareils pourris des syndicats, ce qui revient effectivement à rouler pour eux ? Pire, perdre son temps à guerroyer avec eux pour tenter de les convaincre de la justesse de nos positions, autant essayer de convaincre Macron ou ton patron de la justesse du socialisme !

Ceux qui ont obtenu des places de permanents dans les syndicats ou qui sont montés dans leurs instances ont fait allégeance aux appareils vendus, ils les ont achetées (leurs places), ils ne les ont pas conquises, ce qu'on a tendance malheureusement à oublier. S'agirait-il de les imiter ?

Les militants n'ont-ils pas compris non plus ou ils ne tiennent pas compte qu'à partir du moment où des agents du capital contrôlent les syndicats, combattre pour les déloger relève de la mystification, puisqu'ils ont le pouvoir de virer tout militant qui afficherait cette prétention ou combattrait tout simplement sur une ligne politique conforme au socialisme. Ils ne peuvent promouvoir au sein de leurs instances que des militants serviles à leur égard ou qui partagent leur politique ou encore des militants qui leur sont utiles et dont ils contrôlent l'activité et peuvent bloquer l'évolution au sein de l'appareil ou les virer à tout moment s'ils le jugent nécessaire. Ils peuvent tout au plus admettre la présence de militants qui combattent réellement sur le terrain de la lutte des classes, dès lors que cela fait vivre le syndicalisme (dénaturé) qui est leur gagne pain, à condition qu'ils n'empiètent pas sur leurs prérogatives ou leur pouvoir, ce qui implique qu'il existe à la base un consensus entre eux et qu'ils tirent profit de ces rapports pour assurer la stabilité de leurs appareils liés au régime en place.

S'il apparaît inévitable que des délégués syndicaux ou des cadres situés aux échelons intermédiaires de l'appareil se radicalisent au contact des masses ou prennent en compte leurs besoins, ils n'en conservent pas moins le contrôle de l'orientation de leur syndicat qui s'exprime lors de leur rencontre avec les membres du gouvernement ou du patronat, et ce sont eux seuls qui détiennent et conservent également le pouvoir d'appeler ou non les masses à la mobilisation générale et de mobiliser ou non l'ensemble des forces de leur syndicat sur les mots d'ordre qu'ils auront déterminés. Prétendre qu'il pourrait en être autrement relève de l'imposture, y compris lors d'une crise révolutionnaire, car au même titre que les dirigeants des partis ouvriers traîtres au socialisme, jamais les appareils syndicaux acquis au capitalisme ne rompent avec lui, ils préféreraient encore liquider leurs partis et leurs syndicats plutôt que d'adopter le socialisme, c'est ce que nous enseigne la lutte des classes du passé, et c'est à se demander si elle a réellement existé puisque pratiquement tous les militants à quelques exceptions près se comportent comme s'ils l'ignoraient.

Maintenant il en serait tout autrement si les délégués syndicaux étaient élus par les syndiqués et non désignés par les appareils.

Pourquoi le législateur qui incarne les intérêts du capitalisme a-t-il accepté en accord avec les directions pourries des syndicats un tel règlement, sinon qu'il permet aux appareils acquis à sa cause de conserver le contrôle de leurs syndicats pratiquement en toute circonstance il faut le souligner. Le scénario des appareils débordés par la base est du domaine de la fable, c'est une mystification de plus que les révisionnistes du marxisme utilisent pour justifier le trade-unionisme et masquer leur capitulation. Ce scénario ne serait valable qu'en cas de crise révolutionnaire, à condition que les masses se soient organisées indépendamment des syndicats liés au capital en les intégrant ou non dans leur organisme de double pouvoir. Ce qui signifierait pas forcément que les syndicats seraient contraints de modifier la composition de leurs instances ou de leur appareil, encore moins son orientation.

Apparemment on ne compte plus les illusions que les militants ont pu placer dans le syndicalisme ou la conception qu'ils en ont est totalement déformée, c'est à croire qu'ils en attendaient des miracles !

Les lambertistes auraient pu fonder un véritable syndicat ouvrier, mais ils ont préféré collaborer dans tous les sens du terme avec les appareils pourris. Trotsky avait envisagé cette hypothèse dès lors que les trotskystes ne pourraient pas développer leur politique dans les syndicats ou ils en seraient chassés, et si l'appareil de FO a pu s'accommoder de ces révolutionnaires de pacotille depuis sa création, c'est justement parce qu'ils avaient abandonné le combat contre son appareil et basculé eux-même dans le trade-unionisme, l'opportunisme, à partir de ce moment-là, ils n'avaient aucune raison d'en sortir et de créer un syndicat.

Rompre avec la conception frelatée, réformiste du syndicalisme, de la lutte de classes, du militantisme tout court, généralement répandue dans le mouvement ouvrier, est indispensable pour renouer avec la lutte de classe du prolétariat révolutionnaire du début du XXe siècle, le marxisme, le socialisme.

On aurait pu se contenter de ce texte de Trotsky qui démontre que le lambertisme avait rompu avec le trotskysme ou qu'il ne l'avait jamais incarné ou qu'il y était toujours demeuré étranger. Ce texte constitue une condamnation sans appel du lambertisme depuis 1945.

L'indépendance des syndicats : cela n'a jamais existé et n'existera jamais, signé Trotsky, lisez, c'est écrit noir sur blanc.

L. Trotsky - OEuvres - octobre 1929 - Syndicalisme et communisme 14 octobre 1929.

Extraits. En période de "paix", quand les formes les plus militantes d'action syndicale sont des grèves économiques isolées, le rôle direct du parti dans les syndicats reste au second plan. En règle générale, le parti n'intervient pas dans chaque grève isolée.

... pour tout ce qui se situe entre la grève économique locale et l'insurrection révolutionnaire de classe, on trouve toutes les formes possibles de relations réciproques entre le parti et les syndicats, les degrés variables de leadership direct et immédiat, etc. Mais en toutes circonstances, le parti cherche à gagner le leadership général en comptant sur la vraie autonomie des syndicats qui, en tant qu'organisations — cela va sans dire — ne sont pas "soumises" à lui.

Les faits démontrent que des syndicats politiquement "indépendants" n'existent nulle part. Il n'y en a jamais eu. L'expérience et la théorie indiquent qu'il n'y en aura jamais. Aux Etats-Unis, les syndicats sont directement liés par leur appareil au patronat industriel et aux partis bourgeois. En Angleterre, les syndicats, qui dans le passé ont principalement soutenu les libéraux, constituent maintenant la base du parti travailliste. En Allemagne, les syndicats marchent sous la bannière de la social-démocratie. En république soviétique, leur conduite appartient aux bolcheviques. En France, une des organisations syndicales suit les socialistes, l'autre les communistes. En Finlande, les syndicats ont été divisés il y a un peu de temps, l'un allant vers la social-démocratie, l'autre vers le communisme. C'est comme ça partout.

Les théoriciens de l' »Indépendance « du mouvement syndical n'ont pas pris la peine jusqu'ici de penser à cela : pourquoi leur slogan non seulement est loin de se réaliser où que ce soit, mais, au contraire, pourquoi la dépendance des syndicats vis-à-vis du leadership d'un parti devient partout la règle, sans exception, et ce ouvertement ? Ceci correspond en fait aux caractéristiques de l'époque impérialiste, qui dévoile toutes les relations de classe et qui, même chez le prolétariat accentue les contradictions entre son aristocratie et ses couches les plus exploitées.

L'expression courante du syndicalisme d'autrefois est la prétendue Ligue syndicaliste. Par tous ses traits, elle apparaît comme une organisation politique qui cherche à subordonner le mouvement syndical à son influence. En fait la Ligue recrute ses membres non pas selon les principes syndicaux, mais selon ceux des groupements politiques ; elle a sa plateforme, faute de programme, et la défend dans ses publications ; elle a sa propre discipline interne dans le mouvement syndical. Dans les congrès des confédérations, ses partisans agissent en tant que fraction politique tout comme la fraction communiste. Pour faire court, la tendance de la Ligue syndicaliste se ramène à une lutte pour libérer les deux confédérations du leadership des socialistes et des communistes et pour les unir sous la direction du groupe de Monatte.

La Ligue n'agit pas ouvertement au nom du droit et de la nécessité pour la minorité avancée de combattre pour étendre son influence sur les masses ; elle se présente masquée par ce qu'elle appelle l'"Indépendance" syndicale. De ce point de vue, la Ligue s'approche du Parti socialiste qui réalise aussi son leadership sous couvert de l'expression "indépendance du

mouvement syndical". Le parti communiste, au contraire, dit ouvertement à la classe ouvrière : voici mon programme, ma tactique et ma politique, que je propose aux syndicats.

Le prolétariat ne doit jamais croire n'importe quoi aveuglément. Il doit juger par son travail. Mais les ouvriers devraient avoir une double et une triple méfiance vers ces prétendants au leadership qui agissent incognito, sous un masque qui ferait croire au prolétariat qu'il n'a besoin d'aucun leadership.

Le droit d'un parti politique d'agir pour gagner les syndicats à son influence ne doit pas être nié, mais cette question doit être posée : Au nom de quel programme et de quelle tactique cette organisation agit-elle ? De ce point de vue, la Ligue syndicaliste ne donne pas les garanties nécessaires. Son programme est extrêmement amorphe, de même que sa tactique. Dans ses positions politiques elle agit seulement au fil des événements. Reconnaisant la révolution prolétarienne et même la dictature du prolétariat elle ignore le parti et ses droits, est contre le leadership communiste, sans lequel la révolution prolétarienne risquerait de rester à jamais une expression vide.

L'idéologie de l'indépendance syndicale n'a rien de commun avec les idées et les sentiments du prolétariat en tant que classe. Si le parti, par sa direction, est capable d'assurer une politique correcte et clairvoyante dans les syndicats, pas un seul ouvrier n'aura l'idée de se rebeller contre le leadership du parti. L'expérience historique des bolcheviques l'a prouvé.

C'est aussi valable la France, où les communistes ont obtenu 1.200.000 voix aux élections tandis que la Confédération Générale du Travail Unitaire (la centrale syndicale rouge) a seulement un quart ou un tiers de ce nombre. Il est clair que le slogan abstrait de l'indépendance ne peut venir en aucun cas des masses. La bureaucratie syndicale est une tout autre chose. Elle voit non seulement une concurrence professionnelle dans la bureaucratie de parti, mais elle tend à se rendre indépendante du contrôle par l'avant-garde prolétarienne. Le slogan de l'indépendance est, par sa base même, un slogan bureaucratique et non un slogan de classe.

Après le fétichisme de l'"indépendance", la Ligue syndicaliste transforme également la question de l'unité syndicale en fétiche. Il va de soi que le maintien de l'unité des organisations syndicales a d'énormes avantages, tant du point de vue des tâches quotidiennes du prolétariat que de celui de la lutte du Parti communiste pour étendre son influence sur les masses. Mais les faits montrent que dès que l'aile révolutionnaire dans les syndicats remporte ses premiers succès, les opportunistes prennent la voie de la scission. Les relations paisibles avec la bourgeoisie leur sont plus chères que l'unité du prolétariat. C'est le constat incontestable des expériences de l'après-guerre.

Nous, communistes, avons toujours intérêt à démontrer aux ouvriers que la responsabilité du dédoublement des organisations syndicales incombe complètement à la social-démocratie. Mais il ne s'en suit pas que la formule creuse de l'unité nous serait plus importante que les tâches révolutionnaires de la classe ouvrière.

En fait l'avenir de la révolution dépend non pas de la fusion des deux appareils syndicaux, mais de l'unification de la majorité de la classe ouvrière derrière des slogans révolutionnaires et des méthodes révolutionnaires de lutte. Aujourd'hui l'unification de la classe ouvrière est seulement possible par la lutte contre les collaborateurs de classe qui se trouvent non seulement dans les partis politiques mais aussi dans les syndicats.

La question des rapports entre le parti, qui représente le prolétariat comme il devrait être, et les syndicats, qui représentent le prolétariat tel qu'il est, est la question la plus fondamentale du marxisme révolutionnaire.

Une politique correcte doit être opposée à une politique erronée. C'est dans ce but que l'opposition de gauche s'est constituée en fraction. Si l'on considère que le Parti communiste français dans sa totalité est dans un état complètement irrécupérable — ce que nous ne pensons pas — un autre parti doit lui être opposé. Mais la question de la relation du parti à la classe ne change pas d'un iota par ce fait.

L'opposition de gauche considère qu'il est impossible d'influencer le mouvement syndical, de l'aider à trouver une orientation correcte, de l'imprégner avec des slogans corrects, sans passer par le parti communiste (ou une fraction pour le moment) qui, à côté de ses autres attributs, est le laboratoire idéologique central de la classe ouvrière.

La tâche bien comprise du Parti communiste ne consiste pas seulement à gagner en influence sur les syndicats, tels qu'ils sont, mais à gagner, par le biais des syndicats, une influence sur la majorité de la classe ouvrière.

On ne s'en sortira pourtant pas en opposant les syndicats au parti (ou à la fraction) mais dans la lutte sans compromis pour changer complètement la politique du parti comme celle des syndicats.

L'Opposition de gauche doit indissolublement lier les questions du mouvement syndical aux questions de la lutte politique du prolétariat. Elle doit donner une analyse concrète du stade actuel de développement du mouvement ouvrier français. Elle doit donner une évaluation, tant quantitative que qualitative, du mouvement actuel des grèves et de ses perspectives par rapport

aux perspectives du développement économique de la France.

Une nouvelle délimitation ? De nouvelles polémiques ? De nouvelles scissions ? Ce seront les lamentations des âmes pures mais fatiguées, qui voudraient transformer l'Opposition en une retraite calme où l'on pourrait tranquillement prendre congé des grandes tâches, tout en préservant intact le nom de révolutionnaire « de gauche ». Non ! Nous leur disons, à ces âmes fatiguées : nous ne voyageons certainement pas sur la même route. La vérité n'a pourtant jamais été la somme de petites erreurs. Une organisation révolutionnaire n'a pourtant jamais été composée de petits groupes conservateurs, cherchant avant tout à se démarquer les uns des autres. Il y a des époques où la tendance révolutionnaire est réduite à une petite minorité dans le mouvement ouvrier. Mais ces époques n'exigent pas des arrangements entre les petits groupes pour se cacher mutuellement leurs péchés mais exigent au contraire une lutte doublement implacable pour une perspective correcte et une formation des cadres dans l'esprit du marxisme authentique. Ce n'est qu'ainsi que la victoire est possible.

Les derniers événements ont montré au-delà du doute que sans démarcation idéologique claire et précise de la ligne du syndicalisme, l'Opposition communiste en France n'ira pas de l'avant. Fin des extraits.

Ne cherchez pas, elle a disparu depuis... Ou si, c'est ici, ce portail, notre courant politique.

ACTUALITE EN TITRES

Enrichissez-vous !

- Wall Street finit en nette hausse avec les financières - Reuters
- La Bourse de Paris repart à la hausse , aidée par des banques centrales accommodantes - AFP
- Les banquiers, nouveaux amis du climat ? - Liberation.fr

A bas les discriminations sexuelles !

- La baisse de la TVA sur les tampons et les serviettes hygiéniques rejetée à l'Assemblée - Francetv info

Propagande de l'Otan.

- Complément d'enquête. La propagande anti-migrants de la télé hongroise - Francetv info

Ils ont un sexe à la place du cerveau. Ils en ont enfin trouvé un ... ou plutôt deux pour le prix d'un !

- État civil : le "sexe neutre" reconnu - Francetv info

Pour la première fois en France, une personne a obtenu le droit d'être de "sexe neutre" à l'État civil. Francetv info 14.10

Sur fond de servage généralisé.

- Le chiffre du 20 heures : la pauvreté dans le monde en net recul - Francetv info

Ils paient très cher et en plus il faut les nourrir...

- Baisse des subventions de l'État : les maisons de retraite protestent - Francetv info

La baisse des subventions de l'État aux départements touche également les maisons de retraite. Certaines en viennent même à rogner sur la nourriture des pensionnaires... Francetv info 14.10

Ils ne veulent pas mourir, ils vivent de plus en plus vieux, conclusion : ce sont eux qui sont responsables du déficit des caisses de retraite complémentaires. En Grèce Tsipras vient de leur coller une cotisation de 6%...

ACTUALITÉ DU JOUR

Dossier Air France.

- Violence chez Air France: «Nous sommes coupables avant d'être jugés» - 20minutes.fr

- Les salariés d'Air France poursuivis par leur direction regrettent d'avoir été "traités comme des bandits" - Francetv info

Les cinq salariés, âgés de 35 à 48 ans, seront jugés le 2 décembre devant le tribunal correctionnel de Bobigny pour des "faits de violences en réunion". Ils ont également été mis à pied jeudi à titre conservatoire, sans solde.

Les cinq hommes placés en garde à vue travaillent dans la branche Cargo de la compagnie ou à Air France Industries, notamment comme magasiniers. Francetv info 15.10

Bah saloperie d'ouvriers ! Du coup, comme de rien n'était ces ordures de dirigeants syndicaux ont repris les "négociations" avec la direction d'Air France. Et Informations ouvrières a basé toute sa propagande sur l'unité syndical et entre les différentes catégories de personnel... Elle est où l'unité pour défendre ces magasiniers ? Ah si c'était des pilotes, ce serait une autre affaire...

- «Valls-hésitation» sur Air France ? «Il n'y a pas de changement» répond Valls - publicsenat.fr

« Les violences qui ont eu lieu à Air France sont inacceptables », « il ne peut y avoir d'impunité à l'égard des actes qui méritent des sanctions judiciaires et dans l'entreprise », martèle Manuel Valls. publicsenat.fr 15.10

- Air France: le plan de réduction de l'activité "en 2017 peut encore être évité", estime la direction - France24

Le conseil d'administration du groupe Air France-KLM a estimé jeudi que "le plan de réduction de l'activité en 2017" de la compagnie Air France "peut encore être évité" si la négociation avec les syndicats "aboutit rapidement", selon une déclaration écrite de la direction.

Le PDG du groupe Air France-KLM Alexandre de Juniac a "noté que, comme la direction, les organisations syndicales préfèrent un plan de croissance de l'activité dont la mise en oeuvre est conditionnée à des économies de coûts négociées plutôt qu'un plan de restructuration aux conséquences sociales plus lourdes", a ajouté le groupe, dans cette déclaration diffusée à l'issue d'un conseil d'administration du groupe.

Des consultations entre les syndicats et la direction avaient repris le 9 octobre avec les pilotes après des incidents qui avaient éclaté en marge du comité central d'entreprise (CCE) au cours duquel un plan B de "restructuration" impliquant 2.900 suppressions d'emplois avait été présenté, après l'échec d'un premier plan de productivité et de croissance "Perform 2020".

Selon le texte, M. de Juniac a rendu compte au conseil d'administration du cycle de consultations qu'il a menées avec "chacune des organisations syndicales d'Air France" et "a indiqué qu'il a pu rencontrer toutes les organisations et que cette reprise du dialogue s'est déroulée de façon sereine et constructive", a ajouté le groupe dans sa déclaration.

Le Conseil d'administration a "confirmé que le retour au plan de croissance Perform 2020 reste possible et le plan de réduction de l'activité en 2017 peut encore être évité si la négociation aboutit rapidement. Il a encouragé la direction et les organisations représentatives à poursuivre les négociations dans cet esprit", précise le texte.

Après l'échec des négociations sur "Perform 2020", fin septembre avec ses navigants, Air France a activé un "plan B" de baisse d'activité menaçant à terme 2.900 postes, dont 900 parmi les hôtesses et stewards.

Les négociations sur "Perform 2020" ont jusqu'à présent échoué sur la principale demande de la compagnie: faire voler les navigants une centaine d'heures de plus par an (+14% à 18% selon les vols), à salaire égal. AFP 15.10

Intox. Critique sur sa forme, consensus sur son contenu... au nom de la paix sociale ou de la stabilité du régime.

- Les syndicats prêts à affronter le gouvernement - Francetv info

La CGT annonce qu'elle boycottera la grande conférence sociale prévue lundi 19 octobre.

Cette décision a été prise par la direction élargie de la centrale, réunie à Limoges à l'occasion des 120 ans du syndicat. Solidaires a décidé aussi de boycotter la journée du 19 octobre. En revanche, les autres syndicats seront là. Francetv info 14.10

- La CGT justifie son boycott de la conférence sociale - leexpress.fr

Après l'annonce mercredi de sa volonté de ne pas participer à la conférence sociale, la CGT a tenu à expliquer son choix. "La CGT ne peut pas continuer de se satisfaire d'une politique qui remet en cause notre modèle social, la citoyenneté au travail et répondant exclusivement aux intérêts du patronat", affirme la centrale dans un communiqué.

Dans son communiqué, la CGT propose que "s'engagent rapidement de véritables négociations" - notamment sur "l'augmentation des salaires", "la réduction du temps de travail", "la sécurité sociale professionnelle"- "dans un contexte social apaisé et constructif, en concertation et après consultation des organisations syndicales représentatives du pays, dont la CGT".

Au ministère du Travail on précise que "la CGT a participé à toutes les réunions de préparation et d'organisation de la conférence sociale, que ce soit sur les thématiques ou sur les intervenants". Selon le ministère, "les thèmes que la CGT a demandé en négociation urgente sont précisément ceux qui sont à l'ordre du jour de la conférence sociale". leexpress.fr 15.10

Faites chauffer la colle !

Voter PS, c'est voter à droite !

- La gauche, une famille fracturée - Francetv info

A Limoges (Haute-Vienne), terre de gauche, les socialistes travaillent pour recoller les morceaux de la famille de la gauche. A partir de demain, vendredi 16 octobre, le PS organise un référendum : pour ou contre l'union de la gauche aux Régionales ?

Les socialistes, isolés et menacés à l'approche de ce scrutin, ont besoin de resserrer les rangs des électeurs de gauche. Mais le message ne passe plus. La main tendue ne trouve pas beaucoup de preneurs dans la région.

Danièle et ses camarades du Front de gauche ne veulent pas d'une alliance. Elles fustigent "la politique actuelle de Hollande et Valls", qualifiée de "vraie politique de droite". L'appel à l'union de Jean-Christophe Cambadélis ? "Il se fout de notre gueule ! C'est de la blague, c'est pathétique !", jurent-elles à France 3.

Non loin de là, les ouvriers de Porcelaine Deshoulières au Dorat sont écoeurés. Leur usine va bientôt fermer. Peu d'entre eux comptent participer au référendum. "Ils sont en train de tout faire pour que les gens votent à droite, à l'extrême droite", se désole Josiane, une ouvrière. Francetv info 15.10

Eh bien tirez-en la conclusion qu'ils sont également de droite, logique, non ?

Avec la bénédiction des courtisans de ce régime barbare, Hollande et Valls... et de l'ONU

- Un Britannique de 74 ans condamné au fouet en Arabie saoudite - LeFigaro.fr

Karl Andree a été arrêté en août 2014 à Jeddah, en Arabie Saoudite. Il transportait dans sa voiture du vin artisanal. L'alcool étant strictement interdit dans le royaume ultraconservateur, le Britannique âgé de 74 ans a depuis passé plus d'un an en prison. Seulement, bien qu'il ait purgé sa peine, Karl Andree est maintenu en détention. Il doit encore recevoir les 350 coups de fouet auxquels il a également été condamné.

Karl Andree a passé ces 25 dernières années en Arabie saoudite, où il travaillait pour une compagnie pétrolière locale. LeFigaro.fr 14.10

Et c'est l'Arabie saoudite qui donne des leçons de démocratie à la Syrie, à l'Irak et à l'Iran...

Commentaires d'internautes

1- "Et dire que Valls veut que les émirats viennent investir en France, je me pose une question, comment se fait-il que Bachar est considéré comme dictateur et que l'Arabie Saoudite est respectable ?"

2- L'alcool est autorisé dans les trois pays du Maghreb mais en Arabie saoudite c'est un cas spécial. C'est un pays qui ne connaît liberté, ni démocratie ni respect pour la femme, ni liberté de conscience, ni droits de l'homme. Pourtant les pays

occidentaux ferment les yeux sur ce pays médiéval, obscurantiste et dictatorial et s'attaquent à la Syrie. Quelle hypocrisie !

3- L'hypocrisie à son paroxysme, ceux qui interdisent tout à l'intérieur sont les premiers à tout faire à l'extérieur : sexe, drogue et alcool et en grande quantité.

4- Nos grands amis saoudiens, qui président le conseil des droits de l'homme à l'ONU, si, si.

Dossier Syrie

- Syrie: Russes et Américains proches d'un accord pour éviter des incidents aériens - AFP

Les forces du régime syrien ont lancé mercredi une vaste opération pour repousser les rebelles des environs de Damas, tandis que Russes et Américains se rapprochent d'un accord pour éviter des collisions entre leurs avions dans le ciel de Syrie.

Un protocole d'accord pourrait être "signé et appliqué dans les prochains jours", a déclaré un responsable américain de la Défense à l'issue d'une troisième séance de discussion par vidéo-conférence entre Américains et Russes.

"Nous constatons le rapprochement de nos positions sur les points clés du futur document", a de son côté indiqué le ministère russe de la Défense, cité par les agences russes.

Alliée du président Bachar al-Assad, la Russie a commencé le 30 septembre à bombarder par les airs les groupes "terroristes" en Syrie, en référence à tous ceux qui s'opposent au régime, jihadistes du groupe Etat islamique (EI) aussi bien que rebelles.

Moscou a affirmé mercredi avoir frappé 40 "cibles terroristes" au cours des dernières 24 heures dans les provinces d'Alep (nord), Idleb (nord-ouest), Lattaquié (nord-ouest), Hama (centre) et Deir Ezzor (est).

La multiplication des raids accroît les risques d'incidents entre les chasseurs russes et les avions déployés par la coalition menée par les Etats-Unis et plusieurs pays occidentaux comme le Royaume-Uni et la France contre l'EI.

Moscou et Washington ont ainsi confirmé qu'au moins un avion russe et un de la coalition s'étaient retrouvés à quelques kilomètres à peine l'un de l'autre samedi, d'où la nécessité de discussions pour définir des règles dans le survol.

Le ministre allemand des Affaires étrangères Frank-Walter Steinmeier a appelé mercredi Washington et Moscou à éviter que leur engagement en Syrie ne se transforme en conflit russo-américain.

Plusieurs compagnies aériennes comme Cathay Airways ou Air India ont suspendu ou modifié leurs vols au-dessus de l'Iran et de la mer Caspienne à la suite d'un bulletin de l'Agence européenne de sécurité aérienne émise le 9 octobre au sujet de tirs de missiles russes depuis la Caspienne vers la Syrie.

Commentaire d'internautes

1- Encore de la désinformation de l'AFP : "discussions militaires russo-américaines" selon les sources plus sérieuses, les américains ont refusé d'accueillir la délégation russe menée par Medvedev et destinée à discuter de la coopération militaire !

2- Poutine dit une chose surprenante. Nous devons encore discuter du problème des attaques aériennes d'Israël (sur la Syrie).

Avec la demande officielle du Président Assad, en conformité avec le droit international, de l'aide militaire de la Russie, la déclaration de Poutine prend une toute autre signification, surtout parce que les Russes vont déployer des défenses aériennes de pointe au-dessus de la Syrie grâce à la supériorité de leurs avions de chasse.

La liberté de mouvement d'Israël, qui attaque continuellement l'armée syrienne pour soutenir les forces de l'ISIS, que l'on sait à présent renforcées par au moins 800 commandos israéliens spécialement formés, pourrait bien être terminée.

La déclaration de Poutine, de s'occuper d'Israël et de ses attaques aériennes hors-la-loi en Syrie, a été passée sous silence par la presse mondiale. Le ton de Poutine, comme une réflexion après coup, était loin d'être bienveillant ou innocent.

3- Les avions de l'OTAN ne sont en vol que pour d'une part espionner les opérations militaires russes et d'autre part surveiller les positions des troupes de l'armée syrienne afin de transmettre ensuite ces informations à Al-Qaïda et à l'EI. Mais certainement pas pour "bombarder" l'EI.

4- Sur "La Croix", un archevêque en Syrie dénonce la protection américaine de DAESH ainsi que les frappes de missiles "ambiguës"... Il va vraiment falloir que je lise La Croix pour éviter la propagande de l'AFP?

5- En arabe un dicton dit : "pas d'aliment sans sel" . pour l' OSDH c'est : " pas de bombardement de l'armée syrienne sans mort d'enfants"...

Les chasseurs russes ont bombardé 40 positions de Daech en Syrie - sahartv.ir

Le ministère russe de la Défense a annoncé avoir bombardé 40 positions du groupe terroriste Daech en Syrie pendant les dernières 24 heures.

Dans le cadre des chiffres que présente la Russie au sujet de ses raids aériens en Syrie, le ministère russe de la Défense a annoncé que les avions de combat de la Russie avaient mené 41 raids aériens contre les terroristes de Daech. Lors de ces opérations militaires, 40 positions du groupe terroriste Daech, situées dans les provinces d'Alep, d'Idlib, de Lattaquié et de Hama, ont été prises pour cible.

La Russie a pour la première fois lancé des frappes aériennes contre les positions des terroristes en Syrie, le 30 septembre, suite à la demande officielle du gouvernement Assad. Moscou dénonce les frappes aériennes de la Coalition internationale anti-Daech et fournit quotidiennement des chiffres sur ses opérations aériennes et les cibles qui sont détruites. A ce propos, le président russe, Vladimir Poutine, critique les Etats-Unis et leur coalition, disant que personne ne sait quelles cibles ils détruisent en Syrie. sahartv.ir 14.10

L'Arabie saoudite, campée sur ses positions anti-syriennes - sahartv.ir

Le ministre saoudien des Affaires étrangères s'est opposé aux solutions pacifiques à la crise syrienne.

Selon le site d'information « Ray al-Youm », lors d'une conférence de presse avec son homologue français Laurent Fabius, à Riyad, le chef de la diplomatie saoudienne Adel al-Jubeir a déclaré que son pays s'opposait, en tout cas, à la présence du président Bachar al-Assad, sur la scène politique syrienne.

Dans une autre partie de ses propos, il a prétendu que l'offensive militaire saoudienne contre le Yémen, visait à empêcher l'agression des Yéménites contre le territoire saoudien. L'Arabie saoudite et ses alliés occidentaux ont barré la route à l'application d'une résolution de l'Onu, condamnant les crimes saoudiens contre le peuple yéménite. sahartv.ir 14.10

La réaction de la Syrie au communiqué de l'UE - sahartv.ir

Le gouvernement syrien a condamné le communiqué de l'UE, sur l'arrêt des opérations anti-terroristes russes, en Syrie.

L'UE européenne a demandé, hier, lundi, l'arrêt immédiat des opérations aériennes russes contre les positions des terroristes, qu'elle a appelé «les opposants "modérés" syriens».

«Les raids aériens russes, menés en coopération avec l'armée syrienne, contre les terroristes, sont une lutte réelle contre le terrorisme», a affirmé, ce mardi, le ministère syrien des Affaires étrangères, en condamnant le communiqué, émis par les ministres de l'UE, à l'encontre du gouvernement et du peuple de ce pays, a-t-on appris de l'agence de presse syrienne, SANA.

"Cette prise de position de l'UE met, clairement, en exergue l'alignement de certains pays membres de cette instance, sur les politiques américaines et la politique aveugle des dirigeants arabes, qui sont incapables de jouer un rôle constructif, dans le règlement de la crise syrienne", a indiqué le ministère syrien, en mettant l'accent sur la ferme volonté de ce pays.

«Le processus des évolutions, dans ce pays, prouve que les politiques de l'administration américaine et ses exécuteurs consistent à soutenir les groupes terroristes, dans le but de réaliser la stratégie hégémonique des Etats-Unis et de dominer la région», a précisé le ministère syrien des Affaires étrangères. sahartv.ir 14.10

Syrie: Russes dans l'air... Syriens, Iraniens et Hezbollah, au sol, par L.Mazboudi - sahartv.ir

L'ambassadeur de Russie en Syrie a énuméré, mercredi, la liste précise des milices visées par les bombardements de l'aviation russe, et souligné qu'à l'exception de l'Armée syrienne libre, les combattants présentés par les Occidentaux comme "rebelle" n'étaient que des "extrémistes" et des "terroristes". Depuis le début de son intervention militaire, le 30 septembre, la Russie a annoncé vouloir frapper des "cibles" de la milice wahhabite Daech, (Etat islamique), ainsi que celle des autres groupes terroristes. (Voir "Le Figaro" du 1-10-2015).

Elle a, notamment, bombardé des positions, dans le gouvernorat d'Idleb, conquis par la coalition Jaïsh al-Fateh, dont la colonne vertébrale est la branche d'Al-Qaïda, en Syrie, le Front Al-Nosra et ses alliés. Or, dès le début, dirigeants américains et européens se sont relayés, pour l'accuser de concentrer ses frappes sur les zones où Daech est absent. Avec l'EI et le Front Al-Nosra, "tout est clair: ces organisations sont reconnues comme terroristes, par tout le monde, et placées sur la liste appropriée du Conseil de sécurité de l'ONU", a rappelé Alexandre Kinchtchak, rapporte l'AFP.

L'ambassadeur russe estime, ensuite, que les autres groupes combattant l'armée régulière ou Daech font l'objet de "spéculations, de déformations et de tentatives de présenter ces groupes de bandits, comme des rebelles, membres de la branche armée de l'opposition syrienne "modérée". Selon Alexandre Kinchtchak, "au fur et à mesure que la guerre civile, en Syrie, s'est radicalisée, les soi-disant groupes rebelles "modérés" ont été, soit défaits, soit absorbés par des groupes islamistes, qui sont passés au premier plan". "Les soi-disant groupes "modérés" servent, dans la majorité des cas, de couverture politique, pour les crimes des extrémistes religieux", a-t-il affirmé. M. Kinchtchak rappelle, notamment, que Jaïsh al-Islam, la plus importante milice, dans la banlieue Est de Damas, dirigé par Zahrane Allouche, un Wahhabite pro-saoudien, est responsable de tirs de mortiers ayant fait des centaines de victimes civiles", dans la capitale syrienne. "Ce n'est rien d'autre que du terrorisme pur", a-t-il affirmé.

Parmi d'autres groupes visés par les frappes russes, figure, également, Jaïsh al-Cham, ("l'Armée du Levant", en arabe), "composé d'anciens militants du Front Al-Nosra, (...), qui ont une réputation de coupe-jarrets et les mains plongées dans le sang jusqu'aux coudes", selon M. Kinchtchak. L'ambassadeur évoque, également, comme "terroristes", les combattants d'Ahrar al-Cham, l'un des plus importants groupes rebelles, et qui a tenté, en 2015, de se présenter comme "modéré" aux yeux de l'Occident. Ce groupe fait partie, avec les Wahhabites du Front Al-Nosra, de la coalition de Jaïsh al-Fatah, (l'Armée de la Conquête).

Mardi, le Président russe, Vladimir Poutine, a déploré le manque de coopération des Américains, lorsqu'il s'agit de préciser quelles sont les cibles à 100% terroristes, et où il ne faut pas frapper, en Syrie. Le Chef de la diplomatie russe, Sergueï Lavrov, avait, la semaine passée, qualifié l'Armée Syrienne libre, (ASL), de "structure-fantôme". Or, depuis quelques jours, surtout, depuis le parachutage d'armements et de munitions, par les Américains, au Nord-Est de la Syrie, de nouvelles appellations de milices ont vu le jour, et ont été relayées par des agences internationales et des média pro-saoudiens. sahartv.ir 15.10

Un dirigeant de Daech tué à Homs lors des raids aériens russe - sahartv.ir

« L'un des dirigeants de Daech a été tué à Homs lors des raids aériens menées par les avions de combat russes », a rapporté l'agence de presse russe Sputnik.

Selon ce rapport Abou Omar al-Chichani a été tué lors des raids aériens menés par les avions de combat russes.

Durant, ces 24 dernières heures, les avions de combat russes ont survolé la Syrie à 33 reprises attaquant les positions de Daech dans les provinces d'Idlib, de Hama, de Damas et de Deir Ez-Zour, a annoncé le ministère russe de la défense.

Ce jeudi, soutenue par les avions de combat russes, l'armée syrienne a entamé des opérations d'envergure à Rif de Homs.

Les avions de la force aérienne russe ont anéanti le centre de commandement de Daech dans la province d'Alep et des usines secrètes de fabrication de mines terrestres, à Idlib, a-t-on, appris de l'agence Interfax. sahartv.ir 15.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Russie

- Daech, responsable de l'attaque de l'an dernier, en Sibérie (Moscou) - sahartv.ir

La Commission d'enquête de la Russie a annoncé que le groupe terroriste de Daech était l'auteur de l'attentat, commis l'an dernier, contre une mosquée, en Sibérie.

La Commission d'enquête de la Russie a annoncé, ce jeudi, dans un rapport, que le groupe terroriste de Daech était l'auteur d'une attaque, perpétrée en 2014, contre une mosquée, en Sibérie, avant de le remettre aux responsables judiciaires de ce pays, a rapporté Press TV.

D'autre part, le président du Centre de lutte contre l'extrémisme du ministère russe de l'Intérieur, dans la région de Caucase, a fait part, ce jeudi, de l'arrestation de dizaines de membres du groupe terroriste de Daech, dans les Républiques de cette région,

qui avaient participé aux opérations terroristes.

"L'identité de plusieurs terroristes de la région du Caucase du Nord de la Russie, qui s'étaient déplacés à l'étranger, en vue de participer aux opérations des groupes terroristes internationaux, a été identifiée", a-t-il ajouté.

Ce, alors que le Comité national russe de lutte contre le terrorisme a déjoué un attentat terroriste contre le réseau de transport, à Moscou, et arrêté des suspects, a rapporté, dimanche, l'agence de presse TASS. "Un engin explosif artisanal a été trouvé et désamorcé, dans une maison", a indiqué le porte-parole du Comité. "Les suspects ont été arrêtés, dans un appartement de Moscou", a-t-il ajouté. Selon les premières estimations, la bombe pourrait contenir plus de quatre kilogrammes de TNT. sahartv. ir 15.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

Grèce

La politique du Front de gauche comme si vous y étiez.

- Grèce : Alexis Tsipras lance un premier train de réformes - latribune.fr

Les députés grecs devront voter samedi les premières mesures demandées par les créanciers. La stratégie du "bon élève" demeure.

Alexis Tsipras avait promis aux créanciers de la Grèce d'aller vite. Il a tenu parole. Vendredi 16 octobre, les députés grecs débattront du projet de loi unique intégrant les « actions préalables » au versement des fonds du Mécanisme européen de stabilité dont le pays a besoin en octobre, soit 2 milliards d'euros. Le vote est prévu samedi.

Hausse des taxes, surtout de la TVA

Cette loi collective regroupe de nombreuses mesures, en tout évaluées par le gouvernement grec à 4 milliards d'euros. Elle inclut la ratification de l'accord passé avec les créanciers le 13 juillet dernier et qui va déterminer l'ensemble de la politique économique du pays pour les trois prochaines années. On y trouve surtout des éléments de taxations. Certaines mesures sont conformes à l'ambition de Syriza de « mieux partager » le fardeau budgétaire comme l'augmentation du taux d'imposition des bénéficiaires de 26 % à 29 %, celui de la taxe sur le luxe de 5 % à 13 %, le rétablissement de la taxe sur la publicité télévisée, le relèvement de la taxe de solidarité et la contribution exceptionnelle des revenus de plus de 500.000 euros. Mais le gros du fardeau continuera à porter sur la modification de la répartition des taux de la TVA qui doit rapporter pas moins de 2,4 milliards d'euros en tout, dont 795 millions sur la seule année 2015.

La réforme des retraites lancée

L'autre grand élément de ce texte, c'est la première étape de la réforme des retraites, avec le report d'ici à 2022 de l'âge légal de départ à la retraite de 65 à 67 ans, la disparition prévue à la même date des retraites anticipées, le relèvement de 4 % à 6 % des cotisations maladies pour les retraités et l'introduction d'une cotisation de 6 % sur les retraites complémentaires. Ces annonces sont déjà fort douloureuses pour les retraités grecs, mais il ne s'agit que d'une première étape. Le gouvernement doit assurer des économies de 1 % du PIB par an, soit 1,8 milliard d'euros sur le système de retraite pour les prochaines années. Un comité doit déterminer des pistes et les soumettre ce jeudi au ministère du travail. Selon le quotidien grec To Vima, ce comité préconise de réduire les frais de fonctionnement et d'unifier les onze régimes existants. Il demande également des coupes plus modérées dans les retraites, alors que le gouvernement envisagerait de fortes baisses pour les retraités de plus de 1.000 euros. Le choix devra être fait dans les jours qui viennent, mais il sera impossible d'éviter de nouvelles baisses de retraites.

Quelques retouches

Le texte ne devrait pas poser de problème au gouvernement. La majorité parlementaire d'Alexis Tsipras est stable. Le premier ministre a cependant dû revenir sur une décision pour s'assurer de la fidélité de ses troupes. La taxation des revenus locatifs devait être relevée de 11 % à 15 % en dessous de 12.000 euros, et de 33 % à 35 % au-dessus. Le gouvernement y a finalement renoncé... pour l'instant. La mesure a été retirée du texte, mais elle devrait revenir dans le prochain paquet de réforme en novembre. C'est un premier signe de révolte très timide contre les créanciers. Il conviendra d'observer la réponse de ces derniers qui pourraient demander de réintroduire cette mesure ou immédiatement, ou lors du prochain « paquet » en novembre. Ce sera, en attendant, un test important pour un gouvernement qui, selon le ministre de l'Éducation Nikos Filis, cherche toujours à éviter le relèvement de 13 % à 23 % de la TVA sur l'enseignement privé par « des mesures alternatives. »

Obtenir la « compréhension » des créanciers

La stratégie d'Alexis Tsipras est cependant toujours la même. Du côté de l'opinion publique, affirmer que ces textes sont "mauvais", mais qu'il n'y a pas d'alternative et, du côté de la troïka, jouer parallèlement le « bon élève » pour obtenir ce qu'il est possible d'obtenir des créanciers. Son premier objectif est, évidemment, la négociation sur la dette qui aura lieu en novembre après la première revue de la troïka. Si l'idée d'une restructuration semble acquise, les conditions risquent d'être déterminées par d'autres considérations que les besoins grecs. Et Athènes veut être en position de force pour les négocier. Autre ambition : l'intégration de la Grèce dans le QE, le programme d'assouplissement quantitatif de la BCE pour réduire la récession qui s'annonce et dégager de nouvelles marges de manœuvre. Enfin, en cas de bonne surprise, Alexis Tsipras voudrait pouvoir utiliser à sa guise une partie de la « cagnotte » et il lui faudra pour cela une validation des créanciers.

Le mirage du plan européen de 35 milliards d'euros

Reste que la Grèce demeure à la merci de ses créanciers. La Commission européenne qui avait promis un « paquet exceptionnel » de 35 milliards d'euros pour la Grèce - en réalité des fonds bloqués pour raisons politiques - a annoncé le déblocage la semaine prochaine de... 800 millions d'euros. Alexis Tsipras avait beaucoup espéré de ce « plan » pour soutenir l'activité. Ce plan redevient ce qu'il n'a jamais cessé d'être : les fonds prévus pour la Grèce par le cadre budgétaire 2014-2020. Comme le plan Juncker, ce plan ne devrait guère être utile à la Grèce pour soutenir sa croissance. latribune.fr 15.10

ECONOMIE

L'Amérique latine

- L'Amérique latine attire de moins en moins d'investissements étrangers - AFP

Les investissements étrangers directs (IED) dans 16 pays d'Amérique latine et des Caraïbes ont chuté de 21% sur un an au premier semestre, a annoncé jeudi une commission de l'ONU, alors que la région est en plein ralentissement économique.

Ces investissements ont atteint 88,717 milliards de dollars, pâtissant de moindres dépenses dans le secteur des mines et des hydrocarbures, surtout au Brésil, selon la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes (Cepal), un organisme de l'ONU dont le siège se trouve à Santiago du Chili.

Les flux d'IED avaient déjà baissé de 16% sur l'ensemble de 2014, une tendance qui s'est donc poursuivie au premier semestre 2015, dans un contexte de ralentissement général en Amérique latine.

Au Brésil, première économie de la région et septième économie mondiale, les investissements étrangers directs ont chuté de 36% entre janvier et août, dans un contexte de "chute de la demande interne" et de "perspectives négatives de croissance".

La Commission économique table sur une baisse du PIB des économies latino-américaines en 2015, de 0,3%, pour la première fois depuis 2009, en raison de la mauvaise santé de la Chine qui achète moins de matières premières.

En présentant ces prévisions, début octobre, elle avait notamment appelé la région, autrefois saluée pour sa forte croissance, à "dynamiser les investissements", "pour inverser l'actuel ralentissement de l'économie et pour retrouver une croissance soutenue et durable".

Pour se relever de cette crise, la région "doit lancer une transition vers un nouveau modèle de croissance qui s'appuie moins sur les matières premières et plus sur d'autres secteurs de l'économie, comme la productivité et les investissements", estimait il y a peu Alejandro Werner, chef du département Amérique latine au FMI, interrogé par l'AFP.

[Haut de page ↗](#)

Le 17 octobre 2015

CAUSERIE

On a remis la rubrique *Articles d'actualité*, nous avons définitivement abandonné les autres rubriques.

Le portail ne sera pas actualisée dimanche, sauf peut-être si je recevais des courriels.

A la lecture de tous les commentaires d'internautes que l'on reproduits, on peut observer qu'on est loin d'être une minorité insignifiante à comprendre la situation, certes sans en tirer les conclusions politiques qui s'imposent, mais c'est encourageant tout de même, comme quoi il existe assurément des centaines de milliers de travailleurs disponibles pour entendre notre discours et contruire le parti, encore faudrait-il en avoir la volonté.

[Un acte révolutionnaire.](#)

- L'acte révolutionnaire de dire la vérité - Par John Pilger - Mondialisation.ca, 15 octobre 2015

George Orwell a écrit qu'à « une époque de supercherie universelle, dire la vérité est un acte révolutionnaire ».

Extrait. Nous vivons une sombre époque, dans laquelle la propagande de la supercherie affecte nos vies à tous. Comme si la réalité politique avait été privatisée, et l'illusion légitimée. L'ère de l'information est une ère médiatique. Nous avons une politique médiatique ; une censure médiatique ; une guerre médiatique ; des représailles médiatiques ; une diversion médiatique — une chaîne de production surréaliste de clichés et d'idées fausses.

Notre merveilleuse technologie est devenue notre amie autant que notre ennemie. A chaque fois que nous allumons un ordinateur ou prenons en main un appareil électronique — les chapelets de ce siècle — nous sommes soumis à un contrôle : à la surveillance de nos habitudes et de nos routines, et aux mensonges et à la manipulation.

Edward Bernays, qui inventa l'expression « relations publiques », un euphémisme pour « propagande », a prédit cela il y a plus de 80 ans, en qualifiant ce phénomène de « gouvernement invisible ».

Il a écrit que « ceux qui manipulent cet élément invisible de [la démocratie moderne] constituent un gouvernement invisible représentant la véritable force dirigeante de notre pays... Nous sommes gouvernés, nos esprits sont façonnés, nos goûts créés, nos idées suggérées, en grande partie par des gens dont nous n'avons jamais entendu parler... »

Le but de ce gouvernement invisible est de prendre possession de nous: de notre conscience politique, de notre perception du monde, de notre aptitude à penser indépendamment, de notre aptitude à séparer le vrai du faux.

Il s'agit d'une forme de fascisme, un mot que nous avons raison d'utiliser prudemment, préférant l'associer aux troubles du passé. Mais un fascisme moderne insidieux est aujourd'hui le principal danger. Comme dans les années 1930, d'énormes mensonges sont délivrés avec la régularité d'un métronome. Les musulmans sont mauvais. Les fanatiques saoudiens sont bons. Les fanatiques d'ISIS sont mauvais. La Russie est toujours mauvaise. La Chine commence à le devenir. Bombarder la Syrie est bon. Les banques corrompues sont bonnes. La dette corrompue est bonne. La pauvreté est bonne. La guerre est normale.

Ceux qui remettent en cause ces vérités officielles, cet extrémisme, sont jugés comme fous — jusqu'à ce qu'on se rende compte qu'ils ne l'étaient pas. La BBC fournit ce type de service gratuitement. Ne pas se soumettre c'est se voir qualifier de « radical » — peu importe ce que cela signifie.

La véritable dissidence devient exotique; et pourtant les dissidents n'ont jamais été aussi importants. Mondialisation.ca

On ne peut pas prévoir comment tout cela va finir, par une Troisième Guerre mondiale et l'établissement d'un gouvernement mondial ou des révolutions prolétariennes. Ce qui est sûr, c'est qu'au fil du temps une partie grandissante de la population devient hermétique à leur propagande et cherche une voie pour en finir avec la domination du capitalisme, plus ou moins consciemment elle en vient à poser la question du pouvoir. C'est donc à nous de leur proposer une réponse politique cohérente et sérieuse pour affermir leurs convictions encore mal assurées, prélude à son soulèvement révolutionnaire.

Aidez les travailleurs à aller au bout de leur raisonnement, faire en sorte que leur conscience de classe mûrisse, voilà notre tâche prioritaire, en plus de les organiser ou les associer à nos combats, etc. cela va de soi.

[Internet un instrument politique du néolibéralisme pour soumettre les peuples. Pour comprendre et le combattre osez le marxisme.](#)

- Morozov : « Internet est la nouvelle frontière du néolibéralisme » (les-crisis.fr - source : Rue 89, le 4 octobre 2015

Selon le chercheur et essayiste Evgeny Morozov (31 ans, originaire de Biélorussie), la technologie sert le néolibéralisme et la domination des Etats-Unis. « Il faut considérer la Silicon Valley comme un projet politique et l'affronter en tant que tel », dit-il.

Evgeny Morozov s'est imposé en quelques années comme l'un des contempteurs les plus féroces de la Silicon Valley. A travers trois ouvrages – « The Net Delusion » (2011, non traduit en français), « Pour tout résoudre, cliquez ici » (2014, FYP éditions) et « Le Mirage numérique » (qui paraît ces jours-ci aux Prairies ordinaires) –, à travers une multitudes d'articles publiés dans la presse du monde entier et des interventions partout où on l'invite, il se fait le porteur d'une critique radicale envers la technologie en tant qu'elle sert la domination des Etats-Unis.

Morozov - Il faut bien comprendre que ces entreprises n'existeraient pas – et leur modèle consistant à valoriser nos données personnelles serait impossible – si toute une série de choses n'avaient pas eu lieu : par exemple, la privatisation des entreprises télécoms ou l'amoncellement de données par d'énormes chaînes de grands magasins.

Cette histoire, il faut la raconter de manière plus politique et plus radicale. Il faut traiter cela comme un ensemble, qui existe dans un certain contexte.

Et ce contexte, c'est, il faut le dire, le néolibéralisme. Internet est la nouvelle frontière du néolibéralisme.

Le travail critique de la Silicon Valley ne suffit pas. Il faut expliquer que le néolibéralisme qu'elle promeut n'est pas désirable. Il faut expliquer que :

A : le néolibéralisme est un problème ;

B : il y a des alternatives.

Il faut travailler à l'émergence d'une gauche qui se dresse contre ce néolibéralisme qui s'insinue notamment par les technologies.

Le travail que fait Podemos en Espagne est intéressant. Mais voir les plateformes seulement comme un moyen de se passer des anciens médias et de promouvoir un renouvellement démocratique ne suffit pas. Il faut aller plus en profondeur et comprendre comment les technologies agissent sur la politique, et ça, Podemos, comme tous les mouvements de gauche radicale en Europe, ne le fait pas.

La Silicon Valley va au-delà de tout ce qu'on avait connu auparavant en termes d'impérialisme économique. La Silicon Valley dépasse largement ce qu'on considérait auparavant comme les paragon du néolibéralisme américain – McDonald's par exemple – car elle affecte tous les secteurs de notre vie.

C'est pourquoi il faut imaginer un projet politique qui rénove en fond notre conception de la politique et de l'économie, un projet qui intègre la question des infrastructures en garantissant leur indépendance par rapport aux Etats-Unis.

Mais si je suis pessimiste quant à l'avenir de l'Europe, c'est moins à cause de son impensée technologique que de l'absence flagrante d'esprit de rébellion qui l'anime aujourd'hui.

Je me permets d'être un peu dramatique car je parle de choses fondamentales comme le travail, l'éducation, la santé, la sécurité, les assurances. Dans tous ces secteurs, des changements majeurs sont en train d'avoir lieu et cela va continuer. La nature humaine, ça n'est pas vraiment mon objet, je m'intéresse plus à ses conditions d'existence.

Ce qui m'intéresse, ce sont les discours de la Silicon Valley, ce sont les buts qu'elle se donne.

Il faut considérer la Silicon Valley comme un projet politique, et l'affronter en tant que tel.

... quand on regarde comment fonctionne Uber – sans embaucher, en n'assumant aucune des fonctions de protection minimale du travailleur –, quand on regarde les processus d'individualisation des assurances de santé – où revient à la charge de l'assuré de contrôler ses paramètres de santé –, on s'aperçoit à quel point le marché est seul juge.

L'Etat non seulement l'accepte, mais se contente de réguler. Est complètement oubliée la solidarité, qui est au fondement de la sociale-démocratie. Qui sait encore que dans le prix que nous payons un taxi, une part – minime certes – sert à subventionner le transport des malvoyants ? Vous imaginez imposer ça à Uber....

Il faut lire le livre d'Alain Supiot, « La Gouvernance par les nombres » (Fayard, 2015), il a tout juste : nous sommes passés d'un capitalisme tempéré par un compromis social-démocrate à un capitalisme sans protection. C'est donc qu'on en a bien fini avec la sociale-démocratie.

Mais parce que la gauche en Europe est dévastée ! Il suffit de regarder comment, avec le feuilleton grec de cet été, les

gauches européennes en ont appelé à la Commission européenne, qui n'est pas une grande défenseuse des solidarités, pour sauver l'Europe.

Aujourd'hui, la gauche a fait sienne la logique de l'innovation et de la compétition, elle ne parle plus de justice ou d'égalité.

La Commission européenne est aujourd'hui – on le voit dans les négociations de l'accord Tafta – l'avocate d'un marché de la donnée libre, c'est incroyable ! Son unique objectif est de promouvoir la croissance économique. Si la vie privée est un obstacle à la croissance, il faut la faire sauter !

Car certains à gauche – notamment dans la gauche radicale – ont pu croire que la Silicon Valley était une alliée dans le mesure où ils avaient un ennemi commun en la personne des médias de masse. Il est facile de croire dans cette idée fausse que les technologies promues par la Silicon Valley permettront l'émergence d'un autre discours.

On a accepté cela comme on accepte toujours les idées dominantes, parce qu'on est convaincus. Ça vient parfois de très loin. L'Europe occidentale vit encore avec l'idée que les Américains ont été des libérateurs, qu'ils ont ensuite été ceux qui ont empêché le communisme de conquérir l'Europe. L'installation de la domination idéologique américaine – de McDonald's à la Silicon Valley – s'est faite sur ce terreau.

Il y a beaucoup de confusion dans cette Histoire. Il faut donc théoriser la technologie dans un cadre géopolitique et économique global.

Il faut aller plus loin et voir comment nous avons succombé à une intériorisation de l'idéologie libérale jusque dans nos infrastructures technologiques.

Pour vous, le marxisme reste donc un cadre de pensée opérant aujourd'hui pour agir contre la Silicon Valley ?

En tant qu'il permet de penser les questions liées au travail ou à la valeur, oui. Ces concepts doivent être utilisés. Mais il ne s'agit pas de faire une transposition mécanique. Tout ce qui concerne les données – et qui est essentiel aujourd'hui – n'est évidemment pas dans Marx. Il faut le trouver ailleurs.

Commentaire d'internaute

1- "Le bon sens incarné ! Mais c'est bien sûr. ... Marx est le théoricien critique indépassé de l'accumulation capitaliste et les "données" ne valent qu'à travers leur accumulation, à travers un processus de captation qui n'est guère différent, fondamentalement, de celui que nous trouvons dans l'histoire du capital classique. Oui, mais voilà, il faut revenir à Marx, pas seulement le Marx des 100 pages du "manifeste" mais celui des milliers de pages du "Capital", un Marx qui bien évidemment (of course) n'est ni leniniste, ni stalinien, que l'on a pris grand soin cependant de jeter aux broussailles en même temps que Lenine et Staline.

La gauche européenne n'existe plus ? Et pour cause : quelle idéologie, religieuse ou politique, pourrait survivre au déclassement de ses livres fondateurs ? Quel courant de pensée pourrait survivre au reniement de sa propre histoire ? En Amérique latine, les choses sont effectivement plus claires : le capitalisme américain bien rustique, est là, tout proche, qui fait son job ordinaire de dépossession, propriétaire d'une partie conséquente du foncier et du capital industriel, et devant le spectacle de sa prédation, la question de savoir s'il est néo, ultra libéral ou keynésien fait figure de "prenage de tête" germanopratin.

Deux générations d'intellectuels européens de gooche ont vécu sur l'illusion que le capitalisme -forme ultime de la barbarie économique- pouvait se socialiser et que l'on pouvait d'ores et déjà poser les jalons d'un capitalisme philanthropique : elles en ont été pour leurs frais et il ne nous reste plus que des sous-produits dérivés de la décomposition de la Sfiu ou du Labour, aussi ignares que déboussolés, irresponsables et donc dangereux à plus d'égard ! Chaque jour qui passe, avec cette clique aux manettes, en association étroite avec des forces conservatrices qui, elles, savent exactement ce qu'elles veulent, repousse d'autant nos chances de transformer un monde que nous ne comprenons même plus. Il est urgent de revenir aux fondamentaux, et de penser l'unité profonde de tous les processus d'aliénation, depuis la dette publique jusqu'à l'hégémonie de la Silicon Valley, parce qu'elles s'alimentent toutes à la même éternelle source : la quête effrénée, bestiale presque, du pouvoir financier."

2- "Oui, jusqu'à épuisement des ressources. Le dernier palmier géant de l'île de Pâques devait valoir une fortune et le puissant chef qui a demandé de l'abattre savait ce qu'il faisait.

Le capitalisme a ancré en lui la destruction des mondes et des civilisations. Faire de l'argent jusqu'au bout, et faire chuter les humains, grâce à quelques humains.

Après tout, les humains sont des bêtes, il suffit de voir comment les bêtes sont traités dans les abattoirs modernisés pour sentir ce qui nous attends.

Entre "La route" et "Soleil vert". Pousser l'Humanité à se perdre, pour un système qui finalement ne correspond en rien aux rapports sociaux d'entraide, de partage, et de convivialité.

Observez ce qui se passe lors d'une crise climatique brusque: entraide immédiate des gens sur place. Alors que Hollywood nous vend la panique et les réflexes individualistes. Hollywood nous vend des morts vivants, qui n'est que la représentation de l'autre, l'étranger, l'humain que l'on ne connaît pas encore, le réfugié perdu qui cherche de l'aide.

Les comportements individuels comme seule finalité. Pour le pire."

3- "Tout est compliqué.....tout se complique. Je ne raisonne pas en technicien de l'internet. Je n'y connais rien. Je ne suis qu'un simple utilisateur, comme vraisemblablement beaucoup de personnes. Je suis trop vieux pour pouvoir comprendre. Mais là n'est pas le problème.

C'est clair, ce que j'appelle les grands corps constitués, syndicats, partis politiques etc..., ne sont plus en mesure de mobiliser les masses pour lutter contre les méfaits du libéralisme (néo ou ancien, peu importe). Et pourtant, à la base la combativité existe. Voir le délégué CGT de chez STYX à St-Nazaire apostropher le Président de la République m'a réchauffé le coeur. Xavier Mathieu mettant au pilori, sur Canal+, les médias qui ne veulent voir la violence que d'un côté, m'a fait un bien énorme.

Et voilà que Morozov me remet à niveau. Malgré mon âge, je suis un grand naïf. Je voyais dans "Internet", un espace de liberté, de contestation, de mobilisation, sans exagérer les possibilités de cet outil. Ce site, "les-crisis.fr" est un exemple de ce que je tente d'expliquer. Nul ne peut nier l'impact d'Internet dans le résultat du référendum de 2005.

Morozov me dit: "ne va trop loin, nous sommes bouffés de tous les côtés". Le néolibéralisme tient tous les bouts de la ficelle.

Qu'est-ce qu'il nous reste comme solution? La Révolution!!! oui, oui tout de suite. Ah bon...mais comment puisque nous ne tenons plus rien? Vous me trouverez pessimiste, vous aurez raison. Robespierre, s'il te plaît, reviens pousser ta gueulante!"

4- "La révolution n'est possible qu'en cas de crise majeure du capitalisme, que les nouveaux nés d'aujourd'hui verront peut-être, en attendant à part informer rien à faire et toutes actions concrètes : politique, syndicat, médias alternatifs, manifestations n'aboutiront à rien : en domination réelle terminale, le capitalisme n'a aucun ennemi à part lui-même.

En effet le capitalisme est instable par nature et possède donc une durée de vilité limitée comme le système esclavagiste ou monarchique, mais là de nombreux livres traitent de ces questions.

La question est de savoir ce qu'il y aura après !"

"5- Carter :

" La construction de l'Europe » est un thème qui revient sans cesse dans les discours politiques, comme dans les analyses proposées par les médias. Pourtant, le pouvoir au sein du système d'information et de culture de l'Union européenne échappe largement au contrôle des Européens..Zbigniew Brzezinski, conseiller pour la sécurité nationale du président Jimmy Carter, affirmait, voici déjà quelque temps, que, «après l'ère de la canonnière, et celle du commerce et des finances, les techniques et les réseaux de communication représentent la troisième"" génération de domination du monde». Certes, on pourrait affirmer que les canonnières, le commerce et les finances n'ont pas encore cessé de compter et de produire leurs effets. Mais une telle analyse a le mérite de mettre l'accent sur une conception nouvelle de la stratégie de conquête et de domination du monde. Or, en cette matière, la conquête et la domination du monde par les États-Unis sont plus que jamais évidentes"".

Le formatage de nos esprits "occidentaux" a commencé au sortir de la guerre, les Usa profitant de leur supériorité pour imposer leur culture et tenir la "culture européenne" sous leur coupe par le biais de fondations, de productions mettant en l'élite culturel (littérature, peinture, écriture) à son service tout en faisant croire qu'ils sont indépendants à leur propres yeux.:

"Le "soft power" américain est maintenant sur les réseaux sociaux...

Les accords Blum-Byrnes ont précipités nos parents, grands parents dans les bras du maestro de la pax americana.

Quand à la fin de la guerre les partis communistes en Europe étaient en pleine expansion, très puissant du fait de l'aura de l'Urss d'avoir stoppé à Stalingrad les nazis, en France le PC sous influence stalinienne fut attaqué par le biais des syndicats.:

La rupture soudaine à la CGT entre fractions fut bien organisée par un agent des Usa "Irwin Brown" qui créa de fait Force Ouvrière avec des fonds de l'AFL-CIO au point qu'on l'appelait AFL-CIA !.Le syndicat FO fut donc créé et il traîne encore

aujourd'hui les traces de ce mépris affiché par les communistes bon teint..

Mais la peur du communisme fit mettre les bouchers doubles et l'emprise se fit a partir de : L'Institut d'histoire sociale, une officine anti-sociale selon ALR

Tout ce qu'ils font c'est bien dans le but de maintenir les peuples qu'ils dominent économiquement par des traités contraignants ou des marchés, que leurs "ennemis sont aussi "les nôtres" !.

Je ne connaissais pas ce Monsieur Morozov mais il a raison, tout ce qu'on appelle progrès technique ou technologique aux Usa sera toujours utilisé a des fins de dominations ou de soumission, quitte "à tordre le bras" de ces peuples dixit Obama, si jamais ils essaient d'aller voir ailleurs si "l'herbe est plus verte".

Oui la guerre continue a travers internet guerre économique allant de pair avec la guerre idéologique. Allons nous enfin retrouver notre totale indépendance ?"

6- "« L'économie du partage » directement liée au développement d'internet = en réalité la marchandisation de tous nos rapports sociaux !

Vous noterez les termes employés dans la définition des critères (gouvernance, flexibilité, cosmopolitisme ...) ... Critères définis par qui d'ailleurs ?

Je plains les générations futures si nous ne mettons pas un terme à cette idéologie de psychopathes !"

7- "Silicon Valley et ses innovations technologies successives sont un facteur de démultiplication... et de de diffusion virale sans précédent d'outils et de nouveaux comportements.

C'es a peu près sans limites. Et toutes les forces économiques et sociales se sont engouffrés dedans... à l'image de la ruée vers l'or ou la ruée vers le pétrole, avec son cortège de destruction et de pillages.

Il a fallut 3 générations pour trouver une forme technique et esthétique stable au cinématographe. De combien de temps disposons nous réellement pour ingérer/digérer pareille révolution?

Bref, on nous vend un corne d'abondance. Mais en fait c'est désormais une terrible boîte de pandore qui est ouverte sur terre. En effet, ces technologies irrigent tous les domaines, démultiplient toutes les capacités.

Je ne parlerai pas de finance, de capitalisme, etc... Mais une chose est sûre, cela a provoqué une redistribution des cartes en faveur de tous ceux qui étaient les mieux placés ou les plus à même d'en profiter. Et une libéralisation sans limite de la finance et du capital.

Et le supplément d'âme auquel invitait un Bergson par exemple, il y déjà a siècle... est passé dans le conduit des chiottes."

8- "le plan semblait parfait : le passage à la connectivité de masse devait continuer et terminer de "harmoniser" l'ensemble des cultures des populations du globe

cela sur le modèle voulu par les dominants = le modèle américain bien sur, puisque largement admiré par les jeunesses de tous les pays du monde, internet étant idéalement le prolongement d'hollywood

l'humanité ayant été suffisamment remodelée depuis le siècle des lumières = athéisme, matérialisme et capitalisme, industrialisation et urbanisation perpétuelle, déconnexion avec la nature etc...

le partage d'opinions sur internet pourrait ainsi parvenir à progressivement écraser et détruire les idées qui s'opposent à ce modèle qui s'est progressivement installé dans une bonne moitié de l'humanité

malheureusement, ou plutôt heureusement, ce modèle s'effrite actuellement, et internet y est pour beaucoup."

[L'omniprésence des sionistes consacre l'emprise de l'oligarchie financière sur les institutions politiques et les médias.](#)

Le sionisme cimenter le lien qui existe entre le pouvoir financier et politique. Normal puisqu'il est à l'origine de l'idéologie néolibérale. L'immense majorité de la population l'ignore, or c'est nécessaire pour mieux comprendre la question palestinienne et

le soutien des gouvernements occidentaux à Israël.

Pseudo-djihadiste sioniste australien ; l'avocat sioniste des Femen, Michaël Ghnassia, succède à Patrick Klugman (CRIF); promotion des sionistes dans les rouages de l'Etat ; journalistes sionistes omniprésents dans les médias ; Mediapart complice de la crypto-sioniste Caroline Fourest ; les liens entre les ultra sioniste Bolloré-Goldschmidt-Rothschild-Bernheim-Lazard-Weizmann-Dassault-Hanouna ou du SDECE à Bilderberg ; Drahi, le sioniste le plus riche d'Israël (Numericable, Altice, SFR, i24news, Libération, L'Express, RMC, BFM TV) associé au groupe Carlyle (bastion du complexe militaro-industriel US) ; Anouar Kbibech nouveau responsable du culte musulman salarié de Drahi ; Nicolas Bay, numéro 3 et secrétaire général du FN membre de "la délégation pour les relations avec Israël" au Parlement européen ; les "sabras" ou le lobby sionisme à l'Elysée.

Ces infos proviennent du portail Panamza. On se fout de savoir s'il est fréquentable ou non, ce qui nous intéresse ce sont les infos qu'il diffuse et que les médias censurent ou ne relient pas entre elles.

Le djihadiste australien était un troll juif américain - Le 11.09.2015

Attentat sous faux drapeau. Jeudi, le ministère américain de la Justice a annoncé l'arrestation de Joshua Ryne Goldberg, pseudo-djihadiste accusé de «diffusion d'informations relatives à des explosifs, des engins de destruction et des armes de destruction massive».

Il voulait susciter un carnage dans Kansas City à la date du 13 septembre.

Goldberg

Joshua Ryne Goldberg, citoyen juif américain âgé d'à peine 20 ans, a été interpellé dans la ville d'Orange Park en Floride et encourt 20 années de prison, a indiqué le ministère américain de la Justice dans un communiqué mis en ligne jeudi 10 septembre.

Sidney. Interrogé par une chaîne de télévision locale, son père, dénommé Frank Bennett Goldberg, affirme tomber des nues.

Vivant reclus chez ses parents, Joshua Ryne Goldberg avait créé plusieurs comptes Twitter imputés à des partisans de Daesh afin d'encourager des passages à l'acte terroriste auprès de ses lecteurs. Mauvaise pioche: l'un d'entre eux -avec lequel il avait « conspiré » depuis deux mois selon l'enquête judiciaire disponible en ligne— était un informateur du FBI.

Sous pseudonyme, le jeune homme se vantait notamment d'être à l'origine d'une tentative d'attentat commise à Garland (Texas), en mai dernier, lors d'un concours de caricatures du prophète de l'islam.

«J'ai dédié ma vie à traumatiser les infidèles et à coordonner des actes de djihad à travers le monde. Les juifs sont les pires ennemis d'Allah. Quand l'islam aura conquis l'Australie, tous les juifs seront massacrés comme les sales cafards qu'ils sont», avait également affirmé -via Internet et sous sa fausse identité d'islamiste australien- Joshua Ryne Goldberg.

Ce dernier incitait également à s'attaquer à des synagogues afin de faire le «maximum» de victimes parmi les fidèles.

D'après les enquêteurs du FBI, le jeune homme a enfin tenu plusieurs versions contradictoires après son arrestation : dans l'une d'elles, il disait avoir eu l'intention de dénoncer le pseudo-terroriste avec qui il était en communication, avant que l'attentat de Kansas City ne soit perpétré.

Coïncidence ironique : cette affaire éclate 14 ans, jour pour jour, après le 11-Septembre, vaste opération de mystification américano-sioniste dont l'une des phases se déroula également en Floride. Entre 2000 et 2001, ceux qui seront désignés plus tard comme les « pirates de l'air » du 11-Septembre vivaient alors dans des petites localités de Floride. Leurs voisins de quartier tout au long de leurs périples sur le sol américain : des agents du renseignement israélien (Mossad et Aman). Mais ceci relève d'une autre histoire : si Joshua Ryne Goldberg n'a certainement pas le profil d'un agent secret lié à Tel Aviv (mais davantage celui, plus psychopathologique, d'un Ulcan), il illustre parfaitement la pratique -coutumière du régime israélien depuis 1948- de l'attentat sous fausse bannière.

FEMEN, ISLAMOPHOBIE ET SIONISME : LA CONNEXION SECRÈTE.

"Pourquoi s'en prennent-elles systématiquement à des rassemblements chrétiens et musulmans mais jamais juifs?": telle est une interrogation récurrente sur les réseaux sociaux à propos des Femen, groupuscule pseudo-féministe et prétendument anti-clérical.

Dernier exemple : samedi 12 septembre,... deux membres des Femen ont perturbé le salon musulman du Val d'Oise.

Détail intéressant : leur avocat Michaël Ghnassia mène, depuis 2010, un combat -relayé par le Crif- contre le boycott

"discriminatoire, illégal et honteux" d'Israël.

Dans la défense des Femem, il succède étrangement à un homologue idéologique : Patrick Klugman, adjoint aux relations internationales du maire Anne Hidalgo, membre du comité directeur du Crif, ancien président de l'Union des étudiants juifs de France et promoteur de l'opération "Tel Aviv sur Seine" co-organisée par l'actuel gouvernement israélien d'extrême droite.

Rappel : bénéficiaire (contrairement à Edward Snowden ou Julian Assange) de l'asile politique depuis l'été 2013 et encensée par le service public de France 2, la porte-parole des Femem, dénommée Inna Schevchenko, a été également célébrée dans un livre rédigé par la crypto-sioniste Caroline Fourest et édité via une société administrée par l'ultra-sioniste Bernard-Henri Lévy.

HOLLANDE NOMME UN PROCHE DE LA DROITE ISRAËLO-AMÉRICAINE POUR CONTRÔLER LES ÉCOUTES DE VALLS.

Mardi 15 septembre, l'Élysée a fait savoir que François Hollande avait choisi le conseiller d'État Francis Delon pour présider la nouvelle Commission nationale -issue de la Loi Renseignement voulue par le tandem Valls/Cazeneuve- de "contrôle des techniques de renseignement".

Anc...ien secrétaire général de la Défense nationale (2004-2014), Delon n'est pas seulement l'homme qui "a participé à la mise en place d'un vaste système d'espionnage pour la DGSE" comme le souligne Libération .

En 2009 et en 2011, il a également accepté de se joindre au "Sommet mondial antiterroriste" organisé par le Centre interdisciplinaire d'Herzliya, en Israël.

Organisée dans une antenne du Mossad co-fondée par Ronald Lauder (milliardaire américain, héritier des cosmétiques Estée Lauder, président du Congrès juif mondial et décoré de la Légion d'honneur par François Hollande), cette rencontre annuelle sur "l'antiterrorisme" réunit notamment -en présence du Premier ministre Benyamin Netanyahou- les faucons (politiques, militaires et intellectuels) de la droite israélo-américaine -dite "conservatrice"- qui en constitue le noyau dur.

Maître de cérémonie : Boaz Ganor, l'une des figures emblématiques de la connexion -remontant à la fin des années 70- entre la mouvance ultra-sioniste, le neoconservatisme américain et les services secrets occidentaux.

Détail à souligner : le 24 septembre 2014, Panamza avait révélé la participation du magistrat antiterroriste français David Bénichou à la conférence d'Herzliya. Les deux vidéos qui illustraient son implication (l'une produite par les organisateurs, l'autre issue de la chaîne i24news) ont été occultées depuis la mise en ligne de l'article.

LÉA SALAMÉ : « LES MUSULMANS SE TABASSENT TOUT SEULS ».

Elle avait suggéré que les "barbus" et les "femmes voilées" dégageaient une odeur pestilentielle.

Elle s'esclaffait quand on présentait les Turcs comme des "abrutis"...

Samedi 19 septembre, réagissant aux propos du philosophe Michel Onfray selon lequel "on tabasse les musulmans en permanence depuis la guerre du Golfe", cette catholique d'origine libano-arménienne rétorqua aussitôt : "Ils se tabassent tout seuls".

Propulsée à l'écran par Jean-Pierre Elkabbach, la journaliste Léa Salamé, chroniqueuse de Laurent Ruquier, est salariée par Catherine Barma, productrice de l'émission On n'est pas couché (financée par le service public de France 2) qui fut à l'origine de la censure des propos d'Aymeric Caron relatifs aux exactions commises par l'armée israélienne.

Fille de Ghassan Salamé (vice-président d'un think-tank relié à l'OTAN), Léa Salamé est également la compagne d'Olivier Guez, ex-collaborateur de la revue néoconservatrice Le Meilleur des Mondes, co-auteur d'un ouvrage géopolitique avec "l'intellectuel faussaire" pro-israélien Frédéric Encel et romancier qui fait l'éloge (dans son dernier livre "Les Révolutions de Jacques Koskas") du "sionisme" comme "utopie sexuelle" en opposition aux "voisins moustachus puis barbus d'Israël".

Ce roman d'Olivier Guez a d'ailleurs été promu par une admiratrice d'Ariel Sharon (dans Libération) ainsi que dans Paris Match... par Léa Salamé (qui le qualifie de "réussite").

FABRICE ARFI, LE "JOURNALISTE D'INVESTIGATION" QUI DONNE RAISON À CAROLINE FOUREST.

Mercredi 30 septembre, les éditions Calmann-Lévy ont publié un recueil collectif intitulé "Informer n'est pas un délit" et co-supervisé par Fabrice Arfi, journaliste de Mediapart.

Le thème de l'ouvrage selon son éditeur : «Un livre de journalistes chaque jour en lutte pour informer les citoyens»....

La conclusion de l'ouvrage fustige notamment de prétendus et obscurs «théoriciens de la conspiration qui n'ont jamais rencontré autant d'échos dans la jeunesse et qui s'appuient sur l'opacité pour dessiner des chimères qui peuvent accoucher du pire».

Une dénonciation du "conspirationnisme" à géométrie variable : rappelons ici que le site Mediapart et l'émission Cash Investigation (représentée dans le livre par Paul Moreira et Élise Lucet) ont souvent eux-mêmes présenté des machinations secrètes ou des collusions occultes dans le monde politique et économique (affaires Bettencourt, Karachi, Kadhafi, etc). Pourvu que leurs enquêtes n'accablent pas le Crif, les États-Unis ou Israël, mais plutôt le Kazakhstan ou le marché des téléphones portables.

Rappel : co-superviseur de l'ouvrage, Fabrice Arfi est ce journaliste qui accepta une interview par Caroline Fourest -en février 2013, sur France 5- pour réfuter avec elle l'éventuelle implication du Mossad dans les attentats du 11-Septembre, allant jusqu'à prononcer cette contre-vérité selon laquelle il n'y avait ni «fait» ni «document» pour étayer cette piste d'investigation

Vincent Bolloré, d'Edmond de Rothschild à Cyril Hanouna - Le 03.10.2015

Le nouveau patron de Canal+ a profondément été marqué par sa grand-mère : Nicole Goldschmidt, espionne qui a clandestinement collaboré à la création d'Israël.

Il fait l'objet d'innombrables articles dans la presse traditionnelle mais aucun d'entre eux ne rapporte en détail l'identité de celles et ceux qui l'ont idéologiquement façonné : le milliardaire Vincent Bolloré, 63 ans et 9ème plus grande fortune de France, est souvent décrié actuellement pour sa refonte brutale du groupe Canal+ depuis son accession à la tête du conseil de surveillance du groupe Vivendi.

Seul un haut cadre de l'ancienne équipe, dénommé Maxime Saada, a pu garder un poste de direction.

Il faut remonter plus loin dans le temps pour en savoir plus sur Vincent Bolloré, l'homme qui vient d'accorder un contrat exceptionnel (250 millions d'euros) à Cyril Hanouna, animateur vedette de Direct 8 (propulsé d'ailleurs par Bolloré, dès 2010) et parrain -comme l'avait révélé Panamza- d'une levée de fonds (organisée par le très sioniste "Fonds social juif unifié") qui sont destinés, chaque année, à des citoyens juifs en précarité et des associations caritatives israéliennes.

Le 9 mai 2003, le site de l'hebdomadaire Le Point publiait un portrait consacré à Vincent Bolloré et intitulé "Le Français qui veut se payer l'Italie". Extraits :

Capable du meilleur et du pire, Vincent Bolloré est un fervent catholique. « J'aime cette religion parce qu'on peut se faire pardonner », reconnaît-il d'emblée. Amateur de grigris et de porte-bonheur, il n'hésite pas à ouvrir son portefeuille pour montrer les images pieuses qu'il contient ! (...)

Si Bolloré parvient facilement à se faire détester, il a aussi un talent incroyable pour se faire aimer. « Il est gai, au moins en surface, explique Antoine Veil, le mari de Simone, membre de son comité stratégique. La perspective de le voir, c'est un ensoleillement. » Quant à Antoine Bernheim, le dur, l'impitoyable banquier d'affaires, ex-pilier de Lazard, c'est les larmes aux yeux qu'il confie : « Vincent est merveilleux ! Je suis très triste quand je pense que je mourrai avant de l'avoir vu terminer son aventure industrielle. » De mauvaises langues ont dit que Vincent était le fils naturel d'Antoine Bernheim. (...)

A Paris, dans le 16e arrondissement, où ses parents ont très tôt élu domicile, il avait pour voisin et ami Olivier Dassault. (...)

Parmi les habitués, il y avait aussi Edmond de Rothschild et Edouard de Ribes, copains de jeunesse ou de lycée de son père. « Mon père est l'homme que j'ai le plus admiré », affirme Vincent Bolloré. En revanche, très peu de gens savent que la grand-mère maternelle de Vincent, Nicole Goldschmidt, qui avait épousé Henri Follot, a aussi beaucoup compté pour le jeune loup. Jusqu'à, selon un intime, le faire douter de sa propre identité. De fait, le parcours de cette femme exceptionnelle a de quoi étonner. Ralliée dès l'origine à la cause défendue par Charles de Gaulle, elle entre en résistance dans les services secrets du Général à Londres. Après guerre, sous la couverture de la Croix-Rouge, elle poursuivra une longue carrière d'agent secret au sein du service action du Sdece, assurant notamment les échanges avec ses homologues... israéliens. Cette femme, qui a caché sa vie à sa propre famille, était aussi une amie d'Edmond de Rothschild et des parents d'Antoine Bernheim, lui-même devenu un intime de la tante de Vincent. Cela expliquant – peut-être – pourquoi ces « bonnes fées » de l'establishment financier se sont intéressées de très près au destin du jeune héritier.

Décryptage :

- proche du père et de la grand-mère de Vincent Bolloré, le banquier Edmond de Rothschild (petit-fils d'un mécène historique du sionisme et membre du directoire du Bilderberg) était aussi le principal actionnaire de la papeterie familiale Bolloré ainsi

que l'employeur du fils de 1976 à 1981.

Alors directeur-adjoint de la Compagnie financière Edmond de Rothschild, le jeune Vincent y côtoyait un certain Roger Cukierman, alors figure emblématique du puissant groupe bancaire et aujourd'hui président extrémiste du Conseil représentatif des institutions juives de France.

Le 5 mai, cette institution financière (qui embaucha également Emmanuel Macron, ministre de l'Économie et opposant catégorique au boycott d'Israël) inaugurait ses nouveaux locaux à Tel Aviv et profitait de l'occasion pour "réitérer", par l'intermédiaire de sa co-dirigeante Ariane de Rothschild (une mécène du site Streetpress), son "engagement familial" en faveur d'Israël.

- ancien associé vedette de la banque franco-américaine Lazard (elle aussi "contributrice de la cause d'Israël") et parrain financier de Bolloré, Antoine Bernheim (décédé en 2012) était le fils de Léonce Bernheim, "militant sioniste proche de Chaïm Weizmann, le principal fondateur et premier président d'Israël" selon Le Monde.

- ami d'enfance de Vincent Bolloré, Olivier Dassault est aujourd'hui un parlementaire issu d'une célèbre famille de fabricants d'armes (d'ailleurs investis désormais dans la radio Beur FM fondée par Nacer Kettane, sympathisant d'Israël). Les Dassault jouèrent un rôle-clé en faveur du régime de Tel Aviv, lors de la Guerre des Six-Jours de 1967. Olivier est également vice-président du groupe Valmonde, propriétaire d'un magazine islamophobe et ultra-sioniste dénommé Valeurs actuelles. Son frère Laurent (à l'image, avec Benyamin Netanyahu) est lui-même particulièrement proche de la droite radicale israélienne.

- Nicole Goldschmidt (1899-1993), grand-mère maternelle de Vincent Bolloré -qui aurait été influente au point de lui "faire douter de son identité" selon Le Point- a été non seulement agent secret pour le compte de la SDECE (ancêtre de l'actuelle DGSE) mais également assistante de Henri-Fille Lambie, patron du nouveau "service Action" d'après-guerre (en charge des assassinats) au sein des services secrets français. Elle a ainsi participé à une opération méconnue du grand public : la formation clandestine du "bataillon 55" auprès de la Haganah (mouvement sioniste et terroriste) qui a combattu contre les Britanniques en 1947 puis la Légion arabe en 1948 lors de la création sanglante d'Israël.

Goldschmidt-Rothschild-Bernheim-Dassault-Hanouna : l'attachement singulier de Vincent Bolloré -patron énigmatique qui a longtemps joué sur son image un brin simpliste de "Breton catholique"- envers ces personnalités engagées dans le communautarisme juif et sioniste est un fait.

Reste à savoir si ce fait relève d'une rare et insignifiante coïncidence ou d'une orientation idéologique et occulte.

Capitalisme, flicage et sionisme : Patrick Drahi, nouvel ogre des médias français - Le 07.10.2015

Autocensure. Dans un portrait édifiant consacré à Patrick Drahi, l'émission Complément d'enquête de France 2 a passé sous silence son engagement «sioniste» autoproclamé.

Cet entrepreneur particulièrement endetté vient pourtant de dépasser Vincent Bolloré (patron de Canal+) en devenant la 6ème fortune de France.

Son nom : Patrick Drahi.

En mars 2014, Panamza avait consacré le billet suivant à ce natif de Casablanca :

UN MILITANT « SIONISTE » AYANT RENONCÉ À ÊTRE FRANÇAIS, BIENTÔT À LA TÊTE DU 2ÈME OPÉRATEUR DES TÉLÉCOMS EN FRANCE.

« David a gagné contre tous les Goliaths »: c'est en ces termes que Numericable s'est félicité, vendredi 14 mars, du feu vert de Vivendi pour lui céder SFR.

Patron-fondateur du groupe Altice-Numericable, Patrick Drahi est un milliardaire israélien et résident fiscal en Suisse qui a renoncé - en 2013- à la nationalité française. Cet élément d'information, dévoilé le 14 mars par le magazine Challenges, n'a pas été rapporté par France 2 et BFM TV.

En 2009, Patrick Drahi, originaire du Maroc, affirmait vouloir investir en Israël en raison de ses convictions « sionistes » {<http://panamza.com/zq>} et déclarait, deux ans plus tard, son intention de s'installer « immédiatement » dans le pays.

Le 5 février 2014, il accordait -fait rare- une interview à la chaîne américaine Bloomberg TV au cours de laquelle, à propos de sa vie privée, il soulignait se déplacer sans chauffeur et rouler en bicyclette à Tel Aviv.

Le 14 mars, l'homme qui détient Numericable avec le groupe Carlyle (bastion du complexe militaro-industriel US) participait à la soirée parisienne de présentation de sa chaîne d'info internationale i24news (destinée à « améliorer l'image d'Israël ») en compagnie, entre autres, de Claude Goasguen, NKM, Hassen Chalghoumi, Frank Melloul, Sylvain Attal, Nagui, Michel Drucker, Karl Zéro, Ariel Wizman, Yves Thréard et Marek Halter. A propos de la raison d'être de sa chaîne, Patrick Drahi affirme qu'il « voulait montrer le vrai visage d'Israël ».

L'élu socialiste Julien Dray, également convié, a défendu aujourd'hui (16 mars), sur l'antenne de RCJ, la réputation de Patrick Drahi à la suite des soupçons formulés par le ministre Arnaud Montebourg au sujet de son patriotisme économique.

Trois mois plus tard, en juin 2014, Panamza revenait sur le cas Drahi dans un article intitulé "L'offre spéciale Ramadan de SFR financera l'homme le plus riche d'Israël". Extrait :

Doté d'un capital personnel de plus de 10 milliards de dollars (8,4 milliards d'euros), Patrick Drahi -un homme "passionné" par sa nouvelle vie à Tel Aviv selon Les Échos- vient d'accéder à la première place des citoyens les plus fortunés d'Israël.

Un an après, nouvelle information -relayée le 27 juillet :

Le groupe Altice, détenu par le milliardaire Patrick Drahi, a annoncé avoir noué un partenariat stratégique avec NextRadioTV, maison-mère de la première chaîne d'information en France : BFM TV. L'accord prévoit, d'ici mars 2019, le rachat total de NextRadioTV par Altice.

Jeudi dernier, l'émission Complément d'enquête a consacré un reportage édifiant, incisif et audacieux à propos du nouveau magnat des médias (Libération, L'Express, RMC, BFM TV).

Un seul bémol, mais de taille : les deux journalistes Zoé de Bussière et Mathieu Rénier -qui se sont pourtant déplacés au siège israélien d'i24news- ont totalement passé sous silence l'engagement sioniste revendiqué de Drahi (un proche de l'ex-président Shimon Peres).

Même omission au sujet du parti pris pro-israélien systématique de sa "chaîne d'information" qui fut fondée par un ancien cadre de France 24 (Frank Melloul) pour contrer Al Jazeera auprès du public arabophone et qui est aujourd'hui chapeautée par Paul Amar, ancien journaliste du service public audiovisuel de l'Hexagone et chantre de la "Télévision de la République".

Le nouveau responsable du culte musulman est salarié par un milliardaire « sioniste » - Le 14.10.2015

À la tête du Conseil français du culte musulman depuis trois mois, Anouar Kbibech est directeur des systèmes d'information chez le groupe SFR, propriété du militant « sioniste » revendiqué Patrick Drahi.

Aujourd'hui, mercredi 14 octobre, le Conseil français du culte musulman adresse ses "voeux de bonheur, de santé et de prospérité" aux fidèles pour marquer le premier jour de l'année 1437 de l'Hégire.

Devenu président du CFCM à la date du 1er juillet : Anouar Kbibech, ingénieur franco-marocain âgé de 54 ans.

Kbibech

Sa spécificité au sein de l'islam hexagonal? Avoir oeuvré, en tant que vice-président du CFCM dans les années précédentes, au dialogue islamo-chrétien.

Son ambition déclarée pour son mandat de 2 ans? Travailler au rapprochement avec les instances de la communauté juive, dans le prolongement de ses actions passées, notamment dans l'association de "l'Amitié judéo-musulmane en France".

Lundi 12 octobre, il affirmait sur l'antenne de TV5 Monde vouloir inciter les "musulmans de France" à "s'ouvrir" davantage à leurs compatriotes juifs.

Le 22 février, au micro de Judaïques FM, l'homme qui avait appelé les musulmans à se joindre -sans rechigner- à la manifestation "Charlie" du 11 janvier tenait déjà le même discours unilatéral auprès de Jean Corcos, président délégué de la commission pour les relations avec les musulmans du Crif et collaborateur de l'association France-Israël (présidée par l'ultra-sioniste Gilles-William Goldnadel).

Aujourd'hui président du CFCM, Anouar Kbibech -décoré de l'Ordre national du mérite- va plus loin que son prédécesseur Dalil Boubakeur en acceptant de participer à la "convention nationale du Crif" dont la prochaine édition -organisée par l'islamophobe Roger Cukierman- se tiendra le 1er novembre (avec -en guest stars- Mohamed Sifaoui, Philippe Val, Alain Bauer,

Malek Boutih, Frédéric Encel, Meyer Habib et Bernard-Henri Lévy).

Si le CFCM bénéficie des cotisations d'environ 2500 mosquées pour assurer son fonctionnement, Kbibech continuera néanmoins d'exercer son activité professionnelle. Laquelle? Celle de "directeur des systèmes d'information" au sein du groupe SFR.

Et qui est devenu, en avril 2014, le propriétaire de l'opérateur de téléphonie mobile? Un certain Patrick Drahi, milliardaire né au Maroc, résident de l'axe Genève-Tel Aviv et citoyen ayant renoncé -en 2013- à la nationalité française.

La particularité de Drahi, généralement passée sous silence dans la presse traditionnelle et déjà rapportée en détail par Panamza?

Son "sionisme" militant et autoproclamé qui transparaît abondamment dans la ligne éditoriale de sa chaîne d'information i24news, fondée pour contrer Al Jazeera.

Kbibech sera-t-il encore plus zélé sur la question que son prédécesseur Boubakeur? Ce dernier n'avait pas hésité à afficher, entre autres marques de déférence envers la mouvance sioniste, son "admiration" pour "l'expansion d'Israël", quelques semaines seulement après la sanglante invasion de Gaza en 2009.

Sans oublier cet incident symbolique survenu l'an dernier : lors d'un rassemblement anti-Daesh, le service d'ordre de la Grande Mosquée (toujours dirigée aujourd'hui par Boubakeur) avait sommairement évacué un citoyen qui faisait connaître son exaspération à propos des massacres commis par l'armée israélienne.

L'installation de Kbebich à la tête du CFCM est d'ailleurs intervenue deux semaines après le lancement, par l'israéliomane Manuel Valls, de la nébuleuse "instance de dialogue avec l'islam de France".

Nul ne peut aujourd'hui affirmer catégoriquement que Kbibech -dont la carrière et le salaire dépendent de Drahi- manifesterait un zèle croissant, sous prétexte de "dialogue judéomusulman", envers la frange sioniste et radicale de la communauté juive.

Mais au regard de sa participation au prochain colloque de l'islamophobe et ultra-sioniste Roger Cukierman, il est d'ores et déjà permis de douter de sa représentativité des musulmans (pratiquants ou non) de France, hostiles -pour la vaste majorité- au colonialisme israélien et à la diabolisation de leur religion.

Le Pen fustige la « soumission » à l'Union européenne? Son bras droit est un serviteur d'Israël -
Le 08.10.2015

Mascarade. Mercredi, Marine Le Pen a taclé François Hollande, présenté comme le «vice-chancelier» d'Angela Merkel, aux côtés de l'eurodéputé Nicolas Bay, numéro 3 du FN et membre de la "délégation pour les relations avec Israël".

Relayée aussitôt par le compte youtube du Front national, la déclaration a été tenue hier, au Parlement européen de Strasbourg.

Marine Le Pen y critique l'abandon de la "souveraineté" par François Hollande, sa "soumission" à "Bruxelles, Berlin et Washington" avant de conclure en dénonçant la "vassalisation" de l'Union européenne envers l'Allemagne.

À ses côtés, un autre eurodéputé du FN : Nicolas Bay, 37 ans, secrétaire général du parti depuis décembre 2014.

France 2 a consacré, la semaine dernière, un bref portrait au "numéro 3" du FN.

13h15 le dimanche. L'itinéraire sinueux du secrétaire général Nicolas Bay

Un détail éloquent y est passé sous silence : son appartenance à un groupe singulier du Parlement européen.

Son nom : "la délégation pour les relations avec Israël". Nicolas Bay figure parmi ses 18 membres (sur 751 eurodéputés).

Leur interlocuteur privilégié en Israël : Yaakov Peri, parlementaire de la Knesset, ex-ministre de Netanyahu et ancien dirigeant du Shin Beth.

Depuis Jérusalem, son président- l'eurodéputé italien Fulvio Martusciello (un proche du "pro-israélien" Silvio Berlusconi)- a annoncé, jeudi dernier, qu'il travaillait actuellement à la formulation d'une résolution pour interdire le boycott des produits israéliens. Son inspiration revendiquée? La loi française.

En juillet, Martusciello réitérait son engagement pour donner "une meilleure image d'Israël" dont la mauvaise réputation sur la

scène internationale serait uniquement basée, selon lui, sur un "manque d'éducation" de ses détracteurs.

Plus grave, le président du groupe de Bay avait chaleureusement accueilli -au nom de ses collègues- Yoav Mordechai, criminel de guerre israélien.

Rappel : de 2004 à 2009, une certaine Marine Le Pen était également membre de la délégation pro-israélienne du Parlement européen.

Nulle surprise, dès lors, à ce que la charge enflammée et récurrente de Nicolas Bay contre ces "binationaux impliqués dans les réseaux djihadistes, en France ou à l'étranger" passe délicatement sous silence d'autre citoyens munis d'une double nationalité : ceux partis en Israël pour servir une armée d'occupation coupable de crimes de guerre.

Au PS, les jeunes loups sont surnommés « les juifs israéliens » - Le 12.10.2015

Entrisme communautaire. Le 4 octobre, Le Monde rapportait le propos d'un responsable du Parti socialiste au sujet des chouchous du président Hollande, surnommés -comme le faisait déjà François Mitterrand- les "sabras", terme hébreu désignant les juifs nés en Israël.

C'est un terme souvent utilisé par les journalistes politiques pour relater la vie interne du Parti socialiste mais il n'est jamais explicité.

Comme s'il allait de soi.

Le dimanche 4 octobre, Le Monde publiait ainsi un article relatif à la "génération Hollande" au sein du PS et, plus précisément, du gouvernement Valls.

Sabras

"Sabra" emblématique de la "Hollandie" : Emmanuel Macron, protégé de Jacques Attali, ancien de la banque Rotshchild et opposant au boycott économique d'Israël.

Embauché à l'Élysée via Attali, le pro-israélien François Hollande était lui-même considéré comme un "sabra" de la "Mitterrandie".

Quant à Manuel Valls, il était davantage, dans les années 80, un "sabra du rocardisme" selon l'expression employée par son ami Stéphane Fouks, ancien membre du "comité sioniste" du Mouvement des jeunes socialistes, aujourd'hui co-directeur du Crif.

Dans un ouvrage consacré à François Mitterrand, Jack Lang aborde brièvement l'origine du mot "sabra", utilisé au PS depuis la fin des années 70. Lang

Selon le dictionnaire Larousse, "sabra" désigne désormais tout "juif né en Israël".

Jack Lang, président pro-israélien de l'Institut du monde arabe, n'explique pas la genèse de l'usage -au sein du PS- d'un tel terme connoté.

Mitterrandie et Hollandie, territoires israéliens?

Il faut se référer à un autre pilier de la "Mitterrandie" pour tenter de résoudre ce mystère.

Aujourd'hui, lundi 12 octobre, André Rousselet, ancien député, fondateur de Canal + et exécuteur testamentaire de François Mitterrand, dévoile son autobiographie. Extrait :

Rousselet

Jacques Attali, l'homme qui prône la co-réalisation "juive" d'une "bourgeoisie musulmane", était le cofondateur -avec Georges Dayan- d'une association dénommée "Socialisme et judaïsme" (à laquelle appartient aujourd'hui Benjamin Djiane, conseiller discours de Valls). Le but de cette structure : "double mission: amener la majorité des voix juives dans l'escarcelle du PS et initier les cadres de ce dernier aux charmes de l'État d'Israël".

Considéré comme le meilleur ami de Mitterrand, Dayan -un natif d'Oran décédé en 1979- avait été présenté par l'Agence télégraphique juive comme un "ami de longue date d'Israël et des causes juives".

Tendrement surnommé "général" par Jack Lang (en référence au général et criminel de guerre israélien Moshe Dayan), Georges Dayan exprimait une vive hostilité à l'encontre de l'Organisation de libération de la Palestine, composée, selon lui, de "voyous et de malfrats, Arafat le premier". L'homme qui gérait (selon le Figaro Magazine) les "dossiers politiques ultra-sensibles" de Mitterrand avait également été son émissaire spécial auprès de Shimon Peres, responsable du programme nucléaire illégal de l'État hébreu.

Au lendemain de son élection (le 10 mai 1981), Mitterrand -le premier président français à se rendre en Israël (et dont le fils Jean-Christophe avait vécu dans un kibboutz)- avait dédié son premier geste public à Dayan, son recruteur de "sabras", en se recueillant sur sa tombe.

Désinformation. Propagande de l'Empire contre la Hongrie

- Hongrie: Des médias au service de la haine ? - les-crisis.fr 11.10

“Des médias au service de la haine” – quel aveuglement quand on publie ceci dans l'Obs quand même...

Quelle époque formidable : une image saisit une abrutie en Hongrie – et ça sert à semer la haine envers les Hongrois.

On observera aussi comment les médias jouent leur rôle de chiens de garde réguliers pour critiquer sans cesse tout pays qui s'écarte de la sainte religion apostolique et bruxelloise : Russie, Venezuela, Chine, Brésil, Cuba, Argentine, Iran, Syrie, Hongrie – alors qu'ils sont beaucoup plus discrets sur longue période envers Israël, le Qatar ou l'Arabie Saoudite...

Source : L'Obs, 10/10/2015

Les images de la cameraman donnant des coups de pied à des migrants ont fait le tour du monde, faisant passer les journalistes hongrois pour les complices du régime populiste de Viktor Orbán. A Budapest, la situation n'est pourtant pas si simple. les-crisis.fr

Je vous passe le reste de l'article.

Commentaires d'internautes.

1- "Bonjour. Je vis à Budapest. L'Obs fait partie de ces “grands médias” mis “au pas cadencé” par leurs propriétaires. L'essentiel de ce qu'on raconte en France sur la Hongrie est de la désinformation, ce que j'ai eu l'occasion de dire dans un commentaire à un papier du correspondant du Monde à Budapest.

Le “populiste” Orban, qui a bien des défauts, n'en a pas plus que Sarko, ou Hollande, et il se trouve que sa politique traduit ce que veulent ou acceptent une majorité de Hongrois, du moins autour de moi. Il n'est pas pire que tous nos dirigeants européens, mais lui au moins, défend les intérêts nationaux de son pays, fût-ce sous des formes et avec des mots qui font sursauter nos droitdelhomnistes professionnels qui condamnent l'extrême droite et passent leur temps à lui faire la courte échelle. Il a même pris des décisions économiques (sur les retraites, le prix du gaz, les crédits d'accession à la propriété, la politique familiale) qui feraient rêver en France, ce qui explique en partie sa longévité politique et sans doute une partie de la haine qu'on lui voue à Bruxelles. En tout cas, si je vis dans un système totalitaire, je ne m'en rends pas compte, sans doute pour trop lire la presse locale...”

2- "La question des réfugiés est mal abordée.

En effet c'est aux responsables de payer leurs fautes. A quoi sert le TPI?

Il devrait condamner les états responsables du soutien aux djihadistes à une lourde amende pour indemniser les pauvres gens qui fuient la guerre qu'ils n'ont pas voulue.

L' Arabie Saoudite, le Qatar et les USA condamnés à nourrir et loger les réfugiés, ou à financer l'accueil.

Il devraient rembourser l'appauvrissement des peuples qui n'ont déjà pas tous les moyens pour eux-mêmes et auxquels on veut faire payer un accueil qui les appauvrit encore plus.

Mais rien n'est prévu dans ce domaine.

C'est toujours aux peuples européens de moins en moins riches de payer les dégâts des autres, alors que les riches saoudiens et

les autres responsables richissimes ne font rien.

Provoquer la mendicité pour réduire les peuples à se soumettre en échange de la générosité des maîtres qui leur accorderons le minimum pour les aider à survivre contre un travail esclavagiste.

C'est un peu caricaturé, mais je m'interroge sur certaines choses qui pourraient laisser penser qu'elles sont orchestrées, surtout quand de surcroît, la bienpensance veut culpabiliser les peuples qui oseraient protester."

3- "Vous avez bien raison de faire porter la responsabilité de ses afflux de réfugiés sur Les USA et ses alliés du Golfe. mais c'est un peu court, la France de Sarkozy et Hollande y ont leur grande part, comme le Royaume Uni, comme l'Otan, l'UE et tous ces membres et dirigeants bellicistes hystériques. et puis la Turquie qui vide ses camps de réfugiés et Merkel qui dit "je prend le tout", encourageant un peu plus cet exode. dans cette vaste zone qui englobe aussi l'Afrique, les Maîtres du Bloc Amerik-Occident déstructurent les société, imposent leurs règles coloniales et en cas de désobéissance bombardent et liquident même leurs anciens complices comme Saddam Hussein et/ou clients Khadafi et Bachar."

4- "Problème :

1. certains pays de l'U.E + (selon les cas) US/Qatar/Arabie déclenchent (ou suscitent) des guerres civiles
2. les populations de ces zones de guerre fuient les combats
3. nombre d'entre eux prennent la direction de l'Europe
4. que faire :
 - a. les faire s'écraser contre un mur ?
 - b. les accueillir et les intégrer à nos sociétés et nos économies en faillite, pour le plus grand bonheur des entrepreneurs les moins scrupuleux ?
 - c. les accueillir et faire financer leur accueil par les responsables de ces guerres, incitant ainsi ces derniers à réparer les dégâts de façon a ce que ces gens puissent ensuite retourner chez eux ?"

5- "alors qu'ils seront beaucoup plus discrets sur longue période envers Israël, le Qatar ou l'Arabie Saoudite..." vous pouvez rajouter la Turquie à cette liste.

Nous l'avons vu en début de semaine lors de l'incursion d'un avion de chasse russe dans le ciel turc. Tous nos médias se sont acharnés à dénoncer haut et fort cet acte "odieux" mais ils ont été beaucoup plus discrets lors des bombardements des zones kurdes par les avions de l'armée turque peut-être au motif de la solidarité entre les membres de l'Otan.

Et depuis hier et cet odieux attentat à Ankara, nos médias auront du mal à disculper "notre allié" Erdogan. On a attribué à Goebbels la citation "plus le mensonge est gros et plus il passe" mais à force de cumuler de gros mensonges ça ne passe plus. Les réactions hier tant en Turquie (pays pourtant où les médias sont rudement cadénassés) que dans le reste de l'Europe, les réactions sont unanimes contre Erdogan."

6- "(admirons au passage la formule tout en "retenue" du Monde ("Le gouvernement islamo-conservateur a souvent été la cible de la colère des manifestants, en grande partie kurdes") en total décalage avec les slogans déployés.

Le prix a payer est très élevé et j'ai bien peur que l'on ai pas fini de payer l'addition, mais il va être de plus en plus difficile pour nos gouvernements démocratiques et nos médias serviles de nous rouler dans la farine. Les grosses ficelles deviennent des cordes mais les cordes peuvent également lâcher !"

ACTUALITE EN TITRES

[Faites chauffer la planche à billets pour le compte de la spéculation...](#)

- La Bourse de Paris confirme son rebond grâce aux banques centrales - AFP

[L'esprit Charlie plane sur la Turquie... et sur la France.](#)

- La justice turque muselle la presse sur l'attentat d'Ankara - euronews.com

- France. Armées : le recrutement dopé par l'effet «Charlie» - LeFigaro.fr

Stratégie du chaos et de la guerre

- Les Etats-Unis déploient 300 soldats au Cameroun pour lutter contre Boko Haram - euronews.com
- Les Etats-Unis prolongent leur mission en Afghanistan - euronews.com
- Arabie: cinq morts et neuf blessés dans une fusillade sur un lieu de culte chiite - AFP

France. Etat policier.

- Ile-de-France: quinze gardes à vue après une vaste opération de police dans les transports - AFP

Cambadélis a été à bonne école. Il fallait y penser.

- Fraude au référendum du PS - LeMonde.fr Référendum du PS : la fraude à portée de clic. Et pour cause : le nombre de votes par personne semble être illimité, en prenant simplement soin de modifier à chaque vote son adresse e-mail. LeMonde.fr 16.10

Comment "deux Français sur trois"... deviennent de droite.

- Pour deux Français sur trois, la droite ne peut pas avoir Sarkozy comme candidat en 2017 - AFP

Il faut donc en déduire que "deux Français sur trois" seraient de droite, sinon ils ne seraient pas concernés, CQFD.

En réalité c'est beaucoup plus que cela, mais par méprise ou ignorance...

On l'avait annoncé il y a des mois.

- Oscar Pistorius retrouvera (provisoirement ?) la liberté le 20 octobre - euronews.com

L'ancien athlète sud-africain Oscar Pistorius pourrait sortir de prison dès mardi prochain. C'est du moins ce qu'a décidé ce jeudi la commission des libérations anticipées.

Les faits remontent à février 2013. Durant la nuit de la Saint-Valentin, l'ancien athlète avait tué par balle sa compagne, la top model Reeva Steenkamp qui était enfermée dans les toilettes de leur domicile à Pretoria. Lors du procès, il avait plaidé la méprise, affirmant qu'il pensait qu'un voleur s'était introduit dans la villa et s'était caché dans les toilettes. euronews.com 16.10

Quand ils ont sorti l'affaire et que les médias en chœur se sont engouffrés dedans en prenant sa défense, au regard des faits et de leur attitude, je me suis tout de suite dit qu'il était coupable mais que l'impunité l'emporterait.

J'ignore à quel niveau se situe les rapports entre Oscar Pistorius et la classe dominante australienne, mais ils existent assurément.

INFOS EN BREF

POLITIQUE

Asie centrale et Russie

- L'Asie centrale fait bloc derrière Poutine face aux menaces islamistes - euronews.com

Vladimir Poutine et les chefs d'État de l'Ouzbékistan, du Kazakhstan, du Tadjikistan, du Kirghizstan et du Turkménistan se sont mis d'accord pour renforcer leur coopération contre le terrorisme lors de leur sommet régional à Burabay.

Inquiètes de voir des milliers de leurs ressortissants rejoindre les rangs de l'organisation jihadiste État islamique, les ex-républiques soviétiques d'Asie centrale, à majorité musulmane, soutiennent également sans état d'âme les frappes aériennes russes en Syrie.

Mais au-delà de la Syrie, c'est l'instabilité de l'Afghanistan voisin, où les talibans repartent à l'offensive, qui préoccupe les dirigeants d'Asie centrale.

L'armée russe a déployé il y a dix jours des hélicoptères de combats au Tadjikistan, pour renforcer sa base militaire située à la frontière de l'Afghanistan. Néanmoins, l'Ouzbékistan et le Turkménistan, observent avec inquiétude le nouveau virage interventionniste de la Russie.

Ce virage intervient alors que Barack Obama a annoncé hier que des troupes américaines resteraient en Afghanistan après 2016 contrairement à ses promesses électorales. Comme Moscou, Washington s'inquiète de plus en plus de la recrudescence des affrontements entre les forces afghanes et les talibans. euronews.com 16.10

L'inquiétude serait plutôt dans le camps de l'OTAN que relaie maladroitement Euronews...

Un complément sur la Russie

- Drone russe abattu par Ankara? - sahartv.ir

Réagissant à l'annonce par la Turquie d'avoir abattu et écrasé un drone de nationalité non identifiée dans l'espace aérien turc près de la frontière avec la Syrie, Moscou a indiqué que tous les avions russes en Syrie ont regagné leur base.

Selon l'IRNA, le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, a assuré que tous les avions de chasse ont regagné leur base et que tous les drones russes fonctionnent normalement.

"Tous les avions russes en Syrie ont regagné la base aérienne de Hmeimim après avoir rempli leurs tâches militaires. Les drones russes, qui surveillent la situation en Syrie et font du renseignement, fonctionnent normalement comme prévu", a affirmé le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov, cité par l'agence officielle TASS.

La Turquie s'oppose à la coopération russo-syrienne dans la lutte contre les terroristes surtout les daechistes. Plus de 500 cibles parmi les repaires des terroristes ont été visées durant les 18 jours d'opérations conjointes Damas/Moscou. sahartv.ir 16.10

Commentaires d'internautes sur la guerre contre la Syrie.

1- Russes, Syriens et iraniens attaquent Al-Nosra et l'EI, ... les Etats-Unis expriment leurs inquiétudes ... tout est dit.

2- Syrie Les USA la Turquie et le Qatar veulent le gisement de gaz en mer syrienne <http://www.valeursactuelles.com/monde/quand-daech-a-attaque-les-avions-americains-ont-survole-la-zone-pendant-longtemps-sans>

Les raisons de l'attitude de l'Europe et des Etats-Unis ? Les gouvernements sont en réalité en train de « travailler pour la sécurité d'Israël et pour diviser la Syrie et l'Irak, afin de mettre la main sur les richesses de ces pays. Il ne s'agit pas seulement de pétrole, parce que, au large de nos côtes, un très grand gisement de gaz a récemment été découvert. Il existe également un enjeu concernant les pipelines que l'Arabie saoudite et le Qatar voudraient construire vers l'Occident

Révélations. Mgr Hindo, archevêque syro-catholique d'Hassaké, au Nord-Est de la Syrie a répondu aux questions de l'agence de presse américaine CNS. Son point de vue est catégorique : la stratégie américaine en Syrie est « ambiguë L'intervention russe est « positive » car « elle cible réellement Daech »

L'intervention de la Russie en Syrie est « positive » car « elle cible réellement Daech ». Effectivement, il assure que les récentes frappes russes ont « démontré leur efficacité contre le groupe Daech » et auraient permis de faire battre en retraite l'organisation terroriste, vers le désert irakien

En revanche la stratégie américaine « inefficace et ambiguë ». Selon lui, l'intervention américaine serait faite « pour la galerie ». En outre, Washington ne bombarderait pas les groupes djihadistes

Palestine occupée

- Nouvelle escalade de violences dans les territoires palestiniens - euronews.com

Ce vendredi, jour de prière, les violences se sont multipliées dans les territoires palestiniens. Dans la bande de Gaza, au moins deux Palestiniens ont été tués lors de heurts près de la frontière avec l'Etat hébreu.

En Cisjordanie, des affrontements avec les forces israéliennes ont émaillé la journée, comme ici à Bethléem.

À l'aube déjà, un incident s'est produit au tombeau de Joseph, un lieu vénéré par les juifs situé à Naplouse. Des Palestiniens ont lancé des cocktails Molotov sur ce site enclavé au cœur d'un camp de réfugiés. Le président Mahmoud Abbas a dénoncé un acte qualifié d'irresponsable et a promis une enquête.

Mais chez les militants, la colère ne cesse de monter. Ici à Jénine, des membres des Brigades des Martyrs d'Al-Aqsa, branche armée du Fatah, mettent en scène leur promesse de vengeance.

Dernier incident notable, non loin de Hébron, un Palestinien, déguisé en photographe de presse, a été abattu après avoir poignardé un soldat israélien qui a été sérieusement blessé. Portant le gilet jaune des journalistes, l'agresseur a pu s'approcher d'un groupe de soldats postés près de la colonie de Kiryat Arba. euronews.com 16.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Bâtiment : l'URSSAF en guerre contre les primes repas - Francetv info

Les primes repas dans le secteur du bâtiment (800 000 ouvriers en France) sont dans le collimateur de l'URSSAF. L'organisme épluche les notes de frais et sanctionne sévèrement.

Les abus ne passent plus aux yeux de l'URSSAF. Frédéric Mercier, patron d'une entreprise du bâtiment, doit payer une note salée : 12 000 euros d'arriérés de charges. Avant, il appliquait la règle d'usage qui voulait que pour un chantier à moins de 10 kilomètres, il s'acquitte du restaurant mais pas des charges. Désormais, l'URSSAF veut que tout repas soit taxé.

Les ouvriers vont devoir reprendre leurs habitudes anciennes du sandwich ou de la gamelle. "En plein hiver, c'est pas facile de manger froid", déclare Loïc Deschamps, l'un d'eux. Francetv info 16.10

Mon père dans les années 50 a failli en crever un jour après avoir mangé sa gamelle froide sur un chantier, apparemment il n'y avait rien pour la faire chauffer.

2- Air France: onze salariés convoqués par la police - AFP

Onze salariés de la branche cargo d'Air France sont convoqués par la police mardi et mercredi pour être entendus dans le cadre de l'enquête sur les incidents survenus en marge de la manifestation du 5 octobre, a-t-on appris vendredi de sources syndicales.

Certains sont suspectés d'avoir "secoué la grille" séparant les manifestants de la salle du comité central d'entreprise (CCE), dans laquelle des dirigeants d'Air France ont été pris à partie avant de s'enfuir, a précisé une de ces sources.

Selon elle, les auditions auront lieu à la police aux frontières (PAF) de Roissy, chargée de l'enquête.

En outre, deux pilotes, soupçonnés par la compagnie d'avoir ouvert "un accès avec leur badge" lors de l'envahissement du CCE, ont été "mis à pied jusqu'à début novembre", a indiqué à l'AFP Véronique Damon du SNPL, le syndicat de pilotes majoritaire à Air France. Ils ne sont pas adhérents au syndicat, a-t-elle précisé.

"Ca nous paraît être une réaction un peu excessive s'ils ont simplement ouvert les portes pour éviter qu'elles ne soient défoncées", a-t-elle poursuivi.

Ces sanctions s'ajoutent aux mises à pied sans solde, déjà prononcées à titre conservatoire à l'encontre des cinq salariés qui doivent être jugés le 2 décembre pour violences aggravées. La plupart travaillent au Cargo d'Air France.

Dans cette branche dédiée au fret, des salariés ont cessé brièvement le travail vendredi.

"Au cours d'une réunion, le responsable de l'activité cargo a dit que les cinq salariés seraient licenciés", a affirmé à l'AFP Laurent Dahyot (CGT). "C'est illégal et dangereux", car la procédure disciplinaire n'est pas terminée, a de son côté accusé Mehdi Kemoune, du même syndicat.

"La procédure est en cours et un conseil de discipline paritaire se réunira pour décider des sanctions qui seront appliquées", a répondu à l'AFP une source proche de la direction.

Selon elle, le responsable du service cargo "a rappelé les différents degrés de sanctions qui vont de l'avertissement au licenciement". Les faits sanctionnés sont "les violences, les dégradations et l'atteinte à la propriété privée".

La procédure durera environ deux mois, entre l'avis des délégués syndicaux et la décision de la direction qui statue après le conseil de discipline.

Pour la CGT, un autre évènement a "mis le feu aux poudres" vendredi, incitant au débrayage. D'après M. Dahyot, un salarié du Cargo a reçu "par erreur" un courrier pour un entretien préalable à une sanction pouvant aller jusqu'au licenciement.

Sa femme qui l'a ouvert en son absence, "est tombée en larmes devant ses enfants". Le salarié a ensuite "reçu un coup de fil de son chef de service cinq à six heures après pour lui dire que c'était une erreur", a rapporté le syndicaliste. La direction a ensuite envoyé une lettre reconnaissant son erreur, "sans s'excuser", a-t-il rapporté. AFP 16.10

3- Retraites complémentaires : un accord trouvé - Francetv info

Ce vendredi 16 octobre, un accord a été trouvé entre partenaires sociaux et patronat. Peut-on pour autant dire que le régime de retraites complémentaires est sauvé ? La journaliste Magali Boissin fait le point en direct du siège du Medef. "Ces régimes de retraites complémentaires sont sauvés, oui, mais à court terme seulement. Pourquoi ? Parce que cet accord devrait permettre six milliards d'euros d'économies d'ici 2020, mais cela ne résout pas tous les problèmes financiers de l'Agirc et l'Arrco qui devraient rester largement déficitaires en 2020 d'au moins deux milliards d'euros. Du coup rien n'est garanti ce soir à long terme", explique la journaliste de France 2.

- CGT et FO rejettent les propositions du Medef sur les retraites - Reuters

La CGT et Force ouvrière ont rejeté vendredi de nouvelles propositions patronales visant à redresser les finances des retraites complémentaires des salariés en incitant ces derniers à travailler plus longtemps par un système de bonus-malus.

Malgré une nouvelle révision à la baisse des décotes envisagées par le Medef et un geste supplémentaire en matière de cotisations patronales, les négociateurs de ces deux syndicats ont estimé que ces propositions restaient inacceptables.

"Le projet d'accord qui est sur la table acte de fait le report de l'âge de départ en retraite et la baisse du niveau des pensions", a expliqué le négociateur de la CGT. "C'est très mauvais pour le monde du travail et les retraités."

"C'est la direction confédérale de la CGT qui prendra la décision officielle mais la délégation a une position tout à fait négative sur ce projet d'accord", a ajouté Eric Aubin. "On nous a dit que le texte n'était pas modifiable. La négociation est terminée, donc on s'en va."

La délégation de FO a également jugé la négociation terminée et quitté le siège du Medef. Son chef de file, Philippe Pihet, a mis dans la balance sa démission de la vice-présidence de l'Arrco, l'une des deux caisses de retraites complémentaires des salariés du secteur privé, avec celle des cadres, l'Agirc.

Les délégations de la CFDT, de la CFE-CGC et de la CFTC sont pour leur part restées au siège du Medef pour examiner plus avant le nouveau projet patronal, plus proche de leurs propres propositions. (Un doux euphémisme pour ces jaunes. - LVOG)

Ces trois syndicats font figure de signataires potentiels d'un éventuel accord, qui devra cependant encore être rédigé en bonne et due forme dans les semaines à venir. Reuters 16.10

Qu'est-ce qu'on dit ? Merci à tous ceux qui ont soutenu la politique contractuelle (ancêtre du dialogue social) mise en place dans les années 50-60, dont les lambertistes(OCI-POI), les pablistes (LCR-NPA) et la secte LO. C'est dans ce cadre que seront signés tous ces accords pourris depuis des décennies, ce n'est pas tombé un jour du ciel. Ah ben oui, que voulez-vous, le contexte a connu quelques modifications depuis (sic !) et personne ne pouvait le prévoir, ben voyons ! On ne leur demandera pas de l'assumer puisqu'ils savaient pertinemment ce qu'ils faisaient.

Tous ces accords scélérats sont le produit du refus des trotskystes de rompre avec les appareils corrompus des syndicats et de les combattre.

Leurs dirigeants s'en sont accommodés moyennant des avantages en nature qu'ils ont négociés dans notre dos et ils n'ont eu aucun mal à justifier leur collaboration de classes tant qu'il y avait du "grain à moudre" (Bergeron), dès lors que chacun y trouvait

son compte, y compris ou surtout leurs propres militants. D'un côté ils les corrompaient ou ils les amenaient à s'aligner sur le réformisme, de l'autre cela leur permettait de s'appuyer sur l'immense majorité de leurs militants qui n'y voyaient que du feu ou ne trouvaient rien à y redire et les soutenaient, pour virer tranquillement ceux qui avaient compris ou commencé à comprendre qu'en réalité ils avaient tourné le dos au socialisme.

Plus tard, lorsque les capitalistes allaient lancer leur offensive généralisée contre la classe ouvrière, pour s'attaquer à tous ses droits ou acquis les dirigeants syndicaux devaient recourir au même mécanisme de collaboration de classes qui avait fait des merveilles au cours des décennies précédentes pour préserver la paix sociale ou la stabilité du régime, mais cette fois sans contrepartie, ce qui un jour ou l'autre allait provoquer une crises dans les courants trotskystes à la traîne des appareils des syndicats vendus.

Leurs militants sont aujourd'hui désemparés pour avoir ainsi été trompés volontairement et ils n'ont plus que leurs yeux pour pleurer, on ne s'en réjouit pas, on pleure avec eux... depuis bien plus longtemps qu'eux.

C'est terrible de se croire à l'abri de toute mystification ou manipulation et de s'apercevoir un jour qu'on en est victime depuis de nombreuses années. On est tous un jour passé par là au cours de notre vie, se leurrer soi-même en confondant ce qui est et ce qu'on voudrait qui soit. Le pire serait encore de ne pas en tirer tous les enseignements et de croire que par miracle ces dirigeants pourraient changer d'attitude, ce qui est impossible puisque c'est devenu leur raison d'être, leur gagne pain, vous ne voudriez tout de même pas qu'ils s'en privent, sinon qu'est-ce qu'ils deviendraient, vous y avez pensé ? Si vous n'en êtes pas convaincu, relisez ce qu'Engels et Lénine ont écrit à ce sujet, eux ils ne badinaient pas avec les principes.

Ces dirigeants poursuivaient un autre objectif que celui qu'ils affichaient et qu'ils avaient abandonné ou auquel ils n'avaient jamais cru. C'est quelque chose qu'on a du mal à imaginer même quand on en a la preuve sous le nez parce que cela nous arrange, c'est ainsi qu'on fait son propre malheur ou qu'on devient le complice d'escrocs. Maintenant personne ne pourra dire qu'il ne savait pas.

Exigez que vos dirigeants rompent immédiatement avec les appareils des syndicats, et en fonction de leur réponse chacun sera libre d'en tirer les conclusions correspondant à ses convictions ou à la définition de son engagement politique. Ajoutons et d'en assumer toutes les conséquences, car à ce niveau-là chacun est responsable.

[Haut de page ↗](#)

Le 18 octobre 2015

CAUSERIE

Rien à ajouter.

ACTUALITE EN TITRES

[Bienvenue dans leur monde mafieux.](#)

- Apple doit payer 234 millions de dollars pour violation de brevet - La Tribune

- JPMorgan paiera le plus dans un accord amiable de 12 banques - Reuters

Intox. Une broutille sachant qu'ils spéculent sur des milliers de milliards de dollars qui leur en rapportent des dizaines ou des centaines !

- Mondial de football-2006: l'Allemagne a-t-elle acheté son "conte d'été?" - La Tribune

[Du lambertisme au schivardisme le temps est désormais compté.](#)

- La fin des cabines téléphoniques annoncée - Francetv info

D'ici deux ans, elles auront toutes disparu du paysage, mais certaines communes refusent de s'en séparer. Francetv info 17.10

[Autant dormir pour ne plus y penser.](#)

- Matthieu Ricard médite pour "s'affranchir des causes de la souffrance" - Francetv info

On retiendra que c'est l'homme qui en est responsable et qu'il faut changer et non la société soumise au capitalisme.

Voilà un excellent sujet de méditation.

[Voilà qui devrait rassurer les féministes lobotomisées.](#)

- Non, la taille ne compte pas. Celle du cerveau, du moins... - Slate.fr

Voilà cent cinquante ans que l'on fait l'association entre l'intelligence et la taille du cerveau. Il était donc temps que les scientifiques se penchent un peu plus sérieusement sur la question.

«Bien qu'une faible corrélation puisse exister entre les deux, dans les faits, le volume du cerveau n'a en réalité que peu d'incidence sur l'intelligence», confie à Neuroscience & Biobehavioral Reviews Jakob Pietschnig de l'université de Vienne.

Ainsi, si les hommes ont tendance à avoir un cerveau plus volumineux que les femmes, ils n'obtiennent pas de meilleurs résultats aux tests de QI, rappelle le site Newser qui s'est intéressé au sujet. Slate.fr 17.10

Quel aveu tout de même, même s'il est nuancé !

Tout cela est dit avec tellement de légèreté qu'on se demandera ce qu'il y a de "scientifique" là-dedans...

[Intox. Propagande toujours plus misérable.](#)

- La journée mondiale du refus de la misère - Francetv info

[Une bonne nouvelle pour finir.](#)

- Coupe du monde de rugby : les Bleus condamnés à l'exploit - Francetv info

Quelques heures plus tard.

- Coupe du monde de rugby : les All Blacks écrasent la France (62 - 13) qui termine son mondial sur un échec retentissant - Francetv info

ACTUALITÉ DU JOUR

[Les masques tombent. Pragmatisme et populisme au service du néolibéralisme.](#)

- L'Union des démocrates et des écologistes naît avec la bénédiction du PS - AFP

L'Union des démocrates et écologistes (UDE) a tenu samedi sous les auspices du PS son congrès fondateur à Paris, en proclamant son soutien à la politique du gouvernement et sa volonté d'y exercer des responsabilités.

Le mouvement, présidé par le sénateur Jean-Vincent Placé, résulte de l'union du Front démocrate de Jean-Luc Bennahmias avec Ecologistes!, fondé par le député François de Rugy.

Les trois hommes avaient posé les bases de cette union début septembre, quelques jours après la démission avec fracas de MM. Placé et de Rugy d'Europe Ecologie-Les Verts, dont ils avaient dénoncé la "dérive gauchiste".

"Oui, nous soutenons le gouvernement, oui, nous soutenons (le président) François Hollande. Nous sommes des gens responsables, pragmatiques", a déclaré dans son discours introductif Jean-Luc Bennahmias.

"Des journalistes me disent parfois: "vous faites ça parce que vous voulez gouverner" (...) Nous assumons pleinement: si nous créons un rassemblement, c'est parce que nous considérons que l'écologie a vocation à entrer au gouvernement", a expliqué M.

de Ruy devant une assistance d'environ 300 personnes, rassemblées à l'appel des deux formations dans une salle de la Cité des sciences et de l'industrie (Paris XIXe).

Au premier rang se trouvait le premier secrétaire du PS, Jean-Christophe Cambadélis. Des membres du PRG, du Mouvement des progressistes de Robert Hue, du MRC et du Mouvement écologiste indépendant étaient également présents.

M. Cambadélis a salué à la tribune la démarche impulsée par l'UDE. "Vous êtes l'avant-garde du chemin de l'union", leur a-t-il dit. "Bravo pour avoir décidé dès le départ de vous situer du côté de la gauche du réel, la gauche de la transformation écologique et sociale de notre société", les a-t-il félicités. AFP 17.10

Pourquoi tous ces gens peuvent-ils se livrer à une telle imposture, sinon qu'elle correspondait à la véritable nature de leur engagement politique ou de leurs réelles intentions que l'on s'est évertué à déformer ou présenter sous un angle avantageux pour les rendre fréquentables et s'encanailler ensuite avec cette pourriture, car leurs pincipes, leurs valeurs, leurs scrupules ou leur morale n'avaient rien à envier à celle de nos ennemis. Dès lors, ceux qui ont monté cette escroquerie politique, valaient-ils mieux ? La crise du CCI-POI et du NPA répond à cette question.

PS. Des militants introuvables.

- Le PS veut porter plainte après des "incidents" à son référendum - Reuters

« Il faut se réjouir que notre démocratie s'affirme » à travers cette initiative, a répondu le Premier ministre aux questions d'une journaliste sur la fiabilité de la consultation, lancée vendredi sur internet et dans quelque 2.500 des bureaux de vote physiques en France.

Organisé jusqu'à dimanche soir, le vote suscite railleries et critiques en raison de doutes sur sa fiabilité et sur l'ampleur de la participation. « Il y a toujours sur le net des plaisantins ou ceux qui sont mal intentionnés qui cherchent à détourner le vote », a concédé Manuel Valls, avant d'indiquer avoir « toute confiance dans les capacités de Jean-Christophe Cambadélis (Premier secrétaire) à bien organiser ce vote ». 20minutes.fr 17.10

- Six indices qui montrent que le référendum du PS vire au fiasco - Francetv info

Vendredi matin, des journalistes de francetv info ont réussi à voter à plusieurs reprises, sur internet comme auprès de militants qui tiennent des points de vote dans Paris. sur les points de vote, pas besoin de carte d'identité.

Sur les points de vote, la procédure est minimaliste : un nom, une date de naissance et une adresse postale ou électronique, et le vote est enregistré. Nous décidons de faire le test, en falsifiant notre adresse postale. Notre carte d'identité ne nous est pas demandée. Impossible, dès lors, pour le Parti socialiste, de s'assurer que nous ne revoterons pas une deuxième fois, puis une troisième fois, puis une quatrième fois...

Sur Internet, il suffit de créer des adresses électroniques à la chaîne pour voter encore et encore. Sans compter que la plateforme prend en compte les adresses temporaires et jetables de type Yopmail. francetvinfo.fr 17.10

Le débat qui tue... Un aveu.

Le PS a raison de fuir "les débats à gauche", qui effectivement "faisaient plus monter le score du FN", dès lors que le discours de cette pseudo-gauche s'apparentait au populisme pour finalement témoigner sa soumission au régime au même titre que le PS, ce qui ne pouvait que ressortir lors de ces "débats" et se traduire par son rejet par les travailleurs après en avoir déduit que ce discours n'était pas différent de celui que le PS leur tenait hier et n'était destiné qu'à les embobiner pour le compte du PS.

Ce qui fait le "plus monter le score du FN", c'est l'inconsistance de la pseudo-gauche, son imposture, sa soumission au capitalisme qui ressort de son discours, sans parler de son infâme expérience passée.

Cette subordination au régime et au PS de cette vermine est inscrite dans la question de ce "référendum de la gauche" qui prête au gouvernement des "engagements" qu'il n'avait jamais pris réellement sauf à extraire quelques déclarations de leur contexte et les traiter sous la forme d'abstractions auxquelles on peut faire dire tout et son contraire pour berner les incrédules, tout en prétendant qu'il pourrait mener "une politique de gauche", ce qui revient à semer des illusions dans le PS et le gouvernement pour lesquels la pseudo-gauche roule.

La pseudo-gauche encourage en somme les travailleurs à se fier aux "engagements" (contradictoires) qu'avaient pris Hollande et le PS, qui finalement n'engageaient que ceux qui étaient assez idiots pour les croire au lieu de s'en tenir aux faits. Socialiste en parole, social-impérialiste en acte, ce qui valait pour la social-démocratie autrefois, vaut de nos jours également pour la

pseudo-gauche et extrême gauche qui l'imitent.

Dénoncer la politique de droite du PS et du gouvernement et ses conséquences néfastes pour les travailleurs ne sert strictement à rien, si on ne va pas au bout de son analyse et qu'on ne les caractérise de droite, ce que font tous les partis sans exception qui témoignent ainsi leur refus de se situer sur un terrain de classe indépendant de l'Etat capitaliste et ses représentants. Vous comprenez mieux ici pourquoi un lambertiste qui m'avait écrit ne voulait pas entendre parler de la droite et la gauche, trop révélateur, trop compromettant, trop tranchant en somme, ce que ne supportent pas les opportunistes et les centristes.

C'est de cette manière qu'ils ont pu tromper leurs militants pendant des décennies, mais ce qu'il faut bien dire aussi, c'est que si ces militants s'étaient résolument tournés vers les travailleurs des couches les plus défavorisés qui en étaient arrivés à la conclusion que le PS et l'UMP c'étaient du pareil au même, s'ils les avaient écoutés on n'en serait pas là aujourd'hui.

Lénine et Trotsky ont insisté lourdement sur la nécessité de se tourner vers ces couches du prolétariat, d'axer l'orientation de la ligne politique du parti sur leurs besoins, parce qu'ils savaient que partant de conditions d'existence misérables auxquelles le régime les soumettait, toute politique prenant en compte leurs besoins serait incompatible avec le maintien du régime et posait la question de l'Etat ou du pouvoir politique pour le balayer afin de pouvoir satisfaire leurs besoins. Ils allèrent même jusqu'à affirmer que c'était une condition indispensable pour constituer un véritable parti ouvrier révolutionnaire, mais cette leçon nos dirigeants ne devaient pas la retenir puisqu'ils n'ont jamais eu réellement l'intention de construire un tel parti, ce que 99,99% des militants ignorent toujours.

Ainsi était résolue la question de l'articulation entre revendications sociales et politiques, ou comment relier les besoins sociaux des travailleurs tels qu'ils s'expriment dans la vie quotidienne aux tâches et objectifs politiques (du socialisme) qu'ils doivent accomplir et se fixer pour s'émanciper du capital, changer la société pour qu'elle soit meilleure ou plus juste...

Ainsi était résolue l'équation résultant des questions d'ordre social auxquelles les travailleurs étaient confrontés en les reliant à la question du pouvoir politique. Qu'avons-nous pas entendu sur ce sujet, que c'était impossible de poser directement la question du pouvoir politique parce que les travailleurs n'y étaient pas prêts, la travestissant ou la tordant dans tous les sens pour la détourner de son objectif, le renversement du régime en place, il en ira ainsi des formules telles le gouvernement PS-PCF (de 1944 à 1981) sans ministres bourgeois alors que le PS était déjà un parti bourgeois ou la rupture avec l'UE pour une union libre des Etats, des nations ou des peuples libres toujours enchaînés au capitalisme, l'Assemblée constituante clone de l'Assemblée nationale, etc. dont aucune ne correspondait sur le plan politique avec la rupture avec le capitalisme et ses institutions.

C'est ce refus de rompre avec le capitalisme, le refus d'adopter une ligne politique axer dans cette perspective, qui explique le refus des dirigeants du POI, du NPA et de LO de caractériser le PS de droite et d'en tirer toutes les conséquences politiques, qui incluent la rupture avec les appareils des syndicats liés organiquement au capitalisme et ses institutions politiques.

Il ne faut pas chercher ailleurs la nature de l'opportunisme, son lien indéfectible avec le capitalisme et ses représentants masqué sous diverses étiquettes (trotskystes) ou discours qui se veulent radicaux, mais qui en réalité ne servent qu'à camoufler la capitulation des dirigeants du POI, NPA et de LO.

Celui qui ne l'a pas compris ou refuse de l'admettre parce qu'il est lui-même corrompu par l'idéologie de la classe dominante ou est incapable de se situer sur le terrain du socialisme qui n'accepte aucun compromis avec le capitalisme, trouvera toujours des prétextes pour les ménager et s'en accommoder, soulager sa conscience, comme il s'accommode du capitalisme finalement.

La plupart des militants n'en ont pas conscience et c'est là-dessus que jouent et comptent leurs dirigeants pour mieux les tromper.

Quant à ceux qui en ont pris conscience et n'ont pas réagi pour autant, leur inconsistance les portera à en devenir les complices ou à oeuvrer au côté de leurs dirigeants contre la cause pour laquelle ils prétendaient combattre. Ils n'en tireront pas forcément des avantages matériels ou ne graviront pas forcément des échelons dans les instances de leur parti, mais du fait qu'ils en retireront une satisfaction personnelle, ils seront portés à défendre la politique opportuniste de leur parti contre ceux qui la combattent et en arriveront logiquement à refuser toute discussion avec eux de crainte d'être déstabilisés et leur opportunisme démasqué.

Que les militants réfléchissent bien aux implications qui découleront de leur décision politique, qu'ils se préparent à en assumer toutes les conséquences.

De notre côté, nous n'entendons pas leur imposer nos positions ou les convaincre de quoi de ce soit, nous refusons que quiconque nous fasse confiance. Nous rejetons la méthode qui consiste à faire croire que nous serions d'accord sur un ensemble de questions qui ne reposerait pas sur la prise en compte des faits. Nous partons du principe que tout accord doit impérativement reposer sur l'étude sérieuse des faits, et que toute confrontation des idées est inutile ou condamnée à une impasse ou un échec si elle devait se réaliser sur une autre base. C'est notre seule exigence partant du constat que l'opportunisme repose sur des analyses falsifiées de la réalité après avoir occulté, déformé, tronqué certains faits.

Nous ne refusons la discussion avec aucun militant du mouvement ouvrier dès lors qu'il partage sincèrement ce principe. A l'heure où la désinformation est littéralement institutionnalisée par le pouvoir en place, où gouverner devient un exercice périlleux sans recourir à ce stratagème ignoble, il semble salutaire de rappeler ce principe et de s'y tenir quel qu'en soit le prix à payer. La loyauté envers la cause (le socialisme) pour laquelle on prétend combattre l'exige, sinon nous n'en serons pas digne et nous demeurerons incapables de résoudre la crise de la direction du mouvement ouvrier.

Qu'on ne nous accuse pas de vouloir moraliser la lutte de classe, nous constatons seulement qu'en déviant de nos principes on finit par emprunter ceux de nos ennemis ou on adopte une morale détestable, ce qui révèle au passage un problème politique qui doit être résolu, et c'est sur ce terrain-là uniquement que nous nous situons, aussi est-il de notre devoir de tout faire pour le résoudre en reprenant les choses à la base, à partir des faits.

Une dernière indication ou un dernier conseil d'ami, lorsque un militant et un travailleur ou deux militants discutent, c'est celui qui a le niveau de connaissance ou de conscience le plus développé qui doit mettre ses capacités ou ses facultés au service de son interlocuteur pour que le contact entre eux puisse s'établir sur des bases saines, afin qu'il n'y ait pas de méprises sur leurs rapports et les décisions ou conclusions qui pourraient en déboucher.

La confiance qui peut s'établir entre eux, pour ainsi dire naturellement, doit être le produit de ces rapports. C'est seulement à cette condition qu'on pourra tisser des liens solides et durables avec des travailleurs et des militants qui ne partagent pas forcément l'essentiel de nos idées et les amener sur le terrain du socialisme. La confiance ne doit pas être le produit d'un rapport de forces que l'on doit gagner à n'importe quel prix, sinon elle n'a aucune valeur ou relève de l'escroquerie.

Et si des militants estimaient qu'ils n'avaient pas le niveau pour appliquer cette méthode, et bien qu'ils entreprennent l'étude du marxisme pour progresser. Depuis deux jours, cela m'a repris, j'ai enfin un peu de temps libre, j'ai téléchargé des dizaines d'articles ou textes des marxistes car je ne me considère pas arriver à un niveau satisfaisant et j'ai encore la volonté de progresser, jusqu'à mon dernier souffle. Donc loin de moi l'idée de donner des leçons aux autres ou de vouloir imposer mes idées ou encore de me prendre pour ce que je ne suis pas, j'essaie seulement de partager mon expérience et les enseignements que j'en ai tirés qui sont également valable dans la vie de tous les jours.

En aparté, entre nous on peut tout se dire.

Nous ne devons pas mépriser l'ignorant, encore moins le juger, mais on ne doit pas non plus le conforter dans son ignorance.

En vivant quotidiennement (en Inde) dans un milieu profondément arriéré, au-delà sans doute de tout ce que vous pouvez imaginer, parfois c'est à en devenir fou soi-même ou à en oublier nos principes, j'en conviens, je n'ai pas d'autre alternative pour le supporter que de m'en tenir à l'attitude que j'ai décrite plus haut. Sinon je les haïrais, car n'ayant pas mes principes de respect absolu des autres, il pourra leur arriver de me manquer de respect ou d'être profondément injustes à mon égard, et si je le comprends et ne les imite pas, c'est parce que j'ai toujours à l'esprit que c'est uniquement les conditions d'existence que leur impose la société qui les conduisent à adopter ce comportement et rien d'autres.

Vous aurez compris que mes rapports avec ma compagne Selvi et sa famille sont parfois compliqués ou ne sont pas toujours de tout repos, ce qui m'oblige à passer des compromis avec eux tout en restant ferme sur mes principes, il en va de mes intérêts matériels comme de mon intégrité morale. C'est là qu'on se rend compte, et ce n'est pas la première fois que cela m'arrive, que nos principes peuvent nous sauver la vie au sens propre et figuré, que ce sont eux qui donnent réellement un sens à notre vie, auxquels on doit notre dignité.

Etre bourré de principes, cela ne veut pas forcément dire être gâteux, aigri ou un vieux con, sauf quand on veut les imposer aux autres, dans ce cas-là c'est franchement désagréable. C'est souvent l'erreur que l'on commet quand on est plus jeune, on manque d'expérience de la vie pour comprendre que c'est seulement un guide et non un but en soi, et que chacun doit les acquérir à partir de ses propres expériences de la vie, et comme vous ne pourrez jamais les vivre à la place de quelqu'un, il est inutile de vouloir les imposer aux autres.

Revenons à la vermine.

Francetvinfo.fr - Des militants de gauche, dont le porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts (EELV) Julien Bayou, ont lancé un "référendum de la gauche". Ces militants écologistes ont retenu les mêmes dates pour cet "autre référendum" lancé sur internet qui "n'est pas une initiative officielle d'Europe Ecologie-Les Verts", a précisé Julien Bayou.

Face à la question soumise par le PS, celle posée par ces militants est : "Face à la droite et l'extrême droite, souhaitez-vous que le gouvernement tienne ses engagements et mène une politique de gauche ?"

Dans un communiqué, les trois initiateurs de cet "autre référendum", Julien Bayou, Elliot Lepers et Caroline de Haas, ancienne conseillère de Najat Vallaud-Belkacem ont écrit : "Nous sommes effarés de voir que le Parti socialiste se lance à

nouveau dans le chantage au Front national comme si les débats à gauche faisaient plus monter le score du FN qu'un gouvernement qui tourne le dos à tous ces engagements." francetvinfo.fr 17.10

A les entendre Hollande, son gouvernement et le PS n'auraient donc adopté aucun traité, aucune loi ou mesure antisociale, liberticide, coloniale, bref réactionnaire depuis les discours de la campagne électorale du 2012.

Comment ils repoussent l'âge du départ de la retraite entre 63 et 67 ans.

Des économies supportées à "90% par les salariés et à 10% par les entreprises, et Valls déclare que ce sont "des mesures adaptées et justes". Tout est en dans l'ordre des choses.

- L'accord sur les retraites complémentaires devrait inciter les salariés à travailler plus longtemps - Francetv info

- Retraites complémentaires: des perdants, des épargnés, peu de gagnants - AFP

Q: Qui perd, qui gagne ?

R: Le grand perdant sera le salarié qui, bien qu'ayant atteint l'âge légal de la retraite (62 ans), avec toutes ses annuités (41,5 ans), verra sa retraite complémentaire amputée de 10% pendant au moins deux ans. Pour ne pas pâtir de ces malus et conserver un taux plein, il devra travailler un an de plus et ainsi partir à 63 ans.

Ce "coefficient de solidarité" est applicable pendant les trois premières années de retraite et "au maximum jusqu'à 67 ans".

A l'inverse, ceux qui travaillent deux, trois ou quatre ans de plus, verront leur régime complémentaire bonifié respectivement de 10, 20 ou 30%, pendant un an.

Pour Laurent Berger (CFDT), favorable à la réforme, "c'est une erreur de penser" qu'elle aboutirait à un report de l'âge de départ à la retraite à 63 ans. Seulement, "le salarié qui a cotisé tous ses semestres et part à la retraite à 62 ans paiera "une contribution" sur trois ans".

Principales victimes de la réforme, selon ses opposants: les chômeurs, mais aussi les femmes, qui doivent généralement travailler plus longtemps pour atteindre la durée de cotisation en raison de parcours moins linéaires.

Et tous les salariés sont perdants sur d'autres mesures, mises en place avant 2019: la désindexation des pensions de - 1 point par rapport à l'inflation pendant trois ans, le décalage de la date de revalorisation des pensions au 1er novembre (au lieu d'avril) et l'augmentation du prix d'achat du point pendant trois ans pour les futurs retraités.

Q: Qui va y échapper ?

R: Les retraités modestes, exonérés de CSG (contribution sociale généralisée), ne seraient pas concernés par les décotes, soit 33% des salariés.

Les personnes vivant "dans des situations économiques difficiles" échapperont aux abattements, a ainsi développé le négociateur du Medef, Claude Tendil.

Q: Qui va renflouer les caisses?

R: Sur les 6 milliards d'euros d'économies visés d'ici à 2020, le patronat dit contribuer à hauteur de 700 millions d'euros. Les opposants au texte, CGT et Force ouvrière, chiffrent eux l'effort du patronat à respectivement 300 millions et 600 millions d'euros.

Les économies sont supportées à "90% par les salariés et à 10% par les entreprises", a commenté Philippe Pihet (FO).

"Ce sont toujours les mêmes qui paient -les salariés, les privés d'emploi, les retraités-, et puis toujours les mêmes qui encaissent - le patronat et le Medef", a ajouté le secrétaire général de la CGT, Philippe Martinez.

Q: Les retraites complémentaires sont-elles sauvées?

R: Oui, à en croire les organisations favorables à l'accord. En 2014, les caisses de l'Agirc (cadres) et de l'Arrco (tous les salariés du privé) ont vu leurs déficits cumulés se creuser à plus de 3 milliards d'euros.

"A l'horizon 2024-2025, ces régimes seront équilibrés", a assuré Laurent Berger. L'accord permet "d'assurer l'avenir des retraites complémentaires de tous les salariés, par des mesures adaptées et justes", a déclaré le Premier ministre Manuel Valls. AFP 17.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Syrie

1.1- Poutine durcit le ton contre la position américaine envers la Syrie - sahartv.ir

Réagissant à la position adoptée par Washington vis-à-vis de la crise syrienne, le président russe, Vladimir Poutine a qualifié de non-constructive la décision que le gouvernement américain a prise en rejetant son appel à une démarche politique en Syrie, ce qui témoigne, pour Poutine, de ce que la Maison Blanche ne souhaite guère dialogue ou négociation.

Le gouvernement américain a, en effet, refusé d'accepter la délégation russe présidée par le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev voulant négocier avec les Etats-Unis des différends russo-américains sur la crise syrienne. Washington a refusé de négocier, à moins que la Russie suive le leadership des Etats-Unis et qu'il cesse d'aider le gouvernement de Bachar al-Assad. Or, le Président russe est convaincu qu'il n'existe point d'espoir pour une coopération russo-américaine dans la crise syrienne mais que la Russie reste, toujours, prête à coopérer.

Il est vrai que les Etats-Unis, avec leurs alliés arabes et occidentaux, ont opté, dès le début de la crise syrienne, pour la stratégie de l'effondrement du gouvernement syrien pour la réalisation de laquelle ils ont tout fait du soutien financier, militaire, logistique et en renseignements à l'entraînement des forces armées de l'opposition. La politique américaine a été toujours critiquée par la Russie car Poutine considère les Occidentaux comme principaux responsables de la crise et de la guerre civile en Syrie, vu tous leurs efforts dans le sens de la réalisation de leurs buts illégitimes dans ce pays.

N'oublions pas en passant le rôle qu'ont joué les Etats-Unis et leurs alliés arabes et occidentaux dans la formation, l'entraînement et l'équipement de tous les groupes terroristes actifs en Syrie ; et ce sont, toujours, eux-mêmes, qui, voyant en danger leurs intérêts, se sont mis à soutenir la lutte contre l'un de ces groupes Daech. Une coalition dite anti-Daech a été ainsi mise sur pied sans avoir une quelconque efficacité, étant donné que les tactiques et la stratégie des membres de cette coalition ne sont pas proportionnelles aux dimensions des menaces qui se représentent, comme l'a, d'ailleurs, rappelé le président russe. En tout cas, il ne semble pas que la Maison Blanche, malgré l'échec de sa politique d'entraînement et de soutien aux opposants qu'ils appellent « modérés », ait été convaincue à soutenir une quelconque initiative pratique pour une solution politique de cette crise syrienne.

Côté européen, des voix se font entendre sur la nécessité de négociations avec la Russie pour le règlement de la crise en Syrie dans la mesure où la chancelière allemande, Angela Merkel a demandé, lors de la réunion du parlement allemand, l'essor des négociations avec la Russie et les autres pays du Moyen-Orient, afin de trouver une issue à l'impasse syrienne. Mais Washington insiste toujours sur sa politique illogique qui fait prolonger la crise en Syrie... sahartv.ir 17.10

1.2- Nous ne permettrons pas à Daech de s'emparer du pouvoir en Syrie (Moscou) - sahartv.ir

Le Premier ministre russe, Dmitri Medvedev, a déclaré que l'objectif des frappes aériennes de la Russie sur le territoire syrien consistait exclusivement à combattre les terroristes.

Medvedev, qui s'exprimait à l'émission "Saturday News" à l'antenne de la télévision russe, a rejeté toutes les accusations portées à l'encontre de Moscou depuis le début des raids aériens russes en Syrie. " Le peuple syrien devra décider lui-même de la personne qui devrait gouverner dans ce pays. Et pour nous, Assad est le président légal et légitime de la Syrie", a-t-il souligné.

Pour le Premier ministre russe, ce qui se passe actuellement en Syrie, est la conséquence la plus dure des événements de l'année dernière. " Nous ne combattons pas pour soutenir des individus particuliers en Syrie. Nous ne cherchons qu'à défendre nos intérêts nationaux dans ce pays", a-t-il fait valoir.

Le président russe, Vladimir Poutine, avait déclaré auparavant que si Moscou ne démantelait pas les terroristes, ils viendraient commettre des actes terroristes sur le territoire de la Russie. " En plus, nous avons l'aval officiel du gouvernement légitime de la Syrie pour mener des opérations militaires", avait-il indiqué.

Le Premier ministre russe a poursuivi qu'il était peu important pour la Russie qui serait le prochain dirigeant de la Syrie. " Le

prochain dirigeant devra monter au pouvoir de façon légitime et légale. Nous ne permettrons pas que de Daech s'empare du pouvoir en Syrie", a martelé le Premier ministre russe. sahartv.ir 17.10

2- Palestine occupée

2.1- Au moins quatre Palestiniens tués après des attaques au couteau contre des Israéliens AFP

Quatre Palestiniens ont été abattus et un blessé samedi après avoir tenté de poignarder des Israéliens dont plusieurs soldats en Cisjordanie occupée et à Jérusalem-Est, dans une flambée de violences difficile à juguler.

L'escalade entamée le 1er octobre après le meurtre d'un couple de colons en Cisjordanie fait redouter une nouvelle intifada dans les territoires palestiniens occupés.

Samedi, trois des attaques ont eu lieu dans le sud de la Cisjordanie occupée, dans la zone de Hébron où vivent 500 colons israéliens sous la protection de l'armée. Perpétrées par de jeunes Palestiniens, dont deux adolescents, elles ont visé deux militaires et un colon.

Lors de la première attaque, dans la Vieille ville de Hébron, un Palestinien a tenté de poignarder un colon israélien qui l'a tué par balles, a indiqué l'armée israélienne.

La sécurité palestinienne a confirmé la mort de l'assaillant, âgé de 18 ans.

Quelques heures plus tard, une Palestinienne de 16 ans -selon les médias palestiniens- a été tuée après avoir tenté de poignarder une soldate israélienne à l'entrée d'une base des gardes-frontières, près de la Vieille ville.

L'assaillante a blessé légèrement la soldate qui lui a tiré dessus et l'a tuée, selon la porte-parole de la police Louba Samri.

Dans la soirée, un Palestinien de 16 ans a attaqué un soldat israélien à Hébron et l'a blessé, a indiqué l'armée. L'assaillant a été touché par balles mais aucune autre précision n'a été donnée sur son état.

Interrogée par l'AFP, la porte-parole de l'hôpital Shaare Tzedek de Jérusalem a indiqué qu'un "terroriste palestinien était arrivé sans vie à l'hôpital dans la soirée" sans être en mesure de donner davantage de détails sur son identité ni de pouvoir confirmer qu'il s'agissait de l'attaquant d'Hébron.

Des heurts ont par ailleurs opposé soldats israéliens et jeunes lanceurs de pierres à Hébron. Onze Palestiniens ont été blessés par des tirs de balles en caoutchouc ou réelles de l'armée israélienne, selon les services de secours palestiniens.

Dans la bande de Gaza, au moins quatre civils palestiniens ont été blessés par balles par l'armée israélienne, a indiqué le porte-parole du ministère de la Santé palestinien Achraf al-Qoudra.

Dans le quartier de colonisation d'Armon Hanetsiv, à Jérusalem-Est, partie palestinienne de Jérusalem occupée et annexée par Israël, un Palestinien a tenté d'attaquer au couteau un soldat israélien en patrouille qui lui demandait de voir sa carte d'identité. Il a été tué par d'autres soldats, selon la police.

Le Palestinien, âgé de 16 ans, était originaire du quartier voisin de Jabal Moukabber, où habitaient plusieurs des auteurs de récentes attaques.

Un autre Palestinien, âgé de 24 ans, a été tué dans la soirée après avoir attaqué des gardes-frontières israéliens à Qalandiya, en Cisjordanie.

Des centaines de Palestiniens ont par ailleurs porté samedi dans son village de Doura, en Cisjordanie, la dépouille d'Ayad Awawdeh qui a attaqué un soldat vendredi en s'étant déguisé en journaliste, avant d'être abattu.

Dans la soirée, environ 2.000 manifestants se sont regroupés dans le centre de Jérusalem, à l'appel d'organisations de gauche israéliennes, autour du mot d'ordre "Juifs et Arabes refusent d'être ennemis", a rapporté un journaliste de l'AFP sur place.

Depuis le début des violences le 1er octobre, 41 Palestiniens ont été tués, dont plusieurs auteurs d'attaques, et des centaines blessés. Sept Israéliens sont morts et des dizaines ont été blessés.

Par ces attaques, les jeunes Palestiniens expriment leurs colère et exaspération contre l'occupation et la colonisation israéliennes.

Face à la recrudescence des violences, le gouvernement israélien a déployé des renforts de police et assoupli les règles de port d'armes. AFP 17.10

2.2- GB: manifestation anti-sioniste à Londres - sahartv.ir

Les groupes de défense du peuple opprimé de la Palestine ont organisé des manifestations anti-sionistes à Londres.

Les groupes de défense du peuple opprimé de la Palestine se sont rassemblés ce samedi devant l'ambassade d'Israël à Londres, en protestation contre les atrocités commises par le régime sioniste dans les Territoires occupés.

En scandant des slogans anti-sionistes, les manifestants ont condamné les tirs israéliens sur les civils palestiniens sans défense, les qualifiant de démarche inhumaine.

Les groupes de défense du peuple palestinien étaient composés des organisations telles " Les Amis d'Aqsa", "l'Association des Palestiniens en Grande-Bretagne", "L'Association des Musulmans britanniques", " l'Association islamique en Europe", " la Campagne de solidarité avec la Palestine", "la Fédération des sociétés estudiantines islamiques" et " la coalition Stop The War". sahartv.ir 17.10

Mais où est donc passé le mouvement ouvrier ?

ECONOMIE

Banques mafieuses

- Les Etats-Unis mettent BNP Paribas - et 11 autres banques - à l'amende - latribune.fr

Douze banques, dont BNP Paribas, ont accepté de payer un total de 1,865 milliard de dollars, pour mettre fin aux poursuites d'investisseurs, qui les accusaient d'avoir manipulé les prix sur le marché des swaps de défaut de crédit.

Nouvelle amende pour BNP Paribas. La banque française versera 89 millions de dollars (78,4 millions d'euros), sur le total de 1,865 milliard de dollars que 12 banques ont accepté de payer pour mettre fin aux poursuites d'investisseurs, qui les accusaient d'avoir manipulé les prix et entravé la concurrence sur le marché des swaps de défaut de crédit (CDS), selon des documents judiciaires publiés vendredi soir à Manhattan. Reste que cette amende est sans commune mesure avec celle de près de 9 milliards de dollars infligée en juin 2014 à BNP Paribas par les autorités américaines, au titre de la violation d'embargos économiques américains. De plus, les banques américaines JPMorgan Chase et Morgan Stanley, ainsi que la Britannique Barclays, verseront à elles trois plus de la moitié de la somme de 1,865 milliard de dollars

Cet accord avait été annoncé en septembre mais on ignorait jusqu'alors la répartition des sommes entre les banques. Dans le détail, JPMorgan paiera 595 millions de dollars, Morgan Stanley 230 millions, et Barclays 178 millions. Outre BNP Paribas et ses 89 millions, les autres banques paieront entre 25 millions et 164 millions de dollars. Il s'agit de Goldman Sachs, de Credit Suisse, de Deutsche Bank, de Bank of America, de Citigroup, de HSBC, de Royal Bank of Scotland et d'UBS. L'International Swaps and Derivatives Association (Isda) versera 750.000 dollars et Markit, qui fournit des services de cotation de dérivés de crédit, 45 millions de dollars.

Le CDS est un instrument de couverture censé protéger l'investisseur contre tout risque de défaut d'un émetteur de dette, qu'il soit souverain ou corporate. Les plaignants affirmaient qu'ils avaient payé des prix injustifiés sur des CDS de la fin 2008 à 2013, du fait des pratiques des banques concernées, alors qu'une meilleure liquidité aurait dû au contraire faire baisser les prix. Le marché des CDS avait atteint un point culminant de 58.000 milliards de dollars en 2007, selon la Banque des Règlements internationaux (BRI), avant de redescendre à 16.000 milliards sept ans plus tard, les investisseurs ayant entretemps acquis une meilleure connaissance de ses risques (Reuters). latribune.fr 17.10

[Haut de page ↗](#)

Le 19 octobre 2015

[CAUSERIE](#)

La causerie ne sera actualisée que demain, je suis en panne de moto et c'est la galère.

J'ai ajouté l'article suivant sur la crise du CCI-POI que j'ai découvert seulement hier. Je l'ai formaté au format pdf à partir du blog Mediapart de Vincent Présumey, ex-militant de ce courant lambertiste.

- Longue scission au CCI/POI : et maintenant ? (Vincent Présumey) (05.09)

Les articles de la Tribune libre ont été classés par ordre chronologique.

Défense du marxisme.

Friedrich Engels - Lettre à F. Mehring - 14 juillet 1893.

Extrait. A part cela, il manque seulement un point qui, à vrai dire, n'a pas été assez mis en relief dans les écrits de Marx et les miens, ce qui fait que nous en portons tous la même responsabilité. A savoir, nous nous sommes d'abord attachés à déduire les représentations idéologiques — politiques, juridiques et autres — ainsi que les actions conditionnées par elles, des faits économiques qui sont à leur base, et nous avons eu raison. Mais en considérant le contenu, nous avons négligé la forme : la manière dont se constituent ces représentations, etc. C'est ce qui a fourni à nos adversaires l'occasion rêvée de se permettre des interprétations fausses et des altérations, dont Paul Barth est un exemple frappant.

L'idéologie est un processus que le soi-disant penseur accomplit sans doute avec conscience, mais avec une conscience fautive. Les forces motrices véritables qui le mettent en mouvement lui restent inconnues, sinon ce ne serait point un processus idéologique. Aussi s'imagine-t-il des forces motrices fausses ou apparentes. Du fait que c'est un processus intellectuel, il en déduit et le contenu et la forme de la pensée pure, que ce soit de sa propre pensée ou de celle de ses prédécesseurs. Il a exclusivement affaire aux matériaux intellectuels ; sans y regarder de plus près, il considère que ces matériaux proviennent de la pensée et ne s'occupe pas de rechercher s'ils ont quelque autre origine plus lointaine et indépendante de la pensée. Cette façon de procéder est pour lui l'évidence même, car tout acte humain se réalisant par l'intermédiaire de la pensée lui apparaît en dernière instance fondé également sur la pensée.

L'idéologue historien (historien doit être ici un simple vocable collectif pour : politicien, juriste, philosophe, théologien, bref, pour tous les domaines appartenant à la société et non pas seulement à la nature), l'idéologue historien a donc dans chaque domaine scientifique une matière qui s'est formée de façon indépendante dans la pensée de générations antérieures et qui a évolué de façon indépendante dans le cerveau de ces générations successives. Des faits extérieurs, ils est vrai, appartenant à ce domaine ou à d'autres peuvent bien avoir contribué à déterminer ce développement, mais la présupposition tacite est que ces faits sont, à leur tour, de simples fruits d'un processus intellectuel, de sorte que nous continuons toujours à rester dans le royaume de la pensée pure qui a heureusement digéré même les faits les plus têtus.

C'est cette apparence d'histoire indépendante des constitutions d'Etat, des systèmes juridiques, des conceptions idéologiques dans chaque domaine particulier qui aveugle, avant tout, la plupart des gens. Si Luther et Calvin « viennent à bout » de la religion catholique officielle, si Hegel « vient à bout » de Kant et de Fichte, si Rousseau « vient à bout » indirectement par son Contrat social républicain, de Montesquieu le constitutionnel, c'est un événement qui reste à l'intérieur de la théologie, de la philosophie, de la théorie de l'Etat, qui constitue une étape dans l'histoire de ces domaines de la pensée et qui ne sort pas du domaine de la pensée. Et, depuis que l'illusion bourgeoise de la perpétuité et de la perfection absolue de la production capitaliste s'est encore ajoutée à cela, la victoire des physiocrates (2) et d'Adam Smith sur les mercantilistes (3) passe elle-même, ma foi, pour une simple victoire de l'idée, non pas comme le reflet intellectuel de faits économiques modifiés, mais, au contraire, comme la compréhension exacte, enfin acquise, de conditions réelles ayant existé partout et de tout temps. Si Richard Cœur de Lion et Philippe Auguste avaient instauré le libre-échange au lieu de s'engager dans les croisades, ils nous auraient épargné cinq cents années de misère et de sottises.

Cet aspect de la chose que je ne puis ici qu'effleurer, tous nous l'avons négligé, je pense, plus qu'il le méritait. C'est une vieille histoire : au commencement, on néglige toujours la forme pour le fond. Comme je l'ai déjà dit, je l'ai fait également, et la faute ne m'est toujours apparue que post festum. C'est pourquoi non seulement je suis très loin de vous en faire un reproche quelconque, d'autant plus que j'ai commencé à commettre cette faute bien avant vous, au contraire, — mais du moins je voudrais vous rendre attentif à ce point à l'avenir.

A cela se lie également cette idée stupide des idéologues : comme nous refusons aux diverses sphères idéologiques qui jouent un rôle dans l'histoire, un développement historique indépendant, nous leur refusons aussi toute efficacité historique. C'est partir d'une conception banale, non dialectique de la cause et de l'effet comme de pôles opposés l'un à l'autre de façon rigide, de l'ignorance absolue de l'action réciproque. Le fait qu'un facteur historique, dès qu'il est engendré finalement par d'autres faits économiques, réagit aussi à son tour et peut réagir sur son milieu et même sur ses propres causes, ces messieurs l'oublient souvent tout à fait à dessein. Fin de l'extrait.

Lénine a peut-être lu cette lettre, ce qui est certain c'est qu'il a corrigé la "faute" qu'évoquait Engels, admirez la modestie et l'honnêteté d'Engels au passage. Ce qui évident également, c'est que nos dirigeants sont passés à côté pour la reproduire indéfiniment jusqu'à s'y noyer. Car au-delà de "*la manière dont se constituent ces représentations*", il fallait déterminer de quelle manière elles avaient et devaient évoluées en fonction du développement des contradictions du capitalisme et des modifications qu'allaient subir les rapports entre les différentes classes, qui ne manqueraient pas d'influer sur le contenu et l'orientation de ces représentations idéologiques.

L'idéologie a une base économique comme le rappelait Engels, donc matérielle ou objective, mais dans sa représentation du fait qu'elle acquiert un contenu subjectif ou se présente comme tel et qu'elle se présente sous une forme objective aux multiples facettes, on aura tendance à confondre les deux et à faire de cette forme objective le lieu de naissance de l'idéologie au détriment des conditions objectives qui en sont à l'origine.

La classe dominante ne se sert pas uniquement de l'idéologie pour asservir la classe dominée, mais pour justifier son hégémonie de classe, ce qui nécessite que son idéologie soit indépendante des conditions objectives qui en sont à l'origine ou qu'elle les nie, autrement dit pour en faire un système de pensée auquel elle donne un contenu et une forme déterminés qui n'ont plus alors qu'un rapport éloigné avec la réalité sur laquelle elle se destine d'agir pour satisfaire ses propres intérêts de classe.

« Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises [unterworfen] du même coup à cette classe dominante ». (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

Ce n'est pas l'idéologie qui a donné naissance à différentes représentations qui se confondent avec la superstructure de la société, mais l'inverse, c'est le développement économique qui s'est traduit par la division de la société en classes sociales aux intérêts antagoniques, qui a engendré la nécessité de doter la société d'une superstructure afin que la classe dominante puisse exercer sa domination de classe ou conserver le pouvoir, ces représentations ayant pour fonction de légitimer ou perpétuer ce rapport entre les classes que l'idéologie n'a fait que théoriser.

L'idéologie a été fondée par les classes dominante lorsque les masses laborieuses étaient illettrées. Elle consistera à donner un contenu théorique (politique, philosophique, juridique, religieux, etc.) aux différentes représentations qui incarneront les rapports entre les classes au profit de la classe détenant le pouvoir.

« La classe devient à son tour indépendante à l'égard des individus, de sorte que ces derniers trouvent leurs conditions de vie établies d'avance, reçoivent de leur classe, toute tracée, leur position dans la vie et du même coup leur développement personnel; ils sont subordonnés à leur classe. (...) Nous avons maintes fois indiqué comment cette subordination des individus à leur classe devient en même temps la subordination à toutes sortes de représentations ». (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

L'idéologie a été définie par Marx et Engels comme la négation du matérialisme historique qui s'en tient au processus dialectique qui parcourt toute l'histoire du développement de la civilisation humaine, de la nature, etc.

« Dans sa préface à la Contribution à la critique de l'économie politique, Berlin, 1859, Marx raconte comment nous entreprîmes tous deux, à Bruxelles en 1845, ' de travailler en commun à dégager l'antagonisme existant entre notre manière de voir (il s'agissait de la conception matérialiste de l'histoire élaborée surtout par Marx) et la conception idéologique de la philosophie allemande' » (Engels - Ludwig Feuerbach et la fin de la philosophie allemande)

Dès lors Marx et Engels allaient s'attacher à développer leur conception matérialiste de l'histoire qu'ils voulaient transmettre aux militants socialistes de leur époque ainsi qu'aux générations futures, négligeant l'idéologie qui ne reflétait que la conception idéaliste de la société par la classe dominante, et qui à ce titre ne méritait pas qu'on s'y attarde. Or il se trouve qu'en empruntant une multitude de structures ou de canaux qui n'existaient pas à leur époque ou qui se sont étoffées depuis, elle est devenue littéralement envahissante au point de s'incruster profondément dans le cerveau des travailleurs à leur insu, d'où la nécessité absolue de la combattre sur tous les fronts.

« Nous ne connaissons qu'une seule science, celle de l'histoire. (...) Presque toute l'idéologie se réduit ou bien à une conception fautive de cette histoire [l'histoire des hommes], ou bien aboutit à en faire totalement abstraction. L'idéologie elle-même n'est qu'un des aspects de cette histoire. » (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

L'idéologie fait partie intégrante de la lutte de classe que mènent les capitalistes, et on aurait tort de la sous-estimer ou de ne pas tenir compte de l'avertissement d'Engels, parce que c'est à travers l'idéologie telle qu'elle s'exprime de nos jours en recourant à la désinformation et à la propagande en utilisant toutes les institutions ou structures de la société que la classe dominante entend finir de corrompre le mouvement ouvrier pour imposer sa politique ultra réactionnaire aux masses exploitées.

L'idéologie est un instrument conçu par la classe dominante pour conserver le pouvoir, donc son contenu ne peut pas refléter les rapports entre les classes tels qu'ils existent, il doit correspondre à l'interprétation qu'en fait la classe dominante et s'identifier avec ses intérêts de classe. Autrement dit, l'idéologie ne peut pas incarner la réalité de ces rapports, elle ne peut pas incarner les besoins ou aspirations de la classe des exploités, elle est au contraire un instrument pour les combattre et lui imposer les siens en recourant à toute une panoplie de moyens forcément malhonnêtes, mensonge ou falsification des faits et de l'histoire, hypocrisie et démagogie, etc.

« *Les pensées de la classe dominante sont aussi, à toutes les époques, les pensées dominantes, autrement dit la classe qui est la puissance matérielle dominante de la société est aussi la puissance dominante spirituelle. La classe qui dispose des moyens de la production matérielle dispose, du même coup, des moyens de la production intellectuelle, si bien que, l'un dans l'autre, les pensées de ceux à qui sont refusés les moyens de production intellectuelle sont soumises [unterworfen] du même coup à cette classe dominante. Les pensées dominantes ne sont pas autre chose que l'expression idéale des rapports matériels dominants saisis sous forme d'idées, donc l'expression des rapports qui font d'une classe la classe dominante; autrement dit, ce sont les idées de sa domination* » (Marx et Engels - L'Idéologie allemande)

Si l'idéologie est un instrument coercitif entre les mains des représentants de la classe dominante destinée à endoctriner les travailleurs pour les détourner du combat politique contre le régime en place, du coup on comprendra qu'il est impossible et inutile pour un militant ouvrier de se situer sur ce terrain-là sous peine de se détourner de ses objectifs politiques qui sont étrangers à l'idéologie qui incarne uniquement ceux de la classe dominante. Il n'a pas d'autre alternative que se situer sur le terrain du matérialisme dialectique ou le marxisme pour interpréter la société et mener son combat politique.

L'idéologie a pour fonction principale de déterminer de quelle manière la population doit penser la société, sa condition présente et à venir, etc. comme si elle en était à l'origine et était éternelle à l'image du capitalisme, de sorte qu'il soit impossible d'imaginer la société ou le monde autrement que soumis à l'ordre capitaliste. A l'opposé le matérialisme dialectique part des conditions matérielles ou des rapports sociaux qui existent entre les hommes ou les différentes classes sociales, pour que le prolétariat s'en saisisse ou en prenne conscience et les transforme en fonction de ses besoins qui coïncident avec ceux de l'humanité toute entière.

Pour Marx et Engels l'autonomie ou l'indépendance de la conscience, des idées ou du langage n'était que fanfaronnade de philosophes idéalistes. A ne pas confondre avec leurs propres lois de fonctionnement sans lesquelles ils n'existeraient pas.

Pour finir, l'idéologie imprègne toutes les structures ou institutions de la société (y compris les partis politiques et les syndicats) et, soit elle adopte leur contenu de classe, soit elle s'emploie à leur en donner un et l'on parle alors d'idéologie politique.

L'idéologie va s'adapter aux besoins de la classe dominante tels qu'ils vont se présenter tout au long du développement du capitalisme, de la même manière que les partis qui représentent ses intérêts, dont le PS.

Sans rire, l'auteur (universitaire) de l'article, dont je me suis servi comme support pour réaliser cette causerie, se destinait dans sa présentation à "*résoudre les apories*" (Difficulté d'ordre rationnel ou paradoxe) qui résidaient dans le "*concept d'idéologie*" chez Marx et Engels, pour finalement en arriver à lui faire dire le contraire ou déformer la définition qu'en avaient donnée Marx et Engels : "*Aussi l'idéologie est-elle pour ainsi dire nécessaire à la politique: elle permet d'unifier pratiquement chacune des différentes classes en lui présentant ses combats comme indépendants de tout intérêt partisan et comme universels*", ce qui n'est pas le cas de la classe ouvrière, ses intérêts étant "*partisans*" car objectivement fondés sur le développement du capitalisme qui conduit à la barbarie ou au socialisme, donc sur le plan universel seul le combat des exploités est légitime, et qui plus est ils n'ont pas besoin de recourir à des artifices ou de falsifier la nature des rapports qui existent entre les classes pour le justifier, ce qui est le fondement du matérialisme historique.

Engels a reconnu qu'avec Marx ils avaient privilégié le fond sur la forme ou le contenu de l'idéologie, ce qui justifie notre combat également sur ce plan-là. A suivre.

[Haut de page ↗](#)

Le 20 octobre 2015

CAUSERIE

Suite de la causerie d'hier.

Effectivement, il semblerait qu'on aurait favorisé le fond ou détriment de la forme ou du contenu de l'idéologie.

Depuis la nuit des temps, il y a environ 3 millions d'années, ce qui a fait progresser l'homme, bien avant que l'on puisse parler de civilisation humaine ou d'hominisation, ce qu'on a appelé sa capacité à transformer son environnement pour satisfaire ses besoins, c'est ce qu'il avait en commun avec les autres espèces animales et particulièrement les plus développés de par leur morphologie, sa faculté d'observation (n'oublions pas que les yeux sont directement reliés au cerveau ou fonctionnent comme ses antennes...) qu'il allait développer au point de pouvoir reproduire certaines manifestations de la nature qui présentaient la particularité de se répéter dans certaines conditions ou qu'il allait rencontrer à l'état naturel.

Ce mimétisme allait nécessiter de sa part certaines adaptations du fait qu'il était placé dans des conditions différentes des manifestations naturelles qu'il avait observées, ou qui allait le conduire inconsciemment à se livrer à des expériences aboutissant aux mêmes effets. Il avait atteint un stade de son évolution qui coïncidait avec le développement élémentaire de son attention, après avoir observé que les mêmes causes produisaient les mêmes effets. Il ne lui restait plus qu'à reproduire les mêmes causes pour produire les mêmes effets, et du même coup écarter les conditions qui ne permettaient pas de parvenir aux effets recherchés ou souhaités.

Il allait donc se livrer à un exercice logique en enregistrant un rapport de cause à effet dont pour la première fois de son existence il avait été l'acteur, ce qui devait lui permettre de franchir un échelon décisif sur l'échelle de l'évolution des espèces ou de s'en distinguer par sa faculté à dépasser l'instinct de survie qui préside à la survie toute espèce vivante grâce à un acte de volonté dont il ne pouvait pas avoir conscience.

Bref, il prendra conscience de l'existence de ce rapport logique de cause à effet qui existe à l'état naturel, et qu'il a la possibilité de réaliser ou reproduire à condition de réunir les éléments nécessaires à sa manifestation.

Quel progrès fabuleux vers son émancipation du règne de la nécessité !

On pourrait dire qu'il était inscrit dès l'origine dans sa nature, puisqu'il est lui-même le produit de la reproduction d'un acte qui concourt à la reproduction ou la survie de son espèce, et qu'il devait être nécessairement amené à en prendre conscience à un certain stade de son évolution.

On a là la genèse de la logique et de la dialectique ainsi que de la volonté, la logique et la dialectique étant relatives aux conditions ou rapports objectifs tels qu'elles existent à l'état naturel, la volonté en étant le produit subjectif, et c'est la combinaison et le développement de ces différents facteurs ou rapports objectifs et subjectifs qui allait présider à l'évolution ultérieure de l'espèce et de la civilisation humaine. On notera au passage que l'homme mettra à profit cet instrument logique pour produire les premiers outils qui seront à la base du développement des forces productives.

Récapitulons. Au départ on trouve l'instinct de survie de l'homme, rien ne le distinguait des autres animaux de son espèce, puis observant l'effet produit par la chute d'une pierre ou d'une branche qui avait la faculté de trancher ou entailler le sol ou un corps, y compris celle d'un homme qu'elle pouvait blesser ou tuer, il en déduira - ce qui est un grand mot ici, qu'en se servant de celle qu'il trouvera sur son chemin il pourrait reproduire le même effet et même au-delà, ensuite ayant observé que le choc créé par deux pierres pouvait produire des pierres qu'il pouvait utiliser pour son usage il décidera d'en produire lui-même et ainsi de suite...

Il aura fait preuve d'observation pour commencer, ensuite il assimilera un rapport de cause à effet, pour finalement le reproduire par un acte de la volonté. Il va donc mettre sa volonté au service d'un rapport logique ou dialectique qu'il a assimilé de manière rudimentaire à ce stade.

Où l'on voulait en venir est très simple.

En observant la situation dans laquelle nous sommes 2 ou 3 millions d'années plus tard, on en vient à se demander si l'homme a réellement progressé ou s'il ne serait pas plutôt condamné à subir des périodes de progression et de régression sociale pour n'avoir jamais véritablement maîtriser les rapports logiques ou dialectiques qui président au fonctionnement de toute chose dont la société et l'être humain en premier, au point de mettre son existence en péril après avoir élaboré des instruments pouvant causer sa perte définitive.

On a tendance à idéaliser les progrès accomplis par la civilisation humaine, alors que la totalité de son histoire depuis cette époque reculée jusqu'à nos jours n'a jamais rimé en réalité avec autre chose que la guerre et la barbarie. On ne tient pas à voir que la paix pour certains peuples signifie la guerre pour d'autres, que la dictature ou la tyrannie qui sévit dans certains pays est le pendant ou le complément indispensable de la démocratie armée, coloniale, impérialiste d'autres pays, les pays dominants.

On constatera de nos jours, et cela ne s'applique pas seulement à la population en général, cela concerne aussi les militants qui à mon avis n'ont pas atteint un degré de conscience supérieur contrairement à ce que la plupart d'entre eux s'imaginent, que le facteur le plus élémentaire de ce processus dialectique leur échappe, dans la mesure où ils ne sont même pas capables de se livrer à une observation correcte des faits, partant de là il est parfaitement inutile d'aller plus loin et de leur soumettre les rapports logiques dont ils sont le produit et qui le plus souvent s'étaient également sous leurs yeux, puisqu'ils sont aveugles ou s'aveuglent eux-mêmes.

Dès lors il est tout aussi inutile d'aborder avec eux les enseignements de la lutte des classes pour voir comment les rapports dont ils étaient issus dans le passé pourraient être reproduits ou se présentaient de nos jours pour agir dessus ou les modifier afin de parvenir aux mêmes effets, aux mêmes objectifs politiques, car comment pourraient-ils être capables de prendre conscience du processus dialectique qui structure les rapports entre les faits ou les facteurs qui entrent en compte dans le développement du capitalisme ou de la lutte des classes puisqu'ils ne manifestent pas la volonté de les étudier, ils refusent obstinément de tenir compte de l'ensemble des faits et des rapports qui composent la situation ou la réalité.

C'est finalement à se demander si l'homme de nos jours serait plus évolué que l'homos habilis !

Défaut d'observation, absence de logique, manque de volonté, voilà ce qui le caractérise, le tout témoignant un manque manifeste de discernement, de rigueur, de principe, de cohérence, de sérieux, quant à son destin et sa capacité d'agir sur la société pour le modifier ou la changer.

Il est déjà 15 heures et je n'ai pas encore déjeuner, je ne sais pas si j'aurai le temps d'actualiser les infos en bref, rien ne presse en réalité, à moins que la conférence antisociale convoquée par Hollande vous passionne... Entre nous, vous n'en avez pas marre de toutes leurs conneries, leur agenda électoral, etc. ?

[Haut de page ↗](#)

Le 21 octobre 2015

CAUSERIE

Vous pouvez passer le premier sujet assez personnel.

Un courriel reçu.

- "*Je t'avoue franchement que c'est tellement mal écrit* (l'article de Préseume du 5 septembre - LVOG), *qu'à part un militant du POI ayant 20 ans de bouteille, peu de gens pourrait en saisir le sens.* (Là tu surestimes le niveau intellectuel atteint par les militants du POI. - LVOG)

Sinon, les deux dernières causeries étaient très intéressantes (sur l'idéologie, et l'évolution humaine), et à mon avis beaucoup plus instructive et capable de susciter l'intérêt du plus grand nombre que les péripéties d'un parti à l'agonie, qui n'a jamais pu ou su s'ancrer dans la masse des travailleurs ! (Ses dirigeants n'en ont jamais eu la volonté - LVOG) Et à la rigueur tant mieux, ça aura moins de ravage que le PCF !"

C'est à voir, car cela a notamment permis de prendre en otage les meilleurs éléments de l'avant-garde du mouvement ouvrier, de les neutraliser, de les mettre au service du PS ou des appareils corrompus des syndicats, donc une cause pourrie, de dégoûter ou détourner des milliers de militants du combat politique, pour finalement empêcher la construction du parti, disons l'équivalent d'un "ravage" en temps de paix, intérieure, car l'impérialisme français n'a jamais vraiment cessé de guerroyer.

Je vais t'avouer un truc, cela fait déjà des années que je consacre une partie de mon combat politique contre la guerre idéologique et psychologique que mènent les représentants de la classe dominante contre les masses laborieuses, et c'est tout à fait par hasard que je suis tombé sur le texte d'Engels qui traitait de cette question. Je crois que c'était la seconde fois depuis le début de l'année que j'allais sur le site des Archives internet des marxistes (bien mal nommé d'ailleurs, mais bon, passons), et j'aurais très bien pu passer à côté, sauf que voilà, puisque cette lettre d'Engels à Mehring coïncidait avec mes préoccupations, je ne pouvais pas la louper.

Cela peut paraître étrange de la part d'un matérialiste, mais je crois à ce genre de coïncidence qui n'en est pas vraiment une dans la mesure où j'ai acquis la conviction qu'il existe des énergies ou des forces que l'homme ne peut pas percevoir au même titre que les ondes herziennes par exemple dont on n'aurait pas soupçonné l'existence autrefois sous peine de finir sur un bûcher ou dans un asile d'aliénés, pour tout simplement en avoir fait l'expérience une multitude de fois, ce qui à mon avis n'a rien d'extraordinaire et arrive à chacun d'entre nous sans qu'on s'en aperçoive forcément. Il y a plus de 30 ans en arrière j'ai lu un tas de bouquins sur ce sujet, la télépathie, le magnétisme, les pouvoirs insoupçonnés du cerveau, etc. même que des institutions (et des universités) travaillent dessus à travers le monde, et leurs travaux ont fait l'objet d'expérimentations dans le domaine militaire.

On ne va pas s'étendre ici sur ce sujet, je rappellerai seulement un exemple frappant qui s'est répété un nombre de fois incroyable. Au cours d'une lecture j'avais relevé un mot dont j'ignorais la signification, je ne sais plus au juste si c'était le lendemain ou

quelques jours plus tard j'étais chez moi aux toilettes et ce mot m'est revenu à l'esprit en me demandant bien qu'est-ce qu'il venait faire ici, je crois qu'il s'agissait d'estaminet. Le soir même j'avais à peine lu deux ou trois pages de Flaubert, Zola ou Baudelaire pour me détendre que je tombais sur ce mot dont l'emploi était plutôt rare, depuis il est inusité et a été remplacé par café ou cabaret. J'arrêtai ma lecture et je me mis à réfléchir à l'origine et à la signification de cette expérience que je considérais comme un évènement hors du commun.

Et compte tenu que j'ai une mémoire excécrable comme tu peux le constater ici, comme quoi je n'ai pas raconté de blagues quand je l'ai évoquée dans des causeries précédentes (hélas, quelle misère ou handicap!), si je m'en souviens encore aujourd'hui, c'est uniquement parce que cela m'a procuré une vive excitation que j'ai interprétée sur le champ au lieu de la laisser s'échapper pour rejoindre mon inconscience, je détenais la preuve qu'il existait un lien invisible qui reliait entre elles nos différentes expériences dans la vie, que l'activité de la pensée ne consistait pas forcément à passer de manière désordonnée, inattendue ou hasardeuse d'une idée à une autre, mais qu'elle poursuivait son chemin souterrainement dans une direction déterminée, donc sans qu'on en ait conscience, mieux encore il semblerait qu'elle conditionne certains de nos actes les plus improbables, car si rien ne me prédisposait à repenser à ce mot dans les toilettes, par la suite j'aurais très bien pu ouvrir un des centaines de livres qui se trouvaient dans la bibliothèque sans qu'il renferme ce mot dès les toutes premières pages.

Quelques années plus tôt je ne pouvais pas lire sans consulter le Lexis de Larousse que j'avais toujours à portée de la main, la lecture était encore laborieuse, de manière concise je recopiais la définition du dictionnaire de chaque mot dont j'ignorais la signification sur le dos de la couverture du livre ou sur les pages de gardes blanches ce qui m'évitait de les rechercher plusieurs fois. L'expérience que j'ai évoquée plus haut devait se situer aux alentours du début des années 80, après que j'eus cessé de militer à l'OCI, j'avais changé de lecture et renoué avec la littérature notamment, en fait cela ne faisait que 7 ou 8 ans que je m'étais mis à la lecture, je venais de très très loin, j'étais le plus parfait abruti qui soit parvenu à l'âge de 19 ans, comment dire, incapable de comprendre la moindre ligne d'un article de France Soir, vous m'auriez demandé ce qu'était la philosophie et j'aurais pu vous répondre que ce devait être une filature ou une matière première, un arbre que sais-je, mais là on s'écarte de notre objet.

Je me suis dit en tombant au bout de quelques minutes de lecture sur estaminet ce soir-là, que puisqu'il était apparu à différents moments en dehors de ma volonté, c'est qu'il existait un lien qui les reliait entre eux et qui échappait à ma perception de la réalité, dont j'ignorais les rapports, c'était situé sur une longueur d'onde invisible, du coup j'en conclusai que cette continuité exprimée à travers ces trois expériences témoignait que tout était dans l'ordre des choses ou que la voie sur laquelle j'avais engagé ma vie était la bonne ou que je n'avais aucune raison d'en changer l'orientation, j'avais trouvé cela plutôt réconfortant, un peu comme si j'étais à la place qui devait être la mienne dans les conditions qui m'étaient imposées, c'était en quelque sorte une confirmation et une réponse aux questions que je pouvais me poser après avoir quitté l'OCI et cessé de militer pour me consacrer à mon épouse et ma fille qui venait de naître, avais-je pris la bonne décision, est-ce que je ne le regrettais pas, assurément non, même si l'avenir demeurerait plein d'incertitudes, d'ailleurs nos relations ne cesseront de se détériorer et nous conduiront au divorce quelques années plus tard.

Je me dis en y repensant 35 ans plus tard, que la répétition de cette expérience ou l'insistance avec laquelle ce mot estaminet s'était manifesté, avait peut-être une tout autre signification, tout à fait opposée à l'interprétation que j'en avais donnée à l'époque. A savoir qu'il pouvait s'agir d'un avertissement m'indiquant que je devais davantage tenir compte de la réalité ou faire attention aux différentes manifestations qui témoignaient de la détérioration de mes relations avec mon épouse que j'avais tendance à minimiser ou à nier pour ne pas en souffrir davantage, et qui étaient les signes avant-coureurs d'une catastrophe annoncée si je m'acharnais dans cette voie, signification qui ne m'est pas venue à l'esprit à l'époque et que j'aurais de toute manière rejetée puisqu'elle aurait contredit mon souhait le plus cher qui était de continuer de partager mon existence avec cette femme et notre enfant, à ce niveau-là et pas seulement j'étais borné au dernier degré, ils étaient toute ma vie donc je ne pouvais pas concevoir une autre voie.

Je t'ai dit plus haut que j'avais vécu un tas de coïncidences du même genre. Par exemple il suffit que mon épouse et notre fille partent vivre à la Réunion pour que j'allume la télé sans connaître les programmes et que je tombe sur un reportage sur la Réunion, pour qu'aux infos du 20h le journaliste parle de la Réunion, cela le jour même de leur départ et cela n'a pas cessé pendant des mois et des mois. Et lorsqu'elles sont revenues en métropole pour s'installer à Toulouse, c'était au tour de Toulouse d'être évoqué à la télé très régulièrement, alors qu'auparavant ce n'était pas le cas, et lorsqu'elles sont reparties à la Réunion il y a deux ans cela est reparti avec la Réunion, et pratiquement tous les jours ou tous les deux ou trois jours quand j'ouvre la page des infos de Yahoo sur la France, il y a un ou deux titres sur Toulouse et aucune autre ville ne bénéficie du même traitement à part Paris. On s'est engueulés, cela fera bientôt deux ans et depuis on est fâchés, nos relations sont totalement rompues, alors que je continue de penser à elles comme si rien ne s'était passé, ce qui est peut-être un tort, je me fais du mal pour rien et c'est peut-être le signe que je devrais me faire à cette idée et ne plus y penser, tourner définitivement la page comme l'on dit, ce à quoi je ne parviens pas à me résoudre.

Si je ne suis pas un intellectuel, j'ai une intense activité intellectuelle depuis 41 ans, il y a toujours un tas d'idées (désordonnées) qui me traversent l'esprit, au point qu'avant de m'endormir je m'arrête sur celle qui me semble la plus appropriée pour passer une bonne nuit ou ne pas faire de cauchemars car cela m'arrive très souvent ou je suis insomniaque, ce qui est épuisant à la longue. N'ayant pas le droit à l'erreur sous peine de foutre en l'air le restant de mes jours, et n'étant pas toujours certain d'avoir pris les bonnes décisions ou d'en avoir mesuré toutes les conséquences, cela m'occupe l'esprit, je n'y pense pas en permanence heureusement, mais j'attache une importance à toutes ces manifestations que j'interprète comme autant de signes m'invitant à davantage réfléchir à ce que je fais pour éviter de m'embringer à nouveau dans une mauvaise voie, on

croit toujours avoir pensé à tout, puis on s'aperçoit rapidement du contraire, on passe son temps à se leurrer sur un tas de choses et de gens.

Cela ne relève pas de la superstition ou de croyances occultes puisqu'il s'agit d'établir les liens qui existent entre des manifestations bien réelles, une multitude de coïncidences qui ne peuvent pas relever du hasard.

Quoi qu'il en soit, j'en tire la conclusion qu'on est là ou on est et qu'il faut l'accepter, et que c'est à partir de là qu'on doit en toute indépendance envisager l'avenir. Fonder sa vie sur un tas d'espoirs ne rime à rien et sera une source de désillusions supplémentaires à celles que la vie nous réserve d'une manière ou d'une autre, en rajouter nous compliquera l'existence au lieu de nous la simplifier. Et puis pour aller de l'avant dans la vie, vaut mieux partir de la réalité plutôt que de spéculations hasardeuses dont on essaie de se convaincre du bien-fondé ou de la rationalité, alors qu'elles nous conduiront plus sûrement dans une impasse ou un mur, ce qui n'est pas franchement notre objectif. Parfois on se rassure comme on peut inconsciemment, sans s'apercevoir qu'on se leurre soi-même.

Si certains lecteurs se demandaient quel était l'intérêt de développer cette question, on vient de leur fournir la réponse, mais peut-être qu'ils ne se sentent pas non plus concernés, dans ce cas-là je ne sais pas s'il faudrait les en féliciter ou plutôt les plaindre, eux seuls peuvent répondre à cette question.

Finalement, si je suis tombé au hasard en apparence sur un texte portant en partie sur l'idéologie, c'était peut-être parce que depuis un moment je me demandais comment j'allais aborder ce sujet sans trop savoir comment m'y prendre, cela me tracassait après avoir constaté que cette notion avait été galvaudée comme bien d'autres d'ailleurs, je ne voulais pas l'aborder en dilettante et je voulais surtout éviter de perdre du temps, et puis il fallait pouvoir en tirer un enseignement sinon à quoi bon.

J'ai retenu de la leçon de Marx et Engels, que l'idéologie était un moyen d'interpréter la réalité ou des rapports existant à travers un prisme déformant, pour mieux nous en détourner afin qu'on s'y soumette à notre insu. Que la religion y occupe une bonne place n'a rien d'étonnant, puisqu'elle recourt aux mêmes artifices obscurantistes. Et lorsque la plupart des intellectuels passent leur temps à conceptualiser chacune de nos expériences, ils finissent par verser dans l'idéologie et abuser leur auditoire.

Que les représentants de la classe dominante recourent à différents mécanismes psychologiques pour l'imposer au peuple, justifie que l'on mène également le combat sur le plan psychologique pour lui venir en aide, démonter ces mécanismes qui ne sont destinés qu'à le tromper fait partie de nos priorités. Il est d'autant plus étonnant (si l'on veut.) qu'on nous le reproche, sachant que la classe dominante s'en sert pour rabaisser les travailleurs, les complexer, les culpabiliser, affaiblir leurs résistances, les démoraliser, les dégoûter d'eux-mêmes ou leurs semblables, ce qui ne coucourt pas vraiment à les aider à prendre confiance en eux, à prendre conscience de leurs forces, or c'est indispensable pour qu'ils passent à l'action ou se soulèvent tous ensemble, c'est bien notre but, n'est-ce pas ?

C'est un moyen comme un autre pour les empêcher de progresser, les neutraliser, leur interdire toute issue favorable à la crise du capitalisme. Il y en a qui croient encore qu'il suffirait de participer à la lutte de classes pour acquérir un niveau de conscience supérieur, si c'était effectivement le cas cela fait belle lurette qu'ils auraient renversé le régime en place ou plus précisément, qu'ils seraient venus à bout des obstacles qui les empêchaient de le renverser, on pense évidemment à tous ceux qui sous de faux masques véhiculent l'idéologie de la classe dominante au sein du mouvement ouvrier et bien au-delà, ceux qu'on s'est employé à ménager ou à présenter sous un angle avantageux alors qu'ils figuraient parmi leurs pires ennemis.

Le capitaliste estime que son statut d'exploiteur est naturel, éternel, autrement dit qu'une poignée de riches s'enrichissent toujours plus au détriment des pauvres qui le seront toujours davantage ou seront toujours plus nombreux est légitime, ce serait un crime de vouloir inverser l'ordre des choses (ou des classes) ; le religieux estime que de toute éternité il a toujours existé des nantis et des déshérités et que c'est dans l'ordre divin, aussi inaliénable que sa nature, ce serait donc un péché mortel que d'aller contre ; le philosophe estime que le monde correspond à l'idée que s'en font les hommes et qu'il ne peut pas en être autrement, il serait donc vain de vouloir le changer sans changer les hommes au préalable ; bref, les faussaires en tous genres pénétrés de cette idéologie s'emploient à justifier l'ordre établi que nous combattons.

Que font-ils d'autre les conciliateurs, tous ceux qui collaborent avec le gouvernement et le patronat? Que font tous ceux qui nous expliquent qu'il faut s'adapter à la situation, qui loin d'être parfaite disent-ils incarne ce qui se fait de mieux ou qu'il serait impossible d'envisager mieux dans des conditions similaires? Et la fatalité sous laquelle on est censé crouler ou qui s'imposerait à nous, aurait-elle été conçue dans une autre perspective ?

On terminera par là provisoirement, ce qui est le plus dingue dans toute cette histoire, c'est d'observer que tous adoptent l'agenda politique du gouvernement ou des institutions qui représente un véritable carcan imposé au mouvement ouvrier, ce qui explique pourquoi à partir de là aucun ne défend réellement le socialisme.

Un exemple de la manière dont ils imposent leur idéologie.

Hollande lors de son discours d'ouverture de la 4e conférence sociale

- « le statu quo n'est plus possible ».

Qui dira le contraire au regard de l'atmosphère nauséabonde qui règne en France. Pure démagogie.

- « L'alternative, c'est la réforme ou la rupture. La rénovation du modèle social ou sa disparition ».

Chantage. Soit vous acceptez de nouveaux sacrifices, soit on vous prédit l'enfer, vous n'avez pas le choix, choix dicté uniquement par les besoins de la classe dominante, ce qu'il ne peut pas avouer évidemment, c'est donc à nous de l'expliquer aux travailleurs !

Rhétorique qui ne sert qu'à masquer la régression sociale généralisée qui est le véritable contenu de l'alternative, la réforme et la rénovation du modèle social. Puisque les travailleurs devraient continuer de subir les conséquences de la crise du capitalisme, cela revient à dire qu'ils en sont responsables ou la législation du travail qui leur est favorable.

Guerre idéologique. Intoxication collective.

- Le hamburger, plat préféré des Français ? - Francetv info

Le hamburger est en passe de devenir le plat préféré des Français. Ces derniers engloutissent un milliard de hamburgers par an. Nous sommes les seconds consommateurs en Europe avec 14 burgers avalés en moyenne par an, juste derrière les Anglais (17) et juste devant les Allemands (13). (Bienvenue au club des pays les plus dégénérés d'Europe. - LVOG)

L'histoire du hamburger a commencé en Allemagne. La ville de Hambourg a donné son nom au hamburger. Au XIXe siècle, les migrants franchissaient l'Atlantique avec une de leur spécialité : la viande hachée qu'ils coinçaient entre deux morceaux de pain.

Puis en 1948, les frères Mc Donald's ont eu l'idée pour booster leur cinéma, de vendre des hamburgers vite préparés. Et aujourd'hui, l'empire Mc Donald's, c'est 35 000 restaurants dans 119 pays. Une belle success-story pour un casse-croûte qui a parfois mauvaise réputation. Francetv info 18.10

Misérable commentaire à gerber ! Les gosses adoptent cette saloperie pour faire comme les copains ou les copines de classe, et ils n'ont aucun mal à l'imposer à leurs parents qui sont dénués de volonté ou qui préfèrent céder, alors que les arguments ne manquent pas pour les détourner de cette bouffe dégueulasse.

Je suis passé par là, hélas ! Avec ma première épouse on avait habitué notre fille à la cuisine à la vapeur, on s'efforçait d'avoir une alimentation et une hygiène de vie aussi saine que possible, on en avait les moyens, on fréquentait les magasins de diététique et ne voilà-t-il pas qu'un jour elle nous fait une crise de nerf pour aller chez Mc Donald's, comme ses copines du collège.

J'ai résisté en lui proposant de manger ce qu'elle voudrait à la pizzeria où nous allions chaque semaine, ce qui constituait une entorse à notre régime alimentaire qui n'était pas aussi rigoureux qu'on pourrait le croire. Rien à faire, sa mère ayant pris son parti, à deux contre un et me voyant accusé de tous les maux, j'ai dû céder car cela dégénérerait en un esclandre public, ce dont j'avais horreur à l'époque. Cela devait préfigurer la suite, le divorce...

En complément

Il faut bien justifier la guerre. Combien de rats chez Mc Donald's ?

- A New York, 24 000 plaintes ont été déposées contre les rats - Francetv info

Dans la ville, les autorités intensifient la guerre contre ces milliers de rongeurs vivant dans les parcs, le métro et les égouts. Francetv info 20.10

[Dossier Turquie](#)

- L'UE reprendra les négociations sur l'adhésion de la Turquie - sahartv.ir

«Apparemment, l'UE envisage, selon les rapports médiatiques, de reprendre, dans les plus brefs délais, les négociations, suspendues depuis 2 ans, sur l'adhésion de la Turquie à l'UE», a écrit le quotidien suisse, "Tages-Anzeiger".

«Nous devons commencer par les parties 23 et 24, pour ce qui est des questions ayant trait aux lois et aux droits de l'Homme. Tant que nous mènerons des négociations, nous pourrions exercer des pressions et améliorer la situation», a déclaré à "Spiegel",

le commissaire à l'Élargissement de l'UE, Johannes Hahn.

Selon le rapport du quotidien "Die Welt" et en se référant aux informations comparatives des diplomates de l'UE, les négociations, sur la partie 17, relative aux politiques des devises et économique, sont, aussi, à l'ordre du jour. sahartv.ir 18.10

- L'adhésion de la Turquie à l'UE, "une perspective de long terme" pour Valls - AFP

- Manuel Valls dit qu'il n'y aura pas de marchandage avec Ankara - Reuters

L'adhésion à l'UE de la Turquie, en première ligne de la crise des réfugiés, "reste une perspective de long terme" qui devra "le moment venu, être approuvée par le peuple français", a déclaré mardi Manuel Valls à l'Assemblée nationale.

"La question de l'adhésion turque reste une perspective de long terme qui devra, le moment venu, être approuvée par le peuple français. Donc, il ne peut y avoir aucun marchandage, aucun chantage, mais la nécessité d'une aide à la Turquie" pour faire face à l'afflux des réfugiés fuyant le conflit syrien, a souligné le Premier ministre, interrogé par François Fillon lors de la séance des questions à l'Assemblée.

Angela Merkel a estimé dimanche avoir obtenu un progrès dans les pourparlers avec la Turquie sur l'accueil des migrants, promettant de relancer la candidature d'Ankara à l'UE.

"Comme l'a rappelé le chef de l'État, l'issue de ces négociations (d'adhésion d'Ankara) est ouverte", a insisté Manuel Valls.

"Nous souhaitons que ces négociations avancent dans les domaines sur lesquels la Turquie est prête. Depuis 2005, 14 chapitres sur 35 ont été ouverts, un a été fermé, onze de ces chapitres ont été ouverts (...) sous la présidence de Nicolas Sarkozy, un seul l'a été depuis l'arrivée de François Hollande à la présidence de la République", a-t-il poursuivi. AFP 20.10

En complément

- Une chercheuse anglaise retrouvée pendue dans les toilettes de l'aéroport d'Istanbul - LeFigaro.fr

- Quand l'"islam de France" se place sous la coupe des parrains de l'Emirat islamique Un premier lycée confessionnel turc pour un "islam de France" Reuters

Dossier Syrie

- Syrie : les chasseurs us bombardent la centrale électrique d'Alep - sahartv.ir

Les avions de combat de la coalition internationale sous la houlette des Etats-Unis ne cessent de bombarder les infrastructures en Syrie, au lieu de lutter contre le groupe terroriste Daech.

Selon l'agence de presse russe « Sputnik », les chasseurs de la soi-disant coalition internationale anti-Daech, dans un geste en violation flagrante du droit international, ont détruit, dimanche, la centrale électrique d'Alep.

Selon une source militaire, avec la destruction de cette centrale, un grand nombre de régions d'Alep ont été plongées dans le noir. Selon ce rapport, les chasseurs de la coalition parrainée par les Etats-Unis ont violé l'espace aérien syrien, bombardant les infrastructures des villes de Maare, Tel Shaer et Al-Bab, dans la banlieue d'Alep. La semaine dernier, deux chasseurs américains F-16 ont pris pour cible deux centrales électriques de la région d'Al-Rezwaniya, à l'est d'Alep. Un an après le lancement des raids aériens de la coalition internationale menée par les Etats-Unis contre les positions de Daech en Irak et en Syrie, non seulement ce groupe terroriste n'a pas été éliminé mais encore il a enregistré des avancées dans ces deux pays ravagés par la guerre. sahartv.ir 19.10

- Syrie: front de guerre Russie/OTAN - sahartv.ir

Le coup porté par la coalition Russie-Irak aux forces, dirigées par les Etats-Unis, en Irak et en Syrie, a, gravement, terni l'image et le crédit des Etats-Unis.

Le think thank américain souligne le revers des forces de la coalition, dirigées par les Etats-Unis, en Irak, afin de libérer les villes encerclées par Daech, revers qui a porté atteinte au crédit des forces américaines, qui prétendent soutenir l'Irak. Le centre de recherche sur la guerre, aux Etats-Unis, analyse les dernières évolutions, en Syrie, avant d'ajouter que les activités militaires russes, en Syrie, font partie d'un affrontement plus grand entre la Russie et l'OTAN. les opérations militaires russes visent

à augmenter le pouvoir du gouvernement de Bachar al-Assad, et ce, alors que la Russie a violé l'espace aérien turc, en faisant de l'ombre aux drones américains, qui mènent des opérations de reconnaissance, en Syrie. La Russie a tiré des missiles, de type croisière, depuis la mer Caspienne, contre la Syrie, missiles, qui ont traversé le ciel irakien, et ce, sans l'autorisation des Etats-Unis. Il s'agit là d'un grand défi, à l'encontre de l'OTAN. Et le Think-Thank d'ajouter : la Russie tente d'intensifier ses efforts, en Syrie, afin d'obtenir le soutien de certains alliés des Etats-Unis, comme la Jordanie et Israël.

Par ailleurs, la Russie se montre, en tant que garant de la sécurité, au Moyen-Orient, et cela prouve que ce pays ne tient pas compte de la coalition, dirigée par les Etats-Unis. La Russie est décidée à déployer ses forces, non loin des frontières afghanes, là où les Etats-Unis se préparent à prolonger leur présence militaire. "En contrepartie, la Russie est décidée à déployer ses hélicoptères de combat, au Tadjikistan. La mesure n'est pas passée inaperçue par l'Etat, qui, lors de sa réunion de l'OTAN du 8 octobre, a décrété un renforcement de son contingent, en Turquie, pour protéger ce pays. Tout porte à croire que Vladimir Poutine, le Président russe, cherche à exposer sa puissance militaire, dans les républiques de l'ex-URSS, tout en rivalisant avec les Etats-Unis, au Moyen-Orient.

Poutine projette de créer un groupe conjoint, avec l'aide du Tadjikistan, façon d'avoir à l'oeil les républiques de l'Ex-URSS. L'Afghanistan offre, en effet, une opportunité, pour faire avancer ses objectifs, face à l'Occident. La Russie, en menant des frappes aériennes, en Syrie, essaie d'exercer davantage de pressions sur les Etats-Unis et leurs alliés, pour leur faire accepter la nouvelle coalition anti-Daech.

Les forces de la coalition pro-américaine ont du mal à nettoyer la ville de Ramadi de la présence des terroristes de Daech, ce qui portera atteinte au crédit des forces américaines, qui soutiennent l'Irak. Dans ce contexte, la Russie et l'Iran s'occupent à concurrencer la coalition, dirigée par les Etats-Unis, en Irak.

On ne sait pas si la réaction de l'OTAN pourra contrer l'offensive russe, en Syrie. Surtout, que la montée du soutien russe au gouvernement de Bachar al-Assad, ainsi que les opérations contre les terroristes du Front Al-Nosra, font partie du plan de la Russie, destiné à créer une coalition Irano-russe, qui projette de s'élargir. Voici ce que compte faire Moscou, pour agrandir sa coalition:

La présence du navire "Alexandre Tachenko", en provenance de la Russie, qui se trouve à l'Est de la Méditerranée, et dans le port de Tartous, où la Russie a une base navale.

La Russie a tiré, le 7 octobre, sans préavis, des missiles de croisière, depuis la mer Caspienne, vers la Syrie, en passant par le ciel de l'Iran et de l'Irak.

Il existe des rapports vagues, sur le lieu de l'impact de ces missiles.

La Russie a fait état de la livraison d'hélicoptères de combat et de transport, au Tadjikistan.

Le gouverneur de la Tchéchénie, Ramazan Ghadiraf, a demandé au Président russe, Vladimir Poutine, d'envoyer les forces partisans russes-tchéchènes, en Syrie, pour lutter contre le groupe Daech, et il y a 3 semaines, le président russe a demandé la création de bases russes, en Biélorussie. sahartv.ir 19.10

- Incident après une manoeuvre d'un F 18 suisse près d'un avion russe - euronews.com

- Sécurité des avions de chasse en Syrie: accord américano-russe - Reuters

Les Etats-Unis et la Russie ont signé mardi un mémorandum d'entente prévoyant les mesures que doivent prendre leurs pilotes afin d'éviter tout incident hasardeux lors des campagnes de frappes aériennes que les deux pays mènent en Syrie, a indiqué le Pentagone.

La question de la sécurité des avions de chasse engagés par les armées russe et américaine se pose depuis l'entrée dans le conflit syrien de Moscou le mois dernier.

"Le memorandum contient un nombre de règles et de restrictions visant à empêcher des incidents entre les avions russes et américains" qui effectuent, dans le cadre d'opérations différentes, des frappes aériennes contre le groupe jihadiste Etat islamique (EI) en Syrie, a souligné un vice-ministre russe de la Défense, Anatoli Antonov, cité par l'agence publique Ria-Novosti.

Peter Cook, porte-parole du Pentagone, a indiqué que le texte du mémorandum ne sera pas rendu public mais a précisé qu'il contenait des protocoles particuliers à suivre par les équipes de pilotes, plus l'établissement d'un canal terrestre de communications entre les deux camps en cas d'échec des liaisons aériennes.

"Les Etats-Unis et la Russie vont constituer un groupe de travail pour discuter de tous les éventuels problèmes de mise en oeuvre", a déclaré Peter Cook devant la presse.

Le département d'Etat a indiqué que le mémorandum ne visait qu'à garantir la sécurité des pilotes.

"Il ne s'agit pas d'un traité de coopération ou de quoi que ce soit du genre. Cela n'implique pas une coopération ou une coordination ou des objectifs communs", a déclaré John Kirby, porte-parole du département d'Etat. Reuters 20.10

- Le régime de Bachar al-Assad regagne du terrain en Syrie - euronews.com

Les hommes de Bachar Al-Assad regagnent du terrain en Syrie. La collaboration avec l'aviation russe et les 2000 combattants iraniens au sol semble porter ses fruits.

L'aéroport de Deir ez-Zor repris

D'après la télévision d'Etat, les forces du régime auraient ainsi repris, au groupe Etat Islamique, la zone de l'aéroport de Deir ez-Zor, dans l'est du pays.

La bataille d'Alep

Le régime syrien a également progressé près d'Alep, une province contrôlée principalement par le Front al-Nosra, la branche syrienne d'Al-Qaïda.

Là encore, l'apport de la Russie aurait été déterminant. D'après une agence d'opposition, l'aviation russe y aurait mené 80 raids depuis vendredi.

Homs reste aux mains des rebelles

Plus au sud, les raids russes et les bombardements du régime auraient fait 72 morts, dont des civils, à Homs depuis jeudi, d'après l'Observatoire Syrien des Droits de l'Homme. Mais la zone reste dirigée par les rebelles.

Des images amateur d'hélicoptères pilonnant une ville ont été publiées sur les réseaux sociaux. D'après leurs auteurs, il s'agirait d'hélicoptères russes bombardant la ville de Talbissé, au nord de Homs.

Le Premier ministre russe change subrepticement de rhétorique

D'après Dmitri Medvedev, la Russie cherche à protéger "ses intérêts nationaux" en intervenant en Syrie. Il s'agit de "combattre le terrorisme", "pas de protéger un dirigeant spécifique", a déclaré le Premier ministre russe. Dmitri Medvedev a cependant confirmé que pour l'instant Bachar al-Assad était le dirigeant "légitime" du pays. euronews.com 18.10

- "Croissant chiite, un mensonge israélo-américain". (Assad) - sahartv.ir

Le croissant chiite n'a jamais existé, il s'agit d'un mensonge américano-israélien parfaitement sans fondement et qui sert de prétexte pour envoyer des terroristes en Syrie, a affirmé le président Assad.

Selon le journal Raï al Youm qui cite le président Assad, "la chiisation de la Syrie et son intégration dans le croissant chiite est un mensonge sans fondement". Le journal rapporte la récente visite d'une délégation jordanienne à Damas et ses entretiens avec le président Assad. "Assad a très énergiquement rejeté l'idée d'une confessionnalisation de la Syrie qualifiant la notion même de croissant chiite de mensonge. Assad a confirmé à ses hôtes jordaniens que ni lui ni personne à Damas ne cherchait à mettre en cause l'intégrité territoriale de la Syrie et sa souveraineté pour des questions d'ordre confessionnel. C'est un mensonge israélo américain que ce croissant chiite, mensonge que certains régimes arabes ont repris et profèrent", poursuit le journal avant d'ajouter : "et Assad aurait assuré ses hôtes en ces termes : la Syrie ne deviendra jamais un pays chiite, ni politiquement, ni socialement ni sur le plan religieux. C'est un mensonge inventé par les pays qui recrutent et forment les terroristes avant de les envoyer en Syrie. Le gouvernement syrien s'oppose à tout ce qui pourrait provoquer des divergences inter confessionnelles". Raï al Youm affirme que le message d'Assad est destiné à détendre les relations Damas/Amman.

Depuis 2011, la Jordanie a joué un rôle trouble en Syrie accusant de façon intermittente la Jordanie de soutien au terrorisme. or depuis le début des frappes russes contre les positions de Daech en Syrie, Amman semble avoir mis de l'eau dans son vin. Certaines informations font état de la décision de la Jordanie de stopper net son programme intitulé "Formation des rebelles modérés" financés et planifiés par les Etats Unis.en Jordanie on évoque dors et déjà " le retour d'Assad aux affaires". sahartv.ir 20.10

ACTUALITE EN TITRES

[Croyez-vous que le PS serait de gauche ? Non, ce n'était pas vraiment la question.](#)

Ils copient les instituts de sondages à moins que ce ne soit l'inverse.

- Référendum: le PS s'autoconvainc de son succès - LeFigaro.fr

- "Référendum" du PS: un "coup politique" dont les "Français se foutent", selon EELV - AFP

- «Référendum» du PS: Plus de 250.000 votants, près de 90% favorables à l'unité de la gauche - 20minutes.fr

[Croyez-vous qu'un gouvernement de droite pourrait faire une politique de gauche ? Non, ce n'était pas vraiment la question](#)

- Plus de 10.000 votants pour le "contre-référendum" de la gauche de la gauche - AFP

Plus de 10.000 personnes ont voté, 96,4% ont répondu oui à la question "Face à la droite et à l'extrême-droite, souhaitez-vous que le gouvernement mène une politique de gauche", écrivent-ils. AFP19.10

Pas de bol, cela n'arrivera jamais. Qui diffuse de telles illusions parmi la population ? EELV et le Front de gauche associés sur le plan électoral.

[Quand servage rime avec démocratie, c'est qu'on est en dictature.](#)

- Le travail le dimanche va-t-il se démocratiser ? - Francetv info

L'idéologie, c'est aussi prétendre qu'une régression sociale serait un progrès social...

[Normal, c'est le corporatisme.](#)

- François Hollande défend le dialogue social - Francetv info

- Conférence sociale : pour Hollande le dialogue social est « une condition du progrès » - LeMonde.fr

- Sans « réforme », François Hollande met en garde contre « la disparition » de notre modèle social - Public Sénat

- François Hollande tacle la CGT : "Il est commode de ne jamais s'engager en espérant que d'autres le feront" - Francetv info

Ca c'est bien dit ! Il devait aussi parler de lui laissant Macron et Valls monter en première ligne !

- Pourquoi Hollande s'obstine dans sa vision du dialogue social - Le Huffington Post

Quand Mailly est au chevet de Hollande et du PS.

- Mailly (FO): le "climat social n'est pas bon" en France - AFP

Lors de la conférence sociale, la quatrième du genre du quinquennat organisée lundi au palais d'Iéna, il "souhaite en parler" avec le président François Hollande, qui doit tenir le discours d'ouverture.

Le conflit à Air France et les violences qui y ont eu lieu début octobre montrent "que le dialogue social ne se porte pas bien, dans le public mais aussi dans certaines entreprises privées".

"Les actes de violence sont forcément condamnables, mais que penser d'une direction qui ne donne aucune perspective aux salariés? Et fallait-il arrêter les gens à 6 heures du matin et les traiter de voyous? ", ajoute le leader syndical. "Le

mécontentement social est là, latent, et je crains qu'il ne s'exprime dans les urnes." AFP 20.10

Ce salopard condamne une nouvelle fois les 5 magasiniers d'Air France avant même leur procès.

Le réactionnaire tombe (un peu plus) le masque, mais ce n'est pas encore suffisant pour que le POI rompt avec lui. On va vous donner un tuyau, le jour où le POI rompra avec l'appareil de FO, c'est qu'il sera trop tard ou qu'il se sera disloqué ou quand les poules auront des dents.

[Régime policier. L'inquisition.](#)

- "Ils sont filous ces Roumains" : la blague douteuse de la gendarmerie de Charente - Francetv info

Postée sur facebook, la boutade a rapidement été supprimée après l'indignation des internautes. Francetv info 19.10

Pour un peu ils nous rendraient les gendarmes sympathiques...

- Plainte contre Morano pour ses propos sur la France "pays de race blanche" - AFP

La Ligue de défense judiciaire des musulmans (LDJM) a envoyé une plainte au parquet de Paris contre l'eurodéputée Nadine Morano pour ses propos sur la France, "pays de race blanche". AFP 20.10

Pourquoi, il y a des sous à se faire ?

[Sur le modèle anglo-saxon.](#)

- L'emprunt, une nouvelle solution pour financer les études - Francetv info

Les frais de scolarité sont en hausse de manière exponentielle dans les écoles les plus prestigieuses. Francetv info 19.10

ACTUALITÉ DU JOUR

[Ca craque de partout, plie... mais ne cède pas... encore.](#)

- Lagarde (UDI) et Dupont-Aignan (DLF) partagent la crainte de Martinez (CGT) d'une explosion sociale - AFP

Normal qu'ils partagent la même crainte...

- François Hollande hué à La Courneuve - Francetv info

- A la Courneuve, Hollande peine à rétablir le dialogue - liberation.fr

Déplacement de François Hollande en banlieue pour le lancement de l'agence de développement économique. Une cinquantaine de personnes ont accueilli le Président à la pépinière d'entreprise aux cris de «C'est quand le changement ?» et «Du travail !»

Accueilli par des huées à sa visite d'une pépinière d'entreprises de Seine-Saint-Denis, le chef de l'Etat a annoncé des mesures pour l'emploi, la formation et les quartiers.

Le président du département, Stéphane Troussel minimise et argumente : «Ce sont les mecs de la CGT qui mettent le feu aux poudres, c'est eux qui poussent les jeunes à mettre la pagaille.» Le député socialiste Razzy Hammadi sort le même disque. Ils mettent en cause les syndicats de la CGT bloqués par les forces de l'ordre à une cinquantaine de mètres de la pépinière.

Les mots sont beaux. A la fin du discours de François Hollande quelques jeunes patientent à l'entrée. La sécurité prend la température. L'équipe de communication aussi. Finalement, le président prend la sortie de secours. Une occasion ratée de reprendre le dialogue avec une jeunesse qui n'écoute plus les discours. Une jeunesse qui attend des actes. liberation.fr 20.10

Liberation s'extasie "les mots sont beaux"... mais hélas pas ou plus suffisant !

- Anne Hidalgo "interdite de séjour" dans une ville des Yvelines - LePoint.fr

"Paris méprise les banlieusards", alors Jacques Myard méprise Anne Hidalgo. Le député-maire Les Républicains de Maisons-Laffitte (Yvelines) a pris un arrêté municipal étonnant, faisant de la maire de Paris une persona grata dans sa ville. À l'origine d'une telle mesure ? Le projet de piétonnisation d'une partie de la rive droite de la Seine dans la capitale, annoncé dimanche dernier par la municipalité.

L'arrêté municipal, signé le 19 octobre et dévoilé par BFMTV, stipule que "Sa Seigneurie Anne Hidalgo est interdite de séjourner sur tout le territoire de Maisons-Laffitte pour une durée indéterminée, du moins jusqu'à qu'elle revienne sur ses projets idéologiques de ghettoïsation de la Ville de Paris". Pour Jacques Myard, la piétonnisation d'une partie de la rive droite de la Seine à Paris - projet lancé par Anne Hidalgo - rendra "impossible la traversée de Paris aux banlieusards obligés de prendre leur voiture". LePoint.fr 20.10

Jacques Myard ne serait-il pas un adepte de Porochenko par hasard ? Anne Hidalgo aussi, OK je n'ai rien dit !

- Transports: le gouvernement veut muscler les contrôles après l'attaque du Thalys - AFP

- Après le Thalys, la police autorisée à fouiller les bagages sans l'accord des passagers - Liberation.fr

- Lutte antiterroriste : les agents de sécurité de la SNCF et de la RATP pourront fouiller les bagages et procéder à des palpations
- Francetv info

Si le passager refuse de se plier à ces contrôles, il ne pourra pas emprunter les transports, ont précisé les ministres. Les policiers et les gendarmes, qui ne pouvaient jusque-là fouiller les bagages des passagers qu'en cas de délit, seront désormais autorisés à effectuer ces fouilles.

Le gouvernement a en outre décidé de simplifier les règles de compétence des procureurs de la République pour faciliter ces contrôles : il fallait auparavant l'accord de tous les procureurs concernés par un train passant par plusieurs régions par exemple. Francetv info 19.10

- La "taxe terrorisme" relevée d'un euro au 1er janvier 2016 - Francetv info

Cette taxe, prélevée sur chaque contrat d'assurance, va passer de 3,30 à 4,30 euros, affirme "Le Parisien / Aujourd'hui en France", dimanche. Francetv info 19.10

C'est du racket, du vol, légal s'il vous plaît.

- Violents incidents dans l'Isère pour obtenir une libération - Reuters

De violents incidents ont éclaté mardi à Moirans (Isère), où une trentaine de jeunes ont mis le feu à des palettes et à des carcasses de voitures pour demander la libération d'un de leurs amis actuellement incarcéré, a annoncé la préfecture locale.

La route départementale 1085 est coupée depuis le milieu de l'après-midi dans les deux sens et la préfecture a dû mettre en place des déviations pour permettre la circulation automobile entre Lyon et Grenoble.

Le même groupe a également fait brûler des véhicules dans le quartier de la gare et la SNCF a dû interrompre le trafic. Des incendies ont été allumés à proximité de la prison d'Aiton (Isère) où est incarcéré le détenu et les prisonniers ont refusé de réintégrer leurs cellules.

"La préfecture de l'Isère a dépêché quelque 80 gendarmes sur les deux sites", indique-t-elle dans un communiqué, précisant qu'il n'y avait pas de blessé et que des renforts étaient en route.

"Les manifestants réclament la libération de deux personnes incarcérées pour pouvoir assister aux obsèques d'un proche qui auront lieu mercredi", a ajouté la préfecture.

Ce jeune faisait partie d'un groupe issu de la communauté des gens du voyage dont trois membres sont décédés dans la nuit de vendredi à samedi lors d'une sortie de route à bord d'une voiture volée, dit-on de même source.

En août dernier, un groupe de gens du voyage avait bloqué l'autoroute A1 dans les deux sens pour obtenir que le fils d'une victime d'une fusillade qui avait fait quatre morts dans un camp soit libéré pour assister aux funérailles de son père. Reuters 20.10

Je propose qu'on leur décerne une médaille. A qui, aux gendarmes ? Vous êtes tombé sur la tête ou quoi, à ces braves gens du voyage voyons !

- Corbeil: un homme sorti d'un centre psychiatrique armé de couteaux tué par la police - AFP

Un homme, qui sortait de l'unité psychiatrique d'un centre hospitalier armé de deux couteaux, a été abattu par la police en pleine rue mardi à Corbeil-Essonnes, en banlieue parisienne.

Le patient, âgé de 30 ans, était suivi depuis de nombreuses années par l'établissement, le centre hospitalier sud-francilien (CHSF), et était également connu de la justice: en 2009, il avait commis un meurtre à Bagneux mais avait été déclaré pénalement irresponsable, a précisé lors d'un point-presse le procureur de la République d'Evry (Essonne), Eric Lallement.

"Sa situation était plus simple depuis quelques mois, mais ce matin, pour des raisons qui n'ont pas été identifiées, il est entré dans une crise très violente", a expliqué le directeur de l'hôpital Thierry Schmidt.

Peu avant midi, il s'en est d'abord pris à un membre du personnel qui était entré dans sa chambre, a relaté M. Schmidt. Il lui a asséné plusieurs coups de poings avant de se rendre dans la salle du déjeuner et de se saisir de deux couteaux de table.

Puis il a continué à agresser le personnel, blessant légèrement deux personnes au couteau, dont une aide-soignante touchée à l'arcade sourcilière. L'homme a ensuite réussi à échapper à la sécurité et à sortir de l'établissement.

Une fois dehors, les fonctionnaires de police, alertés par l'hôpital, se sont retrouvés face à cet homme armé de deux couteaux en pleine rue.

Ils ont tenté de l'interpeller en usant notamment de bombes lacrymogènes et de coups de cannes, sans succès. Un premier policier a reçu un coup de couteau et a été légèrement blessé à l'épaule. Puis le forcené "s'est projeté" sur une gardienne de la paix, "en exhibant l'arme ensanglantée", d'après une source policière.

Cette dernière a alors répliqué en tirant à deux reprises au niveau du tronc. Les secours ont tenté de le ranimer pendant près de deux heures, avant que le décès ne soit constaté peu avant 14H30. AFP 20.10

Pourquoi ne l'ont-ils pas neutralisé, pourquoi ne lui ont-ils pas tiré dans les bras ou les jambes au lieu d'attendre qu'il se jette sur eux pour l'abattre comme un chien enragé et justifier ensuite leur crime ?

- Marseille: Les agresseurs d'un couple homosexuel condamnés à trois ans et demi de prison ferme
- 20minutes.fr

Leur nuit avait tourné au cauchemar. En sortant d'une boîte de nuit, Paul et Tony, un couple homosexuel, avaient été insultés, puis frappés par cinq agresseurs. Deux d'entre eux avaient pu être identifiés. Ils viennent d'être condamnés à trois ans et demi de prison ferme.

En plus de cette peine de prison ferme, le tribunal a prononcé une peine avec sursis de 18 mois contre les deux agresseurs, âgés de 18 et 19 ans. 20minutes.fr 20.10

Qui a instrumentalisé les homosexuels en leur faisant croire que le droit les protégerait ? Hollande. C'est lui qu'il faudrait foutre en tôle en premier.

- Le groupe écologiste du Sénat à deux doigts d'exploser... - Public Sénat

La diversité des espèces parasites est menacée sans que les institutions vermoulues de la Ve République ne s'effondrent, pas de bol !

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Blair.

- Document : le pacte Bush-Blair contre l'Irak - Réseau Voltaire

Le Daily Mail du 18 octobre 2015 publie des documents trouvés parmi les e-mails privés d'Hillary Clinton que celle-ci a été contrainte de remettre à un tribunal états-unien [1].

L'un de ces documents, un mémo daté du 28 mars 2002 du secrétaire d'État Colin Powell au président George Bush, atteste la préparation du pacte de Crawford, dont Tony Blair a pourtant nié l'existence devant la Commission présidée par Sir John Chilcot.

M. Powell assure que le Premier ministre britannique prendra l'engagement, lors du séminaire de Crawford des 4 et 5 avril 2002, de soutenir une expédition militaire contre l'Irak et d'en assurer la communication.

Le 3 février 2003, M. Blair avait publié un document prétendant attester d'un programme militaire irakien qui n'a jamais existé [2]. Puis, le 5 février 2003, Colin Powell faisait un show devant le Conseil de sécurité des Nations unies. Se fondant sur le rapport de Tony Blair et sur d'autres informations de la CIA, il annonçait le changement de régime en Irak. M. Blair avait avoué par la suite avoir truqué son rapport [3]. Le document publié par le Daily Mail atteste de la coordination de MM. Bush et Blair pour berner l'opinion publique internationale. Réseau Voltaire 19.10

2- Suisse

- Suisse: poussée spectaculaire de la droite anti-immigration aux législatives - AFP

La droite populiste suisse, l'UDC, résolument anti-immigration et anti-Union Européenne, a enregistré dimanche une progression spectaculaire aux élections législatives, qui la conforte comme premier parti de la Confédération Helvétique.

Elle obtiendrait près d'un tiers des sièges du Conseil National, selon des projections de l'agence suisse ATS et de la télévision publique RTS. AFP 19.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Syndicats : 1,8 million d'adhérents en France - Francetv info

En 1975, 22% des salariés français appartenait à un syndicat. Le chiffre s'est stabilisé depuis les années 2000 à seulement 8%.

Vous soustrayez les cadres et les retraités, une grande partie des syndiqués de l'UNSA, de la CFDT et de la CGC, combien en reste-t-il ? Et si vous soustrayez ceux qui sont syndiqués depuis des lustres comme d'autres sont abonnés à Télérama combien en reste-t-il ? Moins de la moitié dont les trois quart sont des fonctionnaires. Combien en reste-t-il dans le secteur marchand sur 25 millions de salariés environ, entre 200 et 300.000, soit 1%, allez, soyons généreux 2 ou 3% maximum.

Franchement, vous croyez vraiment que cela pourrait être suffisant pour entraîner l'ensemble de la classe au combat, non mais qui peut croire un truc pareil ? Et dire qu'il y en a qui axent leur politique en direction des syndicats.

2- Air France: près de 1.000 emplois supprimés en 2016, les syndicats s'offusquent - AFP

A quoi cela sert le comité d'entreprise à part la collaboration de classes ?

AFP- Le PDG d'Air France-KLM a précisé dimanche que près d'un millier d'emplois seront supprimés en 2016 au sein de la compagnie tricolore, principalement par des départs volontaires, un passage en force dénoncé par les syndicats.

Le détail des suppressions de postes doit faire l'objet de discussions avec les syndicats, notamment en comité central d'entreprise (CCE) jeudi, date à laquelle les salariés sont appelés à manifester dans Paris pour la défense de l'emploi. AFP 18.10

3- Les avocats du barreau de Paris lancent une grève générale - Reuters

Le barreau de Paris appelle à une grève générale empêchant toute audience à partir de ce lundi dans la capitale pour dénoncer le "passage en force" du gouvernement sur le financement de l'aide juridictionnelle.

Le mouvement, qui fait écho à la grogne des policiers, pourrait s'étendre à toute la France, le Conseil national des barreaux n'excluant pas d'élargir à tous les secteurs une grève de la désignation d'office des avocats.

Les avocats dénoncent le vote en catimini, selon eux, jeudi soir, de la disposition de la loi de finances qui oblige les avocats à payer de leur poche l'augmentation de l'enveloppe consacrée à l'aide juridictionnelle.

Ce prélèvement est de 15 millions d'euros pour 2016 et 2017.

"La place Vendôme est donc passée en force contrairement à tous les discours et engagements de Madame Christiane Taubira", la ministre de la Justice, déplore le bâtonnier de Paris, Pierre-Olivier Sur, dans un appel aux avocats de Paris.

Selon lui, le secrétaire d'Etat au Budget, Christian Eckert, a reconnu en séance "qu'il s'agissait effectivement d'un nouvel impôt" sur la profession d'avocat.

L'aide juridictionnelle (AJ) permet aux plus démunis d'accéder aux services d'un avocat.

Les avocats refusent de cotiser à une augmentation de son budget comme le leur a demandé Christiane Taubira, faisant valoir qu'ils participent déjà largement à son fonctionnement.

Ils affirment également que les indemnités des avocats agissant au titre de l'aide juridictionnelle "seront dévalorisées d'environ 30%", écrit Pierre-Olivier Sur.

Sur le plan pénal, les avocats parisiens sont appelés notamment à ne plus assurer les audiences publiques : les comparutions immédiates, les affaires correctionnelles, ainsi que celles qui relèvent du tribunal de police.

"Il convient de poursuivre et même d'intensifier le mouvement de mobilisation", déclare pour sa part le président du Conseil national des barreaux (CNB), Pascal Eydoux.

Dans une lettre aux avocats, il ne "rejette pas l'hypothèse d'inviter à un mouvement plus fort par une grève totale des audiences par tous les avocats en toute matière".

Selon le CNB, à l'origine d'une grève des avocats commis d'office lancée la semaine dernière, 126 des 164 barreaux du territoire suivaient le mouvement vendredi dernier.

- La grève des avocats prend de l'ampleur - Reuters

La grève générale lancée lundi par les avocats de Paris s'est étendue mardi à une vingtaine de barreaux de province, qui dénoncent le "passage en force" du gouvernement sur le financement de l'aide juridictionnelle.

Dans le même temps, quatre syndicats des personnels de l'administration pénitentiaire appellent à une manifestation nationale jeudi à Paris, qui conduira le cortège devant le ministère de la Justice. Quatre syndicats (UFAP-Unsa, SNP-FO, SNJ-FO personnels administratifs et CGT pénitentiaire) appellent à une manifestation nationale pour dénoncer les conditions de travail, l'insécurité, et des indemnités trop peu élevées.

Pour tenter d'apaiser la fronde, la ministre de la Justice, Christiane Taubira, a annoncé qu'elle recevrait mercredi les représentants du Conseil national des barreaux (CNB), de la Conférence des bâtonniers et de l'ordre des avocats de Paris.

Vingt barreaux ont décidé de manière souveraine lundi d'une grève totale et illimitée de leur activité, notamment Rouen, Grenoble et Bordeaux, a-t-on appris auprès du CNB.

Le mouvement, qui fait écho à la grogne des policiers, pourrait s'étendre à toute la France, le CNB menaçant de faire voter vendredi le principe d'une grève générale et illimitée.

A Lille, 200 avocats en robe noire ont bloqué mardi les entrées du palais de justice, brandissant des pancartes visant les ministres de l'Economie et de la Justice, Emmanuel Macron et Christiane Taubira.

Selon le CNB, qui dénonce des "actes inqualifiables", des CRS ont molesté des avocats dans l'enceinte du tribunal.

Le durcissement des barreaux de province pourrait multiplier les reports d'audiences et engorger les tribunaux. Reuters 20.10

4- Paris : Paris: Gare RER François-Mitterrand, les déchets s'accumulent, les poubelles disparaissent
- 20minutes.fr

Depuis 29 jours et le début d'une grève des agents de nettoyage, la station croule sous les déchets. La SNCF démonte même les poubelles ce mardi matin pour éviter leur accumulation...

La situation ne s'améliore pas en gare RER Bibliothèque François-Mitterrand (ligne C)... Depuis quatre semaines maintenant, les agents de Safen, la société prestataire de nettoyage filiale du groupe Onet, sont en grève. Et la station, chaque jour, est jonchée de papiers de journaux et de détritux en tout genre. Quand ce n'est pas des matières fécales ou de l'urine.

En attendant qu'une issue soit trouvée au conflit, la SNCF s'organise. La compagnie ferroviaire a déjà lancé un appel sur la base du volontariat auprès de ses employés pour s'occuper du nettoyage. « Ils sont une vingtaine, des agents d'escales comme des personnes travaillant dans les bureaux, précise la SNCF. Le dispositif ne permet pas de faire un nettoyage quotidien mais de limiter la détérioration de la gare. »

Ce mardi matin, la compagnie ferroviaire passe à la vitesse supérieure. Entre 7h30 et 9h30, ces mêmes agents volontaires distribueront des tracts invitant les voyageurs à ne plus rien jeter dans cette gare. Les poubelles seront démontées dans la foulée et les distributeurs de confiseries seront mis hors-service pour éviter l'accumulation de déchets. 20minutes.fr 20.10

[Haut de page ↗](#)

Le 24 octobre 2015

CAUSERIE

Rectificatif

Nous avons retiré l'article *La Turquie prend position officiellement pour l'Émirat islamique. (19.10)*

- Rectificatif : une intoxication contre Hakan Fidan - Réseau Voltaire 21.10

Nous avons été abusés et avons reproduit des extraits d'un prétendu entretien d'Hakan Fidan, chef des services secrets turcs, le 18 octobre 2015, à l'agence Anadolu, dans lequel il aurait pris la défense de l'Émirat islamique.

Or, cet entretien n'a jamais existé.

Nous présentons nos excuses à M. Fidan, à l'agence Anadolu et à nos lecteurs. Réseau Voltaire 21.10

Voilà des gens corrects, non ?

Comme quoi cela peut arriver à n'importe qui de se faire abusé. Nos dirigeants feraient bien de s'en inspirer ! Non, ils sont vraiment incurables, arrivé à un certain âge on ne se refait pas, il ne faut pas rêver...

La confiance des uns fait le malheur des autres.

- Banques, voitures, achats en ligne : tout est une question de confiance - euronews.com

Que la confiance des investisseurs dans le capitalisme disparaisse et c'est tout leur système économique qui s'effondre. Ils ne lui accordent leur confiance qu'à partir du moment où ils estiment que le risque (rémunérateur) qu'ils prennent en vaut la chandelle, dans le cas contraire ils lui retirent et c'est la chute, qui généralement est orchestrée par les banquiers les plus puissants pour la contrôler et en tirer profit. Ce risque calculé repose sur la perspective de gains alléchants qui ne peuvent être réalisés que dès lors que la stabilité du régime est assurée, autrement dit que la paix sociale règne ou que rien ne menace le pouvoir de la classe dominante. Et pour ce faire, il faut que le taux d'exploitation soit maintenu ou augmente ou que les exploités témoignent eux-mêmes leur confiance dans le capitalisme et ses institutions.

Il faut donc tout faire pour que les travailleurs ne puissent pas se mobiliser sur leurs revendications sociales, que chaque mobilisation demeure isolée, et surtout qu'ils ne se dotent pas d'objectifs politiques ou pire, qu'ils en arrivent à poser la question

du pouvoir ou de l'Etat. Il faut donc tout faire pour les empêcher de s'organiser pour rassembler leurs forces, briser nettement toute velléité d'indépendance de classe qu'ils pourraient manifester et qui les conduirait à remettre en cause l'ordre établi.

Bref, il faut tout faire pour que les travailleurs ne parviennent pas à avoir confiance en eux et dans la force qu'ils représenteraient face au capitalisme en affilite réduit à un monstreux appareil de propagande et policier. Quand ils n'ont plus confiance dans les partis censés incarner leurs intérêts, la classe dominante et ses médias s'emploient à favoriser la naissance de nouveaux partis à consonance populaire qui rempliront cet office, le PG et le FdG en France, Syriza en Grèce, Podemos en Espagne, Die Linke en Allemagne, etc. Parallèlement ils favoriseront l'extrême droite pour mieux les désorienter, pour finalement se livrer à des amalgames entre ce qu'ils présentent comme l'extrême gauche et l'extrême droite, ce qui devrait finir de les dégoûter de placer leur confiance dans un parti politique au profit du marché et son idéologie nauséabonde qui pénètre quotidiennement leur cerveau, auxquels ils sont appelés à adhérer ou à se soumettre de gré ou de force.

Parvenu à ce stade ils auront perdu toute trace d'indépendance, jusqu'à la notion de confiance qui aura totalement disparu chez eux après avoir été rabaissés au rang de serfs, pour avoir abdiqué leurs droits ou n'avoir pas été capables d'en défendre la légitimité.

Pris isolément ou en l'absence d'une conscience de classe, cette notion de confiance sera orientée vers la recherche de solutions individuelles à des problèmes qui sont d'ordre collectif, dans une société où tous les travailleurs sont mis en concurrence, cela se traduira par l'établissement de rapports détestables les opposant les uns aux autres, pendant que les représentants de la classe dominante appliqueront le programme du capital.

Ils justifieront la confiance qu'ils auront placée dans un système économique jusqu'à en accepter toutes les conséquences, y compris la pire barbarie à laquelle il recourt ou qui les laissera indifférents, c'est plus hypocrite mais au moins cela ne laisse pas de traces, on pourra plus difficilement le leur reprocher et leur bonne conscience sera sauve. Au-delà, parvenus à ce stade d'avalissement, de décomposition ou de déchéance, ils ne seront plus en mesure de contester ou de s'opposer à leurs maîtres tout puissants qui pourront leur imposer des conditions de travail et d'existence toujours pires, ils seront prêts pour être envoyés à l'abattoir ou participer à une nouvelle boucherie ou guerre.

La question de confiance revêt forcément un contenu et une orientation de classe.

La mauvaise question : les travailleurs ont-ils confiance en eux. La bonne question : Ont-ils conscience de leur condition ? L'un ne conditionne pas forcément l'autre, mais l'un sans l'autre ne peut aboutir qu'à une impasse. Quand on ne sait pas où on en est, comment savoir où l'on va, comment s'orienter correctement ou conformément à nos besoins, impossible.

Si vous estimez qu'il n'est pas possible de changer la société, c'est parce que vous témoignez inconsciemment toujours de la confiance envers le capitalisme. Pourquoi ? Parce que par ignorance vous lui attribuez des mérites qu'il a usurpés, un futur qu'il a déjà hypothéqué.

Si vous estimez qu'il n'est pas possible de changer la société, c'est parce que vous n'avez pas confiance dans les masses exploitées, dès lors on comprend pourquoi vous considérez qu'élever leur niveau de conscience serait inutile ou secondaire, au-delà cela vous servira d'argument pour justifier votre propre adaptation au capitalisme, entre temps de révolutionnaire vous serez devenu contre-révolutionnaire, le plus souvent sans même vous en être aperçu.

Si vous estimez qu'il n'est pas possible de changer la société, c'est que vous n'avez pas confiance en vous, ce qui signifie que vous n'avez pas réellement conscience de votre condition et que votre confiance est bien mal placée, vous vous leurrez vous-même sur ce que vous êtes ou votre engagement politique qui est orienté dans une direction opposée à vos intérêts et ceux de la classe ouvrière

Refusez d'accorder sa confiance aux masses laborieuses, c'est se détourner ou abandonner le socialisme ou n'y avoir rien compris.

Refusez d'orienter résolument son combat politique en direction des masses laborieuses, c'est tourner le dos au socialisme.

[Le soutien au peuple syrien passe provisoirement par le soutien à Assad et à son armée.](#)

- Il faut apprendre à penser - Conseil amical à l'adresse de certains ultra-gauches - Léon Trotsky - 20 mai 1938

Extrait.

Une attitude intransigeante envers le militarisme bourgeois ne signifie nullement que le prolétariat entre en lutte dans tous les cas contre son armée « nationale ». Des ouvriers n'empêcheront jamais des soldats d'éteindre un incendie ou de sauver les victimes d'une inondation ; au contraire, ils collaboreront coude à coude avec les soldats et fraterniseront avec eux. Mais il ne s'agit pas seulement de catastrophes naturelles fortuites. Si demain les fascistes français tentaient de se lancer dans un coup d'Etat et que le gouvernement Daladier se trouvât contraint de faire agir l'armée contre les fascistes, les ouvriers révolutionnaires, tout

en maintenant une indépendance politique complète, lutteraient contre les fascistes, à côté des troupes. Ainsi, dans toute une série de cas, les ouvriers se trouvent contraints non seulement d'admettre et de tolérer, mais encore de soutenir activement des mesures pratiques d'un gouvernement bourgeois.

Dans quatre-vingt-dix cas sur cent, les ouvriers mettent bien un signe moins là où la bourgeoisie met un signe plus. Cependant, dans dix cas il sont contraints de mettre le même signe que la bourgeoisie, mais ils le font avec leur propre estampille, exprimant ainsi leur défiance envers la bourgeoisie. La politique du prolétariat ne se déduit pas automatiquement de la politique de la bourgeoisie en mettant le signe contraire, — en ce cas-là, chaque sectaire serait un grand stratège ; non, le parti révolutionnaire doit s'orienter chaque fois de façon indépendante dans la situation tant intérieure qu'extérieure, en prenant les décisions qui répondent le mieux aux intérêts du prolétariat. Cette règle concerne aussi bien une période de guerre qu'une période de paix. Fin de l'extrait.

A retenir : "*tout en maintenant une indépendance politique complète*", ce qu'aucun parti ouvrier n'est capable après s'être rangés au côté de l'impérialisme français.

Trotsky a pu aussi se planter complètement.

- Discussion pour résumer sur les revendications de transition - Léon Trotsky 23 mars 1938

Extrait.

Shachtman. — Supposons que ce soit une guerre européenne dans laquelle les Etats-Unis n'entrent pas encore ?

Trotsky. — Dans ce cas, pour les Etats-Unis, l'effondrement économique sera reporté. Ce qui est clair, c'est que les pays engagés dans la guerre connaîtront l'effondrement non au bout de quatre ou six ans, mais au bout de six à douze mois, parce que les pays capitalistes ne sont pas plus riches, mais plus pauvres qu'en 1914, sur le plan matériel ; techniquement, ils sont plus riches, ils dépenseront quatre, cinq, six fois plus que pendant la première guerre mondiale pour la destruction, parce que la guerre commencera là où se terminait la première. Le facteur psychologique, celui qui fait que la vieille génération qui a fait la dernière guerre, vit encore, et que les traditions de la dernière guerre sont encore vivantes : personne ne va croire que cela signifie le bonheur, l'épanouissement des droits, la destruction du militarisme, et que cette production sera pour l'humanité. Ces leçons existent même dans la jeune génération. C'est pourquoi leur patience ne sera pas longue. Et la révolution ne viendra pas après quatre ans, mais bien plus tôt, après quelques mois. Fin de l'extrait.

En fait il n'en sera rien. Ils ont déclenché la Seconde Guerre mondiale après la défaite du prolétariat dans toute l'Europe, et l'arrivée d'Hitler, Franco et Mussolini au pouvoir qui précéderont Pétain l'achèvera dans une terrible répression et un bain de sang qui sera le prélude à la grande boucherie qui ne durera pas quelques mois, mais 4 longues années.

Dans un tel contexte on ne voit pas très bien comment le prolétariat aurait pu se remettre aussi rapidement d'une telle débâcle et d'un tel massacre comme Trotsky le prévoyait. C'est à croire qu'il avait loupé un chapitre ou il a péché par un excès d'optimisme que rien ne pouvait justifier, d'autant plus que l'Internationale communiste ou le Komintern était entre les mains de Staline l'assassin du mouvement ouvrier révolutionnaire international, le décapiteur du parti bolchevik, le dilapideur de la révolution russe, la négation du communisme, les militants restés fidèles au communisme étaient éparpillés, isolés, inorganisés et profondément démoralisés, divisés comme c'est le cas de nos jours. Et ce n'est pas un hasard si on entend de plus en plus parler du fascisme, comme s'il était amené à se banaliser, comme Al-Qaïda qui serait fréquentable, après les Talibans.

Des erreurs d'une même importance ou portée, Trotsky en a commis un paquet et là il n'y avait plus personne pour les corriger, Lénine n'étant plus là. Cela dit 80 ou 90% de ses analyses et positions étaient justes ou nous les partageons. Ce qui est essentiel, c'est l'orientation dans laquelle il situait son intervention dans la lutte des classes, sa loyauté envers notre cause qui demeura indéfectible, ce que ne peuvent pas prétendre de nos jours les dirigeants trotskystes qui s'en réclament ou qui sont les fossoyeurs de ses enseignements.

Un courriel reçu

Ma réponse figure entre parenthèses (- J-C), les autres passages entre parenthèses où ne figurent pas cette mention sont de l'auteur de ce courriel. Ma réponse est décousue et tu m'en excuseras, j'ai dû faire autre chose avant de la terminer et reprendre le fil de mes idées comme j'ai pu. A l'heure où j'écris ces lignes il y a des ouvriers qui travaillent chez moi et je suis constamment dérangé.

Bonjour,

Un message qui ne sera certes pas un message d'engueulade (ce serait immérité te concernant), mais je vais quand même exprimer un agacement, qui ne te vise pas seulement toi, mais toi aussi. (A la bonne heure ! - J-C)

Je suis (verbe suivre), avec une sidération croissante, mais aussi beaucoup de lassitude (l'envie de passer à tout autre chose, sans doute), l'explosion en cours de mon ancienne organisation politique. Et le dernier épisode, cette histoire d'escroquerie à la sécu, qui s'achève avec la mise sur la paille des ex-camarades, me paraît passer les bornes.

Si j'ai tout bien compris, Gauquelin coupe les vivres aux opposants internes retraités (a-t-il seulement pensé à bien sécuriser sa chemise ?), ce qui suscite une lettre de protestation de l'un des camarades visés (par compagne interposée), protestation plus que compréhensible, mais lettre aux frontières de l'injure. Suite à quoi un autre camarade, exclu il y a une vingtaine d'années (dans des conditions semble-t-il - je n'en connais que ce qu'il en dit - lamentables), en remet une couche en assassinant verbalement les précédents, et en menaçant tout ce beau monde des tribunaux. Et sur ce, toi, Jean-Claude Tardieu, tu intervies en taxant (sauf erreur de ma part, et c'est vrai que je n'ai pas relu, mais tout ça me gave, pour parler "djeun") le dernier cité d'imbécillité... puisqu'il dénonce, encore une fois si j'ai bien compris, ce dont il a lui-même pour une part bénéficié !

(Exact, c'est le comble de l'imposture et cela a le don de me mettre hors de moi, parce que ces gens-là prétendaient lutter pour la même cause que nous dans la même organisation, il ne faut pas l'oublier, qui plus est à l'époque où j'y militais, donc je me sens directement concerné. Ce dirigeant n'a aucun principe, c'est ce qu'il vient de démontrer, la question serait de savoir comment des gens comme cela ont pu devenir nos dirigeants, et ne voulant pas entrer dans des conditions de personne, je dirais qu'à la base il existait un problème politique dans cette organisation... qui se nommait Lambert. Voilà un personnage qui ose accuser un de ses anciens camarades d'avoir commis une malhonnêteté et de la rendre publique seulement maintenant parce qu'il réclame des comptes à ceux qui lui ont coupé les vivres, alors qu'il a lui-même bénéficié de la même malversation mais sans s'en vanter jusqu'à présent, tu avoueras qu'on est en présence d'un sacré gredin doublé d'un opportuniste de première. Et comme il est resté lambertiste - cela devrait te faire marrer, à moins qu'il soit aveuglé par la haute estime qu'il doit avoir de lui-même, ce qui revient au même en somme, il ne s'en aperçoit même pas - J-C) Mais avez-vous, tous ce que vous en êtes, l'idée du spectacle que vous donnez ? (C'est pitoyable en effet. Si j'ai insisté, c'est pour que les militants qui se connectent sur le portail et qui seraient tentés de rejoindre le groupe La Commune et qui ne connaîtraient pas ses dirigeants, aient une petite idée de ce qu'ils sont capables de faire ou à qui ils ont à faire, ensuite ils feront ce que bon leur semble, cela ne nous regarde plus, c'est tout. Cela fait toujours mal au coeur de voir un jeune militant se faire manipuler, si on peut lui épargner cette expérience désagréable qu'on a subie, on n'aura pas perdu notre temps. - J-C)

Et je vais continuer plus calmement, pour essayer d'éviter moi-même de donner dans ce travers.

Il me semble indispensable, si un dialogue doit avoir lieu - et je ne vois pas bien quel espoir subsiste, pour la classe ouvrière, si ce dialogue entre militants se réclamant de la lutte de classe (sans préalable d'appartenance à telle ou telle organisation) n'a pas lieu - d'en préserver les conditions. Alors, que ceux qui en sont incapables s'en aillent ! Mais avec leur retraite, je précise...

(Si tu parles des dirigeants du CCI-POI, à mon avis tu te fais des illusions. Car comment pourraient-ils "dialoguer" sereinement, alors que pendant des décennies ils se sont employés à couvrir leurs erreurs et mensonges par de nouveaux mensonges et ainsi de suite, au point qu'un tel processus devait être fatalement irréversible sous peine de se remettre en cause ou de démasquer leur opportunisme et les méthodes qu'ils ont employées pour justifier leur politique, bref de perdre leur statut de permanent avec les avantages attenants, sauf à être sado-masochiste ou un crétin, ce qu'ils n'étaient pas. En ayant agi de la sorte consciemment, car on ne ment pas ou on se raconte pas des histoires à répétition ou à l'infini sans en avoir pris conscience, ils s'interdisaient tout retour en arrière ou à un fonctionnement normal du parti, au respect de ses militants et de ses statuts, c'est dialectique, quand la quantité s'est transformée en qualité tu ne peux plus revenir aux conditions antérieures, c'est comme lorsqu'une batterie à force de se décharger finit par rendre l'âme si on ne la recharge pas à temps, elle est morte et tu n'a plus qu'à la balancer et en acquérir une autre.

Tu peux t'acharner à chercher une autre solution, il n'en existe pas d'autres, c'est ainsi et il faut s'en faire une raison. Or, c'est ce que les militants n'arrivent pas à se foutre dans le crâne, pire, ce qui prévaudrait pour des dirigeants d'autres partis ne serait pas valable pour les leurs, et pourquoi cela, au nom de quoi, de la confiance qu'ils avaient placée un jour en eux, ils refusent d'admettre qu'ils se sont trompés, qu'ils ont été trompés à leur insu et que c'est douloureux, ils ne veulent pas regarder la réalité en face. Mais dans ces conditions, comment veux-tu discuter avec des militants qui refusent d'examiner les faits, qui font en permanence dans le déni, qui te sortent des arguments que les faits contredisent manifestement et qui refusent de prendre en compte les tiens qui reposent uniquement sur des faits, établis, vérifiables, la totalité des faits et non ceux qu'on a sélectionnés pour justifier nos conclusions, nos positions, etc.

Il faut se rendre à l'évidence que lorsqu'un organe est gangrené, il faut le couper sous peine que tout le corps y passe et que mort s'en suive. Ils ont couvert toutes les coups pourris et les malversations de Lambert, son révisionisme du trotskysme, sa collusion avec l'appareil du PS et de FO, avec des anarcho-syndicalistes farouchement anticommunistes (A. Hébert notamment), ses méthodes qui relevaient du centralisme bureaucratique, sa violation des statuts du parti, ses théories foireuses sur l'Algérie, la Yougoslavie, l'Allemagne et bien sûr la France, auxquelles ils ne croyaient même pas eux-mêmes, ses contradictions et ses erreurs qu'il n'a jamais admises et qui plus est corrigées, etc. etc. etc. On a envie de dire trop, c'est trop, stop ! Sérieusement, qu'est-ce qu'on pourrait envisager de faire avec des gens pareils, leur confier à nouveau la direction du parti, c'est une blague ou quoi ? - J-C)

Quant à ces conditions, juste quelques indications, de mon cru, et sans aucune prétention à l'exhaustivité.

Tout d'abord, en termes de comportements individuels : il est nécessaire, et en l'occurrence urgent, de mettre de côté les rancœurs. C'est-à-dire, tout simplement, se comporter en adulte, ou essayer ! Et il faut aussi veiller à contrôler le taux de détestation ou de mépris dans les propos développés publiquement. (Ou en petits comités qui font autant de ravages parfois. Maintenant cela peut nous échapper ou nous soulager, au moins c'est moins hypocrite, du moment qu'on ne tombe pas dans le procès d'intention ou qu'on n'en fait pas une question personnelle, chacun peut dire ce qu'ils pensent, ensuite on peut essayer de comprendre ce que cela signifie sur le plan politique, quel problème cela recouvre ou qui n'aurait pas été abordé ou résolu. - J-C)

Et puis peut-être, aussi, et ce sera plus "politique" : remettre au premier plan, dans le fonctionnement d'une organisation, le fédéralisme ; et imposer le mandat impératif en interne. Une orientation et une mesure pour faire repartir les dynamiques d'organisation par en bas, ce qui en l'occurrence me paraît le plus urgent.

(J'ai peut-être loupé un chapitre, mais j'ai cru comprendre que dans ce genre de parti il y avait la tête qui n'en faisait qu'à sa tête, et il y avait les jambes, en bas, qui étaient tout juste bonnes à ramer. Plus haut tu parlais de mépris, je crois qu'il commence par là et la suite est à l'avenant. On a donc besoin de dirigeants intègres ou loyaux comme disait Lénine, qui soient capables d'assumer leurs responsabilités, faudrait-il encore qu'ils en aient les capacités, sans parler des qualités personnelles. Ceci explique cela, non ? - J-C)

Quant à l'assise théorique de cette organisation, organisation à venir, si elle vient un jour...

Je me réclame pour ma part du marxisme, sans prétendre en être un grand spécialiste, et sans non plus en faire une Bible (ce qui requiert de dialoguer avec bien d'autres réflexions). Mais je ne vois pas au nom de quoi on devrait imposer un accord avec la tradition marxiste (d'ailleurs très plurielle) pour intégrer une organisation politique se réclamant de la lutte de classes : le mouvement ouvrier est divers, les réflexions et les traditions qu'il a engendrées le sont aussi, acceptons-le comme un fait, et traduisons-le en termes d'organisation. Ce qui requiert à l'évidence un droit de tendance en interne. Et pas seulement, retour vers les questions du début, à 2 mois d'un congrès...

(La question du type de parti à construire a été tranchée par l'épreuve de la Première Guerre mondiale qui a vu l'ensemble des partis sociaux-démocrates capituler et exploser peu de temps après, ensuite par la révolution russe sous la direction du parti bolchevik suivie de trois années de blocus et de guerre civile qui se seraient soldés par la victoire de la réaction si un parti centralisé, discipliné, intransigeant sur les principes, soudé autour de son programme n'avait pas existé, car si la prise du pouvoir avait eu lieu pratiquement sans rencontrer de résistance, il en fut autrement par la suite lorsque l'engagement politique rimait avec engagement militaire ou combat les armes à la main. Tu imagines un instant des gens comme Schivardi et Cie, des syndicalistes professionnels ayant toujours eu une petite vie pépère, des petits-bourgeois ou des intellectuels qui ne rechignent pas à vivre dans un certain confort, bref, des gens pétris de conformisme qui n'ont jamais été soumis à des épreuves violentes au cours de leur vie se retrouver du jour au lendemain en première ligne face à la mitraille, mais ils prendraient leurs jambes à leurs cous et te planteraient sur place, le parti se disloquerait à l'annonce du premier coup de canon, la réaction n'aurait même pas besoin de décapiter le parti. Maintenant cela n'est pas incompatible avec le droit de tendance, j'ai lu quelque part qu'il y en avait une dizaine dans le parti bolchevik, là encore cela dépend de la qualité des dirigeants du parti, semble-t-il, car je ne vois pas d'autres explications, soit ils sont à la hauteur de leurs tâches et ils sont capables de défendre la ligne politique qu'ils ont définie, dans ce cas-là ils peuvent loyalement affronter leurs adversaires des différentes tendances et faire en sorte que le parti soit en ordre de bataille, soit ils n'en sont pas capables et ils se livrent à des méthodes déloyales pour museler les tendances ou les liquider afin de conserver leur pouvoir au sein de l'appareil. On peut imaginer toutes les structures ou instances qu'on voudra, commission de contrôle indépendante et je ne sais quoi, si le ver est dans le fruit, sauf à l'en extraire, il le pourrira et personne n'y pourra rien.

Là encore je crois que c'est un faux débat, Lénine était souvent en minorité dans le parti, il eut très souvent l'ensemble des dirigeants du comité central contre lui, en revanche les militants bolcheviks de base ou les cadres qui bossaient dans les usines adoptaient sa ligne politique car elle était la seule qui correspondait à la fois au développement de la situation et à l'état d'esprit de la classe ouvrière. Tu me diras qu'ils violaient le centralisme démocratique, non, ils l'adaptaient en fonction de la situation qu'ils rencontraient sur le terrain, quand la ligne politique que la direction leur proposait était impossible à appliquer autrement que sur le papier, en fait ils adoptaient la ligne politique correspondant aux tâches que la classe ouvrière pouvait réaliser, c'était donc ces facteurs qui déterminaient en dernière analyse quelle ligne politique était majoritaire, non pas dans un bureau du parti mais sur le terrain.

Lénine fut le plus souvent minoritaire au sein de la direction du parti, mais ils étaient majoritaires dans les usines. Or, qui est-ce qui doit se mobiliser et se soulever, le parti ou les masses ? Les masses, on est bien d'accord n'est-ce pas ? C'est de là que Lénine tenait sa légitimité. Depuis on a complètement inversé les rôles. Et quelle en est la signification ? C'est très simple, cela signifie concrètement contrairement à Lénine, que nos dirigeants n'ont jamais cru dans les masses, ils ont voulu lui substituer le parti mais cela ne fonctionnait pas, et comme cela ne fonctionnait pas ils se sont davantage détournés des masses au profit de l'aristocratie ouvrière, les intellectuels, des étudiants, des élus, des militants des autres partis, des syndicalistes pour finalement arriver au même résultat lamentable.

Le parti doit se mettre au service des travailleurs. Ce n'est pas au parti de leur dicter quoi que ce soit mais l'inverse, le traduire sous forme de mots d'ordre et de tâches qu'il doit leur proposer... Même ces notions de base du parti les militants les ignorent, qui plus est leurs dirigeants mais pour une tout autre raison, pour ne pas aller au charbon, c'est plus confortable et moins risquer de mener la lutte de classe d'un bureau plutôt que d'aller à la rencontre des travailleurs sur leur lieu de travail. Lénine privilégiait les rapports qu'il pouvait avoir avec des militants de base, il leur posait un tas de questions pour prendre la température du terrain, il leur demandait notamment comment les ouvriers recevaient la politique du parti, etc. en lisant cela dans des articles je me suis dit que c'était grâce à ce moyen-là qu'il définissait sa ligne politique, ce qui expliquait du même coup pourquoi elle était bien reçue par les ouvriers.

Il n'y a pas de mystère à notre incapacité de construire le parti, on a tout fait à l'envers, on a refusé de s'inspirer des enseignements de la révolution russe voilà tout pour finalement les abandonner, et on s'étonne du résultat, pour un peu pourquoi ne pas accuser Lénine d'en être responsable, et lorsque Trotsky déclarera que le léninisme se confondait avec le parti bolchevik ou qu'il en était l'enseignement déterminant, le malheureux il ne devait plus avoir toute sa tête ! Pour dire encore un mot sur le parti, Trotsky affirmera qu'une direction collégiale devait diriger le parti pour éviter sa bureaucratisation ou que le pouvoir soit concentré entre les mains d'un seul dirigeant, ainsi que toutes les dérives qu'on peut imaginer. Sage précaution sachant qu'aucun dirigeant ne devait être de la trempe de Lénine ou Trotsky. - J-C)

Mais sur la lutte de classes, par contre, comme principe historique et comme principe politique ; et sur la volonté d'en finir avec le pouvoir de la bourgeoisie, c'est-à-dire avec le capitalisme, comme mode de production et d'organisation sociale ; et tout particulièrement avec la propriété privée des moyens de production et d'échange... là, il faut être clair : c'est un principe de délimitation.

(Marx et Engels et à leur suite Lénine seront plus précis, ce sera uniquement par une révolution violente que la classe ouvrière parviendra à renverser le régime en place et à s'emparer du pouvoir politique, car il n'existe aucun autre moyen de faire rendre gorge à notre ennemi, jamais par le biais ou à l'issue d'un processus électoral ou institutionnel il ne cèdera le pouvoir, cela doit impérativement figurer dans le programme du parti. - J-C)

J'ajoute, c'est un prolongement de la remarque qui précède, et c'est un point sur lequel je suis en désaccord avec ta position, que l'idée d'un parti ouvert à des non-marxistes, et aussi, ce qui est plus délicat (et donc discutable), à des camarades ne se réclamant pas de la révolution, c'est-à-dire l'idée d'une transition dans le parti, cela prend pour moi un sens très positif, que m'avait expliqué un jour un camarade trotskiste : c'est le moyen pour que la classe ouvrière reparte sur ses bases propres, à partir de son mouvement propre, et qu'elle retrouve ainsi confiance en elle-même, une confiance à laquelle ne l'incline pas l'histoire du 20ème siècle (dont les idéologues de la bourgeoisie font par ailleurs leurs choux gras, c'est leur fonction).

(C'est à mon avis un faux problème qui sert à camoufler l'abandon du programme de la révolution socialiste par les conciliateurs ou lambertistes ou leur refus de le défendre au profit du réformisme bourgeois. Pourquoi ? Parce qu'il n'y a jamais eu sauf exception qui confirme la règle de travailleurs ou de militants marxistes rejoignant un parti. Etre marxiste, un peu, beaucoup, à la folie, passionnément, cela n'a jamais rien voulu dire et énervait passablement Marx . Trotsky affirmera lors d'une conférence, en 1932 je crois dans les enseignements d'Octobre, qu'il n'y avait pas eu plus d'une poignée de marxistes au parti bolchevik en octobre 1917, et encore en étant généreux avait-il ajouté en substance ou quelque chose comme cela, donc c'est un faux problème ou mal poser la question qui est de savoir si on est prêt ou non à lutter à mort pour une cause et à se donner les moyens pour qu'elle triomphe, donc c'est davantage une question de résolution, de détermination qui doit être inflexible, inoxydable, incorruptible, et c'est bien pour cela qu'en parlant des militants du parti les marxistes évoquaient des combattants, des guerriers au caractère trempé comme l'acier... Ils étaient davantage marxistes en pratique qu'en théorie, ils se comportaient en marxistes sur le terrain ou le champ de bataille parce qu'ils avaient des dirigeants qui les guidaient dans la bonne direction. A ce que je sache, les bolcheviks étaient disciplinés en pratique et non en théorie, cela tenait d'un acte de volonté et non du marxisme. Demandez aux militants d'être marxistes, c'est comme demander à ton garagiste de faire un exposé sur la phénoménologie de l'esprit d'Hegel, c'est du délire ! Par contre les militants peuvent acquérir les bases du matérialisme dialectique si les dirigeants du parti daignent descendre de leur piédestal pour leur enseigner. On comprend mieux dès lors l'importance de la composition du parti, qui il recrute, dans quelles couches sociales, quelle sont les véritables valeurs des travailleurs qu'il recrute et comment elles vont être mises à contribution lors du combat politique et la révolution.

J'ai lu récemment un article de Lénine de 1921, dans lequel il demandait à ce que tous les membres du parti qui provenaient du parti menchevik soient virés, sauf précisait-il ceux qui servaient véritablement la révolution, il n'a pas dit sauf ceux qui étaient marxistes, non, sauf ceux qui étaient fidèles à l'Etat ouvrier, au socialisme, je cite en substance. Quand j'ai rejoint l'OCI en 1978, j'avais lu quelques ouvrages des marxistes auxquels je n'avais saisi qu'une infime partie, apparemment l'essentiel (pour militer), mais est-ce que cela faisait de moi un marxiste ? Pas du tout, je n'étais même pas foutu de savoir ce qu'était la dialectique ou le matérialisme, j'ânonnais le marxisme. Depuis je l'ai étudié sérieusement, passionnément et je continue. A la base je suis un ouvrier mécanicien dont je suis pragmatique, ce qui m'intéresse c'est d'acquérir des outils logiques pour interpréter le monde et je me fous éperdument de savoir si je suis marxiste ou non ou je ne sais quoi encore, c'est très prétentieux ou pédant tout cela, très académique, cela pue la suffisance et le mépris, tiens on y revient. Ce qui intéresse les militants ou les futurs militants, c'est de comprendre comme la société fonctionne pour mener leur combat politique, le reste passe au second plan. Comme cette compréhension n'est pas innée, il faudra bien les former aux rudiments du matérialisme dialectique pour qu'ils progressent. Je ne suis même pas sûr pour la plupart d'entre eux qu'ils aient réellement conscience de leur propre condition.

Il faut donc les armer théoriquement et politiquement pour qu'ils soient efficaces sur le terrain, mais aussi pour affronter leurs nombreux adversaires au sein du mouvement ouvrier, sinon ils vont se ramasser et se décourager.

Le parti ne peut pas être un club de discussion ouvert à tous les vents comme peut l'être le POI ou le NPA, où chacun pense et fait ce qu'il veut sans véritable direction et orientation, non, n'importe quel travailleur ne peut pas le rejoindre auquel cas il deviendrait ingouvernable, tandis que des dirigeants peu scrupuleux s'en empareraient à leur profit ce qui expliquerait pourquoi ils n'y voient aucun inconvénient, pendant que chacun fait son truc dans son coin, eux ils tirent les ficelles.

J'ai lu plusieurs articles de la tendance Claire du NPA qui l'illustraient parfaitement, ils en sont arrivés au point où une poignée de dirigeants décident une chose et fait ouvertement exactement l'inverse sans que les autres dirigeants ou cadres ne soient informés, ils l'apprennent par les médias ou par la bande. Un tel parti ne sera jamais en mesure d'emmener les masses au combat et d'affronter la réaction déchaînée. C'est quelque chose qu'on a tendance à perdre de vue, parce que la révolution semble renvoyer à une date indéterminée, en fait on se comporte comme si on avait oublié ou écarté les enseignements de la révolution russe, donc l'objectif qu'ils devaient servir, autant dire qu'on s'est comporté en vulgaires opportunistes ou réformistes bourgeois.

On pourrait aussi poser une question farfelue, incongrue, politiquement incorrecte, qui va encore nous faire passer pour des gauchistes : qui dit que la situation n'aurait pas pris ou ne serait pas en train de prendre une tournure de telle sorte qu'elle nous conduirait à un moment donné à mettre à l'ordre du jour la question du déclenchement de la révolution, quand bien même toutes les conditions ne seraient pas réunies, dès lors que le parti existerait et serait implanté dans toutes les couches exploitées, histoire de précipiter ces conditions qui ne seraient pas encore tout à fait mûres du fait que demeureraient un certain nombre d'obstacles principalement de nature psychologique qui retiendraient les masses de passer à l'action, autrement dit, il s'agirait de donner un petit coup de pouce au destin pour préserver les progrès que nous aurions réalisés de manière à pouvoir franchir une étape décisive nous permettant d'entraîner les masses révolutionnaires et de nous emparer du pouvoir, sachant que dans le cas contraire la situation pourrait pourrir sur place et voir s'éloigner tous nos espoirs de vaincre notre ennemi.

Mais pour que cela soit envisageable, encore faudrait-il disposer de ce parti, l'avoir construit ou que sa construction soit bien avancée, donc s'y être pris longtemps à l'avance, dès maintenant puisque la société est en train de se décomposer à une vitesse fulgurante entraînant la décomposition de tous les partis, faudrait-il attendre que cette putréfaction ait gagné aussi notre parti pour ensuite se dire qu'il serait trop tard, et en déduire qu'on ne pourrait rien faire ou s'avouer vaincus, argument auquel de nombreux militants pourraient être sensibles et en profiter pour capituler ou désertir, auquel cas on se retrouverait une nouvelle fois à la case départ. Il faut donc élaborer une stratégie et s'y tenir, tout en sachant que le moment venu nous serons amenés à en changer, il faut donc que les militants y soient préparés, en comprennent la signification et la portée, ce qui implique que la politique du parti soit résolument orientée vers le renversement du régime.

On peut se retrouver en présence de conditions particulièrement favorables à une révolution et au renversement du régime, et s'avérer incapables de s'en saisir pour avancer vers notre objectif politique. Partant du constat que de moins en moins de travailleurs supportent leur condition et que cette tendance devrait s'amplifier dans un futur proche, pourquoi ne pas prendre les devants et nous préparer à la situation qui les verra adopter cet état d'esprit sans forcément que cela s'exprime directement sur le terrain de la lutte des classes, d'où l'intérêt d'une telle stratégie qui aurait pour fonction d'accélérer leur prise de conscience pour qu'enfin des millions de travailleurs décident de passer à l'action contre le régime. Ce scénario implique que leurs conditions d'existence ne seraient pas forcément dégradées au point de les pousser à agir, mais qu'au quotidien ils ne supporteraient plus la société telle qu'elle serait devenue et souhaiteraient ardemment la changer. Sinon il faudrait attendre que leur condition se dégrade davantage sans que cela constitue la garantie qu'ils se soulèveraient un jour pour autant, la Grèce en est l'illustration par exemple, dès lors que le parti n'existe pas.

Cette perspective et cette orientation présentent l'avantage de ne pas reposer uniquement sur les conditions objectives et subjectives telles qu'elles avaient été définies autrefois, elles tiennent compte de l'évolution de ces conditions au cours de la fin du XXe siècle à nos jours, y compris la guerre idéologique et psychologique que la classe dominante mène contre le prolétariat, qui a pour fonction de le domestiquer ou de lui faire accepter la société telle qu'elle est (l'obstacle qu'on a évoqué plus haut), y compris que la satisfaction des besoins matériels des travailleurs ne suffit pas à leur épanouissement ou à leur bonheur, dès lors que la majorité de leurs aspirations demeurent insatisfaites, alors qu'ils leur accordent autant ou parfois plus d'importance qu'à leurs besoins sociaux ou matériels ; en raccourci, à quoi bon avoir un revenu qui nous permet de satisfaire nos besoins matériels ou de vivre relativement confortablement, si à côté de cela la société est devenue un véritable cauchemar pour nous et nos enfants ou petits-enfants, sans parler que pour accéder à un revenu supérieur au smic, cela nécessite bien des sacrifices à la longue insupportables, en fait, c'est comme si on bénéficiait des moyens matériels pour être heureux et qu'il était impossible de l'être véritablement dans une société aussi détestable. - J-C)

Il me semble que tout cela ramène à nouveau vers les questions évoquées au début de ce message, et aussi vers les 1ères remarques que j'avais formulées quant à des exigences de comportement : que tous ces gens-là, qui s'engagent toujours plus loin dans la mise en scène publique de leurs haines réciproques (dont j'aimerais bien qu'elles meurent avant eux), s'ils ont quelque souci de l'émancipation, ou plus simplement du sort immédiat de la classe ouvrière, arrêtent leurs conneries ! Ou bien... qu'ils tirent leur révérence !

(Ce qui tranche avec l'attitude de ces dirigeants, c'est la sincérité, la modestie, la simplicité, l'honnêteté des travailleurs qui

rejoignent un parti et qui avouent tout ignorer de la lutte des classes, du marxisme et tout notre bazar et qui ont soif de connaissances, qui sont disponibles pour apprendre, progresser, qui écoutent patiemment, qui se mettent à lire alors qu'ils n'en avaient pas forcément l'habitude, pour autant que je me souvienne de ma propre expérience et de mes premières réunions de cellule avec d'autres jeunes camarades qui quelque part possédaient cette flamme révolutionnaire garante de tant d'espoir que nos dirigeants se sont évertués à briser.

Quand tu t'es tapé ta journée de boulot et que tu participes à une réunion entre 19 et 20 heures, parfois beaucoup plus tard, c'est que tu en veux, tu es déterminé. En t'organisant tu fais déjà preuve de discipline, de courage, de volonté, tu mets en oeuvre plein de facultés, principes, valeurs, c'est un acte qui mobilise tellement d'énergie que si elle est dirigée dans la bonne direction elle fera des merveilles, tu seras un homme ou une femme comblée. Cela donne de la cohérence et de la consistance à notre vie, de la confiance en soi, qui pourra aussi nous aveugler si on attache trop d'importance aux avantages qu'on peut en tirer à titre personnel, au point de devenir notre objectif et de se détourner définitivement de celui qu'on s'était fixé au départ. Et si des idées viennent se greffer là-dessus, on ne pourra plus s'en séparer au point de faire n'importe quoi pour les préserver, vous êtes prêts pour rejoindre le clan des bureaucrates corrompus par l'idéologie de la classe dominante. On comprend pourquoi certains ne veulent pas qu'on foute le nez dans leurs affaires sur ce plan-là, c'est trop compromettant pour eux. Cela devient un style ou un mode de vie, une rente. On a l'illusion du pouvoir qui rime avec ambition, et si je n'en ai pas c'est parce que la notion ou le concept de pouvoir m'est étranger, il incarne des rapports que je veux renverser, donc je ne peux pas l'adopter, je n'étais pas fait ou je ne me suis pas fait pour devenir bureaucrate dans un syndicat ou un parti. - J-C)

Salutations.

PS Ce que j'ai dit plus haut sur l'idée de transition, dont je pense toujours que c'est une bonne idée, ne préjuge pas de ce qu'a été en réalité le PT, dont le POI a pris la suite. Et pour ma part, si j'ai fini par m'en aller, c'est parce que j'ai pu constater, sans aucune ambiguïté malheureusement, que ce discours public recouvrait des pratiques sans rapport. Des pratiques faisant que le commun des militants est manipulé par sa direction, une manip qui, vue d'en-bas, n'apparaît presque jamais.

(Le PT et le POI, je les juge uniquement au regard du résultat que j'estime nul dans absolument tous les domaines. Pour ne pas dire pire et ce serait justifié. - J-C)

Et dans ces conditions, bien évidemment, aucune organisation ne peut se développer. Il lui reste seulement à vieillir. J'ai donc fait ce que je conseillais plus haut à d'autres, pour d'autres raisons, et sous réserve qu'ils soient incapables d'évoluer : j'ai tiré ma révérence.

(En terme de réalisation, tu avoueras que le PT ou le POI ont fait très fort, te dégoûter et te pousser à la démission comme des milliers d'autres militants. Mon appréciation est amplement justifiée. Et c'est bien triste pour tous ces militants qui n'avaient pas mérité un tel sort. - J-C)

Quant aux raisons des choix opérés par la direction du CCI-PT-POI (seconde étape du parcours de dés-illusion : après avoir repéré la manip, on essaie d'en comprendre les raisons), elles sont, vues d'en bas, ce qui était mon "lieu", très opaques. Mais il me semble bien, comme c'est souvent dit dans des commentaires tenus ici ou là, que l'essentiel se joue dans le souci de maintenir et améliorer les positions tenues dans les syndicats - un souci méritant par ailleurs réflexion : Audiard parlerait du grisbi, mais ce n'est qu'un aspect - et tout particulièrement au sein de FO.

(La direction du CCI-PT-POI étant particulièrement tordue et malsaine, je crois que les militants qui ont progressé ne le doivent qu'à eux-mêmes, à leur expérience du militantisme, aux discussions qu'ils ont eu entre militants et avec des travailleurs, leurs dirigeants étant des contre-exemples à ne surtout pas imiter. Je n'ai pas à juger les enseignements que tu as pu retenir de cette expérience. - J-C)

[Un autre courriel reçu.](#)

Je remercie au passage ces deux militants pour leurs courriels, car ils contribuent positivement à la discussion pour aller de l'avant.

Salut Jean Claude,

Pour répondre à tes commentaires, il y a quand même une contradiction entre le fait de penser que le niveau intellectuel atteint par les militants du POI ne serait pas si élevé que ça, et dire que d'un autre côté, un parti aurait pris en otage les meilleurs éléments de l'avant-garde du mouvement ouvrier.

(Je voulais dire par là que les meilleurs éléments de la classe ouvrières n'ont pas forcément rejoint le POI, moi par exemple si je peux me permettre, ou l'ont quitté et ont abandonné le combat politique. On est otage de partis qui ne nous conviennent pas forcément, on n'a pas vraiment le choix ou alors on reste inorganisé. Et quand on y est, on se dit : et si je me barre, je vais aller où car tous les autres partis sont encore pire, donc il n'y a pas de solution satisfaisante. Il est vrai que des militants possédant

de grandes qualités ont rejoint le POI ou le CCI à différentes époques, après coup on pourrait peut-être dire comme on entre en religion ou au couvent. On a le couvert qui est servi à l'heure, c'est rassurant ou réconfortant, un peu comme les fonctionnaires qui attendent sagement la retraite et n'attendent plus rien de la vie, on ne me fera pas croire qu'on devient fonctionnaire par vocation, cela n'existe pas, vie qui sera sans doute routinière au possible, abrutissante, bref médiocre, au moins on aura échappé au pire, c'est ce que l'on croit ou ce dont on s'est persuadé plus ou moins hypocritement, mais rien n'est moins sûr en fait. - J-C)

On dit quelque fois que l'on a les politiques que l'on mérite, mais c'est aussi vrai de ses dirigeants syndicaux, de ses partis...

(Ce que tu dis là est injuste envers les militants, aucun travailleur ne mérite le sort que la société lui a réservé, même celui qui fait tout pour se foutre dans la merde, c'est même peut-être le plus à plaindre. - J-C)

Je ne me considère pas comme un militant plus malin, plus intelligent qu'un autre, et il ne m'a fallu guère plus d'un an pour me rendre compte que le POI n'était pas le parti qu'il prétendait être, et qui en tout cas, correspondait à ce que j'en attendais.

(Bravo! Je n'ai pas à me prononcer sur tes aspirations ou convictions qui ne regardent que toi, mais c'est un fait, sachant que c'est la baisse des effectifs du POI qui a précipité sa crise semble-t-il, soyons plus précis, la crise de son appareil, gageons que si des milliers de militants supplémentaires avaient décidé de démissionner, cette crise serait survenue plus tôt, ce qui aurait permis de remettre les pendules à l'heure plus tôt également, sans présumer de la suite. - J-C)

Mais il y a sans doute une chose qui m'a rendu la tâche plus facile. C'est que je n'y ai jamais adhéré, et surtout pas à un âge trop jeune, où j'aurai pu être facilement influençable, par manque d'expérience, par illusion. Nombre de militants se retrouvent dans des organisations dont ils ne savent plus se séparer, car ayant noué des sympathies, des amitiés malgré le fait de ne pas être forcément d'accord avec la ligne de la direction, la teneur des débats. Quelques fois, c'est presque les seuls liens qu'ils leur restent. Difficile de rompre dans ces cas là... Même si cela n'explique pas tout, c'est évident.

Je considère de plus en plus qu'il faut vraiment repartir de la base même des principes du matérialisme, comme tu le fais, d'ailleurs, pour bâtir une conscience politique critique du monde dans lequel on vit. En posant les bonnes questions à propos des rapports économiques, sociaux et politiques. Evidemment, la durée que cela prendra pourra être longue, mais l'accroissement des tensions sociales et politiques peut être un accélérateur.

(Tout devient plus clair effectivement, mais quand on est aveugle cela ne change rien, il ne faut pas se faire d'illusions inutilement. Comme le disait très justement un autre camarade, il faut savoir ravalé sa rancoeur, et ce n'est pas facile de s'accepter tel qu'on est, d'assumer ses faiblesses et ses erreurs, de reconnaître que notre amour-propre était mal placé, personnellement c'est quelque chose qui m'est étranger. - J-C)

Amicalement.

ACTUALITE EN TITRES

La fuite en avant.

- Bond des Bourses européennes grâce aux banques centrales - Reuters
- Les Bourses européennes finissent en forte hausse grâce à Pékin - Reuters
- La Chine abaisse ses taux et permet aux banques de prêter davantage - AFP

Cadeau. Comment faire baisser le coût du travail et le faire payer aux travailleurs.

- L'Assemblée vote la baisse des cotisations sur les salaires jusqu'à 3,5 Smic - AFP

L'Assemblée nationale a voté mercredi soir la baisse des cotisations sur les salaires inférieurs à 3,5 Smic prévue dans le pacte de responsabilité. AFP 22.10

En famille il est préférable de se ménager.

Marine Le Pen a annulé à la dernière minute sa participation à l'émission 'Des Paroles et des Actes' qui n'aura donc pas lieu, apparemment parce que la liste des participants avait été modifiée de sorte qu'elle se serait retrouvée face à 6 ou 8

adversaires qui l'auraient lynchée sans qu'elle puisse réellement se défendre, on explique pourquoi plus loin.

- Le Pen sur France 2: Cambadélis et Sarkozy se sont parlé, "partagent la même analyse" - AFP

"Cambadélis et Sarkozy sont convenus d'envoyer chacun une lettre au CSA", a-t-on appris au siège du Parti socialiste.

Le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis avait écrit à Nicolas Sarkozy, président des Républicains, pour lui proposer qu'ils saisissent ensemble le CSA pour protester contre cette cinquième invitation sur 36 émissions. AFP 21.10

Pourquoi ce genre d'exercice ne convient-ils pas à Le Pen, Cambadélis, Sarkozy, Mélenchon, Laurent ? Parce que tous ces représentants du régime savent tous quels rôles chacun joue et qu'ils ne peuvent pas aller jusqu'au bout de leur argumentation sans révéler le rôle de leur adversaire et vice versa, ils ne tiennent pas à se démasquer aussi ouvertement, pour finalement un profit qui sera maigre ou pratiquement nul. Vaut mieux que cette sinistre comédie continue et que chacun reste à sa place.

STO

- RSA : deux parlementaires veulent sanctionner les fraudeurs et obliger les bénéficiaires à travailler - Public Sénat

Quand est-ce qu'on enverra ces prostitués au turbin ?

Aurait-il soudain des scrupules ?

- Mélenchon ne veut pas être associé à Hitler - Le Huffington Post

Il ne veut pas que son nom soit associé à celui d'Hitler. Jean-Luc Mélenchon a écrit aux éditions Fayard, jeudi 22 octobre pour leur demander de renoncer à publier le livre *Mein Kampf* (Mon combat), qui tombera dans le domaine public le 1er janvier prochain.

Le tribun du Front de gauche dont l'ouvrage *L'Ere du peuple* est sorti chez cet éditeur l'an passé a publié la lettre sur son blog. Le Huffington Post 22.10

On pourrait dire en raccourci, que M. Mélenchon en choisissant de rejoindre le PS il y a plus de 30 ans, puis de former une coalition au sein du Front de gauche avec le PCF, a délibérément décidé de marcher dans les pas des Blum et Thorez ou de frayer la voie au fascisme au détriment du socialisme. Qu'il en assume les conséquences !

Vive la guerre !

- Pourquoi les marchands d'armes français font un carton à l'étranger - 20minutes.fr

Les Egyptiens refusent de plébisciter la dictature militaire.

- Participation de 26,56% au 1er tour des législatives en Egypte - Reuters

Stratégie du chaos et de la guerre

- Pakistan: au moins 16 morts dans un attentat contre des chiites - AFP

- Boko Haram : journée de prière sanglante au Nigeria, au moins 55 morts - Liberation.fr

ACTUALITÉ DU JOUR

Grèce. Entre "amis".

- Hollande-Tsípras, les copains de bord - Libération

- Hollande avec les Grecs et contre les extrêmes à Athènes - Reuters

Il a demandé à la Grèce d'appliquer les réformes imposées par ses créanciers internationaux, condition selon lui pour que la charge de la dette publique soit à l'avenir allégée.

Le Premier ministre grec, Alexis Tsipras, a salué lors d'un point de presse avec le président français l'aide apportée par son "ami François" lors des douloureuses négociations de l'été.

"François a été une personne qui m'a convaincu que je devais d'accepter un compromis difficile (...) en ayant pour objectif de garder l'Union européenne unie aux dépens des forces conservatrices extrêmes qui avaient des plans de division déjà prêts dans leur poche et qui n'ont pas encore abandonné ces plans", a dit le Premier ministre grec. (Tsipras assume désormais complètement son rôle d'agent de la réaction. - LVOG)

Pour le président français, "la question du 'Grexit' est derrière nous", à condition que la Grèce poursuive les réformes, ce dont les autorités grecques l'ont assuré.

"Je ne doute pas que chacun aura à coeur de respecter ses engagements pour que cette idée ne revoie pas le jour", a-t-il ajouté, en soulignant que le sujet avait disparu des discussions européennes depuis quelques semaines.

Hollande salue les réformes en cours, appelle à la «paix sociale», alors qu'une grève générale se profile le 12 novembre - un test pour Syriza -, et assure à Bruxelles que le programme d'austérité sera mis en œuvre. Reuters et AFP 23.10

Guerre idéologique. De gré ou de force vous devrez vous soumettre à notre dictature.

- Paris : des publicités sexistes pour le palais omnisports de Bercy retirées du métro - Francetv info

"Le seul lieu où les femmes sont à vos pieds." Le slogan choisi par l' AccorHotels Arena pour promouvoir la réouverture du palais omnisports de Bercy (qui change donc de nom) n'a pas plu à la mairie de Paris. Actionnaire majoritaire de la salle, la municipalité a demandé, vendredi 23 octobre, le retrait de la campagne dans les stations de métro de la capitale, rapporte le Parisien.

Les affiches, placardées jeudi dans le métro, montraient une joueuse de tennis à genoux sur un court, accompagnée de cette légende tendancieuse. Le slogan a aussitôt été épinglé sur Twitter par des internautes ainsi que par le maire-adjoint (EELV) aux Transports, Christophe Nadjovski.

Elles seront remplacées par d'autres publicités, au slogan cette fois moins controversé : "le seul lieu de Paris où vous pouvez crier sans gêner vos voisins".

Et la rue !

En complément

- Propos racistes contre Taubira : une élue LR poursuivie en justice - LeFigaro.fr

- "Que Taubira reparte dans sa brousse": le dérapage d'une élue bourguignonne - Le Huffington Post

- Les députés PS veulent une sanction contre Bompard après ses propos sur l'islam - AFP

Qu'on se le dise : Toute critique, toute opposition à l'ordre établi et à son idéologie qui relève de la tyrannie doit être bannie, censurée, déclarée hors la loi, sanctionnée pénalement, réprimée.

La jeunesse n'a aucun avenir sous ce régime.

- Plusieurs quartiers de Mâcon en proie à des violences depuis dix jours - lefigaro.fr

Depuis une dizaine de jours, des incidents frappent la ville habituellement paisible de Mâcon (34.000 habitants), en Saône-et-Loire. Des actes de violence en constante augmentation depuis début octobre, selon le préfet Gilbert Payet. En moins d'un mois, vingt-quatre véhicules, voitures et motos, ont été incendiés contre trente-quatre au cours des six derniers mois. Une voiture de police et un véhicule de pompiers ont également été caillassés.

Ces violences sont attribuées à des jeunes âgés de 13 à 15 ans. Plusieurs interpellations ont déjà eu lieu dont deux cette semaine

a indiqué le préfet. Ces actes de vandalisme sont répertoriés dans plusieurs quartiers de la ville tels que La Chanaye, Les Saugeraies et Les Blanchettes. «Ce ne sont pas des zones à risque ou des quartiers complètement coupés du reste de la ville comme ça peut exister ailleurs. Mâcon est habituellement une ville très paisible et calme, c'est pour cela que la situation est prise très au sérieux», indique la mairie.

«Il n'y a pas d'explication de fond à ces incidents, si ce n'est qu'il y a des jeunes qui regardent la télévision et se disent "Pourquoi pas nous?"», tente d'expliquer Claude Cannet, première adjointe au maire. Une théorie soutenue par le préfet Gilbert Payet, qui dénonce un phénomène de mimétisme. lefigaro.fr 23.10

Complément par un internaute.

Incidents de Moirans

- "Il faut être plus précis sur l'origine. 4 jeunes" âgés de 17 et 18 ans soupçonnés d'avoir commis un cambriolage percutent un arbre à bord d'une BMW volée. Les 3 morts ont été retrouvés gantés et cagoulés... (leurs proche vont sans doute dire qu'ils revenaient d'une soirée déguisée. Seul un "jeune" de 17 ans est sorti vivant avec des blessures.

Le frère d'une des victimes est au taule pour purger une peine de 5 ans."

[Quand l'esprit du 11 janvier s'empare d'une milice sioniste](#)

- Un journaliste du site Buzzfeed agressé par la Ligue de défense juive : une plainte va être déposée - liberation.fr

En juillet 2014, le ministère de l'Intérieur étudiait la possibilité juridique de dissoudre la Ligue de défense juive (LDJ), un groupuscule «d'autodéfense» juif coutumier des actions violentes, et d'ailleurs interdit aux Etats-Unis et en Israël. Mais le jeudi 22 octobre 2015, plus d'un an plus tard, le même groupuscule avait obtenu de la préfecture de Paris l'autorisation de manifester devant le siège de l'Agence France Presse (AFP), à Paris. Pour dire quoi ? Qu'à ses yeux la couverture du conflit israélo-palestinien penche bien trop du côté palestinien. Un journaliste du site Buzzfeed, David Perrotin, s'est rendu sur place en début de soirée pour en rendre compte avec des tweets et des photos.

Manque de chance : David Perrotin, qui a l'habitude de couvrir de nombreuses manifestations et dérapages des extrêmes droites, que ce soit physiquement ou sur Internet, est connu de la LDJ. Quand sa présence sur les lieux a été découverte, les manifestants (cagoulés) ont donc décidé de s'en prendre à lui.

David Perrotin : Une manifestante me dit: "je préviens la LDJ que vous êtes là Monsieur Perrotin".

Sur Buzzfeed, un article de Cécile Dehesdin, la rédactrice en chef, raconte ce qui s'est produit après ce tweet :

«Se sachant reconnu, [David Perrotin] s'est écarté du rassemblement et s'est dirigé vers les fourgons de CRS stationnés à quelques mètres de la place de la Bourse. Il a expliqué la situation à un policier, qui a contacté ses collègues pour lui assurer une protection. Lors de ce temps d'attente, une dizaine de jeunes, manifestement membres ou sympathisants de la LDJ, se sont approchés visage cagoulé ou tête casquée. Le policier a alors demandé à notre journaliste de "courir vers les collègues" qui gardaient à ce moment précis les entrées de l'AFP.»

C'est en traversant la rue pour rejoindre l'entrée du bâtiment de l'AFP que David Perrotin a essuyé plusieurs coups, notamment dans le dos, «qui n'ont heureusement pas laissé de marques», et «un coup à la tête», donné par un casque de manifestant selon la police, relate Buzzfeed. «Dans la confusion, les policiers ont d'abord donné quelques coups à David Perrotin avant de comprendre qu'il était journaliste», ajoute le site. David Perrotin a ensuite pu s'abriter dans les locaux de l'AFP, avant d'être évacué.

Buzzfeed indique avoir demandé des explications à la LDJ, qui a répondu par «un mail vide», et à la préfecture de Paris, qui avait autorisé le rassemblement. «Ces violences contre un journaliste en train de faire son travail sont inacceptables, et portent atteinte à la liberté de la presse. Notre journaliste déposera plainte contre X ce vendredi», conclut Cécile Dehesdin. liberation.fr 23.10

Mais où sont donc passés les droitsdelhommistes ?

[Quand des trusts pharmaceutiques imposent leur loi à l'Etat.](#)

Un exemple qui préfigure les rapports qui existeront quand le traité transatlantique de libre-échange USA-UE aura été adopté en faveur des multinationales.

- Médicaments: des laboratoires remportent une victoire contre la Haute Autorité de santé - AFP

C'est une première: la justice administrative, saisie par deux laboratoires pharmaceutiques, a ordonné vendredi à la Haute Autorité de santé (HAS) de leur communiquer les noms de ses agents ayant instruit les dossiers de réévaluation de deux de leurs médicaments, déremboursés ultérieurement.

La HAS dispose d'un mois pour communiquer aux laboratoires l'identité de ses agents dans ces dossiers, selon la décision du tribunal administratif de Montreuil, dont l'AFP a obtenu copie.

"Nous prenons acte de cette décision et nous allons nous y conformer", a déclaré à l'AFP Christine Vincent, responsable juridique de la HAS. "Cela va nous amener à réfléchir à nos procédures internes", a-t-elle ajouté, sans pouvoir dire dans l'immédiat si l'institution comptait faire appel.

Entre 2012 et 2014, la commission de la transparence de la HAS avait rendu des avis de déremboursement par la sécurité sociale de deux médicaments anti-arthrosiques, l'un du laboratoire français Genevrier et l'autre du laboratoire italien Rottapharm, concluant à un service médical rendu insuffisant. Ces avis avaient été suivis par le ministère de la Santé.

Les deux fabricants avaient alors réclamé à la HAS non seulement la retranscription des débats de la commission mais aussi le relevé nominatif des votes de ses membres et l'identité des chefs de projet ayant instruit au préalable ces dossiers.

"C'est la première fois qu'on avait une telle demande, on était très surpris", selon Mme Vincent. Jusqu'à présent la HAS refusait de divulguer l'identité de ses chefs de projet, notamment "pour les préserver des appels des laboratoires", a-t-elle expliqué.

Le tribunal administratif de Montreuil a cependant estimé que la publication des noms des agents de la HAS "permettait de contribuer à l'objectif d'éviter tous conflits d'intérêts".

La HAS avait également refusé de donner aux laboratoires le relevé nominatif des votes car elle n'émet pas ce genre de document, qu'aucune disposition réglementaire ou législative ne lui impose explicitement.

Sans se prononcer sur la légalité de l'absence d'un tel document, le tribunal administratif a rejeté cette demande des laboratoires.

Il s'est contenté de rappeler que les administrations ne peuvent communiquer que les documents existants en leur possession et qu'elles ne sont pas tenues "à établir des documents sur demande".

Selon Noëlle Lenoir, l'avocate des deux laboratoires, ancienne membre du Conseil constitutionnel et ancienne ministre des Affaires européennes (2002-2004), il est "ridicule" de penser que les fabricants voulaient ainsi faire pression sur les membres de la commission de la transparence ou sur les agents de la HAS car "le droit d'accès aux documents ne vaut qu'a posteriori" des avis rendus.

Mme Lenoir, qui a aussi été déontologue de l'Assemblée nationale (2012-2014), a assuré à l'AFP que les laboratoires avaient agi au nom "d'une plus grande transparence des procédures relatives au médicament et d'un meilleur contrôle des situations de conflits d'intérêts".

"Ce n'est absolument pas aux laboratoires de s'en assurer, mais à l'institution de vérifier que les gens qu'elle emploie n'ont pas de problématiques de conflits d'intérêts", a rétorqué Mme Vincent.

"Les anti-lobbies réclament depuis des années une transparence au sein des agences sanitaires qui ne doivent plus être des boîtes noires", a déclaré pour sa part Michèle Rivasi, députée européenne Verts-ALE, qui milite "contre l'emprise des laboratoires pharmaceutiques sur le système de santé".

"Ils réclament donc que les noms de ceux qui réalisent les évaluations soient connus, ainsi que les motifs de décisions prises par ces agences, notamment en matière de remboursement ou de déremboursement des médicaments", a-t-elle ajouté. AFP 23.10

Ceux qui n'auraient pas encore compris quel rôle jouaient les écologistes au côté des multinationales ou de la réaction sont servis. Sachant la pression qu'exercent les trusts pharmaceutiques sur les chercheurs ou scientifiques, le lobbying auquel ils se livrent auprès des parlementaires pour que les conclusions de leurs rapports leur soient favorables, leur fournir les noms de ceux qui se livrent à des études sur les produits qu'ils destinent à la commercialisation, c'est leur donner les moyens de les corrompre, voire de les menacer, les décourager de rendre des rapports contraire à leurs intérêts.

Social.

- L'avenir des 700 salariés de Fram est incertain - Francetv info

- Areva : 2 700 postes supprimés d'ici 2017 - Francetv info

Air France: rassemblements en soutien "aux inculpés" et pour l'emploi - AFP

Plusieurs milliers de personnes se sont rassemblées jeudi à Paris et des centaines en région pour le maintien de l'emploi au sein d'Air France et en soutien "aux inculpés" impliqués dans les violences début octobre.

A Paris, ils étaient "au moins 7.000", selon la CGT, 2.200 selon la préfecture de police.

Des personnalités politiques d'extrême-gauche se sont mêlées aux manifestants, notamment Pierre Laurent (PCF), Eric Coquerel (PG), Olivier Besancenot (NPA) et Nathalie Arthaud (LO). Le secrétaire général de la CGT Philippe Martinez a aussi répondu présent.

La banderole de l'intersyndicale (CGT, SNPL, Spaf, FO, Unsa...), constituée d'une douzaine de syndicats, appelait ainsi à l'"arrêt des poursuites disciplinaires et judiciaires, nous ne sommes pas des voyous". La CFDT et CFE-CGC n'avaient, elles, pas appelé à la mobilisation.

- Les gardiens de prison manifestent à leur tour - Reuters

Après les policiers et les avocats, des gardiens de prison ont exprimé leur colère jeudi lors d'une manifestation organisée dans le centre de Paris à l'appel de quatre syndicats.

Plus de 3.000 surveillants, selon les organisateurs, ont défilé de la place du Châtelet jusqu'à la place Vendôme, sous les fenêtres de la ministre de la Justice Christiane Taubira, comme l'avaient fait la semaine dernière les policiers.

Les surveillants n'ayant pas le droit de grève, seuls ceux au repos ont pu manifester.

Le slogan "Taubira démission" visant la ministre de la Justice a été repris à plusieurs reprises lors du parcours, tandis que d'autres surveillants chantaient La Marseillaise.

"Cette administration est déconnectée de la réalité, c'est 'tout pour les voyous'", a lancé un porte-parole de l'intersyndicale à la tribune.

Les syndicats UFAP-Unsa, FO, FO personnels administratifs et CGT pénitentiaire dénoncent le manque d'effectifs - 1.200 à 1.300 postes seraient actuellement vacants, engendrant de nombreuses heures supplémentaires - et la violence dans les prisons.

Près de 4.000 agressions physiques ont été recensées selon eux en 2014, ainsi que 18 prises d'otages et 12 suicides.

Les manifestants réclament également une revalorisation de leurs indemnités et une négociation sur les questions d'hygiène et de sécurité.

- Les avocats appelés à durcir leur grève lundi - Reuters

Le Conseil national des barreaux (CNB) a appelé vendredi à une extension de la grève des avocats contre la réforme de l'aide juridictionnelle par un mouvement total et illimité dans toute la France.

Cette décision a été prise lors d'une assemblée générale, à l'issue d'une semaine de mobilisation qui a touché plusieurs dizaines de barreaux français.

"Il s'agit d'une grève nationale totale des audiences et des désignations d'avocats", a-t-on précisé au CNB.

Le mouvement s'est durci au cours de la semaine, des avocats disant avoir été victimes de violences policières alors qu'ils bloquaient des tribunaux, à Lille et Toulouse notamment. Reuters 23.10

En complément à l'internationale.

- Nouvelles manifestations à Brazzaville, au Congo - Reuters

- Géorgie : manifestation pour le pluralisme des médias - euronews.com

- Afrique du Sud: affrontements entre la police et des étudiants devant le Parlement - AFP

La police anti-émeute sud-africaine a lancé mercredi des grenades assourdissantes pour repousser plusieurs centaines d'étudiants qui tentaient de pénétrer dans le Parlement au Cap, a constaté l'AFP.

Quelques minutes auparavant, un groupe d'étudiants était parvenu à s'introduire dans l'enceinte du Parlement pourtant protégée par un important cordon policier, tandis que d'autres lançaient des bouteilles sur les forces de l'ordre.

Depuis plusieurs jours, des milliers d'étudiants sud-africains protestent contre l'augmentation des frais de scolarité pour la rentrée prochaine, perturbant le fonctionnement des principales universités du pays.

La séance parlementaire qui se déroulait en présence du président Jacob Zuma a également été brièvement interrompue par l'expulsion manu militari des députés du parti radical de gauche des Combattants pour la liberté économique (EFF) du leader populiste Julius Malema, qui réclamaient que la question des frais de scolarité soit mise à l'ordre du jour.

«Les frais de scolarité doivent baisser», ont scandé les députés expulsés, reprenant le slogan des manifestants.

Les cours dans les universités du Witwatersrand à Johannesburg, du Cap et de Pretoria étaient suspendus mercredi en raison de ces manifestations, alors que le mouvement étudiant s'étendait à l'ensemble du pays.

Mercredi matin, la police a aussi recouru à la force contre les manifestants à Port Elizabeth, dans le sud-est de l'Afrique du Sud.

«Nous avons du tirer des grenades assourdissantes et des flashballs pour disperser un groupe d'étudiants qui bloquaient la voie publique», a déclaré à l'AFP Miranda Mills, la porte-parole de la police de Port Elizabeth.

Mardi, alors que l'université du Cap (UCT) avait qualifié les manifestations d'illégales, la police avait arrêté 23 étudiants protestataires. Ils comparaitront devant la justice vendredi.

Les manifestants dénoncent l'augmentation des frais de scolarité qui empêchera, selon eux, les étudiants noirs les plus pauvres d'avoir accès à l'enseignement supérieur.

Leur slogan «Fees must fall» (les frais de scolarité doivent baisser) fait référence à la campagne «Rhodes must fall» menée avec succès en avril par les étudiants de l'UCT pour déboulonner la statue du colonisateur britannique Cecil John Rhodes.

Les responsables des universités assurent de leur côté qu'une hausse est nécessaire pour pouvoir offrir une meilleure qualité d'enseignement.

L'augmentation des frais de scolarité varie selon les universités. A Witwatersrand, 10,5% d'augmentation étaient par exemple prévus alors que l'année universitaire coûte de 29.620 rands (1.930 euros) à 58.140 rands (3.800 euros), sans compter le logement ou les fournitures.

Mardi, le ministre de l'Enseignement Supérieur Blade Nzimande avait proposé que l'augmentation des frais soit limitée à 6% dans l'ensemble des universités après une réunion d'urgence avec les directeurs des facultés. Mais sa proposition avait été rejetée par les étudiants. AFP

- A Delhi, des étudiantes indiennes protestent contre les couvre-feux sur les campus - LeFigaro.fr

Combattre la culture du viol omniprésente en Inde, oui. Mais pas au prix de leur vie privée et de leur liberté. Voici le message qu'essayent de faire passer des étudiantes de New Delhi par le biais de leur campagne «Pinjra Tod» - «Briser la cage». Les jeunes femmes refusent de se soumettre à des couvre-feux qui les empêchent de sortir dîner avec des amis, faire la fête et même aller à la bibliothèque le soir. LeFigaro.fr 23.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Terrorisme d'Etat.

- Le terrorisme dans les pays arabes puise ses racines dans le despotisme - sahartv.ir

« Le terrorisme dans les pays arabes trouve son origine dans le despotisme et la restriction du peuple », a affirmé le président du Centre bahreïni des droits de l'Homme.

« Les politiques répressives, l'oppression et la restriction qu'imposent les régimes arabes à leurs peuples, en quête de la liberté et de la justice sociale, sont à l'origine de l'extrémisme et des actes terroristes dans les pays arabes », a déclaré Nabil Rajab, président du Centre bahreïni des droits de l'homme.

« Négligeant la dignité humaine et les revendications légales et démocratiques de leurs peuples, ces régimes ne se soucient que de s'accrocher au pouvoir », a-t-il précisé en allusion à l'instrumentalisation par certains régimes arabes de la religion pour parvenir à leurs objectifs politiques. « Les régimes despotiques propagent de la haine, des pensées takfiries et le mépris des convictions et des religions d'autrui afin de parvenir à leurs objectifs néfastes », a-t-il indiqué.

Nabil Rajab a souligné la nécessité de définir une stratégie pour anéantir l'extrémisme et empêcher les actes terroristes via un dialogue transparent entre les gouvernements et les peuples. sahartv.ir 21.10

2- Otan

- L'Otan lance ses manœuvres au large des côtes de la Turquie - sahartv.ir

Le QG de l'armée turque a fait part sur son site officiel du commencement dans le golfe de Saros des manœuvres militaires appelés « Victoire 2015 » avec la participation des pays membres.

Les manœuvres aériennes et maritimes conjointes dans le golfe de Saros en mer Egée se poursuivront pendant 5 jours.

Les forces navales, aériennes et de la garde côtière de la Turquie, de la Roumanie, de la Bulgarie, de la Grèce et des Etats-Unis participeront à ces exercices.

Selon ce rapport, des représentants du Qatar, de Bahreïn, de la Corée du Sud, du Pakistan, du Bangladesh, de la Géorgie et du Turkménistan participeront à ces manœuvres en tant qu'observateurs. sahartv.ir 22.10

3- Syrie

3.1- Poutine accuse les Occidentaux de "double-jeu" en Syrie - euronews.com

- Poutine a dénoncé le "double jeu" des Etats-Unis avec les terroristes - sahartv.ir

M.Poutine a dénoncé le "double jeu" des Etats-Unis qui ont manipulé et instrumentalisé des groupes terroristes pour renverser des "régimes indésirables". Selon lui, les armes remises aux membres de l'"opposition modérée" au Proche-Orient sont tombées entre les mains des terroristes.

Selon lui, il n'existe pas de différence entre les terroristes et les rebelles modérés. "Au Proche-Orient, il y a plusieurs groupes terroristes qui se disputent des sources de revenus, il ne s'agit même pas d'une lutte idéologique", a-t-il expliqué. D'autre part, il faut faire la distinction entre le vrai islam et les mensonges diffusés par les extrémistes, à son avis. "Si le groupe Etat islamique (EI) prenait le contrôle de la ville de Damas ou de Bagdad, les terroristes en feraient une tête de pont pour lancer une expansion mondiale", a-t-il déclaré.

Le président Poutine a appelé à libérer la Syrie et l'Irak des terroristes avant qu'ils ne s'emparent d'autres régions. "L'opération lancée par la Russie en Syrie est absolument légitime, elle permet de porter une frappe préventive contre les terroristes", a appelé le président.

"Les Syriens doivent décider eux-mêmes de leur sort avec le soutien de la communauté internationale au lieu d'être soumis à des ultimatums et à un chantage international. Il faut œuvrer pour le rétablissement des institutions d'Etat au lieu de saper les régimes en place dans les zones des conflits", a noté le président Poutine.

"La communauté internationale doit enfin coordonner ses actions avec les gens qui habitent au Proche-Orient", d'après lui.

Le président russe a exhorté les membres de la communauté internationale à se considérer comme des alliés qui luttent

ensemble contre le terrorisme. Il a fait état de progrès enregistrés dans les entretiens internationaux sur la Syrie et l'établissement des contacts entre les militaires de différents pays. Selon M.Poutine, les entretiens russo-américains concernant la lutte contre les terroristes en Syrie avancent dans le bon sens, mais pas si vite qu'on le souhaite. sahartv.ir 22.10

3.2- Il faut fournir des missiles Stinger, aux terroristes syriens (McCain) - sahartv.ir

John McCain, chef de la commission des forces armées du Sénat américain a déclaré que Washington devait équiper les terroristes syriens par des missiles sol-air Stinger.

Selon l'agence de presse Sputnik, John McCain, le sénateur républicain et président de la commission des forces armées du Sénat américain a plaidé une fois de plus, la multiplication des aides militaires aux opposants armés syriens. « Nous l'avons déjà fait en Afghanistan. Après que les Russes ont agressé l'Afghanistan, nous leur avons fourni des missiles sol-air », a dit McCain qui fait allusion au programme de 500 millions de dollars de la CIA pour former les terroristes syriens, programme entièrement annulé, en raison du fiasco des Américains.

Dans la foulée, les Etats-Unis ont changé de stratégie et envisagent d'équiper de plus en plus les terroristes présents en Syrie, au lieu de former de nouveaux effectifs. sahartv.ir 21.10

3.3- Syrie: 83 positions de Daech bombardées par la Russie en 24 heures - sahartv.ir

Les forces aériennes russes ont frappé 83 positions de Daech en Syrie ces dernières 24 heures, rapporte le ministère russe de la Défense.

"Les avions russes ont effectué 46 sorties militaires et ont frappé 83 positions du groupe terroriste Daech dans les provinces d'Idlib, d'Alep, de Damas, de Hama et de Deir ez-Zor", a annoncé mercredi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

Selon l'Etat-Major de la Fédération de Russie, les terroristes effectuent des manœuvres de retraite après avoir perdu la majorité de leur matériel militaire sur la ligne de contact avec l'armée syrienne. Les drones russes ont également augmenté le nombre de sorties pour contrôler la situation.

Selon M. Konachenkov, les avions de bombardement ont détruit un poste de commandement de terroristes dans la province d'Idlib en Syrie, ainsi qu'un dépôt de matériel militaire. sahartv.ir 21.10

3.4- Hama : Sauve-qui-peut dans les rangs de Daech - sahartv.ir

Les terroristes de Jaysh al Khalafa , liés à Daech se sont retirés de la banlieue de Hama et se sont repliés à Raqqa et à Deir Ezzour.

Selon Al Ahed, les terroristes takfiris auraient massivement transféré leurs armements à Raqqa et à Deir Ezzour, soit le bastion des terroristes dans l'est de la Syrie. Jaysh al Khalafa s'était rendu il y a quelques temps dans la banlieue de Hama avant de se positionner près des villages de Beri est et d'Ismailiya où il combattait l'armée syrienne.

L'armée syrienne a lancé une vaste offensive contre le nord de Hama l'est et le nord de Lattaquié ainsi que contre le sud d'Idleb à l'appui des frappes aériennes russes et en présence des combattants du Hezbollah et des conseillers militaires iraniens. sahartv.ir 22.10

3.5- - Syrie : Al Nosra et Daech attaquent l'armée syrienne à Esriya - sahartv.ir

Les terroristes du Front al-Nosra et de Daech ont lancé une attaque conjointe contre les positions de l'armée syrienne dans la région d'Esriya, sur la voie Alep-Al-Salamiaha.

Les terroristes du Front al-Nosra et de Daech, qui se sont unis, ont attaqué l'armée syrienne.

Le quotidien libnais As-Safir rapporté que ces attaques se sont produites dans la région d'Esriya, sur la voie Alep-Al-Salamiah.

D'autre part, selon le correspondant de la chaîne Al-Mayadeen, les forces de l'armée syrienne ont considérablement progressé à Rif-Est de Hama.

L'armée syrienne a affronté les éléments de Daech dans la banlieue d'Esriya, d'après Al-Mayadeen.

Le porte-parole du ministère russe de la Défense, Igor Konachenkov a fait part de la tenue des réunions entre les éléments des groupes terroristes de Daech et du Front al-Nosra pour faire une coalition contre le président syrien, Bachar Assad.

Konachenkov aréaffirmé que les renseignements collectés par les services de renseignements de Moscou montrent que ces deux groupes terroristes ont eu des négociations pour examiner leur union et former un front commun contre les forces de l'armée syrienne.

Le ministère russe de la Défense est d'avis que ces négociations ont eu lieu dans l'objectif de former une coalition afin d'endiguer l'attaque de l'armée syrienne contre les groupes terroristes. sahartv.ir 23.10

4- Irak

- Le feu vert de l'Irak à la Russie pour attaquer Daech - sahartv.ir

Le gouvernement irakien a conclu un accord avec la Russie, autorisant Moscou d'attaquer les convois des daechistes venant de la Syrie en Irak.

Hakem al-Zamali, Président de la commission de la sécurité et de la défense au Parlement irakien a fait part ce vendredi, dans un communiqué, de la formation d'un centre présidé par la Russie, a-t-on appris d'Al-Alam. « Bien que ce centre soit récent cependant son premier acquis est d'aider à en finir avec la guerre à Baiji, dans le délai le plus court et avec les moindres dégâts matériels et de pertes en vie humaine », a affirmé al-Zamali. « Tenant compte que du fait que la Russie dirige ce centre, l'Irak lui a donné son feu vert pour attaquer les convois des terroristes daechistes venant de la Syrie en Irak », a-t-il précisé.

« Cet accord contribue à l'affaiblissement de Daech lui coupant toutes des voies de secours », a-t-il indiqué. Les forces irakiennes, épaulées par les volontaires et les tribus ont pris pour cible les repaires de Daech sur tous les axes de Baiji avant de libérer toutes les parties de cette ville.

Ces forces sont actuellement en train de mener des fouilles maison par maison et de nettoyer Baiji des résidus daechistes. sahartv.ir 23.10

5- Yémen

- Poutine, prêt à intervenir au Yémen - sahartv.ir

Les différentes couches de la société yéménite se sont rassemblées ce dimanche devant l'ambassade russe à Sanaa pour demander à Moscou d'intervenir au Yémen et de mettre fin à l'agression de l'Arabie contre leur pays.

« Ont participé à ce rassemblement des représentants des partis politiques, et des organisations civiques, des militants des droits de l'homme et des représentants des organisations pour le soutien aux femmes et aux enfants yéménites », a fait état l'agence de presse officielle yéménite SABA.

Les participants à ce rassemblement ont demandé aux Nations Unies et au Conseil de sécurité d'intervenir sans faute pour empêcher l'Arabie et ses alliés de massacrer les Yéménites et de mettre fin au blocus injuste, en y envoyant des aides humanitaires.

Ils ont également demandé l'envoi des denrées alimentaires, de médicaments et de produits pétroliers, de gaz et de marchandise de première nécessité.

Les participants à ce rassemblement ont mis en garde contre la survenance d'une catastrophe humanitaire sans précédent au Yémen. Les manifestants ont demandé au peuple et au gouvernement russes qui attachent une importance particulière aux droits de l'homme d'intervenir pour mettre fin au blocus injuste contre le Yémen. sahartv.ir 23.10

ECONOMIE

1- Traité Partenariat transpacifique

- Les conséquences très ciblées du Partenariat transpacifique sur les exportations européennes - latribune.fr 23.10

L'impact du Partenariat transpacifique (TPP) sur l'UE sera tout à fait marginal au niveau macroéconomique. Mais, au niveau

sectoriel, certaines catégories d'exportations pourraient être touchées, notamment l'automobile sur les marchés de l'ASEAN et de l'Océanie, et les viandes blanches au Japon.

Les impacts les plus forts touchent :

- dans le domaine agricole et alimentaire :

Le secteur de la viande blanche [6] voit ses exportations vers la zone TPP diminuer de 41 % (soit de près de 1,5 milliard de dollars), les exportateurs européens étant évincés au profit des exportateurs américains et canadiens ;

Les exportations de produits laitiers reculent de 20 % (environ 650 millions de dollars, l'UE étant concurrencé par la Nouvelle Zélande et les États-Unis dans ce secteur) ;

Les céréales de 10 % (les exportations étant plus faibles, la perte monétaire est d'environ 14 millions de dollars).

- dans l'industrie, les variations relatives sont moins importantes, mais les pertes monétaires sont substantielles. Le secteur des véhicules perd ainsi 3,7 milliards de dollars sur les marchés de la zone TPP (mais gagne sur le Japon) ; celui des « machines » perd 1,2 milliards de dollars (mais gagne là aussi sur le Japon). latrbune.fr 23.10

En observant les chiffres et pourcentages qui figuraient dans le tableau répertoriant l'impact du TPP sur les exportations européennes, il ressortait que ce traité se soldait par un impact négatif sur absolument tous les secteurs économiques, pas un seul était positif au profit des États-Unis et ses partenaires privilégiés de la zone pacifique (Australie-Nouvelle-Zélande) ainsi que le Japon et le Canada.

2- Traité USA-EU de libre-échange

- Europe et États-Unis veulent conclure l'accord de libre-échange TTIP en 2016 - AFP

Les États-Unis et l'Union européenne espèrent conclure l'accord de libre-échange TTIP en 2016 avant la fin du mandat de l'administration Obama, ont affirmé vendredi les négociateurs à l'issue d'un nouveau round de discussions à Miami (sud-est).

Sur le fond, les deux parties ont assuré avoir accompli à Miami "d'importants progrès" lors de ce 11e round de discussions notamment sur l'élimination totale des barrières douanières et sur les questions d'accès aux marchés.

"Beaucoup reste à faire", ont toutefois assuré les négociateurs, essayant de nouveau de désamorcer les craintes que cet accord ne débouche sur une dérèglementation généralisée.

Un des points les plus controversés de l'accord concerne un mécanisme d'arbitrage voulu par Washington et qui permettrait aux multinationales d'attaquer en justice les États si elles jugent leurs intérêts menacés par des mesures de politique publique.

Face au tollé, la Commission a proposé de substituer à ce mécanisme une cour spéciale de règlement des litiges composée de magistrats.

"Nous n'avons pas encore reçu la proposition de la Commission", a déclaré le négociateur en chef américain, M. Mullaney. AFP 23.10

3- Iran

- L'Iran propose à Moscou des projets pour 25 mds d'euros - sahartv.ir

Téhéran a proposé à la Russie de participer à 21 projets en matière de transports et bâtiment.

L'Iran et la Russie ont convenu jeudi d'examiner la possibilité de fournir à l'Iran des crédits d'organisations russes et interétatiques, a annoncé aux journalistes le ministre russe de l'Énergie Alexandre Novak à l'issue de sa rencontre avec le ministre iranien des Transports Abbas Akhouni. "Monsieur le ministre nous a également remis 21 projet pour un montant total de plus de 25 milliards d'euros, qui seront réalisés en Iran. Nos compagnies sont intéressées et examineront la possibilité de participer à ces projets", a dit M. Novak. "Il s'agit notamment de projets liés au développement de l'infrastructure ferroviaire et des ports, aux livraisons d'équipements navals et automobiles, de dispositifs à vocation spéciale etc.", a-t-il précisé. sahartv.ir 22.10

Haut de page ↗

Le 26 octobre 2015

CAUSERIE

A propos du parti.

Il y a des militants qui estiment qu'on devrait construire un parti qui ne serait pas trop centralisé, pas trop discipliné, un parti où les militants auraient plus de droits que de devoirs, qui pour un peu pourraient dire et faire ce qui leur passerait par la tête, un parti qui aurait des principes aussi flexibles qu'un élastique, bref un parti qui en tous points serait l'antithèse du parti bolchevik qui a lui tout seul résumait l'essentiel des enseignements de la révolution russe de 1917 ou le léninisme selon Trotsky.

On a envie de leur répondre : mais de quoi vous plaigniez-vous, vous n'avez que l'embarras du choix puisque parmi tous les partis ouvriers existant aucun n'est construit sur le modèle du parti bolchevik. Serait-ce à dire qu'il n'existerait pas de nos jours de dirigeants à même d'incarner ces principes ? Apparemment. Ce sont ces principes défendus par Lénine qui furent à l'origine de la scission du Parti ouvrier social-démocrate de Russie en 1903, qui donna naissance à deux tendances puis à deux partis distincts, celui des mencheviks et celui des bolcheviks.

Les bolcheviks conditionnaient l'appartenance au parti à l'organisation dans ses instances et à la participation à ses activités politiques, ce qui devait en faire un parti de militants et de combattants et non un parti d'adhérents ou d'abonnés à un journal.

Pourquoi les principes des bolcheviks et des mencheviks étaient incompatibles ? Parce que finalement ils correspondaient à des objectifs politiques différents, ceux des bolcheviks incarnaient les enseignements qu'avaient tirés Marx et Engels de la Commune de Paris, à savoir que le prolétariat devait se doter d'un parti ouvrier indépendant, un instrument de combat pour conquérir le pouvoir politique, tandis que ceux des mencheviks tournaient le dos à ces enseignements, comme si la Commune de Paris n'avait jamais eu lieu ou comme si il était impossible d'en tirer la moindre leçon pratique, refusant d'emblée de poser la question du pouvoir ou de l'Etat, prétextant que la situation ne s'y prêtait pas, contrairement aux bolcheviks qui considéraient qu'il fallait la poser en toute circonstance puisque qu'elle déterminait l'orientation du parti et coïncidait avec la tâche politique que le prolétariat devait accomplir.

Il est vrai que lorsqu'on se fixe un tout autre objectif politique ou qu'on se limite à des revendications démocratiques bourgeoises, on n'a pas besoin d'un tel parti, n'importe quel parti fera l'affaire. Mais quand on se fixe pour objectif d'affronter directement la classe dominante armée jusqu'aux dents, on a besoin d'un parti qui soit à même de mobiliser la totalité de ses troupes, de monter en première ligne, un parti de militants conscients, disciplinés et entraînés au combat, ce qui signifie que ses membres doivent être préparer théoriquement, politiquement, psychologiquement à affronter de telles conditions pleines de périls.

Dit autrement, entre être confortablement installé à discuter bien sagement le bout de gras avec le gouvernement et le patronat pour en obtenir quelques miettes en échange de la paix sociale, et livrer avec détermination le combat pour conquérir la direction du mouvement ouvrier, guider les masses au cours du processus révolutionnaire, abattre tous les obstacles qui se dresseront sur son chemin, défendre l'Etat ouvrier en proie à une guerre civile déclenchée par la réaction, face aux multiples provocations et éventuellement aux agressions des puissances occidentales coalisées pour rétablir l'ancien régime, ce n'est pas vraiment la même chose, c'est un peu comme revêtir une tenue légère de sport pour aller faire son jogging dominical ou enfiler l'équipement du commando de la tête au pied pour se rendre sur le champ de bataille.

Ce qui est étonnant, parce que c'est tellement logique, c'est que cela ne vienne pas spontanément à l'esprit des militants, apparemment ils ne se figurent pas du tout ce qu'implique une révolution, une guerre civile, en terme d'organisation qui doit être quasi-militaire, et oui, parce qu'à ce moment là c'est une armée bien entraînée et bien équipée, disciplinée, et des milices fascistes qu'il faudra affronter et non la police municipale armée d'un képi, d'un sifflet et d'un bâton. Leurs cerveaux sont comme ankylosés par le train-train de la lutte des classes dicté par l'agenda institutionnel auquel ils sont habitués à se soumettre sans même s'en apercevoir.

C'est étonnant seulement en apparence, car cela signifie que les militants ne sont pas du tout préparés à ce scénario, pour eux la révolution ou le renversement du régime demeure du domaine du rêve ou de la fiction, ils n'y croient pas vraiment, c'est à se demander s'ils y ont vraiment cru un jour, en tout cas ils ont cessé d'y croire sans même s'en apercevoir, du coup ils ignorent complètement quels sont les rapports et les conditions qui prévalent lors d'une révolution, et qu'à défaut de s'y être préparé minutieusement elle ne pourra jamais vaincre, elle sera infailliblement écrasée dans un épouvantable bain de sang. Il faut croire que les 30 à 40.000 communards auront finalement été massacrés pour rien par les Versaillais, puisque les enseignements qu'en avaient tirés Marx et Engels que mit en pratique Lénine étaient voués au même destin tragique.

Les capitalistes possèdent leur police et leur armée, la petite-bourgeoisie ses organisations et milices fascistes ou para-militaires, il n'y a que la classe ouvrière qui soit totalement désarmée, elle est toute nue et elle doit le rester, pas question de la doter d'un véritable parti communiste. On peut se demander si inconsciemment ils n'en auraient pas déjà conclu à l'impossibilité d'une

révolution ou à sa défaite.

La question que cela pose n'est pas celle de l'ennemi à abattre qui nous est commun, mais de savoir si nous partageons réellement les mêmes intentions qui inclues les moyens indispensables pour atteindre notre objectif, souhaitons-nous sincèrement terrasser notre ennemi ou nous contenterions-nous de faire "reculer le gouvernement", avons-nous ou non véritablement confiance dans la capacité des masses exploitées à se soulever, croyons-nous dans le socialisme pour l'avoir étudié ou nous contenterions-nous de revenir aux "Trente glorieuses" toujours sur fond de guerres impérialistes ?

Les capitalistes sont cohérents, sérieux, pragmatiques, ils sont déterminés, persévérants, ils se projettent dans l'avenir, établissent des plans, des stratégies, ils s'organisent, se dotent d'institutions, d'instruments et d'armes nouvelles... Et nous à côté, nous sommes des bricoleurs, des amateurs, des farfelus, des aventuriers, des charlatans. On se gargarise de lieux communs et de formules savantes que nos dirigeants faillis ou traîtres ont le don de faire passer pour des pronostiques infaillibles, d'analyses d'une platitude à dormir debout quand elles ne s'avèrent pas complètement foireuses, de stratégies marquées du sceau de la soumission à l'ordre établi.

Le plus dingue, c'est qu'ils arrivent à se convaincre que cela va "péter" du jour au lendemain, laissons cela de côté.

L'avantage d'un parti ouvert à tous les vents, c'est qu'il sera composé essentiellement d'adhérents sans formation théorique, donc facilement manipulables par leurs dirigeants. Une fois par an ils se réuniront pour désigner les délégués qui les représenteront au congrès du parti, il leur sera suggéré d'élire tel ou tel délégué sur une base politique aussi solide que des sables mouvants et ils voteront pour eux. Il en va de même dans un parti monolithique ayant adopté le centralisme bureaucratique depuis des lustres, les congrès ont alors pour seule fonction de reconduire l'appareil en place et rien de plus, sauf accident qui ne changera pas forcément grand chose, puisque la fraction des militants qui contesteraient la direction en place revendiqueraient les mêmes principes ou recourraient aux mêmes méthodes.

On continuera une autre fois.

On a besoin d'un véritable parti communiste et d'une organisation ou une association qui pourrait ressembler à ce que le POI essaie de mettre en place, l'association des amis d'Informations ouvrières. En fait, on avait émis cette idée bien avant eux, sur une autre orientation évidemment, une association des sympathisants du parti destinée à tous les travailleurs et pas seulement à des syndicalistes ou des élus. A suivre.

[Les arnaqueurs. Comment le NPA ménage l'appareil pourri de la CGT, le PS et le régime.](#)

- NPA. Dialogue social : l'arnaque et le chantage - 20.10

Les organisations syndicales, représentant des salariéEs, qui participent à cette conférence sociale, portent une responsabilité importante en cautionnant le matraquage du gouvernement et des médias. Et c'est bien la moindre des choses que la CGT ait au final refusé de s'y rendre. Car il n'est pas possible de défendre nos droits sans rupture avec ce gouvernement au service du Medef et des riches, sans se préparer à l'affronter.

Soutenir l'appareil de la CGT, "c'est la moindre de chose".

- Besancenot : "Il faut réserver à Hollande le sort qu'on réservait à Sarkozy dans la rue" - 20.10

Interview de Besancenot pour le JDD.

La CGT a manifesté son désaccord en boycottant la conférence sociale, est-ce la bonne solution selon vous?

Boycotter ce genre de mascarade, c'est la moindre de chose.

Philippe Martinez dit que sur ce sujet là, Hollande est dans la même lignée que Sarkozy. Vous êtes d'accord?

Oui, et il ne faut pas s'étonner que les gens ne fassent plus de différence entre la gauche et la droite. Il faut réserver à Hollande le sort qu'on réservait à Sarkozy dans la rue. Il n'y a pas de raison qu'on ne réserve pas à un gouvernement de gauche qui mène une politique de droite, le même sort qu'on réservait à un gouvernement de droite.

Alors, il n'est pas bien Martinez ? Et le PS et ses satellites ne sont-ils pas de gauche... A vous dégoûter de la gauche et de la droite, alors essayez l'extrême droite à défaut d'une extrême gauche crédible. Bravo, monsieur Besancenot !

ACTUALITE EN TITRES

[Les sionistes l'avait rêvé, Hitler l'a réalisé.](#)

- Adolf Hitler au secours de Benjamin Netanyahu - michelcollon.info 23.10

Face au Congrès Sioniste mondial, le premier ministre israélien a osé déclarer qu' « Hitler ne voulait pas exterminer les juifs » affirmant que c'est le grand mufti de Jérusalem de l'époque qui avait poussé ce dernier à commettre l'Holocauste. Une provocation, une de plus, qui ne vise qu'à légitimer la politique belliciste et colonialiste de l'extrême droite... michelcollon.info 23.10

[Les francs-maçons au chevet de Hollande et du PS. Ils n'ont rien contre Porochenko et Netanyhaou.](#)

- «On est en train de dérouler le tapis rouge au FN», s'alarme le grand maître du Grand Orient - 20minutes.fr

« La République est en danger », met en garde Daniel Keller, à la tête de la première obédience maçonnique... 20minutes.fr 24.10

Quelle République ? Celle des copains et des coquins, la République bananière ?

Comme pour toute organisation qui se veut progressiste, sociale, humaniste, etc. il faut se demander dans quel contexte, qui la dirige et pour qui, à qui profitent les valeurs dont elle se réclame.

Derrière des principes de façade, la franc-maçonnerie partage la même philosophie nihiliste que le sionisme. Le PS est à l'extrême droite, ce que la franc-maçonnerie est au néolibéralisme.

[Voix d'outre-tombe.](#)

- Macron, "une voix qui va compter" à gauche, selon Julien Dray - AFP

[A Neuilly-sur-Seine, à Saint-Cloud ? Non, aux Mureaux !](#)

- Le gouvernement va vanter la mixité sociale en banlieue - Reuters

[Même pas besoin de les balancer, ils tomberont tout seuls.](#)

- PS : les frondeurs à bout de souffle - LeParisien.fr

[Les nostalgiques de l'Ancien Régime se mobilisent.](#)

- Plusieurs manifestations en France pour les langues régionales - AFP

[Quel grand art la démagogie !](#)

- Fiac : le marché de l'art contemporain se démocratise - Francetv info

- Le travail le dimanche va-t-il se démocratiser ? - Francetv info

[Le coeur est de trop !](#)

- Régionales: Le Drian dit son "crève-coeur" à quitter la Défense - AFP

[Inexcusable, tout juste bon à abattre !](#)

- Tony Blair présente des excuses pour « les erreurs » de la guerre en Irak - 20minutes.fr

Dans une interview qui doit être diffusée dimanche, l'ex-Premier ministre reconnaît aussi une part de responsabilité dans l'émergence de Daesh. 20minutes.fr 24.10

[L'ivresse du pouvoir.](#)

- Maldives: Le vice-président arrêté pour tentative d'assassinat du président - 20minutes.fr

- Pologne : ivre au volant, la vice-ministre de la Justice se fait limoger - Francetv info

[ACTUALITÉ DU JOUR](#)

[Quand ils envisagent sérieusement de rétablir le marché aux esclaves.](#)

- Le patron d'Airbus réclame un marché du travail plus souple pour aider les réfugiés - lemonde.fr

Mieux intégrer les 800 000 migrants attendus en Allemagne cette année en dérèglementant davantage son marché du travail. Voilà l'idée défendue dimanche 25 octobre par le patron d'Arbus, Tom Enders. Selon lui, une telle dérèglementation permettrait de créer plus d'emplois faiblement rémunérés, qui aideraient les réfugiés à trouver du travail et à mieux s'intégrer dans la société.

Dans un commentaire publié dans le journal Süddeutsche Zeitung, l'homme fort d'Airbus, lui-même allemand, estime que son pays devrait prévoir des exceptions au salaire minimum et permettre davantage de flexibilité avec des contrats courts, en s'inspirant du modèle américain.

« Nous devons avoir le courage de déréglementer de la même manière qu'ont su le faire les Etats-Unis. Cela semble difficile à imaginer mais, là-bas, on voit l'intégration réussie de migrants qui sont autorisés à travailler peu après leur arrivée. »

Le président exécutif d'Airbus poursuit : « Si la barrière à l'entrée sur le marché du travail est trop élevée, l'intégration des immigrants échouera. » Et de conclure : « Il vaut mieux entrer sur le marché du travail avec un 'mini-job' ou un emploi mal payé que d'être condamné à l'assistanat, à l'inactivité et à la frustration ». lemonde.fr 25.10

En complément dans le même registre

- Régionales: contre le chômage, Xavier Bertrand veut mettre en place "proche emploi" - AFP

Xavier Bertrand, tête de liste Les Républicains aux élections régionales en Nord-Pas-de-Calais-Picardie, veut mettre en place, s'il est élu, "une opération "proche emploi"" - jeu de mots avec Pôle emploi - en s'engageant à redonner "un travail à 60.000 chômeurs dans la région" d'ici septembre 2016.

"Je m'engage, élu en décembre à la tête de la région, à ce que pour septembre 2016, septembre 2016, nous ayons remis en activité, nous ayons redonné un travail à 60.000 chômeurs dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie", soit "juste la moitié" des "120.000 offres d'emploi non pourvues", a déclaré l'ancien ministre du Travail, dimanche au "Grand Jury" RTL/Le Figaro/LCI. La région compte "aujourd'hui 565.000 demandeurs d'emploi", a-t-il rappelé.

Cette initiative aurait-elle vocation à se substituer à Pôle emploi ? "Ca sera une opération de la région. Pôle emploi continuera à indemniser. Je n'ai pas dans mes compétences d'indemniser, mais moi mon rôle ça va être de rapprocher de l'emploi", a précisé le candidat de la droite et du centre aux régionales, assurant qu'il ne va "pas recréer une bureaucratie".

"J'ai bien l'intention pour réussir ce défi (?) de réunir dès janvier, dès début janvier 2016, l'ensemble des acteurs économiques de la région, l'ensemble des acteurs publics, politiques, de la région pour qu'on relève ensemble ce formidable défi", a-t-il encore dit, prédisant que l'opération "proche emploi" s'adresserait aux demandeurs d'emplois "volontaires". AFP 25.10

Parce que les autres seraient "volontaires" pour rester au chômage...

[Les médias ne sont plus que les porte-parole de la dictature néolibérale.](#)

- Régionales: Cambadélis accuse Le Monde de vouloir "faire la peau" du PS - AFP

Le Monde est aux ordres d'un régime, pas d'un parti...

- Puissequin: levée de boucliers dans la presse après les propos de Noël Mamère - AFP

Ils ont trouvé plus populistes qu'eux et s'en offusquent...

- Léa Salamé se confie sur ses déjeuners avec le «charmant» François Hollande - 20minutes.fr

Dans un régime dictatorial, ceux qui détiennent le pouvoir ne tolère pas la moindre contestation, mieux, ils exigent que la totalité de la population y adhère, ils ne veulent voir aucune tête dépasser, la soumission des esclaves doit être totale.

Avant-hier soir ma compagne Selvi m'a raconté comment cela se traduisait avec son employeur, une riche italienne de 60 ans qui occupe un poste de direction dans une entreprise indienne qui fabrique des chaussures.

De retour de son bureau, elle l'appelle - Selvi, coming ! Selvi lui répond sur un air détaché : Yes, ma (pour madame) ! Mais comme elle n'avait pas mis suffisamment de conviction dans sa réponse, elle se lance dans une diatribe qui a dû terrifier Selvi pour qu'elle me raconte cette scène.

Elle me dit - tu te rends compte, c'est dingue! Je lui ai répondu que son esclavagiste avait tous les pouvoirs, y compris celui de la virer sur le champ sans lui verser son salaire, alors qu'elle Selvi n'en a aucun, dès lors elle se croit tout permis et peut tout exiger de toi, y compris que tu te montres attentionnée à son égard, que tu la flattes, que tu accomplisses ton labeur avec le sourire, que tu sois toujours de bonne humeur, même si tu es fatiguée, malade, que tu as de gros soucis, de la peine, que tu es triste, elle n'en a rien à foutre, tu ne dois pas le montrer, tu dois être heureuse de la servir un point c'est tout, tu devrais même considérer que c'est un honneur, une chance pour toi, car c'est grâce à elle si tu as un travail et un salaire...

- Selvi coming!

- Yes ma !

- Brosse-moi le bout des cheveux, ensuite tu me feras un petit massage.

- Yes ma !

On se croirait au temps des colonies, c'est abjecte ! On vomit ensemble l'impérialisme.

Selvi a appris avec moi quelques expressions en français, dont, c'est fou, c'est pas possible, c'est complètement dingue, à énoncer ensemble.

Selvi qui travaille encore pour un riche indien, un franco-indien en fait, et qui a travaillé pour de nombreux maîtres indiens, m'a dit (et répété) qu'ils la traitaient comme un chien, bien pire que l'Italienne, ce dont je ne doute pas un instant, j'en connais quelques-uns, ce sont des monstres, et ils n'ont pas attendu que les Blancs leur montrent l'exemple.

[Justice d'exception aux ordres de Washington et Tel-Aviv.](#)

- Georges Ibrahim Abdallah: manifestation pour sa libération devant la prison de Lannemezan - AFP

Des dizaines de personnes venues de plusieurs villes ont manifesté samedi devant la prison de Lannemezan (Hautes-Pyrénées) pour demander la libération d'un des plus vieux détenus de France, le Libanais Georges Ibrahim Abdallah, condamné en 1987 pour complicité d'assassinat de deux diplomates.

Abdallah, ancien instituteur devenu fondateur et chef des Fractions armées libanaises (FARL), a déjà réclamé neuf fois sa libération, sans succès, alors qu'il est libérable depuis 1999, selon le droit français.

Selon lui, la manifestation a rassemblé "400 personnes". La gendarmerie, présente, les a comptabilisés à "150", selon un porte-parole, qui a qualifié le mouvement, d'une durée de trois heures, de "calme".

Des discours ont été prononcés et des drapeaux et fanions, dont certains de la CGT, du PCF et d'autres formations de gauche, étaient visibles.

"Pour sa libération, a déclaré l'un des organisateurs, M. Hanna, il faut faire autre chose. On va discuter de ce qui peut se faire d'autre".

Le 24 octobre 1984, Abdallah se présente de lui-même à la police lyonnaise pour demander protection se croyant ciblé par les services secrets israéliens. Il présente un passeport algérien mais est porteur de plusieurs autres identités. Il est démasqué par

la DST et un arsenal d'armes est découvert dans ses logements.

D'abord condamné à quatre ans, la cour d'assises spéciale de Paris le condamne ensuite à la perpétuité en 1987 pour complicité d'assassinat en 1982 à Paris de deux diplomates, l'Américain Charles Ray à Paris et l'Israélien Yacov Barsimontov. Une arme ayant tué l'Américain est découvert dans l'arsenal. AFP 24.10

[Nous seuls avons le droit de décider qui doit vivre ou mourir au Mali, en Syrie, en Irak...](#)

- Deux ans de prison avec sursis pour l'ex-urgentiste Bonnemaïson - Reuters

L'ex-urgentiste bayonnais Nicolas Bonnemaïson a été condamné samedi en appel à deux ans de prison avec sursis à Angers où il était rejugé depuis le 12 octobre pour avoir "empoisonné" sept patients malades et âgés, entre mars 2010 et juillet 2011.

L'ancien médecin de 54 ans a été reconnu coupable pour un cas d'empoisonnement et a été acquitté des six autres par la cour d'assises d'appel du Maine-et-Loire.

La veille, cinq années d'emprisonnement avec sursis avaient été réclamées par l'avocat général, comme lors du procès en première instance à Pau, devant la cour d'assises des Pyrénées-Atlantiques.

Celui-ci s'était soldé en juin 2014 par un acquittement de l'accusé, dont le parquet avait fait appel, incitant ses avocats à dénoncer un "acharnement judiciaire".

Ces derniers ont fait savoir samedi à l'issue de l'audience en appel qu'ils n'avaient pas l'intention, dans l'état actuel des choses, de se pourvoir en cassation. "Pour l'instant, on n'en est pas à cette réflexion-là : je crois que foncièrement, le Dr Bonnemaïson a envie de rejoindre les siens, de tourner la page sur tout cela", a dit Me Arnaud Dupin. "Un pourvoi en cassation, pourquoi ? Aujourd'hui, il y a ces six acquittements qui résonnent, et c'est bien ça l'essentiel."

"C'est un acquittement déguisé, c'est avant tout une décision de soulagement, qui (...) dit avant tout que le médecin a bien agi en médecin", a-t-il ajouté.

"Notre client est soulagé parce que pour lui c'est la fin de ce calvaire judiciaire, même si moi, c'est un jugement que j'ai du mal à comprendre", a souligné de son côté Me Benoît Ducos-Ader, le second avocat de l'accusé. "Mais, avec six acquittements sur sept, je vais dire qu'on a gagné aux points." Reuters 24.10

INFOS EN BREF

POLITIQUE

1- Pologne

- Pologne : les conservateurs eurosceptiques reviennent au pouvoir - AFP

Les Polonais ont voté dimanche pour le changement en portant au pouvoir les conservateurs catholiques eurosceptiques qui ont surfé une vague de promesses populistes et la peur de l'arrivée massive de réfugiés du Proche-Orient, au risque de créer des tensions dans les relations avec l'UE, Berlin et Moscou.

Le parti Droit et Justice (PiS, opposition) de Jaroslaw Kaczynski a en effet obtenu la majorité absolue aux élections législatives, avec 39,1% des voix, soit 242 sièges sur 460, selon des projections de trois chaînes de télévision rendues publiques dimanche soir.

Toujours d'après ces projections, les libéraux centristes de la Plateforme civique (PO), au pouvoir pendant huit ans, de la Première ministre sortante Ewa Kopacz ont obtenu 23,4% des voix, soit 133 sièges.

Le mouvement antisystème du rockeur Pawel Kukiz arrive troisième avec 44 mandats, devant le parti Nowoczesna (Moderne) du néo-libéral Ryszard Petru (22) et le parti paysan PSL, allié des libéraux sortants (18).

Quant à la gauche, représentée par deux formations concurrentes, elle est éliminée, pour la première fois depuis la chute du régime communiste en 1989, du futur parlement, pour n'avoir pas atteint les seuils d'éligibilité. AFP 25.10

2- Russie

- La Russie hausse le ton contre l'Arabie, la Turquie et le Qatar - sahartv.ir

La Russie hausse le ton contre l'Arabie, la Turquie et le Qatar, a-t-on appris des sources libanaises d'information.

La Russie a averti la Turquie, l'Arabie et le Qatar sur leurs interventions militaires en Syrie qui pourraient selon Moscou déboucher sur une troisième guerre mondiale.

On dirait que le quotidien russe, « Pravda » aurait réagi aux propos tenus par le ministre qatari des Affaires étrangères, Khaled AL-Attiah. Ce dernier a fait part d'une éventuelle intervention militaire de son pays en Syrie et avait dit que la Turquie et l'Arabie ont fait état de leurs décisions afin d'intervenir militairement en Syrie.

Selon Pravda l'objectif d'une coalition entre l'Iran et la Russie est de chasser des terroristes de la province d'Alep, Hama et Lattaquié et d'interrompre l'acheminement des aides à ces groupes par le biais du contrôle sur les routes frontalières avec la Turquie. sahartv.ir 24.10

3- Syrie

3.1- Syrie : plus de 800 cibles terroristes démantelées par la Russie - sahartv.ir

La Russie a démantelé 819 cibles terroristes en Syrie.

Depuis le début de leurs frappes aériennes contre les positions des terroristes en Syrie, les chasseurs-bombardiers russes ont démantelé 819 cibles appartenant aux terroristes », a annoncé le ministère russe de la Défense dans un communiqué poursuivant : « Depuis le début de ses raids aériens en Syrie, Moscou a effectué 934 vols et détruit 819 cibles appartenant aux terroristes ».

La Russie, rappelons-le, a commencé le 30 septembre ses attaques contre les terroristes en Syrie.

Depuis mars 2011 la Syrie reste le théâtre des attaques des groupes terroriste. Bénéficiant des soutiens financiers et en armement de certains pays arabes et occidentaux les groupes terroristes ont rendu chaotique la situation dans ce pays et commis de multiples crimes horribles à l'encontre du peuple et des forces de l'armée de ce pays. sahartv.ir 24.10

3.2- La force spéciale israélienne dans le sud de la Syrie? - sahartv.ir

Le crash d'un avion léger israélien dans la région de Daraa a poussé les forces spéciales sionistes à débarquer en Syrie.

Selon les sources locales, les soldats de la brigade Golani, force spéciale de l'armée israélienne auraient infiltré le sud de la Syrie et à la recherche du pilote de l'avion accidenté, mort ou vivant. Les forces sionistes auraient été déployées dans les villages de Howz Yarmouk, de Brigham, de Baer Ajam ainsi que tout autour des hauteurs du Golan. Un avion léger israélien aurait été abattu au dessus de Quneitara. sahartv.ir 25.10

3.3- L'accord américano-saoudien pour renforcer le soutien aux terroristes en Syrie - sahartv.ir

Le département d'Etat américain a émis un communiqué, dans lequel il a fait part de la signature d'un accord entre Washington et Riyad, en vue de renforcer le soutien aux groupes terroristes, présents en Syrie.

Le secrétaire d'Etat américain John Kerry s'est déplacé, hier, en Arabie saoudite et il s'est entretenu avec le roi Salmane Ben Abdelaziz, le prince héritier et le ministre de la Défense saoudien. La crise en Syrie était au cœur des discussions de John Kerry avec les autorités des Al-e Saoud. Dans ce droit fil, le département d'Etat américain a publié un communiqué dans lequel il a affirmé que l'Arabie saoudite et les Etats-Unis avaient trouvé un accord afin d'augmenter leur soutien aux groupes terroristes en Syrie et de trouver une solution politique à la guerre dans ce pays.

Cet accord américano-saoudien intervient alors que le soutien aux groupes terroristes actifs en Syrie a été la principale raison de l'escalade du conflit. Après que la Russie a débuté, le 30 septembre, ses frappes aériennes sur les positions des groupes terroristes en Syrie, lesdits groupes se trouvent dans une position de faiblesse et la coalition internationale anti-Daech, sous la houlette des Etats-Unis, principale protectrice des groupes terroristes, proteste contre les raids aériens russes en Syrie. Ceci dit, il semblerait que le principal objectif de l'accord Riyad-Washington soit le renforcement des positions terroristes face aux frappes aériennes russes. sahartv.ir 25.10

4- Jordanie

- Protestations antisionistes s'intensifient en Jordanie - sahartv.ir

En Jordanie, les protestations antisionistes prennent de plus en plus de l'ampleur.

Un autre signe pour affirmer que la haine anti-israélienne prend chaque jour plus d'ampleur dans le monde. Toutes ces évolutions montrent que même dans les pays ayant signé les traités de paix avec Israël, les peuples haïssent Israël.

Ces dernières années, on a été témoin de la vague de protestations aux 4 coins du monde contre Israël qui est aujourd'hui plus haï que jamais. Sur ce fond, les Jordaniens sont de nouveau descendus dans la rue pour exprimer leur appui au peuple palestinien. Réitérant leur soutien à la résistance du peuple palestinien contre la politique d'occupation du régime sioniste, les manifestants jordaniens ont demandé l'annulation des accords de paix signés en 1994 avec Israël et plaidé pour l'exercice des responsabilités d'administration et de supervision sur Qods. A noter que l'accord de paix israélo-jordanien interdit l'entrée des sionistes dans la mosquée d'Al-Aqsa, confiant à la Jordanie la pleine responsabilité administrative de l'ensemble de la mosquée. De ce fait, les agressions du régime sioniste traduisent la violation par ce régime aussi bien des lois internationales que ses engagements envers les pays arabes.

Parmi les Arabes, l'Egypte et la Jordanie sont les deux pays à avoir signé l'accord de paix avec Israël et établi de vastes coopérations avec ce régime. Ces traités qu'on connaît sous le nom des accords de paix des Camps David et de Wadi Araba ne sont pas seulement un traité de paix : ils envisagent des engagements pour les pays signataires.

Tous ces deux accords disent que les deux parties sont intéressées du développement des liens économiques à l'échelle régionale, ce qui a fait des pays arabes signataires, des passages via desquels Israël exporte ses produits aux autres pays arabes. Depuis la signature en 1994 de l'accord de paix israélo-jordanien, non seulement les relations politiques, mais aussi les liens économiques se sont renforcés entre Tel-Aviv et Amman, à tel point que la Jordanie offre de nos jours un marché important pour les produits fabriqués en Israël. Sur ce fond, le comité jordanien pour la lutte contre la normalisation avec le régime sioniste a toujours mis en garde contre le plan de normalisation entre les pays arabes et Israël, un plan qui vise à étendre la mainmise du régime sioniste sur la région, selon ledit comité. sahartv.ir 25.10

5- Tanzanie

- Peut-être la première alternance en Tanzanie depuis son indépendance - euronews.com

Elections générales en Tanzanie, et un risque pour le pouvoir en place de perdre la mainmise qu'il a sur le pays depuis 54 ans. Le candidat du parti, John Magufuli, est le favori du scrutin mais son rival, l'ex-Premier ministre Edward Lowassa, a le soutien de tous les partis d'opposition. Plusieurs observateurs craignent des violences post-électorales. euronews.com 25.10

6- Côte-d'Ivoire

- Les Ivoiriens ont voté pour une présidentielle cruciale, Ouattara favori pour un second mandat - AFP

Les Ivoiriens ont voté dans le calme dimanche pour une élection présidentielle cruciale que le président sortant Alassane Ouattara espère gagner dès le premier tour face à une opposition divisée.

Un peu plus de 6 millions de personnes étaient inscrites sur les listes électorales. Des retards de une ou deux heures pour l'ouverture des bureaux de vote ont été fréquents, et même jusqu'à cinq heures pour un bureau à Bouaké (centre), où un électeur, Karim Konaté, a parlé de "sabotage".

Selon des observateurs, le taux d'abstention qui devrait être connu en soirée ou lundi matin, risque d'être élevé, alors que la participation avait frôlé les 80% en 2010.

Dans le centre d'Abidjan, au collège Notre-Dame, le taux de participation à la mi-journée avoisinait 45% . A Yopougon, quartier populaire de la capitale réputé pro-Gbagbo, le taux de participation se situait vers 17H à 25% au collège William Ponty, le plus gros bureau de vote du pays.

Parmi les six adversaires de Ouattara, Pascal Affi N'Guessan, le président du Front populaire ivoirien (FPI) fondé par M. Gbagbo, paraît le plus à même de le pousser à un deuxième tour, bien qu'une partie du FPI boycotte l'élection par fidélité à l'ancien président.

Claude Akho, qui a voté pour Affi à Yopougon-Millionnaire, le regrettait. "Je dis à mes frères: "Nous avons des amis en prison depuis 5 ans. Qu'est-ce que vous voulez, qu'ils y restent? Si vous êtes contre Ouattara, il faut le dire"".

Trois candidats se sont retirés de la course avant le scrutin. L'un d'entre eux, l'ex-ministre des Affaires étrangères Amara Essy, a parlé de "mascarade électorale".

Si le pouvoir et des observateurs ont attribué ces retraits à la crainte de "prendre une veste", Amnesty International a appelé à "mettre fin aux arrestations arbitraires d'opposants", qui "créent un climat de peur qui compromet l'exercice de la liberté d'expression".

Quelque 34.000 soldats, dont 6.000 Casques bleus, assuraient la sécurité du scrutin. AFP 25.10

7- Congo

- Référendum au Congo : les électeurs désertent les bureaux de vote à Brazzaville - LeMonde.fr

Ce dimanche 25 octobre, les Congolais sont appelés aux urnes pour se prononcer sur la modification de la Constitution qui permettrait au chef de l'Etat, Denis Sassou Nguesso, au pouvoir depuis plus de trente ans, de briguer un troisième mandat. L'actuelle loi fondamentale, datant de 2002, l'en empêche, l'âge des candidats et le nombre de mandats étant limités.

Dans la partie sud de Brazzaville, traditionnellement acquise à l'opposition qui a appelé à boycotter ce scrutin, les bureaux de vote sont aussi vides que les rues où les véhicules dépourvus de « laissez-passer » délivrés par la police sont interdits de circuler. Seuls les 4x4 des diplomates, des observateurs internationaux et de quelques commerçants ont droit de cité. Les habitants, eux, sont restés cloîtrés chez eux.

Le temps semble long pour Colombe Bondi. Assise depuis 6 heures sur une chaise en bois inconfortable dans la salle exigüe du jardin d'enfant Prosper M'bala transformé en bureau de vote, elle attend. Deux policiers assoupis dans la cour viennent, de temps à temps, la taquiner. Sur un vieux tableau noir, la jeune femme a soigneusement écrit à la craie le nombre d'inscrits sur les listes électorales, 764, et le nombre de vote, un seul. Il est 13 heures dans l'un des 19 bureaux de vote de Bacongo, un quartier populaire du sud de Brazzaville.

« On s'attendait à avoir peu de votants ici à Bacongo, car nombreux sont ceux à avoir quitté le quartier à la suite des affrontements », explique Colombe Bondi. Depuis les heurts entre les manifestants et les forces de l'ordre survenus ces dernières semaines, le quartier est quadrillé par la police et les militaires qui patrouillent en permanence et maintiennent à résidence l'une des figures de l'opposition, l'ancien ministre Guy Brice Parfait Kolélas.

Un peu plus loin, à l'école des Trois Francs, seuls quatre bulletins de votes gisent dans l'urne en plastique posée à même le sol. Ici, il y a 2 100 inscrits mais rien n'y fait, les habitants du quartier ne sont pas d'humeur à voter. Des jeunes cherchent leurs noms sur les listes électorales affichées à l'entrée. En vain. « Il y a le nom de mon père qui est mort, mais pas le mien », déplore l'un d'entre eux. Auraient-ils aimé voter ? « On ne sait pas ce qu'il y a dans ce projet de Constitution, ici rien ne va, on n'a pas de travail, pas de formation, pas d'électricité... Vous voulez que je continue la liste ? », lâche Junior, 19 ans. lemonde.fr 25.10

8- Argentine

- Présidentielle: l'Argentine attend de savoir s'il y aura un second tour - AFP

Comme prévu, le candidat de centre gauche Daniel Scioli est en tête à l'issue du 1er tour de la présidentielle en Argentine, selon les sondages, mais le doute subsiste pour savoir s'il y aura ballottage ou victoire dès le 1er tour.

Dans ce pays, il suffit de rassembler 45% des suffrages pour être élu au premier tour, ou seulement 40% si l'écart avec le deuxième atteint 10 points.

9- Haïti

- Elections générales quelque peu chaotiques à Haïti - euronews.com

Les électeurs toute la journée ont voté dans le calme mais dans des conditions souvent précaires. Au choix, pas moins de 54 candidats se proposent de reprendre les rennes d'un pays dont le parlement ne fonctionne plus depuis janvier et où aucune élection n'a eu lieu depuis 2011. euronews.com 25.10

10- Colombie

- Colombie: premières élections locales avec la paix à l'horizon - AFP

Quelque 34 millions d'électeurs devaient désigner, pour quatre ans, les gouverneurs et députés des 32 départements du pays, ainsi que les maires et conseillers municipaux des 1.102 communes.

La bataille pour Bogota, mandat le plus important du pays après la présidence de la République, a été un autre point fort de la campagne.

Selon les sondages, la gauche, très critiquée notamment pour l'insécurité et le chaos des transports dans cette capitale de huit millions d'habitants dépourvue de métro, pourrait perdre ce bastion qu'elle détient depuis 12 ans en dépit de scandales de corruption.

Enrique Peñalosa, ancien maire et ex-candidat présidentiel de centre droit, pourrait succéder à Gustavo Petro, ex-guérillero du M-19 (dissout).

L'ancien ministre Rafael Pardo du Parti libéral et Clara Lopez du Pôle démocratique (gauche), qui fut aussi candidate à la présidence, se disputaient la deuxième place, toujours selon les sondages. Loin derrière: Francisco Santos, du Centre démocratique de l'ex-président et sénateur Alvaro Uribe, féroce opposant au processus de paix.

A Medellin, deuxième ville du pays avec 2,5 millions d'habitants, le poulain de M. Uribe, Juan Carlos Velez, était en revanche donné favori. A Cali, l'ancien vice-président Angelino Garzon se plaçait en tête, talonné par un chef d'entreprise, Maurice Armitage, toujours selon les sondages.

Quelques incidents ont toutefois émaillé la journée. Les autorités ont fait état de 115 interpellations "dans le cadre du processus électoral" et de la saisie d'une quarantaine d'armes, dont deux mitraillettes M60, 11 grenades et des mines antipersonnel, à travers le pays où ont été déployés quelque 400.000 policiers et militaires. AFP 25.10

[Haut de page ↗](#)

Le 27 octobre 2015

CAUSERIE

On a actualisé la rubrique *Défense du marxisme*. Ces textes sont dignes de figurer dans notre programme.

On verra si on trouve le temps d'actualiser les infos en bref, sinon ce sera pour demain. J'ai commencé à rédiger un court article sur les institutions contre lesquelles il faut impérativement axer notre combat politique et notre stratégie.

Question : Sommes-nous des militants combattant pour changer la société et pour la révolution socialiste, ou sommes-nous des militants devant se cantonner à défendre des revendications économiques ou alimentaires dans le cadre du régime capitalisme ?

[Haut de page ↗](#)

Le 28 octobre 2015

CAUSERIE

Quelques réflexions politiques

1- Il y a d'un coté la philosophie idéaliste et de l'autre le matérialisme...

Qu'on le veuille ou non nos idées sortent de notre cerveau et non l'inverse ou l'action précéda le verbe.

Il y a d'un coté l'idéologie de la classe dominante et de l'autre l'interprétation matérialiste et dialectique de l'histoire.

L'idéologie est une création de l'esprit ou se mêlent facteurs objectifs et subjectifs, tandis que le matérialisme dialectique se

contente de décrire des facteurs objectifs et subjectifs et leur évolution...

Il y a d'un côté la droite qui s'identifie ou se reconnaît dans le régime en place, et de l'autre la gauche qui le rejette et combat pour renverser l'ordre établi ou pour la révolution socialiste.

Il n'y a pas de place pour deux régimes reposant sur des antagonismes inconciliables, comme il n'existe que deux côtés à une barricade. Une entreprise ne peut pas être la propriété privée d'une personne et à la fois la propriété collective de tous les citoyens.

Il y a d'un côté les contre-révolutionnaires, et de l'autre les révolutionnaires.

A chacun de choisir son camp.

Il y a d'un côté le camp des populistes, des révisionnistes, des imposteurs, des mystificateurs, des illusionnistes, des faux socialistes, des traîtres, de la réaction, et de l'autre celui du socialisme.

Le manque de détermination et de rigueur peut facilement nous faire basculer du second dans le premier mais pas l'inverse parce que cela nécessiterait trop de sacrifices.

Il y a d'un côté ceux qui sont liés au régime et qui refusent de combattre dans la perspective de son renversement, qui s'en accommodent de mille manières (ou prétextes) parce qu'ils ont quelque chose à perdre ou bénéficient d'un mode de vie relativement confortable, de l'autre il y a ceux qui n'ont plus rien à perdre que leurs chaînes ou vivent un cauchemar au quotidien sans espoir d'en sortir.

Le mouvement ouvrier dégénéré ou corrompu est à l'image des premiers et a abandonné les seconds, qui au mieux leur servent de caution morale à l'instar de l'impérialisme qui les flattent et les envoie si nécessaire à la boucherie.

2- Lorsque l'URSS implosa, l'alternative au capitalisme, qui dans la représentation collective du mouvement ouvrier se confondait avec le communisme, disparut, laissant le champ libre à l'offensive généralisée du capitalisme contre le prolétariat mondial qui devait être soumis au néolibéralisme déjà expérimenté avec succès aux Etats-Unis, en Grande-Bretagne, au Chili et en Argentine dès les années 70.

A partir de cette époque, toutes les institutions nationales devaient être amenées à s'y soumettre, ce qui signifiait que toute représentation politique de la classe ouvrière devait disparaître ou dégénérer au point de s'adapter au néolibéralisme à défaut de le combattre véritablement.

En Europe, cela se traduit par la subordination des institutions nationales de chaque pays à la Commission européenne et à la BCE, ainsi que la soumission de tous les partis institutionnels à la volonté de ces institutions supranationales. Ce furent ces institutions nationales qui adoptèrent les directives dictées par l'UE, qui signèrent des traités liant le sort de leur population à celui du capitalisme en crise ou abdiquant la souveraineté de leurs peuples. Ce furent encore ces institutions nationales dont fait partie le chef de l'Etat et le gouvernement, qui décidèrent sans consulter leurs peuples de se lancer dans de nouvelles guerres en Afrique, au Proche-Orient et en Asie. Et pour terminer, ce furent également ces institutions nationales qui décidèrent d'imposer à leurs peuples des politiques d'austérité de plus en plus drastiques pour satisfaire les besoins de l'oligarchie financière.

Bref, ce sont les institutions nationales dans chaque pays qui en permanence mènent la guerre de classe pour le compte des capitalistes contre les intérêts de l'ensemble des travailleurs. Il est dès lors impossible de ne pas en connaître la nature profondément antidémocrate et réactionnaire. Etant liées pas à pas au développement de la lutte des classes, on est en droit de s'interroger sur le peu d'intérêt qu'elles suscitent de la part du mouvement ouvrier et particulièrement de son avant-garde, qui en réalité les ménagent ou s'en accommodent pour y participer à des degrés divers à défaut de rompre résolument avec elles.

3- "Les Égyptiens sont fatigués de devoir se rendre aux urnes encore et encore" explique l'analyste politique Heshman Mahran et d'ajouter "les jeunes ont décidé de boycotter ces élections". euronews.com 27.10

Ce constat est valable à des degrés divers dans pratiquement tous les pays.

Et vous croyez que les dirigeants de la soi-disant avant-garde en tireraient les conclusions qui s'imposent ? Bien sûr que non ou plutôt si, ils continuent de participer aux élections et donc aux institutions qu'ils légitiment de la sorte, comme si de rien n'était. Après cela ils peuvent à l'instar de la SFIO de 1905 ou du PS de 1981 avoir un programme dans lequel est inscrit la nécessité d'en finir avec la propriété privée des moyens de production ou le capitalisme, quand on observe de quelle manière ils l'appliquent, on doit en conclure qu'ils ne sont pas révolutionnaires ou socialistes, mais bien réactionnaires et antisocialistes. C'est ainsi que les bolcheviks caractérisaient les dirigeants mencheviks et socialistes-révolutionnaires en 1903, à juste titre puisqu'ils préférèrent soutenir la réaction après la révolution d'Octobre plutôt que soutenir ou servir le nouvel Etat ouvrier.

Ce qui caractérise les militants qui les ménagent ou s'accommodent de ce genre de dirigeants, c'est le manque de cohérence ou de consistance, de rigueur dans leur engagement politique. Les divergences sur les principes ont une origine politique comme le révéla l'opposition entre bolcheviks et mencheviks. On peut décider ou non d'en chercher la nature ou décréter que cela n'aurait pas d'importance, pour finalement se conduire en aventurier, mais dans ce cas-là il faut en assumer toutes les conséquences. Quant à l'argument qui consiste à dire qu'on ne savait pas, qu'on n'avait pas compris, il a bon dos, il arrive un moment où il devient insupportable car il est d'une mauvaise foi incroyable.

On ne doit pas perdre son temps et gaspiller notre énergie à essayer de convaincre des militants qui ont décidé qu'aucun argument ne les ferait changer de position. Laissons-les mariner dans leurs vérités révélées, à côté il y a des millions de travailleurs et jeunes qui aspirent à comprendre ce qui se passe réellement, c'est à eux qu'il faut s'adresser, c'est vers eux qu'il faut se tourner résolument.

4- Un très bref complément à la causerie d'hier sur le parti, histoire d'enfoncer le clou.

Les ouvriers croyants et bolcheviks en 1917, étaient plus révolutionnaires et socialistes que nos dirigeants et les militants qui leur ont fait confiance pendant des décennies. Incroyable, n'est-ce pas ? Tardieu, il est tombé sur la tête le malheureux. Et Lénine avec ses principes débiles, il était complètement dingue.

Ce qui distingue le militant bolchevik ou communiste, ce n'est pas sa maîtrise du marxisme ou ses connaissances du socialisme, mais sa détermination à lutter à mort contre le régime en place pour le renverser. C'est tout ? C'était suffisant pour rejoindre le parti bolchevik dès lors que vous aviez adopté son programme et ses statuts.

On était donc très très loin du dogmatisme et du sectarisme de ceux qui s'en réclameront jusqu'à nos jours, dont certains ont fini par être complètement sclérosés, tandis que d'autres versent dans l'éclectisme et le populisme. Incroyable, n'est-ce pas ? Sinon nous ne serions pas léniniste !

5- Qu'y avait-il de commun entre la situation du prolétariat russe en 1917 et celui du prolétariat grec en 2015 ?

Les deux étaient confrontés à des conditions d'existence devenues insupportables.

Le prolétariat russe s'en était saisi en résolvant la question du pouvoir par une révolution qui devait le porter au pouvoir par l'intermédiaire du parti bolchevik, tandis que le prolétariat grec qui devait subir des baisses de salaires et des retraites allant jusqu'à 40% fut dans l'incapacité de poser la question du pouvoir et donc de la résoudre en sa faveur, il en fut constamment détourné et aucun parti ouvrier ne combattait réellement dans cette perspective.

La question de faire reculer le gouvernement, du programme minimum et maximum, de la révolution démocratique bourgeoise ou prolétarienne suivie par une révolution socialiste, est devenue obsolète du fait même de la profondeur de la crise qui frappe le capitalisme. Toute réforme sociale à caractère politique est devenue incompatible avec la survie du capitalisme dans un pays développé en raison de la mondialisation du capital, qui met en concurrence l'ensemble des capitalistes du monde entier au profit de ceux bénéficiant du taux d'exploitation le plus élevé ou les coûts de production sont les plus bas et les profits les plus élevés, d'où la nécessité de s'attaquer immédiatement aux fondements du capitalisme dès la prise du pouvoir politique par les masses exploitées ou de passer simultanément de la révolution démocratique bourgeoise à la révolution socialiste, pratiquement sans transition. Dans ce contexte, envisager une période de transition reviendrait à laisser le temps aux capitalistes de s'organiser pour saboter la politique du gouvernement révolutionnaire provisoire ou de saper les bases de la révolution.

En Grèce, la question qu'il fallait poser n'était pas ni la sortie de l'euro, ni la rupture avec l'UE, ni l'annulation des mémorandums, mais celle de l'abolition des institutions nationales qui constituaient le cadre qui exprimait les rapports de production, autrement dit les rapports de domination de classe favorables à la classe des capitalistes qu'elles légitimaient, et devant lesquelles, soit le prolétariat se soumettait, soit il les renversait pour se doter de ses propres institutions, ce qui incluait l'abolition de la Constitution, ce qui lui permettait de poser et résoudre la question du pouvoir, du gouvernement ouvrier, de l'Etat ouvrier, de la République sociale.

Un jour un dirigeant lambertiste me répondit que la question des institutions nationales n'était pas à l'ordre du jour parce que la classe ouvrière ne la posait pas. Si les masses exploitées étaient capables de la poser clairement, directement, autant dire que le parti ne servirait à rien ou qu'elles pourraient très bien s'en passer, pour un peu spontanément elles se hisseraient au niveau du programme de la révolution socialiste, c'était ne rien avoir compris au processus dialectique au cours duquel les travailleurs en arrivent inconsciemment à poser la question du pouvoir à travers leur mobilisation, que la situation soit pré-révolutionnaire ou révolutionnaire ou non, en toutes occasions, dès que leurs revendications sociales revêtent un contenu politique, ils entrent en conflit avec les rapports de production existant, et à terme ce conflit ne peut se résoudre que par la défaite de la classe ouvrière ou l'écrasement de la révolution socialiste ou leur victoire.

Si on devait attendre que les travailleurs posent la question de la liquidation des institutions, on pourrait attendre indéfiniment. C'est une manière comme une autre de justifier le refus de la poser et de reporter ce refus sur les travailleurs pour ne pas

avouer qu'on y est subordonné ou qu'on ne sait pas comment s'y prendre pour la poser et qu'on est incapable de l'assumer.

Les travailleurs sont subordonnés aux institutions qu'ils ont toujours connues, avec lesquelles ils identifient leur mode de vie et le progrès social ou tout ce que la société peut encore leur apporter. Ils ont conscience que c'est ce cadre qui structure l'ensemble de la société et ils y tiennent, même s'il fait leur propre malheur, de cela ils n'ont pas conscience évidemment. Ils les identifient également au régime auquel ils sont aussi attachés, c'est la raison pour laquelle ils peuvent difficilement concevoir de s'en passer, d'où la nécessité d'axer notre combat politique contre les institutions nationales du capital pour les aider à en comprendre la nature réactionnaire et à s'en détacher, c'est ainsi qu'on sapera les bases du régime et qu'on les préparera à faire table rase du passé, à les liquider de fond en comble, sinon cela demeurera toujours impossible. On a le choix entre opter pour la méthode des bolcheviks qui vient d'être énoncée rapidement ou celle des opportunistes qui désignent aux travailleurs et aux militants d'autres objectifs qui n'ont jamais permis de construire le parti.

Il est très facile de relier chaque loi ou mesure prise par le gouvernement qui s'inscrivent dans le cadre des institutions pour assurer la survie du régime capitaliste. Il en va de même pour l'ensemble de nos revendications sociales à caractère politique, salaire, temps de travail, retraite, santé, école, université, logement, toutes celles qui ont un rapport avec les services publics, etc.

Pendant des décennies on a entendu des discours vantant les bienfaits de la démocratie qui n'était en réalité qu'un vernis destiné à rendre plus présentable la dictature du capital, au point qu'il y en eut même dans nos rangs pour réclamer le rétablissement de la démocratie sociale et politique qui fit les beaux jours de l'impérialisme français. Rompre avec ce discours opportuniste destiné à parer la dictature du capital de qualités qu'il a usurpées est une nécessité absolue pour l'avant-garde révolutionnaire. Caractériser le régime, les institutions, l'Etat devant les travailleurs comme des machines de guerre de la classe dominante destinées à exploiter et opprimer la classe dominée constitue un préalable à toute stratégie politique posant la question du pouvoir.

On conçoit très bien pourquoi ceux qui s'y refusent obstinément en arrivent forcément à se détourner de la question du pouvoir ou à la poser dans des termes qui ne permettent pas de la résoudre conformément aux besoins des travailleurs. La question des institutions nationales, en France les institutions de la Ve République, concentre ou cristallise l'ensemble de la situation sociale et politique, la manière dont la crise du capitalisme se répercute à l'intérieur de tous les partis institutionnels et ceux qui y sont liés suffit à le prouver. La politique qu'elles sont amenées à adopter est entièrement tournée contre les travailleurs, elle a un contenu exclusivement antisocial, profondément réactionnaire, colonial, impérialiste. Aussi prétendre combattre le gouvernement sans poser systématiquement la question de la liquidation des institutions de la Ve République revient à sous-entendre ou à laisser entrevoir qu'un simple changement de gouvernement pourrait permettre d'appliquer une autre politique, or ce serait impossible car le Conseil constitutionnel s'y opposerait sans même avoir besoin d'invoquer l'UE, comme quoi le mot d'ordre de la rupture avec l'UE ne sert qu'à détourner l'attention des militants de la question déterminante, celle de l'Etat, du pouvoir politique.

Ce n'est pas pour autant qu'on prétendrait renverser les institutions demain matin. Lénine puis les bolcheviks avancèrent ce mot d'ordre dans leur agitation et leur propagande dès les années 1890, et ils ne cessèrent jamais de le matraquer afin qu'il s'incruste profondément dans le cerveau de la classe ouvrière, et que le moment voulu une partie du prolétariat russe le reprenne à son compte, à l'arrivée les conditions étant remplies pour s'emparer du pouvoir, le gros des masses exploitées passèrent à l'action et renversèrent le régime honni de Nicolas II guidées par le parti bolchevik. Ce sont elles qui l'ont porté au pouvoir parce qu'il n'avait jamais changé de discours. Il les avait préparées à cette épreuve de force en faisant preuve d'une détermination sans faille, et c'est ainsi qu'il parvint à conquérir leur confiance.

C'est cette détermination politique sans faille de Lénine qui fut à l'origine de la scission de 1903 entre bolcheviks et mencheviks... et de la révolution d'Octobre qui n'aurait pas eu lieu sinon ou qui aurait été vaincue.

Notre combat politique - on se demandera si cela signifie encore quelque chose pour la plupart des militants, doit être subordonné à l'objectif politique du renversement du régime, et se traduire par la construction du parti qui est un des éléments déterminants du processus révolutionnaire conduisant à la prise du pouvoir, c'est le seul objectif dont on est comptable puisque nous ne sommes pas en mesure d'influer sur le cours de la lutte des classes pour se fixer sérieusement d'autres objectifs.

Quand on observe l'orientation politique et les mots d'ordre du POI, du NPA et de LO, on comprend pourquoi ces partis n'inspirent aucune confiance aux travailleurs.

Ils versent dans l'infantilisme, l'élitisme, ils colportent des illusions, des lieux communs, ils ne répondent pas aux questions que se posent les travailleurs et qui ont un rapport avec leurs conditions d'existence, sauf pour leur faire croire qu'elles pourraient s'améliorer dans le cadre du régime en place, ils ont donc raison de n'accorder aucune crédibilité aux discours de ces partis. C'est bien normal car les travailleurs et leurs familles, leurs amis ou proches sont confrontés à une multitude de difficultés, la société est si pourrie ou décomposée qu'ils croulent sous tant de problèmes que se mobiliser sur un thème leur semble dérisoire, car il en resterait tellement qui ne seraient pas résolus s'ils remportaient une victoire. Ils sont accablés et sentent instinctivement qu'il en faudrait beaucoup plus pour changer réellement leur quotidien, inconsciemment qu'il faudrait faire table rase ou changer la société de fond en comble, ils ne voient pas comment et n'y croient pas, et au lieu de les aider à l'exprimer consciemment pour qu'ils acquièrent la conviction que c'est possible, on les détourne de cet objectif ou on ne le met même pas en avant.

C'est dans cette perspective que doit s'articuler notre combat politique, en partant de leur condition qui est vouée inexorablement à se détériorer toujours davantage du fait qu'elle est le produit de la crise du capitalisme qu'incarne la politique antisociale mise en oeuvre par Hollande et son gouvernement, l'Assemblée nationale, les institutions de la Ve République qu'il faut renverser...

On a déjà écrit cela cent fois en long, en large et en travers et au regard du peu d'échos qu'il y eut en retour, on en a plus que marre de nous répéter.

Voyons quelques objections qu'on pourrait opposer à cette orientation politique.

Oui, mais c'est bien dans le cadre de ces institutions que notre condition s'est améliorée...

Effectivement, et c'est aussi dans ce cadre-là que votre condition s'est détériorée au point de tout perdre...

Oui, mais le capitalisme a tout même joué un rôle progressiste dans l'histoire de la civilisation humaine.

Effectivement, sur fond de guerres permanentes qui n'ont jamais présenté un aspect progressiste pour les peuples qui en étaient les victimes.

C'est tout ? Comment cela c'est tout, on croyait que l'expérience de la Grèce après la Tunisie et l'Egypte notamment avait eu valeur d'enseignement et répondait à toutes les autres questions qu'on avait pu être amenées à se poser, non ? Si non, c'est que vous avez cru les salades que vos dirigeants vous ont racontées.

Quelle était la question posée par le développement de la situation politique dans ces pays sinon celle du régime, des institutions en place qu'il fallait balayer, préalable indispensable pour pouvoir appliquer une autre politique, en rupture avec la troïka et le capitalisme.

Lors du référendum sur le TCE en 2005 en France, quelle était la question posée sinon celle de la compatibilité du TCE avec les institutions de la Ve République. Qui à l'époque l'a dénoncé de cette manière, qui lui a donné ce contenu politique ? Personne ou ni le POI, le NPA ou LO.

Quelle autre question posaient les guerres coloniales dans lesquelles s'était lancé l'Etat français ?

Quelle autre question posait le soutien accordé par Hollande aux banquiers ?

Plus fort encore, puisque cela revient perpétuellement sans que personne ne le relève.

Chaque fois que le gouvernement légifère, le Conseil constitutionnel, qui est le garant des institutions, s'assure que les projets de loi ou les mesures qu'il adopte sont conformes à l'esprit de la Constitution de la Ve République. Il a ce louable souci du point de vue des intérêts de la classe dominante, et de notre côté on a le souci beaucoup moins louable de ne surtout pas le mettre en lumière, à quoi bon franchement attirer l'attention des travailleurs sur la nature des institutions et leur fonctionnement antidémocratique, s'ils ne s'y intéressent pas à quoi bon les orienter dans cette direction.

Et quand bien même ils se réfugierait massivement dans l'abstention lors de chaque élection et manifesterait ainsi ouvertement leur défiance envers les institutions de la Ve République, à quoi bon traduire consciemment ce qu'ils expriment en grande partie encore inconsciemment, à quoi bon les aider à rompre définitivement avec les institutions. C'est là qu'on s'aperçoit que la politique de ces partis est franchement réactionnaire, qu'ils font le jeu des institutions au lieu de les combattre.

Il existe mille exemples dans le même registre au point qu'on est bien obligé d'en déduire que c'est intentionnellement qu'ils trompent les travailleurs et leurs militants en les conduisant dans une impasse politique, remplissant le rôle d'agents du capital.

Eh, vous avez bientôt fini avec votre baratin, cela ressemble une fois de plus à un refrain appris par coeur ! Ah bon, pourtant je n'en avais pas l'impression, on a évoqué le référendum de 2005, l'abstention massive lors des élections, etc. les conditions auxquels les travailleurs doivent faire face quotidiennement, la nature et le fonctionnement des institutions, des faits à notre connaissance, non ?

On a rappelé que les institutions concentraient à elles-seules l'ensemble de la situation sociale et politique, la crise du capitalisme et au-delà celle de la direction du prolétariat. On a remarqué que chaque fois que la question des institutions avaient été directement posée au cours des années ou décennies précédentes, les uns et les autres s'étaient efforcés de s'en détourner sous prétexte que les travailleurs ne s'y intéresseraient pas. Et vous gros malin que vous êtes, vous voudriez absolument qu'ils s'y intéressent. C'est là déformer mes propos, mais peut-être que je me suis mal exprimé et qu'on s'est mal compris.

Dit autrement, si chaque fois qu'il était possible de se saisir de cette question déterminante pour aider les travailleurs à progresser ou mieux comprendre les tâches politiques qu'ils devraient accomplir pour conquérir leur émancipation du capital, nos dirigeants sont systématiquement passés à côté, c'étaient un choix délibéré de leur part. Maintenant pourquoi fallait-il s'en saisir et dans quel objectif, c'est très simple à comprendre.

En attirant l'attention des masses laborieuses en direction des institutions, car on s'adressait à l'ensemble des travailleurs et pas seulement à certaines couches privilégiées, on ne s'imaginait pas un seul instant que cela changerait quoi que ce soit à la situation, on ne s'imaginait évidemment pas non plus que cela aurait pu suffire pour qu'elles décident de les renverser, mais au-delà de leur proposer l'objectif politique qu'elles devraient se fixer pour résoudre leurs problèmes, on fournissait au passage aux éléments les plus déterminés du prolétariat un axe de combat politique cohérent ou sérieux susceptible de répondre aux questions qu'ils se posaient et pour lesquelles ils n'avaient pas trouvé de réponses jusque là, d'autant plus qu'il impliquait ou incluait les masses, qui seules seraient à même de renverser les institutions, à condition que l'avant-garde révolutionnaire joue réellement son rôle, cet axe politique présentait donc l'avantage de combiner l'action des masses et du parti au lieu de se substituer aux masses ou de les ignorer, et il rendait au parti la place qui devait lui revenir dans la phase préparatoire du processus révolutionnaire...

Cette stratégie politique permettait donc d'éduquer les masses, d'élever leur niveau de conscience politique et de construire le parti sur une base politique correcte puisqu'orientée vers la prise du pouvoir par le prolétariat. Mais si maintenant vous avez mieux à nous proposer, n'hésitez pas un instant, on est impatient de découvrir la stratégie que vous auriez à nous soumettre.

Nous avons observé que chaque fois qu'une question politique figurait à l'ordre du jour et qu'elle avait donné lieu (ou non) à une mobilisation des travailleurs elle était systématiquement soumise aux institutions, que chaque fois qu'un peuple s'était soulevé il avait finalement buté sur la question des institutions en vigueur dans son pays, on en a donc déduit que la question du pouvoir ne pouvait pas être résolue et qu'il était impossible de poser la question du gouvernement ouvrier, de l'Etat ouvrier, de la République sociale sans déterminer le sort qu'on réservait aux institutions du capital, sans en définir la nature sans les combattre inlassablement jusqu'au jour où les masses seraient prêtes à se lancer à l'assaut du pouvoir.

Vous avouerez que notre démarche n'a rien de gauchiste ou d'aventuriste, on part des faits et des derniers développements de la lutte des classes, on lit le sort des masses à la construction du parti, à la prise du pouvoir, au socialisme. On manifeste notre confiance dans la capacité des masses à s'élever au niveau de cette tâche, et on redonne au parti tout son sens ou sa légitimité en les aidant à l'accomplir. Tout se tient. Si j'avais oublié quelque chose, n'hésitez pas à nous le faire savoir.

[L'avenir cauchemardesque qu'ils réservent à l'humanité](#)

Les crises s'étendront dans le monde, avertit Zbigniew Brzezinski - sahartv.ir

L'ex-conseiller à la sécurité nationale américaine a affirmé que le monde entier sera bientôt le théâtre des crises.

Zbigniew Brzezinski, ex-conseiller à la sécurité nationale américaine a indiqué dimanche : « La crise prend de l'ampleur et il existe des signes qui montrent que les régions où il n'y a pas de crises à présent seront bientôt prises ». Le monde est de nos jours confronté à des crises politique, économique, systématique, raciale et religieuse ».

Brzezinski a souligné : « Il y a toujours eu des crises à l'échelle internationale, mais ces crises deviennent de plus en plus importantes. Elles sont répandues et les signes disent que les régions restées loin des crises seront bientôt le théâtre de ces crises ». sahartv.ir 26.10

Les terroristes visent à déstabiliser les gouvernements (Poutine) - sahartv.ir

Le président russe Vladimir Poutine a averti que les terroristes se servaient du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord de base pour déstabiliser les autres pays.

Vladimir Poutine a indiqué mercredi : " Le développement des activités des terroristes et la fusion des groupes extrémistes ayant accès aux réseaux organisés constituent une menace sérieuse. La situation au Moyen-Orient et en Afrique du Nord est alarmante. Les terroristes sont en train de recruter des éléments pour les utiliser pour déstabiliser les pays". sahartv.ir 28.10

[En famille chez les barbares.](#)

- Noces macabres entre l'Arabie Saoudite et la France - sahartv.ir

Dès sa naissance l'Arabie saoudite a lié son sinistre destin à celui des puissances impérialistes. Fondée officiellement le 22

septembre 1932 par la fusion des provinces du Nejd et du Hedjaz, elle s'est trouvée sous la férule de Abdelaziz ben Abderrahmane Al Saoud (Ibn Saoud) qui en devenant le monarque absolu a mis en place un système féodal cruel et obscurantiste.

Les guerres ayant permis l'accession au pouvoir d'Ibn Saoud ont fait 500 000 morts entre 1901 et 1932. La découverte de pétrole en mars 1938 transforme le pays sur le plan économique et marque le début d'une alliance stratégique avec les États-Unis concrétisée par le Pacte du Quincy, qui en échange d'un accès au pétrole, engage les États-Unis à protéger militairement la dynastie des Saoud.

Cette alliance se révélera d'autant plus durable que le pays se présente comme un féal de poids pour contrer le mouvement de libération nationale arabe dans les années 1950-1960 au grand bénéfice de l'impérialisme. La rapide augmentation des recettes saoudiennes au début des années 1980 qui passent de 65 milliards de dollars à près de 135 milliards en 1981, renforce les assises du régime monarchique, « matrice » du wahhabisme, interprétation la plus rétrograde de l'Islam qui sert à justifier l'obéissance totale aux riches et à priver la population de tout droit démocratique. Elle lui procure une masse d'argent inépuisable qui lui permet d'exporter sa doctrine religieuse fanatique dans le monde, de s'acheter le soutien de nombreux mouvements réactionnaires de même que celui des dirigeants corrompus de pays pauvres qui suivent à la lettre les consignes de leur « bienfaiteur » quand il s'agit de voter à l'ONU ou même confient la présidence de la commission des « Droits de l'Homme » de cette instance à son représentant ! Un représentant qui trouve que la condamnation à mort d'un jeune opposant politique a été ordonnée en application de la « chariaa » saoudienne laquelle n'est selon lui nullement incompatible avec les « Droits de l'Homme », bien au contraire. Les belles âmes humanistes et démocratiques fabiusiennes n'y ont rien trouvé à redire.

Cette politique extérieure se manifeste dans la lutte organisée contre l'Union soviétique en Afghanistan en accord avec le tuteur US, mais également dans l'intensification du soutien financier de nombreuses organisations dites islamiques à travers le monde dans les années 2000-2015. Dès leur naissance, les Saoudiennes sont placées sous l'autorité légale d'un homme, le « gardien », qui peut être leur père, leur mari, leur frère, leur oncle ou même leur fils. Les femmes ne peuvent pas voyager sans l'autorisation de leur « gardien ». L'Arabie saoudite impose une stricte séparation des sexes. La plupart des maisons, banques ou universités ont une entrée pour les hommes et une autre pour les femmes. C'est le dernier pays au monde où les femmes sont privées du droit de conduire.

Quel sont les véritables enjeux stratégiques du mariage des régimes de ces deux pays qui ont les mains pleines de sang sachant que les impérialistes français et leur béquille « socialiste » n'ont jamais digéré la perte de l'Algérie ? Les monarques rétrogrades de l'Arabie saoudite après avoir acheté des « Rafales » pour plusieurs milliards de dollars, viennent en plus de passer une nouvelle commande de 10 milliards de dollars. Quelle contrepartie ont-ils obtenue de l'impérialisme français pour les largesses qu'ils lui ont accordées ? Valls, le premier ministre français, ne trouve pas « indécent » d'entretenir ces liens avec la pire forme de barbarie moyenâgeuse encore existante dans le monde. Cela ne l'empêche pas, de concert avec Fabius et Hollande, de multiplier les discours qui justifient le soutien aux hordes obscurantistes en Syrie -qualifiées sans rire d' « opposition démocratique » ! – et stigmatisent le régime syrien qui a au moins le mérite d'être laïque et de faire coexister pacifiquement toutes les religions et les non-croyances. Dans un Moyen-Orient à feu et à sang, vont-ils encore rajouter de la violence à la violence ou bien y a-t-il un autre objectif, par exemple la déstabilisation de l'Algérie ? sahartv.ir 26.10

ACTUALITE EN TITRES

Mission impossible

- Manuel Valls aux Mureaux : «Je ne suis pas ici pour reconquérir la banlieue» - Liberation.fr

Neuilly-sur-Seine ou quand l'état de non-droit règne.

- Logements sociaux: l'Etat n'a pas "de leçon" à donner, estime le maire de Neuilly - L'Express.fr

Depuis quand y aurait-il des bonnes et des "mauvaises mains" à l'extrême droite ?

- Valls s'inquiète de voir tomber la laïcité entre les "mauvaises mains" de l'extrême droite AFP

Mimétisme. L'impunité alimente la barbarie ou la spirale infernale.

- Yémen : un hôpital de Médecins sans Frontières touché par des frappes aériennes - Francetv info

Les installations ont été détruites et deux membres de l'équipe de MSF légèrement blessés, lundi soir. Francetv info 26.10

ACTUALITÉ DU JOUR

Etat policier. Quand l'Empire montre l'exemple.

Etats-Unis: enquête sur l'interpellation brutale d'une lycéenne noire - AFP

La justice américaine a annoncé mardi ouvrir une enquête sur l'arrestation dans une salle de classe d'une lycéenne noire par un policier blanc, un acte dont la brutalité a suscité une vive indignation.

"Le service des droits civils du bureau de Columbia du FBI et le bureau du procureur du district de Caroline du Sud ont ouvert une enquête sur les circonstances de l'arrestation d'une élève du lycée de Spring Valley", a indiqué un communiqué officiel.

Dans plusieurs vidéos devenues virales sur internet, on voit le policier arracher violemment de sa chaise la lycéenne, en la cravatant, avant de la traîner par terre à travers la classe. L'adolescente avait apparemment refusé d'obéir au policier qui lui demandait de sortir.

Le policier, Ben Fields, l'un des deux agents référents de cette école de Spring Valley, a fait l'objet d'une suspension administrative.

Ces vidéos, mises en ligne avec le hashtag #AssaultAtSpringValleyHigh, ont très vraisemblablement été filmées par des élèves avec leur téléphone portable. AFP 27.10

Une justice "malveillante" et répressive.

Justice : Jean Mercier condamné à un an de prison avec sursis - Francetv info

L'homme de 87 ans avait aidé sa femme à mourir en 2011. Il a été condamné pour "non-assistance à personne en danger". Francetv info 27.10

Un internaute condamné pour un commentaire faux et malveillant sur un restaurant - AFP

Un internaute a été condamné à 2.500 euros d'amende, plus 5.000 euros de frais, pour avoir rédigé un commentaire faux et malveillant visant un restaurant du Groupe Bernard-Loiseau à Dijon, selon un jugement que l'AFP a pu consulter, mardi.

"On a voulu mener l'affaire jusqu'au bout et donner une leçon à ces personnes qui font des commentaires pour détruire", a commenté Ahlame Buisard, directrice du groupe Bernard-Loiseau et gérante du restaurant Loiseau Des Ducs à Dijon confirmant une information du quotidien Le Bien Public.

"Restaurant très surfait, tout en apparat, très peu de choses dans l'assiette, l'assiette la mieux garnie est celle de l'addition": le commentaire publié en juillet 2013 sur le site des pages jaunes était cinglant.

Publié cinq jours avant l'ouverture du restaurant, le commentaire litigieux rédigé par le pseudonyme "le clarifieur" a été supprimé puis à nouveau publié légèrement remanié sur le site des PagesJaunes.fr.

"Cet avis nous a beaucoup surpris et nous l'avons fait constater par un huissier", a commenté Mme Buisard qui a décidé de porter plainte à l'encontre de l'internaute indélicat.

Selon le jugement en date du 6 octobre, le tribunal de grande instance de Dijon a estimé que l'avis publié cinq jours avant l'ouverture au public du restaurant, "ne peut pas correspondre à l'expression d'un avis objectif se fondant sur une expérience réelle".

"Ces commentaires fautifs (...) du fait même de leur diffusion sur internet sur un site largement consulté par les internautes à la recherche des coordonnées d'établissements, visaient à dissuader de potentiels futurs clients de se rendre dans le restaurant critiqué", a indiqué la juge.

"On n'est pas contre les avis positifs ou négatifs, quand ce sont de vrais clients. Ils sont là pour améliorer les prestations", a souligné Mme Buisard.

"J'espère qu'il (le jugement) servira de leçon à toutes ces personnes qui laissent des avis dénigrants, pas toujours bien fondés et

qui font beaucoup de mal à notre profession", a-t-elle ajouté.

Le restaurant Loiseau des Ducs a obtenu une étoile au guide Michelin en février 2014. AFP 27.10

A retenir : Si ces commentaires ont été publiés avant que cet établissement ouvre ses portes, on ne voit pas très bien qui aurait pu leur accorder le moindre crédit, tout au plus étaient-ils farfelus. Cette réflexion qui relevait du bon sens le plus élémentaire a apparemment échappé à cette juge qui aura désormais sa table réservée dans cette gargote.

En complément. Etat policier.

- Les forces de l'ordre bientôt dotées de "caméras-piétons" - AFP

Manuel Valls a confirmé ce lundi 26 octobre la généralisation des caméras-piéton sur les policiers. Le dispositif est déjà expérimenté dans plusieurs communes.

Cette caméra permet au policier d'enregistrer le son et l'image au cours d'un contrôle. Personne ne peut refuser d'être filmé, c'est la loi, en revanche, le policier est libre de choisir s'il actionne ou non sa caméra. AFP 26.10

Dossier Syrie

- Un député français à Damas juge Assad incontournable - AFP

Une solution au conflit en Syrie doit passer par un dialogue avec Bachar al-Assad, a affirmé mardi un député français, arrivé à Damas en compagnie de deux autres élus pour y rencontrer le président syrien.

"Le règlement de la situation politique syrienne passe nécessairement par un dialogue avec le président syrien qui est en place et qui est élu par le peuple syrien", a déclaré Jean-Frédéric Poisson, député du Parti chrétien-démocrate, une petite formation satellite du parti de droite Les Républicains (LR) de l'ancien président Nicolas Sarkozy.

"Il n'appartient pas aux pays étrangers de décider qui doit diriger la Syrie, il appartient aux Syriens de décider", a-t-il martelé à l'issue d'une rencontre avec le président du Parlement syrien, Jihad al-Lahham.

Cette position va à l'encontre de celle du président français François Hollande, qui a récemment réaffirmé que "rien ne doit être fait pour conforter Bachar al-Assad car étant le problème, il ne peut pas être la solution".

M. Poisson doit rencontrer mercredi M. Assad en compagnie de deux autres députés français de droite.

M. Poisson a en outre jugé que l'intervention militaire russe en Syrie "permet de stabiliser pour le moment les choses et de faire reculer petit à petit" le groupe Etat islamique (EI).

En complément.

Dans une note de blog, publiée le 24 octobre et intitulée "Notre fiasco syrien", l'ancien Premier ministre et chef de la diplomatie française Alain Juppé est revenu sur l'échec de la stratégie occidentale. "Je crains que le moment ne soit donc venu de boire le calice jusqu'à la lie et de nous asseoir à Genève à la table de négociation avec Bachar. Peut-être trouvera-t-on le moyen de sauver la face", a écrit le candidat à la primaire de 2016, en vue de la présidentielle de 2017.

Mi-septembre, c'est un autre ancien Premier ministre français, François Fillon, qui avait appelé le gouvernement à revoir sa copie diplomatique sur la Syrie. Le député de Paris et candidat à la primaire de 2016 du parti "Les Républicains" pressait l'Élysée de renouer le dialogue avec Moscou, "que la France a stupidement méprisé ces dernières années" et avec Téhéran, dans un exercice diplomatique où "la France semble hors-jeu". "L'heure est venue de revoir notre stratégie", avait-il insisté dans une lettre publiée sur son blog. sahartv.ir 27.10

- L'Iran invité aux discussions de Vienne sur la Syrie - Reuters

L'Iran sera invité à participer à la conférence internationale de vendredi à Vienne sur le conflit syrien, a annoncé mardi le porte-parole du département d'Etat américain.

"L'Iran sera prié d'y participer. Il appartient maintenant aux dirigeants iraniens d'en décider", a déclaré John Kirby.

Selon un haut fonctionnaire de la région, la République islamique a déjà reçu des invitations de la part des Etats-Unis et de la Russie et compte envoyer le vice-ministre des Affaires étrangères Hossein Amir-Abdolhian. La présence du chef de la diplomatie Mohammad Javad Zarif serait par ailleurs en discussions. Reuters 27.10

- Syrie : opération hélicoptérée réussie de l'armée à Akrab - sahartv.ir

Les forces hélicoptérées spéciales de l'armée syrienne, faisant preuve d'un atterrissage réussi dans la région d'Akrab sur la route Athariya, près de la route internationale Alep-Hama, ont encerclé les terroristes dans cette région.

Selon le correspondant de l'agence Tasnim depuis Damas, les forces spéciales de l'armée régulière syrienne ont atterri avec succès dans la région Akrab sur la route Athariya et ont encerclé les terroristes armés déployés dans cette zone. L'armée syrienne a assuré la sécurité de la route reliant les régions Al-Saboura et Athariya, sur l'axe de Hama dans le centre syrien, ajoute la même source.

Les affrontements se poursuivent entre les forces de l'armée syrienne et les terroristes de Daech et du Front Al-Nosra sur la route Athariya-Khanasser sur l'axe d'Alep au Nord de la Syrie, tandis que le lieu d'affluence des terroristes aux alentours de cette route est constamment la cible des attaques de l'aviation russe au cours desquelles des dizaines de terroristes ont été tués jusqu'ici. De même, les chasseurs russes ont visé les positions des terroristes d'«Al-Jibha l-Chamiya», (le Front de Cham) dans la région Al-Cheikh Al-Saïd et Al-Cheikh Issa en banlieue Sud d'Alep. sahartv.ir 27.10

- La Russie a frappé 285 positions terroristes en 3 jours en Syrie - sahartv.ir

L'aviation russe a en l'espace de trois jours porté des frappes sur 285 positions de Daech et du front Al Nosra, a déclaré lundi le porte-parole du ministère russe de la Défense Igor Konachenkov.

"Lors des derniers trois jours les avions russes ont effectué 164 sorties militaires et ont frappé 285 positions de Daech. Lors des dernières 24 heures ils ont fait 59 sorties militaires et ont frappé 94 positions terroristes dans les provinces de Hama, Idlib, Lattaquié, Damas et Deir ez-Zor", a précisé M. Konachenkov.

Selon lui, des avions d'attaque Su-25 ont détruit trois fortifications de Daech fournies des fortifications blindées de Daech et des positions pour les lances-mines. Depuis le début de la campagne militaire, l'aviation russe a effectué plus de 930 sorties, a éliminé des centaines de terroristes, des dizaines de postes de commandement, de dépôts et d'autres positions. sahartv.ir 26.10

- La Russie bombarde le sud de la Syrie - sahartv.ir

Les chasseurs russes ont pour la première fois bombardé le sud de la Syrie.

Les chasseurs russes ont pris pour cible de leurs bombes les positions des terroristes dans le sud de la Syrie. il s'agit des premiers raids à viser le sud de la Syrie depuis l'intervention aérienne russe il y a un mois. ainsi la Russie vient d'étendre , à l'appui des forces de l'armée syrienne et du Hezbollah, son champ d'action du nord et du centre au sud de la Syrie. selon les témoins, les chasseurs bombardiers russes ont pris de court les nosratistes et les daechistes positionnés sur les hauteurs stratégiques de Tel Al Hara et de Tel Antar, non loin de Deir al Ads dans la banlieue nord de Daraa. les repaires des terroristes ont été totalement détruits dans ces régions. les hauteurs de Tel al Alaqiya dans le rif de Daraa ont été par la suite pris pour cible des bombes russes. sahartv.ir 27.10

- Le plan saoudien d'attaque contre Damas - sahartv.ir

Une coopération en matière de renseignements parmi les alliés de la Syrie a fait échouer le plan de l'Arabie saoudite pour renverser le gouvernement syrien.

Le quotidien libanais "Al-Akhbar" a publié dans un article que la Russie avait neutralisé une attaque programmée par l'Arabie et qui devait être appliquée par le groupe terroriste Jeish al-Islam contre la capitale syrienne. Cette opération pouvait être la plus importante réaction à l'intervention militaire russe en Syrie. Mais la force de l'air russe a surpris les terroristes et mis fin à leur opération.

Il y a deux semaines l'Arabie saoudite et la Jordanie se préparaient à une attaque à partir du sud de la Syrie, à Deraa et Quneitra pour mettre un terme aux jours du gouvernement Assad. Les vastes agissements du groupe terroriste Jeish al-Islam, dirigée par Zahran al-Vash, principal mercenaire saoudien en Syrie, déployé à Quetta orientale, devaient contribuer à cette opération.

Les renseignements des Russes plus ceux collectés par le Hezbollah libanais ont révélé des agissements suspects près de Damas. Alors les avions de combat russes ont attaqué certaines positions à Jubar et à Quetta orientale. Les postes

de commandement des terroristes ont été détruits et le plan saoudien a-t-il ainsi volé en éclats. Les terroristes qui voulaient surprendre, ont été surpris. sahartv.ir 28.10

- Syrie : Riyad et Ankara alimentent les terroristes en missiles SAM - sahartv.ir

« L'Arabie saoudite et la Turquie envisagent de livrer des missiles anti-aériens SAM aux terroristes, opérant dans le Nord de la Syrie », a-t-on appris du quotidien libanais "Al-Akhbar".

"Al-Akhbar" a révélé, dans un article, le soutien de la Jordanie, de la Turquie et de l'Arabie saoudite aux terroristes pour qu'ils puissent contrer l'armée syrienne et les frappes aériennes russes dans le Sud et le Nord de la Syrie. « Le soutien turc aux terroristes, combattant l'armée syrienne, est plus manifeste que celui des Jordaniens car Ankara laisse entrer des éléments armés asiatiques dans le Nord de la Syrie pour qu'ils puissent venir grossir les rangs des terroristes, en lutte sur les fronts de Lattaquié, d'Idlib et de Hama.

Il y a quatre mois, c'est-à-dire avant le début des frappes russes contre les positions de Daech, la Turquie a fourni aux terroristes des systèmes anti-aériens mais aucune trace de ces systèmes n'a encore été vue pour confronter les chasseurs russes. L'Arabie saoudite et la Turquie envisagent d'alimenter les terroristes, actifs dans le Nord de la Syrie, en des systèmes anti-aériens russes SAM-8 et SAM-9, sortis des dépôts de l'armée ukrainienne, organe de Kiev, ennemi de Russie. sahartv.ir 27.10

- L'Occident, responsable de l'émergence des groupes terroristes en Syrie - sahartv.ir

Les hauts responsables syriens critiquent de nouveau le rôle destructeur de l'Occident dans la crise en Syrie, et estiment que leur soutien aux organisations terroristes est l'élément principal de la poursuite de la crise.

Lundi, lors d'une rencontre à Damas avec le ministre omanais des Affaires étrangères, Youssef ben Alavi, le président syrien Bachar al-Assad a déclaré que le soutien des pays occidentaux et de leurs alliés régionaux aux groupes terroristes est l'élément principal de la poursuite de la crise en Syrie.

Le président Assad a rendu hommage au soutien que les pays amis accordent au combat des Syriens contre les terroristes, et il a vivement condamné l'indifférence de la communauté internationale envers les crimes commis par ces groupes terroristes, en estimant que ce soutien permet aux terroristes de développer leurs activités dans d'autres territoires.

Par ailleurs, le représentant permanent de Syrie auprès de l'ONU, Bachar al-Jaafari a déclaré à New York que les groupes terroristes actifs en Syrie et en Irak sont formés et soutenus par les pays occidentaux pour détruire ces deux pays et protéger les intérêts illégitimes du régime sioniste. Bachar al-Jaafari a ajouté que les éléments terroristes viennent d'ailleurs et veulent détruire l'Irak et la Syrie au nom d'une lecture erronée de l'Islam.

De son côté, le ministre syrien de l'Information, Omran al-Zohbi a déclaré lundi que la coalition internationale anti-Daech créée par les Etats-Unis et leurs alliés n'est qu'un acte de propagande dont le but est de détourner l'attention de l'opinion publique que les groupes terroristes commettent en Syrie et dans l'ensemble de la région du Moyen-Orient. Il a salué ensuite l'action de l'armée russe pour soutenir le combat du peuple et du gouvernement syriens contre les terroristes. Il a précisé que la coopération militaire russo-syrienne ne dure pas longtemps, mais que Damas et Moscou ont enregistré des avancées incroyables dans la lutte contre les terroristes en moins d'un mois.

Par ailleurs, le grand mufti de la Syrie, le Cheikh Ahmad Badreddin Hassoun a soutenu, lui aussi, le soutien de Moscou à la Syrie dans la lutte contre les terroristes. Il s'est réjoui aussi du retour des centaines de réfugiés syriens, en estimant que c'est un signe de la réussite de la résistance du gouvernement et de l'armée syrienne aux terroristes.

En France, le président de la Commission des Affaires étrangères de l'Assemblée nationale, Elisabeth Guigou, a déclaré que la présence militaire de la Russie en Syrie est légitime, étant donné l'insuccès de la coalition internationale formée par les Occidentaux pour lutter contre Daech et les autres organisations terroristes en Irak et en Syrie.

Et enfin, le porte-parole du Kremlin, Dmitri Peskov, vient de rejeter les prétentions des médias occidentaux concernant la mort des civils lors des raids aériens des avions russes contre les positions des organisations terroristes en Syrie. Le porte-parole du Kremlin a déclaré que le but de la diffusion de ces fausses nouvelles est de mettre en doute l'efficacité des opérations de l'aviation russe contre les terroristes. sahartv.ir 27.10

POLITIQUE

Egypte

- "Les Égyptiens sont fatigués de devoir se rendre aux urnes encore et encore" - euronews.com

Il n'y avait pas foule dans les bureaux de vote au Caire pour le second tour des législatives. Seuls quelques électeurs ont rempli leur devoir civique. Une quasi-indifférence qui contraste avec les législatives de 2011, les premières libres et démocratiques. Organisées quelques mois après la chute d'Hosni Moubarak, elles avaient suscité l'enthousiasme. Quatre ans plus tard, l'euphorie est retombée. Au premier tour déjà, le taux de participation n'avait pas atteint les 30 %.

"Les jeunes ne participent pas à ces élections. Il y a sûrement quelque chose qui sonne faux. Nous voyons toujours les mêmes vieux visages du Parti National démocrate de l'ex-président Moubarak et c'est inacceptable, surtout après les grandes révolutions dont a été témoin l'Égypte", dit un homme.

Les Frères musulmans en 2011, Mohamed Morsi un an plus tard, le général Sissi depuis l'année dernière et qui a éliminé toute opposition de la scène politique. C'est trop d'instabilité pour les Égyptiens.

"Les Égyptiens sont fatigués de devoir se rendre aux urnes encore et encore. La deuxième chose, c'est que les jeunes ont décidé de boycotter ces élections parce que les régimes politiques qui ont gouverné le pays après les deux révolutions n'ont pas réussi à répondre aux exigences et à atteindre leurs objectifs. Le plus important par exemple, c'est la justice sociale, la création d'emplois et de meilleurs revenus pour donner l'espoir d'un avenir meilleur aux jeunes", explique l'analyste politique Heshman Mahran.

Mohammed Shaikhibrahim, euronews:

"L'aversion politique pour cette élection reflète sans aucun doute les problèmes profonds qui affligent encore les Égyptiens. Comme les observateurs l'ont fait remarquer, la conséquence sera un parlement faible qui ne représentera pas la majorité populaire". euronews.com 27.10

Guatemala

- Au Guatemala, un humoriste élu président - Francetv info

Jimmy Morales, qui porte les couleurs de la droite, c'est le nom du nouveau président du Guatemala. L'homme de 46 ans n'a aucune expérience politique, mais a été élu avec plus de 70% des voix. Sa victoire, il la doit principalement à sa popularité dans le pays en tant qu'humoriste et animateur de télévision. "Je n'ai pas de super pouvoir ni de potion magique, mais j'ai un cœur gros comme ça. J'aime mon pays et on va lutter ensemble", a déclaré le nouveau président du pays. Francetv info 26.10

SOCIAL ET SOCIÉTÉ

France

1- Contorsion, gesticulation, non-dits et manipulation pour faire baisser frauduleusement le chômage.

- Le chômage connaît sa plus forte baisse depuis la crise - AFP

- Le chômage diminue de 0,7% en septembre - Francetv info

Enfin, une baisse, après la mauvaise surprise du mois d'août. En septembre il y a 3 547 800 chômeurs de catégorie A, c'est à dire sans aucune activité. On dénombre donc une baisse de 0,7% soit -23 800 chômeurs. Mais cette diminution s'explique en partie par la croissance de l'intérim. Les chômeurs de catégorie B et C qui exercent une activité réduite sont eux en hausse de 11,4%.

Le chômage est stable si l'on intègre les demandeurs d'emploi ayant exercé une petite activité. Leur nombre reste à des niveaux records : 5,42 millions en métropole, 5,73 millions avec les DOM-TOM.

"La tendance est claire, dit la nouvelle ministre du Travail, Myriam El Khomri. Il s'agit du quatrième mois consécutif de baisse, ce qui porte à 24 700 le recul du nombre de jeunes inscrits depuis fin mai. Cela prouve l'efficacité de nos dispositifs en faveur de l'emploi des jeunes (emplois d'avenir, garantie jeunes, contrats de génération, relance de l'apprentissage)."

Bémol : le chômage de longue durée continue de gagner du terrain. Fin septembre, 2,43 millions de demandeurs d'emploi (+ 1 % sur un mois, + 10,4 % sur un an), petite activité comprise, étaient inscrits à Pôle emploi depuis plus d'un an. Les demandeurs étaient en moyenne inscrits depuis 567 jours, soit plus d'un an et demi. Après avoir connu des niveaux relativement bas, les radiations administratives ont fortement augmenté en septembre (+ 25 %), mais elles restent nettement moins nombreuses qu'il y a un an (- 9,7 %). Quant aux entrées en stage, elles sont en très forte baisse (- 25,1 %), mais restent relativement stables sur un an (- 2,2 %). Sur un an, le chômage reste en hausse de 3,1 %. Francetv info et lepoint.fr 26.10

- Pôle emploi bidouille-t-il les chiffres du chômage ? - nouvelobs.com

Si l'on prend en compte toutes les catégories (A, B, C, D, E), il n'y a pas 3.553.500 chômeurs en France, mais 6.073.600 chômeurs. Et ce, sans compter les personnes qui ne s'actualisent pas, parce qu'elles sont parties en week-end, ou parce qu'elles sont en fin de droit, ou tout simplement qu'elles n'ont plus accès à un ordinateur.

La référence pour la prise en compte du chômage est le nombre de demandeurs d'emplois en France métropolitaine ! Avec les départements d'outre-mer, le nombre de chômeurs atteint 6.379.200 ! Soit près d'un Français sur dix. Ou un actif sur cinq. nouvelobs.com 26.10

- Vrais chiffres du chômage Août 2015: 20 500 chômeurs de plus, malgré 304 100 radiations ce mois - wikistrike.com

Moyenne de + 25 855 chomeurs par mois, au cours des 8 premiers mois de l'année.

6 452 100 privés d'emploi et travailleurs occasionnels officieux, toutes catégories confondues.

Chômage Longue durée (entre 2 et 3 ans) : + 6,3 % sur 1 an.

Chômage Très Longue Durée + de 3 ans : + 18,6 % sur 1 an.

Chômage des 50 ans et +, + 10,3 % sur 1 an.

Catégories A, B, C, D, E août 2014 : 6 073,2 - juillet 2015 : 6 432,2 août 2015 : 6 452,1

Sources : Rapport complet de la DARES de 20 pages (et non pas le simple communiqué de presse envoyé aux médias) : <http://travail-emploi.gouv.fr/IMG/pdf/PI-Mensuelle-BVNMK3.pdf> (wikistrike.com 26.10)

2- Les avocats toujours en grève, mais des négociations ont repris - Reuters

Après deux semaines de grèves totales ou partielles dans de nombreux barreaux, les avocats ont durci et étendu lundi leur mouvement à toute la France, parallèlement à la reprise de négociations avec le ministère de la Justice.

Le Conseil national des barreaux (CNB) a voté vendredi une grève nationale des audiences et des désignations jusqu'à mercredi en fin de journée.

Les négociations avec le ministère de la Justice, qui ont repris lundi, ont été suspendues en milieu de journée et reprendront mardi, a indiqué le vice-président du CNB, Roland Rodriguez.

"Nous attendons pour demain du concret, des projections sur les différentes hypothèses de réévaluation" de l'indemnisation des avocats pour l'aide juridictionnelle, a-t-il dit à la presse." Les discussions reprennent demain mais il faut maintenir la pression jusqu'à mercredi", a-t-il ajouté.

Selon le CNB, 156 barreaux sur 164 étaient mobilisés lundi, et sur ces 156, 93 observaient une grève totale.

Les avocats en colère se sont rassemblés en début d'après-midi autour de leurs bâtonniers dans de nombreux palais de justice.

En dépit des concessions de la ministre de la Justice, Christiane Taubira, le conflit s'est durci, les avocats étant vent debout contre le projet de réforme de l'aide juridictionnelle qui permet aux plus démunis d'avoir un avocat.

La ministre leur demandait initialement de contribuer au financement de cette aide en mettant à contribution les caisses des règlements péculniaires des avocats.

Pour tenter de désamorcer la fronde, elle a renoncé la semaine dernière aux prélèvements de cinq millions d'euros en 2016 et de 10 millions en 2017 prévus sur ces caisses.

Mais les avocats jugent cette concession insuffisante. "Le recul de la garde des Sceaux sur ce prélèvement ne répond pas à l'ensemble des revendications de la profession?", dit la motion votée par le CNB.

Christiane Taubira défend la nécessité de réformer un système "à bout de souffle", avec un projet qui prévoit une augmentation de budget, de 375 millions d'euros actuellement à 445 millions en 2017, pour pérenniser le système.

Mais si le projet vise à en faire profiter plus de justiciables, les avocats dénoncent la baisse globale de leurs revenus engendrée par la réforme du barème des rémunérations versées au titre de l'aide juridictionnelle.

"Ça ne peut pas être une grande réforme de l'aide juridictionnelle s'il n'y a pas les moyens qui sont mis sur la table", a déclaré Roland Rodriguez. "La qualité, ça a un coût."

Pour le Syndicat des avocats de France, il "n'est pas acceptable que se retrouvent en difficulté économique les avocats qui acceptent volontairement et sans réserve de défendre les plus précaires".

"Cette prise en charge suppose au contraire de développer l'accès au droit, ce qui ne peut se faire sans une augmentation substantielle du budget de l'aide juridictionnelle", écrit-il dans une lettre ouverte. Reuters 26.10

En complément

- Fram: dépôt de bilan et Comité d'entreprise extraordinaire jeudi - AFP

Le voyageur Fram, employant 670 salariés à Toulouse, déposera son bilan jeudi et a convoqué le même jour un comité d'entreprise extraordinaire (CEE) pour faire le point d'une éventuelle reprise par le français Karaval-Promovacances, le seul encore en lice. AFP 26.10

ECONOMIE

France

- 1% des entreprises françaises concentre 97% des exportations, d'après l'Insee - libération.fr

L'économie française reste ultra-dominée par les très grandes groupes, puisque 1% des entreprises concentraient en 2013 97% de l'exportation, 65% de la valeur ajoutée et 55% de l'emploi du secteur marchand, selon une étude de l'Insee publiée mercredi, qui observe par ailleurs un effet positif du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE).

Ces 24 000 entreprises représentent également 85% de l'investissement, avec plus de 500 000 euros annuels investis pour chacune, selon l'enquête de l'Insee. A l'inverse, une entreprise sur deux n'a pas investi du tout en 2013. Par ailleurs, entre 2012 et 2013, les plus grandes entreprises ont majoritairement été en croissance, tandis que plus de la moitié des entreprises de plus petite taille ont vu leur valeur ajoutée diminuer.

En 2013, les 2,4 millions d'entreprises françaises, hors secteurs agricole et financier, ont réalisé un chiffre d'affaires hors taxe global de 3 700 milliards d'euros et une valeur ajoutée de 986 milliards d'euros, soit 52% de la valeur ajoutée de l'ensemble de l'économie du pays. L'investissement est «en recul malgré un effet positif des créations d'entreprises», précise en outre l'institut, qui souligne que «l'investissement corporel brut hors apports recule à nouveau en 2013 de 1,8%, après -2,7% en 2012». Néanmoins, l'Insee constate que l'entrée en vigueur, en 2013, du crédit d'impôt compétitivité emploi (CICE), a eu «un effet positif sur le taux de marge», et a «permis aux entreprises d'intégrer les exonérations de charges dans leur comptabilité dès 2013».

Selon Hervé Bacheré, économiste à l'Insee, «il s'est vraiment passé des choses avec le CICE». Il «semblerait» que le recours au CICE se soit amplifié en 2014, alors que l'année précédente, les petites entreprises étaient pour certaines «réticentes à faire la paperasse», a-t-il commenté. Ainsi, depuis 2012, le coût horaire de la main d'oeuvre a augmenté de façon plus modérée en France que dans d'autres pays européens, comme l'Allemagne, l'Italie, ou le Royaume-Uni: +1,1% en moyenne par an dans l'industrie (+2,1% dans la zone euro), et +0,8% dans les services marchands (+1% dans la zone euro). «Cette hausse modérée tient notamment à l'entrée en vigueur» du CICE, commente encore l'Insee. AFP 27.10

[Haut de page ↗](#)

Le 30 octobre 2015

CAUSERIE

Ouf, depuis lundi on dort sans la climatisation, c'est l'hiver ! Je revis enfin. Comme quoi nous ne vivons pas tout à fait la même chose ou au même rythme. Et il pleut, la mousson arrive. Et comme un crétin j'ai mis des graines (de melon) à germer... qui vont pourrir !

L'essentiel, c'est que j'ai terminé le gros de mes travaux, il reste à couvrir la terrasse avant l'été, j'ai trois mois pour m'y mettre.

On ne met plus en ligne Informations ouvrières, chaque numéro est pire que le précédent ! Toujours plus droitier, par exemple sur la Syrie en faisant un amalgame ignoble entre les bombardements des Américains et leurs alliées et ceux de la Russie, alors que les Américains bombardent les infrastructures de la Syrie et parachutent des tonnes d'armes aux barbares d'Al-Nosra et Daech, tandis que les Russes bombardent les installations de Daech et d'Al-Nosra ou Al-Qaïda en Syrie.

Que Lucien Gauthier ne soit pas capable de faire la distinction entre les deux ne surprendra personne, puisque la position officielle du POI depuis 2011 consiste à mettre sur un pied d'égalité la résistance de la République arabe syrienne laïque, un Etat souverain et indépendant, et l'Emirat islamique. Que les Russes aient des arrière-pensées géopolitiques tout aussi mercantiles que les Américains et leurs alliés est une autre question qui ne nous a pas échappé, mais nous ne confondons pas les deux, pourquoi le devrions-nous, nous n'avons pas à ménager Hollande qui est aligné sur les néoconservateurs ou l'extrême droite américano-sioniste. Ajoutons que nous n'avons pas un misérable appareil à défendre.

Mais sentant le vent tourné les opportunistes professionnels prennent le train en marche pour mieux faire oublier leur collusion avec Hollande et son gouvernement impérialiste, quand Lucien Gauthier en arrive à admettre que les "*Etats-Unis (armement) conséquemment l'opposition dite « modérée »*" (page 10), Marguerite Leuwen notant que "*les grandes puissances (...) ont financé et armé des milices, prétendument de l'opposition modérée.*" (page 12). Encore un petit effort et peut-être en arriveront-ils à admettre que cette guerre a été fomentée et instrumentalisée depuis le premier jour par les Américains et qu'Assad n'en portait pas la responsabilité, aussi faudra-t-il qu'ils s'excusent auprès du peuple syrien et des militants ou des travailleurs en France pour avoir colporté pendant près de 5 ans la version officielle (frauduleuse) de ce conflit concoctée à Washington.

Et dire que ce sont ces gens-là qui vont vous expliquer qu'il faut faire preuve de mesure, de nuance, qu'il existe toute une palette de gris entre le noir et le blanc, etc. alors que sciemment ils manquent totalement de discernement, on devrait dire idéologiquement pour justifier hypocritement leur position.

En Syrie nous sommes en présence de deux impérialistes qui s'affrontent effectivement, sauf que l'un agresse un Etat indépendant et souverain, tandis que l'autre lui apporte son soutien diplomatique et militaire, les masses syriennes soutiennent Assad et la Russie et vomissent les Américains, Français, Britannique, Israéliens, Saoudiens, Qataris, etc. on doit en tenir compte, non ? La question est de savoir si les Syriens et les peuples de la région ont intérêt à ce que l'Emirat islamique s'empare du pouvoir à Damas et partant de là si tout doit être entrepris pour que cela ne se produise pas, quitte à devoir accepter de recevoir le soutien d'un impérialiste, la Russie.

C'est une situation inédite qui exige qu'on adapte temporairement nos principes sans les renier, à notre connaissance nous ne soutenons pas aveuglément la Russie, libre aux esprits malveillants de le penser, nous nous essayons d'adopter la position au plus près des intérêts du peuple syrien, tout en sachant qu'il n'existe malheureusement pas de position idéale dans ce contexte.

Défense du socialisme.

Quand vous devenez un patron, un capitaliste, commerçant, artisans, auto-entrepreneur, vous liez votre sort à celui du capitalisme auquel vous souhaitez prospérité et longue vie puisque la vôtre en dépend. N'oublions pas qu'au départ ils n'ont aucune conscience de classe ou si peu, tellement déformée.

Quand vous devenez fonctionnaire, vous liez votre sort à celui de l'Etat capitaliste auquel vous souhaitez prospérité et longue vie puisque la vôtre en dépend, on ne va tout de même pas souhaiter la mort de celui qui vous nourrit.

Les uns et les autres réclameront à l'Etat une amélioration de leur sort et soutiendront la politique mise en oeuvre par ses représentants dits de droite ou de gauche, du moment qu'elle peut servir leurs intérêts sans se soucier du sort du reste de la population, ceci expliquant cela considérant que tout ce qui est bénéfique à l'Etat et au capitalisme français leur sera profitable d'une manière ou d'une autre.

Toutes ces couches seront autant de soutiens sur lesquels le régime pourra compter pour assurer sa stabilité.

Voilà un argument supplémentaire qui justifie si nécessaire la stratégie que nous avons définie avant-hier axée contre l'Etat ou les institutions de la Ve République, afin d'éduquer les masses et les aider à interpréter leur condition en toute indépendance vis-à-vis de l'Etat, considérant que ces petits patrons et les fonctionnaires figurent parmi le prolétariat de par les rapports sociaux de production dont ils sont le produit, ainsi que leur mode de vie qui se rapproche davantage de celle de l'ouvrier que de celle du bourgeois.

Vous ne trouverez ce discours dans aucun parti ou syndicat ouvrier. Pourquoi ? Parce qu'ils servent d'autres intérêts que ceux des travailleurs et ne partagent ni l'objectif d'en finir avec le capitalisme et ses institutions, ni la cause du socialisme.

Dès lors on comprend pourquoi ils estiment inutile d'élever le niveau de conscience des travailleurs à la compréhension de leur condition, de la nature de l'Etat et du régime, puisque leur politique n'est pas destinée à les préparer au renversement du régime en place ou à réunir les conditions politiques qui leur permettraient de mettre cette tâche ou objectif à l'ordre du jour le moment voulu.

Tout le reste est à l'avenant et doit être analysé en ayant à l'esprit les rapports qu'entretiennent les partis et syndicats ouvriers avec l'Etat et ses représentants.

On se demandera sur combien de panneaux d'affichage syndicaux dans les administrations et les entreprises figurerait le texte ci-dessous sur le syndicalisme de Trotsky ou d'autres de Marx, Engels, Luxemburg ou Lénine. Aucun, absolument aucun assurément.

En refusant obstinément de lier les revendications sociales des travailleurs aux conditions que leur réservent l'Etat ou les capitalistes par le biais des institutions, ils leur interdisent d'en prendre conscience et de ce fait ils oeuvrent au côté des représentants du régime pour les maintenir dans l'état de servitude dans lequel ils se trouvent ou leur interdisent de trouver la voie du socialisme ou de la rupture avec le régime.

Quelqu'un s'est-il déjà demandé si leur combat en faveur de la laïcité ne relevait pas finalement de l'obscurantisme pour mieux le camoufler ? C'est une autre question qu'on abordera une autre fois. On comprend également pourquoi ils deviennent hystériques dès qu'on caractérise de bourgeois le mouvement ouvrier, son orientation, l'état d'esprit de certaines couches de travailleurs. Ils prétendent influencer sur le cours de la lutte des classes en fuyant la réalité ou en la déformant systématiquement, à la place des militants je m'inquièterais ou je me demanderais si je ne serais pas en train de me faire manipuler ou de participer à une épouvantable manipulation destinée à soutenir le régime en croyant le combattre.

C'est cette politique contre-révolutionnaire qui a conduit à la destruction ou à la dégénérescence complète du mouvement ouvrier américain, britannique, allemand, grec et bien sûr français, etc.

Le réformisme bourgeois a pourri le mouvement ouvrier et le prolétariat pour que le capitalisme puisse mieux l'achever ou le réduire en esclavage. Il était l'antithèse du marxisme et du socialisme, mais nos contorsionnistes professionnels se sont employés à le présenter sous un jour favorable allant même jusqu'à le rendre compatible avec le socialisme, et à l'arrivée lequel demeure uniquement, le réformisme, tandis que le socialisme a totalement disparu des esprits et avec lui l'espoir de changer un jour la société.

Quand Engels écrivit à Mehring qu'avec Marx ils avaient commis la "faute" de n'avoir pas consacré suffisamment de temps au contenu de l'idéologie de la classe dominante tel qu'il apparaissait à travers ses différentes représentations ainsi qu'à leur origine, il devait avoir en tête les multiples effets pervers produits par l'amélioration de la condition ouvrière sur la psychologie des travailleurs ou l'interprétation qu'il allaient en faire en étant soumis à la pression de cette idéologie qui avait pour fonction de les détourner du socialisme.

Parmi ces représentations figuraient l'Etat ou les institutions, dont l'idéologie consistait à faire croire aux travailleurs qu'ils oeuvraient pour le bien commun de la nation ou l'intérêt général du pays, qu'ils étaient au service de toutes les classes, et que par conséquent en quelque sorte ils ne pouvaient pas en attendre davantage que ce qu'il voulait bien leur accorder et devaient s'en satisfaire ou prendre leur mal en patience, puisqu'au-delà il était impossible d'envisager d'autres rapports sociaux en l'absence d'alternative au capitalisme. Cela devait conduire la majorité des travailleurs à la résignation ou accepter leur sort tel qu'il était, le mouvement ouvrier en étant le reflet n'avait plus qu'à s'adapter toujours plus au capitalisme ou renier définitivement l'objectif de son combat : le renversement du régime.

En complément à la causerie d'avant-hier.

A ceux qui déforment intentionnellement nos propos et nous présentent comme des ennemis des fonctionnaires, nous leur ferons remarquer qu'axer notre stratégie contre les institutions de la Ve République ou l'Etat capitaliste, ne peut que favoriser la prise de conscience des fonctionnaires de la nature sociale de leur employeur pour mieux le combattre.

Syndicats. "**Instrument secondaires du capitalisme impérialiste**" pour "**empêcher la révolution**" ou bien "**devenir les instruments du mouvement révolutionnaire**" du prolétariat ?

- Les syndicats à l'époque de la décadence impérialiste - L. Trotsky - août 1940

Extraits.

Mots d'ordre pour l'indépendance des syndicats

Le mot d'ordre essentiel dans cette lutte est : indépendance complète et inconditionnelle des syndicats vis-à-vis de l'Etat capitaliste. Cela signifie : lutte pour transformer les syndicats en organes des masses exploitées et non en organes d'une aristocratie ouvrière. (Les syndicats sont lié par mille liens à l'Etat capitaliste, à ses institutions. - LVOG)

Le second mot d'ordre est : démocratie dans les syndicats.

Ce second mot d'ordre découle directement du premier et présuppose pour sa réalisation la complète liberté des syndicats vis-à-vis de l'Etat impérialiste ou colonial. (Il faut donc en déduire que malgré les apparences, ni l'un ni l'autre n'existent. Attendez que le régime soit vraiment aux abois et vous verrez que tous les véritables opposants au régime seront virés des syndicats. - LVOG)

En d'autres termes, à l'époque actuelle, les syndicats ne peuvent pas être de simples organes de la démocratie comme à l'époque du capitalisme libre-échangiste, et ils ne peuvent pas rester plus longtemps politiquement neutres, c'est-à-dire se limiter à la défense des intérêts quotidiens de la classe ouvrière. Ils ne peuvent pas être plus longtemps anarchistes, c'est-à-dire ignorer l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes. (Tiens donc Léon, parce qu'on devrait se préoccuper de "l'influence décisive de l'Etat sur la vie des peuples et des classes", vas dire cela à nos dirigeants qui osent se réclamer du trotskysme. - LVOG)

Ils ne peuvent pas être plus longtemps réformistes, parce que les conditions objectives ne permettent plus de réformes sérieuses et durables. Les syndicats de notre époque peuvent ou bien servir comme instruments secondaires du capitalisme impérialiste pour subordonner et discipliner les travailleurs et empêcher la révolution, ou bien au contraire devenir les instruments du mouvement révolutionnaire du prolétariat. (D'après vous à quoi servent-ils uniquement ? A assurer la stabilité du régime. - LVOG)

La neutralité des syndicats est complètement et irrémédiablement chose passée et morte avec la libre démocratie bourgeoise. (Trotsky et Lénine vilipenderont la Charte d'Amiens que Trotsky combat ici. - LVOG)

Nécessité du travail dans les syndicats

De ce qui précède, il découle clairement qu'en dépit de la dégénérescence continue des syndicats et de leur intégration progressive à l'Etat impérialiste, le travail au sein des syndicats non seulement n'a rien perdu de son importance, mais reste comme auparavant, et devient dans un certain sens même, révolutionnaire. L'enjeu de ce travail reste essentiellement la lutte pour influencer la classe ouvrière. Chaque organisation, chaque parti, chaque fraction qui prend une position ultimatisée à l'égard des syndicats, c'est-à-dire qui en fait, tourne le dos à la classe ouvrière, simplement parce que ses organisations ne lui plaisent pas, est condamnée à périr. Et il faut dire qu'elle mérite son sort. (Dans un autre texte il dira que si les conditions n'étaient pas remplies pour que les révolutionnaires puissent développer leur politique dans les syndicats, rompre avec leurs appareils et créer un nouveau syndicat s'imposeraient. - LVOG)

Le capitalisme monopolisateur et les syndicats

Le capitalisme monopolisateur est de moins en moins prêt à admettre à nouveau l'indépendance des syndicats. (Question : Quand le "capitalisme monopolisateur" est devenu incompatible avec l'existence de la démocratie même déformée, comment peut-on imaginer un instant qu'il pourrait exister des syndicats indépendants ? C'est une supercherie de lambertistes. - LVOG)

Il exige de la bureaucratie réformiste et de l'aristocratie ouvrière, qui ramassent les miettes de sa table, qu'elles soient toutes les deux transformées en sa police politique aux yeux de la classe ouvrière (Rôle de "police politique" que remplissent parfaitement ceux qui sont liés aux appareils pourris des syndicats. - LVOG). Si cela ne se réalise pas, la bureaucratie ouvrière est supprimée et remplacée par les fascistes. (Effectivement, vous aurez remarqué que moins le mouvement ouvrier n'avait d'emprise sur les travailleurs, plus l'extrême droite montait ou plus les représentants de la classe dominante s'employaient à faire en sorte que les masses se tournent vers l'extrême droite. - LVOG) Alors tous les efforts de l'aristocratie ouvrière, au service de l'impérialisme, ne peuvent la sauver plus longtemps de la destruction. (Rien ne la sauvera, sauf si elle renoue avec le reste de la classe et le socialisme. - LVOG)

A un certain degré de l'intensification des contradictions de classe dans chaque pays et des antagonismes entre les nations, le capitalisme impérialiste ne peut plus tolérer une bureaucratie réformiste (au moins jusqu'à un certain point) que si cette dernière

agit directement comme actionnaire, petite mais active, dans les entreprises impérialistes, dans leurs plans et dans leurs programmes, au sein même du pays aussi bien que sur l'arène mondiale. Le social réformisme doit être transformé en social impérialisme dans le but de prolonger son existence et rien de plus car, dans cette voie, il n'y a en général aucune issue. (C'est ainsi que les syndicats ont soutenu la politique impérialiste de Hollande en Syrie notamment. Il en subira les mêmes conséquences, ce qui devrait bénéficier aux militants révolutionnaires, comme quoi tout n'est pas joué d'avance, pour peu évidemment qu'ils en aient la volonté ou que leur orientation politique soit correcte, là ce n'est pas gagné d'avance! - LVOG)

Cela signifie-t-il qu'à l'époque impérialiste, il ne peut exister, en général, de syndicats indépendants ? Poser la question de cette façon serait fondamentalement erroné. Impossible est en effet l'existence de syndicats réformistes indépendants ou semi-indépendants. Tout à fait possible est l'existence de syndicats révolutionnaires qui non seulement ne sont plus des soutiens de la police impérialiste, mais qui se fixent comme tâche de renverser directement le système capitaliste. A l'époque de l'impérialisme décadent, les syndicats ne peuvent être réellement indépendants que dans la mesure où ils sont consciemment dans l'action des organes de la révolution prolétarienne. (On en est très très éloigné pour le moment, et c'est fort improbable que cela se produise avant l'ouverture de la crise révolutionnaire qui pourrait entraîner la chute des appareils... pour peu que le parti existe évidemment. - LVOG) Fin de l'extrait.

ACTUALITE EN TITRES

Mimétisme parfait.

- La Bourse de New York finit en hausse de plus 1% - Reuters

La Fed a encore repoussé la date à laquelle elle remontera ses taux d'intérêts qui demeurent proche de zéro...

- Les Bourses européennes finissent en hausse d'environ 1% - Reuters

Contraste. Crash et envol

- Fram : la fin du voyage - Francetv info

- Chine : le marché de l'aéronautique en plein essor - Francetv info

La guerre n'a pas de prix... mais rapporte gros...

- Le coût des opérations extérieures deux fois et demi supérieur aux prévisions - L'Express.fr

Une fois de plus, le coût des opérations extérieures (Opex) de l'armée française dépasse largement les prévisions. Il devrait s'élever à 1,128 milliard d'euros en 2015, dont 626 millions d'euros doivent encore être financés via un arbitrage de Bercy, selon les chiffres annoncés mercredi au ministère de la Défense. L'Express.fr 29.10

Ils sont prêts à abdiquer tous nos droits

- Travail du dimanche et de nuit: la Fnac lance les négociations avec les syndicats - AFP

Quelle devrait-être la position d'un véritable syndicaliste ?

Question à la direction. - C'est quoi le thème de votre négociation ?

- Rendre possible le travail du dimanche et de nuit.

- Dans ce cas-là ne comptez pas sur nous, nous y sommes farouchement opposés et ce n'est pas négociable.

Fin de la discussion. Appel à la mobilisation générale du personnel et à la grève illimitée au cas où cette mesure serait appliquée, sans oublier d'exiger une augmentation de salaire équivalente à ce que toucherait un salarié s'il travaillait de nuit ou le dimanche.

Guerre idéologique. Les hommes exploitent les femmes, mais pas le capitalisme...

- Tâches ménagères : les inégalités ont la vie dure - LeMonde.fr

Les femmes continuent d'assumer les deux tiers du travail domestique révèle, jeudi, l'Insee. LeMonde.fr 29.10

Quelle sale race les hommes ! On propose que les femmes travailleuses bénéficient d'une réduction du temps de travail équivalent au temps qu'elles consacrent aux tâches ménagères sans réduction de salaire.

[Quand l'esprit de Charlie souffle sur la Turquie.](#)

- Turquie: écran noir imposé à deux télévisions proches de l'opposition - AFP

Et c'est dans ce contexte (notamment) que l'UE a manifesté son intention de rouvrir les négociations d'adhésion de la Turquie à l'UE.

[Guerre idéologique. La palme de l'intox.](#)

- Hillary Clinton sans pitié pour les banques (si elle est élue) - Le Huffington Post

C'est la plus néoconservatrice des démocrates !

[Le fils d'un grand bourgeois](#)

- Thomas Fabius sous le coup d'un mandat d'arrêt aux Etats-Unis - 20minutes.fr

Thomas Fabius, fils du ministre des Affaires étrangères Laurent Fabius, a de nouveaux ennuis avec la justice. Il serait sous le coup d'un mandat d'arrêt aux États-Unis, annonce Le Point ce jeudi.

Selon l'hebdo, le trentenaire est accusé d'avoir laissé une ardoise d'environ trois millions et demi de dollars dans trois casinos du Nevada. Les enquêteurs s'interrogeraient par ailleurs sur des flux financiers « massifs » et « suspects ». 20minutes.fr 29.10

[A qui profite le crime Syriza ?](#)

- L'interview de Varoufakis à 24.000 euros qui hérissé l'Italie - Le Huffington Post

ACTUALITÉ DU JOUR

[Dossier sur la Syrie.](#)

- Conférence de Vienne sur la Syrie: «Pas de solution possible sans l'Iran et la Russie» - 20minutes.fr

- Sarkozy en Russie plaide pour un rapprochement avec Moscou dans le dossier syrien - AFP

- Nicolas Sarkozy, ambassadeur de François Hollande à Moscou malgré lui - L'Express.fr

- Diplomatie parallèle: Sarkozy brosse Poutine dans le sens du poil - 20minutes.fr

Son action a été « plus positive que négative », a-t-il jugé lors de son déplacement à Moscou. 20minutes.fr 29.10

- Fillon: en Syrie, la France est "hors jeu" - AFP

François Fillon, ancien Premier ministre (Les Républicains), déplore jeudi sur son blog qu'en Syrie, la France soit "hors jeu", en raison de "l'intransigeance irréfléchie de François Hollande" sur ce dossier.

"Même les Américains ont fini par prendre la mesure de l'impasse diplomatique que représente le refus de dialoguer avec la Russie", fait-il valoir. "Ils nous ont pris de court en organisant à Vienne une réunion quadripartite avec les Turcs et les Saoudiens dont nous n'avons été que les spectateurs".

Selon lui, "la tentative de la diplomatie française de reprendre la main en organisant cette semaine à Paris une rencontre des ministres des Affaires étrangères européens, américains et arabes sans la Russie est pathétique". AFP 28.10

- Vice-chancelier allemand à Moscou: vers la fin des sanctions? - sputniknews.com

La visite du vice-chancelier allemand Sigmar Gabriel à Moscou reflète le changement d'attitude de l'Allemagne dans ses relations avec la Russie, estime les analystes du centre américain de recherche Stratfor. sputniknews.com 29.10

- La cote de Poutine bat un nouveau record - sputniknews.com

La cote de popularité de Vladimir Poutine a atteint un maximum historique en frôlant les 90%, indique un sondage réalisé par le Centre Panrusse d'étude de l'opinion publique (VTsIOM).

Selon le sondage, la cote de popularité de Vladimir Poutine a battu un nouveau record en atteignant à 89,9%, soit plus que les 89,1% enregistrés en juin 2015.

Selon les experts du VTsIOM, "un tel niveau d'approbation de l'activité du président russe est dû, avant tout, aux événements en Syrie, aux frappes de l'aviation russe contre les positions des djihadistes (qui sont qualifiés d'événements principaux par 26% des sondés)".

Les sociologues rappellent également que ces dix-huit derniers mois, la côte de popularité du président Poutine n'est jamais descendue au-dessous de 80%.

"La cote de Poutine a commencé à augmenter au printemps 2014 suite au rattachement de la Crimée et de Sébastopol à la Russie: en mars 2014, elle affichait 76,2% de moyenne, en avril 82,2% et en mai 86,2%", indique le site du VTsIOM. sputniknews.com 29.10

- La Russie contre le projet de résolution anti-syrien - sahartv.ir

La Russie est contre le projet de résolution anti-syrien des Nations Unies.

« La Russie n'apporte son soutien à la résolution anti syrienne relative à la cessation de l'utilisation par la Syrie des bombes dans ce pays », a annoncé Peter Ilichov, le représentant adjoint russe auprès des Nations Unies. « Ce projet de résolution pourra mettre en péril les négociations de paix en cours. La France, la Grande-Bretagne et l'Espagne ont présenté aux Nations Unies un projet de loi interdisant l'utilisation d'armes industrielles et imposant de sanctions au gouvernement syrien », a-t-il ajouté.

La Réunion sur la Syrie aura lieu jeudi et vendredi à Vienne, la capitale autrichienne. sahartv.ir 29.10

- Alep : la donne change en faveur d'Assad - sahartv.ir

L'armée syrienne est parvenue à resserrer l'étau autour de Daech et d'Al Nosra dans le sud-est d'Alep et l'axe de la Résistance se dirige droit vers la libération de la route ultra stratégique Assiriya à Khanasser.

Selon le journal syrien El Watan, les raids aériens russes continuent à bombarder les positions des terroristes takfiris à Deraa dans le sud et à Alep dans le nord de la Syrie. parallèlement, les forces de l'armée syrienne poursuivent leur avancée vers la grande route reliant Alep à Salamiya et contrôlent quasi totalement la route reliant Khanasser à Assiriya.

Des affrontements dans le rif est et le rif sud-est d'Alep n'ont pas apporté les effets escomptés comme le souhaitent les terroristes et leurs sponsors surtout que l'armée syrienne et ses alliés ont repoussé les assauts terroristes contre Al Safira dans le rif d'Alep ainsi que contre Al Saaan situé dans la banlieue de Hama. le journal libanais AsSafir revient sur ces nouveaux acquis de l'armée syrienne et écrit : " les forces de l'armée syrienne, bénéficiant du soutien aérien de l'aviation russe ont réussi à créer une " courbe" tout autour des régions occupées par Daech et Al Nosra . Cette courbe a d'ailleurs permis la libération de la route Assiriya/Khanasser. les poches terroristes persistent occupent toujours une vingtaine de kilomètres de la route en question. quant au rif est d'Alep, les sources sur le terrain font état de la quasi stabilité qui règne sur les fronts de la banlieue-est d'Alep.

Des dizaines de daechistes ont été tués au cours des assauts lancés ces derniers jours. D'Alep, on apprend que les habitants comptent les heures pour voir l'armée syrienne débarquer dans la ville , briser le siège et sécuriser la route reliant Alep à Damas. dans la banlieue Est de la ville, l'armée syrienne et ses alliés cherchent à mettre un terme à l'encerclement de l'aéroport de Koviras et de sécuriser la route menant à Raqqa. sahartv.ir 29.10

[En famille. Tant qu'on peut encore faire ensemble le sale boulot... ensuite il sera tant de passer le relais au fascisme.](#)

- Élections régionales : Manuel Valls plaide pour un front républicain - Francetv info

Le Premier ministre souhaite que les candidats de gauche se retirent au second tour si leur liste arrive en troisième position.

La question du Front républicain pour barrer la route au Front national refait son apparition à chaque élection. Les régionales n'y coupent pas, surtout avec des sondages qui laissent présager d'une victoire possible de Marine Le Pen dans la région Nord-Pas-de-Calais-Picardie, voire en PACA avec sa nièce. En raison du mode de scrutin proportionnel, le retrait d'une liste revient à se faire hara-kiri. Les socialistes n'auraient dans ces conditions pas un seul élu pendant 5 ans dans les régions concernées. Un choix lourd.

Le patron du PS, Jean-Christophe Cambadélis, avait enterré l'idée du Front républicain mi-septembre, affirmant que « les déclarations extrémistes de Christian Estrosi et de Xavier Bertrand sur les réfugiés empêchent désormais le Front républicain ». Manuel Valls semble étonnamment le ressusciter. « Il est hors de question de laisser le Front national gagner une région. Donc tout devra être fait pour l'empêcher (...) Je vous donne rendez-vous le soir du premier tour » a affirmé mardi soir le premier ministre, invité du Bondy blog. Un « tout » qui peut laisser la porte ouverte à un éventuel retrait des listes PS qui seraient arrivées en troisième position au soir du premier tour. C'est justement ce que disent certains sondages pour les régions Nord-Pas-de-Calais-Picardie et PACA. Ce matin, Jean-Christophe Cambadélis n'a pas non plus fermé la porte, se contredisant au passage après ses déclarations de septembre. « Je n'exclus rien, mais ma pensée première est pour gagner le premier tour » a-t-il affirmé sur Europe 1. Samia Ghali ne ferme pas la porte au front républicain

La confusion est de mise au PS. La question n'a pour l'heure pas vraiment été tranchée. Jean-Christophe Cambadélis renvoie au bureau national extraordinaire du PS qui se rassemblera le soir du premier tour, le 6 décembre, et prendra la décision. Mais déjà, certains élus osent prendre position, et s'opposent...

Antoine Lefèvre (LR, sénateur LR de l'Aisne à Public Sénat - ndlr) va même plus loin : en cas de possibilité de victoire du FN aux régionales, il préconise une alliance gauche/droite. « Ça ne me choquerait pas d'avoir une forme de coalition entre gauche et droite, comme cela peut se faire en Allemagne » lâche-t-il, tout en sachant que cela semble de l'ordre de l'utopie aujourd'hui. Francetv inf 29.10

[Aide-toi... le régime t'aidera...](#)

- Grève des avocats: Valls salue l'accord sur l'aide juridictionnelle - AFP

Manuel Valls a salué jeudi l'accord signé entre la chancellerie et les représentants des avocats sur l'aide juridictionnelle, qui doit mettre un terme à près de trois semaines de mobilisations et de grèves contre le projet de réforme portée par la garde des Sceaux Christiane Taubira.

Le protocole d'accord signé mercredi confirme la suppression de la contribution de 15 millions d'euros en deux ans que Christiane Taubira entendait prélever sur les fonds Carpa, gérés par les avocats, pour abonder une augmentation du budget de l'aide juridictionnelle.

Il prévoit également une revalorisation de 12,6% de l'unité de valeur (UV) de base servant à établir la rémunération des avocats participant à l'AJ et correspondant à une demi-heure de travail. Il abandonne également la modification des barèmes qui prévoyait des baisses importantes de nombreuses missions comme l'assistance des personnes en garde à vue. AFP 29.10

On les soutient sur la base de l'axe politique que nous avons adopté...

[Guerre idéologique. Manipulation et conditionnement. Sondage truqué. A bas le dialogue social, combat classe contre classe !](#)

- Les Français privilégient le dialogue social - Reuters

Plus d'un Français sur deux (57%) souhaite laisser du temps au dialogue social d'ici l'élection présidentielle de 2017, quitte à ralentir le rythme des réformes, selon un sondage Odoxa pour MCI, Le Parisien-Aujourd'hui-en-France et France Info publié jeudi.

A l'inverse, ils sont 42% à souhaiter une accélération du rythme des réformes en France, quitte à laisser moins de temps au dialogue social. Ils étaient 57% il y a un an, selon Odoxa qui note une inversion de tendance.

Soixante-dix pour cent des personnes interrogées disent faire davantage confiance à la négociation entre les syndicats et le patronat pour mener des réformes économiques et sociales efficaces en termes d'emploi. Ils ne sont que 27% à faire plus confiance

à l'Etat et au Parlement pour y parvenir.

Interrogés sur les conflits sociaux récents, notamment à Air France, 83% des Français estiment qu'ils sont le signe d'un dialogue social qui se dégrade en France. Seize pour cent jugent à l'inverse qu'il s'agit de cas isolés qui ne sont pas représentatifs de l'évolution du dialogue social. Reuters 29.10

Ils se donnent beaucoup de mal pour nous faire croire que les travailleurs seraient sado-masochistes !

La question telle qu'elle devrait leur être posée pour refléter la réalité : Le dialogue social se traduit systématiquement par la liquidation de vos droits sociaux et des cadeaux au patronat. Le soutenez-vous, cochez la case oui ou la case non.

Répétons-le, le dialogue social, c'est la négation de la lutte des classes au profit de la classe dominante et rien d'autres.

[Cette vulgaire marchandise qui vaut toujours trop cher pour les tyrans qui nous gouvernent.](#)

- Le coût du travail en Europe - Francetv info

Une étude publiée par l'Insee ce mercredi 28 octobre dévoile que le coût du travail dans le secteur de l'industrie en France est moins cher qu'en Allemagne. Mais ce n'est pas le cas dans tous les secteurs. Le coût total d'un ouvrier qualifié en France (salaire+charges patronales) est de 37 euros de l'heure. En Allemagne, il est de 37,10 euros. Le plus cher, c'est le Danemark : 42,10 euros. Les moins chers sont la Roumanie et la Bulgarie avec 4,70 et 3,60 euros de l'heure.

Dans le secteur des services, le coût moyen d'un salarié est de 34,60 euros de l'heure en France. "Et c'est supérieur à l'Allemagne (31,40 euros)", souligne Jean-Paul Chapel en plateau. Le Danemark est encore une fois le plus cher (40,30 euros), quant à la Roumanie et la Bulgarie, le coût du travail y est encore le moins cher. "Ce sont des moyennes et les qualifications ne sont pas forcément les mêmes en France et dans ces pays à bas coût", précise le journaliste de France 2.

- Les vrais chiffres du temps de travail en France (pour répondre à Jeb Bush) - Le HuffPost

Avec 1473 heures travaillées par an, la France se place très bas dans le classement international. Selon les données compilées par l'OCDE, seuls les travailleurs allemands (1371), norvégiens (1427), néerlandais (1425) et danois (1436) travaillent moins d'heures que les Français. Sur le podium, figurent le Mexique (2228), le Costa-Rica (2216) et la Corée (2124). A titre de comparaison, les Américains travaillent 1789 heures. Si l'on ramenait ce nombre d'heures à une durée hebdomadaire, on arrive à 28,3 heures en France et 34,4 aux Etats-Unis.

Si l'on s'intéresse maintenant au nombre d'heures travaillées chaque semaine (en mettant de côté les jours de congés), Eurostat indique qu'un Français travaillait 37,2 heures en 2014. C'est exactement la moyenne européenne. C'est par exemple plus qu'au Danemark (33,5 h) qu'en Allemagne (35,3 h) qu'en Italie (36,9 h) mais c'est moins qu'en Grèce (41,9 h) qu'en Espagne (37,9 h) ou qu'en République Tchèque (40,4 h).

Seulement si l'on regarde seulement les salariés à temps plein, la France baisse nettement dans le classement. Avec 40,5 heures travaillées par semaine, c'est moins que la moyenne de l'Union européenne (41,5 h). C'est aussi moins qu'en Allemagne (41,5 h), qu'au Royaume-Uni (42,9 h).

Le 9 septembre, la Cour des comptes a publié un gros pavé sur le temps de travail dans la fonction publique en se basant sur une précédente étude réalisée en 2012. Résultat, les agents du secteur public travaillent moins que ceux du privé, à raison d'une centaine d'heure chaque année. Mais la Cour souligne que c'est "davantage en raison d'un nombre plus important de jours de congés que d'une durée hebdomadaire significativement plus faible". En effet, les agents du secteur public bénéficient de 38 jours de congés par an en moyenne, contre 31 pour le secteur privé.

Et combien d'années un Français travaille-t-il dans sa vie? Selon Eurostat, en 2013, la moyenne s'élevait à 34,7 années. Un chiffre en constante augmentation depuis 2004 (32,7 ans) mais qui reste inférieur à la moyenne européenne qui atteint 35,2 ans. En tête, on retrouve la Suède (40,9 ans), les Pays-Bas (39,8 ans) et le Danemark (39 ans). En bas de classement, se trouvent l'Italie (30,3 ans), la Hongrie (30,8 ans) et la Croatie (31,1 ans). Au Royaume-Uni, la durée atteint 38,4 ans et en Allemagne, elle se situe à 37,9 ans. Le HuffPost 29.10

J'ai fait un rapide calcul, ma compagne Selvi qui est employée de maison, ici on dit en anglais "servant", travaille 2678 heures par an, et quand je l'ai rencontrée elle travaillait 3093 heures par an, et cela pendant plus de 20 ans pour élever seule ses 3 enfants, pas vraiment une fainéante Selvi.

Quand nous avons décidé de vivre ensemble, le jour même j'ai réglé ses dettes (dues à la foutue dot qu'elle avait dû verser lors

du mariage de ses deux filles.) pour qu'elle n'ait plus à les rembourser chaque mois, ce qui lui a permis de travailler moins. Je ne pouvais pas décentement accepter de vivre avec une esclavage sans soulager ses chaînes, j'en aurais fait des cauchemars. Cela explique aussi en partie mes difficultés financières

En moyenne un Indien travaille 2496 heures par an.

Le chantage est "mort-né.

- Les 39 heures ne feront pas leur retour chez Smart France - latribune.fr

Le refus de la CGT et de la CFDT aura eu raison de l'accord sur le retour aux 39 heures chez Smart à Hambach. Deux syndicats sur quatre, la CFE-CGC et la CFTC, ont signé mercredi 28 octobre l'accord sur le retour aux 39 heures chez Smart à Hambach (Moselle), mettant ainsi un terme à la négociation, a indiqué la direction de l'usine automobile.

Les deux autres syndicats de l'usine, la CFDT et la CGT, qui représentent 53% des salariés, n'ayant toutefois pas signé, "l'accord est réputé comme non écrit, et donc pas applicable", a déclaré à l'AFP Didier Getrey, de la CFDT. "C'est terminé, le bébé est mort-né", a-t-il ajouté, précisant que les deux syndicats, qui ont toujours manifesté leur opposition au projet, feraient valoir dès demain leur droit d'opposition.

Le "pacte 2020" prévoit notamment un retour aux 39 heures, payées 37, et une diminution des jours de RTT pour les cadres, en échange d'un maintien de l'emploi jusqu'en 2020.

Lors d'un référendum interne -purement consultatif- le 11 septembre, 56% des 800 salariés votants s'étaient prononcés pour le "Pacte 2020". Mais si les cadres, employés, techniciens et agents de maîtrise ont approuvé l'accord à 74%, il a été rejeté à 61% par les ouvriers. latribune.fr 28.10

Sans blague, à la minute près!

- Insee : l'emploi du temps des Français à la loupe - Francetv info

L'Insee a dévoilé ce jeudi 29 octobre une radiographie très précise du quotidien des Français. Le verdict est sans appel, ce sont encore les femmes qui s'occupent le plus des tâches ménagères : 4h07 chaque jour en moyenne contre 2h36 pour les hommes.

La situation a tout de même évolué. Les hommes s'occupent un peu plus des tâches ménagères qu'il y a 40 ans. De quatre à cinq minutes de plus chaque jour.

Les papas passent tout de même sept minutes de plus avec leurs enfants qu'il y a 40 ans. À noter que les hommes et les femmes travaillent moins qu'avant et que l'activité préférée des Français est de regarder la télévision. Francetv info 28.10

Quand on a à l'esprit comment ils bidouillent les chiffres du chômage... D'ailleurs l'agence de propagande Francetv vend la mèche en évoquant un "verdict", ce qui signifie que cette "radiographie très précise" était uniquement destinée à porter un jugement sur les rapports entre les hommes et les femmes et non à rendre compte fidèlement de la réalité, sans présumer du reste des préjugés de la population qui peuvent être aussi archaïques que le régime.

Et si "l'activité préférée des Français est de regarder la télévision", c'est qu'ils n'ont pas progressé d'un iota !

Cela fait plus de 10 mois que je m'en passe ainsi que ma compagne Selvi et on s'en porte à merveille !

Non mais sans déconner, c'est la différence qui existe entre nous et tous ces gens qui se lamentent, gémissent, pleurnichent, gesticulent, donnent des leçons aux autres, etc. et qui continuent de la regarder, personnes dont la volonté ou la détermination est finalement frappée du sceau de la faiblesse au point d'être incapables de modifier leur mode de vie en rapport avec leurs idées. Boycottent-ils les médias, la presse écrite ? Pensez-vous !

Chacun fait comme il le sent, on est bien d'accord, on n'a pas l'intention d'interdire à quiconque de regarder la télévision, mais chacun doit en assumer les conséquences. Cela est valable pour toutes les idées que nous développons dans ce portail, on ne porte pas de jugement on dit ce que l'on pense, on a encore le droit, non ? Non, je sais, ce n'est pas correct. Et bien on s'en tape complètement.

A bas le sionisme synonyme de barbarie ! Boycott d'Israël !

- Des universitaires britanniques appellent au boycott des universités israéliennes - lefigaro.fr

Pour protester contre «les violations intolérables des droits de l'Homme infligées à l'ensemble du peuple palestinien», 343 universitaires ont annoncé vouloir boycotter les universités israéliennes.

Dans une lettre publiée mardi par le quotidien britannique The Guardian, 343 universitaires manifestent leur colère face à la politique d'Israël vis à vis du peuple palestinien. «En tant que chercheurs associés à des universités britanniques, nous sommes profondément perturbés par l'occupation israélienne illégale des territoires palestiniens». Les universitaires, qui proviennent de plus de 70 établissements de Grande-Bretagne, ont décidé de rejeter toutes invitations officielles provenant des universités israéliennes.

«Répondant à l'appel de la société civile palestinienne, nous déclarons donc que nous n'accepterons d'invitations d'aucune institution académique israélienne (...) ni ne participerons à des conférences financées, organisées ou sponsorisées par elles», ont-ils expliqué. Toutefois, comme le stipule le texte, certains universitaires continueront, «à titre personnel», à travailler avec «leurs collègues israéliens». La fin de la lettre signale que ce boycott sera maintenu «jusqu'à que l'État d'Israël se conforme aux lois internationales et respecte les principes universels des droits humains».

Certains signataires sont issus des institutions britanniques les plus prestigieuses, comme l'université d'Oxford, de Cambridge ou de la London school of economics(LSE). «Ce boycott est une petite façon de dire une chose importante: que l'équité et la justice doivent réellement être mises en œuvre, que le droit international doit être respecté», a commenté l'un des signataires, le professeur Conor Gearty de la LSE.

Une initiative très contestée en Israël et en Grande-Bretagne

L'initiative a été immédiatement critiquée par les gouvernements anglais et israéliens. Comme le rapporte The Guardian, l'ambassadeur britannique en Israël a fermement condamné cette action en reprenant les paroles du premier ministre David Cameron. «Le gouvernement du Royaume-Uni ne permettra jamais aux partisans d'un boycott d'Israël de briser 60 ans d'échanges intenses qui ont permis à ces deux pays de devenir plus forts».

De leurs côtés, les autorités juives de Grande-Bretagne ont-elles aussi réagi. Simon Johnson, le directeur général du Jewish Leadership Council, le Conseil représentatif des institutions juives de Grande-Bretagne, a estimé que «ces universitaires devraient réaliser que les boycotts créent des divisions, sont discriminatoires et ne font rien pour avancer vers la paix ou améliorer la vie des Palestiniens».

L'auteur d'Harry Potter, J.K. Rowling, s'en mêle

Par ailleurs, des dizaines de personnalités du monde de la culture en Grande-Bretagne avaient signé, le 23 octobre dernier, une lettre appelant à cesser le boycott culturel à l'encontre d'Israël. «Le dialogue et les échanges permettent de se comprendre et de s'accepter mutuellement. C'est à partir d'une acceptation mutuelle que peut commencer un chemin vers la résolution du conflit». Parmi les signataires du texte était présente la célèbre auteur de Harry Potter, J.K. Rowling.

La question du boycott culturel de l'État d'Israël agite la société britannique. En février dernier, une première lettre ouverte en faveur d'un arrêt total des échanges et des partenariats culturels avait déjà été signée par une centaine d'artistes britanniques. lefigaro.fr 29.10

[Alliance militaire islamo-sioniste contre le peuple palestinien](#)

- Riyad appelle à l'alliance avec "Israël" contre "l'Iran"... - sahartv.ir

Le prince saoudien, Walid Ben Talal a dissipé tous les doutes : " Dans cette troisième intifada qui oppose les palestiniens à Israël, je soutiens Israël et je demande à ce qu'une alliance militaire Riyad-Tel-Aviv soit formée contre l'Iran".

Au cours d'un entretien accordé au journal koweïtien al Qobs, le riche Talal estime qu'une alliance large des pays arabes avec le régime arabocide d'Israël est " nécessaire pour faire face à l'Iran". Fidèle au langage officiel de Riyad, Talal accuse l'Iran de tous les maux possibles et imaginables avant de souligner : " Le chaos qui sévit au Moyen Orient a placé Riyad dans un état où il devra choisir entre la vie et la mort. Je sais que les Iraniens cherchent à renverser le régime saoudien en surfant sur la question palestinienne. Alors je plaide pour qu'une alliance Riyad-Tel-aviv soit formée contre l'Iran et que nos deux pays se trouvent dans un même front face aux iraniens . Je me tiendrai aux côtés du peuple juif et de ses ambitions démocratiques pour faire face à l'Intifada de Qods et je ferai tout pour mâter tout mouvement arabe à vocation anti israélienne . Car un accord arabo israélien est une nécessité pour contrer la menace iranienne. " sahartv.ir 29.10

[Haut de page ↗](#)